

la société face au crime

volume 3 tome II

le crime au québec

les sommets
de la criminalité québécoise



commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec



la société face au crime



la société face au crime

volume 3 tome II

le crime au québec

**les sommets
de la criminalité québécoise**

**Commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec**

A1106

A29

U82

1968-70

3, 2

Ex. 2

GL

magasin

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

M. le juge Yves PRÉVOST
Président

Hon. Paul MARTINEAU, C.P., C.R. **

M. Harry GOULD

Hon. juge Guy Merrill DÉSAULNIERS *

M. Laurent LAPLANTE

LE SECRÉTAIRE

Me Jean SIROIS

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

M. le bâtonnier Jean MARTINEAU, C.R.

M. le juge Lucien THINEL *

M. le juge Jacques CODERRE *

Me Jean BRUNEAU, C.R.

Me F. Michel GAGNON

** s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale tenue dans Pontiac le 25 juin 1968.

* ont quitté la commission à la suite de leur accès à la magistrature.



GOVERNEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

A son Excellence

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

Qu'il plaise à votre Excellence

NOUS, LES COMMISSAIRES,
CONSTITUÉS EN COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE,
AVONS L'HONNEUR
DE PRÉSENTER À VOTRE EXCELLENCE
LA TROISIÈME TRANCHE DE NOTRE RAPPORT.
CELLE-CI PORTE
SUR LE CRIME AU QUÉBEC.

LA SOCIÉTÉ FACE AU CRIME

LE CRIME AU QUÉBEC

LES SOMMETS DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE

Après un rapide tour d'horizon de la criminalité québécoise, nous nous attaquons ici à certains secteurs de cette criminalité. Ce sont les secteurs où le Québec connaît des difficultés particulières.

Première partie : LA FAILLITE FRAUDULEUSE

Deuxième partie : LE VOL À MAIN ARMÉE

Troisième partie : LE VOL D'AUTOMOBILE

PREMIÈRE PARTIE

LA FAILLITE FRAUDULEUSE

(1-168)

INTRODUCTION

a) LE MANDAT : LA FAILLITE FRAUDULEUSE (1-3)

1. Le mandat de la Commission lui faisait un devoir d'étudier tous « les problèmes présents relatifs à l'administration de la justice ». Parmi ces problèmes, il fallait d'emblée ranger celui des faillites frauduleuses.

Il le fallait pour différentes raisons. D'une part, on attribue depuis longtemps au Québec le championnat national en matière de faillites. D'autre part, avant même que ne débutent les travaux de la Commission, la faillite frauduleuse était devenue le sujet de maintes discussions publiques. Enfin, Québec et Ottawa avaient jugé le problème assez grave pour en faire l'objet de négociations et pour lui consacrer des efforts conjoints.

L'opinion publique a été saisie du problème à la suite de révélations spectaculaires et de nombreuses arrestations, toutes reliées directement ou indirectement à la question des faillites frauduleuses. Aujourd'hui, près de quatre ans après la célèbre affaire Darabaner, l'opinion publique a même tendance à croire que les corps policiers du Québec et du Canada n'ont pas encore complètement dévoilé toutes les ramifications de ce réseau. Les enquêteurs qui ont été mêlés de près au dévoilement de cette affaire ne sont pas certains, quant à eux, selon différents témoignages reçus par la Commission, que la condamnation de Moïse Darabaner ait constitué le point final de l'enquête. À les entendre, cette enquête a pu laisser dans l'ombre des aspects plus importants et de plus grands coupables.

Nous tenons à souligner cependant, même si cette opinion de spécialistes est en bonne partie justifiée, que la croyance populaire entretient à propos des faillites frauduleuses un grand nombre de mythes. On veut croire, par exemple, que la faillite typique soit, au Québec, voulue, consommée, exploitée par de lointains et tout-puissants génies du mal. Nous croyons, quant à nous, que le « simple talent local » a joué, en matière de faillites et même de faillites frauduleuses, un rôle infiniment plus considérable qu'on pourrait le croire au premier abord. Dans la plupart des cas, il a suffi.

En d'autres termes, le *crime organisé* ne nous semble pas profondément impliqué dans les réseaux québécois de faillites frauduleuses, alors que le

jeu, au contraire, révèle la présence chez nous de cellules reliées à des empires internationaux.

Le problème n'est pourtant pas négligeable et il mérite un examen sérieux. On comprendra, cependant, en achevant la lecture de notre rapport sur le crime (volume 3, tome 3), pourquoi nous avons rattaché l'affaire Darabaner au prêt usuraire plutôt qu'à la faillite frauduleuse.

2. Tout au long de ce rapport, nos propos viseront constamment une seule catégorie de faillites, celles qui contiennent en quantités variables des éléments frauduleux. Nous ne voulons aucunement faire perdre de vue au lecteur qu'il existe, heureusement en très grand nombre, des faillites parfaitement honnêtes qui ne doivent jeter aucun discrédit sur le failli lui-même ou sur ses créanciers.

Cette faillite normale se définit, selon les termes mêmes employés par M. W. J. McQuillan, avocat de grande réputation :

La récupération rapide des biens d'un débiteur et la distribution de ce qui en provient parmi les créanciers qui y ont droit selon la loi — le châtiment du débiteur malhonnête — et, au terme, la libération du failli de telle manière qu'il puisse, débarrassé une fois de plus de l'écrasant fardeau de ses dettes, reprendre sa place dans la société ¹.

3. En elle-même, cette faillite ne fait pas partie du mandat dévolu à la Commission. En effet :

- elle relève actuellement du gouvernement fédéral, en raison des dispositions constitutionnelles ;
- elle demeure, à notre avis, un problème principalement civil dont la Commission n'avait pas à se préoccuper directement.

À vrai dire, nous n'avons sur cette faillite normale ni critique à formuler, ni même opinion à faire connaître. Cependant, il nous incombe de définir soigneusement la faillite normale et la faillite frauduleuse, de manière à départager aussi précisément que possible le domaine civil et le domaine criminel. On permettra également à la Commission d'évaluer des dispositions purement civiles si elles semblent rendre le travail spécialement facile aux fraudeurs ².

¹ Citation extraite du mémoire présenté par l'Institut canadien des comptables agréés au ministre fédéral de la Justice, octobre 1963, p. 1. Ce mémoire est présenté comme appendice 30.

² La législation moderne sur la faillite est l'une des grandes réussites humanitaires du XX^e siècle, car elle libère l'humanité de ce qui avait été depuis l'antiquité la raison majeure d'un esclavage involontaire. Il importe de garder cette réussite en mémoire, même s'il faut admettre que les petits réseaux d'avocats de faillite qui gravitent autour de quelques-unes des Cours fédérales peuvent être les groupes les plus voraces de toute la profession légale en Amérique. Ils sont également ceux qui jouissent de la meilleure protection. MARTIN MAYER, *The Lawyers*, New York, Dell Publishing Co., Inc., 1967, p. 387.

b) LE RECOURS AUX SPÉCIALISTES

(4-6)

4. Pour se faire une idée juste de la situation, la Commission a entendu, à des étapes diverses de ses travaux, une série de témoins qualifiés et mêlés de près à l'étude de la faillite. On trouvera plus loin (appendice 1) un résumé de ces témoignages.

Noms	Dates des témoignages	Pages des notes sténographiques
Yvon Desloges, registraire	12-4-67 19-7-67 25-7-67	1084-1158 3292-3423 3615-3737
Lieutenant Léo Talbot, de l'escouade de la sécurité sociale de la Sûreté municipale de Montréal (accompagné du directeur Jean-Paul Gilbert)	5-4-67 6-4-67 12-4-67	693- 703 704- 739 1000-1069 1074-1083
Paul Devos, séquestre officiel	27-6-67 13-7-67	2446-2608 3131-3238
Raymond Leblanc, président de l'Association de l'industrie du bois	28-6-67	2610-2748
Me Jay Rumanek, procureur de la Couronne à Montréal	29-6-67 16-8-67	2749-2814 4139-4166
Me Jean-Paul Bergeron, c.r., praticien	5-7-67	2816-2930
Capitaine Germain Courchesne, de la Sûreté du Québec	18-7-67	3240-3266
Me Jean Bruneau, ancien procureur en chef de la Couronne	16-8-67	4167-4180
Me Rhéal Brunet, procureur en chef-adjoint de la Couronne à Montréal	16-8-67	4181-4196

5. Au terme de ces témoignages spécialisés, la Commission en arrivait à la conclusion qu'il fallait procéder à un examen minutieux de centaines de dossiers de faillite, de manière :

- 1 — à connaître les noms et les activités des principaux responsables ;
et *surtout*
- 2 — à évaluer les mécanismes de défense à la disposition des corps policiers et du ministère de la Justice.

En somme, nous devons prévoir l'examen probablement stérile, mais nécessaire, de centaines de dossiers qui ne s'avéreraient civils qu'au terme d'un examen minutieux.

Une équipe s'est mise immédiatement au travail, sous la direction éminemment compétente de Me Jean-Paul Bergeron, c.r. Ce rapport que nous présentons aujourd'hui sur les faillites frauduleuses au Québec contient la substance des remarques que nous a transmises Me Jean-Paul Bergeron et s'inspire largement des recommandations et suggestions fournies par lui (appendice 2).

Nous profitons de l'occasion pour exprimer nos plus sincères remerciements à Me Bergeron pour l'empressement qu'il a apporté à mettre toute sa compétence à notre disposition pendant de longs mois.

6. À notre demande, Me Bergeron s'est imposé une tâche énorme qui donne un juste aperçu des difficultés que doivent surmonter au jour le jour les procureurs de la Couronne. La correspondance de Me Bergeron (appendice 3) apparaît ici, non pas dans le but de rendre justice au travail effectué par un des meilleurs spécialistes québécois dans le domaine de la faillite, mais parce qu'elle nous fournit des points de repère fort utiles quand vient le moment d'évaluer les effectifs nécessaires à la prévention des fraudes et à une lutte efficace aux fraudeurs.

En somme, les besoins sont énormes quand il faut tant de travail compétent pour en établir l'inventaire.

c) L'UTILISATION DU HUIS CLOS

(7-11)

7. Il importe ici d'expliquer certains silences. La Commission a nécessairement décrété le huis clos pour l'audition de quelques témoins. Il aurait été ridicule de ne pas les entendre ; il serait malhonnête et dangereux de citer aujourd'hui leurs noms.

La décision de tenir certaines séances *in camera* se justifiait aisément :

- 1 — la Commission recueillait, à ce moment, plus que la preuve légale. Policiers et informateurs étaient alors appelés par les commissaires à livrer les noms de personnes soupçonnées, mais contre lesquelles la preuve légale de conspiration ou de fraude n'avait pas encore été fournie devant les tribunaux ;
- 2 — dans certains cas, on pouvait soupçonner et on a constaté après coup que les personnes mentionnées par nos informateurs n'avaient contre elles que des apparences qu'un examen plus approfondi a réduites au rang du soupçon sans valeur.

Dans un cas comme dans l'autre, la Commission estime qu'il serait prématuré ou dangereux d'agir sans discernement. Ce serait souverainement injuste de jeter sur la place publique tout le contenu de « rencontres d'exploration ». D'ailleurs, toutes les implications ne sont pas encore connues.

8. Ce n'est pas que nous ayons eu l'intention de poursuivre à huis clos une enquête demandée par le public ou que nous refusions de faire connaître tous les éléments de la situation, tels que nous les avons perçus. Nous croyons simplement, pour divers motifs, que certains renseignements ne doivent recevoir aucune diffusion.

Au cours de ses travaux sur les faillites frauduleuses, la Commission a obtenu, nous l'avons dit, un certain nombre de renseignements de nature confidentielle. Il fallait s'y attendre. Ou bien les renseignements surgissaient parce qu'on avait interprété le huis clos comme une protection complète, ou bien les révélations étaient contenues dans des documents dont nous ne pouvions prendre connaissance que sous le sceau du secret le plus strict. Dans les deux cas, la diffusion équivaldrait à trahir ce qui était ou était devenu l'équivalent d'une promesse.

Certes, nous avons limité au plus strict minimum les séances à huis clos. En certains cas, la Commission a, immédiatement après une telle séance, résumé devant les journalistes (notes sténographiques, cahier n° 9, 12 avril 1967) les éléments d'intérêt public. En d'autres occasions, la Commission a carrément refusé d'entendre à huis clos la preuve d'accusations générales qui avaient été lancées publiquement (cahier n° 34, 16 août 1967).

Malgré ces précautions, il nous faut respecter aujourd'hui des confidences que nous n'avions pas prévues et qui nous ont été faites par des individus qui se croyaient à l'abri. Dans d'autres cas, c'est nous qui avons garanti le secret à des personnes qui ne pouvaient ou ne voulaient pas parler sans cette assurance. Cette promesse aussi mérite le respect.

9. Pendant ses travaux, la Commission a motivé de la façon suivante sa décision de tenir des séances à huis clos.

DÉCISION RELATIVE AUX AUDIENCES À HUIS CLOS

Motifs

CONSIDÉRANT que le statut d'une Commission royale d'enquête est très différent du statut d'un tribunal;

CONSIDÉRANT que le mandat confié à cette Commission d'enquête porte principalement sur les problèmes présents relatifs à l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale et sur l'efficacité de cette administration;

CONSIDÉRANT qu'en matière de droit criminel et en matière de droit administratif, c'est-à-dire en matière de droit public, il faut appliquer les principes du droit anglais même dans le Québec (*Langelier c. Giroux* 52 B.R., 113);

CONSIDÉRANT que, pour les fins de l'enquête, et plus précisément pour l'établissement de la preuve orale et documentaire, cette Commission doit par conséquent s'inspirer des principes de la Common Law;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la Common Law devant les Tribunaux et devant les organismes analogues, la publicité est la règle et le huis clos l'exception;

CONSIDÉRANT que l'exception du huis clos est déterminée par des critères établis par la jurisprudence (R. v. Josephson, 1949, 1 W.W.R. 93, 7 C.R. 273, 93 C.C.C. 136, Cour d'appel, Man.; Rideout v. Rideout, 1950, 96 C.C.C. 293);

CONSIDÉRANT que les raisons d'exclure le public de la salle d'audience sont :

1. — l'intérêt de la moralité publique ;
2. — le maintien de l'ordre ;
3. — la bonne administration de la justice (LAGARDE, *Droit pénal canadien*, 1962, p. 631) ;

CONSIDÉRANT qu'il importe de bien distinguer entre la preuve directe et la preuve par ouï-dire ;

Décision

LA COMMISSION, après avoir étudié les règles 1 et 2 des Règles de pratique et de procédure qu'elle a adoptées le 5 avril 1967, après avoir examiné la doctrine et la jurisprudence en la matière et après avoir délibéré sur le tout, rend la décision suivante :

Lorsque l'exigeront la bonne administration de la Justice et la prudence, la Commission entendra à huis clos les témoins et, dans certains cas, elle pourra même décréter l'exclusion des journalistes.

Commentaires

Il est entendu que la simple requête d'un témoin d'être entendu à huis clos n'est pas une raison suffisante pour justifier la Commission d'ordonner le huis clos.

La Commission, en outre de s'inspirer dans sa décision des règles de la Common Law, rappelle qu'une politique analogue a été adoptée par d'autres commissions ainsi qu'en témoignent :

- a) Le Rapport Taschereau-Kellock sur l'affaire Gouzenko (1946, pp. 703-704) ;
- b) Le Rapport Spence sur l'affaire Munsinger (1966, pp. 87-88) ;
- c) Le Rapport Wells sur l'affaire Spencer (1966, pp. 4-5) ;
- d) Le Rapport Roach (1966, pp. 211 à 217).

L'appendice 4 fournira les règles de pratique auxquelles renvoie la décision de la Commission.

10. Au niveau du rapport écrit, nous devons également adopter une procédure particulière.

— Nous devons parfois tenir compte de témoignages sans identifier complètement les auteurs.

— Nous devons omettre certaines accusations lorsque le temps et les efforts n'ont pas réussi à les étayer d'aucune manière.

En somme, nous voulons protéger les témoins sérieux et peut-être menacés, mais nous voulons aussi protéger des citoyens respectables contre les attaques d'esprits aussi bien disposés que mal éclairés.

Nous savons que toute procédure de ce type demeure d'un maniement délicat et nous limitons ces « témoignages insatisfaisants » aux cas où tout autre recours nous est interdit.

11. Après mûre réflexion, la Commission a donc décidé de ne pas verser dans son rapport public toutes les informations reçues au cours de ses travaux sur la faillite frauduleuse.

À notre avis, la jurisprudence indique clairement que différentes commissions d'enquêtes ont dû, dans le passé, restreindre la diffusion de certaines informations ¹.

¹ Les commissions royales ne refusent pas toujours le oui-dire et la preuve indirecte, c'est-à-dire celle qui ne découle pas d'une connaissance personnelle. Le comité Balfour a noté qu'un grand nombre de présidents semblent d'opinion qu'il ne serait pas sage de régir la présentation de la preuve devant les commissions d'enquête conformément à la pratique qui prévaut devant les tribunaux judiciaires. En conséquence, il recommandait que :

À toute rencontre où il s'agit d'entendre une preuve orale, le meneur du débat, à titre de président, devrait avoir l'autorité pour interdire, au moment de sa présentation, toute question qu'il juge inadmissible parce que futile ou sans rapport avec le débat. Toute objection à la décision du président devrait faire l'objet d'un examen immédiat (après l'évacuation de la salle d'audience pour la durée du débat) et la décision de la majorité des membres de la Commission devrait l'emporter, sans pourtant priver la minorité de son droit d'appel qu'elle exercera non pas sur de simples questions personnelles, mais sur des questions de principes en s'adressant au ministère qui a créé la Commission et qui devrait être, non pas seulement autorisé, mais obligé de donner une décision précise sur le litige qui lui est soumis.

La preuve orale demeure la pratique générale, mais rien n'interdit d'accorder la même attention à des mémoires écrits. En Angleterre, la preuve est imprimée et vendue, mais le Canada ne pratique qu'exceptionnellement une telle politique. Une commission d'enquête peut recevoir de la preuve sous le sceau de la confiance : *dans ce cas, la preuve n'est pas publiée*. La commission sur les pâtes et papiers nous en fournit un exemple. La Commission s'était entendue avec le gouvernement du Québec pour qu'un fonctionnaire de la province rende un témoignage qui serait traité sur une base confidentielle. Avant la déposition du rapport de la Commission en Chambre, un député de la Chambre des Communes présenta une motion pour que ce témoignage particulier soit déposé. Le ministre du Commerce s'opposa à l'adoption de la motion jusqu'à ce que la province donne son consentement. L'auteur de la motion n'insista pas davantage. Plus récemment, à Westminster, un député posa des questions quant à la publication d'une preuve confidentielle reçue par la Commission royale de Palestine et demanda si cette preuve serait présentée à la Commission chargée des mandats. Le secrétaire aux Colonies répondit :

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas en sa possession, et il ne verra pas, la preuve confidentielle qui a été fournie sous le sceau du secret à la seule Com-

mission royale et qui demeure protégée par un sceau. Cette preuve ne me sera pas donnée et elle ne peut parvenir à la Commission chargée des mandats permanents.

La Cour d'Appel de l'Ontario souligne in re Imperial Tobacco Company v. McGregor que le commissaire n'avait pas révélé aux entreprises certaines preuves reçues au cours de l'enquête avant que les compagnies aient reçu avis des accusations qui pesaient contre elles. Le tribunal considérait ceci comme une matière relevant carrément du pouvoir discrétionnaire du commissaire. WATSON SELLAR, *A Century of Commissions of Inquiry*, dans *The Canadian Bar Review*, XXV, January 1947, pp. 17-18.

I—POINTS DE REPÈRE DE LA COMMISSION

I—POINTS DE REPÈRE DE LA COMMISSION

(12-33)

a) LACONISME DES MÉMOIRES

(12)

12. Au moment où commençaient nos travaux, la faillite frauduleuse constituait encore l'un des plus brûlants sujets d'actualité.

En fait, les faillites frauduleuses avaient reçu au Québec une si forte publicité depuis quelque temps qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'un grand nombre de mémoires soumis à la Commission mentionnent le problème. Pourtant, seule la F. T. Q. (Fédération des travailleurs du Québec) a jugé nécessaire d'attirer notre attention sur la question¹. D'ailleurs, la F. T. Q. elle-même limitait ses commentaires aux risques que peuvent courir les travailleurs et les consommateurs. C'est dire que, malgré l'émotivité déclenchée par un certain nombre d'accusations et de condamnations, la faillite frauduleuse demeure, pour l'ensemble des citoyens québécois, un problème trop technique pour qu'on si attarde longuement. Les commentaires de la F. T. Q. méritent cependant plus qu'une mention :

La pratique des faillites dans le monde des affaires fut longtemps excusée comme étant un résultat malheureux du jeu des mécanismes aveugles d'une économie libérale et, à ce titre, devant être admise comme une règle du jeu ; en affaires, croyait-on, il est normal que les plus forts l'emportent. Mais la population s'est enfin rendu compte que la pratique des faillites était en soi une entreprise rentable et, tout récemment, la lumière a été faite sur ce genre de crime organisé et honteusement planifié.

Les victimes de ce genre d'escroquerie ne sont pas, bien entendu, les propriétaires mais plutôt les travailleurs qui y perdent leur emploi et souvent une partie de leur salaire et de leurs bénéfices marginaux, de même que les consommateurs qui ne disposent d'aucun recours. Des mesures énergiques devraient être prises pour enrayer ce « vice honteux » de notre régime économique en veillant à ce que le secrétariat de la province exerce un contrôle sévère sur les demandes en incorporation, et en sentençant sévèrement ceux qui s'adonnent à de telles pratiques.

Le secrétariat de la province a incorporé des compagnies dont les propriétaires

¹ Une nuance d'importance trouve ici sa place. La *Canadian Lumbermen's Association*, par l'entremise de M. J. R. Leblanc, a transmis ses commentaires et de substantielles informations à la Commission. À notre avis, M. Leblanc, en raison de son travail acharné dans le domaine de la faillite, méritait le titre de spécialiste. C'est ce qui explique son absence dans la liste des auteurs de mémoire.

s'étaient déjà rendus coupables de 4 ou 5 faillites. Que le secrétariat de la province procède à des enquêtes poussées sur la solvabilité et les antécédents des mandataires d'incorporation, avant de leur ouvrir les portes du monde des affaires. Lorsque certains propriétaires sont forcés de déclarer une faillite, qu'on leur enlève alors, pour une période de temps définie, le droit d'obtenir une nouvelle incorporation ¹.

Et la Fédération des travailleurs du Québec de conclure cet exposé de la situation en recommandant explicitement le recours à des méthodes énergiques :

Des mesures énergiques doivent être prises pour éliminer la pratique des faillites frauduleuses : exercice d'un contrôle sévère sur les demandes en incorporation, sentence sévère pour les coupables et retrait temporaire du droit d'obtenir une nouvelle incorporation à ceux qui ont déjà fait faillite ².

En revanche, les techniques de diffusion ont abondamment traité du problème (appendice 5), même si l'on constate, là aussi, une diminution graduelle de l'intérêt.

b) NOMBRE ET AMPLEUR DES FAILLITES (13-20)

13. Avant d'aborder carrément le domaine de la faillite, nous tenons à signaler qu'il est extrêmement délicat de comparer des contextes divers et différents pays.

À propos des évasions spectaculaires survenues au Québec en avril et mai 1968, nous avons déjà indiqué que la situation en d'autres pays (Angleterre et pays scandinaves) était certes plus alarmante que la nôtre. En matière de faillite, nous tenons à souligner que les possibilités offertes par la loi à un citoyen ou à une corporation insolvable ont sans doute un impact direct sur le nombre et le volume des déconfitures. Ainsi, la loi québécoise connue sous la désignation de loi Lacombe a, à n'en pas douter, une influence comparable à certaines lois américaines.

Dans l'Orégon, qui détient le taux le plus élevé du pays avec plus de 200 faillites par année par 100,000 habitants, un créancier pouvait jusqu'à 1965 mettre une saisie-arrêt sur tous les revenus d'un débiteur, et il peut encore le faire pour la moitié ; à New York, où la saisie-arrêt ne peut frapper que 10% du salaire, le taux est de seulement 31 faillites par 100,000 habitants ; en Floride, en Caroline du Nord, en Pennsylvanie et au Texas, là où on ne peut mettre de saisie-arrêt sur les salaires, le taux est de 10 ou moins ³.

Ceci nuancera la description de la situation, mais ne réduira pas à néant le problème québécois. On évalue à deux milliards les pertes annuelles

¹ Mémoire de la Fédération des travailleurs du Québec, pp. 39-40.

² *Ibidem*, p. 48.

³ MARTIN MAYER, *The Lawyers*, New York, Dell Publishing Co., Inc., 1967, p. 284.

dues aux faillites américaines ¹. Le Québec, avec un volume d'affaires proportionnellement moins grand et une population 40 fois plus restreinte, perd annuellement une centaine de millions : avec à peine 2.5 p. cent de la population américaine, nous perdons aisément l'équivalent de 5 p. cent des faillites américaines.

14. Notre mandat n'exigeait pas de nous une étude de tous les mécanismes de la faillite. La faillite est, en elle-même, de nature principalement civile, alors que notre mandat nous invitait à ne scruter que les questions criminelles et pénales. Nous devons cependant étudier :

- a) *les textes législatifs* s'ils semblent rendre la fraude trop facile ;
- b) *les faillites normales* si elles peuvent fournir des indices sur la nature ou le volume des fraudes.

Précisons ce dernier point. Les chiffres qui concernent les faillites canadiennes et québécoises ne doivent certes pas s'interpréter comme représentant les sommes dérobées de façon criminelle. Cependant, les pertes qu'entraînent les faillites au Québec et au Canada sont si considérables qu'un faible pourcentage de faillites frauduleuses constitue déjà une somme appréciable.

D'autre part, les pertes attribuables aux faillites augmentent infiniment plus vite que le revenu brut et il faut déterminer si cela est attribuable à l'activité criminelle. Par exemple, de 1946 à 1965, le revenu brut du Canada est passé de \$11 à \$52 milliards. Pendant la même période, les pertes attribuables à la faillite sont passées de \$6 millions à \$392 millions. En 1965 seulement, les pertes attribuables aux faillites québécoises s'établissaient à \$77,191,000. Une estimation rapide permet de conclure que le gouvernement fédéral perdait ainsi environ \$26.5 millions, tandis que le gouvernement du Québec, privé lui aussi dans l'impôt sur le revenu, subissait une perte de \$9.2 millions (appendice 6).

15. Ces chiffres, répétons-le, concernent la faillite et non pas spécifiquement la faillite frauduleuse. Cependant, les corps policiers spécialisés dans l'étude des faillites frauduleuses estiment que les faillites où l'actif disponible représente moins de la moitié du passif, ce qui est vrai d'une bonne moitié des faillites, méritent une enquête approfondie. Une telle argumentation permet, à notre avis, de croire dès le départ à une activité criminelle intense dans le domaine de la faillite québécoise. Les enquêtes dont nous livrons ici les résultats permettront de nuancer un tel jugement comme il se doit.

En pratique, le pourcentage de faillites frauduleuses grandit quand augmente le nombre de faillites. Le travail d'enquête, en effet, est plus

¹ *Ibidem*, p. 386.

considérable et plus lent avec un millier de dossiers qu'avec une centaine... et les fraudeurs le savent. En d'autres termes, les fraudes commises parmi un nombre restreint de faillites sont vite détectées et découragées ; lorsque, selon toutes probabilités, la fraude passera inaperçue, les fraudeurs se mettent sérieusement au travail !

16. De façon générale, les statistiques démontrent que le Québec subit infiniment plus que sa part des pertes en matière de faillites. Cependant, si cette tendance demeure constante, le volume des pertes demeure en lui-même étrangement imprécis.

Selon qu'on se tourne vers le Bureau fédéral de la statistique ou vers la société Dun & Bradstreet, on obtient des informations sensiblement différentes. D'autre part, des spécialistes de la faillite, et nous pensons ici soit au registraire soit à un séquestre officiel, utilisent fréquemment une troisième série de chiffres. Ceci nous paraît anormal et inquiétant. Dans un domaine aussi important, face à des pertes annuelles qui se calculent à coût de millions de dollars, il est d'intérêt public de réconcilier les différentes statistiques ou, du moins, d'en préciser suffisamment la signification.

Admettons-le, il est fort possible que les différentes compilations se basent sur des étapes différentes de la faillite : l'une regroupera dans une seule année toutes les pétitions de faillites même si un certain nombre connaissent leur dénouement l'année suivante ; l'autre ne considérera la faillite comme consommée qu'après la répartition des dividendes entre les créanciers...

En somme, on s'explique que diverses compilations aboutissent à des sommes différentes. En revanche, on comprend mal que les différents compilateurs donnent si peu de renseignements sur leurs statistiques et semblent s'accommoder aisément des différences qui surgissent ¹.

17. Ces différences sont si considérables qu'elles compliquent même l'appréciation des tendances.

Ainsi, on a beaucoup parlé des championnats québécois en matière de faillites et de faillites frauduleuses. Or, les chiffres fournis par Dun & Bradstreet pour l'année 1965 indiquaient, nous l'avons vu, des pertes québé-

¹ Notes sténographiques, cahier n° 6, 5 avril 1967, pp. 644-645 :

M. LE COMMISSAIRE GOULD :

Comment expliquer la différence entre ce chiffre-ci et ce chiffre-ci ?

M. JEAN-PAUL GILBERT :

J'ai essayé, puis je ne suis pas capable d'expliquer la différence dans le nombre de faillites entre les deux tableaux. Le seul renseignement que je peux donner, c'est que le rapport du Bureau fédéral de la statistique est plus complet.

Je ne sais pas si, dans le premier tableau, qui est d'un organisme privé, on inclut seulement les faillites comprises dans le groupe.

coises de \$77 millions. La même source fixait à \$78.5 millions les pertes ontariennes pour la même année. Le Bureau fédéral de la statistique, quant à lui, fournit, pour les mêmes provinces, les chiffres de \$107 millions (Québec), et de \$259 millions (Ontario) ! L'analyste s'y perd.

À n'en pas douter, de telles différences ne s'expliquent que si les différents services gouvernementaux, privés ou mixtes, publient des relevés périodiques en adoptant chacun une nomenclature ou un calendrier particulier. Le résultat, c'est que, malheureusement, les chiffres de Dun & Bradstreet ne concordent pas avec ceux que publie le Bureau fédéral de la statistique, même si Dun & Bradstreet (en anglais) et la Canadian Credit Man's Association (en français) citent eux-mêmes les chiffres du Bureau fédéral de la statistique et les transforment.

Quant à nous, pour des raisons évidentes, nous estimons prudent d'appuyer nos affirmations sur les chiffres gouvernementaux, toute autre source nous paraissant inapte à des compilations complètes.

18. Au niveau local, les représentants de l'État aboutissent parfois à des résultats personnels qu'il faut examiner avec un maximum d'attention.

Au moment de son témoignage devant la Commission, le séquestre officiel de la première division de faillites, Me Paul Devos, acceptait (par écrit) cette *troisième* compartimentation :

Avant d'entrer dans le détail de ces procédures, il y a peut-être lieu d'éclairer la Commission sur ce qui se passe dans la province de Québec :

En 1965, pour ne pas remonter trop loin dans le temps, il y a eu 1,225 cas de faillites commerciales, non sommaires, contre 501 cas dans la province d'Ontario et un total de 1,912 cas pour tout le Canada. Au point de vue « dollars », déjà en 1965 le passif dans la province de Québec s'établissait à \$92,156,000.

Au point de vue « administration sommaire », toujours en 1965, il y a eu dans la province de Québec 1,292 cas de faillites contre 1,529 pour la province d'Ontario, sur un total général pour le Canada de 3,111 cas d'administration sommaire. Au point de vue chiffre, le passif total pour la province de Québec se chiffrait à \$13,257,000, pour l'Ontario à \$26,205,000, sur un total général pour le Canada de \$43,617,000.

Devant des versions aussi différentes, qui s'accordent quand même pour faire du Québec une description toujours sombre, le moins qu'on puisse souhaiter, c'est une standardisation des définitions et une uniformisation des chiffres utilisés auprès des hommes d'affaires et des gouvernements.

19. De telles différences ne sont pas seulement choquantes pour l'esprit ; elles sont aussi un handicap pour le législateur.

Nous venons de constater, par exemple, qu'en matière d'administration sommaire, les pertes ontariennes en 1965 atteignaient le double des pertes québécoises. Par ailleurs, on serait évidemment tenté d'arguer des chiffres de 1965 pour affirmer que le Québec est en voie de perdre son championnat

des faillites aux mains de l'Ontario. En effet, en choisissant l'une ou l'autre compilation, l'année 1965 place l'Ontario en plus mauvaise posture que le Québec.

Face à cette double série de faits, le gouvernement québécois peut même douter du sérieux ou de la permanence du problème.

Il convient, dès lors, de se rappeler que l'année 1965 constituait une année particulière. En effet, l'Ontario subissait au cours de cette année 1965 la faillite de la société Atlantic Acceptance Corporation, faillite qui, à elle seule, entraînait des pertes de plus de \$100 millions. Dès 1966, le Québec reprenait le dessus dans la plupart des compilations ¹. L'appendice 7 fournit nos différentes sources.

En 1966, le Québec déplorait \$112 millions de pertes contre \$108 millions pour la province voisine. En 1967, le Québec consolidait encore davantage son emprise sur le premier rang en ce qui concerne le nombre des faillites et les pertes globales. En 1967, en effet, le Québec comptait 1,065 faillites pour un passif global de \$110 millions, tandis que l'Ontario dénombrait 667 faillites entraînant des pertes de \$73 millions.

Toujours selon la même source, le Québec comptait déjà, après les deux premiers trimestres de 1968, 450 faillites et des pertes d'environ \$33 millions, tandis que l'Ontario déclarait 348 faillites et des pertes de \$26 millions. Le seul élément réjouissant que révèlent ces statistiques partielles de l'année 1968, c'est le *progrès* : à pareille date l'année précédente le Québec comptait déjà 570 faillites et des pertes d'environ \$36 millions.

20. Il convient, toutefois, de souligner qu'une faillite coûte généralement moins cher au Québec que dans les autres provinces canadiennes. En 1966, par exemple, la faillite moyenne entraînait

- au Québec des pertes de \$66,300 ;
- dans les provinces Maritimes, des pertes de \$131,100 ;
- en Ontario, des pertes de \$106,300 ;
- dans les provinces des Prairies, des pertes de \$67,400 ;
- en Colombie britannique, des pertes de \$120,300.

Ces chiffres exigeraient, en outre, une analyse sélective. Certains secteurs, comme celui de la vente au détail, sont, au Québec, spécialement touchés. En 1965, par exemple, l'Ontario a perdu plus que le Québec dans *tous* les secteurs frappés par la faillite, *sauf* celui de la vente au détail.

¹ Le rapport du Surintendant des faillites fournit pour 1966 des chiffres de diverses natures. Nous nous en tenons au passif des faillites commerciales. L'ensemble, sinon, aurait été :

	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>	<u>Déficit</u>
Québec	\$ 99,550,000	\$154,589,000	\$ 55,039,000
Ontario	91,080,000	270,470,000	179,390,000

Compte tenu de toutes les nuances ici mentionnées, certaines tendances nous semblent se confirmer :

1 — Le nombre des faillites diminue, pendant que le coût moyen d'une faillite augmente. Sur le plan canadien, le nombre des faillites proportionnellement au nombre d'entreprises commerciales et industrielles est à son plus bas niveau depuis 1960.

2 — En revanche, les pertes globales continuent de s'accroître : \$175 millions en 1965 contre \$215 millions en 1967.

c) APPROXIMATION DES FRAUDES

(21-24)

21. Au total, les statistiques confirment l'impression que le Québec subit, dans le domaine de la faillite, au moins sa part de pertes. Par contre, ni les mémoires ni les statistiques ne permettent de préciser l'ampleur des fraudes.

À la demande de la Commission, des témoins experts sont venus compenser cette imperfection des mémoires. La Sûreté municipale de Montréal, par exemple, a été spécialement explicite en décrivant le problème des faillites frauduleuses et les difficultés qui surgissent dans la lutte à mener aux fraudeurs qui ont choisi ce champ d'action.

M. Jean-Paul Gilbert, directeur de la Sûreté municipale de Montréal, déclarait, lors de son témoignage devant la Commission en avril 1967, que la moitié des faillites québécoises (environ 600) se produisait dans la région de Montréal et que 300 d'entre elles, d'après un relevé rapide, auraient mérité une enquête policière.

Dans ce domaine, il faut déplorer les lenteurs de l'appareil judiciaire beaucoup plus que l'inefficacité des corps policiers. On ne peut encore corroborer le chiffre cité par le directeur Gilbert, mais on sait que les corps policiers ont rarement été en mesure de porter tous les dossiers litigieux à l'attention des tribunaux. On ne saurait donc blâmer la police (surtout pas celle de Montréal) des lenteurs qui sont survenues dans l'examen des dossiers de faillites frauduleuses et des imprécisions qui entourent encore l'évaluation du problème.

Me LUCIEN THINEL — Maintenant, quand une cause est prête, émanant de votre service, le rapport est-il dirigé vers un organisme judiciaire provincial ? Ou quel est l'organisme qui est sensibilisé à l'existence de dix-huit causes prêtes ?

J.-P. GILBERT — Ce sont les procureurs du ministre de la Justice du Québec; nos policiers sont en relations continues avec ces procureurs qui préparent avec eux, avec nos policiers, les causes; et si j'ai inclus ça dans mon témoignage, c'est pour souligner que dans tous ceux qui sont concernés, toutes les personnes concernées dans l'appareil de l'administration de la justice, à partir du policier, de la police, en passant par les Cours, en pas-

sant par les prisons, la libération conditionnelle, tout ce processus, il y a un manque sérieux de personnel, soit par pénurie de personnel qualifié, soit qu'il s'agisse du personnel qu'on ne peut engager à cause de budgets insuffisants¹.

22. Au cours de ce même témoignage devant la Commission, le directeur Gilbert, de la Sûreté municipale de Montréal, portait un jugement sévère sur la situation québécoise en matière de faillites. Il s'appuyait aussi bien sur l'expérience de la police de Montréal que sur les conclusions de la Commission d'enquête sur les faillites, liquidations, concordats et cessions de biens (1965) présidée par M. Lucien Mercier, comptable agréé :

L'enquête a démontré que la malhonnêteté et la fraude se sont infiltrées profondément d'une manière ou d'une autre dans une forte proportion des faillites et liquidations et que la pègre en a même fait un commerce des plus lucratifs au détriment des créanciers honnêtes...

De l'ensemble des faits révélés à cette enquête, la Commission a gardé l'impression bouleversante que l'administration de la loi sur la faillite telle qu'elle existe actuellement dans le district judiciaire de Montréal, est plus ou moins semblable à une gigantesque entreprise où il n'existe aucun contrôle interne et de là, où les officiers ou employés à divers échelons deviennent suspects...

L'enquête a révélé plus particulièrement l'existence de « réseaux » de faillites frauduleuses, c'est-à-dire la liaison directe ou indirecte de plusieurs personnes ou compagnies dont l'unique but est de s'approprier des fonds, marchandises ou autres avantages, et d'avoir recours à la loi sur la faillite pour liquider toute cette affaire...

Des témoignages, dont celui d'un membre du Barreau, ont révélé qu'il est de pratique courante pour certains syndics, d'exiger et de recevoir des pots-de-vin des avocats qui représentent les intérêts de créanciers garantis ou de soumissionnaires-acheteurs, promettant en retour de ne pas faire d'opposition aux procédures prises par ceux-ci...

Si, en règle générale, la Commission a été loin d'être édifiée par la façon dont sont administrées les faillites et liquidations par certains syndics et inspecteurs, elle a été surprise de constater dans quel désordre étaient tenus les dossiers à la Cour des faillites du district de Montréal.

En raison de la complexité des problèmes en matière de faillites, et de la multiplicité des faits portés à sa connaissance, la Commission réalise que cet exposé est forcément incomplet, ayant dû se limiter à des observations d'ordre général et aux recommandations qui lui semblent les plus opportunes².

23. Un policier spécialisé dans ce domaine, le lieutenant Léo Talbot, lui aussi de la Sûreté municipale de Montréal, constatait pour sa part un lien

¹ Notes sténographiques, cahier n° 6, 5 avril 1967, pp. 648-649. L'exhibit I — *huis clos* fournit la liste des dix-huit dossiers que la Sûreté municipale de Montréal considérait, à l'époque, comme déjà prêts pour l'action judiciaire.

² Ce rapport est déposé comme appendice 8.

étroit entre l'incendie criminel et la faillite frauduleuse¹. Il estimait, par ailleurs, qu'on pourrait éviter un grand nombre de fraudes en appliquant avec plus de rigueur les stipulations de la loi.

J'ai constaté qu'assez fréquemment, lorsqu'il y avait faillite, il y avait aussi incendie criminel ; et la majorité du temps un vol simulé.

Je considère, par mon expérience personnelle dans le domaine des faillites, qu'environ la moitié des faillites qui se produisent à Montréal pourraient être évitées si une enquête à fond était conduite dans chacune de ces faillites, et si la loi des faillites était appliquée telle qu'elle devrait l'être. Ce que j'entends par là, c'est que les faillis devraient être interrogés et que les réponses qui sont données par le failli devraient être vérifiées. Dans le moment, ce n'est pas ce qui se passe. Le failli peut répondre n'importe quoi, quand il daigne bien se présenter pour être interrogé. On me dit qu'au Greffe des faillites, présentement, ils ont une liste énorme de faillis qui font défaut de se présenter. À ce moment-là, personne ne donne suite à cela ; ils ont reçu un avis de la Cour de se présenter, ils ne se présentent pas, il n'y a pas de mandat d'émis. Les gens disparaissent comme cela et personne ne donne suite à rien.

...Tout ce qui concerne la fraude, en vertu du Code criminel, est habituellement arrivé avant la mise en faillite du failli, comme : disparition de l'actif, ou fausse comptabilité, ou des achats en abondance sous de faux noms; toutes les façons utilisées pour frauder en faillite sont des infractions qui se commettent avant que le failli tombe en faillite.

Le barème sur lequel je me base pour établir qu'il y a une fraude, c'est quand l'actif ne rejoint pas 50% du passif. À ce moment-là, assez souvent, on découvre qu'il y a eu fraude.

Quand le bilan est soumis par un comptable et qu'il y a une note à ce moment-là que l'inventaire physique n'a pas été pris par lui personnellement, j'ai tout de suite des soupçons. En vérifiant, je m'aperçois, en questionnant les employés, que l'inventaire a été soufflé, des fois, au double de sa valeur réelle; ce qui établissait le crédit précédant la faillite.

...Quand il y a possibilité de rejoindre le failli, on essaie de l'interroger à la Cour des faillites, devant le registraire, sous serment. Ça représente certaines difficultés à ce moment-là : quand il n'y a pas d'actif dans la faillite, qui va payer les notes sténographiques ?

Le lieutenant Talbot confirmait, par ailleurs, les impressions du directeur Gilbert : *une bonne moitié* des faillites montréalaises mériterait un examen sérieux. Pour sa part, la Commission estime que de telles affirmations devraient être longuement soumises au test de la recherche. À l'heure actuelle, de nombreux spécialistes doutent de leur bien-fondé et nous serions tentés de leur donner raison.

¹ Il n'entre pas dans les intentions de la Commission de reprendre ici ce qui concerne l'incendie criminel lui-même. Certes, nous admettons volontiers, avec faits à l'appui, qu'il existe fréquemment un lien étroit entre la faillite frauduleuse et l'incendie criminel. Nous croyons cependant que l'incendie criminel se relie plus naturellement encore au prêt usuraire qu'à la faillite frauduleuse.

² Notes sténographiques, cahier n° 6, 5 avril 1967, pp. 694 à 698.

24. Ces chiffres et témoignages de spécialistes suffisent à justifier le travail d'une Commission d'enquête provinciale dans le domaine de la faillite frauduleuse.

1. Il y a présomption de fraude, d'après les policiers, dans un grand nombre de dossiers.
2. Le volume même des faillites rend, au Québec, la fraude plus facile et moins discernable.
3. Les spécialistes ont, de fait, détecté un grand nombre de fraudes sans toujours pouvoir les présenter devant le tribunal.
4. Si tant de fraudes se produisent, la loi elle-même mérite un examen sérieux de manière à déterminer si elle n'est pas trop poreuse et d'application difficile.

Il importe, toutefois, de bien comprendre l'esprit et l'origine de la législation actuelle et de percevoir les limites et l'ampleur d'un mandat provincial.

d) **LÉGISLATION ACTUELLE**

(25-33)

1 — **Origine**

(25)

25. Il est étonnant que la faillite, qui relève infiniment plus du domaine civil que du criminel, se retrouve aujourd'hui entre les mains du gouvernement fédéral. Il convient certes de bien percevoir les motifs qui ont influé sur la rédaction de la présente loi sur la faillite et sur l'établissement des compétences.

À cet égard, il est intéressant de noter que, malgré les liens étroits entre la faillite et le domaine civil, l'esprit de notre législation et les contrôles administratifs qui s'y rattachent sont carrément d'inspiration anglo-saxonne. Le Québec a gardé un secteur civil français, mais la faillite, pourtant rattachée au civil, est aujourd'hui une donnée britannique.

La loi sur la faillite, dont on trouve l'origine dans un statut de 1542 et qui est demeuré dans le cadre des statuts, a commencé par considérer la faillite presque comme un crime. D'abord confiée à la Cour de la Chancellerie, la faillite, par une décision assez étrange prise en vertu des décrets de la magistrature, passait à la division du Banc de la Reine et revenait en 1921 à la division de la Chancellerie. Les tribunaux d'arrondissements reçurent aussi une certaine juridiction en matière de faillite. La loi sur la faillite a depuis longtemps cessé de s'apparenter au code criminel, même si le code prévoit encore un grand nombre d'actes criminels en relation avec les faillites. La philosophie générale est que la faillite permet à la fois de partager équitablement l'actif entre les créanciers et de libérer le failli du fardeau de ses dettes. Une pétition en ce sens peut être logée par un créancier ou par le débiteur lui-même. Si la preuve établit un « acte de faillite », une ordonnance de séquestre est émise. L'enquête a ceci de particulier que la faillite est en partie judiciaire. Les séquestres officiels sont

des fonctionnaires du Board of Trade et ils sont aussi des officiers de la Cour. Au moment prévu, les biens du failli feront l'objet d'une distribution et, à une date qui dépend des circonstances, il sera lui-même libéré¹.

2 — Évolution

(26-28)

26. Il convient cependant de scruter de plus près l'histoire québécoise et canadienne en matière de faillite. On y décèle rapidement les problèmes concrets qui se posèrent au cours des années qui ont précédé l'Acte de 1867 ainsi que les pressions exercées pour y remédier. La décision prise en 1867 s'en trouve éclairée.

Confiants dans les possibilités du marché canadien, les commerçants londoniens et américains avaient envoyé des quantités énormes de produits de toutes sortes. Ils l'avaient fait d'autant plus volontiers que la crise n'affectait pas seulement le Canada mais aussi l'Europe et les États-Unis. C'est pourquoi le marché du Québec, où les prix étaient bons, leur sembla une manne inespérée. Malheureusement les envois de marchandises avaient été trop considérables pour les capacités d'absorption du pays. Aussi furent-ils obligés d'écouler leurs stocks à bas prix et souvent même avec perte. Ajoutons à cela les conséquences néfastes de la guerre de Pontiac sur le trafic des pelleteries et on comprendra la vague de faillites commerciales des années 1764-1766. *La Gazette de Québec* fait état de ces nombreuses banqueroutes qui affectèrent, ensemble ou séparément, Canadiens et Britanniques. La vigilance des commandants militaires avait délivré la colonie de l'inflation et des monopoles, ce qui leur valut la reconnaissance de la population canadienne-française et l'inimitié des spéculateurs : mais elle ne parvint pas à redonner de la vigueur à la production².

En somme, l'historien Fernand Ouellet décrit les difficultés économiques qui justifèrent, à l'époque, un changement de législature. Plusieurs faillites commerciales des années 1764 à 1771 s'expliquent par la triste expérience du papier-monnaie. Lors du changement de régime, les lettres de change étaient encore en circulation, mais le roi ne les paya à leur échéance que jusqu'à l'automne de 1759.

En 1763, Murray prétendra que le total de la monnaie de papier restée dans la colonie se chiffre à 42 millions. Ceci paraît quelque peu exagéré. En réduisant cette somme à 30 ou 33 millions, on arrive à un chiffre peut-être plus conforme à la réalité. Comme il ne reste dans la colonie un an plus tard qu'un montant de 15,200,000 livres, on peut croire que les négociants dans le cours normal du commerce et les spéculateurs en auraient acquis pour une somme de 15 à 18 millions de livres. Murray raconte qu'un commerçant londonien avait

¹ R. M. JACKSON, *The Machinery of Justice in England*, Fifth Edition, Cambridge, University Press, 1967, p. 50.

² FERNAND OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Éditions Fides, Ottawa, 1966, p. 55.

envoyé 15,000 livres sterling pour l'achat de monnaie de papier. On peut aisément supposer qu'il a pu avec cet argent mettre la main sur près de 2 millions de papier. Cet exemple multipliable par dix indique l'importance de la spéculation. En tenant compte des clauses de compensation acceptées par la France, on estimera finalement les pertes effectives des Canadiens à un peu plus de 300,000 livres sterling et celles des Britanniques, négociants et spéculateurs, à 110,000 livres sterling. On doit bien croire que ces pertes ont eu leur rôle dans les faillites commerciales des années 1764 à 1771. Toute proportion gardée eu égard à l'effectif démographique, les pertes des Britanniques sont beaucoup plus considérables que celles des Canadiens ¹.

27. On comprend, dans cette perspective, que la minorité britannique du Québec se soit rapidement rebellée contre la survivance des institutions et des habitudes françaises en matière de commerce. Entre 1820 et 1830, cette minorité britannique du Québec devait en appeler au Parlement de Londres dans une requête fort significative :

La législature de cette province a été depuis longtemps tellement agitée par les dissensions et ses délibérations ont été tellement multipliées qu'elle a négligé le commerce, l'agriculture, l'éducation et les autres objets d'un intérêt général. Il n'existe aucune loi pour l'enregistrement des biens et hypothèques, si nécessaire à la sûreté des entreprises commerciales ; il n'y a pas d'acte au sujet des débiteurs insolvable et vos pétitionnaires ont attendu en vain une loi pour donner une représentation aux townships, partie fertile et précieuse de cette province, établis par des habitants d'origine britannique ; vos pétitionnaires conservent peu d'espoir de l'établissement de ces dispositions législatives, et de beaucoup d'autres nécessaires pour activer l'esprit d'entreprise et d'industrie d'un pays commerçant, jusqu'à ce qu'une réunion des deux provinces ait affaibli l'influence qui a empêché jusqu'ici de les voir dans le recueil de nos statuts ².

Par la suite, l'élément anglo-saxon du Québec devait poursuivre ses pressions dans le même sens. Les journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada en contiennent différents exemples, y compris cette intervention de M. W. Patton en 1831 qui prend, dans le contexte, un piquant spécial :

J'attribue la facilité avec laquelle les débiteurs frauduleux trompent leurs créanciers dans ce pays, et cela d'une manière ouverte, à la loi française des hypothèques qui est générale, et à l'établissement des douaires dans les contrats de mariage ; et je crains bien qu'il sera extrêmement difficile de passer une loi à l'égard des faillites, dont on a un pressant besoin, jusqu'à ce que cette loi soit changée. Chaque marchand de cette ville peut offrir de nombreux exemples de débiteurs qui ont des propriétés et qui mettent leurs créanciers au défi ³.

¹ *Ibidem*, p. 67.

² Document relatif à l'histoire constitutionnelle du Canada (1819-1828), cité par FERNAND OUELLET, *op. cit.*, p. 309.

³ *Ibidem*, p. 356.

Le 22 janvier 1843, c'est un Canadien français, M. Émery Papineau, qui soulignera de nouveau dans sa correspondance la marge énorme qui sépare la législation française des habitudes anglo-saxonnes en matière de commerce, de solvabilité et de faillite :

Mais les sacrifices faits par les marchands d'ici ont eu pour conséquence qu'ils n'ont pu rencontrer tous leurs engagements, en ayant trop faits pour rencontrer les premiers ou plus anciens engagements : dans cet état de choses sont venues les mesures financières de Sir Robert Peel qui sans aucun doute a fait essuyer des pertes même considérables aux négociants engagés dans le commerce d'exportation mais qui n'auraient pas suffi je pense pour bouleverser de fond en comble la presque totalité des fortunes commerciales de ce pays, si déjà leurs propriétaires n'avaient eu de grands embarras sur les bras, causés par leur imprudence et leur imprévoyance. Les banqueroutes, je m'exprime mal, ici le mot représente l'état qu'en France vous appelez faillite et non pas ce que vous entendez par le mot de banqueroute ; les banqueroutes se sont successivement déclarées les unes après les autres avec rapidité au point qu'en moins de trois mois, quelques personnes m'ont assuré en avoir fait le calcul que je crois au-dessous de la réalité s'il y a différence, le chiffre de ces faillites s'est élevé à 750,000 livres sterling et depuis plusieurs autres sont encore venues grossir le nombre ; ainsi pour la ville de Montréal seule on peut estimer que ces faillites se sont élevées à 800,000 livres sterling. Et cette dégringolade commerciale, excuse le mot, n'est pas encore terminée, viennent les arrivages du printemps, dans le temps où un certain nombre encore de commerçants seront obligés de rencontrer leurs engagements et encore un certain chiffre sera additionné aux deux autres. Par l'effet de ces banqueroutes toutes les affaires se trouvent donc paralysées et cette stagnation commerciale a un effet encore pernicieux et funestre à la classe agricole, de sorte que tout le monde crie misère, les temps sont durs hard times ¹ !

28. Ce bref exposé historique explique au moins en partie pourquoi les Pères de la Confédération, en 1867, crurent nécessaire, tout en laissant à la juridiction provinciale le soin d'administrer le Code criminel, de réserver la faillite à l'autorité fédérale. Il n'en reste pas moins que :

- 1— les deux autorités se sont souvent révélées incapables de coordonner leurs efforts ;
- 2— des pratiques douteuses ont pu se développer sans que la législation et le contrôle administratif sachent intervenir à temps.

Dans un secteur aussi névralgique que celui de l'administration commerciale et de la faillite, la clarification des données de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 constitue une urgence concrète, car on y débouche, par la suite de la duplication et du chevauchement, sur des pertes qui se chiffrent à coups de millions de dollars.

¹ Cité par FERNAND OUELLET, *op. cit.*, p. 493.

29. Le domaine de la faillite constitue une autre des zones grises que nous a laissées la Constitution de 1867. La loi sur la faillite relève carrément et explicitement de la juridiction fédérale, ce qui devrait suffire à tarir toutes les sources de polémique si le Code criminel ne prévoyait lui aussi différentes offenses qui peuvent se produire à l'occasion des faillites.

Il faut, ici, songer particulièrement à la fraude. À compter du moment où la fraude en matière de faillite devenait ainsi matière de juridiction provinciale, notre mandat nous obligeait à formuler des suggestions et des recommandations orientées vers une prévention plus alerte et une lutte plus efficace en ce domaine.

Par conséquent, seule la faillite *frauduleuse* tombe, à l'heure actuelle, dans le champ de la juridiction provinciale. Nous ne croyons pas que ce soit là une situation normale ou logique. Cependant, comme il ne nous appartient pas de réformer ou la loi ou la constitution, nous nous contenterons, ainsi que notre mandat nous y invite, de recommandations destinées à l'État québécois. Nous ne toucherons au problème constitutionnel que dans une perspective purement pragmatique. Nous croyons pourtant légitime de montrer que le conflit de juridiction multiplie les occasions de fraudes et permet à des fraudeurs de demeurer impunis.

30. Pour bien illustrer le chevauchement des juridictions fédérale et provinciale, il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des lois qui ont des conséquences directes en matière de faillite.

La plupart des analystes, y compris le commissaire Mercier dans son rapport de juillet 1965, constatent d'emblée l'importance de la loi des compagnies du Québec. On y relie généralement un autre texte législatif : la loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 281, S.R.Q., 1964). La loi du ministère du Revenu (chapitre 66, S.R.Q., 1964) intervient elle aussi, si bien que l'enquête menée par le commissaire Mercier répondait à un désir exprimé par M. Eric Kierans, ministre du Revenu à l'époque. Il convient également de tenir compte de la loi concernant les valeurs mobilières (chapitre 233, S.R.Q., 1964). Par ailleurs, la pièce maîtresse du tableau appartient à l'autorité fédérale. Il s'agit de la loi sur la faillite et des règles qui s'y rattachent (S.R.C., 1952, chapitre 14).

Cette loi qui émane du Parlement du Canada, au terme de l'Acte confédératif de 1867, comporte 172 articles, si l'on fait abstraction du chapitre du paiement méthodique des dettes, dont l'application est laissée à la discrétion des provinces.

31. Dans le contexte déjà décrit, il était à prévoir que la compétence et la juridiction en matière de législation touchant la faillite et l'insolvabilité seraient octroyées au Parlement canadien par l'A. A. N. B.

Des recherches supplémentaires effectuées aux fins de déterminer l'origine de cet octroi de juridiction au Parlement canadien ont révélé des motifs parallèles : ainsi, on a considéré que l'exercice de cette juridiction sur un plan national favoriserait de meilleurs échanges en matière de commerce. En effet, le système devenait plus uniforme et plus cohérent, affirmait-on, si l'on traitait ces matières de faillite et d'insolvabilité sur le plan national au même titre que la loi des lettres de change. Il s'agit là des motifs cités officiellement; ils ne doivent pas faire oublier les pressions discrètes déjà mentionnées.

Avant la Confédération, différents statuts existaient déjà, touchant soit la faillite, soit l'insolvabilité, et ce, depuis 1791. Ces statuts trouvent leur origine dans le droit anglais. Jusqu'en 1839, cependant, le droit français régissait la faillite dans le Bas-Canada. En 1839, le Statut II Victoria, chapitre 26, entra en vigueur en matière de faillite. Rapporté sous l'Union, il demeura jusqu'en 1867, après avoir subi une modification sous l'appellation de « Insolvent Act » en 1864. Par ce statut, la faillite s'appliquait à tout le monde dans le Haut-Canada, mais aux commerçants seulement dans le Bas-Canada.

Il n'est donc pas surprenant qu'en 1867 le concept de la faillite, d'inspiration anglaise, ait déjà fait partie des mœurs de la majorité et ait relégué au second plan les habitudes françaises. Comme conséquence logique, la législation de faillite et d'insolvabilité passait en 1867 à la juridiction et à la compétence du Parlement canadien en exclusivité.

Il en résultait, à côté d'avantages tangibles, une double rupture :

1. Le domaine civil n'appartenait plus au complet aux provinces ;
2. La surveillance de la faillite dépendait à la fois du fédéral et du provincial.

32. De fait, notre Code criminel se préoccupe de la faillite dès qu'elle donne lieu à des fraudes spécifiques : omission de tenir des livres (345), destruction ou falsification de livres (340), fraude des créanciers (335, 340, 343, 345)... Le fait que le Code criminel précise de cette manière certains aspects de la faillite frauduleuse suffit à confier aux provinces une responsabilité en cette matière. L'administration du Code criminel relève, en effet, de la juridiction provinciale.

Comme telle, la faillite continue, toutefois, en raison de la Constitution de 1867, à relever de la juridiction fédérale. Le manque de coordination se fait dès lors sentir et les ambiguïtés se multiplient. Par exemple, les

devoirs du séquestre continuent de se partager en fonctions judiciaires et en fonctions administratives. En somme, la faillite constitue :

- une zone tombant à la fois dans les juridictions fédérale et provinciale,
- un secteur principalement civil et accessoirement criminel,
- un domaine confié au contrôle d'hommes qui sont, dans certains cas, à la fois des juges et des administrateurs.

Ces différents chevauchements expliquent en bonne partie que la surveillance n'ait pas toujours été adéquate.

ii — PORTÉE D'UN MANDAT PROVINCIAL

(33)

33. Devant de semblables risques de chevauchement, il convenait de vérifier la portée du mandat donné par le Québec à une commission d'enquête. Heureusement, il est possible, ici encore, de préciser la ligne de démarcation entre les responsabilités provinciales et la juridiction fédérale en recourant à la jurisprudence.

Je ne crois pas que le principe ici établi en soit un qui s'applique de manière rigide et irrévocable. Par exemple, un gouvernement provincial pourrait, je pense, charger une commission de faire enquête sur l'action et l'efficacité d'un système axé sur le grand jury, même si l'enquête était entraînée à examiner à propos de ce système des aspects qui relèvent du contrôle fédéral. Mais quand, comme c'est ici le cas, la commission est chargée de faire porter son enquête sur des sujets qui relèvent exclusivement du Parlement fédéral, je considère que le principe s'applique avec ce résultat que la commission est nulle, du moins en ce qui concerne son mandat de faire enquête sur les infractions aux interdictions fédérales qui concernent les boissons enivrantes¹.

La souplesse de ce texte suffirait déjà à justifier notre enquête dans un domaine de la faillite où s'exerce, certes, la *juridiction fédérale*, mais qui comporte aussi, en raison du Code criminel, des implications provinciales. En effet, ainsi que nous l'avons indiqué, les fraudes en matière de faillites sont en bonne partie prévues par le Code criminel dont l'application relève de l'autorité provinciale.

La jurisprudence va cependant plus loin encore :

Il serait possible, je pense, d'organiser un corps policier provincial qui recevrait exactement le mandat qui fut ici confié au commissaire. En fait, si je

¹ In re Gartshore, (1919) 1 W. W. R. 372, p. 376. M. W. Jethro Brown publie dans le Law Quarterly Review (1914), vol. 30, à compter de la page 301 une violente critique de la sentence rendue dans le dossier de la *Colonial Sugar*. La Cour d'Appel du Manitoba a rangé à part la même décision dans le dossier Kelly — car cette décision découle de stipulations qui font partie de la constitution de l'Australie, mais qui diffèrent sensiblement des articles contenus dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. WATSON SELLAR, *A Century of Commissions of Inquiry*, dans *The Canadian Bar Review*, XXV, January 1947, p. 13.

ne me trompe pas en pensant que les enquêtes conduites sur une base extra-judiciaire pour déterminer si un crime a été commis et quel en est l'auteur demeurent à l'intérieur du cadre confié à la province et défini par les mots « administration de la justice », existe-t-il quelque motif que ce soit pour empêcher la province de rendre son enquête efficace en imposant aux individus l'obligation de rendre témoignage sous peine de sanction ? Je ne le crois pas. Une autorité aussi considérable ne déborde pas, mais fait, au contraire, partie de l'autorité que possède une province de légiférer quant aux droits civils et aux droits de propriété.

Sans l'ombre d'un doute, on pourrait, à première vue, considérer comme une anomalie le fait de reconnaître à la province le droit de faire porter ses enquêtes sur des sujets qui relèvent des législations fédérales, et l'on pourrait sans doute prétendre que le pouvoir accordé aux provinces en ce qui concerne l'administration de la justice doit s'interpréter comme créant simplement l'obligation ou le devoir de mettre en place l'appareil judiciaire et de prendre les mesures nécessaires pour la poursuite des personnes accusées de crime. Selon moi, ce fragile échafaudage ne tiendrait aucun compte de ce qui fut toujours considéré comme une des responsabilités gouvernementales en matière d'administration de la justice, c'est-à-dire la lutte au crime et l'identification des criminels. Forcer un témoin à rendre témoignage même dans les cas où il va à l'encontre de ses propres intérêts ne constitue rien de nouveau. Les tribunaux civils pratiquent de telles méthodes et ceci constitue un usage courant dans l'un des plus vieux tribunaux criminels du Royaume, l'enquête du coroner. Je n'ai pas à me demander si une commission provinciale en matière extra-judiciaire se montre juste ou expéditive lorsqu'elle enquête sur le crime. C'est à d'autres qu'appartient le pouvoir de nommer une telle commission. Ce pouvoir appartient soit au fédéral, soit à la province, soit aux deux, et il devient dès lors absolument inutile d'affirmer l'invalidité d'un arrêté en conseil en affirmant qu'il va à l'encontre des droits du sujet ¹.

¹ *Re Public Inquiries Act* (1919), 48 D. L. R. 237, at pp. 239-40, SELLAR, *loco cit.*, pp. 14-15.

II — PARTICULARITÉS DES FAILLITES FRAUDULEUSES AU QUÉBEC

II — PARTICULARITÉS DES FAILLITES FRAUDULEUSES AU QUÉBEC

(34-47)

34. Pour mieux comprendre les faiblesses du système actuel, il est utile de jeter un coup d'œil sur les faits et gestes d'un certain nombre de fraudeurs.

Pour des raisons évidentes, nous nous limiterons ici aux faillites qui surviennent dans le domaine des corporations. Ce sont, à coup sûr, les banqueroutes les plus importantes et celles qui entraînent les fraudes les plus graves.

Nous ne prétendons certes pas faire une revue complète de toutes les fraudes survenues au Québec au cours des récentes années. Une équipe aussi limitée que la nôtre ne pouvait rêver de mener rapidement à bonne fin un travail aussi considérable. D'autre part, nous croyons qu'il n'appartient pas à une commission d'enquête de reprendre à pied d'œuvre le travail qu'effectuent les services gouvernementaux voués au contrôle des faillites. Nous croyons que notre rôle se limite à évaluer l'efficacité des contrôles qui existent à l'heure actuelle.

a) PROCÉDURES PARTICULIÈRES AU RÉSEAU DE BÉCOTTE

(35-39)

35. Comme premier exemple, nous décrirons ici les agissements d'Armand Bécotte, principal animateur d'un groupe qui a agi au moins de 1948 à 1962. Notre description découle spécifiquement d'un examen minutieux d'un bloc de seize dossiers, mais on retrouverait substantiellement les mêmes caractéristiques dans les quelque 300 dossiers saisis lors d'une descente de la Sûreté du Québec effectuée chez Armand Bécotte.

Bécotte, ancien instituteur, teneur de livres à ses heures, a d'abord suivi un cours de faillite pratique en travaillant en étroite liaison avec plusieurs syndicats de faillite au cours de nombreuses années. Il est évident que Bécotte, fort des connaissances qu'il avait acquises dans des bureaux de syndicats, a voulu mettre ses connaissances à profit. Notons un élément curieux. La première impression qui se dégage à l'examen des différents dossiers émanant de Bécotte nous porte à croire que cet homme entendait sincèrement aider

les débiteurs qui faisaient appel à lui. À l'origine d'un grand nombre de transactions, on trouve donc, chez Bécotte, un curieux sens moral qui permettait tout ce qui pouvait aider les débiteurs et justifiait toutes les contorsions de nature à frustrer les créanciers.

36. Il fallut des années avant que les créanciers se rendent compte des agissements d'Armand Bécotte. Pourtant, celui-ci recourait constamment aux mêmes procédures et recourait même à un nombre extrêmement limité de prête-noms. Nous croyons nécessaire de décrire ces procédures en détail, en raison du fait que ce réseau a pu survivre pendant une bonne quinzaine d'années. Les quelques condamnations de Bécotte n'ont jamais paralysé le réseau.

Dans la majorité des cas, le processus employé par Bécotte comprenait les étapes suivantes :

- 1) Bécotte prenait contact avec les hommes d'affaires dont les noms apparaissaient dans les journaux de Cours, tel le « Court House Daily Report ». Dans la plupart des cas, il s'agissait d'hommes d'affaires frappés d'une exécution mobilière ou immobilière et qui, de toute évidence, éprouvaient des difficultés à maintenir leur entreprise à flot.
- 2) Bécotte se présentait comme un spécialiste de l'administration et offrait ses services à l'homme d'affaires en difficulté. Si cette offre était agréée, Armand Bécotte pénétrait ainsi à l'intérieur de l'entreprise.
- 3) Bécotte effectuait alors un inventaire complet des actifs et du passif du débiteur. Il se faisait remettre les comptes recevables ainsi que la liste des comptes payables et des poursuites intentées contre le débiteur. Par l'intermédiaire de sa propre entreprise de perception, Bécotte pouvait dès lors procéder au recouvrement des comptes recevables. Il utilisait ensuite sa profonde connaissance de la faillite à multiplier les mesures dilatoires à l'encontre des poursuites instituées contre le débiteur.
- 4) Si l'entreprise en difficulté possédait encore des actifs immobiliers, Bécotte les faisait transporter à des tierces personnes sur lesquelles il avait un contrôle complet. L'entreprise entrait alors dans une période de tergiversation : il le fallait pour que ces transferts ne puissent être attaqués et annulés au moment de la faillite. Bécotte multipliait donc les esquives et les échanges inutiles de correspondance, de manière à ce qu'il n'y ait pas de requête en faillite dirigée contre le débiteur avant l'expiration des délais légaux. On évitait de la sorte les présomptions de droit attachées aux transports qui prennent place dans les semaines ou les mois qui précèdent immédiatement la faillite. De façon générale, le débiteur ne faisait aucune difficulté pour transporter à Bécotte ou à l'un de ses hommes l'ensemble

des actifs immobiliers. En effet, ce transfert était généralement accompagné de promesse faite au débiteur de lui retourner les actifs immobiliers dès que le débiteur serait libéré de la faillite. De fait, il semble bien que Bécotte ait retourné à des propriétaires d'entreprises faillies les actifs immobiliers ainsi transférés, après avoir, il est vrai, prélevé les honoraires pour services rendus.

5) Bécotte invitait alors le débiteur à lui souscrire un billet promissoire de l'ordre d'un peu plus de \$1,000. Ceci servirait, si besoin se faisait sentir, à l'inscription d'une requête en faillite contre le débiteur. Ainsi devenu lui-même un créancier, Bécotte pouvait déclencher la faillite au moment de son choix et dans le district judiciaire qui lui convenait. En outre, il devenait possible, lors de l'ordonnance de séquestre, de suggérer, ainsi que la loi le permet, la nomination d'un syndic particulier. Choisi par Bécotte, celui-ci ne ferait pas de zèle quant à l'examen précis des actifs, ni quant au choix des inspecteurs...

6) Le billet requis par Bécotte était souscrit en sa faveur ou en faveur d'une personne sous son contrôle (Montreal Collection Bureau). Si le billet était souscrit en faveur d'une tierce personne, Bécotte en obtenait l'endossement immédiat. La requête en faillite était, par la suite, rédigée sur un clavigraphie qu'on a pu identifier comme appartenant à Bécotte. La requête portait régulièrement le nom de Me Claude Picard comme avocat du requérant. Dans la majorité des cas, le requérant était soit Bécotte lui-même, soit un individu relié à lui : Saint-Martin, Roy, Painchaud (décédé), Perrier, etc.

7) On comprend que, dans ce contexte, la requête en faillite n'avait pas à redouter une contestation. Dans la majorité des cas, le débiteur allait même jusqu'à signer une confession de jugement.

8) Dans le cas où les dossiers concernaient des entreprises situées à trop grande distance pour que Me Picard puisse s'occuper lui-même des procédures, le beau-frère de Bécotte, Me Bertrand-V. Tremblay, s'occupait généralement de la signification de la requête et du rapport des procédures devant la Cour. Il y ajoutait parfois la mise en pratique de tous les arrangements convenus avec le débiteur.

9) La requête en faillite émanait généralement du district judiciaire de Montréal, nonobstant le fait que le débiteur, dans la majorité des cas, était domicilié ailleurs dans la province. Ceci avait pour effet immédiat de priver la majorité des créanciers de la possibilité d'assister à l'assemblée générale des créanciers. Ceci permettait en outre à Bécotte de faire nommer plus aisément, grâce aux procurations qu'il détenait, les inspecteurs à la faillite, c'est-à-dire ceux qui seraient appelés à décider de la disposition des actifs.

10) Lorsque survenait enfin l'assemblée générale des créanciers, Bécotte tenait donc en main tous les leviers de commande. La créance personnelle

qu'il détenait ou la procuration qu'il pouvait détenir lui permettait d'effectuer maintes pressions pour que les inspecteurs soient des hommes de son choix : la plupart du temps, il s'agissait de René Roy, Painchaud, Saint-Martin, Me Claude Picard ou... Armand Bécotte lui-même.

11) Dans la quasi-totalité des cas, le syndic ne prenait pas personnellement possession physique des actifs, car il s'en remettait entièrement à Bécotte quant aux quantités et quant à la fidélité de l'inventaire. En maintes occasions, il semble bien que Bécotte ait décidé lui-même, à la place du syndic, de la valeur de réalisation de ces mêmes actifs.

12) La disposition des actifs se résumait généralement à une vente effectuée à l'un ou l'autre des préposés de Bécotte et, en particulier, à un certain Perrier. La plupart du temps, on se contentait d'une transaction de gré à gré et il n'y avait aucune demande de soumission pour la vente des actifs.

13) Fidèle à sa promesse, Bécotte voyait enfin à l'organisation d'une nouvelle compagnie aux fins de faire réintégrer le débiteur dans ses actifs principaux. Les délais minimum étaient à peine écoulés que déjà Bécotte transmettait au tribunal de faillite la demande de libération du débiteur. Le rapport du syndic indiquait que les inspecteurs favorisaient la demande de libération du débiteur et, vu l'absence de contestation, le débiteur obtenait généralement sa libération en peu de temps.

37. Différents documents illustrent ces méthodes utilisées par Armand Bécotte pour s'insinuer à l'intérieur de compagnies en situation financière précaire.

L'appendice 9 constitue une jurisprudence de la faillite compilée par Armand Bécotte lui-même. Ce document donne une idée des connaissances de Bécotte en matière de faillite. L'appendice 10 donne cinq exemples du type de correspondance qui permit à Armand Bécotte de pénétrer à l'intérieur de nombreuses entreprises et de toucher ainsi à plusieurs centaines de dossiers de faillites.

L'appendice 11 montre qu'il était possible de loger une pétition en vue d'une ordonnance de séquestre dans un district judiciaire très éloigné de l'endroit où le failli avait exercé son commerce.

L'appendice 12 indique qu'Armand Bécotte a enregistré à son nom la société Montreal Collection Bureau le jour même où F. Armand Painchaud, un autre beau-frère, inscrivait au Greffe des raisons sociales un avis de dissolution de société portant sur la même entreprise. C'est cette agence qui servira à Bécotte dans la perception des comptes recevables des entreprises dont il prenait charge.

L'appendice 13 constitue un document spécialement incriminant pour Armand Bécotte. Ce document révèle, en effet, que Bécotte a contrevenu

directement aux dispositions de l'article 82, paragraphe 11, de la loi sur la faillite :

À moins d'avoir obtenu l'approbation préalable du tribunal, aucun inspecteur ne peut, directement ou indirectement, acheter ou acquérir pour lui-même ou pour un autre quelques biens de l'actif dont il est un inspecteur.

L'appendice 13 révèle en effet que :

- 1) Armand Bécotte était inspecteur dans la faillite de Louis-Philippe Lebeau.
- 2) L'actif de la faillite a été acheté par Jules Comeau, homme de paille de Bécotte, pour la somme de \$650, contrairement aux dispositions de la loi.
- 3) Armand Bécotte a encaissé lui-même le chèque émis par la société Imperial Oil à l'ordre de Jules Comeau, ce qui révèle un lien direct entre Bécotte et Jules Comeau.
- 4) Bécotte était si bien impliqué dans les agissements de Jules Comeau qu'il a préféré rembourser lui-même l'avocat Gilles Godin lorsque celui-ci l'a sommé de le faire dans une lettre du 14 mai 1963.

L'appendice 14, pour sa part, révèle d'autres éléments. D'une part, on constate que Me Claude Picard, qu'on a vu apparaître déjà à plusieurs reprises comme procureur du pétionnaire, agissait lui-même à l'occasion comme inspecteur de faillites. Le même appendice révèle en outre que les votes des inspecteurs présents étaient partagés lors de l'assemblée des inspecteurs tenue le 10 avril 1967 à Saint-Jérôme dans le but d'étudier le rapport des syndics concernant la libération du débiteur Henri-Paul Blanchette. Lorsqu'un tel cas se présente, la loi (loi sur la faillite, article 82, paragraphe 7) stipule :

Si à une assemblée des inspecteurs les opinions sont également partagées, *l'avis d'un inspecteur absent doit être obtenu* afin de résoudre le différend; et au cas où le différend ne peut être résolu, il le sera par le syndic, à moins que le différend ne se rapporte à la propre conduite du syndic ou à son propre intérêt, auquel cas le différend sera réglé par les créanciers ou le tribunal.

L'appendice 14 révèle donc que Me Claude Picard a voté en faveur de la libération du débiteur, tandis que M. Robert Demontigny a voté contre la libération du débiteur, ce qui provoque une égalité des voix.

Le procès-verbal de cette assemblée ne fait cependant pas mention qu'on ait demandé son avis au troisième inspecteur, Armand Bécotte lui-même, avant de rendre verdict. Cependant, le même appendice 14 fournit la preuve que les syndics, dans un rapport soumis au tribunal le même jour, invitent le tribunal à refuser une ordonnance de libération absolue. On s'étonne même, devant l'abondance des reproches formulés par M. Robert

Demontigny et par les syndics Carrière et Dansereau, que Me Claude Picard puisse encore insister pour une libération du failli.

Le même appendice 14 fournit également la preuve qu'une faillite peut aisément mettre en cause différents districts judiciaires. Le failli Henri-Paul Blanchette est domicilié au 61 de la rue Vachon, Cap-de-la-Madeleine ; l'assemblée des inspecteurs de sa faillite a lieu à Saint-Jérôme ; le rapport des syndics en vertu des articles 163 et 163a est adressé à la Cour supérieure du district de Montréal.

L'appendice 15 montre que Me Bertrand-V. Tremblay, beau-frère d'Armand Bécotte, était parfaitement au courant des transactions de celui-ci. Le ministère de la Justice, devrait faire enquête sur la nature des relations qui existaient entre Armand Bécotte et son beau-frère.

38. Malgré le raffinement des procédures utilisées dans le réseau Bécotte, on peut affirmer qu'il s'agit là d'un réseau formé par quelques individus sur une base purement locale. *À aucun moment, nous n'avons pu déceler le moindre lien entre l'équipe formée par Armand Bécotte et les échelons supérieurs ou même intermédiaires du crime organisé* (volume III, tome 3). D'ailleurs, ainsi que nous l'avons mentionné, Armand Bécotte respectait un certain code d'éthique. Ainsi, d'autres groupes ne se contenteront pas, comme le faisait Bécotte, de détourner habilement l'actif d'une compagnie menacée. D'autres réseaux, on le verra, recourront à tous les moyens possibles en vue d'augmenter d'abord l'actif, en abusant du crédit de l'entreprise.

Quant au reste, les méthodes en vigueur dans le réseau Bécotte et celles qu'utilisent les autres réseaux se ressemblent passablement. Elles se ressemblent particulièrement sur ce point : l'actif de la compagnie est dispersé avant qu'intervienne la faillite et les créanciers récupèrent tout au plus un infime pourcentage des sommes qui leur étaient dues.

Pour cette raison, on doit affirmer que :

- 1) le réseau Bécotte était une entreprise locale et, en quelque sorte, artisanale ;
- 2) Bécotte a constamment agi selon une certaine éthique, bien étrange il est vrai, et a surtout fait montre d'une *loyauté* excessive à l'égard de ses clients.

39. Malgré ces nuances, il faut retenir que le réseau Bécotte fut l'un des plus considérables du Québec. Qu'il ait pu poursuivre ses activités pendant quinze ans sans être constamment aux prises avec l'appareil policier ou judiciaire donne une faible idée des raffinements auxquels on en était arrivé. C'est par centaines, en effet, qu'il faut dénombrer les dossiers où l'équipe Bécotte a agi et les dossiers judiciaires demeurent, somme toute, fort courts.

Qu'un groupe de fraudeurs puisse agir aussi longtemps et de façon aussi systématique révèle sans doute une sorte de génie. Par ailleurs, une telle situation révèle la faiblesse des textes législatifs et l'inefficacité des contrôles et des enquêtes.

L'appendice 14 pourrait quand même laisser croire, à certains égards, que certains membres du groupe agissaient encore en 1967. Heureusement, les amendements du 15 juillet 1966 sont venus améliorer les contrôles.

b) MÉTHODES HABITUELLES

(40-47)

40. D'autres groupes ont agi au Québec avec infiniment plus de cynisme qu'Armand Bécotte. Certains ont même recouru à des méthodes qui, d'après la Commission Katzenbach, rappellent étrangement celles du crime organisé :

Certaines organisations criminelles tirent également profit de créanciers infidèles à leurs engagements en se portant acquéreurs de leurs entreprises, en engageant des incendiaires professionnels pour brûler les propriétés et leur contenu et en encaissant les polices d'assurance feu. On a pu observer une stratégie différente lors de la faillite récente d'une compagnie de viande pressée dont on s'est emparé du contrôle à titre de paiement sur des dettes de jeu. Pendant que les propriétaires originaux conservaient en titre la direction de l'entreprise, on se servait d'un crédit solidement établi pour commander massivement des produits qu'on s'empressait de vendre à des prix dérisoires avant de payer les fournisseurs. Cette cellule du crime organisé préleva ainsi un profit rapide de trois-quarts de millions de dollars en encaissant les fruits de la vente et en jetant l'entreprise en faillite sans payer les fournisseurs¹.

41. En fait, les fraudes en matière de faillite présentent constamment les mêmes caractéristiques. L'objectif commun est la dilapidation de l'actif de la société avant qu'intervienne la faillite. Même au niveau des méthodes utilisées, les variantes sont fort peu nombreuses.

Si l'on excepte le réseau de Bécotte, les réseaux québécois qui ont retenu notre attention ont constamment cherché à gonfler délibérément et frauduleusement l'actif des sociétés destinées à la faillite. Dans certains cas, le réseau s'emparait d'entreprises existantes et jouissant d'une excellente réputation auprès des fournisseurs. Il devenait alors possible pour les fraudeurs de majorer subitement le volume des commandes sans aviser les fournisseurs du changement de direction survenu à l'intérieur de la compagnie.

Sitôt livrées, les marchandises obtenues étaient écoulées rapidement et à des prix ridiculement bas. Au moment où les créanciers tentaient d'obtenir le paiement de leurs marchandises, le groupe consommait la faillite.

42. Dans d'autres cas, les fraudeurs incorporaient eux-mêmes de nouvelles entreprises en leur donnant des noms presque identiques à ceux d'entreprises

¹ Task Force Report: Organized Crime, p. 4.

connues et solvables. De cette manière, on induisait en erreur les fournisseurs et l'on pouvait obtenir en grande quantité des marchandises qu'on n'entendait pas payer. Par la suite, la faillite survenait, encore une fois, à temps pour éviter tout paiement des marchandises.

La plupart des réseaux de fraude organisés mettaient même sur pied leur propre service d'information qui était ainsi en mesure de donner aux fournisseurs une image fausse de la situation économique de l'entreprise.

De la majorité de ces réseaux, on peut affirmer que la fraude perpétrée à l'encontre des créanciers n'a pas fait l'objet d'un système tellement compliqué. Les commandes se donnaient aux fournisseurs en les trompant délibérément sur l'identité de l'entreprise elle-même ou en leur dissimulant un changement de direction. Les références de crédit provenaient parfois d'une banque où l'on avait déposé — bien temporairement — un montant assez important. Le plus souvent, des références fictives suffisaient : le réseau mettait les fournisseurs en contact avec des hommes de paille qui, évidemment, s'empressaient de garantir la solvabilité de l'entreprise.

On attachait une grande importance à la liquidation rapide de l'inventaire. Vieilles et nouvelles marchandises devaient disparaître rapidement, avant même que les créanciers aient eu la chance d'en exiger le paiement. Dans certains cas, on expédiait les marchandises reçues à une autre entreprise reliée au réseau. La facturation était alors fréquemment frauduleuse quant aux quantités, mais exacte quant au prix unitaire. Dans certains cas, la marchandise disparaissait tout simplement. En l'absence de toute comptabilité suivie, il devenait impossible désormais de localiser la marchandise. Certains n'ont d'ailleurs pas dédaigné de « subir » un incendie suffisamment efficace pour faire flamber toutes les pièces comptables...

Lorsque les créanciers pressaient pour le recouvrement de leur dû, une requête en faillite était logée par l'un des complices contre la compagnie débitrice, sous le couvert d'un chèque retourné sans provision ou d'une facture non acquittée.

EXEMPLE : LE RÉSEAU DES FAILLITES FRAUDULEUSES DANS LE COMMERCE DU BOIS (43-46)

43. Pour illustrer ces procédures, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur les activités du réseau qui a frappé systématiquement le commerce québécois du bois au cours des dernières années (appendice 5).

Le réseau ne comprenait qu'un nombre très limité d'individus, mais il a causé aux marchands de bois des pertes qui se chiffrent aisément à coup de millions de dollars.

Le système employé par ces individus consistait à former l'une après l'autre plusieurs compagnies à fonds social et à enregistrer également des

raisons sociales à foison. De façon générale, ces commerces de formation récente portaient des noms étrangement semblables à ceux de compagnies florissantes et avantageusement connues. Le système avait comme objectif et comme effet de leurrer les créanciers en les laissant sous l'impression qu'ils transigeaient avec des compagnies solvables. Même au niveau des références de crédit, la même confusion existait : le vendeur s'abstenait de requérir des informations, car on croyait connaître l'identité de l'interlocuteur, ou bien l'agence chargée de fournir les références confondait elle-même la nouvelle société avec de vieux clients.

44. Sitôt formées, ces nouvelles entreprises émettaient différentes lettres et circulaires à l'intention des différents fournisseurs de l'extérieur du Québec. On y demandait à ces entreprises de fournir des cotes ou soumissions et de faire connaître leur prix pour les envois de bois à Montréal. Ces lettres et circulaires comportaient des références présentées malhonnêtement comme des références bancaires. En fait, le numéro de téléphone mentionné aux fournisseurs amenait les gens directement au bureau de ces compagnies fantômes, où une ligne de téléphone spéciale était utilisée pour imiter le travail d'une succursale de banque.

Tout conspirait, en somme, pour induire les fournisseurs en erreur. Le résultat, c'est que les livraisons étaient rapidement consenties sur la foi d'un crédit pourtant inexistant. Les livraisons de bois se faisaient au bureau de l'une des nouvelles compagnies, à Montréal ou dans les environs immédiats. Dès la livraison, le bois était immédiatement dirigé vers des compagnies spécialisées dans la transformation du bois de manière à faire perdre l'identification originale. De fait, les fournisseurs qui tentèrent, après la faillite, de récupérer leur bien ne purent jamais identifier leurs envois.

45. Ici encore, malheureusement, il ne semble pas y avoir eu répression rapide de la part des autorités. En conséquence, il est très difficile à l'heure présente de soutenir avec succès des poursuites criminelles contre tous les individus qui ont trempé dans ce jeu de fausses représentations et de fraudes.

Cependant, des chefs d'accusation ont été logés contre celui qui est, présumément, le principal intéressé et l'âme dirigeante du réseau, Jean-Paul Denis. Les causes sont en instance, ont été entendues dans leur presque totalité, mais doivent faire l'objet d'une continuation d'enquête.

Élément heureux, qui compense un peu la lenteur administrative, les chefs d'accusation logés contre ledit Jean-Paul Denis semblent avoir eu un effet salubre, puisque ce réseau de fraudeurs a, selon tous les indices, cessé d'agir depuis environ deux ans.

L'appendice 16 fournit en abondance des illustrations de la procédure employée.

46. Certes, le commerce du bois a subi quantité d'autres fraudes. Cependant, il ne semble pas qu'il y ait eu d'action concertée et systématique de la part d'autres groupes structurés.

Ainsi, on pourrait citer des cas isolés, tel le cas de Saint-Onge, à Beauharnois et à Valleyfield, ainsi qu'un certain nombre de dossiers dans le domaine des matériaux de construction. Notons en particulier le cas de Mayfair Home où l'on retrouve plusieurs récidivistes reconnus, comme un dénommé Ciarroni, un certain Groleau présentement emprisonné aux États-Unis dans l'affaire Lucien Rivard, etc. Encore là, les enquêtes concluent que le réseau semble avoir abandonné ses activités.

Cependant, dans ce domaine des matériaux de construction, on semble trouver encore en pleine activité un certain Roger Blanc Marceau, individu présentement sous enquête dans des dossiers se rapportant à Trifab et Edifab, Abode. Cet individu fait présentement l'objet d'une enquête poussée de la part du ministère de la Justice, de l'escouade de la sécurité sociale de Montréal et du département du surintendant des faillites. Il a déjà servi plusieurs condamnations pour fraude et ses dernières aventures, au cours de l'Expo 1967, auraient causé aux créanciers des pertes évaluées à plus d'un demi-million de dollars (cf. appendice 2).

47. Certes, on pourrait poursuivre longtemps encore cette description des fraudes survenues au Québec en matière de faillite. Cependant, nous croyons que notre mandat nous invitait beaucoup plus à formuler des suggestions et recommandations afin d'éviter que de semblables réseaux puissent de nouveau s'implanter et agir.

On trouvera d'ailleurs, comme appendice 17, un rapport partiel de Me Jean-Paul Bergeron sur un certain nombre de dossiers de faillites. Encore là, nous ne visons aucunement à déposer sur la place publique l'ensemble des pièces accumulées par le ministère de la Justice et les greffes de faillite. Nous tentons simplement de décrire l'opération des différents systèmes frauduleux et nous tenterons de présenter les remèdes¹.

¹ Le rapport publié ne comprend pas ce volumineux rapport qui a plus d'intérêt pour le ministère de la Justice que pour le public. Nous l'avons omis pour des motifs d'économie plus que par souci de discrétion.

**III — DIVERSES FONCTIONS RELIÉES À LA FAILLITE
ET À LA FAILLITE FRAUDULEUSE**

III — DIVERSES FONCTIONS RELIÉES À LA FAILLITE ET À LA FAILLITE FRAUDULEUSE (48-67)

48. Il importe maintenant d'observer avec la plus grande attention la lutte menée traditionnellement aux réseaux de faillites frauduleuses et aux fraudeurs eux-mêmes. Cette analyse des mécanismes déjà en place devrait expliquer pourquoi certains réseaux québécois, en particulier celui de Bécotte, ont pu agir impunément pendant des années et dans des centaines de dossiers. On constatera, en effet, que plusieurs des fonctions reliées à la faillite ne sont aucunement efficaces dans la prévention et la détection de la fraude.

a) LES CRÉANCIERS (49)

49. Une première remarque s'impose. Quelle que soit l'ampleur des faillites ou des fraudes, les créanciers, au Québec, brillent généralement par leur absence. Cette attitude des créanciers est même si générale qu'on s'étonne presque de voir un organisme comme l'Association canadienne de l'industrie du bois (Canadian Lumbermen's Association) surveiller activement ses intérêts.

En fait, à moins d'une action policière ou d'une intervention de l'administration gouvernementale, les fraudes passent inaperçues. Pourtant, lorsque l'Association canadienne de l'industrie du bois a fait exception à la règle, son action a rapidement conduit à la dislocation du réseau qui la menaçait. Il s'agit donc là d'une forme de lutte aussi rare qu'efficace.

On s'aperçoit, en effet, particulièrement à l'examen des dossiers du réseau établi par Armand Bécotte, que les assemblées de créanciers ne groupent généralement qu'une infime minorité des personnes lésées. Les créanciers y sont même si peu nombreux qu'il est relativement facile à des fraudeurs de se nommer eux-mêmes inspecteurs de la faillite ou de nommer à ce poste des hommes de leur choix. Comme les inspecteurs de la faillite portent la responsabilité d'approuver le choix du syndic et de disposer avec lui des actifs de la compagnie, on imagine sans peine ce que des inspecteurs

peuvent faire quand ils songent plutôt à l'intérêt du failli ou au leur qu'à l'intérêt des créanciers. Ainsi, on retrouve fréquemment Bécotte et ses hommes dans les fonctions d'inspecteur de faillite, ce qui leur permet d'évaluer l'actif à une fraction seulement de sa valeur réelle. Ils peuvent d'ailleurs disposer de l'inventaire au profit d'un des leurs pour une somme presque nominale. L'actif qui avait survécu aux manipulations du failli lui-même s'amenuise encore, après la faillite, grâce à la connivence des inspecteurs.

Nous reviendrons plus loin sur cet aspect du problème. Notons dès maintenant que, parmi les méthodes efficaces de lutte à la fraude, l'intervention des créanciers mérite une place à part : elle est une arme efficace et inemployée.

Ne jetons cependant pas la pierre trop vite. L'absentéisme chronique des créanciers s'explique partiellement par certaines lacunes de la loi elle-même. En effet, ainsi qu'on le remarque dans les dossiers de l'affaire Bécotte, le failli et ses conseillers prenaient les mesures nécessaires pour que l'assemblée des créanciers ait lieu dans un district judiciaire passablement éloigné du lieu de résidence de la majorité des véritables fournisseurs. De cette manière, l'immense majorité des créanciers se trouvait dans l'impossibilité d'assister à l'assemblée des créanciers et plus rien ne s'opposait aux agissements d'inspecteurs choisis par le failli lui-même ou ses conseillers.

b) LE SÉQUESTRE OFFICIEL

(50-55)

50. Si l'on tente d'évaluer l'efficacité de la lutte menée à la faillite frauduleuse, il faut également s'interroger sur le rôle rempli jusqu'à maintenant par le séquestre officiel.

En effet, même si les créanciers se désintéressent de l'assemblée qui les concerne ou sont amenés à s'en désintéresser par les agissements du failli et de ses hommes de paille, le séquestre officiel conserve la responsabilité de l'interrogatoire statutaire des faillis. Cet interrogatoire est censé révéler les véritables circonstances de la faillite et donner à l'autorité administrative une parfaite connaissance des circonstances qui ont conduit à la faillite.

51. Dans le passé, cet interrogatoire a été souvent une simple affaire de routine, même dans l'importante division de Montréal. La commission Mercier avait même tendance à croire que la situation était pire à Montréal que partout ailleurs. Depuis juillet 1968, la situation s'est considérablement améliorée. Quant à la période antérieure au 1er juillet 1968, il est juste de la scinder en deux étapes : celle précédant l'année 1965 et celle qui s'étend de 1965 au 1er juillet 1968.

52. Avant l'arrivée de M. Paul Devos comme séquestre à Montréal, la fonction du séquestre était, à toute fin pratique, d'ordre purement statutaire et même académique. On procédait sans interrogatoire valable à l'acceptation des concordats et des cessions autorisées. On n'attachait aucune importance à la présidence de l'assemblée générale des créanciers. La réception des interrogatoires statutaires se faisait hors la présence du séquestre et sur formule stéréotypée.

Sous ce régime qui a existé de temps presque immémorial, on pouvait parler tout au plus d'une observance de la lettre de la loi. Il n'y a pas lieu de se demander bien longtemps quels résultats pratiques pouvaient découler d'un régime qui se contentait d'un estampillage des documents.

53. Avec l'entrée en fonction de M. Devos, les fonctions de séquestre officiel trouvent, à Montréal, leur véritable sens. Particulièrement au niveau des interrogatoires des débiteurs, un travail d'émondage s'effectue qui s'avère très profitable. Des fraudes qui auraient normalement été reléguées aux oubliettes ou qui n'auraient même pas attiré l'attention ont été décelées dès la déclaration de faillite et même avant. Les corps enquêteurs ont été rapidement saisis de ces dossiers en assistant à ces mêmes interrogatoires dans des cas d'importance.

M. Devos a été abondamment consulté par les différents séquestres des autres districts et, sans pouvoir affirmer catégoriquement que l'amélioration des interrogatoires a été la cause d'une diminution sensible du nombre de faillites, on peut qualifier d'événement salubre le seul fait de la publicité accordée à ces enquêtes auprès des syndic, des membres du Barreau et des commerçants en général.

Depuis le 1er juillet 1968, le bureau du surintendant des faillites a subi des modifications assez importantes qui concernent le séquestre officiel à plus d'un titre. Nous évaluerons plus loin ces modifications, nous bornant ici à un simple historique.

54. On sous-estimerait pourtant l'ampleur du travail dévolu au séquestre si l'on ne tenait pas compte du fait qu'il y ajoute fréquemment des responsabilités de registraire. Dans une division comme celle de Montréal, c'est par centaines qu'il faut compter les faillites et donc les interrogatoires statutaires, les assemblées des créanciers...

En 1966, il y a eu 1,868 faillites déposées dans la division de Montréal, dont 250 propositions faites par des personnes ou des corporations insolvable. Les trois (3) registraires ont rendu 4,342 jugements et, comme le séquestre officiel cumule les fonctions de registraire avec ses collègues, tous ces chiffres s'appliquent pour ces trois officiers. Ils ont présidé à 2,009 assemblées de créanciers et présidé à 2,033 interrogatoires de faillis. Ils ont, de plus, durant cette année, présidé à des interrogatoires devant le registraire, en vertu de l'article 121 de

la loi sur la faillite, un nombre indéterminé de fois, mais dont on peut évaluer la somme à un total d'une centaine de volumes de dépositions de 200 pages chacun. Cette évaluation est évidemment approximative, parce que beaucoup d'interrogatoires, faits en vertu de l'article 121 par des procureurs de la Couronne et dont le coût de la transcription a été assumé par le ministère de la Justice, n'ont pas été déposés au dossier de la Cour supérieure siégeant en matière de faillite, tel que prévu à l'article 121, paragraphe 3, pour des raisons que j'ignore.

En 1967, du 1er janvier au 30 juin, il y a eu un nombre de 655 faillites déposées, dans la division n° 1, dont 225 individus et 430 corporations, et nous avons présidé 772 assemblées de créanciers et 950 interrogatoires, et nous avons rendu 1,841 jugements, et un nombre sensiblement égal de mémoires de frais d'avocats.

En plus, j'estime que nous avons tenu au moins 600 assemblées d'inspecteurs, dans les dossiers où le séquestre officiel agit comme tel, et procédé à au moins 30 enquêtes dans ces dossiers où nous avons des raisons de croire qu'une infraction à la loi sur la faillite ou à d'autres lois avait été commise¹.

55. Dans ce contexte, on s'explique sans peine que les possibilités de fraude soient multiples et qu'il faille souvent des mois et des années avant de les déceler :

Ce qui est fait est fait; les fraudes qui ont été commises et qui, actuellement, attendent d'être étalées devant nos tribunaux, c'est une chose; celles à venir en sont une autre et ce sont ces dernières qui m'inquiètent le plus.

Un principe solidement reconnu et enseigné dans toutes les armées du monde demande à tout stratège de ne jamais sous-estimer ses ennemis; or, déjà, depuis des années, il est de notoriété publique que nous ne pouvons rien faire, pratiquement rien, lorsque, dans une semaine, nous avons plus d'un cas de fraude. Alors nos ennemis prennent tout simplement des chances; dans la même semaine, ils en font entrer 3 ou 4, étant certains d'avance que nous ne pourrions nous occuper que d'un maximum de 2 et qu'ils seront quittes pour le reste².

c) LES CORPS POLICIERS

(56-57)

56. Surtout lorsque les créanciers brillent par leur absence, ce sont les policiers qui doivent détecter les fraudes.

En entreprenant une évaluation du travail accompli en ce domaine par les différents corps policiers du Québec, nous devons accorder une attention toute spéciale aux succès obtenus depuis quelques années par l'escouade de la sécurité sociale de la Sûreté municipale de Montréal. Cette escouade possède aujourd'hui un bureau spécial dans le secteur nord de la ville et

¹ Rapport soumis à la Commission par M. Paul Devos (appendice 18).

² Appendice 18.

une dizaine d'enquêteurs spéciaux y travaillent sous la direction du lieutenant Léo Talbot et de son principal assistant, le constable Desrochers. L'escouade possède des locaux distincts de ceux de la Sûreté municipale de Montréal, mais travaille en étroite collaboration avec l'escouade des fraudes de la cité de Montréal.

La fonction principale de ce département consiste à mener les enquêtes sur les faillites, et, jusqu'à maintenant, près de 300 dossiers ont été ouverts qui font l'objet d'examens de la part de cette escouade.

Même si cette escouade n'est pas encore suffisamment encadrée par des spécialistes de la faillite (avocats, comptables, etc.) et même si ses membres en sont encore à leurs premières années dans ce secteur, c'est une forte et agréable surprise de constater à quel point ce groupe possède l'économie même de la loi sur la faillite et jusqu'où il a étendu ses connaissances pratiques (cf. appendice 2).

C'est surtout grâce aux activités de cette escouade que les principales fraudes ont été décelées et que des condamnations importantes ont été décernées surtout dans le groupe Erbstein et al.

57. De son côté, la Sûreté du Québec possède également une escouade des fraudes qui effectue un travail similaire.

De l'ensemble de tous les dossiers examinés, il ressort que le travail d'enquête et que les rapports faits à la suite de ces mêmes enquêtes étaient bien faits. On y relatait les faits d'une façon ordonnée et avec un grand souci de recherche dans la découverte de la preuve de fraude. On peut regretter cependant, à la lecture de ces différents rapports d'enquêtes, que les méthodes d'enquêtes adoptées ne répondent pas pleinement aux besoins. Malgré la meilleure volonté du monde et tout le souci des enquêteurs de bien s'acquitter de leurs fonctions, il faut constater qu'il se perd un temps précieux dans la vérification de détails secondaires, comme la vérification d'enregistrements de raison sociale, les dates d'incorporation de compagnies, etc.

On peut en déduire que les membres de cette escouade ne possèdent pas tous la formation comptable indispensable dans ce genre d'enquêtes et qu'ils ne bénéficient pas suffisamment de l'assistance technique qui demeure nécessaire même pour des enquêteurs longuement préparés.

On ne semble pas avoir fait usage des moyens de recherches assez élémentaires. Par exemple, on néglige de vérifier auprès des fournisseurs la totalité des marchandises fournies à un débiteur dans une période particulière et précédant immédiatement la faillite. Dès lors, il devient extrêmement ardu, pour ne pas dire impossible, de réconcilier une totalité des achats en fonction des inventaires du débiteur, au moment de la faillite.

Ceci constitue une lacune grave dans un secteur névralgique, car, dans la majorité des cas de faillites frauduleuses, la fraude se commet en deux temps :

- accroissement massif des achats sur une courte période de temps;
- liquidation rapide des inventaires avant la faillite.

Et le bénéfice des fraudeurs provient de l'*écart discret* entre le volume des achats et le volume des marchandises encore disponibles au moment de la faillite.

d) LES PROCUREURS DE LA COURONNE

(58-60)

58. L'analyse du travail policier révèle donc rapidement, de l'avis des policiers eux-mêmes, l'absence quasi totale d'un personnel spécialisé et surtout de cadres de soutien.

Les policiers déplorent, nous l'avons vu, que leurs dossiers, même complets, dorment pendant des mois avant qu'un procureur de la Couronne trouve le temps nécessaire pour porter une plainte à l'attention des tribunaux. À différentes reprises au cours de nos travaux, nous avons pu constater que certains corps policiers, particulièrement à Montréal, attendaient vainement pendant des périodes indéfinies que les procureurs de la Couronne donnent au travail d'enquête son aboutissement judiciaire normal.

Il en résulte, certes, une compréhensible insatisfaction chez les enquêteurs : un policier qui a terminé une enquête de façon concluante n'aime pas que son dossier dorme dans les filières de procureurs de la Couronne, pas plus qu'un policier n'aime voir un criminel arrêté au prix de nombreux efforts s'évader à son gré des institutions pénitenciaires. Il y a déjà plusieurs mois, le ministère de la Justice du Québec, en vue de régler ce problème, donnait à trois procureurs permanents de la Couronne de Montréal le mandat de ne s'occuper *que* des faillites. Il s'agissait là d'une décision précise et importante.

59. En pratique, la mesure adoptée n'a pas produit le résultat escompté pour la bonne raison que chacun de ces trois procureurs a eu à s'occuper, à plusieurs reprises et parfois pendant des semaines complètes, de dossiers complètement étrangers aux faillites. Pourtant, on ne peut liquider les arrérages et instaurer un contrôle suffisant que si l'on consacre vraiment ces trois procureurs à l'étude des dossiers de faillites, et ce, *de façon exclusive pendant une période d'au moins deux ans*. Une évaluation rapide des enquêtes policières menées à terme le prouve. De même, on peut s'en convaincre en effectuant une analyse schématique des dossiers qui méritent un nouvel examen.

Il ne suffit même pas, à notre avis, d'effectuer une rotation parmi les procureurs permanents de la Couronne, ce qui aurait cependant pour effet d'en maintenir au moins trois constamment dans les dossiers de faillites.

Ce qui s'avère nécessaire, c'est une continuité dans l'effort et une véritable spécialisation de la part des trois procureurs qu'on entend affecter à l'étude des dossiers en cette matière. Cette continuité, à l'heure actuelle, semble faire complètement défaut. Non seulement on distrait de leur mandat initial les trois procureurs nommés, mais on ne maintient même pas dans le domaine de la faillite au moins trois procureurs permanents.

60. Ce manque total de continuité s'explique, en bonne partie, par l'obligation de répondre aux besoins immédiats qui se révèlent quotidiennement. D'autre part, le ministère de la Justice éprouve d'évidentes difficultés à toujours confier les dossiers des faillites aux mêmes hommes, pour la bonne raison que les avocats eux-mêmes ne semblent pas enclins à demeurer longtemps dans les fonctions de procureur permanent de la Couronne. Nous croyons, pour notre part, que la Couronne subit, là comme ailleurs, les inconvénients d'échelles de salaire insuffisantes : il est impossible, dans cette perspective, de recruter en nombre suffisant et de garder dans leur emploi les procureurs de la Couronne dont on éprouve cependant un besoin criant. Il en résulte une surcharge de travail pour chacun des procureurs et un va-et-vient qui empêche aussi bien la continuité que la spécialisation.

e) LE SYNDIC

(61-63)

61. Le syndic remplit dans l'administration normale d'une faillite un rôle d'une importance capitale. Pour cette raison, l'examen des dossiers de faillites frauduleuses met nécessairement en cause un certain nombre de syndics.

De façon générale, les dossiers examinés par la Commission ne contiennent aucune trace de fraude profitant aux syndics eux-mêmes. Toutefois, on s'explique difficilement que les différents syndics œuvrant dans les dossiers mus par Bécotte et ses hommes ne se soient jamais rendu compte des tactiques utilisées par le groupe. Bécotte et ses hommes ont agi, en effet, dans des centaines de dossiers qui, tous, ont subi l'examen des syndics sans provoquer de sursaut.

À notre avis, les syndics ou les sociétés de syndics qui, de façon constante, ont accepté des dossiers de Bécotte, ont fait preuve d'une insouciance grossière et d'un aveuglement pour le moins étonnant. Ils ont assurément laissé à ce groupe le contrôle complet des dossiers et des différentes phases de l'administration des faillites, tant au point de vue de la prise d'inventaire que de la disposition des actifs.

Encore une fois, rien n'indique que les syndics aient agi de collusion avec Bécotte de manière à partager des profits accrus ou à prêter la main, contre rémunération, à des transactions malhonnêtes. Cependant, ils sem-

blaient être très satisfaits de recevoir leurs honoraires habituels suivant réalisation. Ils accordaient volontiers toutes les autorisations souhaitées sans chercher suffisamment à bonifier les actifs destinés aux créanciers.

62. Ces mêmes syndics, dans la plupart des cas, ont été dépossédés de leur licence par le surintendant des faillites et nous croyons cette décision bien fondée, non pas tant en raison des actes malhonnêtes qu'on aurait été tenté de leur reprocher, mais plutôt parce qu'ils ont régulièrement omis de s'acquitter honorablement et complètement des devoirs de leur charge et qu'ils n'ont pas toujours manifesté une vigilance suffisante dans la défense des droits des créanciers.

Les syndics peuvent difficilement plaider ignorance lorsqu'ils sont constamment mis en présence des mêmes inspecteurs de faillite, comme ce fut le cas dans différents réseaux et plus particulièrement dans celui d'Armand Bécotte. Celui-ci, nous l'avons vu, veillait à désintéresser les créanciers de la surveillance et de l'administration de la faillite, de manière à se faire nommer, lui ou ses hommes, aux différents postes d'inspecteurs de la faillite. Il y parvenait régulièrement en choisissant au loin le district judiciaire où il logerait la requête en vue d'une ordonnance de séquestre. Ceci lui permettait de tenir l'assemblée des créanciers dans une localité difficile d'accès pour la plupart des personnes intéressées. Il en résultait, évidemment, que Bécotte et ses hommes apparaissaient régulièrement eux-mêmes dans le rôle d'inspecteur de faillite et que les syndics ne pouvaient manquer de s'en apercevoir. Or, les syndics ne se sont jamais plaints à qui que ce soit de cette anomalie, ce qui laisse planer des doutes sur l'efficacité de leur travail.

63. Des trois interprétations possibles de leur comportement — connivence, insouciance, incompétence —, nous préférons retenir la plus favorable, c'est-à-dire celle qui définit ce groupe de syndics comme insuffisamment soucieux du bien des créanciers.

Chose certaine, les syndics mêlés à l'administration des faillites émanant du travail de Bécotte ne semblent pas avoir recouru à tous les moyens à leur disposition pour augmenter la part dévolue aux fournisseurs. Certains, portés à généraliser, en arrivent à se demander, devant de tels agissements, si la fonction de syndic doit demeurer entre les mains de l'entreprise privée. En effet, lorsque l'entreprise privée manifeste de façon aussi flagrante sa tendance à empocher ses bénéfices particuliers sans fournir les services qu'elle a promis, peut-être faut-il demander à l'État lui-même de surveiller la liquidation des entreprises faillies, de manière à ne pas laisser un secteur de l'entreprise privée vivre à même les déboires des créanciers.

On aurait tort de considérer que ce jugement sévère, mérité par quelques-uns, s'applique à l'ensemble des syndics ou même à une fraction importante du groupe.

64. En matière de faillite, il faut évidemment s'interroger sur le rôle joué jusqu'à maintenant par les membres du Barreau. Malheureusement, l'examen des dossiers révèle que certains avocats ont joué, en pleine connaissance de cause, un rôle pour le moins discutable dans certains dossiers de faillite. Il s'agit à coup sûr d'exceptions, mais il faut convenir que ces exceptions revêtent une importance considérable, au moment où un fort pourcentage des dossiers de faillite est concentré entre les mains d'une infime minorité de praticiens.

Nous nous limitons ici à ceux dont le nom revient régulièrement dans certaines catégories de dossiers de faillite et qui apparaissent avec constance auprès d'individus maintes fois reconnus coupables de manœuvres illégales en matière de faillite. Nous faisons en outre les distinctions nécessaires entre les avocats qui remplissent consciencieusement leur devoir professionnel auprès d'individus plus ou moins honnêtes, et les quelques avocats qui participent à la commission d'actes illégaux ou du moins incompatibles avec l'éthique professionnelle.

Dans un réseau particulier, Me X (que la Commission a fait connaître au ministère de la Justice) apparaît comme requérant dans plusieurs dossiers de requête en liquidation et toujours pour le montant des honoraires d'incorporation de la compagnie débitrice. Ces honoraires s'élèvent la plupart du temps à la somme d'environ \$300 ou \$400.

Suivant certaines déclarations recueillies de la bouche de Barry Marks, dont le témoignage, cependant, est rarement digne de foi, Me X recevait chaque semaine, à propos d'une certaine assemblée présumée désintéressée, un honoraire fixe de \$150 ou de \$200 « pour services rendus à la compagnie » débitrice. Cette somme lui était versée lorsque les intéressés se partageaient le produit des ventes.

Une foule de questions surgissent lorsqu'un avocat se retrouve ainsi, systématiquement et régulièrement, des deux côtés de la barricade.

65. Dans un autre réseau, on note qu'Armand Bécotte, malgré sa profonde connaissance personnelle des ramifications et des modalités de la faillite, a recouru constamment au service de procureurs. La correspondance saisie lors d'une descente chez Bécotte a révélé que les avocats dont nous parlons ici savaient à quoi s'en tenir quant aux intentions de Bécotte lui-même.

Le spécialiste délégué par la Commission pour examiner les dossiers saisis chez Bécotte nous a fait rapport en ces termes :

La Commission se doit d'examiner plus attentivement la conduite de certains membres du Barreau qui ont complaisamment joué un rôle dans le complexe des affaires Bécotte.

Les échanges de correspondance entre Bécotte et son beau-frère, Me Bertrand V. Tremblay, nous indiquent que ce dernier était bien au courant des intentions de Bécotte relativement à certains dossiers de faillite.

Quant à Me Claude Picard, il apparaît comme procureur du requérant dans chacune des requêtes en faillite logées à l'instigation de Bécotte. Dans maints dossiers, il apparaît au surplus comme inspecteur. Il est assez inconcevable que des requêtes émanent sous la signature d'un avocat, alors que la requête en faillite elle-même est dictée et rédigée à l'extérieur du bureau de ce dernier, que souvent l'affidavit n'a pas été reçu par le présumé commissaire à l'assermentation et que la signification de la procédure, dans la majorité des cas, se fasse par l'intermédiaire de Bécotte.

Il est possible, dans des cas isolés, qu'un avocat fasse preuve d'insouciance ou de négligence, mais ici nous rencontrons un nombre incalculable de ces mêmes requêtes qui éventuellement sont présentées par le procureur du requérant, Me Picard, pour fin d'adjudication.

Le Barreau a été saisi, à la demande d'un honorable juge de la Cour supérieure, soit l'honorable juge Hannen, d'une irrégularité d'affidavit au soutien d'une requête en faillite présentée par Bécotte et sur laquelle Me Picard apparaissait ou agissait comme procureur. Il ne semble pas cependant que le Barreau ait poussé très loin son enquête et qu'il ait à date institué des mesures de correction, relativement à cet état de faits¹.

LE PRÉSIDENT :

Q. — Mais, il n'y a pas que les syndicats qui gravitent dans un greffe de faillites, il y a d'autres personnes aussi ?

R. — Alors, voici, j'arrive à cette autre catégorie de personnes : il y a eu un jeu fort déplaisant dans le passé ; si un syndic discutait avec moi, eh bien, les avocats prennent tout et ne laissent rien au syndic ; et si c'était un avocat qui discutait avec moi, les syndicats prennent tout et ne laissent rien aux avocats.

Alors, laissons faire la part des choses ; je dis que les syndicats, en général, se sont très bien rangés.

Quant aux avocats, quelques-uns qui faisaient preuve de mœurs légères en faillites, disons, ont diminué leur assiduité, réalisant que leur vie n'était plus aussi facile qu'elle l'était dans le passé.

Cependant, j'aimerais, si possible, à l'occasion des recommandations qui doivent être faites pour la révision de la loi du Barreau, — j'aimerais qu'on établisse clairement le très grave danger qu'il y a pour l'avocat qui était l'avocat du créancier ou de la débitrice à être également l'avocat du syndic. Ceci a, dans le passé, conduit à de très fréquents abus.

Et s'il m'était permis de suggérer : que ce soit une faute clairement établie dans la loi du Barreau pour un avocat qui a agi pour un débiteur ou pour une compagnie, d'agir ensuite pour le syndic dans cette affaire. La tentation est trop forte, et il a souvent été établi que l'avocat est celui qui a tout dirigé, tout organisé la faillite pour son client et il connaissait toutes les affaires et il a réussi à obtenir pour son client qu'il s'en tire avec le minimum de perte et le maximum de renflouage de cette faillite.

Alors, ça, ça serait déjà une amélioration sensible.

¹ Nous reproduisons ici un extrait du témoignage de Monsieur Yvon Desloges, registraire aux greffes de la faillite de Montréal, 12 avril 1967, pages 1122 à 1128, qui porte sur le même problème.

Me LUCIEN THINEL, c.r.,
pour la commission :

Q. — Appliqueriez-vous le même principe — je vous arrête — à celui qui serait l'avocat d'un créancier, et qui deviendrait avocat du syndic ? Verriez-vous le même danger ?

R. — Je n'y vois pas le même danger nécessairement, parce que s'il représente un créancier ordinaire, il n'y a pas, en apparence, grand danger.

Mais, s'il représente un créancier garanti, par exemple, là, je ne le vois ni comme avocat de la faillite, ni comme inspecteur de la faillite.

Mais j'ai encore un cas récent où un avocat était président de la compagnie débitrice ; il est devenu inspecteur sur la faillite ; son bureau d'avocat a fait une requête à la Cour pour autoriser le syndic à vendre les actifs de la faillite à une autre compagnie qui avait été formée au temps de la faillite, et dont il était également président, le même avocat.

Q. — Et vous y avez trouvé un conflit de mandat ?

R. — Oui. Bien, alors, j'ai parlé, là...

LE PRÉSIDENT :

Q. — Ou une similitude d'intérêt ?

R. — Oui. Alors, j'ai parlé de notre personnel, déjà, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'y revenir.

Comme assainissement des mœurs pour les avocats, justement, je crois avoir souligné le point important.

Quant aux syndics, nous sommes en étroite collaboration avec le surintendant, et je crois pouvoir dire que, d'une façon générale, les syndics, maintenant, sont devenus nos meilleurs alliés pour, précisément, découvrir les fraudes ; et nous évaluons quelque peu un syndic à la lumière des fraudes qu'il ne nous a pas dévoilées. Et si l'on en trouve trop, de ces fraudes-là, on commence à avoir des doutes sur la qualité du syndic. Mais, dans l'ensemble, je peux dire que nous en sommes très satisfaits, à Montréal.

Maintenant, passons, dans le domaine, si vous voulez...

Q. — Un instant. — Alors, pouvez-vous en dire autant sur le compte des avocats ? Sont-ils devenus vos meilleurs alliés, ou parmi vos meilleurs alliés pour prévenir la fraude dans le domaine de la faillite ?

R. — Je ne peux pas en dire autant. Quelques-uns, oui. Et justement, bon nombre d'avocats se sont maintenant approchés de la Cour de faillite, qui s'en absteinaient antérieurement, à cause du mauvais renom qui s'attachait à toute transaction dans le domaine de la faillite.

Alors, oui, je peux dire en conséquence qu'il y a une sincère amélioration du côté des avocats ; sauf que ceux qui, dans le passé, n'étaient pas coopératifs, ne le sont pas beaucoup plus aujourd'hui.

Q. — Et ceux qui ont provoqué ou justifié votre phase de silence avant de répondre se dénombreraient, d'après vous, à quel chiffre, environ ?

R. — Pas plus qu'une douzaine.

Q. — C'est déjà beaucoup.

R. — Il ne faudrait pourtant pas que je creuse trop ma mémoire.

Q. — Vous avez le droit de la creuser.

R. — Alors, disons : pas plus qu'une douzaine, sans creuser.

Me LUCIEN THINEL, c.r.,
pour la commission :

Q. — Voulez-vous dire : dans les non-coopératifs ?

R. — Dans les non-coopératifs.

Q. — Environ 12.

M. LE COMMISSAIRE LAPLANTE :

Q. — Est-ce que ce sont les non-coopératifs que vous renvoyiez le plus souvent ?

R. — ...disons qu'il y en a quelques-uns vis-à-vis desquels nous nous sentons extrêmement mal à l'aise ; et on ne peut pas nécessairement mettre le doigt sur le bobo.

Autrement dit, ce serait des cas où, lors d'une enquête préliminaire, la plainte serait renvoyée faute de preuve, mais il y aurait enquête préliminaire.

Q. — Est-ce que vous avez des habitués, disons ?

R. — Oui, ah oui.

Q. — Et parmi vos habitués...

R. — Parmi nos habitués...

Q. — ...c'est principalement là que vous trouvez ceux dont la collaboration laisse à désirer ?

R. — Ah, parmi nos habitués, je dirais, la collaboration des avocats est assez générale, assez bonne. Ah oui, assez bonne. Mais nous avons quelques-uns de ceux-là, et ça va se chiffrer dans la dizaine ou la douzaine, quelque chose comme ça, qui nous laissent très inquiets et où nous devons tout regarder à la loupe, avant d'accorder une requête.

LE PRÉSIDENT :

Q. — Avez-vous référé des cas au Barreau de Montréal ?

R. — J'ai référé des cas au Barreau de Montréal, antérieurement.

Q. — Plusieurs ?

R. — À date, au moins 3.

Q. — Est-ce qu'il y a eu suite à vos rapports ?

R. — ...en rapport avec une plainte double, il y a eu une enquête du Barreau qui est arrêtée là, sans plainte formelle portée contre l'avocat, et, évidemment, sans sanction. Dans le cas de deux autres plaintes, elles sont, dans le moment, sous étude.

g) LES TRIBUNAUX

(66-67)

66. Même si les différents agents déjà mentionnés collaboraient intensément pour assainir l'administration de la faillite, il n'en resterait pas moins que l'audition des causes de faillite devant les tribunaux poserait elle-même un certain nombre de problèmes.

L'examen de dossiers a révélé, par exemple, que les causes importantes de faillites commerciales rendent nécessaire l'assignation d'une quantité considérable de témoins, tant pour les fins de l'enquête préliminaire que pour celles du procès. Ce nombre s'établit couramment à 20 ou 25 et, en plusieurs cas, il peut atteindre 75.

Ainsi que le signale un spécialiste, ceci implique qu'avant de placer une cause au rôle soit pour enquête soit pour procès, les procureurs de la Couronne doivent s'assurer de la disponibilité d'un juge. Il ne saurait être question que ce magistrat écope de quelques autres causes mises au rôle pour le même jour et qui auraient préséance sur les dossiers de faillite. Une remise de cause justifiée par l'impossibilité de procéder est presque toujours désastreuse à la cause de la Couronne, car nombre de témoins assignés au départ ne se représentent pas une deuxième fois et encore moins une troisième.

67. À observer de près ce problème des remises en matière de faillites frauduleuses, on garde l'impression qu'une majorité des magistrats ne veut tout simplement pas s'embarquer dans ces causes extrêmement complexes.

Malgré les inconvénients que comporte une remise, plusieurs magistrats y consentent d'emblée dans l'espoir, semble-t-il, de se défaire ainsi d'un dossier qui exigerait d'eux des efforts excessifs pendant des périodes prolongées. Il faut bien admettre, en effet, que la cause de la faillite frauduleuse débouche fréquemment sur des études et des analyses comptables extrêmement fastidieuses et sur un examen d'administration pour lesquels tous n'ont ni le goût ni la compétence.

Certains, conscients de la spécialisation qui serait requise, en sont même venus à suggérer la création d'un tribunal spécial analogue au tribunal de commerce français. Nous nous contentons, dans le cadre du présent chapitre, de souligner l'existence d'un problème.

**IV — DIFFICULTÉS DANS L'ADMINISTRATION
DE LA FAILLITE**

IV — DIFFICULTÉS DANS L'ADMINISTRATION DE LA FAILLITE

(68-87)

68. Nous avons jusqu'à maintenant localisé les différents agents dont il faudrait coordonner l'action pour prévenir la fraude ou la combattre. Il nous faut maintenant, avant même d'aborder l'étude des textes législatifs, voir jusqu'à quel point l'administration actuelle de la faillite réussit en fait cette coordination et comment elle mène les opérations de contrôle et de prévention de la fraude.

a) LACUNES DE L'INFORMATION

(69-75)

69. De toute évidence, différents agents ne peuvent effectuer un travail coordonné qu'à la condition de pouvoir communiquer rapidement ensemble et de disposer des informations nécessaires quant au travail effectué par les collègues.

Malheureusement, nous devons noter que l'administration de la loi sur la faillite ne peut pas, à l'heure actuelle, tabler sur cette parfaite connaissance des faits. D'une part, on ne se préoccupe pas suffisamment d'indiquer dans chaque dossier particulier la marche des événements. C'est ainsi qu'on pourrait procéder à l'examen d'un dossier sans se rendre compte à aucun moment que des poursuites ont découlé de l'examen de la preuve. De la même manière, un procureur de la Couronne peut reprendre à pied d'œuvre l'examen d'un dossier sans savoir à quelle étape de la procédure le dossier en est rendu. Cette impression est corroborée par les constatations des spécialistes qui, à la demande de la Commission, ont examiné des centaines de dossiers (appendice 2).

D'autre part, on ne s'est pas préoccupé davantage jusqu'à maintenant de mettre sur pied un véritable fichier concernant les faillites et surtout les faillites frauduleuses.

Ni le bureau de la Couronne, ni le secrétariat du Québec, ni les principaux corps policiers de la métropole ou de la Province n'ont groupé jusqu'à maintenant les informations qu'ils possèdent sur les fraudeurs spécialisés dans le domaine de la faillite.

70. En somme, on ne trouve pas toujours dans un dossier toutes les informations qui le concernent. En outre, les différentes personnes et les divers organismes qui ont pu travailler à la préparation d'un dossier ne communiquent pas suffisamment ensemble.

Dès lors, lorsque survient une nouvelle demande d'incorporation ou une nouvelle enquête policière, seule la mémoire des fonctionnaires ou des policiers peut permettre d'établir des liens entre un événement récent et les agissements anciens d'un fraudeur. Lorsque la mémoire fait défaut, tout peut se produire. Ainsi, on a pu citer à la Commission l'exemple d'un individu qui, malgré un nombre de faillites inquiétant, avait pu obtenir du Secrétariat du Québec 23 incorporations différentes. Des chiffres moins étonnants ont été cités et corroborés.

71. Même si l'on reconnaît que les renseignements doivent circuler, on ignore encore la nature des liens à créer entre le Secrétariat du Québec et les forces policières. On peut, théoriquement, souhaiter de meilleures communications entre les deux organismes, mais, en pratique, la discrétion doit, elle aussi, garder ses droits. Il ne s'agit pas, à notre avis, d'imposer au Secrétariat du Québec l'obligation de faire parvenir aux différents corps policiers des copies de tous les documents et informations qui lui parviennent. Ce serait là une constante duplication d'efforts et, parfois, une entorse aux droits fondamentaux de la personne.

Il ne s'agit pas, en revanche, de tolérer plus longtemps que les différents mécanismes de contrôle procèdent de façon entièrement autonome et soient incapables de constituer ensemble un système. On comprendrait donc aisément et l'on souhaiterait même que :

1. Le Secrétariat du Québec organise lui-même son propre index particulier ;
2. Le Secrétariat du Québec et le ministère de la Justice s'accordent sur les conditions de la diffusion ;
3. Le Secrétariat du Québec accepte ensuite de répondre aux questions légitimes et spécifiques que peuvent lui transmettre les différentes forces de l'ordre.

En somme, il s'agit d'en arriver à un point d'équilibre : mettre fin au laxisme actuel sans pourtant diffuser excessivement et arbitrairement des informations de nature confidentielle. En laissant l'information principale entre les mains du Secrétariat du Québec, nous évitons la transmission abusive et systématique d'informations strictement administratives. En revanche, en permettant aux forces de l'ordre d'obtenir un surplus d'informations utiles à leurs enquêtes criminelles, nous entendons rendre plus efficaces la prévention et la détection de la fraude.

L'existence de ce fichier central au Secrétariat du Québec ne dispense évidemment pas les différents administrateurs de la Loi sur la faillite d'en

arriver eux-mêmes à une compilation plus logique de leurs informations en matière de faillite. Notre mandat nous invite à limiter nos commentaires aux informations qui concernent les faillites frauduleuses.

72. Dans le but de prévenir et de combattre la fraude, ce fichier central devra contenir certaines informations spécifiques. On se rend compte, à l'examen des dossiers de faillites frauduleuses, que certains réseaux ont pu encaisser d'énormes bénéfices illégaux en prenant possession d'entreprises déjà avantageusement connues sans que personne puisse remarquer le changement de propriétaires. Exemple flagrant des déficiences de l'information.

À l'heure actuelle, en effet, une entreprise peut fort bien changer subitement de propriétaires et tomber entre les mains d'un groupe connu pour ses activités en matière de faillites frauduleuses, sans que les corps policiers ou même le Secrétariat du Québec aient pu s'apercevoir que l'entreprise n'est plus régie par le même conseil d'administration. Il s'agit là d'une technique extrêmement courante parmi les fraudeurs.

La méthode consiste, on l'aura noté au cours des paragraphes qui précèdent, à mettre la main sur une entreprise existante et à spéculer rapidement sur la réputation et le crédit de cette entreprise. À moins que le Secrétariat du Québec puisse rapidement déceler l'entrée en scène de groupes déjà reconnus coupables de telles activités illégales, il sera toujours extrêmement laborieux de prévenir de telles fraudes. Certes, on pourra s'apercevoir *après* la faillite que les véritables propriétaires n'étaient plus ceux qui avaient établi la réputation et le crédit de l'entreprise. Beaucoup trop tard, on s'apercevra qu'ils avaient cédé la place à un groupe d'individus qui, en 90 jours, ont eu le temps d'acheter la compagnie, de loger des commandes en quantité anormale et de mettre fin aux activités de la compagnie avant que créanciers et fournisseurs puissent percevoir leur dû.

73. Pour ces différentes raisons, il nous semble qu'une saine administration en matière de faillites devrait voir le Secrétariat du Québec tenir un imposant fichier en matière de faillites frauduleuses. Ce fichier devra contenir, non seulement le nom des compagnies incorporées, mais fournir aussi la liste des directeurs et officiers des compagnies incorporées. Tenu à jour, ce fichier rendra d'énormes services.

Nous devons insister pour que le Secrétariat du Québec ne prenne pas sur lui de transmettre automatiquement copies de tous ces dossiers aux différents corps policiers. On courrait ainsi, de trop près, le risque de l'État policier. En effet, un nombre extrêmement restreint des entreprises subit l'épreuve de la faillite et une proportion encore plus restreinte a à se reprocher une forme ou l'autre de faillite frauduleuse. Il serait, par conséquent, complètement inutile et abusif de constituer des dossiers de police

sur l'ensemble des corporations québécoises, sous prétexte que quelques-unes sont tombées entre les mains de fraudeurs professionnels.

À notre avis, il suffira que le Secrétariat du Québec soit bien informé et reçoive avec prudence et cordialité les demandes transmises par les corps policiers du Québec et de l'extérieur.

74. Il faut cependant reconnaître que l'amélioration des services dispensés par le Secrétariat du Québec ne devra jamais libérer le séquestre officiel de ses responsabilités propres. Lui-même trouvera avantage à posséder un fichier constamment maintenu à jour. En contact plus constant et plus normal avec les forces policières, muni lui-même de pouvoirs d'enquête considérables, il pourrait et devrait organiser une compilation élaborée.

Le séquestre officiel de la première division, M. Paul Devos, s'était d'ailleurs permis de telles initiatives, mais, faute de personnel, il n'a pu les poursuivre de façon satisfaisante.

Pour parler maintenant du fichier central, et de ce qu'il devrait contenir, il devrait nous être possible, chaque fois qu'un individu ou une entreprise fait cession d'une partie de ses biens, soit ses comptes recevables à une banque ou à une autre institution financière, soit une cession sous l'article 88 de la Loi des banques, il devrait nous être possible, dis-je, d'ores et déjà, d'établir une carte au nom de cet individu ou de cette corporation, afin de suivre les événements qui, dans 9 cas sur 10, semblent se produire peu de temps après.

D'autre part, une fois qu'un individu ou une entreprise est en faillite, le fichier devrait démontrer la valeur de l'actif et du passif, les noms des directeurs, administrateurs, principaux actionnaires et principaux dirigeants de la corporation ou de l'entreprise en faillite.

D'autre part, ce fichier devrait également montrer le pourcentage de dividende qui a été payé dans chaque dossier. Les individus impliqués dans les faillites de corporation devraient également avoir leur carte personnelle pour savoir dans combien de corporations en faillite ou en liquidation ils ont été impliqués. Devrait également être inscrit dans ce fichier un sommaire des causes réelles de la faillite ¹.

¹ Texte remis par M. Devos à la Commission lors de son témoignage le 13 juillet 1967 (appendice 18).

75. Chacun de ces fichiers possède sa propre raison d'être : celui du séquestre ne rend pas inutile celui du Secrétariat du Québec et ne répond pas aux mêmes besoins.

En effet, les différents niveaux font face à des situations différentes. Les séquestres demeurent des administrateurs *régionaux* et eux-mêmes constatent la nécessité d'une centrale *provinciale* d'information. Peu à peu, les séquestres officiels en viendraient à utiliser le fichier central du Secrétariat du Québec comme leur chambre de compensation. De cette manière, le séquestre officiel pourra aisément s'informer des antécédents d'un groupe qu'il soupçonne d'avoir fraudé dans d'autres districts judiciaires.

b) PÉNURIE DE PERSONNEL QUALIFIÉ

(76-79)

76. Les lacunes de l'information ne sont d'ailleurs pas les seules à ralentir l'administration de la faillite et la détection des fraudes. Des difficultés pour le moins aussi graves découlent directement de l'instabilité du personnel chargé de l'application des textes législatifs et de la pénurie de cadres qualifiés.

Tous les corps policiers spécialisés dans ce domaine affirment aujourd'hui de façon unanime que le nombre de procureurs de la Couronne mis à la disposition des enquêteurs demeure, malgré des améliorations, dangereusement limité. La correspondance que nous reproduisons ici (appendice 19) fournit une illustration concrète de ce problème.

En réalité, les procureurs de la Couronne ont presque toujours fait défaut, en ce sens que les conditions de travail et de salaire offertes par le ministère public n'attiraient pas un nombre suffisant de candidats. Au cours des années récentes, on a sagement décidé de renoncer à la formule du procureur de la Couronne à temps partiel, mais on vient tout juste de remplir des cadres qui prévoyaient 25 procureurs permanents pour la région de Montréal.

La faillite, répétons-le, constitue pourtant un domaine où le ministère public peut multiplier sans risque les efforts pécuniaires. On peut prévoir, en effet, que les dépenses consenties pour accroître l'efficacité des poursuites mériteront à brève échéance d'être considérées comme un investissement rentable. Le gouvernement lui-même, pour ne rien dire des fournisseurs, perd des millions de dollars chaque année par suite de faillites frauduleuses, alors qu'il suffirait pourtant d'une dépense fort raisonnable pour éviter la plus grande partie de ces pertes.

77. Le ministère de la Justice du Québec a tenté de remédier du mieux possible à cette situation qu'illustrait l'appendice 19. Le 1er avril 1968, le sous-ministre associé de la Justice, Me Denys Dionne, écrivait :

Un certain travail de revision s'est effectué au cours des derniers mois de 1966 et des premiers mois de 1967, par les soins de personnes et par les moyens antérieurement mis à la disposition du ministère de la Justice dans le domaine particulièrement difficile de la fraude et de la conspiration en matière commerciale et en matière de faillite.

Dès le mois d'août 1967, il nous apparaissait évident et nécessaire de refaire l'étude de nombreux dossiers, ayant pris origine aussi loin en arrière que 1960, comme suit : année 1960 : 11 dossiers — 1961 : 10 dossiers — 1962 : 9 dossiers — 1963 : 14 dossiers — 1964 : 27 dossiers — 1965 : 134 dossiers — 1966 : 76 dossiers — ceci à cause de l'élément frauduleux dont la preuve exigeait qu'on en apprécie la valeur d'une manière définitive et satisfaisante, ou dont la preuve exigeait qu'on s'efforce de la compléter, par analyses ou par enquêtes, à l'égard

d'opérations commerciales ou de faillites qui avaient causé à nombre de personnes dans toute la province un préjudice considérable.

Il faut dire que la Sûreté provinciale, par les services d'officiers et d'agents spécialisés, avait apporté dans tous les cas où une plainte lui avait été faite, et dans ceux où une demande lui avait été transmise, une attention soutenue, et réussit à obtenir des résultats remarquables.

En 1967, la revision des cadres du ministère, au contentieux criminel, a contribué à une meilleure coordination des efforts, au maintien d'une activité soutenue et de communications plus efficaces entre le ministère et la Sûreté provinciale.

L'intégration au contentieux criminel déjà structurée, au siège du ministère à Québec, de l'activité et des travaux d'ordre juridique, technique ou statistique qui se déroulaient autrefois en partie à Montréal, par les soins d'une équipe distincte, a contribué à améliorer la situation.

La nomination d'un procureur-chef de la Couronne, permanent et à plein temps, de même que la création d'une équipe de 25 procureurs, tous permanents, pour le seul district judiciaire de Montréal, sont des initiatives notables en ce qu'elles ont aussi apporté une amélioration sensible dans les domaines traités dans le présent rapport. Une nouvelle répartition des tâches, sous direction, au contentieux criminel, a eu le même effet.

Le 1er septembre 1967, deux équipes distinctes, l'une composée de 3 avocats de la Couronne à Montréal, ayant, sous l'autorité du procureur-chef, la latitude de s'adjoindre les services d'experts de diverses disciplines, l'autre à Québec, assistée d'un avocat spécialisé en matière de faillites et d'un comptable agréé, syndic licencié au surplus, entreprenaient de s'occuper de façon régulière et continue de la revision, de l'étude, de la mise au point des dossiers anciens et nouveaux, et le cas échéant des poursuites judiciaires jugées nécessaires, pour le compte du ministère et au nom du procureur général.

Leur affectation régulière à ce domaine particulier a créé un climat plus favorable entre les officiers du ministère et les officiers spécialisés de la Sûreté provinciale, en particulier, à cause des relations plus fréquentes entre les mêmes personnes ¹.

78. Plus encore que la déclaration de principe du ministère, différents documents permettent à la fois :

1) de constater les efforts du ministère de la Justice du Québec en matière de faillites frauduleuses au cours des dernières années ;

2) de mesurer, par ailleurs, l'ampleur du travail qui reste à accomplir.

Nous donnons ici (appendice 20) la liste des membres des deux équipes formées à Montréal et à Québec, à la demande du ministère de la Justice de Québec, pour affronter les problèmes posés par la faillite frauduleuse.

Un autre document (appendice 21) fournit la liste des dossiers, pour le district judiciaire de Montréal, dont l'équipe des procureurs de la Couronne

¹ Cependant, le résultat de ces réformes demeure passablement incertain. Dans certains cas, en effet, elles sont demeurées théoriques. Par exemple, ainsi que nous l'avons constaté, le travail de la Couronne particulièrement à Montréal manque de continuité, pour la bonne raison que les trois procureurs désignés pour s'occuper exclusivement de faillites frauduleuses ont reçu, au cours des derniers mois, maintes autres responsabilités qui les ont empêchés, pour des périodes allant parfois jusqu'à plusieurs semaines consécutives, de toucher aux dossiers de faillites frauduleuses.

a pu disposer entre le 1er septembre 1967 et le 31 mars 1968. La première partie de cette liste prouve, à n'en pas douter, que les examens entrepris par cette équipe ont débouché maintes fois sur des poursuites judiciaires et sur des condamnations. D'autre part, au fur et à mesure qu'on avance dans la lecture de ce document, on constate que de très nombreux dossiers font encore l'objet d'une étude même si l'infraction soupçonnée remonte à deux, trois ou quatre ans. Ce document atteste quand même l'efficacité et l'ampleur du travail que peut accomplir une équipe permanente spécialisée.

79. Par voie de comparaison, un autre document (appendice 22) souligne l'impossibilité, pour une *équipe formée sur une base temporaire ou n'agissant à temps partiel*, de pousser les enquêtes jusqu'au procès ou jusqu'à la condamnation des coupables. Ce dernier document fournit la liste des dossiers dont le contentieux criminel, à Québec, a pu terminer l'examen entre le 1er septembre 1967 et le 31 mars 1968. La comparaison de ces deux documents montre bien, d'après nous, la nécessité de confier à une équipe permanente et spécialisée la surveillance générale des dossiers de faillites frauduleuses. Cette organisation du travail s'impose d'autant plus que, ainsi que l'indique un autre document (appendice 23), le contentieux criminel du ministère de la Justice estime lui-même indispensable de reprendre l'étude d'un grand nombre de dossiers de faillite échelonnés de 1960 à 1967.

Ces dossiers qui méritent, de l'avis du contentieux criminel du ministère de la Justice du Québec, un nouvel examen forment une liste de 281 dossiers. On peut se faire une idée juste du travail que représente ce nouvel examen en jetant un coup d'œil sur le bilan auquel en sont arrivées les deux équipes spéciales au cours de la période qui s'écoule du 1er septembre 1967 au 31 mars 1968 :

Dossiers clos après étude, revision et opinion	15
<i>Dossiers sous étude ou sous enquête</i>	66
Dossiers où des plaintes ont été portées et où les procédures se poursuivent	39
Plaintes déposées et abandonnées	aucune.

c) DUALITÉ DE JURIDICTION

(80-86)

80. Pour les raisons déjà invoquées, la surveillance de la faillite requiert, outre une action provinciale soutenue, une collaboration constante entre le gouvernement québécois et le pouvoir central.

Les fraudes en matière de faillite peuvent, en effet, tomber sous le coup de la loi sur la faillite, qui est de juridiction fédérale, ou sous le coup du Code criminel, dont l'application relève de la juridiction provinciale.

Il est extrêmement heureux que les deux gouvernements aient travaillé à rédiger une entente précise qui vise à permettre à chaque juridiction de mieux comprendre son rôle et d'exercer un contrôle efficace dans le domaine qui relève d'elle.

Le 1^{er} novembre 1967, comme suite à divers échanges de points de vue, le surintendant des faillites et le ministère de la Justice du Québec signaient une entente qui, en fait, était la première du genre, et qui assurait un échange de services, de renseignements et d'informations, tout en départageant les responsabilités et les frais des autorités fédérales et provinciales, eu égard à la juridiction respective des deux gouvernements, l'un pour l'application et le respect de la loi des faillites, l'autre pour ce qui est du Code criminel. L'expérience de ce nouveau régime a porté des fruits et il y a lieu de soutenir que la situation actuelle est mieux contrôlée, que les cas nouveaux sont plus rapidement examinés et de façon plus approfondie. Les communications fréquentes entre les deux organismes apportent des résultats tangibles et il convient de souligner que le réseau de contrôle et d'enquête ainsi mis sur pied est aussi à la disposition de tout corps policier¹.

Nous reproduisons (appendice 25) le texte du mémoire qui contient les dispositions arrêtées lors d'une rencontre bipartite tenue à Montréal le 26 octobre 1967, « relativement aux enquêtes et à la poursuite des infractions et des actes criminels commis en matière de faillites ».

81. L'entente intervenue entre le surintendant des faillites d'Ottawa et le ministère de la Justice du Québec ne connaîtra, cependant, sa pleine fécondité que si chacune des autorités impliquées dans l'accord met en place un personnel suffisant. Or, dans ce domaine, des procureurs de la Couronne, même permanents, stables et compétents, ne peuvent suffire à la tâche : la complexité des opérations comptables exige aujourd'hui le recours constant à des spécialistes de la question.

La solution idéale à ce problème serait d'embaucher un ou deux comptables agréés, directement attachés au bureau des procureurs de la Couronne, dans les deux districts judiciaires principaux, soit ceux de Montréal et de Québec. Pour les autres districts, il suffira temporairement qu'on ménage l'accès à des services centraux.

La difficulté d'ordre pratique, cependant, consiste dans le fait que les comptables agréés possédant l'expérience requise ne sont *que très rarement intéressés à entrer dans le fonctionnarisme, en raison surtout des émoluments peu intéressants qui leur sont offerts*. On ne peut pourtant pas mettre en doute l'efficacité de cette méthode, puisqu'on a déjà fait, à Québec et à Montréal, un essai concluant quant à l'utilisation de comptables sur une base horaire et il faudra aller plus loin encore dans cette voie. (À notre avis, le travail sur une base horaire n'a cependant pas la fécondité du travail à plein temps).

¹ Rapport de Me Denys Dionne, sous-ministre associé de la Justice du Québec, en date du 1^{er} avril 1968 (appendice 24).

82. Un service régulier d'analyse comptable devrait être mis à la disposition des procureurs de la Couronne pour porter assistance aux enquêteurs tant de la Sûreté du Québec que de l'escouade de la sécurité sociale de Montréal, sous la direction des procureurs de la Couronne quant à la recherche des pièces à conviction. Les services de ces comptables seraient utilisés tant pour la recherche des fraudes et des anomalies que pour la préparation immédiate des auditions de causes.

Ceci compléterait l'action des procureurs de la Couronne qui n'ont ni le temps ni la formation requise pour exécuter ce travail comptable.

83. Par ailleurs, malgré l'entente entre le surintendant des faillites et le ministère de la Justice du Québec quant à la surveillance de la faillite et à la lutte aux fraudes en ce domaine, un certain nombre de questions administratives demeurent en suspens, tandis que subsistent certaines ambiguïtés.

À toute fin pratique, la loi fédérale sur la faillite se borne à imposer des règles de procédure quant à la réalisation des biens d'un débiteur et à leur distribution parmi les créanciers. En somme, *cette législation englobe dans son application presque tout le domaine des droits civils qui sont pourtant de la compétence exclusive des provinces, sous le couvert d'un régime juridique qui n'est guère plus qu'un code de procédure.*

84. L'illogisme ne peut engendrer la clarté. Une double série de difficultés découlent de ces ambiguïtés et de ces empiètements.

D'une part, nonobstant les accords intervenus entre le ministère de la Justice du Canada pour délimiter le champ d'action respectif de chacune des juridictions dans la poursuite des offenses découlant de la faillite, on constate encore un chevauchement dans les méthodes d'enquête et souvent double emploi d'enquêteurs relativement à ces dossiers. D'autre part, notre loi fédérale sur la faillite a importé, sans le nuancer et le transformer suffisamment, le système du séquestre officiel que définissait la loi anglaise de 1914. On peut même affirmer que ce mauvais décalque du système anglais conduit notre séquestre à jouer un rôle pour le moins hybride.

85. Il est bien consigné, en effet, à l'Acte de 1867, que l'administration de la justice relève de la compétence des provinces. Cependant, le séquestre, tel qu'il existe depuis son importation d'Angleterre, exerce des pouvoirs somme toute judiciaires dans au moins deux des fonctions que prévoit pour lui la loi fédérale sur la faillite :

- a) son acceptation d'une cession volontaire qui se transpose en une ordonnance de séquestre est le pendant de l'ordonnance de séquestre rendue par le tribunal sur une requête en faillite contestée ou non ;

- b) il préside l'assemblée générale des créanciers et tranche, comme président d'assemblée, les prétentions des créanciers quant au droit de vote sur la nomination ou confirmation du syndic et la nomination des inspecteurs.

Dans ce second cas, sa décision demeure sujette à appel devant le tribunal. Il exerce donc alors des pouvoirs d'un caractère quasi judiciaire, comme officier du tribunal, même si son rôle comporte également un aspect administratif. Malheureusement, l'entente bilatérale (appendice 25) n'a aucunement tenté de clarifier les fonctions du séquestre.

On le voit, le travail du séquestre officiel se déploie sur différents plans et son action a un impact énorme sur toute l'administration des différentes lois reliées à la faillite. On aurait donc souhaité que le ministère fédéral de la Justice et le ministère de la Justice du Québec puissent tomber d'accord quant à une définition conjointe du rôle pratique du séquestre officiel. Non seulement les deux parties n'en ont point parlé, mais il semble que le surintendant des faillites ait procédé de façon unilatérale lorsque, le 1er juillet 1968, il a mis en vigueur un nouveau système pour encadrer la fonction du séquestre officiel. Unilatérale, la décision fédérale est, en outre, inefficace.

86. Au moins dans le district pilote de Montréal, la fonction de séquestre officiel a été « physiquement dégagée » du greffe des faillites. On comprendrait mieux cette scission, si l'on avait voulu faire du séquestre un simple officier d'administration muni désormais de pouvoirs d'enquête supplémentaires.

Tel n'est pas le cas, puisque la séparation physique des fonctions conserve quand même au séquestre ses pouvoirs d'accepter des cessions et de présider des assemblées. La modification au système du séquestre officiel risque donc de créer un rouage administratif lourd et compliqué, sans mieux harmoniser les relations entre l'autorité québécoise et l'autorité fédérale. Sans nécessairement remettre en question les textes législatifs et constitutionnels qui régissent l'administration de la faillite et la lutte contre les infractions qui s'y rattachent, on aurait pu, par voie de négociations entre les deux pouvoirs, améliorer encore davantage la coordination des différents services.

En somme, un des personnages-clés continue à dépendre de deux autorités qui n'ont pas encore décidé si elles préfèrent le séquestre-juge au séquestre-administrateur.

Ceci n'invalide pas l'entente intervenue entre Ottawa et Québec, mais ceci révèle comment le texte constitutionnel débouche sur une série de duplications et d'ambiguïtés propices à la multiplication des fraudes.

87. Nous croyons assurément que les différents responsables de l'administration des lois reliées à la faillite devraient multiplier les efforts en vue d'amener un plus grand nombre de créanciers aux assemblées qui les concernent. Différentes raisons expliquent, certes, que l'immense majorité des créanciers ne juge pas nécessaire d'assister à l'assemblée où ils doivent eux-mêmes approuver le choix du syndic et nommer leurs propres représentants aux postes d'inspecteurs de la faillite. Pourtant, législations et mesures administratives ne seront efficaces dans la prévention et l'élimination des fraudes que si l'on assure la présence des créanciers à cette importante assemblée.

À certains égards, la responsabilité d'un changement dans la mentalité des créanciers incombe aux associations d'hommes d'affaires elles-mêmes. Nous citons ici, à titre d'exemple, l'initiative d'une association patronale : elle constitue le genre d'invitation que toute association patronale devrait adresser périodiquement à ses membres pour susciter un réveil ou maintenir la vigilance (appendice 26). Il est inutile de chercher ailleurs le moyen le plus efficace de réduire le nombre et le volume des fraudes.

De leur côté, les responsables gouvernementaux de l'administration des lois reliées aux faillites devraient tout mettre en œuvre pour que les assemblées des créanciers se déroulent dans le district judiciaire le plus facile d'accès pour la majorité des créanciers. Il suffit, en somme, à un failli de mauvaise foi de signer une reconnaissance de dette fictive à un complice pour que celui-ci puisse déclencher la faillite au moment de son choix et exiger l'assemblée des créanciers à un endroit qui convient fort peu à la majorité des créanciers de bonne foi.

Quand de telles pratiques ont cours (appendice 11), des créanciers qui ont déjà fort peu d'espoir de récupérer quoi que ce soit de la faillite renoncent à participer à une assemblée qui impliquerait pour eux des frais de voyage considérables : pas de voyages qui ne seraient qu'une perte de plus !

**V—POINTS ET MOMENTS NÉVRALGIQUES
DE LA FAILLITE**

V — POINTS ET MOMENTS NÉVRALGIQUES DE LA FAILLITE

(88-113)

88. Pour bien mesurer les difficultés que pose l'administration d'une faillite, il est utile de décrire ici la chronologie des événements. Nous le faisons dans une perspective particulière qui demeure conforme à l'esprit de notre mandat : nous cherchons à localiser les moments et points névralgiques dans l'administration d'une faillite, ces tournants décisifs où il est fréquent de voir surgir les fraudeurs.

À suivre la conduite d'une faillite *depuis* l'inscription de la requête en vue d'une ordonnance de séquestre ou à compter d'une cession de biens *jusqu'à* la libération du failli, on perçoit plus aisément les difficultés administratives et l'on prépare avec plus de soins le contrôle et la détection.

a) LA PÉTITION OU LA CESSION

(89)

89. Une faillite peut s'amorcer de deux manières : a) l'inscription d'une requête en vue d'une ordonnance de séquestre ; b) l'acte par lequel un individu ou une corporation annonce la cession de ses biens.

L'inscription d'une requête ou d'une cession ne s'identifie pas avec la faillite elle-même et ne conduit pas nécessairement à une faillite. En effet, il est fort possible qu'un créancier impatient inscrive une pétition de faillite, mais qu'il ne puisse prouver le bien-fondé de sa démarche. Il suffirait, par exemple, qu'une corporation frappée d'une requête en vue d'une ordonnance de séquestre paie la somme due au créancier pour que la pétition soit considérée désormais comme nulle et non-avenue.

D'ailleurs, il est à noter que la personne ou la corporation frappée d'une pétition de faillite conserve la direction de ses affaires jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu sur la valeur de la pétition. Il n'y a donc généralement, à cette étape préliminaire, ni séquestre permanent ou intérimaire ni saisine¹, sauf dans les cas où le pétitionnaire le demande et l'obtient du tribunal.

¹ Pour alléger le texte, nous parlerons indifféremment de *requête en vue d'une ordonnance de séquestre* (terme utilisé dans la loi sur la faillite) et de *pétition de faillite*.

90. Entre l'inscription d'une pétition et le jugement sur la pétition, il s'écoule au minimum 14 jours, parfois beaucoup plus. Ce délai constitue une importante difficulté administrative et un moment crucial dans la marche et l'orientation de la faillite.

Pendant ce laps de temps, la corporation menacée demeure théoriquement libre de disposer de ses affaires à sa guise, à moins qu'intervienne rapidement une ordonnance de séquestre intérimaire. En d'autres termes, les individus qui ont l'intention de transformer la faillite en une opération rentable et profitable ont donc le plus souvent plusieurs semaines à leur disposition pour effectuer les ventes de leur choix aux prix qui leur plaisent.

Jusqu'à maintenant, il a été particulièrement difficile d'exercer un contrôle quelconque sur les entreprises *entre* l'inscription d'une pétition et le jugement. On peut même dire, en se basant sur les dossiers examinés, que cette période est l'une de celles dont les fraudeurs profitent le plus.

Pour peu que des fraudeurs veuillent intervenir, il leur est facile de transférer la plupart des actifs de l'entreprise à des intermédiaires sans que les créanciers puissent contre-attaquer de quelque manière que ce soit : en effet, le tribunal n'a pas encore décrété le gel des transactions.

91. Dans certains dossiers reliés au réseau d'Armand Bécotte, par exemple, on peut facilement déceler une connivence entre l'entreprise qui s'achemine vers la faillite et l'individu qui fait l'inscription d'une pétition. En raison des relations qui existent entre le pétitionnaire et le failli, on pourra prolonger indûment les délais qui précèdent le jugement sur la pétition. En d'autres termes, on pourra allonger ainsi la période de temps mise à la disposition de la corporation pour disposer de ses biens. En maintes occasions, elle en profitera pour liquider complètement son actif au détriment des créanciers et au grand profit d'hommes de paille.

92. Certes, la loi écrite maintient la possibilité d'une ordonnance de séquestre intérimaire qui a pour effet de paralyser instantanément l'administration de la corporation. De la même manière, la loi prévoit la possibilité de remettre alors le contrôle entre les mains d'un syndic ou du séquestre officiel lui-même.

Cependant, à l'observation des dossiers, on constate que le recours au séquestre intérimaire a été détourné de son objectif dans les cas de fraudes. On n'utilisera cette procédure que si l'on peut contrôler le choix du syndic. En d'autres termes, les administrateurs de bonne foi ont une réputation et un comportement qui ne rendent pas nécessaire l'application d'une telle mesure, tandis que les fraudeurs, eux, savent éviter ou gauchir une procédure qui leur est destinée.

Armand Bécotte, par exemple, demandera lui-même, à l'occasion, une ordonnance de séquestre intérimaire. Pourquoi ne le ferait-il pas s'il peut ainsi faire passer le contrôle à un comparse ?

93. On notera également que l'inscription d'une pétition ne constitue aucunement un jugement sur le bien-fondé de la requête.

Personne n'examine les créances présentées pour justifier l'inscription d'une pétition. Personne non plus n'est en mesure de vérifier s'il s'agit, comme dans le cas du réseau d'Armand Bécotte, d'un billet promissaire absolument fictif et signé sans motif valable par la corporation à Armand Bécotte lui-même ou à un prête-nom.

Différents réseaux ont donc utilisé systématiquement les faiblesses de la procédure. La corporation menacée sollicitait ou acceptait l'intervention d'un fraudeur, lui remettait une créance fictive qui permettait à ce complice d'inscrire une pétition de faillite. On déterminait ainsi l'heure et le lieu de la requête. En l'absence de tout contrôle, il était désormais possible à la corporation d'utiliser les semaines précédant et suivant l'inscription de la requête pour disposer librement de son actif.

Au moment du jugement sur la pétition, l'actif avait disparu, la comptabilité était introuvable ou erratique. Il devenait impossible, même pour un syndic alerte, de prouver que la créance utilisée pour la pétition constituait une dette véritable.

c) LE JUGEMENT DU RÉGISTRAIRE

(94-96)

94. Avant de porter jugement sur une requête en vue d'une ordonnance de séquestre, le tribunal attend donc au moins 14 jours, mais parfois beaucoup plus. Ce jugement constitue le plus souvent une simple formalité, nous l'avons vu, puisque l'interrogatoire du failli n'a lieu que dans les cas de contestation.

Le jugement porté revêt cependant une très grande importance, en raison du fait que la faillite devient effective à compter de ce verdict ¹. Le jugement sur la pétition constitue donc cet acte judiciaire qui met fin aux activités de la corporation visée par la pétition de faillite. C'est également ce jugement qui déclenche l'activité du séquestre officiel et l'entrée en scène du syndic. À cette étape de la procédure, il est encore à peu près impossible de déterminer si la créance utilisée dans la pétition de faillite constitue une dette véritable du failli. Jusqu'à l'entrée en scène toute récente de fonctionnaires d'un calibre supérieur, personne n'attachait d'importance à ce problème.

En d'autres termes, le jugement est généralement rendu sans que le bilan de la corporation frappée par une pétition de faillite soit déposé. Le régis-

¹ Le jugement est cependant rétroactif à la date de l'inscription de la pétition (Art. 41 (4)).

traire n'est donc pas en mesure, autrement que par des impressions, de soupçonner une activité anormale.

95. Il convient de dire cependant qu'un registraire consciencieux et alerte en arrive à soupçonner des fraudes lorsqu'il se retrouve trop régulièrement face à face avec les mêmes individus. Les soupçons pourront naître encore plus vite si ces individus sont constamment mêlés à un grand nombre de dossiers de faillite à titre de créanciers pétitionnaires.

C'est ainsi que le registraire de Montréal, M. Yvon Desloges, a rapidement compris les méthodes utilisées par Armand Bécotte dans l'établissement de son réseau de faillites frauduleuses. En effet, au cours des années 1963 et 1964, Armand Bécotte et ses complices avaient été impliqués, selon M. Desloges, dans un minimum de 47 faillites.

Le 3 juin 1964, un M. Armand Bécotte domicilié au n° 3490, boul Lévesque, Saint-Vincent de Paul, et ayant son bureau principal au n° 333 est, rue Craig, à Montréal, était arrêté en vertu d'un mandat du commissariat des incendies.

Un mandat de perquisition avait également été émis et la Sûreté provinciale saisissait le même jour une masse considérable de documents qui ont été acheminés et conservés aux quartiers généraux de la Sûreté provinciale à Montréal. M. Bécotte avait fait l'objet d'enquêtes, l'une par le département du Procureur général, à la suite d'incendies de nature criminelle, et l'autre, par moi-même, à titre de registraire en charge du greffe des faillites où son nom, où celui de ses comparses, apparaissaient de façon trop régulière. (...)

Quant aux faillites, la saisie des documents mentionnés plus haut a permis de confirmer que, depuis probablement 1950, M. Bécotte a été impliqué, directement ou indirectement, dans l'organisation de faillites dans lesquelles différents éléments de fraude se trouvent. Il est difficile dans le moment de déclarer d'une façon certaine le nombre de telles faillites, mais l'étude très sommaire de la liste des dossiers saisie à son bureau indique qu'il a dû tremper dans 200 ou peut-être 300, si ce n'est davantage, faillites ou propositions de faillites. (...)

Un procédé cher à M. Bécotte était le suivant : il se faisait donner par les futurs faillis un billet promissoire payable en sa faveur ou en faveur d'un de ses assistants, soit Maurice Saint-Martin, René Roy, Jules Comeau, Rodrigue Roussel, Montreal Collection Bureau (F. A. Painchaud, enregistré sous ce nom).

96. Bref, c'était surtout la vigilance d'un registraire qui permettait de soupçonner les activités illégales du réseau Bécotte. À condition d'utiliser un plus grand nombre de complices et de changer plus régulièrement les noms mentionnés dans les pétitions de faillites et les billets promissoires, Armand Bécotte n'aurait peut-être pas attiré l'attention ! C'est dire que les fraudes peuvent avoir repris ou reprendre sans que le registraire s'en aperçoive immédiatement. (On remarquera la date de l'appendice 14.)

Expliquons, par ailleurs, que la connivence entre les faillis et Bécotte permettait à celui-ci de pousser l'audace particulièrement loin. Nous avons déjà mentionné, en effet, que le séquestre intérimaire avait pour effet d'inter-

rompre instantanément les activités d'une corporation. De façon générale, et c'est là le but de la mesure, le séquestre intérimaire joue de façon efficace contre la dispersion de l'actif d'une société entre l'inscription d'une pétition de faillite et le jugement sur la pétition.

On aurait tort de croire que tous les fraudeurs redoutent et évitent l'ordonnance de séquestre intérimaire. Dans le cas du réseau Bécotte, au contraire, on *demandait* volontiers le séquestre intérimaire et l'on suggérait la nomination immédiate de certains syndics. Une procédure aussi audacieuse n'était possible qu'avec la connivence du failli lui-même : il était évident que le *débiteur ne contesterait pas* la ou les requêtes, que l'ordonnance de séquestre s'ensuivrait *automatiquement* et que le syndic choisi serait nommé.

La mise en vigueur d'un séquestre intérimaire demeure la mesure efficace contre les fraudeurs dont la méthode comporte une spéculation sur le pouvoir d'achat d'une entreprise. La technique du réseau Bécotte avait ceci de particulier qu'on ne tentait ni d'augmenter délibérément les commandes avant la faillite ni d'abuser autrement du renom de l'entreprise. D'ailleurs, le réseau pouvait se permettre de demander un séquestre intérimaire, puisqu'il savait pouvoir contrôler chaque étape ultérieure de l'administration de la faillite.

d) CONSTITUTION DU DOSSIER DE FAILLITE (97-98)

97. Sitôt prononcé le jugement du registraire, un dossier de faillite s'ouvre au bureau du séquestre officiel. Ce dossier commence généralement par une cession accompagnée d'un bilan.

1. Dans le cas d'une corporation, le dossier comprendra une résolution du bureau des directeurs.

2. S'il s'agit d'une proposition, le séquestre officiel obtient la proposition elle-même et un bilan.

3. S'il s'agit d'une corporation, le dossier peut comprendre la minute de l'assemblée des directeurs dans le cas d'une ordonnance de séquestre ou, plus souvent encore, *une simple copie du jugement établissant la faillite de la société.*

On le voit, le dossier de faillite ne comprend la plupart du temps que les pièces déjà connues des hauts fonctionnaires administrant la faillite et nous avons vu que ces documents ne disent encore que fort peu de chose. En effet, la vérification des créances utilisées demeure difficile.

Pourtant, la corporation ainsi visée cesse immédiatement ses activités et tombe sous le parfait contrôle du syndic. Le syndic est même appelé à dresser rapidement le bilan de la société faillie et à transmettre copie au bureau du séquestre officiel.

En somme, la constitution du dossier de faillite a été jusqu'à maintenant une étape si dénuée de sens qu'on pouvait presque s'interroger sur son utilité et sur son sens caché !

98. Heureusement, un séquestre consciencieux ajoute rapidement des pièces substantielles à ce dossier. En effet, rien n'oblige le séquestre à se contenter des interrogatoires statutaires prescrits par la loi (appendices 27 et 28). Il peut, au contraire, ainsi que l'a prouvé maintes fois M. Paul Devos, fouiller davantage, obtenir du failli d'importants renseignements et même déceler la fraude dès cette étape. Nous reviendrons plus loin sur ce rôle élargi du séquestre.

e) PRÉSENCE D'AUTORITÉS DIVERSES

(99)

99. À cette étape de la faillite, diverses autorités agissent sur le dossier : le séquestre officiel, le syndic et le registraire des faillites. Il convient de bien distinguer ces diverses fonctions.

À proprement parler, cette diversité des fonctions ne constitue pas une étape de la faillite. Cependant, lorsque le dossier est soumis presque simultanément à diverses autorités, les risques de flottement atteignent leur point culminant. Le système doit nécessairement chercher à améliorer la coordination. Pour y parvenir, il pourra soit réduire la durée de cette période, soit supprimer certaines interventions.

Précisons d'abord les diverses fonctions. Le syndic est, sans doute, un officier de cour, mais ses honoraires varient selon son initiative et selon les barèmes de l'entreprise privée, si bien qu'il est impossible de le considérer comme un fonctionnaire. Il intervient dans la faillite après le jugement prononcé par le registraire ou à la date de la cession auprès du séquestre. Il lui appartient de dresser immédiatement le bilan de l'entreprise faillie et de le soumettre à l'examen du séquestre.

De façon générale, la fonction du *registraire* est d'ordre judiciaire et consiste principalement à prononcer jugement sur la pétition de faillite.

Le *séquestre*, quant à lui, joue un double rôle : d'une part, il agit comme représentant gouvernemental dans l'administration de la faillite ; d'autre part, il remplit des fonctions judiciaires et quasi judiciaires. En effet, il préside l'assemblée des créanciers, tranche les débats et confirme le syndic dans sa fonction à la suite du vote des créanciers. En pratique, en effet, le syndic désigné par le séquestre est celui que mentionnait déjà la proposition ou la pétition de faillite. Cependant, au niveau de la loi, le syndic n'obtient confirmation de son mandat qu'au moment de l'assemblée des créanciers et de la ratification du choix par le séquestre officiel.

Sur le terrain des définitions, par conséquent, chacune des trois autorités possède un rôle soigneusement défini. Toutefois, on constate fréquemment sur le plan pratique des chevauchements ou tout au moins un manque de coordination sur lequel il faut s'interroger, car la lutte à la fraude peut en souffrir.

f) CHOIX ET RÔLE DU SYNDIC

(100-103)

100. Il convient de s'interroger sur le rôle et les pouvoirs du syndic. À plusieurs reprises jusqu'à maintenant nous avons pu constater que la sélection du syndic dépendait du failli lui-même ou de l'auteur de la pétition de faillite. En conséquence, on doit se demander si le syndic jouit de la liberté d'action qui serait nécessaire à la pleine surveillance de la faillite ou si son intervention ne constitue pas, malheureusement, un des points faibles dans le contrôle de la faillite.

Risquons un premier commentaire. Aussi longtemps que le syndic était suggéré par des personnes déjà profondément impliquées dans la faillite (failli ou pétitionnaire), il ne bénéficiait probablement pas de la latitude nécessaire à un plein exercice de son autorité. Par ailleurs, depuis que le séquestre a décidé lui-même d'user de tous ses pouvoirs, le syndic se trouve incorporé dans un cadre rigide.

Au cours de son témoignage public, M. Paul Devos a fait lui-même allusion à la possibilité pour le séquestre officiel de refuser la nomination du syndic suggéré si la demande lui en est faite par d'importants créanciers. En d'autres termes, même si le failli ou l'auteur de la pétition endosse un syndic, le séquestre peut passer outre au moment de l'ouverture du dossier. (À l'assemblée des créanciers, ces derniers sont les maîtres absolus du choix du syndic.)

LE PRÉSIDENT : Peut-être bien, mais avant de passer au travail du syndic, auquel j'avais l'intention de me référer un peu plus loin, je reviens à l'ouverture du dossier chez vous. Dès que l'une ou l'autre ou que quelques-unes des pièces que vous venez de mentionner vous parviennent au bureau du séquestre officiel, à quelle vérification procède-t-on pour découvrir si le contenu de ces pièces qui vous parviennent est exact et conforme à la réalité, vrai, plus ou moins vrai, ou enfin, faux ?

PAUL DEVOS : On ne peut pas le faire.

Q. — Pourquoi ?

R. — Sur la base d'un bilan assermenté, on ne peut pas dire s'il manque des actifs ou pas, à ce stade-là.

Q. — Toujours au stade de la réception des pièces de l'ouverture du dossier au bureau du séquestre officiel, on ne procède à aucune vérification ?

R. — Il m'est arrivé de faire des vérifications, de façon à ce que les syndics sachent que le séquestre officiel peut, à l'occasion, sortir de son bureau et aller sur place.

Ça m'est arrivé d'y aller de façon à ce qu'ils le sachent tous et se dépêchent à prendre possession. Maintenant, c'est tout ce qu'on peut faire.

Q. — Etait-ce exceptionnel, ces sorties pour vérification ?

R. — Bien, en autant que le temps me le permette, disons que ce n'est pas tellement exceptionnel, ça arrive une fois par mois.

Q. — Une fois par mois ?

R. — Oui. Ceci, c'est sans prévenir personne.

Q. — Si je comprends bien, à l'ouverture du dossier, vous constatez que vous avez reçu les pièces qui en justifient l'ouverture, point; ça arrête là ?

R. — Oui.

Q. — Et au moment où le syndic entrera en action, quel est le travail qui s'effectue au bureau du séquestre officiel ?

R. — Ah, il y a la convocation du failli pour son interrogatoire, il y a l'envoi au syndic de son certificat de nomination, enfin il y a diverses formalités administratives que je signe d'ailleurs sans regarder.

Q. — Et pour quelle raison vous signez sans regarder ?

R. — Bien, parce que mes petites filles sont très compétentes.

Q. — Ah bon ! Le certificat de nomination est-il généralement transmis au syndic qui vous a fait parvenir les pièces ?

R. — Le jour même.

Q. — Le jour même ?

R. — Parfois il attend deux minutes et le certificat lui est remis.

Q. — Est-ce qu'il y a des cas où le certificat de nomination a été transmis à un autre syndic qu'à celui qui vous aurait apporté les pièces ?

R. — Il est arrivé des cas où un syndic a été nommé, et j'en ai nommé un autre.

Q. — Pour des raisons de quel ordre ?

R. — Parce qu'un créancier qui représentait plus que 50 pour cent m'avait demandé de nommer un autre syndic et là je nomme le choix du créancier et non pas du failli¹.

101. En somme, à condition que le séquestre officiel y joue pleinement son rôle, le choix du syndic cesse d'être une simple formalité pour devenir une pleine garantie d'honnêteté et l'expression de la volonté des créanciers.

Dans cet esprit, on est aujourd'hui beaucoup plus rassuré qu'on ne l'était autrefois lorsque le syndic assume le contrôle d'une corporation faillie. Cependant, il est encore permis de se demander si la fonction du syndic doit demeurer entre les mains de l'entreprise privée ou s'il n'est pas plus sain de confier les responsabilités présentes du syndic à un groupe de fonctionnaires ?

En effet, il faut convenir que l'administration d'une faillite par l'entreprise privée constitue en soi un certain paradoxe. Certes, la loi de faillite a, entre autres, pour but de diviser l'actif entre les créanciers et il est normal

¹ Notes sténographiées, cahier n° 21, 27 juin 1967, pp. 2498, 2499 et 2500.

que ceux-ci soient les maîtres de l'actif et en disposent plutôt que l'État. Cependant, ce qui étonne et surprend dans la formule actuelle, c'est qu'on se repose sur l'entreprise privée pour administrer une loi et pour exercer des contrôles voulus par les gouvernements. Il n'est certes pas conforme à nos traditions que l'entreprise privée trouve son profit à remplacer les *contrôles* gouvernementaux. Même dans le domaine de l'assurance-automobile où c'est la plupart du temps l'entreprise privée qui bénéficie des obligations fixées par la loi, le contrôle est demeuré entre les mains de l'État : c'est à lui de vérifier si ses exigences sont respectées et l'on admet difficilement la délégation de pouvoir dans ce domaine.

Allons plus loin. Il est difficile d'admettre, du moins au niveau des principes, que l'entreprise privée puisse trouver des bénéfices alléchants à administrer les entreprises qui étaient, par définition, déficitaires. Autrement dit, puisque l'entreprise cesse ses activités en raison de son impuissance à payer l'ensemble de ses fournisseurs, convient-il d'en confier la liquidation à une entreprise privée — le syndic — qui devra se payer à même des fonds déjà insuffisants ?

102. Dans le passé, cette question a surgi à maintes reprises sans que jamais les législateurs ou les fonctionnaires acceptent d'y donner une réponse formelle.

Sans répondre directement à la question, on souligne souvent l'incapacité de l'entreprise gouvernementale à fournir un rendement comparable à celui que dispense l'entreprise privée. On redoute, par exemple, que des fonctionnaires n'aient pas, dans leur récupération des actifs d'une compagnie, le même zèle que les syndics privés qui voient un intérêt personnel à ce que l'actif soit aussi considérable que possible.

On en déduit facilement, ainsi que l'a fait le séquestre officiel de Montréal lui-même, qu'il faudrait deux fois plus de fonctionnaires qu'il ne faut aujourd'hui de syndics. On affirme également que l'entreprise d'État est, *par définition*, plus lente et moins efficace que l'entreprise privée.

Avec un peu de cynisme, on souligne également que l'entreprise privée, qui est la seule pour qui la faillite change quelque chose, doit faire les frais de la liquidation ! En d'autres termes, on sait si bien que les gouvernements de tous les niveaux sont les premiers à se partager les dépouilles du failli qu'on ne voit guère pourquoi le gouvernement prendrait à sa charge l'administration des faillites ! En somme, le gouvernement sous ses diverses formes perçoit aujourd'hui son dû sans déboursier quoi que ce soit dans l'administration de la faillite. Pourquoi devrait-il assumer des frais qui ne lui rapporteront rien de plus ?

103. Retenons cependant que le syndic de l'entreprise privée constitue en quelque sorte un bloc erratique dans le déroulement de la procédure de

faillite. Il constitue, en fait, le moment critique où l'administration publique ferme temporairement les yeux et laisse l'entreprise privée gouverner à sa guise l'administration de la faillite et même exercer des contrôles définis par la législation.

Notons, par ailleurs, que, dans un certain nombre de cas, comme nous l'avons vu à propos du réseau mis sur pied par Armand Bécotte, le syndic privé n'a pas toujours fait montre d'une vigilance suffisante dans la surveillance de l'administration et dans l'analyse du bilan de la compagnie faillie. En contrepartie, soulignons que le syndic honnête possède, dans la récupération des biens du failli, une motivation et une efficacité que devrait imiter et assurer tout système gouvernemental.

g) TÂCHES DU SÉQUESTRE

(104)

104. Les gestes du séquestre officiel font, eux aussi, partie des moments névralgiques de la faillite. Pourtant, le séquestre, au contraire du syndic, est carrément le représentant de l'État dans l'administration d'une corporation privée éprouvant des difficultés administratives.

Il faut souligner que le séquestre officiel n'intervient qu'à une étape intermédiaire de la faillite et non pas dès la signification de la pétition. En d'autres termes, le séquestre officiel, à moins d'une ordonnance de séquestre intérimaire, n'entre en fonction qu'après le jugement du registraire ou même au moment de l'assemblée des créanciers. Il est possible, cependant, que le séquestre officiel joue lui-même le rôle de syndic lorsque les circonstances l'exigent.

Nous avons déjà souligné la dualité des fonctions remplies par le séquestre officiel. Il faut en plus regretter la lenteur de cette intervention. En effet, en intervenant tardivement dans l'administration de la faillite, le séquestre officiel laisse à la corporation presque tout loisir de disposer malhonnêtement de son actif avant même le jugement du registraire. Il y a lieu, par conséquent, de se demander s'il ne faut pas généraliser la formule du séquestre intérimaire, ce qui permettrait de toujours exercer un contrôle efficace sur l'administration d'une compagnie dès l'instant où elle est frappée d'une pétition de faillite.

En somme, le processus actuel comporte de multiples failles que savent habilement exploiter les fraudeurs. D'une part, le séquestre officiel intervient tardivement et, en fait, il gouverne beaucoup moins l'administration de la faillite que ne peut le faire le syndic. D'autre part, le syndic lui-même est rarement appelé à intervenir dans les étapes initiales de la faillite, puisqu'il devrait alors recevoir sa rémunération de fournisseurs qui se considèrent déjà dépouillés d'une partie de leurs biens. Dans cette perspective, on doit évidemment se demander si la prévention de la fraude ne serait pas mieux assurée en appliquant à toutes les faillites la formule du séquestre intérimaire.

Dans l'hypothèse où le séquestre officiel posséderait un réseau de syndicats gouvernementaux, plusieurs difficultés pratiques disparaîtraient. Par exemple, il serait relativement facile, avec un réseau de syndicats fonctionnarisés, d'intervenir par voie de séquestre intérimaire dans la quasi-totalité des faillites.

Ainsi, les syndicats gouvernementaux pourraient, sous la conduite du séquestre officiel dont ils dépendraient directement, surveiller les entreprises frappées d'une requête en vue d'une ordonnance de séquestre sans que le problème de rémunération se pose. Une telle hypothèse de travail fournit un motif de plus de départager plus nettement les fonctions administratives et les fonctions judiciaires du séquestre officiel. Dans un cas, il est un *super-syndic* ; dans l'autre, il est un *quasi-régistrare*.

h) L'ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

(105-111)

105. L'assemblée des créanciers constitue, dans la procédure de la faillite, un moment d'une importance capitale. Nous avons déjà vu quel parti les fraudeurs pouvaient en tirer.

C'est l'heure où les créanciers se retrouvent ensemble pour la première fois et peuvent sonder l'administration de la compagnie faillie. C'est aussi le moment où les créanciers peuvent, directement ou par l'intermédiaire du séquestre officiel, interroger le failli sur son administration passée. C'est le moment encore où les créanciers choisissent eux-mêmes les inspecteurs qui vont les représenter dans la liquidation de l'entreprise et qui devront effectuer une vérification constante du travail du syndic.

À toute fin pratique, très peu de créanciers se donnent la peine d'assister à l'assemblée. Les motifs de cette absence sont déjà passablement connus. On ne peut se surprendre d'un tel désintéressement, lorsque l'on sait que la majorité des fournisseurs attendent fort peu de chose d'une liquidation. Rappelons que l'étude américaine dont nous avons déjà fait mention évaluait à environ \$2 milliards les pertes attribuables à la faillite et mentionnait qu'un milliard 900 millions de dollars n'étaient pas récupérés. Cependant, même si cette absence est compréhensible, elle entraîne quand même des conséquences extrêmement néfastes : il devient facile pour une corporation faillie de choisir elle-même, sans contestation aucune, le syndic et les inspecteurs ¹.

¹ Aux pires moments de la Dépression, les faillites se produisaient aux États-Unis au rythme d'environ 70,000 par an. En 1946, le taux s'était abaissé à 11,000. Aujourd'hui, chaque nouvelle année marque un nouveau sommet : l'année fiscale 1966 en dénombre 192,000 ; de ce nombre, les neuf-dixièmes constituent les faillites personnelles et celles-ci sont, dans neuf cas sur dix, des faillites d'*employés*. Le total des créances (peut-être gonflé) est censé atteindre tout près de \$2 milliards par an, somme dont il faudrait considérer \$1.9 milliards comme perdus. MARTIN MAYER, *The Lawyers*, Dell Publishing Co., Inc., 1967, p. 388.

106. Parmi les motifs de désintéressement, citons les deux principaux. D'une part, l'assemblée des créanciers se déroule souvent fort loin du siège social de la compagnie faillie ; d'autre part, le volume des créances privilégiées et garanties est souvent si considérable que les créanciers ordinaires n'ont à peu près rien à se partager.

Sans l'ombre d'un doute, ces faits expliquent le manque d'intérêt des fournisseurs pour l'assemblée des créanciers. On pourrait ajouter un troisième élément : si les créanciers décident d'interroger officiellement le failli, ils doivent le faire à leurs frais, en acquittant eux-mêmes les frais des notes sténographiques (cf. appendice 1, témoignage du lieutenant Talbot).

Une telle situation rend la vie facile aux fraudeurs qui ont constamment tiré un grand profit de l'absence des créanciers. Ils en ont profité pour imposer le syndic de leur choix et pour se nommer eux-mêmes ou leurs acolytes au poste d'inspecteurs de la faillite. Ceci leur permettait de faire eux-mêmes ou par personnes interposées l'inventaire des biens du failli et même d'en disposer à leur gré.

Cette assemblée des créanciers constitue donc l'un des moments les plus critiques dans l'administration de la faillite. Les divers gouvernements prennent cependant, dans ce contexte, une attitude pour le moins paradoxale. On sait que c'est fréquemment l'interrogatoire du failli qui révèle les éléments de fraude. Or, ce sont les créanciers qui doivent dans l'état actuel de la loi, faire les frais de l'interrogatoire, comme s'il leur incombait de payer la lutte au crime de leurs deniers.

Certes les créanciers réunis peuvent beaucoup dans la détection de la fraude. Tous tombent volontiers d'accord pour affirmer que l'interrogatoire statutaire du failli, surtout s'il est mené de façon routinière, peut tout au plus amorcer le véritable inventaire de la corporation faillie. Pourtant, il arrive fréquemment que les créanciers, qui connaissent admirablement l'administration du failli, puissent déceler une fraude dès le moment de l'interrogatoire statutaire. Ces révélations demeurent sans conséquence en l'absence de notes sténographiques que les créanciers devraient payer. Élément ironique, si l'interrogatoire débouche sur la récupération d'un nouvel actif, c'est l'État, en raison de ses créances privilégiées, qui bénéficiera le premier de la plus-value de la faillite ! En bref : « Paie et laisse-moi les bénéfices ! »

107. Nous ne saurions trop insister sur l'importance de cette assemblée des créanciers. Plus que le registraire et plus que le séquestre officiel, les créanciers sont, en effet, à même de poser les questions pertinentes sur l'administration du failli. Plus que quiconque, ils peuvent découvrir si la pétition de faillite a été formulée par un créancier de bonne foi ou s'il s'agit d'une créance fictive.

Le réseau de Bécotte constitue un exemple flagrant de ce que provoque l'absence des créanciers. Une requête en faillite suivait l'obtention d'un billet

promissaire signé à la demande de Bécotte lui-même. Cette requête était parfois accompagnée d'une requête pour séquestre intérimaire ; dans la grande majorité de ces demandes, MM. Carrière et Dansereau étaient suggérés comme syndics. (Nous avons déjà expliqué que les fraudeurs ne trouvent de bénéfice à demander une ordonnance de séquestre intérimaire que s'ils peuvent contrôler le choix du syndic.)

Dans le système de Bécotte, les créances formant la base du billet promissaire étaient souvent fictives et le billet ne correspondait à aucune considération précise.

Mais, en pratique, Armand Bécotte savait fort bien que le débiteur ne contesterait pas la requête en vue d'une ordonnance de séquestre intérimaire. Ainsi, l'ordonnance s'ensuivait automatiquement et le syndic suggéré par le pétitionnaire était nommé. Par la suite, on s'organisait pour qu'à la première assemblée des créanciers, *le groupe puisse imposer les inspecteurs de son choix*. Nous relevons très fréquemment les noms de Me Claude Picard, Armand Bécotte, F. A. Painchaud, René Roy, Maurice Saint-Martin, Rodrigue Roussel, Jules Comeau... Parfois, les inspecteurs désignaient Me Picard comme avocat de la faillite.

108. Dans la plupart des cas, on se préoccupait fort peu de demander des offres pour la vente des actifs. Dans les cas où l'on consentait à cette formalité, on pouvait prévoir que la soumission formulée par l'homme de paille désigné par le groupe serait acceptée par les inspecteurs. Dans la plupart des cas, cependant, il s'agissait d'une simple vente de gré à gré profitant à l'un des membres du groupe. En certaines circonstances, on a même poussé l'audace jusqu'à laisser le projetant failli vendre certains actifs importants à l'un des hommes de paille quelque temps avant la faillite.

Au besoin, si l'une ou l'autre des procédures paraissait insuffisamment avantageuse, on avait recours à la proposition en vertu de la loi de faillite.

De toute manière, la prise de contrôle de la faillite visait l'un des deux buts suivants : ou bien rescaper le failli d'une situation financière difficile et lui permettre de se libérer de ses dettes tout en enrichissant Bécotte et comparses, ou bien, tout simplement, comme l'indiquent manifestement certains dossiers, la faillite était organisée au seul profit de Bécotte et comparses.

Certaines pièces prouvent que les actifs ainsi achetés par le groupe l'ont été à des prix très vils, de sorte que, même si la vente ou la liquidation produisait une certaine somme, les créanciers ne retrouvaient jamais une juste proportion de leur dû.

109. Au total, la démonstration est claire ; lorsque les fournisseurs cessent ainsi d'exercer leur contrôle sur l'administration de la faillite, toutes les

fraudes deviennent possibles. Si les créanciers laissent le champ libre à ceux des faillis, des syndics et des inspecteurs qui pratiquent l'illégalité, il n'est même plus nécessaire de recourir à des fraudes raffinées !

L'étude de certains dossiers nous a permis de constater, sans l'ombre d'un doute, que certaines signatures ont été forgées soit pour des preuves de créance, soit pour des affidavits. On peut même affirmer sans risque d'erreur que, dans l'ensemble, on a eu recours à la fabrication et à l'usage de faux sur une grande échelle tant dans les procédures judiciaires que chez le syndic.

Dans le réseau d'Armand Bécotte, par exemple, un grand nombre des requêtes en faillite étaient rédigées à son bureau et sur son dactylographe. Des billets promissaires établis à son avantage étaient également écrits de sa main, tandis qu'un examen même superficiel de la corporation faillie démontrait qu'Armand Bécotte n'avait jamais rendu le moindre service à l'entreprise. De la même manière, des factures ont été remplies sur la machine à écrire d'Armand Bécotte, au support d'une requête en faillite. Certaines soumissions ont également été écrites, toujours sur la même machine, en faveur des hommes de paille du réseau, alors qu'Armand Bécotte lui-même était inspecteur dans les mêmes faillites. De plus, il y a lieu de croire que certaines minutes d'assemblée d'inspecteurs sont inexactes.

110. De tels agissements ne sont évidemment possibles qu'en l'absence des fournisseurs. Pour qu'un groupe de fraudeurs puisse ainsi berner systématiquement la masse des créanciers, il faut que ceux-ci soient demeurés à l'écart de l'assemblée initiale des créanciers et qu'ils ne se soient pas prévalus de leur droit de questionner le failli sur les origines de sa déconfiture.

Certes, on peut théoriquement s'en remettre au régistiaire et au séquestre pour déceler toutes les fraudes. On peut, avec une certaine logique, exiger de celui qui empochera l'actif résiduel (le gouvernement) qu'il fasse lui-même l'examen de la situation.

Cependant, il n'en demeure pas moins que ce sont les fournisseurs eux-mêmes qui pourraient, avec la plus grande efficacité, dégager la vérité. Il faudrait tenir compte de cette double série de faits en répartissant et les responsabilités et les bénéfices.

111. De la même manière, la grande majorité des créanciers se désintéresse complètement de la faillite sitôt le jugement rendu. Elle n'espère recevoir et elle ne reçoit en fait que des sommes purement symboliques. Dans cette perspective, les créanciers n'ont certes pas le goût de perdre un temps précieux à surveiller une administration qui ne leur promet aucun bénéfice.

Dans ce « contexte permissif », il est relativement facile à un failli d'obtenir sa libération très rapidement et de reprendre ses activités commer-

ciales. Cette libération, en effet, s'accorde presque automatiquement si aucune contestation ne s'élève contre la demande du failli.

Nous avons déjà noté certains éléments complémentaires. D'une part, les créanciers qui veulent interroger le failli avec une transcription officielle doivent le faire à leurs frais. D'autre part, ainsi que nous l'avons noté précédemment, il arrive que des individus s'opposent à bon droit à la libération de certains faillis, mais ne puissent obtenir gain de cause contre le groupe (appendice 14).

i) FONCTIONS DES INSPECTEURS

(112-113)

112. L'absence des créanciers se double fréquemment d'un désintéressement flagrant de la part des inspecteurs. On aura compris sans peine que nous parlons ici des inspecteurs de bonne foi, de ceux, en somme, qui entendent représenter de leur mieux les intérêts des créanciers.

Même s'ils ont le droit d'exercer un contrôle absolu sur l'administration de la faillite, de nombreux inspecteurs se préoccupent fort peu de tenir les assemblées nécessaires à ce contrôle et d'informer les autres créanciers de la marche de la liquidation. Encore là, les difficultés économiques apparaissent. En effet, on ne verse présentement aux inspecteurs de faillites que des honoraires infimes qui ne suffisent évidemment pas à intéresser un homme d'affaires sérieux à une liquidation.

À notre avis, il y a lieu de reviser totalement l'échelle des rémunérations prévues à ce chapitre. Il est absolument irréaliste d'attendre des inspecteurs un rôle actif dans la prévention et la détection des fraudes si l'on persiste à ne leur offrir que des sommes nominales. Si la rémunération s'améliore, les créanciers et l'État pourront compter sur un plus grand intérêt de la part des inspecteurs élus par l'ensemble des fournisseurs. Pour des sommes presque toujours minimales, on évitera la constitution de nouveaux groupes de fraudeurs.

113. L'Institut canadien des comptables agréés recommandait lui-même, dans le rapport soumis en octobre 1963, de reviser et d'augmenter substantiellement les honoraires versés aux inspecteurs de faillites. Nous croyons cependant que leur recommandation, pour draconienne qu'elle puisse paraître, ne va pas assez loin.

La rémunération que prévoit aujourd'hui la loi à propos des inspecteurs est, à coup sûr, infiniment trop basse et il faut envisager une hausse draconienne. Il faut considérer les inspecteurs comme les personnes les mieux placées pour surveiller avec le maximum d'efficacité les activités des syndics et pour valoir aux créanciers l'administration la plus efficace et la plus féconde. Le comité re-

commande que l'échelle des honoraires versés aux inspecteurs telle qu'elle se présente dans la loi actuelle soit au moins doublée de manière à leur offrir une compensation un peu plus raisonnable pour le temps qu'ils consacrent à l'administration des entreprises faillies ¹.

Pour notre part, nous considérons que les honoraires présentement versés aux inspecteurs de faillites sont si ridicules qu'il ne suffirait pas de les doubler. Nous considérons qu'il faut désormais les établir sur une base horaire, de manière à mieux tenir compte des sacrifices d'ordre pécuniaire que devront faire des hommes d'affaires pendant la durée de leur travail comme inspecteurs de faillites.

¹ Mémoire présenté par l'Institut canadien des comptables agréés, octobre 1963, p. 33.

VI—LES PRINCIPES MIS EN CAUSE

VI—LES PRINCIPES MIS EN CAUSE (114-134)

114. Ainsi, nous avons analysé rapidement les diverses fonctions reliées à l'administration de la faillite et de la faillite frauduleuse. Nous avons également passé en revue les différentes étapes de la faillite. Nous avons tenté, enfin, de préciser quelles étapes de la faillite facilitaient l'intervention des fraudeurs. Nous touchons maintenant à l'esprit même de la loi sur la faillite.

L'examen des procédures suivies en matière de faillites a déjà révélé l'existence d'un certain nombre d'habitudes ou de *principes* auxquels les faillis, les créanciers et les gouvernements se réfèrent de façon constante. Dans le cadre d'une étude confinée à la seule faillite frauduleuse, nous ne procéderons qu'à un examen sommaire des principes suivants :

- a) celui de la responsabilité limitée;
- b) celui du crédit;
- c) celui du contrôle d'une faillite par les créanciers;
- d) celui du partage des responsabilités gouvernementales entre l'autorité provinciale et le pouvoir fédéral.

a) **LE PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE** (115-119)

115. De façon évidente, c'est à l'intérieur des cadres corporatifs que se produisent les faillites les plus coûteuses et les fraudes les plus profitables. D'autre part, le principe de la responsabilité limitée constitue la pierre d'assise de l'ensemble de nos activités économiques et il ne serait certes pas réaliste de remettre ce principe en question.

D'ailleurs, limités comme nous le sommes aux matières criminelles et pénales, nous pouvons tout au plus noter les conséquences d'un tel principe. Par exemple, il faut admettre que le principe de la responsabilité limitée, qui restreint le risque que courent les fondateurs d'une société commerciale ou industrielle, préserve admirablement l'anonymat des incorporateurs pour des périodes assez longues. Notons également que ce principe fait fréquemment porter aux créanciers des risques plus considérables que ceux que consentent à courir les véritables propriétaires de l'entreprise.

116. Dans cette perspective, les modifications apportées à la loi des compagnies du Québec ont et auront pour effet de favoriser la fraude, étant donné qu'on dispense désormais les incorporateurs d'apporter dans une entreprise un capital social de dimensions raisonnables. Rien, aujourd'hui, ne garantit les tiers qui veulent transiger avec une compagnie nouvellement créée. Avant les récentes modifications aux articles 13, 24 et 42 (1964), les fraudes étaient, au moins théoriquement, plus difficiles. Par exemple, il était impérieux pour les requérants incorporateurs de souscrire un capital initial. À notre avis, il aurait été préférable de maintenir cette obligation.

Nous n'avons certes pas à nous prononcer sur les aspects et les avantages civils de ces amendements. Nous croyons cependant, dans l'optique d'une prévention de la fraude, que cette souscription originale de capital n'aurait pas dû être supprimée, mais augmentée de façon sensible. En outre, les statuts auraient dû prévoir des pénalités plus lourdes au cas de fausses représentations quant au capital souscrit par les incorporateurs.

De la même manière, on ne pouvait pas, autrefois, acquérir clandestinement des actions pour services rendus ou pour vente d'achalandage. La loi prévoyait l'obligation de loger une copie du contrat d'acquisition établi dans de telles circonstances. L'on n'aurait pas dû abolir cette obligation. En effet, la disparition de cette clause laisse le champ libre aux incorporateurs qui ont l'intention de frauder le public en faisant croire à de vastes investissements personnels, alors que les seuls véritables risques financiers seront courus, non pas par les incorporateurs, mais par les fournisseurs.

117. Bref, sans infirmer le principe de responsabilité limitée, nous estimons qu'on pourrait l'appliquer sans rendre les fraudes aussi faciles qu'elles le sont présentement. Incorporation et responsabilité limitée ne devraient pas entraîner nécessairement anonymat ; responsabilité limitée ne devrait pas signifier absence d'investissements.

La loi demeurerait, à notre avis, dans des limites raisonnables si elle obligeait les véritables propriétaires à faire surface. En examinant un certain nombre de réseaux de faillites frauduleuses, il apparaît que maintes compagnies ont été constituées au moyen de requérants incorporateurs fictifs. En certaines occasions, des compagnies ont continué leurs opérations par le truchement de personnes fictives. Il serait relativement simple, pourtant, d'obtenir du Secrétariat du Québec qu'il expédie un accusé-réception aux adresses domiciliaires des requérants incorporateurs dès le moment de l'incorporation d'une société. Advenant le retour de l'accusé-réception avec la mention « adresse inconnue » ou « déménagé », le dossier ferait immédiatement l'objet d'une enquête. Ce serait au moins un début.

En somme, sans bouleverser la base même de notre système économique, il est certes souhaitable de nuancer les applications de la responsabilité

limitée. À moins de parvenir à une telle rédaction de la loi, la fraude sera, dans l'avenir autant et plus que dans le passé, fréquente, facile, profitable.

118. Nous insistons particulièrement sur la nécessité d'inviter et de forcer les incorporateurs d'une entreprise à céder officiellement et ouvertement la place aux véritables administrateurs de l'entreprise. Nous insistons pour que les véritables propriétaires de l'entreprise apparaissent au grand jour dans un délai extrêmement court.

En d'autres termes, le Secrétariat du Québec devrait pouvoir identifier, *en tout temps et très tôt après l'incorporation*, les propriétaires véritables de chaque société incorporée. Le Secrétariat ne devra plus se contenter de la liste des requérants incorporateurs : ce sont le plus souvent les membres ou le personnel de l'étude légale qui a effectué les démarches en vue de l'incorporation.

Le facteur *temps* prend ici un vif relief. À l'heure actuelle, il est impératif qu'une société fournisse les noms de ses propriétaires et directeurs lors du rapport annuel au Secrétariat du Québec. Ceci ne suffit cependant pas. En effet, cette obligation ne frappe les sociétés qu'une fois par année, alors que la majorité des fraudes en matière de faillites trouvent presque toujours leur profit en l'espace de 90 jours ou moins. Face à ces faits, il est évident qu'aucune lutte ne sera efficace à moins que le Secrétariat du Québec ne puisse déceler très rapidement l'entrée en scène d'individus reconnus comme fraudeurs.

Nous avons déjà invité le Secrétariat du Québec à tenir un fichier central concernant la faillite et à y loger à part les noms d'incorporateurs ou de propriétaires déjà trouvés coupables de fraudes à l'occasion de faillites. Cette recommandation sera doublement féconde si un contrôle efficace s'exerce et si le Secrétariat du Québec s'emploie à connaître rapidement les véritables propriétaires des entreprises. À cette condition, le fichier pourra à lui seul prévenir un grand nombre de fraudes.

119. Par ailleurs, face aux compagnies et aux administrateurs qui négligeraient de produire un rapport précis dans les délais requis ou qui transmettraient des rapports incomplets, le Secrétariat du Québec devrait intervenir avec force et sévérité. En plus des recours d'ordre pénal qui peuvent être utilisés contre la compagnie et ses administrateurs, le département chargé de l'administration de cette loi devrait faire usage plus fréquemment des dispositions législatives (article 25 à 25-c inclusivement de la loi des compagnies) qui prévoient l'annulation de la charte en de pareils cas.

Soulignons que le Québec devra agir rapidement en ce domaine, sous peine d'abandonner à l'administration fédérale tous les moyens de contrôle sur la faillite. Le gouvernement québécois accuse déjà un retard dans ce

domaine. S'adressant au Barreau du Manitoba à Winnipeg le 16 mars 1967, M. Roger Tassé, surintendant de la faillite, déclarait :

Comme conséquence d'un de ces amendements, le syndic est désormais requis de remettre à la division de la faillite, pour chaque entreprise dont il s'occupe, un rapport indiquant le nom du failli et les noms et adresses des directeurs et officiers de la corporation lorsque le failli est une entreprise incorporée. Ce qui importe davantage c'est que le rapport doit indiquer, dans les cas où cette situation se présente, les noms des individus qui dirigent l'exploitation quotidienne de l'entreprise faillie et préciser en outre si, selon le syndic, la différence entre le passif et l'actif du failli s'explique de façon satisfaisante et fournir enfin les motifs les plus vraisemblables de la faillite. Les informations que contient ce rapport seront, évidemment, des indications très précieuses au moment où la division de la faillite décidera s'il faut ou non mener une enquête sur l'administration du failli.

Cependant, un fait revêt une importance plus grande encore pour plusieurs d'entre vous : on exige également que le syndic fasse parvenir au séquestre officiel un rapport particulier indiquant le nom du failli et les noms et adresses des directeurs et officiers de la corporation lorsque le failli est une entreprise incorporée et fournissant aussi les noms des personnes qui dirigent l'exploitation quotidienne de l'entreprise faillie. De cette manière, on diffusera des renseignements précieux sur des faillites précédentes, ce qui facilitera à des créanciers éventuels la tâche de juger du crédit de leurs clients¹.

b) LE PRINCIPE DU CRÉDIT

(120-122)

120. Ces remarques du surintendant de la faillite nous entraînent à examiner de plus près le deuxième des principes économiques qui sous-tendent l'administration de la faillite, celui du crédit. Sans le crédit, les fraudes en matière de faillites deviendraient presque impossibles. Pourtant, personne ne songera un instant à faire le sacrifice du crédit pour parvenir à ce résultat. Peut-être est-il possible, encore là, de nuancer l'application du principe et de suggérer une utilisation plus rationnelle du crédit de manière à rendre le travail moins facile aux fraudeurs.

Le crédit constitue un domaine particulièrement délicat. Les autorités gouvernementales ne peuvent, dans ce cas, que s'en remettre aux fournisseurs qui devront trouver des méthodes de plus en plus efficaces pour n'accorder le crédit qu'à bon escient. Aucune loi ne saurait (ni ne devrait) empêcher une entreprise d'accorder du crédit à un client quand elle le veut. D'ailleurs, les hommes d'affaires continueront sans doute de faire concurrence aux voisins en offrant à la clientèle un crédit toujours plus facile.

Par conséquent, si l'on a raison d'exiger des autorités gouvernementales une vigilance de tous les instants pour prévenir et combattre la fraude, il n'en

¹ ROGER TASSÉ, « Recent Developments in bankruptcy law », dans *The Canadian Bar Journal*, X, August 1967, p. 318. (Discours prononcé par M. Roger Tassé, Surintendant des faillites, devant le Barreau du Manitoba, à Winnipeg, le 16 mars 1967.)

demeure pas moins que l'entreprise privée porte elle aussi sa large part de responsabilités en ce domaine, puisque ce sont ses propres habitudes économiques qui rendent possibles un grand nombre de fraudes.

Nous ne pouvons évidemment pas nous attendre à ce que ces fraudes disparaissent simplement parce que nous ne les aimons pas. Nous ne pouvons pas davantage prendre pour acquis que seules les très grandes villes subiront ce genre d'épidémie ou qu'elles ne séviront que dans certaines régions du Canada. Il se trouvera toujours des individus qui tenteront d'utiliser dans le sens de leurs objectifs malhonnêtes la facilité avec laquelle on accorde parfois du crédit. Il se trouvera toujours des individus qui tenteront de gauchir la procédure de la faillite et de l'amener à servir leurs intérêts illégaux. Et ces gens peuvent, évidemment, apparaître en n'importe quel lieu où l'activité commerciale, financière ou industrielle atteint un niveau intéressant.

A cet égard, il faudrait parler longuement de la responsabilité des hommes d'affaires. Ils peuvent faire beaucoup pour empêcher le succès des projets frauduleux. Ce sont les hommes d'affaires qui accordent le crédit et, ainsi qu'on vient de l'expliquer, c'est le crédit qui ouvre la porte à ces fraudes. Ceci souligne, à coup sûr, la nécessité d'un contrôle du crédit rapide et efficace. Les fournisseurs qui veulent vendre à tout prix, simplement pour triompher de leurs concurrents, se retrouveront tôt ou tard dans une situation pénible.

On doit se rappeler qu'aucune loi ne peut convertir une mauvaise décision sur le crédit en une bonne. La loi fournit son aide pour restreindre le volume de la perte une fois que cette perte s'est produite et elle devrait en outre assurer le châtimement des délinquants. Mais je ne crois pas qu'on doive compter sur la loi pour faire plus¹.

121. L'Institut des comptables agréés reconnaissait d'ailleurs, dans son mémoire soumis au ministre fédéral de la Justice en octobre 1963, que les réformes dans le domaine de l'administration sont pour le moins aussi importantes que tous les amendements qui pourraient modifier la loi sur la faillite :

À une étape très précoce de ses travaux, le comité a fort bien compris que les politiques de vente et de crédit dans notre économie hautement concurrentielle généraient et même encourageaient une hypertrophie du crédit. Dans la plupart des cas, de telles politiques de crédit demeuraient parfaitement innocentes ; dans d'autres cas, elles confinaient à l'exploitation. Ceci crée une atmosphère économique favorable aux fraudeurs et à leurs stratégies. En outre, la facilité avec laquelle on peut créer de nouvelles corporations ou déplacer des capitaux a créé une atmosphère si impersonnelle qu'il est facile de perdre de vue totalement les aspects moraux du commerce. Une telle situation, si on l'examine dans la perspective de la loi sur la faillite, révèle que, même si la loi pourrait bénéficier de certaines modifications, l'administration elle-même constitue un domaine où s'imposent d'importantes mesures de redressement².

122. En somme, les fraudes en matière de faillites soulignent clairement les faiblesses de notre système économique : certains abus découlent naturelle-

¹ ROGER TASSÉ, *Ibid.*, pp. 313-314.

² Mémoire présenté par l'Institut canadien des comptables agréés au ministre fédéral de la Justice, en octobre 1963, p. 2.

ment d'un libéralisme économique sur lequel notre société tout entière est édifiée. En d'autres termes, l'usage du crédit entraîne, tôt ou tard, l'abus du crédit. Les fraudeurs abusent des avantages que les fournisseurs tiennent à offrir à la plus vaste clientèle possible. Le rapport Katzenbach avait donc raison de parler du *Challenge of crime in a FREE society*.

Sans la participation des créanciers à l'assemblée qui les concerne, il demeure extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de déceler et de combattre la fraude. De la même manière, le meilleur instrument pour prévenir la fraude demeure un contrôle intelligent du crédit que seule l'entreprise privée est en mesure d'assurer. On devra garder ces faits en mémoire au moment de tracer de façon plus précise les grandes lignes d'un programme de prévention et de détection de la fraude en matière de faillites.

Il faut peut-être ajouter que la publicité à outrance entraîne certaines couches de la société à se procurer des biens de consommation presque sans limite. On voit même des voitures « modèle sport » en étalage à l'intérieur de succursales de banque. N'est-ce pas un curieux paradoxe ? De la même manière ne faudrait-il pas repenser l'abolition du versement initial lors des achats par l'entremise des compagnies de finance ? Le problème déborde les cadres de notre mandat.

c) LE PRINCIPE DU CONTRÔLE PAR LES CRÉANCIERS

(123-131)

123. Même si l'entreprise privée est irremplaçable dans le contrôle du crédit, il ne faudrait pas en déduire indéfiniment que les hommes d'affaires sont les seuls à pouvoir lutter contre la fraude en matière de faillite. Dans le passé, les gouvernements ont cru trop aisément que ce domaine relevait strictement des relations entre les fournisseurs et leur clientèle. Selon la tradition, l'État comme tel ne portait aucune responsabilité directe. Il punissait les fraudeurs, soit, mais laissait l'entreprise privée lécher ses plaies.

On acceptait, en somme, le principe du contrôle par les créanciers. Si les créanciers décidaient de ne pas assister aux assemblées qui les concernaient, l'attitude de l'État était un peu de se désintéresser lui aussi de l'affaire. En examinant la procédure de faillite, nous avons d'ailleurs constaté, à la suite de tous les analystes, que l'assemblée des créanciers constituait le point majeur de la procédure. Nous n'y insisterons jamais assez.

Ici encore, il faut citer les propos de M. Roger Tassé, surintendant de la faillite :

Dans son principe, notre législation en matière de faillite ne diffère pas de celles d'autres pays. Elle est basée sur le principe du « contrôle par les créanciers ». En fait, jusqu'à tout récemment, ce sont les créanciers qui portaient le plus gros des responsabilités dans le domaine de la détection et de l'élimination des irrégularités commises par les faillis. Il convient de se rappeler, en effet, que les faillites sont administrées par des syndics qui agissent avec un mandat et au profit des créanciers. On gardait le sentiment que l'action collective qui décou-

le d'une procédure de faillite — c'est-à-dire le regroupement de l'actif du débiteur et la répartition de ce qui en résulte entre les créanciers — favorisait les créanciers. Ainsi, la théorie qui sous-tend le principe du « contrôle par les créanciers », c'est que les créanciers trouvent leur profit personnel, premièrement, à examiner l'administration du failli de façon à déterminer s'il s'est rendu coupable de quelque malversation, et deuxièmement, à rechercher agressivement et à percevoir en vue d'une distribution aux créanciers tout l'actif des débiteurs. Puisqu'il y allait de leur propre intérêt, on estimait que les créanciers mettraient en lumière les fraudes et les autres crimes commis par les créanciers et que, du même coup, ils veilleraient sur le bien public (...)

La faiblesse d'un tel système, comme vous le savez, c'est qu'un syndic ne peut entreprendre d'enquête approfondie ou des fouilles minutieuses dans l'administration du failli sans avoir obtenu l'assentiment des créanciers et même, dans certains cas, leur aide pécuniaire. L'expérience démontre que, dans un grand nombre de cas, l'entreprise faillie ne laisse pas des fonds suffisants pour que le syndic puisse mener à bonne fin l'enquête nécessaire ou les sondages souhaités et que les créanciers ne sont pas prêts à fournir au syndic l'aide financière nécessaire. Et même si l'entreprise liquidée possède encore des fonds suffisants, les créanciers ne sont pas toujours prêts à laisser le syndic se servir de ces fonds aux fins d'une enquête ¹.

124. On comprend fort bien cette attitude des créanciers. D'une part, ils ont déjà subi des pertes considérables du fait de la faillite et ils n'ont pas toujours l'assurance que des dépenses supplémentaires vont entraîner des bénéfices tangibles ; d'autre part, ils ont souvent, à bon droit, le sentiment qu'ils travaillent à leurs frais au bénéfice du gouvernement.

En effet, si les créanciers détectent une fraude quelconque et réussissent à bonifier la valeur de l'actif du failli, c'est souvent le gouvernement qui en tirera profit, puisque ses créances sont considérées comme privilégiées. Ainsi, l'État se satisfait lui-même avant que les créanciers ordinaires retirent un sou.

Pourquoi les créanciers iraient-ils se lancer, par l'intermédiaire du syndic de la faillite, dans des enquêtes souvent fort longues, complexes et dispendieuses qui peuvent peut-être conduire à une condamnation devant les tribunaux, mais qui résultent très rarement en un dividende accru pour les créanciers ? Après tout, la plupart de ces créanciers, au moment d'établir les prix de leurs marchandises ou de leurs services, ont prévu un poste pour les « mauvaises créances ». On leur permet également de déduire aux fins de l'impôt sur le revenu les pertes encourues à cause de comptes insolubles. Quant à moi, je ne crois pas qu'on puisse raisonnablement s'attendre à ce que des créanciers investissent dans une aventure dont l'issue est pour le moins douteuse quand ils peuvent utiliser leurs capitaux de manière plus profitable et susciter de nouveaux échanges. Nous ne pouvons pas les blâmer pour leur réticence à gonfler le montant de leurs pertes par de nouveaux capitaux. C'est un secteur de l'administration de la faillite où l'expérience a révélé que le principe du « contrôle par les créanciers », ne montrerait aucune efficacité ².

¹ ROGER TASSÉ, *Ibid.*, pp. 311-312.

² ROGER TASSÉ, *Ibid.*, p. 312.

125. Certes, notre intention n'est pas d'absoudre les créanciers de toutes leurs abstentions, ni d'inviter l'État à assumer tous les frais de l'administration de la faillite. Il n'est pas plus logique de faire inutilement travailler l'entreprise privée au profit pécuniaire de l'État que de conscrire malhonnêtement la société au service de l'entreprise privée.

Nous croyons, en somme, que certains contrôles doivent demeurer entre les mains des créanciers, mais nous croyons également que l'État doit, de son côté, renoncer à certains privilèges dans un souci d'efficacité et de rentabilité. Nous croyons, par exemple, que les créances de l'État ne doivent pas demeurer indéfiniment des créances privilégiées.

126. Cette suggestion comporte évidemment de multiples aspects. Nous nous bornons ici à étudier le problème d'un point de vue conforme à notre mandat : nous cherchons les moyens de prévenir et de combattre la fraude.

La suggestion n'en soulève pas moins de sérieuses objections. Au niveau des principes, la justice distributive voudra que le bien commun passe avant le bien des créanciers pris individuellement. En d'autres termes, l'État peut légitimement se considérer comme nanti de droits prioritaires, en raison du fait qu'il représente les intérêts de toute la société. L'État aurait donc droit à des privilèges spéciaux, y compris celui de faire passer les dettes payables à la société elle-même avant les dettes payables à l'entreprise privée.

En somme, on ne contestera pas qu'il soit possible de rendre l'entreprise privée plus alerte en lui cédant une part accrue de l'actif. En revanche, on soulignera que la société a droit, en n'importe quelle circonstance, de passer avant un groupe particulier. L'objection est de taille et l'ensemble de notre législation le manifeste.

127. Dans le contexte actuel, nous croyons cependant que les gouvernements ont des mécanismes suffisamment élaborés pour percevoir rapidement et en temps opportun les sommes qui sont dues à la société.

Si le gouvernement laisse lui-même traîner ses créances pendant trois, quatre ou cinq ans, il doit payer le prix de sa lenteur et n'a plus le droit de faire passer ses créances avant celles des créanciers ordinaires. Garder plus longtemps le système du privilège gouvernemental en matière de créances de faillite équivaldrait à encourager un inadmissible laisser-aller gouvernemental.

En fait, le gouvernement, par sa propre négligence à percevoir à temps les sommes qui lui sont dues, a fréquemment prolongé indûment la vie de certaines entreprises déficitaires. Si le gouvernement était intervenu à l'heure prescrite pour percevoir taxes et impôts, l'entreprise non viable aurait peut-être fermé ses portes plus vite et n'aurait pas continué à obtenir crédit et produits de la part des fournisseurs.

Certes, il est toujours odieux de voir l'État, à titre de créancier, mettre fin à l'activité d'une entreprise. Par ailleurs, il est tout aussi odieux de voir l'État accorder des crédits considérables pendant plusieurs années et exiger ensuite tout son dû avant que les créanciers ordinaires aient droit à la moindre compensation. Nous croyons, certes, que les créances gouvernementales doivent obtenir préséance, mais nous croyons que cette préséance ne devrait durer qu'un temps défini.

128. En plus de renoncer à certains privilèges, l'État doit, à notre avis, assumer de nouvelles charges. Il le doit parce que la prévention et la détection des fraudes l'impliquent tout autant que les créanciers ordinaires.

Il lui appartient, par exemple, de confier à certains fonctionnaires des postes de syndic et d'exercer ainsi un contrôle plus efficace sur les entreprises frappées par une pétition de faillites. L'intégration (partielle) du syndic à la fonction publique n'implique cependant pas que le gouvernement doive supprimer le contrôle que les créanciers peuvent exercer au moment des assemblées qui les concernent directement.

Nous ne conseillons pas de changements draconiens, mais nous souhaitons des initiatives modestes qu'on développera si l'on obtient la vérification de certaines hypothèses. Par exemple, ainsi que nous l'avons mentionné, de nombreux policiers réclament une enquête lorsqu'une entreprise fait faillite avec un actif qui n'égale pas la moitié du passif. Dans de tels cas, il faudra qu'un syndic gouvernemental soit immédiatement chargé d'appliquer les mesures prévues par une ordonnance de séquestre intérimaire. Et cela, jusqu'à ce qu'on sache si, *de fait*, ce critère des policiers est juste. Il sera temps, plus tard, de modifier la procédure si le séquestre intérimaire devient indispensable. Aujourd'hui on affirme et on tâtonne.

En somme, il ne nous appartient pas de recommander une transformation complète de l'administration de la faillite. Par ailleurs, il nous incombe directement de proposer les mesures qui s'imposent en vue de détecter le plus tôt possible les fraudes qui se produisent dans l'administration des faillites. Dans cet esprit, nous n'avons pas à recommander la fonctionnarisation complète des syndics, mais nous devons assurément proposer à l'État d'embaucher lui-même en nombre suffisant des syndics à plein temps qui pourront appliquer les procédures de séquestres intérimaires dans tous les cas douteux. Au fur et à mesure que se développera la recherche, il sera plus facile de définir plus rapidement quels types de dossiers peuvent dissimuler des fraudes.

129. En somme, il est utopique d'attendre des créanciers une vigilance absolument désintéressée. Si l'actif à répartir devient plus considérable parce que le gouvernement se réserve moins de privilèges, nous estimons que les créanciers se montreront plus intéressés à participer aux assemblées. Le

gouvernement, contrairement à ce que l'on pourrait supposer, n'y perdra rien, pour peu qu'il accélère la perception des sommes qui lui sont dues.

En outre, en recourant plus fréquemment à la procédure du séquestre intérimaire, l'État pourra plus aisément réduire la période de flottement qui, à l'heure actuelle, permet à un grand nombre d'entreprises de liquider leur actif avant que le jugement du régistiaire vienne geler les opérations. L'intervention d'un syndic gouvernemental permet, en outre, de procéder sans frais à l'interrogatoire du failli dès le début de la liquidation. Encore là, l'expérience révélera l'ampleur qu'il convient de donner à la mesure.

130. À première vue, il semble que l'État y perdra s'il renonce aux privilèges liés à ses créances. Nous entretenons cependant la conviction, en nous appuyant particulièrement sur les constatations et conclusions du rapport Mercier, que le gouvernement n'a jamais gagné quoi que ce soit à considérer ses créances comme « indéfiniment privilégiées » dans les cas de faillites.

Jusqu'à ce jour, en ce qui concerne les réclamations en matière de faillites, les différents services du ministère du Revenu ont opéré ni plus ni moins comme des entités distinctes et ce manque de coopération a provoqué un dédoublement d'efforts et une perte de temps considérable, du moins en ce qui touche aux vérifications exécutées, à la production des réclamations et autres contacts avec les syndics. De plus, la politique suivie par quelques services d'étendre leur vérification sur plusieurs années en arrière et de produire des réclamations substantielles pour des taxes non perçues ou non déduites a été de nature à décourager les créanciers, bien plus, à s'en faire des antagonistes.

Si, d'autre part, on constate le faible pourcentage des réclamations privilégiées encaissées par le ministère du Revenu dans les cinq dernières années — voir tableau des pertes du ministère — on se rend compte alors que la manière d'agir du ministère n'a pas produit les résultats escomptés (appendice 8).

Le commissaire Mercier en conclut qu'il est temps d'abolir les groupes de vérificateurs qui s'occupent des réclamations en matière de faillites dans les divers services du ministère et de les remplacer par un service qui verra à représenter et à protéger les intérêts du ministère dans les affaires de faillites, liquidations, concordats et propositions. Une telle mesure peut, à notre avis, accélérer et augmenter les encaissements du ministère du Revenu, mais elle ne permet certes pas d'éliminer l'antagonisme et les conflits d'intérêts entre le ministère du Revenu et les créanciers.

131. Nous préférons pour notre part une autre solution. Elle concorde avec les vues d'un syndic de vaste expérience.

La majorité des faillites et des liquidations ne sont pas frauduleuses et le but principal de l'enquête Mercier était de rechercher les moyens de minimiser les pertes du ministère. À cette fin, la principale recommandation concerne la création d'un service spécial au sein du ministère. J'approuve cette recommandation

et j'élaborerai ci-après, mais je soumets respectueusement que la meilleure façon de diminuer les pertes du ministère serait de réduire les réclamations par des cotisations plus rapides et un système effectif de perception. Le service spécial préconisé par le rapport Mercier ne ferait qu'assurer une meilleure perception des réclamations du ministère; je suggère qu'il est plus important de diminuer les réclamations en nombre et en dollars.

Le syndic dont nous citons ici les opinions explique ensuite comment le ministère du Revenu en arrive à encaisser seulement 10% des sommes réclamées à l'occasion de faillites, liquidations, propositions et concordats.

Combien d'insolvables de bonne foi ont été renversés de l'écart entre la dette portée à leurs livres à l'égard du service de la taxe de vente et la réclamation soumise au syndic, écart provenant d'une vérification couvrant plusieurs années? Combien de propositions n'ont pu être rencontrées ou ont été mises en péril par ce même écart? Des vérifications à intervalles réguliers auraient permis à ces débiteurs de corriger les lacunes dans la comptabilisation de la taxe à payer sur les achats, ce qui aurait considérablement diminué les pertes éventuelles du ministère.

On trouvera plus loin (appendice 29) le texte intégral de la lettre de ce syndic, amputée seulement de la signature de l'auteur et du nom du destinataire.

Ces quelques commentaires ne visent aucunement à régler une discussion qui porte sur une matière surtout civile. Ils visent simplement à montrer qu'il est peut-être possible d'augmenter la part des créanciers de façon alléchante sans causer de lourdes pertes dans les perceptions gouvernementales.

d) LE PRINCIPE DU PARTAGE DES RESPONSABILITÉS (132-134)

132. Notre administration de la faillite demeure donc soumise à un ensemble de principes et d'impératifs économiques que nous partageons avec d'autres sociétés : responsabilité limitée, crédit, contrôle par les créanciers... Dans plusieurs cas, il est cependant possible, à notre avis, d'assouplir suffisamment l'application de ces principes pour que la prévention et la détection de la fraude s'en trouvent accélérées et revigorées.

D'autre part, notre administration de la faillite se déroule dans le contexte fédératif qui découle de la Constitution canadienne. C'est dire que ni l'autorité provinciale ni le pouvoir fédéral ne jouissent d'une autonomie complète en cette matière. Le texte du Code criminel et de la loi sur la faillite est établie par le pouvoir fédéral, tandis que l'administration de la justice en matière criminelle et pénale incombe aux provinces.

De multiples négociations deviennent donc nécessaires pour éviter la duplication des efforts et pour empêcher qu'un vide ne se crée entre les deux sphères d'activité, vide dont profiteraient les fraudeurs. Jusqu'à maintenant, on n'est pas parvenu à une coordination satisfaisante.

La Commission estime que rien ne justifie aujourd'hui le maintien d'un système qui laisse à l'autorité fédérale la majeure partie des responsabilités en matière de faillites. Le domaine de la faillite fait partie intégrante du domaine civil et devrait donc relever plutôt de la juridiction provinciale. Chargé de l'administration normale de la faillite, le pouvoir provincial pourrait plus aisément assumer ses responsabilités dans la prévention de la fraude et la lutte aux fraudeurs. Nous constatons cependant que, bien loin de tenir compte de ces avantages et de laisser aux provinces une responsabilité grandissante dans le domaine de la faillite, l'administration fédérale accroît ses activités dans ce domaine.

133. En effet, ainsi que le signalait M. Roger Tassé lui-même, le pouvoir fédéral a octroyé au surintendant fédéral des faillites des pouvoirs d'enquête supplémentaires en relation avec la loi sur la faillite. À notre avis, ceci consolide la tête de pont établi par le pouvoir central dans un secteur de l'administration de la Justice qui est pourtant censé relever des provinces. L'empiétement ne porte d'ailleurs pas sur le seul terrain de la faillite, mais aussi sur celui de la justice criminelle et pénale dont l'application, sans conteste, relève des provinces. En effet, on ne peut contester que l'accroissement des pouvoirs d'enquête accordés au surintendant fédéral des faillites est difficilement conciliable avec la responsabilité provinciale en matière d'administration de la Justice.

En outre, le gouvernement fédéral a décidé de façon unilatérale de modifier, principalement dans la division de faillites de Montréal, le travail du séquestre officiel. Or, le séquestre officiel est un fonctionnaire nommé par le pouvoir fédéral, mais rémunéré par la province. Il aurait été au moins plus logique de la part du gouvernement fédéral de consulter les autorités québécoises avant de prendre une telle décision. Quand on sait à quel point le travail du séquestre officiel a d'importance dans la prévention et la détection des fraudes, on s'explique mal qu'Ottawa modifie ses responsabilités et son emploi du temps sans même consulter les provinces.

Non seulement la Commission estime que l'administration de la faillite doit faire l'objet aujourd'hui de négociations entre le pouvoir fédéral et l'autorité provinciale, mais la Commission souhaite que, à long terme, les provinces obtiennent d'Ottawa un amendement à la Constitution qui confierait désormais au pouvoir provincial l'autorité en matière de faillites. Certes, l'administration générale de la faillite déborde notre mandat, mais nous croyons que la présente division des tâches rend extrêmement difficile la lutte au crime.

134. En fait, la lutte au crime, même en matière de faillites, ne sera véritablement efficace que si une seule autorité en assume la responsabilité. Ainsi,

nous croyons qu'une seule autorité devrait avoir juridiction sur la faillite elle-même et sur les fraudes de diverses natures qui se produisent dans l'administration de la faillite.

On ne doit pas maintenir plus longtemps cette opposition factice entre les fraudes prévues par le Code criminel et les fraudes visées par la loi sur la faillite. En d'autres termes, toutes les fraudes, qu'elles tombent sous le coup de la loi sur la faillite ou sous le coup du Code criminel, devraient déclencher une seule et unique intervention.

VII — OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS

VII — OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS (135-157)

135. Nous avons désormais en main suffisamment de constatations pour tirer un certain nombre de conclusions.

- 1 — Des réseaux de faillites frauduleuses ont pu exister et agir au Québec pendant des années sans attirer l'attention des autorités.
- 2 — Dans l'état actuel des structures administratives, la fraude en matière de faillites demeure relativement facile et les réseaux peuvent aisément se reconstituer.
- 3 — En professant certains principes, notre société court constamment le risque d'abus et de fraudes, mais il est possible, sans aller à l'encontre de ces principes, d'en nuancer l'application.
- 4 — Il est difficile de confier à des autorités différentes l'administration de la faillite et la lutte aux faillites frauduleuses.

Certaines de nos observations mettent en cause l'administration actuelle de la faillite, alors que d'autres faits soulignent la nécessité d'apporter des modifications à la législation elle-même. Par ailleurs, une partie des changements peut s'effectuer à court terme et presque de façon immédiate, alors que d'autres devront s'étaler sur une période beaucoup plus longue, en raison surtout des négociations qu'ils impliquent avec d'autres ministères que celui de la Justice et avec le gouvernement fédéral.

a) QUANT À L'ADMINISTRATION (136-150)

1 — Le Secrétariat du Québec (136-137)

136. Il nous paraît indispensable que le Secrétariat du Québec, qui porte la responsabilité d'appliquer plusieurs des lois qui régissent l'administration des corporations, resserre considérablement le contrôle sur les renseignements que doivent fournir les sociétés à responsabilité limitée.

Le contrôle actuel n'est certes pas suffisant. Le Secrétariat du Québec possède déjà les pouvoirs nécessaires pour annuler les chartes des sociétés

qui omettent de soumettre les rapports exigés par la loi. Toutefois, le Secrétariat du Québec utilise fort peu souvent de tels recours. Dans le cadre d'une étude consacrée à la justice criminelle et pénale, nous n'avons pas à formuler des recommandations qui s'appliqueraient de façon générale à l'ensemble des corporations. Cependant, en laissant tomber les contrôles en désuétude, le Secrétariat du Québec risque de laisser les fraudes se multiplier. Par exemple, le Secrétariat du Québec est censé connaître les propriétaires véritables des sociétés incorporées, mais il tolère beaucoup trop souvent que les requérants incorporateurs demeurent longtemps en place et dissimulent les véritables propriétaires.

Pour des raisons évidentes, le Secrétariat du Québec devrait être avisé beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui lorsque le contrôle d'une entreprise passe en de nouvelles mains.

137. Certaines personnes ont affirmé devant la Commission que le Secrétariat du Québec devrait s'occuper de diffuser lui-même les informations en matière de faillites. Le contexte de la discussion et la profession de nos interlocuteurs permettent de croire que cette suggestion visait uniquement la faillite frauduleuse. Le Secrétariat du Québec devait, en somme, alerter les corps policiers lorsqu'un individu déjà trouvé coupable de fraude en cette matière requerrait une nouvelle incorporation ou prenait la direction d'une corporation déjà établie.

Nous estimons que le Secrétariat du Québec ne doit pas jouer ce rôle. Il lui incombe, toutefois, de recueillir et de garder disponibles toutes les informations dont peuvent avoir besoin les autres ministères et les corps policiers. Ceci implique que le Secrétariat du Québec connaisse constamment les noms des véritables propriétaires de chacune des sociétés incorporées et soit prêt à répondre aux questions légitimes que les autres ministères et les forces policières peuvent poser en cette matière.

Pour utiliser de nouveau un exemple important, le Secrétariat du Québec *doit* savoir si un individu déjà condamné pour fraude en matière de faillites a demandé une nouvelle incorporation. Ceci suffit pour que le Secrétariat *sache* si d'anciens fraudeurs ont fondé de nouvelles entreprises ou se sont emparé du contrôle de corporations honorables.

Nous ne voudrions pas que le Secrétariat du Québec aille plus loin. Exiger du secrétariat la diffusion de tels renseignements équivaudrait à remettre inutilement entre les mains des autres ministères et des forces policières des renseignements qui, dans notre système social et économique, ne méritent pas la publicité. Il importe ici de maintenir un équilibre entre l'efficacité policière et la discrétion administrative.

Si l'on estime qu'une telle formule, à force de prudence, devient inefficace, nous préférons qu'une loi vienne interdire toutes nouvelles incorpo-

rations à l'individu déjà reconnu coupable de fraude. Autrement dit, si l'on juge qu'un fraudeur ne doit pas bénéficier d'une nouvelle incorporation avant plusieurs années, il est préférable de le stipuler dans un texte législatif que le Secrétariat du Québec se chargera d'appliquer lui-même. En définitive, il convient de restreindre la diffusion des dossiers judiciaires et les dossiers des fraudeurs ne font pas exception à la règle. Ceci n'empêche certes pas le Secrétariat de surveiller de plus près les agissements de certains individus...

2 — Le ministère de la Justice

(138-142)

138. Depuis quelques années, le ministère de la Justice du Québec fait montre d'un dynamisme nouveau dans la lutte à la faillite frauduleuse. Pourtant, à la lumière d'interventions récentes du pouvoir central, il devient évident que ce ministère devra accélérer son travail sous peine de subir de nouveaux empiètements fédéraux.

Il incombe au ministère québécois de la Justice de coordonner les efforts des forces policières, des procureurs de la Couronne et du personnel spécialisé. Il lui appartient, en outre, d'occuper tout le champ de sa juridiction et de ne pas laisser l'administration fédérale édicter des lois en matière civile ou administrer la justice criminelle et pénale. Il lui appartient, enfin, de négocier avec le gouvernement fédéral un nouvel accord sur la juridiction globale dans le domaine de la faillite. Chacun de ces points mérite une étude en détail.

i — LES FORCES POLIÉRIÈRES

(139-140)

139. La faillite a été jusqu'à maintenant au Québec l'occasion de multiples fraudes. Dans son travail de prévention et de détention, le ministère québécois de la Justice travaillera avant tout à créer des équipes spécialisées à l'intérieur des corps policiers.

Déjà, la Sûreté du Québec et la Sûreté municipale de Montréal ont acquis une expérience précieuse en ce domaine. Il importe toutefois que le ministère de la Justice intervienne pour parfaire la formation du personnel policier appelé à prévenir et à combattre la fraude. Le ministère québécois devra aussi s'assurer que les forces policières obtiennent des différents services gouvernementaux, compte tenu de la discrétion et de la prudence souhaitables, les informations nécessaires à la poursuite de leurs enquêtes.

Par exemple, toute vérification justifiée auprès du Secrétariat du Québec devra permettre aux différentes équipes spécialisées de connaître sans délai l'identité de ceux qui, derrière le paravent de compagnies incorporées, agissent de manière à frauder le public et les créanciers.

La Commission considère que le ministère québécois de la Justice et le Secrétariat du Québec devront formuler conjointement, par voie de règle-

ments ou de textes législatifs, les directives qui s'appliqueront dans la transmission des renseignements accumulés par le Secrétariat du Québec. Pour différentes raisons, la Commission verrait d'un bon œil que l'on adopte, à propos des demandes de renseignements visant le Secrétariat du Québec, les mêmes procédures que pour l'émission d'un mandat d'arrestation ou de perquisition. En somme, les corps policiers qui voudraient se renseigner sur les faits et gestes récents d'un individu autrefois reconnu coupable de fraudes en matière de faillite pourraient obtenir d'un juge un ordre du tribunal leur ouvrant les filières du Secrétariat de la province. Point n'est besoin d'insister sur la nécessité de n'accorder, là comme ailleurs, que des mandats de portée limitée et spécifique. La procédure permettrait aussi aux policiers d'identifier les propriétaires d'une entreprise au comportement bizarre.

Certains voudraient sans doute aller plus loin et diffuser les informations de façon plus expéditive. Nous croyons pourtant qu'une telle procédure ne serait conforme ni à nos principes économiques ni à une politique de réhabilitation. De toutes manières, s'il s'agit de fermer la porte du monde des affaires à un ex-fraudeur, qu'on le fasse par une loi, mais non à coups de décisions individuelles.

140. En accord avec le ministère de Justice, la Commission de police devra s'assurer que la formation des policiers englobe les éléments nécessaires pour que le travail d'enquête policière soit efficace dans le secteur de la fraude. Il ne s'agit certes pas de dispenser à tous les aspirants policiers des connaissances approfondies en matière d'administration et de comptabilité. Il s'agit beaucoup plus de préparer un certain nombre de sujets prometteurs à jouer un rôle efficace dans ce domaine.

Le ministère de la Justice devra également veiller à ce que les forces policières puissent, en tout temps, obtenir l'aide légale et comptable sans laquelle l'enquête policière demeurera forcément superficielle. Dans le contexte actuel, il est évident que cette aide technique doit demeurer ou devenir extrêmement considérable aussi longtemps que les corps policiers n'auront pas formé leurs propres spécialistes. Selon plusieurs, ce soutien extérieur devrait demeurer la règle.

Il ne faudrait pas souhaiter que les corps policiers puissent avoir des spécialistes légaux ou comptables attachés à leurs services ; ces spécialistes devraient demeurer attachés au ministère de la Justice. Autrement, on verrait rapidement les corps policiers prendre des initiatives dangereuses. Nous ne le redoutons pas si des contrôles judiciaires existent.

141. Le travail des procureurs de la Couronne demeure lié de très près à l'activité policière. En raison même de la complexité des dossiers de faillite,

les procureurs de la Couronne sont même appelés à offrir à des forces policières une collaboration plus soutenue que partout ailleurs. Il faut donc qu'un certain nombre de procureurs de la Couronne puissent s'occuper des faillites de façon exclusive.

L'expérience tentée à Montréal avec une équipe de trois procureurs permanents de la Couronne affectés à l'étude des dossiers de faillite doit se poursuivre et même s'intensifier. On devra toutefois comprendre que, malgré l'urgence d'autres questions, la faillite frauduleuse demeure une priorité. Sans la collaboration de procureurs permanents de la Couronne, le travail policier se trouve stérilisé et paralysé, tandis que l'audition des causes devant les tribunaux souffre de dangereux retards.

Le ministère de la Justice devra donc prendre les mesures nécessaires pour que les procureurs de la Couronne affectés à l'étude des dossiers de faillite n'aient pas à s'occuper d'autres questions. On verra également à ce qu'ils reçoivent une rémunération suffisante pour garantir la continuité du travail et la stabilité du service.

iii — LE PERSONNEL SPÉCIALISÉ

(142)

142. En plus de relier étroitement procureurs de la Couronne et policiers, le ministère de la Justice du Québec devra affecter (cf. 140) à la surveillance de la faillite et aux enquêtes connexes un personnel spécialisé apte à débrouiller la complexité des questions comptables que posent les dossiers de faillites. On a déjà fait l'expérience de consultations sporadiques auprès de comptables agréés et les résultats indiquent la rentabilité de la formule.

Nous estimons cependant que le ministère de la Justice doit aujourd'hui aller plus loin : il doit engager des comptables agréés sur une base permanente et les mettre à la disposition des forces policières et des procureurs de la Couronne. Par cette jonction des compétences policières, légales et comptables, il deviendra possible, à brève échéance, de prévenir et de déceler les fraudes. Les salaires offerts devraient pourtant être tels que disparaisse le risque du pot-de-vin.

3 — Le ministère du Revenu

(143-144)

143. En matière de faillites frauduleuses aussi bien qu'en matière de crime organisé, le ministère québécois du Revenu est appelé à jouer un rôle de premier plan. La Commission est parfaitement consciente, cependant, que les règlements et l'éthique du ministère lui interdisent de révéler la plupart des renseignements qu'il peut posséder sur les individus et les corporations.

La Commission est également consciente qu'elle a reçu mandat en matière d'administration de la justice criminelle et pénale et qu'elle outre-

passerait ses pouvoirs et l'esprit de son mandat en formulant des recommandations sur la régie générale du ministère québécois du Revenu. Nous croyons cependant que le ministère québécois de la Justice a la responsabilité d'obtenir des autres ministères et services l'aide qui lui est nécessaire pour s'acquitter parfaitement de ses responsabilités et d'offrir à autrui les services nécessaires à une saine administration de la justice.

Nous ne souhaitons donc pas que le ministère du Revenu ouvre ses dossiers aux enquêteurs des différentes forces policières du Québec, mais nous souhaitons que le ministère québécois du Revenu utilise lui aussi les renseignements dont disposera désormais le Secrétariat du Québec. Pour peu que le Secrétariat intensifie son travail, il possédera de nombreuses informations qui permettraient au ministère du Revenu de déclencher ou de terminer ses propres enquêtes. Le ministère du Revenu est, en effet, spécialement bien placé pour évaluer les revenus déclarés d'un individu ou d'une corporation et pour effectuer une enquête si les directeurs d'une corporation faillie vivent ostensiblement d'une façon qui ne cadre pas avec leurs déconfitures.

De l'avis de différents corps policiers, les enquêteurs du ministère du Revenu vont souvent au plus pressé et ne tiennent pas éperdument à se plonger dans l'étude de dossiers par trop complexes. Selon certains, les enquêteurs du ministère du Revenu évitent même les dossiers qui les mettraient en présence d'individus reconnus pour leurs activités illégales ou leurs accointances dans le milieu interlope. Pourtant, le ministère du Revenu jouit de pouvoirs très étendus lorsqu'il s'agit de poursuivre des criminels notoires et il a maintes fois réussi (comme dans le cas de Al Capone) à coincer des criminels là où le ministère de la Justice avait précédemment échoué.

144. La Commission ne recommande donc pas au ministère du Revenu de diffuser les informations qu'il possède, mais elle souhaite ardemment que les enquêteurs de ce ministère puissent largement dans les dossiers du Secrétariat du Québec et n'hésitent pas à mener leurs enquêtes ou à alerter le ministère de la Justice lorsqu'ils pensent pouvoir établir le fait que certains individus, pourtant directeurs de compagnies faillies, vivent largement au-dessus de leurs moyens officiels de subsistance.

Pour eux comme pour les autres policiers, la procédure déjà utilisée pour les mandats pourrait ici s'appliquer quant aux demandes de renseignements : un ordre du tribunal ouvrirait les dossiers du Secrétariat du Québec. Inversement, les dossiers demeureraient fermés à tous ceux qui ne pourraient démontrer la pertinence de leurs questions.

Notre recommandation comportera d'ailleurs des risques énormes si on ne limite pas les permissions aux cas approuvés par les tribunaux.

145. Pour différentes raisons, l'administration de la faillite doit accorder la plus grande attention au rôle du syndic. De fait, un syndic doit faire face à un plus grand nombre de contrôles gouvernementaux que n'importe quel autre homme d'affaires.

Ceci s'explique du fait que le syndic est appelé à effectuer, sous le contrôle plus ou moins constant des inspecteurs et des représentants de l'État, la liquidation de l'entreprise. Il lui appartient, par exemple, de procéder à la vente des actifs de la compagnie faillie. Il pose donc les gestes les plus importants et ceux qui ont le plus de conséquence pour la masse des créanciers.

Pourtant, parmi les éléments *nouveaux* qui se greffent sur l'entreprise à compter de la faillite, seul le syndic garde vis-à-vis des pouvoirs gouvernementaux une distance considérable. Certes, les créanciers agissent aussi, mais ils étaient déjà en relations d'affaires avec l'administration de l'entreprise au moment où celle-ci fonctionnait encore de façon autonome.

Le syndic constitue donc à la fois un élément nouveau et essentiel dans l'administration de l'entreprise faillie. Les syndics appartiennent pourtant tous, et c'est là le paradoxe, à l'entreprise privée. La question pourrait donc, selon plusieurs, se poser en ces termes : faut-il laisser à l'entreprise privée la responsabilité d'agir de façon déterminante sur l'administration et la liquidation des corporations faillies ?

Il ne nous appartient aucunement de nous prononcer sur l'avenir des syndics comme membres de l'entreprise privée, mais il nous incombe d'affirmer que la prévention et la détection de la fraude exigent la présence d'un certain nombre de syndics à l'emploi de l'État. Ces syndics seront prêts à agir toutes les fois qu'une ordonnance de séquestre intérimaire sera jugée nécessaire. De cette manière, on évitera que certaines entreprises menacées de faillite puissent disposer librement de leurs biens en attendant le jugement du registraire. Notons, cependant, que souvent la fraude se fait bien avant la requête en faillite et plus rarement pendant la période précédant l'ordonnance de séquestre. C'est dire à quel point le temps presse.

Quant à la fraude pendant l'administration de la faillite, avec les nouveaux contrôles, elle est devenue beaucoup plus difficile.

146. Selon la loi, tous les syndics, sans tomber dans la chasse aux sorcières, doivent formuler leurs remarques et suggestions à l'intention du gouvernement, toutes les fois qu'ils pourront déceler une fraude quelconque dans l'administration d'une faillite. De cette manière, l'attention des enquêteurs et du législateur lui-même sera éveillée aux agissements d'individus qui excellent à se tenir aux limites de la légalité, à utiliser les silences de la loi à des fins

coupables et même à la fouler aux pieds. Il ne s'agit aucunement de transformer les syndics en délateurs professionnels, mais il s'agit d'obtenir de ceux qui gagnent leur vie à appliquer des contrôles gouvernementaux jugés indispensables qu'ils remplissent leur tâche jusqu'au bout.

Cette collaboration des syndics, l'État doit la reconnaître et l'apprécier en rendant plus facile le travail de ces spécialistes des administrations déficitaires. Il faudrait, par exemple, que le ministère de la Justice du Québec rémunère lui-même les interrogatoires que les syndics peuvent mener à la demande des créanciers ou même du séquestre officiel lui-même. La Commission estime, pour parler concrètement, que le gouvernement devrait couvrir les frais des notes sténographiques chaque fois que le syndic, mandaté ou non par les créanciers, mais appuyé par le séquestre, juge nécessaire de soumettre le failli à un interrogatoire.

L'État manifestera également son appréciation à l'égard des syndics en levant quelques-uns des « privilèges éternels » qui protègent les créances gouvernementales. En grossissant l'actif disponible pour les créanciers, l'État grossit du même coup les honoraires dont peut profiter le syndic.

En somme, nous ne suggérons pas de rompre complètement avec l'administration traditionnelle de la faillite, mais nous insistons pour que l'État recrute en nombre suffisant les syndics qui seront à son emploi et à sa disposition pour les cas d'urgence. Dans un nombre trop grand de cas, le séquestre officiel doit déjà assumer le rôle du syndic, particulièrement lorsque l'actif disponible est trop peu considérable pour intéresser l'entreprise privée. Nous croyons que le séquestre porte des responsabilités déjà trop considérables pour qu'on veuille, en outre, lui ajouter des responsabilités de syndic. Il devra pouvoir se reposer sur un certain nombre de syndics gouvernementaux qui agiront dans les cas de séquestre intérimaire et dans les cas où l'entreprise privée refuserait de se charger d'un dossier. De cette manière, on se réservera le temps nécessaire pour faire l'expérience du syndic fonctionnarisé et l'on prendra, avec les années, les décisions supplémentaires qui s'imposeront.

147. La Commission a évidemment tenu à connaître l'opinion de séquestres officiels quant à la possibilité d'intégrer des syndics dans le champ de la fonction publique.

M. Devos, quant à lui, s'oppose catégoriquement à une transformation radicale du statut du syndic. Il faut cependant bien évaluer sa réponse. Sans l'ombre d'un doute, le séquestre, surtout si l'on observe celui de Montréal, qui fait face à un achalandage sans égal et qui encaisse en plus le contre-coup des retards accumulés pendant des années, n'a pas le temps d'utiliser aujourd'hui tous les recours de la loi.

Au nombre des recours, nous avons cité cette disposition législative qui permet au séquestre de se constituer syndic en cas de nécessité. On comprend aisément qu'un séquestre consciencieux ne veuille pas ajouter à son travail

déjà trop lourd en devenant lui-même syndic dans *tous* les dossiers ! Nous ne proposerions certes pas non plus que le séquestre tente de faire le travail des syndics privés avec le personnel actuel.

Vous m'avez demandé si les syndics devraient être des fonctionnaires publics ? Ma réponse est « NON ». Que ce soit au niveau fédéral ou provincial, je vois difficilement un département de syndics publics qui devrait nécessairement comprendre plus de 60 syndics et plus de 200 employés, à divers échelons, excluant les secrétaires, dactylos et commis, ceci étant un minimum. Je vois encore plus difficilement que ces gens devraient attendre le bon vouloir de Dieu seul sait qui, lorsqu'il s'agirait de remplacer un employé démissionnaire, malade, ou autrement disparu ¹.

Malgré cette opposition du séquestre de Montréal, nous croyons, pour notre part, que le Québec a intérêt à négocier avec le pouvoir central *l'intégration dans la fonction publique d'un certain nombre de syndics qui soient le prolongement de l'action du séquestre*.

148. Certes, le service prendra alors une expansion considérable, mais nous jugeons nécessaire l'intervention de l'État pour exercer des contrôles que réclament tous les hommes d'affaires et que la prolifération des fraudes rend indispensables.

Déjà, selon M. Devos lui-même, le séquestre doit jouer un rôle de suppléance dans les dossiers dont les syndics se désistent et il lui incombe, en outre, de se substituer parfois aux inspecteurs eux-mêmes.

En plus de fournir l'ouvrage énuméré plus haut, le séquestre officiel agit comme inspecteur, comme je l'ai déjà dit d'ailleurs, dans quelque 285 dossiers de faillites. De plus, vu le non-renouvellement de licences de syndics, il doit agir lui-même comme syndic dans près de 700 dossiers, avec toutes les procédures, les ennuis, l'ouvrage (lettres, téléphones, rapports) que cela comporte ².

En somme, l'État interviendra par le biais du séquestre officiel et de ses adjoints, dans les dossiers les plus litigieux et dans les cas dont l'entreprise privée préfère se désintéresser. Nous admettons volontiers que les mécanismes de la fonction publique ont causé jusqu'à maintenant des délais intolérables et qu'on peut redouter des délais indus en créant le poste de *syndic public*, mais nous croyons cependant que le séquestre sera appelé de plus en plus souvent à exercer un contrôle effectif sur le travail des syndics et nous préférons que ce travail se simplifie en donnant d'avance au séquestre officiel (pour des types de cas bien définis) l'autorité et la conduite directe des procédures en lui confiant la charge de syndic d'État. Les lenteurs et

¹ Texte remis par M. Devos à la Commission lors de son témoignage le 13 juillet 1967 (appendice 18).

² *Ibidem*.

les parcimonies liées jusqu'à maintenant à certaines étapes de l'administration publique n'en font pas nécessairement partie et l'on peut, de plus en plus, attendre de la fonction publique un rendement de qualité.

Malgré ce changement, une difficulté demeurera : on peut difficilement justifier qu'une entreprise déficitaire ait à payer à leur pleine valeur les services d'un syndic privé alors qu'elle ne peut payer ses dettes.

149. Sans aller aussi loin que la Commission dans la transformation des responsabilités, le séquestre officiel conseillait lui-même une série de réformes que nous faisons nôtres. Elles visent principalement à améliorer les mesures de contrôles que les créanciers, les inspecteurs et le séquestre lui-même peuvent utiliser.

Il y aurait évidemment place pour certaines petites modifications mineures dans l'application de la loi, qui ne demanderaient même pas d'amendement à la loi sur la faillite, telle qu'elle existe à l'heure actuelle.

1 — J'ai dit, lors de ma comparution précédente, que les faillis pouvaient s'adresser directement au séquestre officiel pour faire cession de leurs biens. J'ai dit aussi que c'était physiquement impossible (notes sténographiques, p. 2,467). Je n'ai jamais dit que cela ne coûterait rien; l'article 39 prévoit qu'il devra de toute façon déposer la partie saisissable de son salaire ou tout autre montant déterminé par le tribunal, pour le bénéfice de ses créanciers. Je répète que *je n'ai pas les moyens physiques pour le faire*. J'aimerais pouvoir, et je l'ai dit aussi, accepter les cessions et nommer un syndic d'après le vœu des principaux créanciers non garantis et non reliés au failli.

2 — J'aimerais pouvoir également, dans l'entre-temps, avoir le personnel nécessaire pour prendre immédiatement l'inventaire des actifs du failli et prendre les mesures conservatoires qui s'imposent dans les circonstances. A l'heure actuelle, ceci pourrait être fait avec l'aide de huissiers de la Cour supérieure, sans pour cela devoir modifier de façon quelconque la loi sur la faillite.

3 — J'aimerais aussi que les soumissions pour les achats des actifs des faillis soient envoyées ou déposées chez le séquestre officiel et ouvertes à la date prévue dans l'avis de demande de soumission en présence des inspecteurs de la faillite, du syndic, des soumissionnaires qui désirent être présents ainsi que des créanciers qui désireraient être présents¹.

Encore là, on constate aisément que, à moins de fournir au séquestre officiel un personnel infiniment plus considérable que celui qu'il possède actuellement, on ne lui permet même pas d'utiliser tous les recours de la loi. Les pouvoirs existent, mais pas les ressources humaines pour les exercer.

Une telle description se passe de commentaires tant elle débouche sur une recommandation transparente. À toute fin pratique, elle constitue pour le Québec une invitation à agir aussi vite qu'Ottawa.

¹ *Ibidem*.

150. Nous avons déjà noté que l'audition des causes de faillites subit parfois des délais par suite du manque d'enthousiasme de certains magistrats. Il semble bien, d'après les spécialistes et un certain nombre de juges, que la magistrature se sente en général fort mal préparée à l'audition de semblables causes.

Il en résulte un certain nombre de remises qui ont pour effet de ralentir énormément l'efficacité de l'appareil judiciaire et d'augmenter sensiblement les frais. Certains dossiers de faillites frauduleuses sont aujourd'hui inutilisables devant les tribunaux parce que les multiples délais ont permis aux témoins de disparaître et à la preuve de se détériorer.

D'autre part, les causes de faillites exigent souvent l'interrogatoire de dizaines de témoins qu'il faut déplacer à grands frais. Lorsque ces témoins sont convoqués inutilement et doivent de nouveau l'être pour une seconde ou une troisième audition, on imagine sans peine les dépenses impliquées dans l'audition de la cause.

Sans créer par mesure législative un tribunal de juridiction spéciale pour entendre les causes de faillites frauduleuses, nous estimons qu'il serait possible au juge-en-chef de la Cour supérieure de désigner deux de ses juges dont l'un siégerait à l'enquête et l'autre au procès, et ce, pour une période de trois ou quatre mois à la fois. Ces juges entendraient exclusivement les causes de fraudes commerciales, tant et aussi longtemps qu'on ne serait pas parvenu à liquider les arrérages actuels.

b) QUANT À LA LÉGISLATION

(151-157)

151. Même si l'on améliorerait de façon sensible la qualité de l'administration en matière de faillite, il n'en demeurerait pas moins que la législation elle-même réclame des retouches.

La revision du texte s'impose, malgré les récents amendements, parce que l'administration de la faillite découle aujourd'hui de différents textes législatifs qui ne sont pas tous rédigés dans le même esprit. La revision s'impose encore davantage si l'on entend mettre fin à la dangereuse dualité de juridictions qui s'exerce dans le domaine de la faillite et qui rend ardue la lutte à la fraude.

Ces objectifs seront accessibles, en effet, si l'on accepte de considérer vraiment la faillite comme une matière civile confiée à la seule autorité provinciale et de charger carrément les provinces de la prévention et de la répression des fraudes.

1 — Le Secrétariat du Québec (lois sur les compagnies) (152-153)

152. Nous estimons que le Secrétariat du Québec aurait en main des armes beaucoup plus efficaces pour prévenir et combattre les fraudes si certaines lois dont il surveille l'application étaient ramenées à leur ancien texte ou modifiées dans un nouvel esprit.

Nous estimons, par exemple, que la loi des compagnies du Québec devrait rétablir les articles 13, 24 et 42 dans leur texte antérieur à 1964. Nous considérons, en effet, que les amendements effectués en 1964 quant à ces articles ont pour effet de multiplier les possibilités de fraudes. Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire que les requérants-incorporateurs fournissent un capital social de départ et il est devenu ainsi beaucoup plus facile qu'autrefois de multiplier les fausses représentations quant au capital souscrit par les incorporateurs.

De même, on aurait dû maintenir l'obligation de loger une copie du contrat d'acquisition d'actions pour services rendus ou pour vente d'achalandage.

Par ailleurs, ainsi que nous l'avons déjà suggéré, le Secrétariat du Québec pourrait, lors de l'incorporation d'une compagnie, adresser un simple accusé-réception aux adresses domiciliaires des requérants-incorporateurs. Si cet accusé-réception revenait à l'expéditeur faute d'avoir pu atteindre le destinataire, le Secrétariat du Québec pourrait immédiatement confier le dossier à l'enquête ¹.

153. Le Secrétariat du Québec devrait également faire modifier la loi des renseignements sur les compagnies, de manière à ce que les propriétaires véritables d'une nouvelle société soient tenus de s'identifier dans les plus brefs délais. Par exemple, la loi devrait prévoir que les véritables propriétaires soient tenus de s'identifier auprès du Secrétariat du Québec dès l'instant où ils remplacent les requérants-incorporateurs.

Il faudrait d'ailleurs donner aux requérants-incorporateurs des motifs de se désister au plus tôt ! Par exemple, tant et aussi longtemps que les véritables propriétaires ne se seraient pas substitués officiellement à l'étude légale chargée de l'incorporation, les personnes dont les noms sont publiés dans la *Gazette officielle* demeureraient responsables des actes posés par la nouvelle corporation. De cette manière, on donnerait aux études légales une raison sérieuse de se faire remplacer au plus tôt dans les fichiers du Secrétariat du Québec par les véritables propriétaires de manière à ne pas porter indéfiniment des responsabilités dangereuses.

¹ Ceci n'a de sens que si les véritables requérants-incorporateurs apparaissent dès le début des procédures.

Dans le cas de vente d'actions ou surtout de transfert du contrôle d'une société, les nouveaux propriétaires devraient être tenus de s'identifier dans les jours ou les semaines qui suivent la transaction sous peine de perdre les privilèges qui vont avec la limitation de la responsabilité.

Dans tous les cas, il y a lieu de renforcer les stipulations de la loi par des pénalités comprenant la suspension ou l'annulation de la charte.

2 — La loi sur la faillite

(154-155)

154. La loi sur la faillite constitue, en elle-même, un texte fort articulé qui semble répondre de façon satisfaisante à la plupart des difficultés. Les récentes modifications en ont fait un texte qui, dans l'ensemble, suffit aux besoins.

Nous nous sommes longuement demandé, on l'aura constaté, si cette loi doit demeurer un fief fédéral. Après cent ans de juridiction fédérale en matière de faillite, rien n'indique que ce soit là l'administration la plus logique, la plus efficace et la plus alerte. Si l'on analyse le côté pratique de la loi sur la faillite, on se rend vite compte que la législation englobe, par son application, tout le domaine des droits civils qui font partie de la compétence exclusive des provinces. La loi se veut ici un régime juridique, mais, à toute fin pratique, elle ne fait qu'imposer des règles de procédure quant à la réalisation des biens d'un débiteur et à leur distribution parmi les créanciers. La difficulté surgit quand celui qui établit les règles de procédure n'a guère les moyens de poursuivre ceux qui les méprisent.

Nous ne posons pas le problème constitutionnel dans un simple souci de logique abstraite. Il y va de l'efficacité de l'administration. Les fonctions du Secrétariat du Québec sont telles, en effet, qu'on trouve là les plus importants mécanismes de prévention et même les informations nécessaires à une lutte efficace contre les fraudes. Le séquestre et les corps policiers ont donc à établir une collaboration étroite entre eux et avec le Secrétariat du Québec.

Ce souci d'efficacité devrait pousser le gouvernement du Québec à négocier l'intégration des autres éléments de contrôle dans le système provincial.

Notre mandat nous autorise certainement à indiquer au gouvernement québécois les moyens de prévenir, de déceler et de combattre la fraude ; c'est pourquoi nous souhaitons que le gouvernement du Québec entreprenne avec le pouvoir central les négociations qui s'imposent : il faudra examiner et débattre la question au niveau des conférences interprovinciales ou des procureurs généraux pour juger si l'acte confédératif doit être amendé pour attribuer la juridiction de la faillite aux provinces.

155. Même si l'ensemble de la loi sur la faillite constitue un texte satisfaisant, certains articles mériteraient une clarification.

Contentons-nous d'un exemple. L'article 21, dans son cinquième alinéa, stipule que « la pétition doit être déposée au tribunal ayant juridiction dans la localité du débiteur ». Ceci n'a pas empêché certains fraudeurs, comme on le constate particulièrement dans le réseau Bécotte, d'inscrire les pétitions de faillite aux quatre coins du Québec. On spéculait alors sur les ambiguïtés du premier alinéa de l'article 4 :

Pour les fins de la présente loi, chacune des provinces du Canada constitue un district de faillite; mais le gouverneur en conseil peut diviser l'un quelconque de ces districts de faillite en deux ou plusieurs divisions de faillites, et les nommer ou les numérotter.

En somme, on arguait du fait que le Québec tout entier constituait un seul district de faillites et qu'il était donc possible de soumettre une pétition dans n'importe quel district judiciaire provincial. Ceci, nous l'avons vu, permettait de tenir des assemblées de créanciers où seuls les fraudeurs prenaient place.

On aura compris, à la lecture de nos premiers commentaires, que des modifications devraient bonifier la rémunération des inspecteurs, supprimer les frais de justice pour l'interrogatoire du failli... Nous n'y revenons pas.

3 — La loi du ministère du Revenu

(156-157)

156. Il serait souhaitable, à notre avis, que la loi du ministère du Revenu aille plus loin encore qu'elle ne le fait à l'article 46 de son texte.

Le législateur fait peser un lourd fardeau sur les corporations frauduleuse, en ce qui a trait à la loi du revenu. À l'article 46 de cette loi, il fait peser un fardeau additionnel sur les administrateurs, fonctionnaires ou agents de la corporation. À notre avis, le statut devrait aller plus loin encore et, *par voie de présomption*, faire peser la responsabilité sur tous les administrateurs en leur imposant comme moyen de défense l'obligation de se disculper de leur faute d'omission.

Cette même disposition, à titre d'exemple, se retrouve à l'article 153 de la loi de l'impôt sur le revenu. Une présomption de droit ajoutée à l'article 46 de la loi du ministère du Revenu inciterait tous les administrateurs à s'intéresser activement à la conduite honnête des affaires de la corporation dont ils font partie et aurait pour conséquence possible l'abolition du truc de prête-nom.

157. Ceci aurait pour effet d'aligner la loi du ministère du Revenu sur les récents amendements à la loi sur la faillite :

Les amendements intègrent à la Loi sur la faillite une technique déjà utilisée dans le domaine de l'impôt pour faire face à ce genre de difficulté. Ils stipulent qu'il est désormais possible de reviser une transaction effectuée moins de douze mois avant la faillite si cette transaction mettait en présence deux personnes rattachées de près ou, du moins, insuffisamment indépendantes l'une de l'autre. Si la preuve établit que la transaction a causé des pertes importantes à l'ensemble des créanciers, le jugement accordera aux créanciers une compensation pour les pertes causées par la transaction. Il est important de souligner que cet amendement place sur la troisième partie l'obligation de démontrer qu'il n'est pas nécessaire de reviser la transaction.

Les amendements prévoient également qu'il est possible d'exiger des directeurs ou de certains des actionnaires d'une entreprise faillie une restitution complète lorsqu'une corporation, au cours des douze mois qui précèdent sa faillite, a racheté des actions ou distribué en dividende si de telles opérations ont été effectuées pendant que la corporation était insolvable ou ont conduit à l'insolvabilité de la corporation. Ici encore, c'est à celui qui a tiré parti de la transaction de porter le fardeau de la preuve et d'établir qu'au lendemain de la transaction la compagnie n'était pas insolvable¹.

¹ ROGER TASSÉ, « Recent Developments in Bankruptcy Law », dans *The Canadian Bar Journal*, 10, August 1967, p. 319. (Discours prononcé par M. Roger Tassé, surintendant des faillites, devant le Barreau du Manitoba, à Winnipeg, le 16 mars 1967).

VIII — COUP D'ŒIL SUR LE RAPPORT MERCIER

VIII — COUP D'ŒIL SUR LE RAPPORT MERCIER

(158-168)

158. Nous n'avons pas voulu formuler nos propres recommandations avant d'analyser les recommandations contenues dans le rapport Mercier (appendice 8) présenté au ministère québécois du Revenu en 1965. À certains égards, nos mandats se recoupent, même si le commissaire devait surtout améliorer la perception au ministère du Revenu alors que nous nous intéressons plutôt à la prévention et à la détection de la fraude.

Le commissaire Mercier recommandait tout d'abord

que toute cession de biens, requête en faillite ou proposition soit faite directement chez le séquestre officiel sans l'intervention d'aucun syndic; toute intervention d'un syndic à ce stage de la procédure, le rendant inhabile à exercer la fonction de syndic dans cette faillite ou proposition.

Cette recommandation nous agréait, même si nous n'y voyons pas une arme bien puissante. L'important demeure que le séquestre use volontiers et dans tous les cas douteux de son pouvoir de substituer un syndic à un autre.

159. Les recommandations deux, trois et quatre du rapport Mercier concernaient, elles aussi, les fonctions du syndic.

La deuxième demandait

qu'au dépôt de toute cession de biens, requête en faillite ou proposition, le séquestre nomme un syndic après avoir consulté au moins trois des créanciers principaux, non garantis et non reliés aux débiteurs; ces consultations devant être établies à l'assemblée des créanciers.

La recommandation mérite d'être appliquée. Nous hésitons cependant sur le sens : le séquestre devrait-il faire connaître publiquement les noms de ceux qui ont vanté les mérites d'un syndic ? Les réponses peuvent entraîner des conséquences très différentes et elles méritent peut-être d'être mises à l'essai sur la base d'une expérience-pilote.

160. Les troisième et quatrième recommandations de la Commission Mercier définissaient ensuite plus spécifiquement les *devoirs* du syndic.

3 — que le syndic nommé, accompagné d'un préposé du séquestre ou d'un huissier choisi par le séquestre, dresse sans délai l'inventaire des actifs du débiteur, lequel devra être certifié par le syndic, par le préposé du séquestre ou le huissier et par le débiteur ou failli.

Le syndic déjà cité (appendice 29) critiquait vertement ces deux dernières recommandations. À propos de la troisième recommandation, il écrivait :

Malgré leur expérience, les syndics doivent souvent avoir recours aux services d'experts pour le décompte physique, la détermination des prix unitaires et l'appréciation de la désuétude du fond de commerce du débiteur; il en est de même pour l'évaluation de la machinerie. Quelles qualifications le préposé du séquestre officiel ou un huissier apporterait-il à ce travail ? Comme résultat pratique, un fonctionnaire se tournerait les pouces pendant la prise d'inventaire, aux frais de l'actif ou aux frais de la Couronne.

D'une part, nous croyons *avec ce syndic* qu'il faut continuer à recourir aux services de spécialistes lorsque l'évaluation demande des connaissances techniques. D'autre part, nous croyons, *avec la Commission Mercier*, que l'État doit être représenté au moment de la *prise d'inventaire*. L'objection soulevée par notre interlocuteur tombe dans le cas où le syndic sera un fonctionnaire de l'État, ce qui évitera le risque d'une duplication de travail entre un syndic privé et un fonctionnaire.

161. À propos de la quatrième recommandation, le même syndic écrivait :

L'enquête suggérée ici est faite, lorsque nécessaire, après l'assemblée des créanciers, sous la direction des inspecteurs. Il ne faut pas perdre de vue que le syndic doit respecter les délais prévus par la loi. Dans les cas de faillites, il doit préparer le bilan définitif, y compris la prise d'inventaire, avant l'assemblée des créanciers qui doit être tenue dans les 21 jours. L'avis doit être posté 4 jours francs avant l'assemblée. Et dans les cas de propositions, l'avis qui comporte un bilan à la date de la proposition doit être posté dans les 11 jours du dépôt de la proposition. Il serait physiquement impossible pour le syndic, dans la plupart des cas, de préparer l'état de déficit à temps pour l'assemblée des créanciers; c'est d'ailleurs un travail d'enquête qui ne peut être fait à la course si on désire qu'il s'avère utile.

Je ne comprenais pas la phrase : « une ordonnance de séquestre intérimaire ne modifierait pas les devoirs du syndic ». Un séquestre intérimaire est nommé en attendant la nomination d'un syndic; les deux ne sont pas nommés concurremment. M. Mercier précise qu'il désire que le syndic suggéré par la pétition devienne nécessairement et automatiquement séquestre intérimaire. À mon sens, cette recommandation semble contredire les recommandations un et deux et son application pourrait entraîner des abus encore plus sérieux que ceux qu'on désire corriger.

Nous croyons que l'opposition entre les devoirs du séquestre intérimaire et ceux du syndic diminuera sensiblement si l'on adopte nos suggestions de recourir plus souvent au séquestre intérimaire. On obtient le même résultat si l'on considère certains syndics comme des fonctionnaires de l'État dépendant directement du séquestre officiel.

162. Par ailleurs, il est exact qu'il sera parfois difficile de préparer un état de déficit à temps pour l'assemblée des créanciers. Dans ces cas, il faudrait exiger du syndic (même public) qu'il fasse tout de même rapport devant l'assemblée des créanciers des difficultés rencontrées dans l'établissement de l'état de déficit. Ceci permettrait aux créanciers, qui connaissent mieux que quiconque la marche des affaires du failli, d'orienter le travail des inspecteurs et du syndic dans l'établissement de l'état de déficit.

En d'autres termes, l'obligation générale demeurerait, même pour le syndic public, de préparer un état de déficit à temps pour l'assemblée des créanciers, tout en lui imposant le devoir et la possibilité de se justifier devant les créanciers si les délais ne lui ont pas suffi. Il appartiendrait d'ailleurs à l'assemblée des créanciers de fixer une nouvelle échéance pour la déposition par le syndic de l'état de déficit du failli. De cette manière, on éviterait que le syndic en vienne à escamoter l'établissement de l'état de déficit ou à le retarder indûment.

Ceci ne guérirait pas grand chose. Il serait très difficile de convoquer les créanciers pour une deuxième assemblée. La difficulté se rencontre, par analogie, aux assemblées d'actionnaires. On aurait quand même gagné la présence immédiate du séquestre ou de son représentant.

163. Pour différentes raisons, nous ne voyons pas la nécessité d'endosser la recommandation cinq de la Commission Mercier :

que le séquestre soit tenu d'exiger du syndic une caution dont le montant correspondrait à peu près à la valeur réalisable de l'actif.

En effet (même si un certain nombre de syndics ne relevaient plus de l'entreprise privée), il faut convenir que les présentes dispositions de la loi sur la faillite (article 8, paragraphe 1) paraissent suffisantes. En outre les cautionnements fournis dans tous les dossiers de faillites font déjà l'objet d'une étude périodique par le surintendant des faillites.

Dans l'hypothèse des syndics qui deviennent des fonctionnaires d'État, la nécessité d'une caution disparaît. Il appartiendra simplement au séquestre, dans l'embauche du personnel affecté à ses fonctions, de procéder aux enquêtes nécessaires pour que l'intérêt du public en général et des créanciers en particulier soit sauvegardé.

164. En revanche, nous attachons une grande importance à la recommandation six de la Commission Mercier :

Que les soumissions pour les achats d'actifs des faillits soient déposées chez le séquestre et ouvertes par ce dernier en présence du syndic et des inspecteurs.

Le syndic déjà cité écrivait cependant, sans expliquer ses étonnantes réticences :

Je ne vois pas trop le résultat pratique de cette recommandation qui aurait pour effet immédiat de surcharger le séquestre officiel.

Pour notre part, nous estimons qu'un contrôle est nécessaire sur les soumissions qui concernent l'achat des actifs de faillites. Il n'est peut-être pas indispensable, toutefois, qu'on impose au séquestre le devoir d'assister lui-même à l'ouverture des soumissions en présence du syndic et des inspecteurs. En outre, il faudrait commencer par exiger des soumissions !

Le but de la mesure serait atteint, en effet, si les soumissions parvenaient directement au séquestre qui serait tenu de les prendre en note avant de les transmettre au syndic. De cette manière, un séquestre alerte et bien renseigné pourrait, dès cette étape, exercer un contrôle complet.

Il pourrait entreprendre les enquêtes nécessaires s'il lui apparaissait que les soumissions sont nettement insuffisantes et hors de proportion avec la valeur réelle de l'actif. D'autre part, nous croyons que certains soumissionnaires feraient montre d'une plus grande franchise s'ils savaient que le représentant de l'État conserve en dossier copie de leurs offres.

165. Au terme de son travail, la Commission Mercier recommandait

que la procédure d'administration sommaire ne soit permise que dans les cas où le montant des créances non garanties est inférieur à \$25,000.

Nous avouons ne pas comprendre la portée d'une telle recommandation.

D'ailleurs, pour citer une fois de plus le syndic autorisé qui nous a permis d'utiliser ses commentaires :

la procédure d'administration sommaire est prévue dans les cas où l'actif n'est pas suffisant pour payer les frais d'une faillite ordinaire. Qui solderait le déficit lorsque le passif non garanti excède \$25,000 ? C'est la valeur de réalisation de l'actif, et logiquement d'ailleurs, qui détermine la procédure d'administration sommaire.

Dans le cadre d'une étude consacrée à la faillite frauduleuse, nous estimons d'ailleurs devoir laisser à l'écart ce qui concerne la procédure d'administration sommaire. Nous croyons même, pour notre part, que le chapitre de la loi sur la faillite qui a trait aux administrations sommaires et qui s'applique surtout aux non-commerçants devrait faire partie d'une

législation particulière et ne pas s'appliquer au Québec dans les cas où existe, grâce à la loi Lacombe, un régime particulier quant aux paiements méthodiques des dettes.

Ceci ne devrait pas dispenser l'administration provinciale de veiller à ce que les paiements effectués en vertu de la loi Lacombe s'effectuent avec plus de régularité et de continuité. Il semble bien, en effet que la majorité des personnes frappées par les dispositions de la loi Lacombe cessent au bout de quelques semaines de s'acquitter de leurs engagements sans que cela entraîne des conséquences.

166. Dans ses recommandations huit et neuf, la Commission Mercier entendait modifier le champ d'application de législations déjà en vigueur :

8 — Que le droit de recours à la loi sur les liquidations soit restreint à certaines compagnies à charte spéciale, telles que les banques, les compagnies de fiducie et autres.

9 — Que la nullité de la disposition de biens (settlement) à l'encontre du syndic, en vertu de l'article 60 de la loi sur la faillite, soit étendue aux transactions entre une compagnie et ses actionnaires ou entre une compagnie affiliée; quiconque aurait reçu quelques avantages étant appelé à remettre l'indu au bénéfice de la masse.

Nous ne pouvons que tomber d'accord avec ces recommandations qui ont d'ailleurs été transmises au surintendant des faillites et au ministère de la Justice du Canada par l'Institut canadien des comptables agréés en octobre 1963 (appendice 30). Ceci est d'ailleurs déjà réglé par les amendements récents quant aux transactions recevables (15 juillet 1966).

167. Dans sa dixième recommandation, la Commission Mercier demandait :

que le séquestre voie à ce que les dispositions des articles 117 et 118 de la loi sur la faillite touchant les devoirs du failli soient vigoureusement appliquées.

À ce sujet, la Commission estime que la situation se présente fort différemment selon que l'on considère tel ou tel district judiciaire. En somme, la valeur personnelle du séquestre officiel joue un rôle majeur dans le contrôle exercé sur l'administration des faillites.

Nous croyons cependant qu'une telle recommandation demeure de portée trop générale pour qu'on puisse en déduire des directives précises. Nous sommes d'accord, certes, pour inviter l'État à apporter un plus grand soin dans le choix de ses séquestres officiels, mais une meilleure sélection des séquestres ne fait pas disparaître la nécessité d'apporter des modifications de structure dans l'administration des faillites.

168. Dans sa onzième et dernière recommandation, la Commission Mercier invitait le surintendant des faillites à utiliser plus fréquemment certains pouvoirs que lui concède la loi sur la faillite :

Qu'en vertu des dispositions de l'article 3, paragraphe 5, de la loi sur la faillite, le surintendant voie à l'organisation d'un service permanent d'enquête ou que ce service soit créé en vertu de toutes autres dispositions législatives, ce service devant faire rapport sur chaque enquête au procureur général pour toute action appropriée.

Nous croyons que l'entente intervenue entre le surintendant des faillites et le ministère de la Justice du Québec a déjà répondu à ce vœu du commissaire Mercier. Les termes de l'accord conclu précisaient même la répartition des responsabilités en matière d'enquête entre le ministère de la Justice du Québec et le surintendant des faillites.

Nous croyons, toutefois, que le ministère de la Justice du Québec devrait lui aussi se conformer à l'esprit de cette disposition de la loi sur la faillite et organiser sur une base permanente les services d'assistance qui sont indispensables pour que le travail des forces policières et des procureurs de la Couronne soit fécond.

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1 — À la suite de son enquête sur les faillites frauduleuses au Québec, la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale estime nécessaire de regrouper ses constatations et de formuler des recommandations de diverses natures. Certaines de ces recommandations décrivent l'idéal auquel il faut tendre, tandis que d'autres peuvent faire l'objet d'applications immédiates de la part de l'autorité québécoise.

2 — Notre intérêt pour la faillite frauduleuse se justifie pour trois motifs principaux :

- a) On attribue depuis longtemps au Québec le championnat national en matière de faillites ;**
- b) Avant même que ne débutent les travaux de la Commission, la faillite frauduleuse était devenue au Québec le sujet de maintes discussions publiques ;**
- c) Québec et Ottawa avaient jugé le problème assez grave pour en faire l'objet de négociations et pour lui consacrer des efforts conjoints (par. 1).**

3 — De façon générale, le crime organisé ne nous semble pas impliqué directement dans les réseaux québécois de faillites frauduleuses. Ceci ne signifie pas du tout que le crime organisé ait renoncé à tirer sa part de bénéfices : il a sans doute exercé des pressions sur les criminels québécois à l'oeuvre dans ce secteur.

4 — La faillite proprement dite ne fait pas partie du mandat dévolu à notre Commission. La Commission se permet cependant d'évaluer certaines dispositions purement civiles lorsque les textes ou les procédures semblent rendre le travail spécialement facile aux fraudeurs.

5 — Il a été nécessaire, au cours de quelques très rares séances portant sur la faillite frauduleuse, de proclamer le huis clos. Chaque fois que la chose est aujourd'hui possible, la Commission révèle cepen-

dant dans son rapport la substance de ces « rencontres d'exploration » pourvu que ceci ne mette en danger aucune vie humaine ou ne lèse pas de façon grave et injuste les intérêts publics ou les droits individuels (par. 9).

6 — L'étude des rapports statistiques révèle que le nombre des faillites semble diminuer de façon sensible sur le plan canadien, pendant que le coût moyen d'une faillite augmente. Sur le plan canadien, le nombre des faillites proportionnellement au nombre d'entreprises commerciales et industrielles est à son plus bas niveau depuis 1960. Les pertes globales continuent cependant de s'accroître. Malgré quelques signes encourageants, le Québec déplore encore plus que sa part dans le domaine des faillites commerciales.

7 — Plusieurs policiers d'expérience estiment qu'environ la moitié des faillites montréalaises mériteraient un examen sérieux. Ils se basent alors sur le barème suivant : lorsque l'actif d'une faillite représente moins de la moitié du passif, il y a matière à enquête. D'autres spécialistes considèrent ce critère comme inapplicable (par. 23).

8 — Divers motifs nous ont poussés à examiner de près la législation et l'administration en matière de faillites :

- a) Le volume même des faillites rend, au Québec, la fraude plus facile et moins discernable ;
- b) De fait, les spécialistes ont détecté un certain nombre de fraudes qu'ils n'ont pu présenter devant le tribunal, faute d'un personnel légal suffisant ;
- c) Lorsque tant de fraudes se produisent, la loi elle-même mérite un examen sérieux de manière à déterminer si elle n'est pas trop poreuse et d'application difficile.

9 — Malgré les explications historiques, la Commission ne croit pas qu'il soit sain de laisser à la juridiction provinciale le soin d'administrer le code criminel tout en réservant la législation sur la faillite à l'autorité fédérale. La Commission base son opinion sur les faits suivants :

- 1) Les deux autorités se sont révélées incapables de coordonner leurs efforts ;
- 2) Des pratiques douteuses ont pu se développer sans que la législation et le contrôle administratif sachant intervenir à temps. (par. 28).

10 — RECOMMANDATION 1 :

Que le Québec amorce avec le gouvernement du Canada un dialogue ayant pour but de mettre fin au régime de la juridiction mixte qui existe présentement en matière de faillites.

11 —

RECOMMANDATION 2 :

Que le Québec négocie avec le gouvernement du Canada aux fins de confier à la seule autorité provinciale la juridiction en matière de faillites.

12 —

RECOMMANDATION 3 :

Que l'intention d'attribuer à la province de Québec l'exclusivité de juridiction législative et administrative en matière de faillites et d'insolvabilité tienne compte de la nécessité :

- a) d'une loi fédérale de faillite visant les débiteurs commerçants insolvable dont les biens sont situés dans différentes provinces ;
- b) d'accords inter-provinciaux, multi-latéraux et réciproques qui seront nécessaires pour l'exécution des ordonnances judiciaires quant à la réalisation des biens d'un failli qui aurait agi dans plus d'une province.

13 — De telles recommandations s'expliquent d'autant plus aisément que la faillite est, de toute évidence et malgré un certain nombre de fraudes, un domaine principalement civil, ce qui devrait justifier, à notre avis, la préséance provinciale en ce domaine.

14 — D'autres ambiguïtés encore affectent le domaine de la faillite. En effet, en plus de constituer une zone de juridiction mixte, en plus de constituer un secteur principalement civil et accessoirement criminel, la faillite est un domaine confié au contrôle d'hommes qui sont, dans certains cas, à la fois des juges et des administrateurs (par. 32).

15 —

RECOMMANDATION 4 :

Que les pouvoirs du séquestre officiel, qui exerce actuellement des pouvoirs d'ordre judiciaire et quasi-judiciaire, soient modifiés pour que le séquestre officiel soit strictement un officier public d'administration qui conserverait cependant ses pouvoirs d'enquête très étendus et toute autorité quant à la surveillance de l'administration des dossiers de faillites par les syndic.

16 —

RECOMMANDATION 5 :

Que le registraire, qui exerce normalement les pouvoirs de la Cour, soit investi de tous les pouvoirs d'ordre judiciaire et quasi-judiciaire qu'exerce présentement le séquestre officiel, de manière à ce que le régime de faillite ou d'insolvabilité respecte mieux la distinction fondamentale entre le judiciaire et l'administratif.

17 — L'étude de divers réseaux de faillites frauduleuses (par. 34 à 47) démontre que les fraudeurs savaient admirablement tirer parti des faiblesses de la législation et de l'administration en matière de faillite. En particulier, on réduisait au rang de simple formalité les meilleures précautions prises par la loi : assemblée des créanciers, interrogatoire du failli, nomination des inspecteurs...

18 — Sans l'ombre d'un doute, le fait que toutes les créances gouvernementales soient privilégiées contribue à désintéresser les créanciers ordinaires de l'administration et de la surveillance d'une faillite. Dans la plupart des cas, les créanciers ordinaires n'ont plus rien à se partager une fois que l'État a prélevé les sommes qui lui sont dues.

19 — RECOMMANDATION 6 :

Que seul le registraire exerçant juridiction dans la division où le débiteur insolvable a son siège social, tient son principal bureau d'affaires ou possède la plus grande partie de ses biens, ait compétence pour accepter une cession de biens ou le dépôt d'un concordat et pour présider les assemblées générales de créanciers.

20 — RECOMMANDATION 7 :

Que le registraire de la division où une cession de biens est déposée nomme le syndic.

21 — RECOMMANDATION 8 :

Que le séquestre officiel puisse toujours prendre connaissance des soumissions qui concernent la réalisation des biens d'une faillite. Dans ce but, nous souhaitons que les soumissions soient adressées au séquestre officiel lui-même de façon à ce qu'il puisse les ouvrir publiquement à l'heure de son choix et en tenir la liste dans un registre particulier que tout intéressé pourra consulter. Par la suite, les soumissions seront, comme d'habitude, remises au syndic de la faillite.

22 — RECOMMANDATION 9 :

À moins que la majorité des créanciers en décide autrement, que le siège de la faillite d'un débiteur (en vertu d'une ordonnance de séquestre rendue sur requête ou sur cession) soit celui de la division judiciaire de la localité du débiteur définie à l'article 3(k) de la loi sur la faillite.

23 — RECOMMANDATION 10 :

Que l'ordre de collocation des créanciers présentement en vigueur au terme de la loi sur la faillite et prévoyant, à même la réa-

lisation des actifs, un paiement par préséance des créances du chef de la Couronne de la province, soit pour taxes et impôts, soit modifié pour que cette préséance ne dure qu'un temps limité.

24 — RECOMMANDATION 11 :

À l'expiration de la « période de préséance », nous recommandons que les créances du chef de la Couronne de la province soient traitées de la même manière que les créances ordinaires (*pari passu*).

25 — Dans le passé, les fraudes ont pu se multiplier tout en passant inaperçues parce que le personnel qualifié faisait presque totalement défaut. Particulièrement au niveau de la Couronne, l'action de la justice s'est souvent trouvé ralentie parce qu'aucun des procureurs de l'État n'avait acquis l'expérience nécessaire.

26 — RECOMMANDATION 12 :

Qu'au niveau de la Couronne — à Montréal et pour le district d'appel de Montréal — au moins trois procureurs permanents spécialisés en matière de faillites et de fraudes commerciales soient exclusivement assignés aux dossiers et poursuites de cette nature, au moins jusqu'à l'élimination des arrérages.

27 — RECOMMANDATION 13 :

Qu'au niveau de la Couronne — à Québec et pour le district d'appel de Québec — au moins deux procureurs permanents spécialisés en matière de faillites et de fraudes commerciales soient exclusivement assignés aux dossiers et poursuites de cette nature, au moins jusqu'à l'élimination des arrérages.

28 — RECOMMANDATION 14 :

Que les bureaux des procureurs de la Couronne, à Montréal et à Québec surtout, assurent la continuité de leurs dossiers en établissant, pour le cas de faillites frauduleuses et de fraudes commerciales, un système d'index et d'information constamment tenu à jour.

29 — RECOMMANDATION 15 :

Que le ministère de la Justice conserve et développe sa propre section juridique centrale et qu'il la garde en contact constant avec les bureaux des procureurs de la Couronne.

30 — RECOMMANDATION 16 :

Que cette section juridique centrale, sous la direction d'un spécialiste de la faillite et de la fraude commerciale, coordonne, supervise et assiste les activités des divers procureurs de la Couronne agissant dans ce domaine.

31 —

RECOMMANDATION 17 :

Que les bureaux de procureurs de la Couronne qui comprendront des procureurs de la Couronne spécialisés dans la faillite frauduleuse comptent en outre au moins deux comptables agréés qui, par leur assistance technique, aideront les procureurs dans leurs enquêtes et dans la recherche de la preuve.

32 —

RECOMMANDATION 18 :

Que les procureurs attachés aux divers bureaux de la Couronne soient à la disposition des membres de la Sûreté du Québec chargés d'enquêter sur les fraudes, particulièrement en matière de faillites, et aussi des membres des services municipaux de police préposés à des enquêtes de ce genre.

33 —

RECOMMANDATION 19 :

Que les policiers assignés aux escouades d'enquêtes sur les fraudes, particulièrement en matière de faillites, soient spécialement formés en vue de ce travail et qu'ils bénéficient techniquement de l'aide des procureurs de la Couronne et des comptables attachés à ces départements.

34 — De façon générale, le travail effectué jusqu'à maintenant par les quelques escouades spécialisées dans la fraude demeure un travail d'excellente qualité. Cependant, nous attirons l'attention sur un point que négligent parfois les enquêtes (par. 57). Par exemple, on omet parfois de vérifier auprès des fournisseurs la totalité des marchandises fournies à un débiteur au cours de la période précédant immédiatement la faillite. Ceci constitue une lacune grave dans un secteur névralgique, car la fraude se commet presque toujours en deux temps :

- a) accroissement massif des achats pendant une courte période de temps ;
- b) liquidation rapide des inventaires avant la faillite.

35 —

RECOMMANDATION 20 :

Que le travail des policiers chargés d'enquêter sur les fraudes, particulièrement en matière de faillites, soit supervisé et dirigé par les procureurs de la Couronne et les comptables attachés à ces bureaux.

36 —

RECOMMANDATION 21 :

Que le ministère de la Justice revise les traitements offerts aux procureurs de la Couronne afin que l'échelle des salaires permette vraiment de recruter les meilleurs praticiens et de les garder à l'emploi de l'État (par. 60).

37 — L'examen des dossiers de faillites frauduleuses révèle que certains syndics ont régulièrement omis de s'acquitter honorablement et complètement des devoirs de leur charge et n'ont pas toujours manifesté une vigilance suffisante dans la défense des droits des créanciers. Heureusement, de tels agissements demeurent l'exception. D'ailleurs, dans la plupart des cas, le surintendant des faillites a déjà agi en supprimant la licence d'un certain nombre de syndics.

38 — De la même manière, l'étude des dossiers révèle que certains avocats ont joué, en pleine connaissance de cause, un rôle pour le moins discutable dans certains dossiers de faillite. Il s'agit à coup sûr d'exceptions, mais il faut convenir que ces exceptions revêtent une importance considérable au moment où un fort pourcentage des dossiers de faillites est concentré entre les mains d'une infime minorité de praticiens (par. 64).

39 — **RECOMMANDATION 22 :**

Que le Barreau du Québec, par son syndic provincial, examine la conduite professionnelle de quelques membres de l'Ordre qui semblent impliqués dans certains des dossiers de faillites frauduleuses d'une façon contraire à l'éthique professionnelle. Que l'enquête du syndic provincial comporte un examen détaillé des actes professionnels posés par ces avocats.

40 — À observer de près le nombre des remises dans les cas de faillites frauduleuses, on garde l'impression qu'une majorité des magistrats ne veulent tout simplement pas s'embarquer dans ces causes extrêmement complexes (par. 67). En fait, une cause de faillite frauduleuse débouche fréquemment sur des études et des analyses comptables extrêmement fastidieuses et sur un examen d'administration pour lesquels tous n'ont ni le goût ni la compétence.

41 — **RECOMMANDATION 23 :**

Particulièrement à Montréal, il est nécessaire que la Cour des Sessions de la paix consacre deux juges à plein temps à l'audition des matières de fraudes commerciales, dont celles découlant de la faillite, au moins jusqu'à l'élimination des arrérages.

42 — **RECOMMANDATION 24 :**

Que la désignation des juges appelés à remplir ces fonctions spéciales à la Cour des Sessions de la paix de Montréal (et, de façon périodique, de Québec) soit faite par le juge-en-chef du district d'appel.

43 — **RECOMMANDATION 25 :**

Que le ou les juges désignés pour ces fonctions spéciales siègent pour une période de trois mois, soit à l'enquête préliminaire soit au

procès, pour permettre la mise au rôle péremptoire de ce genre de causes et l'assignation de témoins à date fixe.

44 —

RECOMMANDATION 26 :

Que le juge-en-chef remplace tous les trois mois les juges appelés à remplir ces fonctions spéciales, de manière à éviter la monotonie des auditions et à prévenir une excessive uniformité des sentences.

45 — Il est urgent que les différents services publics affectés par l'administration de la faillite reconnaissent la nécessité d'une meilleure information en ce domaine. Cependant, il convient d'éviter une diffusion excessive de renseignements strictement confidentiels. Il convient donc d'aborder avec prudence la question des liens à créer entre le Secrétariat du Québec et les forces policières. Théoriquement, on doit souhaiter de meilleures communications entre les deux services, mais, en pratique, la discrétion doit, elle aussi, garder ses droits (par. 71). Par exemple, il ne s'agit pas d'imposer au Secrétariat du Québec l'obligation de faire parvenir aux différents corps policiers des copies de tous les documents et informations qui lui parviennent, même s'ils peuvent concerner les faillites frauduleuses. Ce serait là une constante duplication d'efforts et, parfois, une entorse aux droits fondamentaux de la personne.

46 —

RECOMMANDATION 27 :

Que le Secrétariat du Québec organise lui-même son propre index particulier sur les demandes d'incorporation, les véritables propriétaires des entreprises, les faillites et les fraudes qui s'y rattachent.

47 —

RECOMMANDATION 28 :

Que le Secrétariat du Québec et le ministère de la Justice du Québec formulent conjointement une politique ferme en ce qui concerne la diffusion des renseignements que possède le Secrétariat du Québec.

48 —

RECOMMANDATION 29 :

Que la politique appliquée à propos des informations que possède le Secrétariat du Québec soit révélée à l'Assemblée nationale et au public.

49 — En somme, il s'agit d'en arriver à un équilibre : mettre fin au laxisme actuel sans pourtant diffuser de façon excessive et arbitraire des informations de nature confidentielle. Une fois la politique fermement et clairement établie, le Secrétariat du Québec pourra sans doute collaborer davantage à la lutte aux fraudes commerciales et

répondre de façon plus utile aux questions légitimes et spécifiques que peuvent lui transmettre les différentes forces de l'ordre.

50 — Pour que le Secrétariat du Québec réponde davantage aux besoins de la population, certaines dispositions législatives doivent être remaniées.

51 — **RECOMMANDATION 30 :**

Que les articles 13 et 24 de l'ancienne loi des compagnies du Québec (S.R.Q. 1941, ch. 276) soient rétablis afin que les administrateurs d'une compagnie incorporée portent une responsabilité personnelle dans les cas où l'exploitation a débuté sans la souscription d'un certain capital.

52 — **RECOMMANDATION 31 :**

Que le capital obligatoirement souscrit représente un pourcentage fixe du capital autorisé. L'ancienne loi prévoyait un minimum de 10% et ceci nous semble le moins qu'on puisse exiger.

53 — **RECOMMANDATION 32 :**

Que la loi des compagnies du Québec (S.R.Q. 1941, ch. 276) rétablisse l'article 42 afin de rendre de nouveau obligatoire le dépôt d'une copie de contrat au Secrétariat du Québec lorsque le paiement des actions se fait autrement qu'en argent.

54 — **RECOMMANDATION 33 :**

Que le Secrétariat du Québec, par l'intermédiaire de son service des incorporations de compagnies, expédie un accusé de réception aux véritables requérants-incorporateurs, pour s'assurer de leur existence réelle.

55 — **RECOMMANDATION 34 :**

Que le Secrétariat du Québec demande une enquête immédiate si l'accusé de réception expédié à un requérant-incorporateur revient avec la mention « adresse inconnue », « déménagé » ou une autre du genre.

56 — **RECOMMANDATION 35 :**

Que le Secrétariat du Québec vérifie avec soin le nom corporatif proposé ou la raison sociale désirée afin d'éviter que des personnes peu recommandables utilisent de façon frauduleuse la confusion qui peut découler d'une assonance.

57 —

RECOMMANDATION 36 :

Que la loi des renseignements sur les compagnies force les véritables propriétaires d'une entreprise à se faire connaître du Secrétariat du Québec dans des délais abrégés.

58 —

RECOMMANDATION 37 :

Que le Secrétariat du Québec vérifie de façon plus étendue les renseignements qui doivent être fournis conformément aux articles 3 et 4 de la loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q. 1964, ch. 281).

59 —

RECOMMANDATION 38 :

Que l'on recoure plus fréquemment aux dispositions des articles de la loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1964, ch. 271) qui prévoient l'annulation de la charte lorsqu'une compagnie ne se conforme pas à la demande de renseignements qui lui est faite.

60 — A notre avis, il serait bon que l'on donne aux administrateurs des corporations des motifs supplémentaires de respecter les lois qui les concernent. En d'autres termes, nous croyons qu'il est nécessaire de forcer le propriétaire véritable d'une entreprise à se faire connaître. Nous croyons également que les administrateurs qui omettent de s'acquitter de leurs responsabilités face à la loi doivent en subir les conséquences sur le plan personnel.

61 —

RECOMMANDATION 39 :

Que les dispositions de l'article 46 de la loi du ministère du Revenu (S.R.Q. 1964, ch. 66) soient modifiées afin que la présomption juris tantum qui vise les actes commis affecte aussi les omissions : les administrateurs auraient ainsi l'obligation de se disculper de leurs fautes d'omission.

62 —

RECOMMANDATION 40 :

Que l'article 153 de la loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, ch. 69) soit aligné sur la recommandation précédente (39) afin que les administrateurs puissent ici aussi se disculper de leurs fautes d'omissions face à une présomption juris tantum qui s'applique aux actes commis aussi bien qu'aux omissions.

63 —

RECOMMANDATION 41 :

Conformément à la ligne de pensée exposée dans les deux recommandations précédentes (39 et 40), que tout statut établissant une imposition fiscale, e.g. l'impôt sur la vente au détail (S.R.Q. 1964, ch. 71), l'impôt sur le tabac (S.R.Q. 1964, ch. 72), la taxe sur les repas

(S.R.Q. 1964, ch. 73), la taxe sur la gasoline (S.R.Q. 1964, ch. 74), ou tout statut analogue soit modifié de façon à respecter les deux principes établis :

- a) que la présomption juris tantum qui pèse sur les administrateurs en raison de leurs actes par commission pèse également sur eux en raison de leurs actes par omission;
- b) que les administrateurs ainsi présumés coupables aient la possibilité de se disculper de leurs fautes d'omission.

64 — Indépendamment des modifications qui peuvent être apportées au texte législatif dont l'application relève du Secrétariat du Québec, la plus importante mesure pour lutter contre la faillite frauduleuse consiste à augmenter de façon notable le personnel sur lequel peut compter le séquestre officiel. Nous croyons même que le séquestre officiel devrait pouvoir compter sur un certain nombre de syndics carrément engagés par l'État sur une base permanente, permettant ainsi au séquestre officiel d'appliquer un séquestre intérimaire dans tous les cas où il juge nécessaire de le faire.

65 — **RECOMMANDATION 42 :**

Que le Québec engage lui-même sur une base permanente un certain nombre de syndics publics qui pourront appliquer des séquestres intérimaires dans tous les cas où le séquestre officiel jugera la chose nécessaire.

66 — **RECOMMANDATION 43 :**

Que des séquestres intérimaires soient mis en vigueur, jusqu'à nouvel ordre, dans tous les cas où il se révèle que l'actif de la faillite est inférieur à la moitié du passif. Que l'on assouplisse ce règlement au fur et à mesure que l'expérience aura fourni de meilleurs critères pour détecter rapidement l'existence d'une fraude.

67 — **RECOMMANDATION 44 :**

Que l'on revise dans les plus brefs délais la rémunération offerte à ceux qui acceptent les responsabilités d'inspecteurs de faillites.

68 — **RECOMMANDATION 45 :**

Que l'on pousse l'application de la recommandation précédente (44) jusqu'à rémunérer les inspecteurs de faillites sur une base horaire ou quotidienne analogue à celle qui est en vigueur quand ils vaquent à leurs activités normales.

69 — Etant donné le rôle considérable que joue le crédit dans nos habitudes économiques, il est normal de retrouver le crédit à la source de la plupart des faillites et des fraudes commerciales. Dans la plupart des dossiers qui sont passés par nos mains, le crédit jouait un rôle de premier plan, si bien qu'une infime minorité des faillites auraient pu dégénérer en fraudes sans lui.

70 — RECOMMANDATION 46 :

Que le gouvernement, l'entreprise privée et les syndicats entreprennent conjointement une campagne de publicité afin que le public en général et particulièrement les industriels, les fournisseurs de matériaux et les commerçants soient sensibilisés davantage à certaines exigences d'une saine administration. Qu'on leur souligne, par exemple, certaines situations particulièrement périlleuses :

- a) des commandes émanent de nouveaux clients parfaitement inconnus et elles comportent livraison de marchandises ou de biens achetés à crédit ;
- b) les références de crédit proviennent de sources dont l'identité n'a pas été soigneusement vérifiée ou dont la valeur réelle demeure fort limitée ;
- c) les taux de crédit et les conditions de paiement sont tels que les paiements, dès le départ, deviennent impossibles...

71 — RECOMMANDATION 47 :

Pour rendre plus efficace la lutte à la fraude en matière commerciale, que l'État prenne à sa charge les interrogatoires que les syndicats estiment nécessaires.

DEUXIÈME PARTIE

LE VOL À MAIN ARMÉE

(169-201)

I—LA SITUATION AU QUÉBEC

I — LA SITUATION AU QUÉBEC

(170-179)

169. Nous avons expliqué précédemment (volume 3, tome 1, première partie) que le Québec détient, dans le domaine des vols à main armée, le championnat national. On pouvait évaluer, en fait, à 65 p. cent des chiffres canadiens la part du Québec.

En d'autres termes, même si le Québec se trouve encore dans une situation privilégiée quant à la criminalité de violence contre la propriété, la situation se présente de façon extrêmement alarmante quant à la forme la plus dangereuse de ce type de criminalité.

Il n'est pas question d'affirmer que cette forme de crime n'existe qu'au Québec. On trouve aisément dans la statistique canadienne ou américaine d'autres régions ou d'autres états qui ont connu ou qui connaissent comme nous de véritables épidémies de cette activité criminelle. Cependant, en lisant les statistiques judiciaires et policières du Canada, on constate aisément que le Québec, depuis plusieurs années, déplore chaque année plus de vols à main armée que toutes les autres provinces canadiennes réunies¹.

On constate également (appendice 31) que notre triste renom s'est répandu à l'étranger et qu'on nous connaît aujourd'hui, même aux États-Unis, comme de très sérieux aspirants au titre de « champions mondiaux du vol à main armée ».

a) PLUS GRAND NOMBRE D'ATTAQUES

(170-172)

170. Le tableau I établit hors de tout doute la suprématie du Québec dans le domaine des vols à main armée et des cambriolages d'établissements

¹ Aux fins de cette étude, nous puiserons largement dans les chiffres du Bureau fédéral de la statistique. Par ailleurs, nous tirerons également parti des excellentes études et compilations effectuées par l'Association des banquiers canadiens. Une partie de cette seconde série de chiffres était contenue dans le mémoire de l'Association des banquiers canadiens ; à la demande de la Commission, l'Association des banquiers canadiens, a par la suite, accepté de poursuivre ses travaux et de fournir des tableaux complémentaires.

bancaires. En effet, si l'on combine les chiffres de 1963 à 1966, on constate que le Québec, à lui seul, déplore 475 des 787 vols à main armée et cambriolages survenus au Canada. D'année en année, la part québécoise demeure prédominante : en 1963, 125 des 172 crimes ; en 1964, 104 des 188 crimes ; en 1965, 112 des 178 crimes ; en 1966, 96 des 167 crimes.

TABLEAU I
VOLS À MAIN ARMÉE ET CAMBRIOLAGES — PAR PROVINCE

	1963		1964		1965		1966		TOTAL
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	1963 1966
Colombie-Britannique	10	1	23	2	22	2	26	6	92
Alberta	Nil	1	1	2	5	2	7	Nil	18
Saskatchewan	Nil	Nil	3	3	Nil	2	Nil	2	10
Manitoba	1	1	1	1	Nil	Nil	2	Nil	6
Ontario	34	Nil	51	7	36	3	32	2	165
Québec	125	5	104	9	112	16	96	8	475
Nouveau-Brunswick	Nil	Nil	2	2	2	1	2	Nil	9
Nouvelle-Écosse	2	Nil	3	2	1	Nil	2	Nil	10
Île-du-Prince-Édouard	Nil	Nil	Nil	1	Nil	Nil	Nil	Nil	1
Terre-Neuve	Nil	1	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	1
	172	9	188	29	178	26	167	18	787

(1) Vols à main armée et tentatives de vols à main armée.

(2) Cambriolages et tentatives de cambriolages dans les banques.

171. Il importe de reporter ces chiffres dans leur contexte. Le tableau II fournit, à cet égard, des renseignements précieux.

En effet, ce tableau indique le nombre de succursales bancaires, y compris les sous-agences, et le nombre de crimes qui s'y sont commis en 1966. La comparaison entre le Québec et l'Ontario devient encore plus accablante que dans le tableau I. L'Ontario dénombre 2,078 succursales bancaires et ne déplore que 34 crimes (32 vols à main armée et tentatives de vols à main armée ; 2 cambriolages ou tentatives de cambriolages). Le Québec, en revanche, compte 1,605 succursales bancaires et déplore 104 crimes (96 vols à main armée et tentatives de vols à main armée ; 8 cambriolages et tentatives de cambriolages).

Devant de semblables chiffres, il faut nécessairement conclure que la situation au Québec est infiniment plus grave que celle qui prévaut en Ontario. La province voisine n'est pourtant pas le seul point de comparaison possible. On pourrait obtenir de la réalité une image complètement différente

si, au lieu de comparer le Québec à l'Ontario, on établissait une comparaison entre le Québec et la Colombie-Britannique. En effet, la Colombie-Britannique, avec à peine plus de 25 p. cent des succursales bancaires de l'Ontario, déplore le même nombre de crimes que cette province : 32 crimes dans 588 succursales bancaires. Lorsqu'on établit le nombre de crimes d'après le nombre de succursales, on constate immédiatement que la Colombie-Britannique se retrouve presque dans la même situation que le Québec : en 1966, 1 succursale sur 18 était attaquée en Colombie-Britannique ; 1 sur 15 au Québec.

De telles comparaisons fournissent une fort maigre consolation....

TABLEAU II

**MOYENNE DES CRIMES DANS LES SUCCURSALES BANCAIRES
(INCLUANT LES SOUS-AGENCES ET LES SUCCURSALES)**

	Nombre *	Nombre de crimes (1966)	Moyenne des crimes par succursale
Colombie-Britannique	588	32	1: 18
Alberta	462	7	1: 66
Saskatchewan	321	2	1:160
Manitoba	279	2	1:139
Ontario	2,078	34	1: 61
Québec	1,605	104	1: 15
Nouveau-Brunswick	132	2	1: 66
Nouvelle-Écosse	189	2	1: 94
Île-du-Prince-Édouard	29	Nil	—
Terre-Neuve	17	Nil	—
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	17	Nil	—
CANADA	5,807	185	1: 31

* Au 31 décembre 1966.

172. Ces différents tableaux confirment le jugement global du départ : les bandits interviennent plus souvent dans les succursales bancaires du Québec que dans les succursales bancaires des autres provinces canadiennes. À cela s'ajoute un élément d'importance : les bandits empochent au Québec la majeure partie de leurs revenus.

Au cours des dernières années, la majeure partie des pertes enregistrées par les banques et les caisses populaires à la suite de vols à main armée,

se sont produites au Québec. Selon une source digne de foi, les pertes survenues au Québec au cours d'une année très récente atteignaient même 89 p. cent du total des pertes canadiennes. Le document mentionnait les pourcentages suivants :

1963	80.6% des pertes canadiennes surviennent au Québec
1964	34.2%
1965	74.1%
1966	89.4%
Six premiers mois de 1967	80.2%

Au total, le Canada avait perdu, en quatre ans et demi, \$7,137,000 dont \$4,921,000 au Québec.

b) IMPORTANCE DES GROUPES ET DU DÉGUISEMENT

(173-174)

173. Le tableau III précise une autre des différences entre la situation québécoise et celle des autres provinces canadiennes. Il n'est pas indifférent, remarquons-le, qu'un vol à main armée soit commis par un bandit isolé ou par un groupe ¹.

En effet, il est assez normal que les crimes commis par des bandes soient mieux organisés et échappent plus aisément à la détection policière. D'autre part, les bandes peuvent, plus aisément que des individus, multiplier les crimes et faire déferler sur une région une véritable épidémie. Enfin, il est certain que le seul fait de constituer une bande implique la participation de criminels professionnels, sinon de repris de justice. En d'autres termes, lorsqu'une bande se met à l'œuvre, on peut soupçonner la participation d'individus qui tirent du crime le principal ou la totalité de leurs ressources financières.

Le tableau III présente donc une image inquiétante de la situation québécoise. En effet, le Québec est la seule province canadienne où la majorité des vols à main armée soient commis par des groupes et non par des bandits isolés. Il faut même remarquer qu'au Québec l'exception est, non pas l'intervention du groupe, mais l'action du bandit seul. Par exemple, en 1963, seulement 20 vols à main armée avaient été au Québec l'œuvre d'un bandit seul, tandis que 105 crimes du même type avaient été commis par des groupes. En 1964, la marge s'amenuise quelque peu, mais elle demeure nettement favorable aux groupes : 25 crimes commis par un bandit seul

¹ À titre d'exemple de ce que peut « réussir » une bande, il faut prendre connaissance du dossier de la bande Kyling (appendice 32).

TABLEAU III

VOLS À MAIN ARMÉE — GENRE D'ATTENTAT

	<u>1963</u>		<u>1964</u>		<u>1965</u>		<u>1966</u>	
	Groupe	Bandit seul	Groupe	Bandit seul	Groupe	Bandit seul	Groupe	Bandit seul
Colombie-Britannique	1	9	4	19	3	19	5	21
Alberta	—	—	1	—	1	4	2	5
Saskatchewan	—	—	1	2	—	—	—	—
Manitoba	—	1	—	1	—	—	—	2
Ontario	7	27	10	41	17	19	5	27
Québec	105	20	79	25	92	20	83	13
Nouveau-Brunswick	—	—	2	—	—	2	—	2
Nouvelle-Écosse	1	1	1	2	—	1	—	2
Île-du-Prince-Édouard	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre-Neuve	—	—	—	—	—	—	—	—
	114	58	98	90	113	65	95	72

contre 79 par des groupes. En 1965, 20 crimes sont commis par un bandit seul contre 92 par des groupes. En 1966, seulement 13 des 96 vols à main armée sont commis par des bandits seuls contre 83 par des groupes.

Pendant ce temps, les crimes perpétrés en Ontario étaient, dans l'immense majorité des cas, l'œuvre de bandits isolés : 27 contre 7 en 1963, 41 contre 10 en 1964, 19 contre 17 en 1965 et 27 contre 5 en 1966. En Colombie-Britannique, où le problème des vols à main armée se pose cependant de façon presque aussi dramatique qu'au Québec, les crimes appartiennent, là aussi, aux bandits isolés : 9 contre 1 en 1963, 19 contre 4 en 1964, 19 contre 3 en 1965 et 21 contre 5 en 1966.

174. D'autres informations assombrissent encore cette description des vols à main armée commis au Québec. En particulier, il importe de signaler que les bandits québécois ont, outre l'habitude de se grouper en bande, l'habileté de recourir au déguisement. Le tableau IV établit une comparaison entre le Québec et l'Ontario quant au nombre d'attaques à main armée commises par des bandits masqués.

TABLEAU IV

COMPARAISON ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO QUANT AU NOMBRE D'ATTAQUES À MAIN ARMÉE COMMISES PAR DES BANDITS MASQUÉS

		Nombre d'attaques à main armée	Masques ou autres déguisements		Non masqués ou déguisés	
1966	Québec	96	80	(83.3%)	16	(16.7%)
	Ontario	32	5	(15.6%)	27	(84.4%)
1967	Québec	165	141	(85.4%)	24	(14.6%)
	Ontario	84	10	(11.9%)	74	(88.1%)

Selon les termes mêmes de l'Association des banquiers canadiens, «d'après les chiffres ci-dessus on peut se rendre compte qu'au cours des années 1966 et 1967, le pourcentage des crimes perpétrés par des criminels masqués ou déguisés s'élevait en moyenne à 85 p. cent dans les succursales de banques du Québec. Le nombre comparatif de la province d'Ontario se chiffrait autour de 13 p. cent ¹ ». Sans l'ombre d'un doute, le recours au déguisement constitue une grave difficulté supplémentaire pour les policiers qui sont appelés à effectuer des arrestations et à établir l'identité des coupables.

¹ Mémoire de l'Association des banquiers canadiens.

c) POURCENTAGE PLUS FAIBLE D'ARRESTATIONS (175)

175. Ajoutons d'autres éléments. Si l'on tient compte des chiffres de 1967, il semble que la marge s'amenuise entre le nombre d'attaques à main armée perpétrées en Ontario et le nombre correspondant pour le Québec. En 1963, l'Ontario comptait 1,967 succursales bancaires et l'on enregistrait dans cette province au cours de la même année 30 vols à main armée. Le Québec, au cours de la même année, comptait 1,514 succursales bancaires et déplorait 125 vols à main armée. Quatre ans plus tard, en 1967, l'Ontario comptait 2,107 succursales bancaires et dénombrait 90 vols à main armée. Au cours de la même année, le Québec atteignait les chiffres de 1,600 succursales bancaires et de 175 vols à main armée.

TABLEAU V
POURCENTAGE DES CAS OÙ IL Y A EU ARRESTATIONS

	1965		1966	
	Nombre de crimes	Pourcentage des cas où il y a eu arrestations	Nombre de crimes	Pourcentage des cas où il y a eu arrestations
Colombie-Britannique	24	33	32	46
Alberta	7	71	7	42
Saskatchewan	2	50	2	0
Manitoba	Nil	—	2	100
Ontario	39	38	34	64
Québec	128	19	104	34
Nouveau-Brunswick	3	33	2	100
Nouvelle-Écosse	1	100	2	50
Île-du-Prince-Édouard	Nil	—	Nil	—
Terre-Neuve	Nil	—	Nil	—

En l'espace de quatre ans, par conséquent, le nombre de vols à main armée a triplé en Ontario alors qu'il a augmenté d'environ 40 p. cent au Québec. On aurait tort cependant de considérer ces indices récents, fragmentaires et incertains comme particulièrement rassurants. En effet, même si le nombre de vols à main armée se multiplie au Québec un peu moins vite qu'autrefois, nous ne sommes guère plus avancés. À vrai dire, il faudrait, pour que la situation s'améliore, que nous parvenions à établir des preuves concluantes contre un plus grand nombre de criminels. Nous sommes loin du compte. Le tableau V, fourni par l'Association des banquiers canadiens, montre que le Québec parvient à des arrestations beaucoup moins souvent que la province voisine. Certes, il semble y avoir eu une certaine amélioration de 1965 à 1966, mais les chiffres de 1967 dissipent rapidement toute illusion. Les chiffres de 1967 démontrent, par exemple, que 112 bandits ont participé aux vols de banque commis en Ontario au cours de 1967 et que

64.2 p. cent de ces criminels ont été mis sous arrêt et traduits devant les tribunaux. Pendant la même période, 449 malfaiteurs participaient aux 175 vols perpétrés au Québec, mais seulement 19 p. cent d'entre eux étaient arrêtés et jugés ¹.

d) MOINS DE PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ (176)

176. Ce qui complique encore davantage la situation, c'est que les accusés québécois reconnaissent leur culpabilité beaucoup moins souvent que les accusés traduits devant les tribunaux ontariens ².

En fait, on comprend aisément que le cagoulard se sente plus à l'abri de la détection policière que le bandit solitaire qui ne porte aucun déguisement. Ainsi, nos bandits québécois, groupés, organisés, masqués, estiment avoir plus de chances que leurs confrères ontariens d'échapper aux foudres du tribunal. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que 81 p. cent des accusés traduits devant les tribunaux ontariens plaident coupables lors de la comparution, alors que seulement 38 p. cent des accusés québécois en font autant. Il n'est pas possible d'expliquer une telle différence en arguant de politiques policières différentes.

Ceci contribue à noircir encore la situation. En effet, non seulement le Québec ne parvient à effectuer des arrestations que dans un nombre très limité de cas, mais encore la majorité des individus arrêtés protestent de leur innocence et exigent donc un surcroît de travail de la part de la Couronne.

e) PROCÉDURES JUDICIAIRES PLUS LONGUES (177-178)

177. Dans de telles circonstances, il ne faut pas s'étonner si les procédures judiciaires durent beaucoup plus longtemps au Québec qu'en Ontario.

À l'heure actuelle, ainsi que le démontre le tableau VI, le laps de temps qui s'écoule entre la date de l'arrestation et la fin du procès demeure beaucoup plus considérable au Québec que dans l'Ontario. Cependant, on note en l'espace de quelques brèves années une amélioration fort considérable.

En 1964, le Québec imposait à l'individu arrêté une période d'attente deux fois plus longue que l'Ontario : 284 jours contre 130. En 1966, malgré une réduction du nombre de jours en Ontario, le Québec a presque réussi à combler son large retard. En effet, le Québec avait déjà réduit cette marge entre la date de l'arrestation et la fin du procès à 148 jours, pendant que l'Ontario voyait son chiffre s'abaisser de 130 à 115 jours.

¹ Les chiffres de 1967, en particulier, ne peuvent constituer une base solide pour l'analyse, car ils n'avaient pas encore subi la « décantation judiciaire » au moment où des auteurs de mémoire les utilisaient devant la Commission.

² Ainsi, les difficultés de détection policière se compliquent d'un ralentissement dans l'administration policière.

TABLEAU VI

NOMBRE DE JOURS ENTRE LA DATE DE L'ARRESTATION ET LA FIN DU PROCÈS

ANNÉE	QUÉBEC	ONTARIO
1964	284	130
1965	282	116
1966	148	115

On aurait tort d'utiliser ces chiffres sommaires pour conclure avec simplisme que notre administration de la justice fait preuve dans ce domaine d'une lenteur anormale. Les précisions données précédemment ont démontré que les plaidoyers de culpabilité sont beaucoup moins fréquents au Québec qu'en Ontario. Ainsi, on ne peut guère se surprendre de ce que la procédure soit plus longue lorsque la Couronne doit faire la preuve du crime que lorsque l'individu reconnaît lui-même avoir posé le geste. Le tableau VII, qui compare les déclarations de culpabilité inscrites dans l'une et l'autre province, montre bien la marge considérable qui nous sépare de l'Ontario et fait comprendre pourquoi la procédure judiciaire sera chez nous plus longue que dans la province voisine.

TABLEAU VII

COMPARAISON ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO QUANT AU NOMBRE DE DÉCLARATIONS DE CULPABILITÉ INSCRITES

Année	Nombre de cas rapportés	Déclarations de culpabilité inscrites		Autres	
1964	Ontario	26	25 (96%)	1	(4%)
—	Québec	66	30 (45%)	36	(55%)
1965	Ontario	19	13 (68%)	6	(32%)
—	Québec	74	31 (42%)	43	(58%)
1966	Ontario	16	14 (87%)	2	(13%)
—	Québec	62	18 (29%)	44	(71%)

178. Ces précisions expliquent la situation : elles ne la font pas disparaître. Des cas malheureux se présentent qui dépendent d'une certaine lenteur dans notre administration de la justice. Nous empruntons les exemples suivants

à la documentation soumise à la Commission par l'Association des banquiers canadiens. Nous gardons pour une étape ultérieure les commentaires qui s'imposent quant à la force de dissuasion des peines.

EXEMPLES DE DÉLAIS DANS LES TRIBUNAUX, VIOLATIONS DU CAUTIONNEMENT ET DE LÉGÈRES SENTENCES

Le 3 juillet 1962

À cette date, la succursale de la banque de Montréal sise au centre commercial Rockland était le théâtre d'une attaque à main armée. Quelques temps après cette attaque, Rolland Berthiaume était arrêté et comparaissait le 6 juillet 1962 devant le juge « A » sous le chef d'accusation stipulé en vertu de l'article 288 (d) du Code criminel du Canada. Un aveu de « non-culpabilité » fut inscrit et l'enquête préliminaire fut fixée au 12 juillet 1962. À cette date, l'enquête préliminaire eut lieu devant le juge « B », Berthiaume fut mis en accusation et une déposition volontaire fixée au 19 juillet 1962. À défaut d'un avocat chargé de la défense, le 19 juillet, l'inculpé fut envoyé à son procès dont la date fut provisoirement portée au mois d'avril 1963. Le 8 novembre 1962, on accordait un cautionnement.

Au cours du mois d'avril 1963, on présenta la cause devant le juge « C », qui ajourna la date du procès au 5 juin 1963. À cette dernière date, la cause fut appelée devant le juge « B » qui la prorogea au 2 octobre 1963 sur demande de la défense qui affirma ne pas être prête ; l'avocat de la Couronne n'y fit pas d'objections.

Le 2 octobre 1963, la cause fut appelée devant le juge « D ». On fixa la date au 19 novembre 1963, et la cause fut appelée devant le juge « C ». Celui-ci ordonna la réiliation du cautionnement de Berthiaume et ordonna aussi qu'il soit incarcéré. On porta la date du procès au 8 janvier 1964, à cause du très grand nombre de procès qui avaient lieu ce jour-là. Le juge « C » différa la date du procès au 10 mars 1964 quand on l'a de nouveau porté à son attention ; le défenseur demanda alors un cautionnement de \$20,000, sur immeubles, ce qui fut accordé. La date du jugement fut reportée au 25 mars 1964 sur demande des défenseurs qui affirmèrent n'être point prêts, ce qui ne semblait représenter aucun inconvénient pour l'avocat de la Couronne.

Le procès débuta le 25 mars 1964 devant le juge « E » et continua les 26 mars 1964, 10 avril 1964, 17 avril 1964, 1^{er} mai 1964, 20 mai 1964, 4 juin 1964, 18 juin 1964 et enfin le 25 juin 1964. Le juge « E » déclara qu'il rendrait un jugement le jour suivant, soit le 26 juin 1964, date à laquelle il acquitta l'accusé.

Le 20 mars 1964

Pierre Morissette fut accusé d'une tentative de vol à main armée à la Banque Provinciale de Sainte-Anne-des-Plaines, province de Québec. Il fut libéré sous caution après la première audience. Le 26 mars 1965, il plaida coupable à une tentative de vol à main armée et fut condamné à 6 mois de prison et ce sans égard aux condamnations antérieures relatives aux cambriolages, vols par effraction et vols simples.

Le 26 mars 1964

Il s'agissait ici de la Banque de Montréal sise au coin des rues Hochelaga et Bossuet à Montréal. André Martin, un des inculpés, sous l'accusation de vol à main armée, fut condamné à une peine de deux ans, en dépit d'un casier judiciaire remontant à 1955 et comportant des cambriolages, vols par effraction et vols simples ; le vol d'un camion, vol et recel, tentative de voies de fait et vol à main armée. L'autre accusé, Yves Bergeron, fut aussi condamné à une peine de 2 ans.

Le 5 avril 1964

L'accusé fut arrêté le soir du 5 avril 1964 alors qu'il s'enfuyait de la succursale de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, sise à l'intersection des rues de la Roche et Mont-Royal à Montréal. Par la suite, il fut accusé de cambriolage.

Il fut libéré sous caution et le jugement fixé au 18 mai 1965. Le 18 mai 1965, le jugement fut différé à cause d'un témoin absent. À cause du grand nombre de procès ce jour-là, la cause fut remise à l'automne. Le procès fut en dernier ressort fixé au 17 mars 1966, puis ajourné successivement aux 13 mai, 31 août, 9 décembre, 20 février 1967 et le 26 avril 1967. À cette dernière date, l'inculpé plaida coupable et fut renvoyé à son jugement le 29 mai. Le 29 mai, le jugement fut reporté au 25 septembre. Le 25 septembre, on le reporta au 11 décembre. Le 11 décembre, la sentence fut portée au 8 avril 1968.

Le 7 juillet 1964, le 26 août 1964

Le 7 juillet 1964, une agence de la Banque Canadienne Nationale à Saint-Dominique fut la scène d'un vol à main armée. Le 26 août 1964, une agence de la Banque Canadienne Nationale à Saint-Damase était le lieu d'une attaque à main armée, mais aucun billet de banque ne fut emporté.

Le 20 novembre 1964, Jacques Lavoie, Jacques Diamond, Ronald Léveillé étaient arrêtés et, le même jour, ils comparaissaient à Saint-Hyacinthe pour des chefs d'accusation contre les articles 406 (a) et 288 (d) du Code criminel. Ils ont fait une déclaration de « non-culpabilité » et l'enquête préliminaire fut fixée au 27 novembre 1964. À cette date, l'enquête préliminaire fut reportée successivement aux 4 décembre, 11 décembre, 21 décembre et par la suite eut lieu le 28 décembre 1964. Le 30 décembre, ils ont fait une déclaration volontaire et été renvoyés aux assises le 3 février 1965. Le jugement fut alors différé au 21 avril. Ils furent trouvés coupables et Ronald Léveillé fut condamné à une peine de trois ans. Les sentences de Diamond et Lavoie ont été ajournées au 18 juin 1965 ; Diamond fut condamné à une peine de 10 ans et Lavoie à 7 ans.

Le 7 août 1964

À cette date, une succursale de la Banque Canadienne Nationale à Saint-Ours province de Québec a aussi subi un vol à main armée. Trois hommes ont été arrêtés par la suite ; l'un d'eux était Gilles Simon dont le procès, sous le chef d'accusation de possession d'obligations volées, était fixé au 16 juin 1966. Le jugement à la cour d'assises de Québec fut reporté aux dates suivantes. Ce sont : les 28 septembre 1966, 29 novembre 1966, 30 janvier 1967, 12 avril, 26 mai, 29 juin, 28 septembre et 10 avril 1968.

Le 25 juin 1965

Trois hommes, tous armés de revolvers, s'emparèrent de la somme d'argent des trois caissiers à la succursale de la Banque de la Nouvelle-Écosse de Gren-

ville, Québec. Un vérificateur de la banque fut menacé lorsqu'il déclara ne pouvoir ouvrir la chambre-forte. Les trois hommes impliqués dans cette affaire, soit Denis Nadeau, Florian Jacques et Gustave Lamothe, furent postérieurement arrêtés et plaidèrent coupables du délit. Le 13 août 1965, ils reçurent les peines suivantes :

Denis Nadeau	— une année
Florian Jacques	— 2 mois
Gustave Lamothe	— 6 mois

Le 24 août 1965

Le 24 août 1965 un vol à main armée avait lieu à la succursale de la Banque de Montréal située au coin de Christophe-Colomb et Mont-Royal. Yvon Dubreuil fut accusé dans cette cause et on lui accorda la liberté provisoire après son enquête préliminaire. Alors qu'il attendait son jugement, il fut tué par un complice au cours d'un vol à main armée dans une autre succursale de banque.

Le 6 mai 1966

À cette date, une succursale de la Banque Canadienne Nationale à Saint-Ours fut l'objet d'un vol à main armée et, une heure plus tard, André Lefort et Berthold Gaudet étaient arrêtés. Le 10 mai 1966, ils comparaissaient à Sorel devant le juge Péloquin et plaidèrent « coupables ». Leur jugement fut ajourné au 17 mai 1966. Lefort plaida alors « non-coupable » et, le 24 mai 1966, il fut envoyé à son enquête préliminaire. La sentence de Gaudet fut ajournée au 1er juin ; à cette date, on lui donna une peine d'un an. Le 17 mai, l'enquête préliminaire de Lefort eut lieu et il fut renvoyé en jugement ; on le laissa en liberté sous caution. Le 28 février 1967, le jugement fut ajourné au 28 mars, puis au 30 mai. À cette date, le procureur de la Reine n'était pas prêt et le jugement fut différé au 4 juillet. Le cautionnement fut renouvelé. À cette dernière date, André Lefort plaida « coupable » et la sentence fut fixée au 29 août ; la caution subsista. Le 29 août, Lefort fut condamné à un jour de prison et à une amende de \$200.

Le 8 juin 1966

Le 8 juin 1966, une succursale de la Banque Provinciale du Canada, sise au 911 ouest, rue Saint-Cyrille, à Sillery, Québec, était le théâtre d'un vol. Trois suspects étaient arrêtés et renvoyés en jugement à la cour d'assises d'automne après l'audience préliminaire devant le juge Paul Roy. Le suspect Jean-Paul Boie, encore sous arrestation par suite de ce vol, fut trouvé coupable d'une accusation de crime portée contre lui par le bureau d'impôt sur le revenu. Il fut condamné à une année de pénitencier.

Aux assises d'automne, les trois suspects ont choisi un procès rapide devant un juge. Le procès commença devant le juge « A » mais le procès fut par la suite ajourné aux 16 janvier, 20 janvier, 1er février et 28 février à cause de la maladie du juge qui devait présider.

Le 28 février 1967, le juge « A » était encore absent et, par suite, une caution fut convenue et fixée à \$1,500 dans le cas d'Albert Parent et d'André Rhéaume, et ils furent libérés.

Le 10 avril 1967, la cause fut soumise au juge en chef de la ville de Québec afin de décider si, oui ou non, un autre procès était nécessaire à cause de la maladie du juge.

On a découvert que les trois suspects, au moment du vol, étaient en liberté provisoire à la suite d'une accusation pour vol de camion postal qui eut lieu au Lac-Saint-Jean, Québec. De plus, il appert que le trio possède un casier judiciaire chargé.

Le 23 juin 1966

Trois ou quatre cagouleurs armés fracassèrent la vitrine de la succursale de la Banque Royale au coin des rues Dorchester et Guy à Montréal. Le personnel fut forcé de se coucher au plancher et les caisses des trois caissiers furent saisies. Les policiers repérèrent rapidement la voiture qui s'enfuyait et un des bandits fut arrêté alors qu'il s'évadait de son auto. On a trouvé, dans la voiture, des revolvers, des mitraillettes et une partie de l'argent. Le bandit arrêté était Claude Savaria ; il fut reconnu coupable et condamné à une peine de 20 mois.

Le 10 octobre 1966

Jacques Beauchemin et Conrad Lemaire sont arrêtés environ une heure après avoir commis un vol à main armée à la Banque Provinciale de Saint-Cyrille et après en avoir tenté un deuxième à la Banque Canadienne Nationale de Saint-Zéphirin. Ils sont pris alors qu'ils sont en possession de l'argent volé et d'un revolver chargé, et comparaissent à Drummondville.

Le 8 novembre 1966

— Lemaire plaide coupable d'un vol à main armée.

” ” ”

— Beauchemin plaide coupable d'un vol à main armée et du vol d'une voiture.

” ” ”

— Les deux sont libérés sous caution et les procès sont remis au 14 février 1967.

Le 14 février 1967

— les procès sont ajournés au 19 mars 1967.

Le 19 mars 1967

— les procès sont différés au 9 mai 1967.

Le 9 mai 1967

— Lemaire et Beauchemin sont condamnés à un jour d'emprisonnement.

RÉSUMÉ

(179)

179. Si nous remettons à plus tard cette question des sentences, c'est que la force de dissuasion des peines, dans le domaine des vols à main armée comme ailleurs, mérite de faire l'objet d'une étude à part. À l'heure actuelle, nous tentons uniquement de mieux connaître la réalité québécoise en vue d'aborder avec un plus grand nombre d'éléments l'étude des causes et des remèdes.

Déjà, il est possible d'établir un certain bilan. La statistique révèle que le Québec, en plus de subir plus de vols de banque que n'importe quelle province canadienne, parvient à un pourcentage d'arrestations anormalement bas. Nous avons déjà noté que l'existence des bandes organisées et la généralisation du déguisement expliquent, au moins en partie, ce piètre résultat.

La réalité québécoise présente donc deux versants : d'une part, le Québec subit un plus grand nombre d'attaques ; d'autre part, le Québec se défend plus mal que les autres provinces. À cette étape, nous pouvons donc endosser le bilan dressé par l'Association des banquiers canadiens :

- a) au cours des années 1963 à 1966, il y a eu un plus grand nombre d'attaques à main armée contre les succursales bancaires du Québec que contre les succursales situées dans toute autre province canadienne ;
- b) de 1963 à 1966, les attaques à main armée ont été, au Québec, près de trois fois plus nombreuses que dans la province voisine, même si cette dernière compte un nombre plus considérable de succursales bancaires. Au cours de l'année 1967, toutefois, la marge a semblé s'amenuiser entre l'Ontario et le Québec ;
- c) dans la province de Québec, la majorité des attaques à main armée contre les banques sont perpétrées par des bandes de deux ou plus. En 1966, 86 p. cent des attaques à main armée commises au Québec ont été effectuées par ces bandes, contre 16 p. cent dans l'Ontario et 25 p. cent dans l'ensemble des provinces autres que le Québec ;
- d) si l'expérience de 1966 devait se répéter, le Québec devrait prévoir *qu'une succursale de banque sur 15* sera victime cette année d'une attaque à main armée ou d'un cambriolage. Ceci se compare avec un taux de un sur 66 en Ontario et de un sur 52 dans les provinces canadiennes autres que le Québec. L'expérience des six premiers mois de 1967 indique même que le taux québécois pourrait fort bien atteindre *un sur 12*.

II—LA SITUATION À MONTRÉAL

II—LA SITUATION À MONTRÉAL (180-183)

a) TAUX DE VICTIMISATION DES BANQUES (180)

180. Pour de multiples raisons, une étude des vols à main armée perpétrés au Québec doit réserver une place de choix à la situation montréalaise. Pour décrire ce secteur, nous puisons largement dans l'étude effectuée par la police municipale de Montréal sous la direction de M. Guy Tardif.

Dès le départ, le tableau VIII révèle la gravité du problème. Alors que le Québec se classait déjà aisément en tête des provinces canadiennes avec un taux de « victimisation » *d'une succursale sur quinze*, la ville de Montréal fait mieux encore : elle dénombre, pour l'année 1967, 99 attaques à main armée contre 482 succursales bancaires, soit un taux de « victimisation » *d'une succursale sur cinq*.

TABLEAU VIII
RÉPARTITION DES SUCCURSALES ET DES VOLS PAR INSTITUTION

INSTITUTION	Nombre de succursales	Nombre de vols	Taux de victimisation
Caisses populaires	98	7	1/14
Banque Canadienne Nationale	84	23	1/ 4
Banque de Montréal	55	9	1/ 6
Banque Royale du Canada	55	13	1/ 4
Banque d'Épargne	53	9	1/ 6
Banque Provinciale	48	18	1/ 3
Banque Canadienne Impériale	34	3	1/11
Banque Toronto-Dominion	32	12	1/ 3
Banque de la Nouvelle-Écosse	21	4	1/ 5
Autres banques	2	1	1/ 2
TOTAL	482	99	1/ 5

À l'analyse, on constate que ce taux de victimisation varie considérablement d'un « propriétaire » à l'autre. En d'autres termes, les banques ne sont pas toutes attaquées avec la même fréquence. On trouve à un extrême les Caisses populaires et la Banque Canadienne Impériale : leurs taux sont respectivement de *une succursale sur quatorze* et de *une succursale sur onze*. À l'autre extrême, on trouve la Banque Provinciale et la Banque Toronto-

Dominion qui, toutes deux, ont un taux légèrement supérieur à *une succursale sur trois*.

**b) RENSEIGNEMENTS SUR LES CRIMES :
HEURE, JOUR...**

(181)

181. Certaines heures paraissent particulièrement favorables pour les attaques à main armée contre les succursales bancaires. Le tableau IX donne certaines indications à ce propos. Une analyse de la distribution horaire nous convainc que la première heure d'affaires des banques constitue une période particulièrement dangereuse.

TABLEAU IX
HEURES DE VOLS À MAIN ARMÉE À MONTRÉAL

— 1 vol a eu lieu entre 9h et 10h
— 27 vols ont eu lieu entre 10h et 11h
— 16 vols ont eu lieu entre 11h et midi
— 10 vols ont eu lieu entre midi et 13h
— 15 vols ont eu lieu entre 13h et 14h
— 11 vols ont eu lieu entre 14h et 15h
— 17 vols ont eu lieu entre 19h et 20h
— 2 vols sont indéterminés

De la même manière, on constate (tableau X) que certains jours sont particulièrement « vulnérables ». Ainsi, le jeudi et le vendredi voient plus d'attaques à main armée que tous les autres jours de la semaine réunis.

TABLEAU X
**JOURS OÙ SONT EFFECTUÉS LES VOLS À MAIN ARMÉE
À MONTRÉAL**

— 26 vols le vendredi
— 25 vols le jeudi
— 17 vols le mardi
— 15 vols le lundi
— 15 vols le mercredi
— 1 vol le dimanche

Le Service de recherches de la Sûreté municipale de Montréal a aussi tenté (tableau XI) d'établir des constantes entre les districts policiers et les attaques à main armée. Pour comprendre ce tableau, il importe de savoir que le territoire de la ville de Montréal est découpé, sur le plan policier, en quatre divisions qui se partagent inégalement seize districts. On note, à la lecture du tableau XI, que les vols à main armée se répartissent fort inégalement d'un district à l'autre et même d'un poste à l'autre.

Par exemple, la division ouest, qui comprend les postes 9, 10, 12, 14 et 15, possède le plus faible « achalandage ». Cependant, les fluctuations connaissent une amplitude extraordinaire à l'intérieur de la division : le poste 15 constate un taux de victimisation d'une succursale sur quatre, tandis

TABLEAU XI
RÉPARTITION DU NOMBRE DES SUCCURSALES
ET DU NOMBRE DE VOLS PAR DISTRICTS POLICIERS

	Nombre de succursales	Nombre de vols	Taux de victimisation
<i>Division centre</i>			
Poste 1	29	2	1/15
Poste 4	32	8	1/ 4
Poste 16	33	9	1/ 4
Poste 17	23	3	1/ 8
Total	117	22	1/ 5.4
<i>Division est</i>			
Poste 3	40	7	1/ 6
Poste 6	28	3	1/ 9
Poste 7	22	5	1/ 4
Total	90	15	1/ 6
<i>Division ouest</i>			
Poste 9	24	1	1/24
Poste 10	51	4	1/13
Poste 12	22	1	1/22
Poste 14	25	2	1/12
Poste 15	38	10	1/ 4
Total	160	18	1/ 8.9
<i>Division nord</i>			
Poste 5	3	0	0
Poste 18	30	13	1/ 2
Poste 19	45	13	1/ 3
Poste 20	37	18	1/ 2
Total	115	44	1/ 2.6
GRAND TOTAL	482	99	1/ 5

que le poste 9, pourtant situé dans la même division, ne déplore qu'un taux de victimisation d'une succursale sur vingt-quatre.

De toute évidence, la division nord fait face à des problèmes particuliers : avec un nombre de succursales sensiblement égal à celui qu'on trouve dans la division centre (115 contre 117), la division nord compte le double de vols à main armée (44 contre 22). Il n'est sans doute pas indifférent que les voies d'accès soient infiniment plus rapides dans le secteur nord de la ville et permettent ainsi aux malfaiteurs de prendre plus aisément le large.

182. Le tableau XII donne, sous le titre général de *modus operandi*, une foule de renseignements. Le Service de recherches de la Police de Montréal y a groupé les informations qui concernent le nombre d'individus impliqués dans chacun des vols, les divers déguisements utilisés, les méthodes utilisées pour obtenir l'argent des succursales bancaires ou pour prendre la fuite.

À l'examen, très peu de constantes se dégagent. (On remarquera, à la section C, que six des bandits sont considérés comme n'étant pas armés, alors que l'étude porte spécifiquement sur le vol à main armée).

On remarque qu'il existe trois groupes d'égale importance en ce qui concerne le *choix de l'armement* : 33 brandissent des mitraillettes, 30 des carabines, 30 des revolvers ou des pistolets. Il est extrêmement intéressant de noter, par ailleurs, qu'au cours de l'année 1967, aucune personne n'a été tuée ou blessée au cours d'une centaine d'attaques à main armée contre les succursales bancaires. Selon les spécialistes de la Sûreté municipale de Montréal, « *une fois sur quatre*, des violences diverses ont été commises avant, pendant ou immédiatement après le vol. *Dans tous les cas, ces actes de violence étaient purement gratuits et ne visaient qu'à effrayer*¹ ».

En ce qui concerne les moyens de fuite, il est intéressant de noter que plus d'une vingtaine de malfaiteurs ne se sont pas servis d'une automobile pour prendre la fuite. Encore là, il est fort possible qu'un certain nombre se soient, de fait, enfuis en automobile, mais qu'aucun témoin ne s'en soit aperçu. Si tel était le cas, le pourcentage déjà élevé (77 sur 99) s'élèverait encore.

TABLEAU XII

MODUS OPERANDI

A — Nombre de bandits

- Dans 21 cas le vol a été commis par 1 bandit.
- Dans 34 cas le vol a été commis par 2 bandits.
- Dans 26 cas le vol a été commis par 3 bandits.
- Dans 14 cas le vol a été commis par 4 bandits.
- Dans 4 cas le vol a été commis par 5 bandits ou plus.

B — Déguisements

Des déguisements ont été utilisés dans 83 cas ; aucun n'a été observé dans les 16 autres cas. Les déguisements utilisés sont : des lunettes sombres (13 cas) ; des bas de soie dissimulant le visage (12 cas) ; des mouchoirs (4 cas) ; des masques divers (54 cas).

¹ Ceci confirme les affirmations de Monsieur Jean-Paul Gilbert, directeur de la Police de Montréal (appendice 33).

C — Armes

La quasi-totalité des bandits étaient armés, soit dans 93 cas sur 99.

Dans 33 cas ils ont brandi des mitraillettes.

Dans 30 cas ils ont brandi des carabines.

Dans 30 cas ils ont brandi des revolvers ou des pistolets.

D — Comment les voleurs se font remettre l'argent

Dans 93 cas, il y a eu menace verbale.

Dans 3 cas, il y eut présentation d'une menace écrite.

Dans 3 cas, des méthodes différentes ont été employées.

E — Violence

Dans 74 cas, il n'y eut aucun coup de feu.

Dans 25 cas, les bandits ont tiré des coups de feu.

Dans 2 cas, les policiers se sont servis de leurs armes.

Les 25 cas de violence commise par les bandits se répartissent comme suit :

— Dans 3 cas on a tiré de la mitraillette.

— Dans 9 cas on a tiré de la carabine.

— Dans 13 cas on a tiré du revolver ou du pistolet.

F — Moyens de fuite

Dans 77 cas sur 99 les malfaiteurs se sont enfuis à l'aide d'un véhicule à moteur.

Il s'agissait, dans 68 cas, de véhicules volés. Dans 9 cas, ces véhicules volés portaient des plaques d'immatriculation elles-mêmes volées sur d'autres véhicules. Par ordre de préférence, les voleurs ont utilisé les marques de voitures suivantes, lesquelles étaient presque toutes des voitures volées :

— Dans 16 cas on utilisa une Pontiac.

— Dans 15 cas on utilisa une Chrysler.

— Dans 14 cas on utilisa une Oldsmobile.

— Dans 9 cas on utilisa une Buick.

— Dans 23 cas on utilisa diverses autres marques.

d) MONTANTS VOLÉS

(183)

183. Il demeure extrêmement difficile d'évaluer de façon précise les sommes dérobées dans les établissements bancaires. Selon l'étude déjà citée, le montant total atteindrait \$535,509, soit une moyenne de \$5,409 par vol si l'on tient compte des 99 crimes. En fait, dans 90 p. cent des cas, les voleurs ont pu s'enfuir avec le butin ; dans 9 cas, toujours selon la même étude, il n'y eut pas de butin. Par ailleurs, un montant de \$43,444 a été récupéré. Le tableau XIII fournit une répartition des montants volés ¹.

¹ Il faudra se rappeler ces chiffres lorsqu'on dénombrera les personnes impliquées dans ces crimes. On se rendra compte de l'alternative suivante : *ou bien* ce sont toujours les mêmes individus qui reviennent à la charge, *ou bien* le butin de chaque bandit est bien maigre.

TABLEAU XIII
RÉPARTITION DES MONTANTS VOLÉS

MONTANT VOLÉ			NOMBRE DE VOLS
Moins de		\$ 500	2
\$ 501	—	\$ 1,000	5
\$ 1,001	—	\$ 2,000	10
\$ 2,001	—	\$ 4,000	25
\$ 4,001	—	\$ 6,000	16
\$ 6,001	—	\$ 8,000	12
\$ 8,001	—	\$10,000	5
\$10,001	—	\$12,000	8
\$12,001	—	\$15,000	3
\$15,001	—	\$30,000	3
Plus de		\$30,000	1
TOTAL			90

III--LA LUTTE PRÉSENTE AU VOL À MAIN ARMÉE

III — LA LUTTE PRÉSENTE AU VOL À MAIN ARMÉE (184-192)

a) LE MORCELLEMENT POLICIER (184-187)

184. Face à ce problème d'envergure, comment réagissent les forces policières ? La réponse à cette question revêt une importance considérable : il importe, en effet, de déterminer si l'épidémie québécoise de vols à main armée découle de l'inefficacité de nos forces policières ou si l'on peut compter sur nos corps policiers pour l'enrayer¹. Le tableau XIV vient ajouter quelques constatations pessimistes à celles que nous avons déjà relevées. Il révèle, par exemple, que la police du Toronto métropolitain réussit mieux que la police municipale de Montréal lorsqu'il s'agit d'appréhender un voleur de banque le jour même de son crime (67.7 contre 34.5 p. cent).

TABLEAU XIV

CAS OÙ DES ARRESTATIONS ONT ÉTÉ EFFECTUÉES (1967)

	Nombre d'arresta- tions	Sur les lieux du crime	S'enfuyant des lieux	Plus tard le même jour	Nombre d'arrestations effectuées le jour même
Cité de Montréal	29	2	6	2	10 (34.5%)
Québec (hors de Montréal)	21	—	1	8	9 (42.9%)
Toronto métropolitain	31	5	7	9	21 (67.7%)
Ontario (à l'extérieur du Toronto métro- politain)	21	3	5	3	11 (52.4%)

Remarquons d'ailleurs les termes de comparaisons utilisés par le tableau XIV : Toronto *métropolitain* et Cité de Montréal. Les résultats seraient,

¹ Certains font plutôt confiance à la force de dissuasion (*deterrent effect*) des peines. Nous y viendrons (paragraphe 188-191).

vraisemblablement, encore plus désastreux s'il fallait comparer le Montréal *métropolitain*, morcelé comme il est, au Toronto *métropolitain* qui a uni ses corps policiers sous un gouvernement unique.

Nous avons déjà indiqué, à propos des différentes divisions de la Sûreté de Montréal, que la proximité des voies d'accès rendait le nord de la ville spécialement attrayant pour les voleurs de banque. Nous avons également noté que les voleurs de banque manifestaient une prédilection évidente pour les voitures au démarrage rapide. Ces explications ne suffisent cependant pas. Pour que le Québec subisse ainsi, année après année, de véritables vagues de vols à main armée et pour que le taux de détection demeure, malgré tous les efforts, à un niveau aussi insatisfaisant, il faut que notre lutte au crime souffre de handicaps insurmontables et manque de vigueur ou de ressources. Pour notre part, nous croyons, à la suite des dirigeants de la Sûreté municipale de Montréal et d'un grand nombre de spécialistes, que le morcellement des corps policiers sur l'île de Montréal et dans les environs constitue l'une des causes évidentes de l'inefficacité de notre lutte.

185. L'absence de coordination permanente nous paraît évidente et néfaste. Certes, les hommes de divers corps policiers ont appris et apprennent à collaborer entre eux, mais les différentes *institutions* préservent jalousement leur autonomie et personne ne possède encore l'autorité nécessaire pour édifier et maintenir un front commun et une politique d'ensemble.

On a maintes fois cité l'exemple du criminel qui commet un vol à main armée dans les limites de la cité de Montréal et qui n'a que quelques centaines de verges à franchir pour se trouver dans une autre municipalité. Il jouit ainsi, au moins pour quelques minutes importantes, d'une sorte d'immunité qui lui suffit amplement pour disparaître de la circulation ¹.

N'en déduisons pourtant pas prématurément que Montréal se trouve constamment en pire posture que tous les grands centres. Toronto, grâce à sa cohésion administrative, mène aujourd'hui une lutte plus efficace, mais nombre de grands centres américains ont mérité ou méritent encore aussi mauvaise réputation que Montréal. Par ailleurs, le reste du Québec a aussi sa part de problèmes (appendice 34), parce que le morcellement des forces policières sévit dans l'ensemble du Québec tout autant qu'à Montréal.

186. Au niveau du travail policier, la lutte au vol à main armée marque donc un long temps de retard, même si la statistique fait mention de certaines

¹ Certes, la poursuite, jusqu'à un certain point, peut s'effectuer, mais les difficultés pratiques se multiplient rapidement, si bien que le jugement général demeure substantiellement juste.

améliorations : meilleur pourcentage d'arrestations, moindres délais dans la procédure, augmentation proportionnellement moins rapide dans le nombre de crimes...

Au total, l'arme la plus efficace, le travail policier, souffre de différentes limitations en raison du fait que les forces policières dépendent d'autorités multiples et doivent souvent respecter des frontières géographiques dont les bandes criminelles se moquent éperdument. Comme dans d'autres secteurs du crime, les insuffisances du travail policier produisent presque nécessairement une augmentation du nombre de crimes. Dès lors, un cercle vicieux s'amorce : comme le travail policier est insuffisant, les criminels peuvent s'en donner à cœur joie ; comme les criminels se montrent plus actifs, les policiers sont de plus en plus débordés. Et la roue tourne.

187. Jusqu'à tout récemment, on avait à peine pris conscience de l'influence que pouvaient avoir le morcellement des corps policiers sur la criminalité. Aujourd'hui, l'Association des chefs de police et de pompiers elle-même déplore publiquement le manque de coordination entre les différentes forces policières et voit d'un très bon œil la création de mécanismes voués à cette tâche, comme la Commission de police.

Cependant, même les associations spécialisées, comme celle qui regroupe les banquiers canadiens, ont traditionnellement accordé plus d'importance à la sévérité des sentences qu'au regroupement des forces policières. Nous reproduisons (appendice 35) la correspondance soumise par l'Association des banquiers canadiens au Procureur général du Québec à l'automne de 1963. Il est révélateur de constater qu'à cette époque l'Association n'avait pas osé ou pas voulu aborder le problème sous cet angle de la prolifération des corps policiers. Aujourd'hui, l'idée de la collaboration et de la coordination des services policiers a fait une longue route et tous, des chefs de police aux institutions bancaires, sont aujourd'hui convaincus *qu'une des causes profondes du fort volume québécois dans certains secteurs de la criminalité est précisément le morcellement des forces policières.*

b) DES SENTENCES CONFORMES À LA MOYENNE (188-191)

188. Pendant que le public et les associations spécialisées apprenaient à se montrer plus exigeants quant à la coordination policière, l'attitude demeurait à peu près constante quant aux liens entre la sentence et la criminalité. Aussi bien en 1963 qu'en 1969, on continue à se demander : le nombre des vols à main armée et des cambriolages est-il plus grand au Québec parce que les sentences y sont systématiquement moins lourdes ?

Dans l'opinion d'un certain nombre, la cause est entendue : les criminels québécois sont traités trop miséricordieusement par les tribunaux et ils

abusent constamment de la bonté de la société à leur endroit. L'extrait suivant d'une conférence prononcée par M. Maurice A. Massé, vice-président de la Banque de Montréal, nous paraît spécialement révélateur :

À cet effet, il nous est vite apparu que la recrudescence du crime ne saurait être imputable à quelques facteurs isolés. Au contraire, il nous semble évident qu'elle est plus le reflet des nombreux problèmes auxquels doit faire face notre société. Nous pensons ici plus précisément au chômage élevé, aux moyens limités à la disposition de l'appareil judiciaire et dont le résultat le plus frappant est souvent le nombre de crimes non éclaircis et demeurant impunis. Nous avons également à l'esprit *certaines libérations conditionnelles dont les effets ont été pour le moins inquiétants*. À titre d'exemple voici un extrait d'un article publié dans *la Presse* du 16 mars 1967, sous le titre : « Libéré 1,151 jours en avance et repris 2 semaines après » :

C'est en manifestant beaucoup d'étonnement que le juge T.-A. Fontaine a accédé à une requête et signé un mandat d'emprisonnement pour 1,151 jours contre un bandit qui avait été libéré du pénitencier par la Commission des libérations conditionnelles 1,151 jours avant l'expiration de sa sentence. (La sentence était de 5 années d'emprisonnement pour 2 vols à main armée). « Alors que les vols du même genre se multiplient quotidiennement dans notre ville, a fait remarquer le juge, on est en droit de se demander si de telles réductions de sentence ne contribuent pas dans une certaine mesure à redonner de l'audace aux criminels de toutes sortes et aux bandits en particulier. »

B... avait été libéré du bagne après avoir purgé 20 mois et quelques jours de la peine qui lui avait été imposée. Deux semaines plus tard, il était repris au volant d'une auto volée et il était condamné à une nouvelle peine d'une année de détention¹.

189. Le conférencier appelait d'ailleurs à la barre des témoins un évêque américain dont les déclarations allaient encore plus loin :

Aujourd'hui, en raison de la maladresse de quelques travailleurs sociaux, de quelques juges incompetents, de penseurs à l'esprit ouaté et de certaines femmes en veine de pleurnicherie, on manifeste de la compassion non pas à l'être qui a été victime, mais à celui qui a assailli ; non pas aux policiers, mais aux trafiquants de narcotique. Les nouveaux sauveurs d'une société pervertie disent : « Je ne te condamne pas ! Va et pêche encore plus ! » Puissent ces magistrats et travailleurs sociaux, qui nient la différence entre le bien et le mal, apprendre, sans être eux-mêmes victimes d'attentat, que tout criminel n'est pas nécessairement un malade.

Ceci suffit amplement pour que le public reconnaisse des thèses maintes fois et éloquemment défendues. Que la force de dissuasion des peines réapparaisse au moment de discuter de la lutte aux vols à main armée, voilà qui est assurément normal. Le recours aux armes à feu est, à juste titre, aux yeux de l'opinion publique, l'un des crimes les plus dangereux qui soient.

¹ Conférence prononcée lors du colloque organisé par la Société de criminologie du Québec à l'université de Montréal le 20 avril 1968.

Cependant, on se trompe si l'on croit que la prolifération des vols à main armée au Québec provient du laxisme manifesté par les tribunaux québécois. En effet, la moyenne des sentences accordées pour vols dans les banques range le Québec dans l'honnête moyenne des provinces canadiennes. Le tableau XV montre, par exemple, que le vol à main armée vaut à son auteur 6½ ans de détention s'il est commis au Québec, 6 ans et 3 mois de détention s'il est commis en Ontario, 8 ans de détention s'il est commis en Alberta et 8 ans et 5 mois s'il est commis en Colombie-Britannique.

TABLEAU XV

MOYENNE DES SENTENCES IMPOSÉES POUR VOLS DANS LES BANQUES — 1966

	À main armée	À main non armée
Colombie-Britannique	8 ans et 5 mois	3 ans et 2 mois
Alberta	8 ans	4 ans
Saskatchewan	—	—
Manitoba	3 ans et 6 mois	—
Ontario	6 ans et 3 mois	3 ans et 4 mois
Québec	6 ans et 6 mois	3 ans et 11 mois
Nouveau-Brunswick	—	—
Nouvelle-Écosse	5 ans	—
Île-du-Prince-Édouard	—	—
Terre-Neuve	—	—

À certains égards, les sentences québécoises ne sont quand même pas satisfaisantes. En effet, selon certains théoriciens de la sentence exemplaire, il serait normal d'imposer des sentences plus lourdes lorsque sévit une épidémie. En d'autres termes, le Québec devrait imposer des sentences *plus* lourdes que l'Ontario puisque notre moyenne de vols à main armée est infiniment plus considérable que celle de la province voisine. Ces gens soulignent, dans cet esprit, que la Colombie-Britannique, face à un problème à peu près identique, intervient avec des sentences qui sont, en moyenne, de 2 ans plus longues que les sentences québécoises (8 ans et 5 mois contre 6 ans et 6 mois). Sur ce terrain, les partisans de la sentence exemplaire, il faut le reconnaître, semblent assez près de la vérité : les sentences québécoises ne sont pas, dans l'ensemble, exemplaires, mais on ne peut reprocher au Québec de se montrer plus miséricordieux que les autres provinces. Devant les chiffres, il faut reconnaître que les sentences imposées au Québec se tiennent tout près de la moyenne nationale.

190. Le tableau XVI complète les informations fournies au paragraphe précédent. Il fournit la liste des sentences rendues pour vols à main armée dans les banques au cours de l'année 1966 dans les trois provinces canadiennes les plus impliquées dans ce type de criminalité.

TABEAU XVI

SENTENCES IMPOSÉES POUR VOLS À MAIN ARMÉE DANS LES BANQUES — 1966

Sentence suspendue	Québec	Ontario	Colombie-Britannique
1 an		1	
2 ans	4		1
3 ans	4	2	
4 ans	5	1	1
5 ans	15		1
6 ans	1	1	
7 ans	1	3	
		(5 coups de fouet ajoutés dans un cas)	
8 ans	3	1	
9 ans	1		
10 ans	5	1	1
11 ans			
12 ans		1	
13 ans	1		
14 ans	1		1
15 ans			
16 ans			1
17 ans			
18 ans			
19 ans	1		
20 ans	1		
Sentences au total	43	11	6

Il est difficile de généraliser en quelque manière que ce soit à partir des informations fournies par ce tableau. On pourrait remarquer, d'une part, que 28 des sentences rendues au Québec se situent entre un et 5 ans, tandis que 50 p. cent des sentences rendues en Colombie-Britannique se situent entre 10 et 16 ans de détention. Par contre, il faudrait également signaler que le Québec est la seule province à rendre des sentences de plus de 16 ans (une de 19 ans, une de 20 ans). Il faudrait également souligner qu'aucune des senten-

ces rendues au Québec dans les cas de vols à main armée dans les banques ne portait sur moins de 2 ans.

On le voit, il devient extrêmement aléatoire de tirer des conclusions générales à partir d'un nombre de sentences somme toute limité. Certes, dans certains cas isolés, on pourrait aisément faire la preuve qu'un individu a carrément et délibérément abusé de la mansuétude du tribunal ou de la générosité de la Commission des libérations conditionnelles. Cependant, la marge demeure trop mince entre le Québec et les autres provinces canadiennes en matière de sentences pour qu'on puisse y trouver l'explication principale et concluante de l'énorme écart qui existe entre le Québec et les autres provinces quant au nombre d'attaques à main armée contre les succursales bancaires.

Nous hésitons donc à emboîter le pas à l'Association des banquiers canadiens qui préférerait, en 1968 comme en 1963, expliquer une (large) partie de notre criminalité de violence par la mansuétude judiciaire. L'Association des banquiers canadiens, face au tableau XVI, écrivait, en effet :

34,9 p. cent de ceux qui sont condamnés au Québec reçoivent une sentence dont la durée dépasse 5 ans ; en Ontario, la proportion des sentences excédant 5 ans est de 63,6 p. cent ; en Colombie-Britannique, la proportion est de 50 p. cent.

191. L'Association des banquiers canadiens poursuivait son analyse de la même manière lorsqu'elle déclarait :

Même si l'on tient compte de ce que dans la province de Québec les Cours de justice ont accordé quelques sentences sévères, ce qui élève la moyenne des termes, les chiffres que l'on relève dans les tableaux qui précèdent indiquent qu'un traitement plus indulgent est généralement accordé aux criminels québécois coupables d'un vol à main armée dans une banque.

Pour dissiper toutes les incertitudes d'interprétation, l'Association tirait alors sa propre conclusion :

Tenant compte du fait que, dans le Québec, les vols commis aux banques sont d'une nature plus violente, il semblerait indiqué que les sentences accordées à ceux qui sont coupables de ces crimes soient plus sévères. Les banques estiment que les sentences données par les Cours de justice jouent un rôle important dans la prévention et le contrôle du crime et, même s'il est difficile d'établir une comparaison équitable et complète des sentences accordées par diverses juridictions, on a le sentiment que les sentences accordées par les tribunaux dans la province de Québec n'ont pas correspondu de façon appropriée au niveau élevé et au genre de crimes qui existent dans la province¹.

Selon la Commission, cette évaluation du problème ne nous paraît pas s'imposer. D'une part, il n'est pas du tout certain, ainsi que l'a révélé le travail effectué par la Sûreté de Montréal, que la violence soit plus répandue dans les vols à main armée québécois que dans ceux des autres provinces. D'autre part, la preuve n'est pas faite, à notre avis, que les tribunaux québé-

¹ Mémoire soumis par l'Association des banquiers canadiens, 30 novembre 1967.

cois se soient montrés indûment miséricordieux. En effet, avant même qu'interviennent les éléments humains dont les tribunaux ont certes tenu compte, on constate que le Québec se situe à peu près dans la moyenne canadienne. Enfin, si l'on veut s'en prendre à la lenteur de notre administration judiciaire, il faut sans doute poser autant de questions aux corps policiers qu'à la magistrature. En d'autres termes, il est sans doute important que les tribunaux procèdent avec la plus grande célérité possible pour juger le voleur de banque, mais il est plus important encore que les forces policières interviennent avec vigueur et rapidité pour élucider un plus grand nombre de crimes ¹.

c) FAIBLE TAUX DE DÉTECTION POLICIÈRE (192)

192. Nous avons déjà noté que le morcellement des forces policières explique en bonne partie l'inefficacité de la lutte au vol à main armée. Il ne faudrait cependant pas en déduire que les corps policiers se sont croisé les bras devant l'épidémie.

TABLEAU XVII

RÉSULTATS DES ENQUÊTES DE POLICE

Au 1er avril 1968, date de l'étude, soit 3 mois après la fin de l'année :

- 24 des 99 affaires avaient été solutionnées.
- 46 des 250 malfaiteurs impliqués avaient été arrêtés.

Sur les 46 arrestations :

- 22 sont survenues au moment même du vol ou immédiatement après le vol.
- 9 sont survenues en moins d'une semaine après le vol.
- 8 sont survenues entre une semaine et un mois après le vol.
- 6 sont survenues entre 1 mois et 6 mois après le vol.
- 1 est survenue 8 mois après le vol.

L'arrestation fut effectuée :

- dans 37 cas par des policiers.
 - dans 7 cas par des employés de banque.
 - dans 2 cas par des témoins.
-

Le tableau XVII fournit, en ce qui concerne Montréal, le résultat des enquêtes de police. Les chiffres sont établis trois mois après la fin de l'année 1967 et concernent les crimes commis au cours de cette année. Les chiffres ne

¹ Sans toujours l'affirmer ouvertement, divers représentants des services de sécurité des banques laissent entendre que les délits se multiplient parce que les tribunaux se montrent incapables de fermer. À titre d'exemple, on lira le texte de M. Léon Pronovost, service de sécurité de la Banque Provinciale du Canada, dans *2^e Congrès de Criminologie du Québec*, Éditions Beauchemin, 1969, pp. 154-158.

sont donc pas nécessairement complets, puisqu'il est parfaitement possible que le temps joue en faveur des policiers et permette de résoudre au cours des prochaines semaines ou des prochains mois des crimes qui pour l'instant demeurent un mystère.

Dans l'état actuel des choses, une affaire sur quatre a été éclaircie. La proportion des malfaiteurs arrêtés est encore plus faible, puisque seulement 46 des 250 malfaiteurs impliqués ont été arrêtés. Il y a lieu, cependant, de nuancer cette dernière affirmation, puisqu'il est parfaitement possible que certains malfaiteurs aient commis plus d'un crime et que le chiffre de 250 comporte, en effet, un fort pourcentage d'erreurs. Il n'en demeure pas moins que le nombre d'arrestations montre, une fois de plus, que l'efficacité des corps policiers du Québec ne peut guère se comparer avec celle qu'on trouve chez les polices des autres provinces et en particulier chez la police torontoise.

Le tableau XVII révèle, en outre, que la majorité des arrestations surviennent au moment même du vol ou très peu de temps après. En somme, les chances d'appréhender le ou les criminels sont beaucoup meilleures si la police est en mesure d'intervenir dans le vif de l'action ou très tôt après le crime.

Enfin, il est spécialement intéressant de noter qu'un pourcentage appréciable (9 sur 46) des arrestations ont été effectuées soit par des employés de banques soit par des témoins. Certes, les employés de banques dont il est question sont généralement d'anciens policiers et un certain nombre d'entre eux étaient, jusqu'à tout récemment, armés. Ceci invite à de multiples réflexions : d'une part, les institutions bancaires ont fait un effort notable pour assurer elles-mêmes la sécurité de leurs succursales ; d'autre part, quelque chose cloche dans l'intervention policière, puisque la majorité des criminels peuvent s'échapper et puisque environ 20 p. cent des criminels appréhendés le sont par d'autres que les corps policiers.

IV — PERSPECTIVES IMPORTANTES

IV — PERSPECTIVES IMPORTANTES

(193-201)

a) ORIENTATION DES RÉFLEXIONS

(193-194)

193. Nous nous sommes contentés jusqu'à maintenant de chiffres datant des années 1962 à 1966. Au fur et à mesure que la statistique plus récente est devenue disponible, on a pu se rendre compte que les prévisions les plus pessimistes formulées au cours des années précédentes se réalisaient et même s'assombrissaient. En d'autres termes, les corps policiers devaient se résigner à ce que la réalité soit pire encore que ce que laissaient prévoir les plus sombres pronostics. Par exemple, l'Association des banquiers canadiens laissait entendre que l'année 1967 verrait une succursale bancaire sur quinze attaquée par une bande armée. La pratique a révélé que, au cours des six premiers mois de l'année subséquente, le taux avait atteint *une succursale sur douze*.

En date du 18 avril 1969, une livraison du *Time* faisait du Québec un portrait extrêmement sévère. Le Québec y prenait carrément l'allure d'une province où le revolver faisait encore la loi dans différents milieux. La revue citée affirmait, par exemple, que le montant des pertes subies quotidiennement par les établissements bancaires était à peu près à son sommet dans la ville de Montréal (New York seulement atteignait un taux supérieur). D'autre part, on considérait que le taux d'appréhension et de détection policière était, dans le cas du Québec, à un niveau anormalement bas.

Au total, la situation québécoise semble donc passablement sombre. Le nombre des vols à main armée et des cambriolages de banques, malgré certaines détériorations subies par l'Ontario, continue à classer le Québec dans la catégorie des régions terriblement éprouvées par le fléau. D'autre part, le taux de détection policière se maintient, malgré les différentes améliorations apportées, à un niveau si bas que chaque bande criminelle a 80 chances sur 100 d'échapper à toute appréhension et même à tout interrogatoire.

Quant au reste, le Québec diffère fort peu des autres provinces canadiennes et même des états américains. Autrement dit, les sentences qui frappent les voleurs de banques sont substantiellement les mêmes à travers les différentes provinces canadiennes. La Commission des libérations condi-

tionnelles adopte une politique générale à l'endroit des différents voleurs de banques et des différentes catégories de cambrioleurs et rien ne permet de soupçonner que les criminels québécois bénéficient d'un traitement plus favorable que ceux des autres provinces. Il n'en demeure pas moins que le taux de criminalité *violente* contre la propriété se maintient, en raison des vols à main armée québécois, à un niveau élevé : le Québec, ainsi que nous l'avons indiqué (volume III, tome I, première partie), n'a pas à se reprocher d'une augmentation anormale dans le domaine de la criminalité violente contre la propriété, mais il doit sans doute faire son examen de conscience quant aux augmentations québécoises qui surviennent dans les catégories les plus inquiétantes de ce type de criminalité ¹.

L'article du *Time* auquel nous venons de nous référer soulève, à cet égard, une hypothèse intéressante. Selon un professeur de l'Université McGill, les criminels québécois n'auraient pas le sentiment de léser la société québécoise en attaquant une succursale bancaire. Le phénomène d'*aliénation nationale* serait, en effet, parvenu à un tel degré d'exaspération que nos criminels eux-mêmes ne parviendraient pas à considérer les établissements bancaires comme appartenant à la collectivité québécoise. *Voler une banque équivaudrait à voler un parfait étranger.*

194. À notre avis, il n'existe pas de réponse facile aux différentes questions que pose l'engouement québécois pour le vol à main armée. Par ce qui précède, on aura compris aisément qu'il faut mettre en œuvre différents moyens pour libérer notre société de cette plaie. À l'heure actuelle, il est extrêmement difficile et presque nécessairement arbitraire de choisir les réformes les plus urgentes et les plus fécondes. Des réformes doivent se produire sur le plan de la législation elle-même aussi bien que sur le plan de la sentence, autant sur le plan du travail policier qu'à l'intérieur des banques.

Sur le plan de la législation, on peut envisager, par exemple, une aggravation de la peine dans le cas de ceux qui utilisent le déguisement. On pourrait encore exiger une définition plus précise de l'arme à feu et montrer une sévérité plus grande dans le cas des enregistrements.

Sur le plan de la sentence, le problème se pose de façon encore plus délicate. Il n'est ni souhaitable ni possible qu'une Commission comme la nôtre s'en prenne à l'intime conviction du juge. Par ailleurs, nous avons vu qu'un grand nombre d'analystes attribuent à la mansuétude des tribunaux

¹ Répétons que ce terme de « violence contre la propriété » peut et doit être constamment remis en question. De l'avis même de la police de Montréal, la violence n'était pas présente dans tous les vols à main armée étudiés.

québécois notre triste championnat dans le domaine des vols de banques à main armée. On pourrait donc suggérer une action draconienne au niveau des sentences ¹.

On pourrait également attribuer la priorité au travail policier. Toutefois, même en œuvrant prioritairement dans ce secteur, on peut envisager plusieurs grandes orientations :

- 1 — On peut, par une législation supplémentaire, mettre de nouveaux mécanismes à la disposition des corps policiers : table d'écoute, mandat de perquisition...
- 2 — On peut surtout exiger des policiers qu'ils regroupent leurs forces et apprennent à former un front commun.

Autant d'avenues ouvertes, autant d'interventions possibles dont il importe d'évaluer les mérites et la fécondité.

b) LUTTE SUR PLUSIEURS FRONTS (195-201)

1 — Responsabilités des banques (195-197)

195. Ces différentes hypothèses de travail valent un examen. Elles orientent nos recommandations en diverses directions.

a) À notre avis, les institutions bancaires portent elles-mêmes une responsabilité dans la multiplication des vols à main armée. Certes, ainsi que l'affirment les dirigeants de ces institutions, des sommes passablement considérables sont constamment investies dans de nouveaux dispositifs de sécurité et même dans les primes offertes à ceux qui peuvent fournir des renseignements sur les réseaux de voleurs de banques. Cependant, ces précautions et ces dépenses ne doivent pas faire oublier que les différentes institutions bancaires ont aujourd'hui tendance à transformer leurs succursales en autant de salons d'exposition.

¹ Pour notre part, nous estimons qu'aucune preuve concluante n'a encore été offerte à l'appui de cette affirmation. En d'autres termes :

- 1 — il n'est pas prouvé, selon nous, que les tribunaux québécois donnent systématiquement des sentences moins lourdes aux voleurs de banques ;
- 2 — on n'a pas prouvé encore, à notre avis, que les longues sentences d'emprisonnement aient été plus efficaces que d'autres sentences dans la lutte aux vols à main armée.

b) Nous n'accusons pas les institutions bancaires de favoriser les vols à main armée ! Cependant, on ne peut dissocier complètement l'architecture des institutions bancaires de ce genre de crimes. S'il fallait que les marchands de fourrures exposent leurs produits sur la place publique comme le font les institutions bancaires, il est probable que nous devrions faire face très rapidement à une série de vols en ce domaine. Les banques n'ont pas le droit de se désintéresser de cet aspect du problème, sous peine de ressembler à celui qui majore ses profits tout en laissant à d'autres le soin de prendre les précautions nécessaires ou de payer les pots cassés ¹.

Depuis plusieurs années, les méthodes de prévention adoptées par les banques ont été révisées constamment dans le but de réduire les risques et les pertes. Tous les moyens suggérés par les autorités policières ou offerts par certains fabricants sont étudiés sérieusement et utilisés lorsqu'ils sont jugés aptes à diminuer les possibilités du vol.

En 1964, un expert indépendant a poursuivi une enquête approfondie sur les systèmes d'alarme en service dans les succursales. Faisant suite à son rapport, avec la collaboration des fabricants, certains de ces dispositifs d'alarme furent transformés et modernisés de façon à en améliorer l'efficacité dans la mesure du possible. Ces systèmes, reliés aux Centrales des compagnies de protection ou directement à des postes de police, répondent à toutes les exigences des « Underwriters » et des autorités policières. Dans la province de Québec seulement, les banques à charte ont dépensé, au cours des six dernières années, plus de \$2.7 millions pour l'installation de systèmes d'alarme modernes, dont l'entretien coûte plus de \$230,000. par année.

Des sommes considérables ont été investies dans la construction de voûtes et l'achat d'équipement servant à la protection de leurs biens et ceux de leur clientèle. Les voûtes, coffres-forts et les caisses ont été équipés de façon à ce qu'ils ne puissent être ouverts lorsque les malfaiteurs font leur apparition.

Depuis les dix dernières années, quelques banques ont organisé leur propre service de sécurité sous la direction d'anciens policiers. D'autre ont retenu les services d'agences de sécurité privées. Ces agents sont en relation constante avec les divers corps policiers et ont fréquemment l'occasion de prendre part aux enquêtes en fournissant des renseignements qui permettront dans certains cas de les conduire à bonne fin.

Ces services sont au courant des moyens de prévention employés aux États-Unis et les utilisent s'ils sont avantageux pour leur institution respective. On estime le coût annuel d'administration de ces services à plus de \$300,000. Leur tâche consiste principalement à prévenir les vols, les fraudes et les défalcatiions ; protéger les employés et leur enseigner la façon de se comporter lorsqu'ils ont à affronter des bandits et des faussaires ; inspecter les succursales et agences pour étudier la vulnérabilité des moyens de protection et en améliorer le rendement ; vérifier l'état des voûtes, coffres-forts et systèmes d'alarme ; recommander l'adoption de règlements et l'émission éventuelle d'instructions concernant la sécurité et voir à leur observance.

¹ Les banques ont d'ailleurs voulu répondre d'avance à de telles insinuations. Elles l'ont fait dans des textes qui prouvent à défaut d'autre chose, un souci de sécurité plus grand au Canada qu'aux États-Unis.

Les banques à charte collaborent étroitement avec les gouvernements et les autorités policières. En 1963, elles ont soumis des mémoires au ministre de la Justice du Canada et au ministre de chacune des dix provinces dans le but de les assister dans leurs efforts pour combattre le crime et la violence. La même année, elles ont participé à une enquête mondiale, menée par la Police Criminelle internationale (Interpol), sur les moyens de protection utilisés dans les Institutions bancaires. Les résultats de cette enquête ont permis de constater que les moyens de prévention contre les vols sont plus perfectionnés au Canada que dans la majorité des pays. En novembre 1967, elles ont soumis un long mémoire et fait des représentations à la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale dans la province de Québec. Au cours des dernières années, des rencontres ont eu lieu avec certains groupes de représentants du ministère des Postes dans le but d'étudier le problème des attaques sur les camions postaux et les bureaux de postes. A la suite de ces entrevues, elles ont accepté de modifier considérablement leur procédure d'expédition d'argent et de valeurs par courrier recommandé ; ce qui eut pour résultat de réduire les risques de pertes et de vols tout en augmentant les coûts d'exploitation. Déjà dès 1924, l'Association des banquiers canadiens a institué une politique de récompense, laquelle consiste à gratifier les citoyens qui renseignent les forces policières et les assistent dans leurs enquêtes afin d'appréhender les auteurs de vols de banque et les traduire devant les tribunaux. A mon avis, ceci constitue un atout important dans l'arrestation et la condamnation des criminels. Pour la période du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1966, l'Association a remis 374 récompenses en argent, pour une somme globale de \$209,498. De ce nombre, 109 pour un montant de \$81,698. se rapportaient à des vols commis dans la province de Québec.

Pour attester que les banques font de sérieux efforts pour se protéger, j'attire votre attention sur un article paru dans le « Daily Commercial News » de Toronto, le 29 mars 1966, sous le titre « Sécurité », dont la version française pourrait être interprétée comme suit :

« Il s'agit de Monsieur Ralph Groves, un architecte montréalais, qui revenait de New York où il avait participé à une réunion de conseillers en sécurité.

Monsieur Groves était d'avis que parmi les commentaires qui avaient été enregistrés, certains devaient être signalés aux lecteurs de « Daily Commercial News. »

L'un d'eux est que le Canada peut être devancé dans certains domaines par les États-Unis, mais pas dans celui de la sécurité.

L'architecte Groves a en outre déclaré ce qui suit :

« Récemment, à New York, lors d'une étude très détaillée sur le mécanisme de sécurité dans les banques, on a comparé les dispositifs d'alarme installés dans les places d'affaires de certaines banques canadiennes avec ceux des banques américaines de la même importance et on a comparé aussi les mesures de protection adoptées par les dirigeants respectifs de ces institutions.

Avec étonnement, on a constaté que le Canada était en avant dans le domaine de l'efficacité et de l'administration. Ces constatations ont été établies par des analystes en sécurité qui forment un groupe d'experts représentant presque tous les domaines du génie de la science et de la psychologie criminelle ; ce sont des hommes qui se font une spécialité de protéger les institutions bancaires dans leur manipulation des lingots d'or,

de billets de banque et de valeurs de toutes sortes. Ils facilitent aussi la protection des centres gouvernementaux où l'argent est mis en circulation et même prêtent leur appui aux galeries d'art et aux musées.

Quelques-uns de ces conseillers qui poursuivent actuellement des enquêtes sur la sécurité pour le compte des banques canadiennes à Montréal et à Toronto ont affirmé que les méthodes de construction des édifices bancaires au Canada sont de beaucoup plus avancées ici que chez eux.

Après une inspection des succursales de certaines banques dans les petites villes du Canada, d'un océan à l'autre, un conseiller, le docteur D. Hurst, a déclaré que les moyens de protection dans les banques canadiennes étaient de 12 p. cent supérieurs à ceux des banques américaines de catégories identiques. Il a ajouté que dans les plus petites villes canadiennes, les succursales de ces banques étaient pourvues de voûtes et chambres fortes dispendieuses et que ce fait était tout à l'honneur des administrateurs des banques canadiennes.

L'analyste W.N. Kearns a révélé qu'à l'occasion d'une visite au Canada, à titre d'aviseur sur le problème des vols à main armée, il avait constaté que les administrateurs des banques canadiennes ne se contentaient pas de suivre le cours normal des choses mais qu'ils étaient anxieux de trouver une solution à ce genre de crime. Il était aussi persuadé que le résultat des études entreprises par les banques canadiennes leur donnerait des années d'avance sur les banques américaines.

Il faut souligner ici l'apport des compagnies d'assurance dans la prévention du crime, puisqu'elles ont déjà commencé à accorder des taux de faveur aux banques qui ont implanté des méthodes nouvelles de sécurité dans leurs activités. »

Je crois qu'il y a lieu de réfuter certaines critiques dirigées contre les banques concernant les méthodes de protection qu'elles utilisent et leur attitude à l'égard des pertes subies, sous prétexte qu'elles sont assurées. Nous entendons dire occasionnellement que : « Les banques se fichent des pertes subies lors de vols à main armée ou par effraction. » J'admets que les banques sont assurées contre ce genre de pertes et ceci pour la même raison que les autres entreprises prudentes s'assurent contre les pertes par le feu, etc.

Toute personne renseignée sait que dans l'évaluation des risques et des primes d'assurances, l'expérience des pertes constitue le facteur le plus important et lorsqu'elle est mauvaise les primes subissent des augmentations proportionnelles. Ceux qui prétendent que les banques se contentent d'assurer leurs pertes sont tout à fait dans l'erreur. Une telle attitude n'aurait pour résultat aucun avantage, pécuniaire ou autre.

On dit fréquemment que dans les nouvelles succursales bancaires, l'architecture moderne, les comptoirs ouverts et dépourvus de cage comme on en voyait dans les locaux d'il y a plusieurs années, sont une invitation aux bandits. Ce point peut sembler valable pour plusieurs, mais je me permets de poser la question suivante : « Quelle serait l'utilité d'une cage lorsque le personnel à l'intérieur et à l'extérieur a à faire face à des bandits armés jusqu'aux dents ? »

Les banques pourraient probablement rendre leurs succursales inattaquables. Toutefois, le service à la clientèle en souffrirait et serait inefficace et désagréable.

On répète souvent que les banques au Québec devraient maintenir des gardes armés dans leurs succursales. Cette mesure de protection a été étudiée

sérieusement. Il est probable qu'un garde armé pourrait tenir en respect le bandit solitaire ou l'amateur. Cependant, il existe de nombreuses preuves à l'effet qu'il ne peut rien contre les bandes organisées qui font la pluie et le beau temps dans la province de Québec.

Je pourrais citer plusieurs cas où un garde a été désarmé et où, plus récemment encore, l'un d'eux a été tué dans un échange de coups de feu avec une bande de voleurs. Pour que les gardes dans les succursales de banques puissent agir efficacement, ils devraient être aussi bien armés que les bandits et prêts à faire feu aussi rapidement que ceux-ci sans tenir compte des raisons importantes qui les en empêchent, telle la sécurité des témoins, par exemple.

À tout considérer, il faut bien admettre que les gardes armés ne constituent pas la solution du problème qui doit être envisagé dans la province de Québec.

Pour conclure, je dois dire que je suis d'avis que les banques font tout leur possible pour se protéger contre les bandits et qu'elles multiplient les efforts pour améliorer les moyens de prévention dont elles disposent. Elles collaborent pleinement avec les autorités dont la mission est de combattre le crime et protéger la société.

J'admets qu'il ne sera jamais possible d'éliminer complètement les vols de banques, toutefois je suis d'avis que l'épidémie de vols de tous genres qui sévit depuis quelques années dans la province de Québec peut être enrayée et que le problème relève surtout des forces de l'ordre qui semblent avoir plus ou moins perdu le contrôle de la situation dans le domaine de la prévention du crime et de la violence.

196. Il faut replacer ce problème dans une juste perspective. Nous avons indiqué précédemment (volume 3, tome I) que les fraudes discrètes coûtent aux institutions bancaires et au public infiniment plus que tous les vols à main armée. D'autre part, il est certain que la tendance moderne des affaires est de faire disparaître le plus possible l'argent de papier et les espèces sonnantes. Tout cela invite à différentes réflexions.

Depuis quelques années, on a déjà remarqué que les montants volés dans les institutions bancaires avaient tendance à diminuer. Certes, le nombre de crimes commis augmente dans le Québec, dans l'Ontario et en Colombie-Britannique. Cependant, le montant des pertes ne marque aucun accroissement considérable. La situation, à maints égards, se présente comme si un même nombre de criminels étaient aujourd'hui contraints de perpétrer un nombre plus grand de crimes pour obtenir les mêmes sommes d'argent qu'autrefois.

Par ailleurs, on garde l'impression que les banques ont évalué, comme il était normal de le faire, les risques financiers et humains que comporte la présente épidémie de vols à main armée. De façon louable, les banques se sont attachées surtout à assurer la sécurité de leur personnel et de leur clientèle. On a donc, en différents endroits, retiré au personnel des institutions bancaires et des caisses populaires les armes à feu qu'ils possédaient. Cette

mesure a été prise afin d'empêcher que des fusillades éclatent à l'intérieur des institutions, ce qui aurait mis en danger la vie des membres du personnel ou des clients.

Par contre, les institutions bancaires semblent avoir calculé que les pertes encourues à la suite de vols à main armée demeurent, somme toute, si minimes qu'il serait ridicule de transformer radicalement l'architecture de la plupart des succursales et de redonner aux banques des allures de forteresses. Nous savons que les établissements bancaires du Québec ont dépensé au cours de 1967 une somme de près de \$3,000,000 dans l'espoir d'établir des dispositifs de sécurité plus efficaces. Nous sommes assurés, cependant, que les institutions bancaires ont encaissé au cours de la même année des profits infiniment plus considérables qui indiquent bien la rentabilité de la présente architecture bancaire...

197. Un point mérite un surplus de réflexion : faut-il inclure les armes à feu parmi les précautions que doivent prendre et utiliser les institutions bancaires ?

À notre avis, absolument rien n'indique que le fait d'armer le personnel des banques ait jamais joué un rôle quelconque dans la lutte contre les vols à main armée. La statistique démontrerait aisément que les caissiers ou les directeurs de succursales eux-mêmes ne se servent jamais de leurs armes. Par manque d'expérience autant que par souci de ne pas faire courir de risques inutiles aux clients qui se trouvent dans l'établissement au moment d'un crime, le personnel des banques préfère de beaucoup de ne pas intervenir et laisser filer les bandits.

En somme, le souci premier et compréhensible du personnel sera d'éviter qu'une fusillade se produise à l'intérieur ou aux abords immédiats de l'établissement. D'autre part, les personnes armées sont, la plupart du temps, neutralisées elles-mêmes avant d'avoir eu le temps de se servir de leur arsenal. Si l'on entend dépenser des sommes supplémentaires pour améliorer les dispositifs de sécurité à l'intérieur des institutions bancaires, nous estimons qu'on ferait beaucoup mieux de multiplier le nombre de sonneries d'alarme à la disposition du personnel, plutôt que de transformer le personnel des institutions bancaires en corps policiers.

Nous n'incluons pas dans ces remarques ceux dont la profession est précisément d'agir comme agents de sécurité et qu'on devrait engager plus souvent. Les chiffres déjà cités (tableau XVII) indiquent qu'environ 20 p. cent des arrestations ont été effectuées par des employés ou des témoins.

2 — Recherches sur l'efficacité policière

(198-199)

198. Nous insistons de nouveau pour que l'on attache toute l'importance souhaitable à la recherche qui concerne ce secteur de la criminalité. Jusqu'à

maintenant, les différentes hypothèses soulevées ne rejoignent pas le fond du problème.

— Il est certain, par exemple, que nos corps policiers ne possèdent pas la coordination souhaitable. Cependant, d'autres régions canadiennes et nord-américaines souffrent du même mal sans encourir les mêmes méfaits.

— Au niveau de la sentence, le Québec, de façon générale, ne se situe pas hors de la moyenne nationale.

— L'architecture bancaire est substantiellement la même au Québec que dans les autres provinces canadiennes ou dans les états américains, quand elle n'est pas meilleure.

Ceci dit, le problème demeure. Les attaques sont plus nombreuses au Québec ; les attaques sont, au Québec infiniment plus qu'ailleurs, l'œuvre de groupes organisés et constamment munis de déguisement ; au Québec, le taux de détection policière est à son plus bas niveau.

Pour ne citer qu'un exemple des recherches qui s'imposent, le nombre de fausses alertes provenant des établissements bancaires a de quoi surprendre l'observateur. Le tableau XVIII indique, en effet, que le service de la police de Montréal a répondu en un an à 3,884 fausses alertes provenant de succursales bancaires, soit une moyenne d'environ 8 fausses alertes pour chaque succursale de banque ou chaque caisse populaire de la ville de Montréal.

De tels chiffres dépassent l'entendement. Cependant, si l'on essaie de les relier au nombre d'attaques commises contre chaque type d'institutions, on plonge plus profondément encore dans l'incertitude. Par exemple, la Banque Toronto-Dominion dont le taux de victimisation est le plus élevé (12 succursales attaquées sur 32) est aussi celle qui se permet le moins grand nombre de fausses alertes (4.7 par succursale).

Ces chiffres soulèvent une nouvelle série d'hypothèses. Il est possible, en effet, de mettre en parallèle le nombre d'attaques à main armée perpétrées contre chaque institution bancaire et le nombre de fausses alertes qui proviennent de chaque institution. On constitue ainsi (tableau XIX) des relations qui sont, à première vue, révélatrices. En effet, dans un premier groupe, *les banques les plus lourdement touchées par les attaques*, la Banque Toronto-Dominion et la Banque Provinciale, *commettent un moins grand nombre de fausses alertes que les autres* : la moyenne s'établit à 13 fausses alertes par attaque dans le cas de la Banque Toronto-Dominion et à 20 fausses alertes par attaque dans le cas de la Banque Provinciale.

Dans un deuxième groupe, on trouve la Banque Canadienne Nationale (1 succursale sur 4 est attaquée), la Banque Royale (même taux de victimisation), la Banque de la Nouvelle-Écosse (1 succursale sur 5 est attaquée) et la Banque d'Épargne (1 succursale sur 6 est attaquée). Le nombre de fausses alertes par attaque suit d'assez près ce classement. En effet, la Banque de la

Nouvelle-Écosse effectue 28 fausses alertes par attaque, la Banque Royale du Canada compte 32 fausses alertes par attaque, la Banque Canadienne Nationale se permet 34 fausses alertes par attaque, tandis que la Banque d'Épargne atteint un taux de 40 fausses alertes par attaque. La Banque de Montréal se situe presque au même niveau que la Banque d'Épargne (9 vols contre 53 succursales) et commet en moyenne 66 fausses alertes par attaque.

TABLEAU XVIII

NOMBRE DE FAUSSES ALERTES PROVENANT DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Institutions	Nombre de succursales	Nombre de fausses alertes	Fausse alerte par succursale
Caisses populaires	98	769	7.8
Banque Canadienne Nationale	84	781	9.3
Banque de Montréal	55	597	10.9
Banque Royale du Canada	55	445	8.1
Banque d'Épargne	53	360	6.8
Banque Provinciale	48	353	7.4
Banque Canadienne Impériale	34	315	9.3
Banque Toronto-Dominion	32	152	4.7
Banque de la Nouvelle-Écosse	21	112	5.3
Autres banques	2	0	0
TOTAL	482	3,884	8.1

TABLEAU XIX

NOMBRE DE VOLS À MAIN ARMÉE PAR RAPPORT AU NOMBRE DE FAUSSES ALERTES PROVENANT DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Institutions	Nombre de vols à main armée	Nombre de fausses alertes	Fausse alerte par vol à main armée
Caisses populaires	7	769	110/1
Banque Canadienne Nationale	23	781	34/1
Banque de Montréal	9	597	66/1
Banque Royale du Canada	13	445	32/1
Banque d'Épargne	9	360	40/1
Banque Provinciale	18	353	20/1
Banque Canadienne Impériale	3	315	105/1
Banque Toronto-Dominion	12	152	13/1
Banque de la Nouvelle-Écosse	4	112	28/1
Autres banques	1	0	

Dans une catégorie à part, on trouve la Banque Canadienne Impériale dont le taux de victimisation atteint à peine une succursale sur 11 et les Caisses populaires pour lesquelles le taux de victimisation est de 1 succursale sur 14. Si l'on établit la relation entre le nombre de fausses alertes et le nombre d'attaques, on découvre que les succursales les moins souvent atta-

quées se sont permis un nombre fantastique de fausses alertes : 105 fausses alertes par attaque dans les succursales de la Banque Canadienne Impériale et 110 fausses alertes par Caisse populaire attaquée.

199. Il serait excessif, évidemment, de prétendre conclure à partir de chiffres aussi fragmentaires. Cependant les relations constatées suffisent à justifier des travaux dans cette direction.

Dans l'état actuel de la statistique, il semble tout de même vraisemblable que la véritable force de dissuasion réside dans la rapidité de l'action policière. Alors que la sentence ne semble avoir aucun impact, le taux de victimisation s'abaisse rapidement dès qu'un contact constant semble s'être établi entre les établissements bancaires et les postes de police. Certes, il n'est pas question d'approuver ou de systématiser d'inutiles fausses alarmes. Personne ne pourra nier cependant que les bandits semblent s'éloigner des établissements bancaires qui ont pour politique de faire appel aux corps policiers au moindre indice suspect. Les recherches conduites sur une période plus longue pourront soit confirmer soit infirmer une telle hypothèse. Si elle devait s'avérer juste, nul doute que les institutions bancaires travailleraient beaucoup plus à améliorer les contacts entre leurs succursales et les postes de police qu'à faire pression pour majorer les sentences.

3 — Recherches sur les criminels

(200-201)

200. Pour montrer à quel point la recherche demeure indispensable nous empruntons à la Sûreté municipale de Montréal une autre série d'informations (tableaux XX, XXI et XXII) sur la typologie des voleurs de banques, sur leurs antécédents judiciaires et sur l'efficacité de notre administration de la justice face à ce secteur de la criminalité.

Les renseignements sur la typologie des voleurs nous apprennent que les voleurs de banques ont généralement 27 ans, peu d'instruction, peu de compétence professionnelle, peu de stabilité affective. Au tableau XXI, on remarque, à coup sûr, la longueur de la plupart des « feuilles de route ». Cependant, on remarque que 8 des 46 inculpés sont venus aux vols à main armée sans qu'on les ait jamais soupçonnés d'un autre crime. Ceci rend le bilan des récidivistes encore plus impressionnant. En effet, les 199 crimes et délits antérieurs doivent désormais se répartir entre 38 individus (et non pas 46). À première vue, ce tableau XXI nous invite à réfléchir sur le taux de détection policière. À compter du moment où l'immense majorité des attaques à main armée contre les institutions bancaires sont commises par des récidivistes, le travail policier consisterait, semble-t-il, à vérifier les faits et gestes de criminels déjà connus.

Cette affirmation est d'autant plus fondée que le groupe de 38 récidivistes est apparemment responsable d'un grand nombre de crimes de violence

de toute nature : coups et blessures, attentats sexuels, infractions en rapport avec des armes offensives... Comme le nombre de criminels violents demeure, somme toute, limité et passablement stable (cf. tome I), le champ des vérifications demeure assez restreint. La recherche reprend ici tous ses droits : elle permettra de savoir si la majorité des crimes de violence sont commis par quelques rares individus, si la plupart des récidivistes ici impliqués sont déjà connus des corps policiers pour des crimes de violence, si même l'ensemble des vols à main armée est l'œuvre d'un groupe extrêmement restreint... On saura mieux, à ce moment, combien d'individus se sont partagé le demi-million de dollars volé en un an à Montréal.

TABLEAU XX

TYPOLOGIE DES VOLEURS

Les descriptions de suspects ayant très peu de valeur, tant par suite de l'énervement des témoins que par suite du très grand nombre de cas où des déguisements furent utilisés — nous rappelons qu'il y eut 83 cas de déguisement — c'est à partir des individus arrêtés que nous avons préféré tenter de dresser une typologie des voleurs de banques.

A — *Sexe*

Les 46 individus arrêtés étaient des hommes. Toutefois, parmi les descriptions des 250 suspects qui ont participé aux vols de banques, 5 auraient été des femmes.

B — *Origine ethnique*

- dans 36 cas les inculpés étaient des Canadiens-français,
- dans 4 cas les inculpés étaient des Canadiens-anglais,
- dans 5 cas les inculpés étaient des Italiens,
- dans 2 cas les inculpés appartenaient à d'autres nationalités.

C — *Âge*

La moyenne d'âge des individus arrêtés pour vol d'établissement bancaire est de 27 ans. Leur répartition par groupes d'âge est la suivante :

- 2 individus avaient moins de 18 ans,
- 10 individus avaient entre 18 et 22 ans,
- 14 individus avaient entre 23 et 27 ans,
- 11 individus avaient entre 28 et 32 ans,
- 6 individus avaient entre 33 et 37 ans,
- 3 individus avaient plus de 38 ans.

D — *Instruction*

- dans 1 cas l'inculpé était illettré,
- dans 32 cas l'inculpé avait reçu une formation primaire,
- dans 10 cas l'inculpé avait reçu une formation secondaire,
- dans 3 cas on ne possédait pas de renseignement.

E — *État civil*

- 34 individus se sont déclarés célibataires,
- 12 individus se sont déclarés mariés.

F — *Profession*

- 7 individus se sont déclarés « chômeurs »,
- 14 individus se sont déclarés « journaliers »,
- 14 individus ont déclaré exercer un métier,
- 3 individus se sont déclarés « commerçants »,
- 1 individu exerçait un travail de bureau,
- dans 8 cas, aucun renseignement n'apparaissait au dossier.

TABLEAU XXI

ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

La plupart des individus arrêtés n'en étaient pas à leur premier méfait comme l'indiquent les chiffres suivants. Sur 46 inculpés

- 35 avaient des casiers judiciaires depuis qu'ils étaient adultes,
- 23 avaient des condamnations du temps où ils étaient des mineurs,
- 8 seulement n'avaient aucun dossier ni comme adulte ni comme mineur.

Quant au contenu quantitatif et qualitatif de ces casiers, il est impressionnant. On relève en effet :

- 9 crimes de coups et blessures,
- 7 attentats sexuels,
- 39 vols qualifiés,
- 28 cambriolages,
- 19 vols de véhicules à moteur,
- 34 vols simples,
- 14 infractions en rapport avec des armes offensives,
- 49 crimes et délits divers,

soit un bilan imposant de 199 crimes et délits pour 46 individus, lesquels, ne l'oublions pas, ont à peine 27 ans.

TABLEAU XXII

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Au 1er avril 1968, 30 cas sur 46 avaient été jugés et 16 affaires étaient encore pendantes devant les tribunaux.

Les décisions de justice dans ces 30 cas furent les suivantes :

- 7 accusés ont été libérés,
- 3 accusés ont été internés,
- 2 accusés ont bénéficié d'un sursis de sentence avec mise à l'épreuve,
- 18 accusés ont été condamnés à des peines de prison.

Les sentences d'emprisonnement variaient de 4 mois à 25 ans. De fait :

- 3 individus ont été condamnés à moins d'un an de prison,
- 3 individus ont été condamnés à 2 ans de pénitencier,
- 2 individus ont été condamnés à 3 ans de pénitencier,
- 1 individu a été condamné à 4 ans de pénitencier,
- 2 individus ont été condamnés à 6 ans de pénitencier,
- 2 individus ont été condamnés à 7 ans de pénitencier,
- 2 individus ont été condamnés à 8 ans de pénitencier,
- 1 individu a été condamné à 15 ans de pénitencier,
- 2 individus ont été condamnés à 25 ans de pénitencier.

Quant aux délais de justice, ils sont significativement moins longs dans le cas des affaires jugées que dans le cas des affaires pendantes. En effet, dans le cas des affaires jugées, il s'est écoulé en moyenne 4.3 mois entre le moment de l'arrestation et la décision du tribunal, tandis que dans le cas des affaires pendantes, la moyenne de temps écoulé à la date de l'étude était de 9 mois.

201. Le tableau XXII permet d'étendre le champ de ces réflexions.

1 — On constate que la police de Montréal avait conservé dans la liste *auteurs de crime*, des accusés dont l'innocence a été établie par le tribunal : *sept accusés ont été libérés...*

2 — On constate également que trois des accusés ont été internés, ce qui invite une question supplémentaire : quelle partie des casiers judiciaires appartient à des individus jugés inaptes à subir leur procès ou identifiés comme malades mentaux ?

On le voit, l'étude effectuée par la Sûreté de Montréal permet déjà de renouveler la plupart des idées reçues en matière de criminalité violente contre la propriété. On peut soupçonner, en effet, que la rapidité d'intervention policière et même le simple contact avec la police jouent autant et plus que la sévérité des sentences formulées par les tribunaux. Par ailleurs, l'étude permet de s'interroger de façon beaucoup plus valable sur l'identité des criminels. Même si un certain nombre de questions demeurent en suspens, nous croyons donc que l'orientation donnée par ces recherches est la bonne et la plus féconde. Elle seule peut conduire à la connaissance et à la réhabilitation des criminels, sans quoi il n'y aura jamais pour la société de protection efficace.

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1 — Depuis plusieurs années, le Québec déplore presque constamment plus de vols à mains armée que toutes les autres provinces canadiennes réunies (paragraphe 169).

2 — Le Québec possède un moins grand nombre de succursales bancaires que l'Ontario et il ne faut pas chercher dans des chiffres de ce genre une explication des déplorables statistiques québécoises.

3 — Si l'on établit les statistiques proportionnellement au nombre de succursales bancaires, seule la Colombie-Britannique en arrive à des chiffres presque aussi considérables que le Québec : en 1966, une succursale bancaire sur dix-huit était attaquée en Colombie-Britannique ; une sur quinze au Québec.

4 — La majorité des pertes financières surviennent également au Québec : certaines sources indiquent que le Canada avait perdu, en quatre ans et demi, sept millions de dollars dont quatre millions neuf cent milles au Québec.

5 — Le Québec est la seule province où les vols à main armée soient constamment l'oeuvre de groupes composés de bandits masqués (paragraphe 173).

6 — Les statistiques semblent indiquer une augmentation plus rapide du nombre de vols à main armée en Ontario qu'au Québec.

7 — Le taux de détection policière est beaucoup plus faible au Québec que dans l'ensemble du Canada : en 1967, 64 p. cent des 112 bandits ontariens avaient été traduits devant les tribunaux ; 19 p. cent des 449 bandits québécois avaient été arrêtés et jugés.

8 — Les plaidoyers de culpabilité sont beaucoup plus fréquents devant les tribunaux ontariens qu'au Québec : 81 p. cent en Ontario contre 38 p. cent au Québec (paragraphe 176).

9 — Grâce à de très sensibles améliorations effectuées récemment, les procédures judiciaires du Québec dans le cas des vols à main ar-

mée sont aujourd'hui presque aussi rapides qu'en Ontario. En 1964, 284 jours contre 130 ; en 1966, 148 jours contre 115.

10 — Dans le cas de Montréal, le taux de victimisation atteignait en 1967 une succursale sur cinq (paragraphe 180).

11 — Le taux de victimisation varie d'une succursale sur quatorze (1/14) dans le cas des Caisses populaires à une succursale sur trois (1/3) dans le cas de la Banque Provinciale et de la Banque Toronto-Dominion.

12 — Il semble que certains quartiers, particulièrement ceux où les voies d'accès sont plus nombreuses, soient plus propices au vol à main armée : avec un nombre de succursale sensiblement égal à celui qu'on trouve dans la division centre de la police de Montréal (115 contre 117), la division nord compte le double de vols à main armée (44 contre 22).

13 — Selon les spécialistes de la Sûreté municipale de Montréal, « une fois sur quatre, des violences diverses ont été commises avant, pendant ou immédiatement après le vol. Dans tous les cas, ces actes de violence étaient purement gratuits et ne visaient qu'à effrayer » (paragraphe 182).

14 — Pour les cas où il a été possible d'obtenir des renseignements, la moyenne s'établit à \$5,409. par vol.

15 — La moyenne des sentences accordées pour vol à main armée range le Québec à peu près au niveau des provinces canadiennes atteintes du même fléau. Par exemple, le vol à main armée vaut à son auteur 6½ ans de détention s'il est commis au Québec, 6 ans et 3 mois s'il est commis en Ontario, 8 ans s'il est commis en Alberta, 8 ans et 5 mois s'il est commis en Colombie-Britannique (paragraphe 189).

16 — Dans un effort pour mieux assurer la sécurité de leur clientèle et de leur personnel et pour mieux protéger l'argent qui leur est confié, les établissements bancaires du Québec ont dépensé au cours de 1967 une somme de près de trois millions de dollars en dispositifs de sécurité (paragraphe 196).

17 — Le nombre de fausses alertes provenant des établissements bancaires a de quoi surprendre : le service de la police de Montréal, par exemple, a répondu en un an à 3,884 fausses alertes, soit une moyenne d'environ huit fausses alertes pour chaque succursale bancaire ou chaque caisse populaire de la ville de Montréal (paragraphe 198).

18 — Les institutions bancaires dont le taux de victimisation est le plus élevé (Banque Toronto-Dominion : douze succursales attaquées sur 32) sont aussi celles qui se permettent le moins grand nombre de fausses alertes (4.7 par succursale).

19 — Les renseignements disponibles décrivent le voleur de banque comme un célibataire de 27 ans, peu instruit, sans grande compétence professionnelle et sans stabilité affective.

20 — Huit des 46 inculpés montréalais sont venus au vol à main armée sans qu'on les ait jamais condamnés pour un autre crime. D'autre part, le groupe de 38 récidivistes est apparemment responsable d'un grand nombre de crimes de violence de toute nature : coups et blessures, attentats sexuels, infractions en rapport avec des armes offensives...

21 — L'examen de la statistique québécoise en matière de vol à main armée contre les institutions bancaires a révélé à la fois que :

1) le taux des victimisations était moindre lorsque les succursales bancaires communiquaient plus fréquemment avec les corps policiers ;

2) le nombre d'attaques à main armée est plus considérable et le taux de détection policière plus faible dans les régions où la coordination policière est insuffisante.

22 — **RECOMMANDATION 1 :**

Que l'Assemblée nationale du Québec revise la loi de police pour rendre obligatoire une plus grande coordination des forces policières et pour constituer des centres de décision régionaux qui seront pourvus d'une autorité considérable sur les différents corps policiers d'une région ou d'une grande agglomération.

23 — La loi de police, dans sa teneur actuelle, ne méconnaît pas l'importance des télécommunications entre les différents corps policiers. Nous nous bornons donc à souhaiter qu'on comprenne de mieux en mieux la valeur d'un réseau d'information dans l'établissement d'une véritable coordination policière.

24 — **RECOMMANDATION 2 :**

Que les Centres régionaux appelés à prendre les décisions policières soient également des Centrales d'information à la disposition des corps de police locaux ou du corps de police régional.

25 — Certains récents amendements soumis à la Chambre des Communes du Canada et adoptés dans le cadre du bill « Omnibus » permet-

tront de surveiller de plus près l'enregistrement des armes à feu. D'autre part, l'autorité provinciale n'a pas encore rempli complètement les devoirs qui lui incombent en ce qui a trait à l'application de cet article du Code. Certes, le Code n'allait pas toujours assez loin, mais le Québec ne faisait même pas ce qui était permis par le Code.

26 —

RECOMMANDATION 3 :

Que le Gouvernement du Québec émette lui-même les permis de port d'arme et qu'il vérifie auprès des maisons d'armes à feu pour s'assurer qu'un permis correspond à chaque vente d'armes.

27 — Conscients du fait que le pire problème québécois en matière d'attaques à main armée contre les institutions bancaires provient de la présence et de l'action de bandes organisées, nous nous sommes demandés s'il ne fallait pas amender les textes de loi pour en tenir compte. Différents organismes, en effet, nous ont recommandé une majoration de la peine dans le cas des voleurs de banque qui recourent au déguisement pour éviter l'enquête policière. D'autre part, face aux statistiques déjà citées, ne convient-il pas de majorer la peine pour le criminel qui, délibérément, agit à l'intérieur d'un groupe criminel structuré ? C'est là poser le problème du rôle dévolu au magistrat dans la lutte au crime. C'est également poser tout le problème de la force de dissuasion des peines.

28 — Pour notre part, nous ne réclamons pas que des sentences plus prolongées frappent les coupables, mais nous sommes assurément d'accord pour que les magistrats considèrent comme un facteur alarmant le fait qu'un individu agit à l'intérieur d'une bande organisée. En d'autres termes, l'association criminelle intervient comme un signal d'alarme. La sentence ne sera peut-être pas plus longue, mais elle réclamera alors explicitement l'entrée en scène de spécialistes des sciences humaines.

29 — Nous insistons sur la nécessité absolue de réhabiliter un plus grand nombre de voleurs de banque. Nous savons, en effet, que les récidivistes sont responsables de la majorité de ces crimes. Nous savons également, depuis les travaux effectués par l'Institut de criminologie de l'Université de Cambridge que « le voleur à main armée appartient incontestablement à la catégorie des criminels les plus dangereux : opérant en bande, utilisant des techniques précises qui exigent souvent une intelligence supérieure à la moyenne » (cf. Deuxième Congrès de Criminologie du Québec p. 136). Nous savons encore que « ce sont des prédateurs, la plupart du temps récidivistes, relativement peu perméables aux efforts exigés pour une éventuelle et hypothéti-

que resocialisation. Il s'agit de personnes qui ont épousé le genre de vie criminelle » (Ibidem, p. 136).

Ces faits décrivent l'ampleur du problème ; ils éloignent la solution, mais ne la rendent certainement pas moins désirable.

30 — Le recours au déguisement provient en partie de ce que les auteurs des vols à main armée sont des individus déjà connus de la police et pour qui l'anonymat est un besoin impératif. Certaines exceptions surviennent, ainsi que nous l'avons mentionné, mais l'affirmation générale demeure valable. Par ailleurs, aussi longtemps que les récidivistes seront simplement neutralisés derrière les murs d'une prison, ils reviendront constamment à ce type de criminalité, ils continueront de s'associer entre eux pour constituer sans cesse de nouvelles bandes et ils utiliseront de nouveaux déguisements qui frustreront la police dans ses efforts. Pour ces raisons, il faut souhaiter qu'un nombre grandissant de voleurs de banque soient soumis à un traitement approprié et intensif pour briser le cercle vicieux.

31 — **RECOMMANDATION 4 :**

Que le fait pour un individu d'avoir commis des crimes de violence en s'associant délibérément et lucidement avec un groupe organisé soit considéré par les tribunaux comme un facteur aggravant et qu'on en déduise l'absolue nécessité d'un traitement spécial.

32 — De la même manière, le déguisement nous paraît une preuve flagrante du propos délibéré et nous considérons que les magistrats ont le droit et le devoir de traiter les criminels masqués en conséquence. La statistique canadienne révèle, en effet, que le pourcentage des arrestations diminue lorsque se multiplient les déguisements. Les institutions bancaires ont eu beau se doter de la télévision en circuit fermé, le résultat est loin d'être satisfaisant pour la bonne raison que le film d'un vol ne permet que rarement l'identification des criminels. Le déguisement oblige en outre les forces policières à renoncer à toute arrestation à moins qu'elle ne survienne sur les lieux même du crime : il est extrêmement difficile, en effet, d'identifier après coup le bandit masqué et il suffira du plus fragile alibi pour innocenter l'accusé.

33 — **RECOMMANDATION 5 :**

Que les tribunaux québécois considèrent le port du déguisement comme une circonstance aggravante et qu'ils en déduisent la nécessité absolue d'un traitement spécial.

34 — Nous attirons ici l'attention sur l'urgence d'équiper la zone métropolitaine de Montréal d'hélicoptères légers qui dépendraient directement du Centre de coordination couvrant l'ensemble du territoire.

Les expériences concluantes déjà tentées à Los Angeles permettent de croire que les hélicoptères constitueraient, dans un grand nombre de cas, la réponse à notre présent problème de vol à main armée dans la métropole (cf. appendice 36). Au rythme où se produisent les attaques à main armée contre les institutions bancaires de la région de Montréal, un ou deux hélicoptères auraient du travail de façon à peu près constante.

35 —

RECOMMANDATION 6 :

Que les corps policiers de la région de Montréal signent au plus tôt une entente pour mettre en service des hélicoptères légers qui dépendront directement d'un centre de coordination et de décision métropolitain.

36 — Banques et Caisses populaires s'interrogent encore à l'heure actuelle sur l'opportunité d'armer ou de ne pas armer le personnel de leurs succursales. Dans le passé, la politique à ce sujet est demeurée passablement instable. Certains établissements ont, de fait, armé leurs employés ou un certain nombre d'entre eux. D'autres ont toujours préféré s'abstenir. D'autres, enfin, ont adopté au cours des années des politiques différentes.

A notre avis, il est inutile et dangereux d'armer le personnel des institutions bancaires. Si l'on entend assurer aux banques une protection constante, mieux vaut recourir à un personnel de sécurité spécialement formé à cette fin.

37 —

RECOMMANDATION 7 :

Qu'aucun employé de banque ou de Caisse populaire ne soit muni d'une arme, à moins que sa formation et ses fonctions exclusives n'en fassent un professionnel de la sécurité et de l'intervention armée.

38 — Sans qu'on puisse toujours le vérifier, il semble bien qu'un certain nombre d'obligations volées au cours d'attaques à main armée ou de cambriolages ne soit jamais retrouvé pour la bonne raison qu'elles dorment dans les coffrets de sûreté des institutions bancaires et y servent même, affirme-t-on, de valeurs collatérales. Corps policiers et compagnies d'assurances ont, à notre avis, un intérêt direct à obtenir des institutions bancaires un supplément d'information dans ce domaine.

39 —

RECOMMANDATION 8 :

Que les corps policiers et les compagnies d'assurances étudient en collaboration avec les institutions bancaires, la possibilité de mieux vérifier la nature exacte des valeurs collatérales qui servent de caution auprès des banques.

40 — Déjà éclairée par quelques travaux de recherche très valables, la situation québécoise mérite d'intéresser les chercheurs pour longtemps encore. On commence à peine à poser des questions précises et l'on amorce encore plus lentement les travaux de recherche qui seraient indispensables.

41 — **RECOMMANDATION 9 :**

Que le ministère de la Justice du Québec, en collaboration avec la Sûreté du Québec et la Sûreté municipale de Montréal, entreprenne ou autorise des travaux de recherche sur le vol à main armée.

42 — A titre d'exemple, nous citons ici, sans nécessairement les endosser tous dans leur rédaction actuelle, les sujets de recherche que suggérerait devant le Deuxième Congrès de Criminologie du Québec (1968), Monsieur Guy Tardif, chargé de planification au service de la Police de Montréal :

a) Certains établissements bancaires sont nettement plus victimisés que d'autres : la question est de savoir pourquoi.

b) Les moyens de protection des banques ne semblent pas tellement efficaces. Une étude sérieuse s'impose de ce côté là.

c) N'y aurait-il pas un lien entre l'architecture des institutions bancaires et leur taux de victimisation ?

d) Le nombre élevé de fausses alertes, en plus d'être onéreux, constituerait en soi une source de danger. Ces deux affirmations répandues dans les milieux policiers, devront être vérifiées.

e) L'étude des vols de banque démontre que le morcellement du territoire et de l'effort de police constituent une entrave à l'efficacité. Qu'attend-on pour agir dans un domaine où Toronto nous a précédés de dix ans, à savoir « un service de police métropolitain » ?

f) D'où viennent ces mitraillettes, ces pistolets et ces revolvers ? S'il est vrai qu'aucun instrument de ce genre n'est fabriqué au Canada, ils doivent être importés et, dans ce cas, comment se fait-il qu'on ne puisse exercer un meilleur contrôle ?

g) La facilité avec laquelle certains véhicules-moteurs peuvent être volés devrait faire l'objet d'une étude spéciale.

h) A-t-on besoin de tant d'argent dans les tiroirs-caisses ? Et puis, tandis qu'on y est, pourquoi ne pas étudier les effets que pourrait avoir la généralisation du chèque et des écritures bancaires dans presque toutes les transactions ?

i) Ces mesures préventives ne devraient-elles pas être complémentées par un service de renseignements efficace ? Puisque la police

connaît déjà les spécialistes des vols de banque — se rappeler que 80 p. cent ont un casier judiciaire — ne devrait-on pas pouvoir suivre les activités de ces individus sinon à la trace, du moins à l'aide d'appareillage électronique ?

j) Pour les vols qu'elle n'aura pas pu prévenir, la police ne devrait-elle pas être en mesure d'entrer en scène plus rapidement ?

k) Ne devrait-on pas étudier immédiatement les avantages qu'il y aurait à utiliser l'aviation légère et particulièrement l'hélicoptère, et cela non seulement dans les situations d'urgence, mais comme mode de patrouille ?

l) Quel serait l'impact d'une véritable police judiciaire de type européen sur la solution des vols de banque ? D'aucun prétende qu'il faudra en venir à cette professionnalisation des enquêteurs. Cette question devra également être étudiée.

m) Enfin, il y aurait lieu de regarder du côté des tribunaux et des agences pénales et post-pénales en ce qui concerne les délais de justice, la disparité des sentences, la réhabilitation en institution, la liberté surveillée. Des mesures adéquates de défense sociale devraient pouvoir être prises à l'égard d'individus qui se révèlent des non sociaux irréductibles et des récidivistes notoires.

43 — Pour notre part, nous croyons que la présente évolution économique réduit constamment le volume d'argent liquide mis en circulation par les institutions bancaires. Nous ne croyons donc pas que le vol à main armée puisse longtemps majorer ces dégâts. Au contraire, nous croyons que, déjà, les voleurs de banque doivent multiplier leurs méfaits parce que leurs prises diminuent en importance. À l'heure actuelle, les dommages causés par le vol à main armée ne se comparent d'aucune manière avec les pertes qu'entraînent les fraudes de toute nature ; avec les années, le décalage ira croissant.

44 — Au total, l'effort doit porter sur plusieurs fronts :

a) Rôle des institutions bancaires : les institutions bancaires ont certainement avantage à reviser périodiquement leurs dispositifs de sécurité. Par ailleurs, les institutions bancaires ont un net avantage à poursuivre leur évolution en ce qui a trait au volume d'argent liquide conservé dans leurs établissements.

b) Rôle des corps policiers : les corps policiers doivent, avant tout, améliorer la coordination entre leurs différents services. Dans la région de Montréal, en particulier, il serait urgent que les corps policiers consentent tous à faire l'expérience d'un service de surveillance et de chasse utilisant des hélicoptères légers (appendice 36). Enfin, comme les

statistiques disponibles indiquent un abaissement du taux de victimisation lorsque s'accroît le nombre de fausses alertes, les corps policiers s'efforceront de garder les avantages de ces contacts, tout en éliminant si possible les inconvénients et les dépenses inutiles qui découlent de ces incidents.

c) Rôle de la magistrature : les juges peuvent, sans risque d'erreur, considérer les voleurs de banque qui sont intégrés à des groupes criminels et surtout ceux qui recourent au déguisement comme des individus requérant un traitement spécial.

d) Rôle du législateur : différentes mesures devraient permettre d'exercer un contrôle plus efficace sur la vente et l'enregistrement des armes à feu. D'autre part, le pouvoir provincial devra exercer les pressions nécessaires pour mettre fin au morcellement policier et pour accélérer les travaux de recherche sur différents secteurs de la criminalité québécoise.

TROISIÈME PARTIE

LES VOLS D'AUTOMOBILES

(202-234)

LES VOLS D'AUTOMOBILES

(202-234)

202. Dans nos commentaires sur la criminalité non violente contre la propriété, nous avons noté que le Québec porte, aujourd'hui encore, moins que sa responsabilité normale. En d'autres termes, le pourcentage québécois dans les chiffres canadiens n'est pas encore comparable à celui que devrait nous valoir notre démographie. Pourtant, le Québec accapare la part du lion dans certains secteurs, comme celui des vols d'automobiles auquel nous consacrons le prochain chapitre.

Différents représentants des corps policiers ont affirmé devant la Commission que le Québec subissait plus que sa part de vols d'automobiles. La plupart d'entre eux n'hésitaient d'ailleurs pas à affirmer que notre province constitue un territoire d'élection pour les voleurs. De la même manière, les centrales d'information reliées aux différentes compagnies d'assurance qualifient la situation québécoise d'alarmante et de spécialement critique.

De façon générale, nous devons endosser ce jugement. Nous nous réservons cependant le droit, au cours de cette étude, d'apporter certaines nuances à des jugements excessivement globaux. Ici encore, nous recourrons massivement à la statistique de façon à vérifier si « la véritable épidémie de vols d'automobiles que connaît le Québec »¹ nous place vraiment dans une situation différente des provinces voisines et des États américains. Comme nous l'avons fait pour la faillite frauduleuse et pour le vol à main armée, nous tenterons une analyse générale de la situation et nous proposerons différentes améliorations aux méthodes actuelles de prévention et de lutte.

¹ *Mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau*, p. 2.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862, on the subject of the land grant to the State of California.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862, on the subject of the land grant to the State of California.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862, on the subject of the land grant to the State of California.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862, on the subject of the land grant to the State of California.

6. The sixth part of the document is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862, on the subject of the land grant to the State of California.

I—LA SITUATION

I — LA SITUATION

(203-206)

a) LE NOMBRE DE VÉHICULES VOLÉS

(203)

203. La statistique disponible provient du Bureau fédéral de la statistique et permet une comparaison entre le Québec et les autres provinces canadiennes.

Comme document de base, nous reproduisons donc ici (tableau XXIII) les chiffres du Bureau fédéral de la statistique qui fournissent à la fois :

- a) le nombre de véhicules volés de 1963 à 1966 ;
- b) le taux de vols par 100,000 véhicules immatriculés ;
- c) le taux de recouvrement.

Dès le premier coup d'œil, les chiffres provoquent différentes surprises. D'une part, contrairement aux affirmations les plus courantes, il est impossible d'établir que le nombre de véhicules volés augmente rapidement et considérablement d'année en année. Certes, le nombre de véhicules volés au cours de l'année 1966 sur le plan canadien était d'environ 1,300 de plus qu'en 1963. En revanche, le sommet de la courbe remonte à 1964, alors que 40,325 véhicules avaient été dérobés à leurs propriétaires.

Au Québec, les progrès sont encore plus notables. En quatre ans, le nombre de véhicules volés a diminué de 2,222, ce qui signifie une baisse de 15 p. cent dans le nombre de véhicules volés sur le territoire québécois. Au cours de la même période, l'Ontario voyait son nombre de vols passer de 11,911 à 14,001, et subissait ainsi une hausse de plus de 2,000. En fait, depuis 1965, l'Ontario déplore un plus grand nombre de vols d'automobiles que le Québec.

La Colombie-Britannique, de son côté, sans atteindre les sommets du Québec et de l'Ontario, voyait quand même une augmentation de plus de 25 p. cent en quatre ans (3,882 contre 4,966) quant au nombre de vols.

En chiffres absolus, par conséquent, on peut remarquer que :

- 1 — Le nombre de vols d'automobiles est, depuis 1965, plus considérable en Ontario que dans le Québec ;
- 2 — Pendant que le Québec voyait son nombre absolu de vols diminuer d'environ 15 p. cent, l'Ontario voyait le sien augmenter d'une pro-

portion égale, tandis que la Colombie-Britannique augmentait d'environ 25 p. cent ;

- 3 — Des augmentations sensibles se produisent dans les provinces suivantes : Nouveau-Brunswick, Saskatchewan et Terre-Neuve.

TABLEAU XXIII
NOMBRE DE VÉHICULES VOLÉS DE 1963 À 1966 PAR RAPPORT
AUX TAUX DE VOLS PAR 100,000 VÉHICULES IMMATRICULÉS
ET DE RECOUVREMENT

	Véhicules volés	Taux par 100,000 véhicules immatriculés	Taux de recouvrement
Canada			
1963	37,700	620.6	92.6 %
1964	40,325	631.9	91.7
1965	37,419	558.3	91.7
1966	39,023	554.7	94.9
Terre-Neuve			
1963	449	565.3	99.6
1964	362	411.4	98.9
1965	492	530.3	99.8
1966	515	538.1	99.8
Île-du-Prince-Édouard			
1963	78	220.9	100.0
1964	109	310.9	99.1
1965	93	250.3	100.0
1966	111	314.5	100.0
Nouvelle-Écosse			
1963	752	354.7	97.9
1964	667	299.3	99.6
1965	759	324.8	96.6
1966	756	322.3	98.3
Nouveau-Brunswick			
1963	505	322.1	99.4
1964	576	348.4	97.9
1965	586	336.0	99.0
1966	716	389.8	94.6
Québec			
1963	14,752	1,067.6	84.1
1964	14,342	995.1	81.3
1965	12,469	842.1	79.8
1966	12,530	805.1	89.8

TABLEAU XXIII (suite)

	Véhicules volés	Taux par 100,000 véhicules immatriculés	Taux de recouvrement
Ontario			
1963	11,911	525.1	98.4 %
1964	14,099	592.1	97.9
1965	13,491	536.1	97.9
1966	14,001	529.6	96.6
Manitoba			
1963	1,592	490.1	98.2
1964	1,582	466.0	98.0
1965	1,320	385.6	98.4
1966	1,505	421.9	97.7
Saskatchewan			
1963	1,118	292.5	98.6
1964	1,333	336.0	97.4
1965	1,193	285.0	97.2
1966	1,363	310.8	98.2
Alberta			
1963	2,594	462.8	95.3
1964	2,745	470.3	97.3
1965	2,363	389.4	98.7
1966	2,461	385.2	97.6
Colombie-Britannique			
1963	3,882	586.0	98.9
1964	4,413	615.8	95.1
1965	4,589	583.6	96.3
1966	4,996	595.5	98.7
Yukon et Territoires du Nord-Ouest			
1963	67	606.0	100.0
1964	97	821.0	100.0
1965	64	510.6	100.0
1966	69	525.2	100.0

**b) LE TAUX DE VOLS PAR 100,000
IMMATRICULATIONS**

(204-205)

204. Il convient évidemment de tempérer ces chiffres en les ramenant à une échelle commune. En effet, le nombre d'immatriculations et la population sont si différents d'une province canadienne à l'autre qu'il serait utopique et injuste de vouloir comparer *les chiffres absolus* d'une province avec ceux qui

proviennent d'une autre. Le Bureau fédéral de la statistique a donc choisi, comme base de calcul, le nombre d'immatriculations. En d'autres termes, on établira le nombre de vols d'automobiles en tenant compte de l'ampleur du parc automobile de chaque province.

Ce critère se justifie autant que d'autres puisque l'augmentation du parc automobile s'effectue désormais à un rythme ralenti et suit à peu près l'accroissement de la population. Toutefois, l'accroissement démographique a moins d'importance que le rajeunissement de la population qui, lui, devrait tempérer les statistiques.

Expliquons-nous sur ce point. La majorité des vols d'automobiles sont perpétrés par des jeunes et, dès lors, *il importerait d'établir en termes statistiques l'évolution du nombre de vols par rapport au nombre de jeunes de moins de dix-huit ans ou de moins de vingt ans*. En formulant de telles réflexions, nous ne prétendons invalider en aucune manière les chiffres fournis par le Bureau fédéral de la statistique. Nous regrettons simplement que les bases de calcul, surtout sur le plan provincial, ne mettent pas assez l'accent sur les relations entre certains secteurs de la criminalité et l'âge de la population.

205. Telles qu'elles existent, les statistiques démontrent que le Québec demeure dans une catégorie à part. Les chiffres de 1963, par exemple, attribuaient au Québec un taux de 1,067.6 véhicules volés par 100,000 immatriculations, contre 525.1 pour l'Ontario. En 1963, la moyenne nationale était de 620.6, en raison surtout des chiffres québécois.

Cette nouvelle façon d'envisager la réalité permet, toutefois, de constater une fois de plus la rapide amélioration des données québécoises. En l'espace de quelques années, soit de 1963 à 1966, le taux québécois s'abaisse d'environ 20 p. cent, passant de 1,067 à 805, pendant que le taux ontarien se maintient sensiblement au même niveau (525 contre 529). La Colombie-Britannique, autre province fortement touchée par les vols d'automobiles, ne parvenait pas plus que l'Ontario à abaisser son taux (586 en 1963 ; 595 en 1966). C'est dire qu'en l'espace de quatre ans, le Québec a réussi à combler la moitié de l'écart qui le séparait de ses deux plus proches rivales.

c) LE TAUX DE RECOUVREMENT

(206)

206. Le troisième élément offert par le Bureau fédéral de la statistique présente lui aussi des motifs d'espoir. Il permet, par ailleurs, de localiser notre principal problème.

La statistique révèle, en effet, que le Québec a constamment recouvré de 15 à 20 p. cent moins de véhicules volés que les autres provinces. De 1963 à 1966, par exemple, le Québec ne parvient jamais à atteindre un taux de

recouvrement de 90 p. cent, tandis que toutes les autres provinces canadiennes se maintiennent constamment au-dessus de ce seuil.

Ceci fournit la description du cercle vicieux où nous nous débattons : les vols sont plus nombreux chez nous parce que les voleurs y trouvent plus facilement l'immunité ; le taux de recouvrement est plus bas chez nous parce que nos policiers ne savent où donner de la tête tant les vols se multiplient... De fait, on déformerait à peine la statistique en affirmant que notre taux de recouvrement se relève au fur et à mesure que s'abaisse le nombre de vols. Inversement, on pourrait affirmer avec la même vraisemblance que les vols ont diminué à mesure qu'augmentaient les recouvrements.

Le Québec, en somme, n'est pas encore au niveau de la moyenne nationale, malgré de très sensibles améliorations dans l'abattement du nombre de vols et dans l'augmentation du taux de recouvrement, mais il y a lieu de croire qu'un redressement complet aura été réalisé d'ici peu.



II — LA VERSION DES SPÉCIALISTES



II — LA VERSION DES SPÉCIALISTES (207-221)

207. Il y a lieu, ainsi que nous l'avons fait à propos de la faillite frauduleuse et d'autres secteurs de la criminalité québécoise, de nous mettre un instant à l'écoute des mémoires qui ont été soumis à la Commission. Dans le cas présent, on remarque une fois de plus le silence quasi total des différents organismes sur cet autre aspect de la criminalité québécoise. En effet, seul le Canadian Automobile Theft Bureau a cru nécessaire d'effectuer une analyse de la situation et de formuler des recommandations précises. Le sérieux du travail effectué par cet organisme justifie cependant, croyons-nous, les larges emprunts que nous ferons ici à son mémoire.

À sa suite, nous examinerons cinq points principaux :

- a) la situation de fait ;
- b) les lacunes du système québécois de contrôle des véhicules automobiles ;
- c) les lacunes du système canadien de contrôle des véhicules automobiles ;
- d) les sanctions et les sentences ;
- e) les moyens d'intervention auprès du public et des fabricants.

Au terme de cet examen, nous serons en mesure d'évaluer les recommandations formulées par le Canadian Automobile Theft Bureau.

a) LA SITUATION DE FAIT (208-210)

208. Selon le mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau, organisme sans but lucratif, constitué par les principales compagnies d'assurance du Canada et dont l'objectif premier est la réduction des vols d'automobiles au pays, on peut affirmer :

...à l'instar de ce qui se passe aux États-Unis, le vol d'automobile à Montréal constitue le troisième crime le plus fréquent et le deuxième le plus coûteux. Au Québec, on estime qu'il occasionne actuellement aux assurés un

déboursé de l'ordre de \$4.5 millions, sans parler des pertes considérables qu'encourent les simples citoyens victimes de ces vols.

Mais il y a pire que la simple perte du capital monétaire, il y a aussi et surtout celle du capital humain. *L'expérience démontre que le vol d'automobile constitue pour les jeunes un tremplin vers le crime. Il est en effet universellement reconnu qu'il s'agit d'un crime de jeunes. On estime que près de 90 p. cent des vols d'automobiles sont commis par des jeunes en bas de vingt-cinq ans ; 62 p. cent sont le fait de jeunes en bas de dix-huit ans.*

Le vol d'automobile constitue également un « jalon » pour commettre d'autres crimes : cambriolages, vols de banque, etc.

Il est enfin indéniable que ce crime fait encourir aux autres automobilistes un danger accru sur la route, du fait de l'état d'esprit généralement exalté du délinquant...

209. Le Canadian Automobile Theft Bureau utilise ensuite les relevés statistiques pour obtenir une description plus méthodique de la situation québécoise. L'organisme constate que « les vols d'automobiles ont connu au Québec une évolution pratiquement nulle dans un premier temps, puis *météorique* dans un deuxième temps ». Ainsi, d'après les relevés du Canadian Automobile Theft Bureau, la moyenne des vols d'automobiles au Québec s'est maintenue entre 2,000 et 3,800 de 1953 à 1960. On note à ce moment un relèvement rapide des statistiques avec un sommet de 14,805 en 1963, dont 8,686 à Montréal seulement.

Ce brusque rebondissement qui s'est produit entre 1961 et 1963 est attribuable à l'apparition des *réseaux organisés*.

Par rapport à l'ensemble du Canada, le Québec vient au premier rang quant au nombre des véhicules volés et au dernier, quant à la moyenne de recouvrement.

L'organisme admettra plus loin que des améliorations substantielles dans les taux québécois sont survenues depuis 1963.

210. Selon le Canadian Automobile Theft Bureau, le problème du vol d'automobile se présente de deux manières :

Le vol d'automobile au Québec, comme partout en Amérique du Nord, se scinde en deux catégories principales :

1 — *l'emprunt* temporaire pour fin de balade, par des adolescents qui abandonneront l'auto après s'en être servi (environ 60 p. cent) ;

2 — le vol organisé par des réseaux qui assument à la fois l'enlèvement des véhicules et leur écoulement soit comme tel, soit en pièces détachées (environ 30 p. cent).

Cette différenciation des délits ouvre la voie à plusieurs réflexions. D'une part, la sentence ne saurait être la même pour un jeune en mal de sensation et pour les dirigeants d'un réseau organisé. D'autre part, les pertes

matérielles ne seront évidemment pas les mêmes selon que les propriétaires récupèrent leurs véhicules ou que les compagnies d'assurance doivent les considérer comme des pertes complètes.

...En ce qui concerne les pertes matérielles subies par les citoyens, le vol organisé commis par les professionnels est nettement plus important.

Leur activité se scinde en deux catégories : certains font le commerce des automobiles, les refilant à des vendeurs d'automobiles usagées dans la province, à travers le pays, aux États-Unis et même en Amérique Latine et en Europe, où des véhicules canadiens furent retrouvés l'année dernière ; d'autres se spécialisent dans la vente de pièces de voitures. Il semble que ces activités différentes soient le fait de réseaux distincts.

L'organisme décrit ensuite le fonctionnement classique des réseaux :

1 — Les vols sont habituellement commis par de très jeunes gens, en bas de dix-huit ans... Ils volent sur commande et moyennant une rémunération variant de \$25 à \$200, tel véhicule, de telle année et de telle couleur. Leur travail est relativement simple : il consiste à mettre la voiture en marche et à la conduire à un lieu fixé, très souvent à quelques coins de rue du lieu du vol, où un membre du réseau prendra possession du véhicule.

2 — Une fois la voiture volée, le plus important est de faire disparaître toute trace d'identification.

3 — Une fois ces opérations de camouflage complétées, si l'on a pu se procurer un certificat d'immatriculation et des plaques, la voiture peut être vendue.

4 — ...ou convertie sur le champ en pièces détachées qui seront vendues aux garagistes. C'est pourquoi ces derniers réseaux sont la plupart du temps dirigés par des personnes exploitant le commerce de l'achat et de la vente de pièces d'autos usagées. Très souvent le réseau placera de ses hommes dans des garages spécialisés dans la réparation et la reconstruction des véhicules, de façon à ce que, par leur entremise, des commandes de pièces soient placées auprès des entreprises exploitées par ces derniers.

b) LES LACUNES DU SYSTÈME QUÉBÉCOIS (211-214)

211. Il était assez normal qu'un organisme comme le Canadian Automobile Theft Bureau s'étende longuement sur les difficultés d'identification des véhicules volés. En effet, la statistique a déjà révélé que le taux de recouvrement est à son niveau le plus bas au Québec. La conséquence, c'est que les compagnies d'assurance doivent déboursier davantage et maintenir des primes plus élevées au Québec. Sans l'ombre d'un doute, les pertes des compagnies et des usagers seraient moins considérables si le processus d'identification des véhicules permettaient de retracer plus rapidement les automobiles volées:

Lorsque des professionnels du vol d'automobile s'emparent d'une voiture, mis à part le cas d'une action policière extrêmement rapide, il est pratiquement impossible de retrouver celle-ci à cause de certaines faiblesses de notre système d'immatriculation, qui permettent d'obtenir avec une relative

facilité des plaques et un certificat en règle. Dès qu'un voleur a ceux-ci en main, il peut circuler en toute quiétude, car ce certificat et ces plaques d'immatriculation constituent le seul objet de la vérification routinière des policiers... On peut difficilement, en effet, demander aux policiers de vérifier le numéro de série du moteur ou du châssis de chaque véhicule qu'ils arrêtent.

Toute réforme de l'actuel système d'immatriculation devra donc avoir pour but de rendre plus difficile et plus stricte l'émission de papiers et de plaques, qui peuvent si facilement mettre à l'abri de tout soupçon un véhicule volé.

Les formules V-1-N, ... sont des contrats de vente de véhicules imprimés en blanc, que le gouvernement provincial fournit aux vendeurs autorisés... Présentement, toute personne présentant une formule V-1-N dûment remplie, se verra remettre dans n'importe quel bureau d'enregistrement de la province, sans question, un certificat et des plaques d'immatriculation... Pour la seule année 1965, 2,500 de ces formules ont été volées dans divers garages...

212. Selon le Canadian Automobile Theft Bureau, il serait relativement facile de prévenir ce genre de fraude.

Le Bureau des véhicules automobiles pourrait, par exemple, obtenir deux copies de la formule au lieu d'une, comme c'est le cas présentement; il pourrait en classer une selon le système actuel et l'autre selon la numérotation particulière des formules V-1-N.

Cependant, mieux vaudrait (...) décider que seuls les vendeurs autorisés ou leurs représentants, porteurs d'une carte d'identification au nom du garage, puissent obtenir, et uniquement dans le bureau de leur circonscription (de façon à ce que l'émetteur n'en vienne à traiter qu'avec des gens qu'il connaît) des plaques et un certificat d'immatriculation sur présentation d'une formule V-1-N. Ceci empêcherait les fraudeurs d'utiliser ces formules volées.

Le mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau suggère en outre de limiter la durée des certificats en blanc, de façon à en restreindre l'usage aux seuls vendeurs autorisés ou du moins à empêcher les fraudeurs d'en tirer parti.

Les certificats en blanc... sont des formules officielles faisant office de certificats d'immatriculation et dont on se sert dans des cas de perte de certificat ou d'échange de véhicule... Un moyen de restreindre l'usage de ces certificats serait de les rendre essentiellement temporaires, en restreignant leur validité, par exemple, à quinze jours de la date y indiquée, au moyen d'une estampe spéciale, dont le tampon serait apposé par l'émetteur du bureau des licences.

213. Le mémoire souligne que notre manière d'effectuer le contrôle des plaques périmées est tout aussi déficiente que notre façon de contrôler les certificats de vente mis par le gouvernement à la disposition des vendeurs autorisés.

Présentement, dû au laxisme de notre législation en ce qui concerne le contrôle des plaques contenant le numéro d'identification du véhicule, le fraudeur n'a qu'à se rendre dans un cimetière d'automobiles et à acheter pour une somme très modique une bagnole mise au rancart et possédant cet item.

À l'heure actuelle, selon le mémoire, la loi ne se contente pas d'oublier des contrôles essentiels, elle rend également illégaux les moyens que pourraient prendre les vendeurs, policiers ou garagistes pour prévenir la fraude.

Pour contrecarrer ce trafic, il y aurait lieu d'amender le Code de la route (article 35) de façon à permettre l'enlèvement de ces plaques d'identification dans le cas où un véhicule est dirigé dans un cimetière d'automobiles, cour de rebuts ou entreprise de ferraille ou de démolition. Cette tâche devra être effectuée par le garagiste lui-même qui, après avoir dûment enregistré ledit numéro d'identification dans ses livres, pourra, pour faciliter les inspections routinières des policiers, poinçonner ce dernier sur le véhicule.

En fait, il est carrément ridicule que l'illégalité soit aujourd'hui autant de faire disparaître prudemment les plaques d'un véhicule conduit au cimetière d'automobiles que de voler les plaques pour en faire un usage frauduleux ! Cela est si vrai qu'il faut envisager, ainsi que le signale le mémoire, un amendement au Code de la route pour permettre aux garagistes ou aux vendeurs de prendre des précautions qui pourtant s'imposent.

214. Il va sans dire que la plupart des réseaux de fraudeurs s'articulent à partir de garages ou de commerces de voitures usagées. Ce genre de commerce permet, évidemment, de toucher à un grand nombre de véhicules ainsi que de manipuler les pièces usagées. Il s'ensuit que ce type de commerce peut faire l'objet d'une surveillance attentive :

Les arrestations effectuées par les corps policiers de la province ont mis en lumière le fait que les réseaux de voleurs professionnels exploitent la plupart du temps quelques commerces soit de voitures usagées ou de pièces usagées, soit un cimetière d'autos, ou un garage de réparation ou de reconstruction de voitures détruites. Ils peuvent de la sorte par le canal de leur commerce écouler les véhicules volés soit tels quels, soit en pièces détachées. La logique la plus élémentaire exige donc alors un contrôle étroit de ces différents types de commerces ou de garages, comme cela se fait entre autre aux États-Unis (Union Vehicle Code, chapitre 5) et en Ontario (Highway Traffic Act, articles 31 et 32).

Il importe également que les agents de police et non seulement les officiers du ministère ainsi que le prévoit l'article 79 du Code de la route, puissent en tout temps, sans mandat, perquisitionner en tout lieu où des véhicules automobiles se trouvent remisés, y compris les parcs et édifices de stationnement et les agences de location de voitures, et examiner ces derniers afin de voir s'il ne s'agit pas de véhicules volés. Un tel pouvoir accordé aux policiers est primordial pour la découverte des véhicules volés et des réseaux organisés. Présentement, en vertu de l'article 429 du code criminel, pour obtenir un tel mandat, les policiers doivent persuader un juge de paix qu'il existe un

motif raisonnable de croire qu'il se trouve dans les lieux en question un ou des véhicules volés, alors que telle inspection devrait pouvoir être effectuée routinièrement...

Le mémoire affirme d'ailleurs, à l'appui de sa demande, qu'on a dû déjà attendre pendant des mois avant de recueillir la preuve qui est aujourd'hui nécessaire à l'émission d'un mandat de perquisition :

...Dans le cas du réseau de Brossard, la police avait révélé qu'elle avait dû faire le guet de jour et de nuit pendant plusieurs mois, parfois juchée dans des arbres, avant d'amasser une preuve suffisante...

c) LES LACUNES DU SYSTÈME CANADIEN (215-216)

215. Le Canadian Automobile Theft Bureau considère qu'il ne serait pas suffisant de parfaire les contrôles provinciaux. En effet, les communications sont aujourd'hui si rapides d'une province à l'autre et les réseaux de fraudeurs sont si bien organisés en ce domaine qu'il devient possible, en l'espace de quelques heures sinon moins, de faire disparaître outre frontières une automobile volée.

Lorsqu'une personne en possession d'un véhicule volé et d'un certificat d'enregistrement obtenu légalement vend ce véhicule dans une province étrangère, en Nouvelle-Écosse par exemple, son acheteur pourra obtenir du Bureau des véhicules automobiles de cette province un nouveau certificat d'immatriculation.

En d'autres termes, les contacts sont aujourd'hui si inexistant d'une province à l'autre (sauf dans le cas du Québec et de l'Ontario) qu'il demeure parfaitement possible pour un individu de se procurer un véhicule dans une province et de se rendre dans une autre sans que sa province d'adoption s'enquière jamais de l'origine précise de sa voiture. S'il a acheté, de bonne foi ou autrement, un véhicule volé, la province d'adoption ne peut rendre aucun service à la province d'origine de l'individu : on ne se donnera même pas la peine de transmettre à la province d'origine une copie du nouvel enregistrement émis en faveur de ce nouveau citoyen.

Il faudrait que chaque certificat d'une province étrangère parvenant à un bureau de véhicules automobiles d'une autre province soit référé à la police provinciale de cette dernière province pour étude. Celle-ci, à son tour, pourra au besoin, dans un but de vérification, contacter le bureau des véhicules-moteurs de la province émettrice du certificat. Un tel système est présentement en vigueur entre l'Ontario et le Québec et... il a permis la découverte et la neutralisation de l'important réseau d'Hector Meunier.

Un système de prévention efficace pourrait aussi prendre la forme de l'adoption réciproque par les différentes provinces d'un amendement au Code de la route, stipulant que toute demande d'enregistrement d'un véhicule antérieurement enregistré dans une autre province doit être accompagnée d'un certificat

émis par un officier du Bureau des véhicules automobiles de cette dernière province, attestant que le certificat d'immatriculation en question a été légalement émis au postulant pour un véhicule « X », portant tel numéro d'identification du fabricant, et que ledit numéro d'immatriculation n'est pas rapporté comme appartenant à un véhicule volé.

216. Par ailleurs, ainsi que le note le même mémoire, le problème d'identification et de remise du véhicule retrouvé à son propriétaire devient de plus en plus complexe. Ces difficultés sont le corollaire normal du fait déjà décrit : les provinces, sauf dans le cas du Québec et de l'Ontario, ne prennent guère de précautions pour se prémunir les unes les autres contre les dangers de fraude.

Pour que le propriétaire d'une voiture puisse affirmer que le numéro de série retrouvé sur un véhicule volé est bien le sien, il ne lui suffit pas de dire que ce numéro correspond bien à celui indiqué sur son certificat d'immatriculation. Encore faut-il qu'il ait une connaissance personnelle de ce numéro, ... qu'il ait, de ses yeux, vérifié antérieurement la conformité du numéro exposé sur le bloc de son moteur avec celui indiqué sur son certificat d'immatriculation. Sinon il s'agira là d'une preuve de oui-dire... Bien qu'il soit admis que les juges ne peuvent déroger aux règles de la preuve, on ne peut éviter de penser d'autre part qu'en l'occurrence la règle de oui-dire rend à toute fin pratique impossible la preuve d'identification du véhicule, car il est illusoire d'imaginer que l'on pourrait chaque fois faire venir en Cour l'ouvrier qui appose le numéro de série ou l'employé qui les compile. À quelque 40,000 vols d'automobiles par année au Canada on se rend vite compte de l'absurdité de la situation. Et que dire des vols de voitures européennes ; ces mêmes personnes devraient traverser l'océan...

Sur ce terrain, le Canadian Automobile Theft Bureau offre une preuve concluante. Les subtilités légales étant ce qu'elles sont, il est généralement impossible au citoyen normal de prétendre identifier son véhicule même s'il est parfaitement certain que c'est sa voiture que la police a récupéré des mains d'un fraudeur. En effet, les preuves admises n'admettent guère l'arbitraire et la subjectivité, tandis que les preuves objectives, pour les raisons déjà mentionnées, demeurent hors de portée.

d) LES SANCTIONS ET LES SENTENCES

(217)

217. Il faut signaler que le Canadian Automobile Theft Bureau, tout en réclamant un juste châtiment pour les coupables, ne se prononce pas en faveur des longues peines d'emprisonnement ni même en faveur d'un minimum considérable. Pourtant, l'organisme était parfaitement au courant des témoignages rendus devant la Commission par différentes autorités policières, et il eût été facile pour lui d'endosser les vues déjà exprimées.

Les deux plus importantes autorités policières de la province, soit les chefs Robert et Gilbert, déposant devant cette Commission, émettent l'opinion que la suppression de la peine minimum d'un an, lors de l'amendement du Code criminel en 1955, était responsable de l'accroissement de la criminalité dans ce secteur (vol d'automobile)...

Néanmoins l'abolition de l'ancien article 377 du Code criminel s'imposait, car son inflexible rigueur qui vouait à un an de prison toute personne trouvée coupable d'un vol d'automobile atteignait à la barbarie, surtout si l'on songe que la grande majorité des personnes atteintes par cette disposition était formée de jeunes âgés de moins de vingt ans...

Présentement, le vol d'automobile tombe sous le coup de deux articles du Code pénal: l'article 269 qui traite de vol purement et simplement, et l'article 281 qui traite de la prise d'un véhicule-moteur sans le consentement du propriétaire... Il y a rarement des récidives sous l'article 281... mais les récidives sous l'article 269 sont très fréquentes... Elles entraînent alors, selon nos informations, des peines allant de six mois à deux ans, compte tenu des circonstances...

En conséquence, nous suggérons l'addition au Code pénal d'un paragraphe supplémentaire à l'article 281 et qui stipulerait que toute récidive dans un cas de vol de voiture soit punissable par une peine minimum de six mois de prison.

Nous avouons n'avoir guère de sympathie pour les textes législatifs comprenant une peine minimale et automatique. En effet, nous préférons d'emblée que les tribunaux actuels ou les équipes polyvalentes que le gouvernement pourrait former à la suite de nos recommandations conservent la latitude la plus grande possible pour imposer les peines de leur choix et surtout pour orienter le délinquant vers le traitement le plus adapté.

e) MOYENS D'INTERVENTION AUPRÈS DU PUBLIC ET DES FABRICANTS

(218-221)

218. Pour parvenir à une lutte efficace dans ce secteur de la criminalité, il faut évidemment agir sur le grand public. Il faut d'autre part intervenir le plus directement possible auprès des fabricants, de manière à ce qu'ils rendent leurs produits moins accessibles aux délinquants.

À l'heure actuelle, un pourcentage élevé des véhicules volés n'étaient pas fermés à clé au moment du vol. Un nombre considérable de véhicules volés étaient même pourvus de leur clé d'allumage au moment de l'intrusion.

...Il s'agit de rendre les gens conscients qu'en barrant les portes de leur véhicule, ils réduisent de moitié leur chance de se le faire voler... Le moyen par excellence pour créer cette prise de conscience chez le public est celui de la campagne de publicité. De telles campagnes menées aux États-Unis, sous la coordination du ministère de la Justice et avec la participation des nombreux organismes intéressés à la question, eurent dans chaque cas un succès indéniable. Au Canada, la ville de Vancouver, reconnue pour son taux peu élevé de vols de voitures, a tenu de pareilles campagnes par le passé; de même Hamilton.

Au cours du témoignage public du directeur Gilbert, il a été fait mention de chiffres extrêmement impressionnants :

- six sur dix des véhicules volés n'étaient pas fermés à clé ;
- quatre sur dix des véhicules volés l'ont été à un moment où la clé d'allumage était en place.

219. Les négligences des propriétaires d'automobiles ne libèrent pas les fabricants de leurs responsabilités propres. Au cours d'années récentes, la plupart des véhicules automobiles étaient munis, en effet, de dispositifs de sécurité que les fabricants ont supprimé par la suite. Par ailleurs, surtout depuis la campagne menée par George Nader, les véhicules de fabrication américaine sont de nouveau pourvus, dans une forte proportion, de dispositifs de sécurité qui rendent le vol beaucoup moins facile qu'autrefois.

On dit souvent que la négligence des fabricants facilite beaucoup la tâche des voleurs d'automobiles. Il y aurait lieu de la part des autorités gouvernementales, plus particulièrement du ministère de l'Industrie et du Commerce, de concert avec les autres groupements intéressés, d'exercer des pressions auprès des fabricants pour qu'ils adoptent certaines mesures préventives dans la fabrication de leurs véhicules.

Mesures telles que :

- a) système d'allumage scellé dans une boîte métallique ;
- b) meilleures serrures ;
- c) fenêtres plus résistantes à l'infraction ;
- d) système anti-vol ; volant barré, etc.

220. À la suite de son analyse, le Canadian Automobile Theft Bureau présente à la Commission les recommandations suivantes :

1 — Mesures législatives :

Droit de perquisition sans mandat,
Licence obligatoire pour tout commerce,
Registre des pièces ou automobiles usagées,
Registre des véhicules détruits,
Avis de mise au rancart,
Renvoi obligatoire des plaques,
Numéros de série obligatoires,
Fermeture à clé des véhicules,
Identification obligatoire du numéro de série,
Règle de ouï-dire et amendement à la loi de la preuve,
Clés maîtresses ; la vente des clés maîtresses interdite,
Peine minimum en cas de récidive.

2 — Mesures administratives :

La Centrale électronique de renseignements :

Emmagasiner dans la mémoire de l'ordinateur électronique du bureau de Québec les renseignements relatifs aux véhicules volés et mis au rancart, ainsi que les formules V-1-N ;

Accélérer la mise à jour des renseignements possédés par l'ordinateur.

Les formules V-1-N :

Ne devraient être autorisés à obtenir de certificat d'immatriculation, sur présentation de ces formules, que les vendeurs d'automobiles ;

Les garagistes ne devraient être admis à transiger qu'avec, et seulement, le Bureau d'enregistrement de leur localité ;

Une amende de \$100 devrait être imposée aux vendeurs autorisés, en cas de perte ou vol de formules V-1-N ;

Les certificats en blanc devraient être temporaires ;

Une coopération plus étroite avec les bureaux des véhicules automobiles des autres provinces.

3 — *Mesures publicitaires :*

Campagne auprès du public,

Propagande du ministère des Transports.

4 — *Mesures de pression :*

Intervention des autorités gouvernementales auprès des fabricants afin d'obtenir une meilleure « protection technique » des véhicules automobiles.

221. Il semble évident, à la lumière de cette analyse, qu'il soit indispensable, selon le Canadian Automobile Theft Bureau, de faciliter l'action policière en intervenant dans plusieurs domaines qui concernent tout autant les amendements et l'application du Code criminel, que la production, la distribution, la vente et l'enregistrement des véhicules automobiles, l'information du public et les campagnes particulières organisées par divers ministères.

Par ailleurs, le mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau démontre qu'il est pratiquement impossible :

- 1 — d'agir avec suffisamment de sévérité à l'égard des réseaux organisés, car on risque ainsi d'atteindre les « voleurs d'occasion », des sujets très jeunes, en l'occurrence, et de leur imposer des punitions disproportionnées par rapport à leur délit ;
- 2 — d'obtenir une diminution du taux des vols de véhicules automobiles sans la collaboration du public qui ne prend pas, jusqu'à présent, les précautions les plus élémentaires.

III — PERSPECTIVES D'AVENIR

III — PERSPECTIVES D'AVENIR

(222-234)

a) RELÈVEMENT À MONTRÉAL

(222)

222. Pour bien comprendre la nature et l'ampleur du problème, il importe de jeter un coup d'œil sur la situation montréalaise. Encore là, le mémoire de la Canadian Automobile Theft Bureau constitue une source privilégiée :

L'augmentation atteindra son sommet en 1963 avec, pour l'ensemble de la province, un total de 14,805 véhicules volés (dont 8,668 à Montréal seulement), c'est-à-dire près de 3,000 de plus que l'Ontario qui, comme on le sait, compte plusieurs centaines de milliers de véhicules immatriculés de plus que le Québec. Néanmoins, à compter de 1963, dû à la réorganisation et à l'accroissement des effectifs des escouades des automobiles volées (notamment à Montréal) ainsi qu'au démembrement des réseaux, ce fléau galopant sera stoppé et les années suivantes connaîtront une notable diminution du nombre des véhicules volés. Ainsi, en 1966, en l'espace de trois ans, à Montréal, ce nombre aura été réduit de 2,300. Il est à noter que l'amélioration constatée dans ce secteur ne semble pas s'étendre aux autres types de vol dont l'accroissement reste continu¹.

Nous reproduisons donc ici les chiffres qui décrivent la situation montréalaise. On y constatera (tableau XXIV) la baisse régulière du taux de recouvrement de 1954 à 1965, date à laquelle la police de Montréal a obtenu un *relèvement spectaculaire* du pourcentage de succès².

Notre moyenne provinciale de recouvrement, la plus basse au Canada, est aussi en voie d'amélioration. Montréal, notamment, connut en 1966 un relèvement spectaculaire de 12.31, faisant ainsi passer sa moyenne de 76.38% à 88.69%. Il faut cependant tenir compte ici de l'ampleur géographique du Québec et du grand nombre de ses véhicules, car la moyenne de recouvrement n'est pas tout à fait étrangère à l'étendue d'une province et au nombre de voitures immatriculées. L'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, possédait pour l'année 1965 une moyenne de recouvrement de 100%³.

¹ *Mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau*, p. 7.

² Chiffres compilés par le capitaine Maurice Décarie, de l'escouade des automobiles volées de la police de Montréal et inclus dans le *Mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau*.

³ Même mémoire, p. 7.

TABLEAU XXIV
ÉVOLUTION DU NOMBRE DES AUTOMOBILES VOLÉES
ET DU TAUX DE RECOUVREMENT, POUR LA RÉGION DE MONTRÉAL,
DU 1^{er} JANVIER 1953 AU 31 DÉCEMBRE 1967

Année	Volées	Retrouvées	Non retrouvées	Moy. Ret.
1953	3066	3006	60	98.04 p/c
1954	2595	2554	41	98.42 p/c
1955	2787	2717	70	97.48 p/c
1956	3578	3472	106	97.03 p/c
1957	5368	5206	162	96.98 p/c
1958	5639	5344	295	94.76 p/c
1959	5493	5172	321	94.15 p/c
1960	5831	5268	563	90.34 p/c
1961	6393	5698	695	89.12 p/c
1962	7250	5975	1275	82.41 p/c
1963	8668	6910	1758	79.72 p/c
1964	8045	6250	1795	77.70 p/c
1965	6953	5311	1642	75.38 p/c
1966	6306	5593	713	88.69 p/c
1967	7461	6526	935	87.47 p/c

b) NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LES COMPARAISONS (223-225)

223. Il faut également projeter la situation montréalaise sur le fond de scène nord-américain. Il est certain, en effet, que le vol d'automobile constitue un crime nord-américain beaucoup plus qu'un crime européen. Certes, les taux connaissent en Europe aussi une augmentation considérable, mais on ne trouve dans aucune des métropoles européennes des taux qui rivalisent avec ceux des grandes agglomérations urbaines de l'Amérique.

Comme crime, le vol d'automobile implique qu'un individu dérobe un véhicule ou le conduise au loin et l'abandonne. Il n'inclut pas le fait de prendre un véhicule sur une base temporaire si l'individu ramène le véhicule à son propriétaire et la définition n'inclut pas non plus l'usage sans permission par ceux qui ont un accès légal au véhicule. En 1965, les statistiques officielles (Uniform Crime Report) dénombraient un total national de 486,568 vols d'automobiles. A raison d'une perte moyenne de \$1,030, ceci représente une perte totale d'un demi-milliard de dollars. Cependant, environ 64 p. cent des automobiles volées sont recouvrées en l'espace de 48 heures et environ 88 p. cent reviennent éventuellement à leur propriétaire. En 1965, la valeur des automobiles qui n'avaient jamais été récupérées atteignait plus de \$60 millions. Les pertes totales dépassent de beaucoup ce chiffre, cependant, puisqu'un certain nombre d'automobiles étaient endommagées au moment où on les a récupérées et puisque le propriétaire

était privé de l'usage de sa voiture pendant un certain temps. Près des 2/3 des vols de véhicules surviennent le soir, plus de la moitié surviennent pour des motifs inconnus, 8 p. cent pour la vente des pièces, 5 p. cent pour la commission d'un crime ou pour une fuite et le résidu de 12 p. cent pour la revente ¹.

On le voit, les spécialistes américains se compromettent beaucoup moins que le mémoire auquel nous nous référons plus haut. En effet, le pourcentage de crimes jamais élucidés est si considérable en ce domaine que la prudence semble de mise. Évidemment, lorsqu'un véhicule dérobé à son propriétaire est retrouvé quelques heures plus tard à quelques coins de rue de la résidence de ce dernier, la tentation est forte de considérer le délit comme « un simple emprunt ». Au Canada, la tendance est de ranger ces délits imparfaitement éclaircis dans la catégorie des « emprunts sans permission ». Aux États-Unis, on le constate d'après le rapport de la commission Katzenbach, les analystes se contentent d'affirmer que « plus de la moitié des vols d'automobiles sont commis pour des motifs inconnus ».

224. On aimerait pouvoir comparer Montréal aux grandes agglomérations américaines. La chose est difficile puisque les bases de calcul les plus fréquemment utilisées au Canada sont celles du « taux par 100,000 immatriculations », tandis que les mesures américaines s'effectuent souvent d'après le « taux par 100,000 de population ».

Ainsi, le tableau XXV fournit le taux des vols d'automobiles par 100,000 habitants pour la plupart des grandes agglomérations urbaines des États-Unis. On y constate que Boston se classait aisément en tête de liste pour l'année 1965 avec un taux de 1,956.7 véhicules volés par 100,000 de population. Pour établir une comparaison valable, il faudrait donc convertir les chiffres montréalais en tenant compte de la population plutôt qu'en tenant compte du nombre d'immatriculations. On pourrait, par exemple, en utilisant les chiffres du Bureau fédéral de la statistique en arriver aux chiffres suivants: en 1964, la région métropolitaine de Montréal comptait 1,894,432 citoyens et l'on déplorait 9,512 vols de voitures, ce qui équivaldrait à un taux de 502 vols de voitures par 100,000 habitants. En 1965, la population de Montréal avait atteint le niveau de 1,925,425 citoyens et le nombre de vols de voitures n'était plus que de 8,104, ce qui abaissait désormais le taux à 429 vols de voitures par 100,000 habitants. En 1966, la population de la région métropolitaine de Montréal atteignait 1,989,491. Pour la même année, le nombre de vols de véhicules s'était abaissé à 7,425, ce qui établissait le taux à 373 vols de voitures par 100,000 habitants.

¹ *Task Force Report: Crime and its impact — An Assessment*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967.

TABLEAU XXV

VOLS D'AUTOMOBILES (TAUX PAR 100,000 HABITANTS)

1	Boston	Massachusetts	1,956.7
2	Newark	New Jersey	1,127.5
3	Pittsburgh	Pennsylvania	1,071.2
4	San Francisco	California	984.4
5	Chicago	Illinois	821.2
6	Los Angeles	California	810.3
7	Jersey City	New Jersey	801.1
8	St. Louis	Missouri	790.8
9	Detroit	Michigan	772.0
10	Indianapolis	Indiana	705.5
11	Washington	District of Columbia	699.8
12	New Orleans	Louisiana	696.4
13	Long Beach	California	670.1
14	Sacramento	California	662.9
15	Honolulu	Hawaii	630.6
16	St. Paul	Minnesota	629.8
17	Denver	Colorado	592.7
18	Baltimore	Maryland	587.5
19	Oakland	California	585.9
20	Minneapolis	Minnesota	575.6
21	Cleveland	Ohio	573.0
22	Atlanta	Georgia	564.4
23	Kansas City	Missouri	548.3
24	Buffalo	New York	545.9
25	Louisville	Kentucky	538.1
26	Akron	Ohio	529.4
27	Oklahoma City	Oklahoma	498.4
28	Dallas	Texas	491.7
29	Phoenix	Arizona	465.9
30	Portland	Oregon	460.9
31	Omaha	Nebraska	459.1
32	New York	New York	442.9
33	Milwaukee	Wisconsin	436.1
34	San Jose	California	423.3
35	Dayton	Ohio	421.0
36	Tulsa	Oklahoma	399.7
37	Nashville	Tennessee	388.2
38	Philadelphia	Pennsylvania	386.2
39	Norfolk	Virginia	380.6
40	Albuquerque	New Mexico	377.5
41	Houston	Texas	376.4
42	Columbus	Ohio	366.4
43	Fort Worth	Texas	345.5
44	Seattle	Washington	337.0

TABLEAU XXV (suite)

45	Birmingham	Alabama	335.3
46	Toledo	Ohio	319.6
47	Tucson	Arizona	315.3
48	Tampa	Florida	308.4
49	El Paso	Texas	298.1
50	San Antonio	Texas	296.4
51	Miami	Florida	292.4
52	Wichita	Kansas	290.0
53	San Diego	California	277.3
54	Rochester	New York	251.9
55	Memphis	Tennessee	250.4
56	Cincinnati	Ohio	168.0

225. On constate à quel point les diverses compilations présentent le problème de façons différentes. La démonstration est pourtant fort imparfaite : elle ne serait satisfaisante que si elle faisait carrément intervenir les données démographiques qui concernent la population de moins de dix-huit ans ou de moins de vingt ans.

En effet, si l'on considère le vol d'automobile comme un crime de jeunes, il faudrait tirer la conclusion logique de cette affirmation et établir les hausses et les baisses de criminalité en tenant compte du fait qu'un plus large pourcentage de la population se situe dans les jeunes couches de la société. Inversement, certains progrès apparents peuvent être complètement contrebalancés ou effacés si l'on constate que la population d'un agglomération donnée a connu un vieillissement notable. Par exemple, les progrès de Montréal seraient moins spectaculaires si l'on parvenait à prouver que ce sont surtout des couples âgés qui viennent habiter le centre de la métropole, tandis que les couples qui ont des enfants de douze à dix-huit ans préfèrent s'installer en banlieue. Rien ne nous permet de croire que telle soit la situation. Nous voulons simplement démontrer que les statistiques qui concernent ce secteur de la criminalité devraient être établies en fonction de la population juvénile plutôt qu'en fonction de la population globale ou même en fonction du parc automobile. Ces nuances ne doivent cependant pas faire oublier que le service de la police de Montréal a pu, en quelques années, améliorer très sensiblement la situation, si bien que dans le domaine du vol d'automobile, le Québec est en voie de s'aligner sur la moyenne nationale. Pendant que notre taux de vols s'abaisse, celui des autres provinces demeure stable ; pendant que notre taux de recouvrement s'améliore, celui des autres provinces demeure stable ou se détériore quelque peu.

**c) RECHERCHES SUR LES (JEUNES) AUTEURS DE
VOLS D'AUTOMOBILES**

(226-229)

226. Malgré l'amélioration sensible de la statistique et de la réalité, il n'en demeure pas moins que le Québec a eu et garde encore un taux de vols d'automobiles sensiblement plus élevé que celui des autres provinces ou du Canada pris dans son ensemble. Pourtant, les courbes démographiques et l'accroissement du parc automobile ne rangent pas le Québec dans une catégorie à part. Il faut donc chercher ailleurs, et peut-être du côté de notre population elle-même, les raisons de cette situation.

Revenons sur un élément qui nous semble essentiel : de l'avis de tous, le vol d'automobile constitue un crime de jeunes. Notre intention n'est donc pas de contredire cette unanimité. Toutefois, encore là, mieux vaut conclure avec prudence.

Le problème fondamental, c'est que les cliniciens et la statistique ne peuvent nous parler que des vols élucidés par les forces policières. Or, dans le domaine des vols d'automobiles, l'immense majorité des crimes ne sont jamais éclaircis, ainsi que l'indique le tableau XXVI. En effet, au moins 70% des vols d'automobiles constatés en 1966 ne pouvaient être considérés comme des infractions classées. Il importe donc de dissiper ici une ambiguïté fondamentale : le taux de recouvrement et le nombre de crimes éclaircis ne constituent pas une seule et même chose. Par conséquent, dans l'hypothèse où un grand nombre de vols d'automobiles ne seront jamais éclaircis, on peut malaisément bâtir des statistiques valables sur les auteurs des délits.

De manière générale, les corps policiers semblent enclins à conclure à un vol effectué par un jeune dès que la voiture volée réapparaît à quelques coins de rue de la résidence du propriétaire. Cette inférence nous paraît généralement légitime, mais ceci ne permet certes pas de mesurer le nombre de jeunes de moins de dix-huit ans qui sont impliqués dans des vols d'automobiles.

227. Dans l'état actuel de la statistique, on peut tout au plus affirmer que, parmi les gens *arrêtés* à la suite de crimes de ce genre, les jeunes de moins de dix-huit ans représentent une proportion de 62% (taux américain).

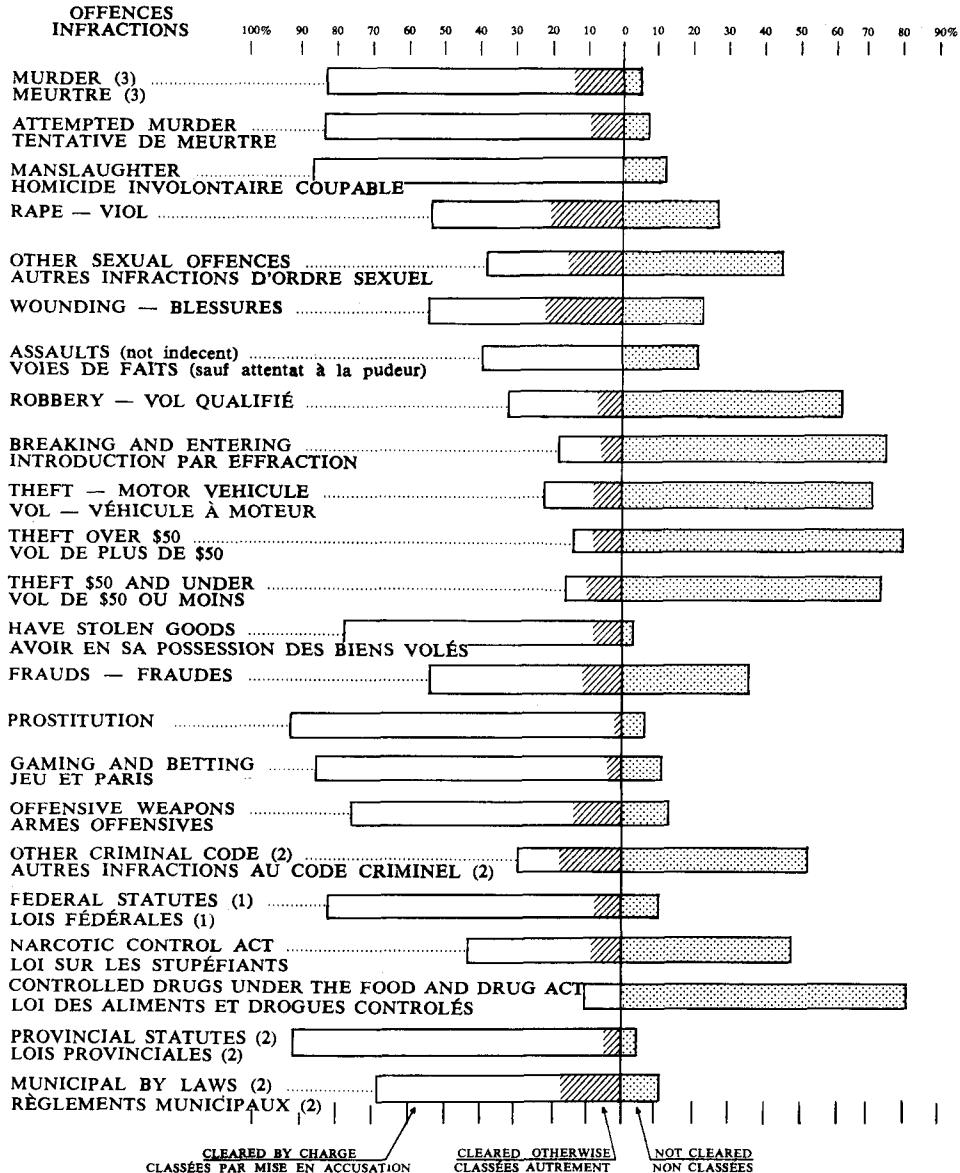
Dans le contexte nord-américain, il est assez normal que ce genre de crime soit plus répandu chez les jeunes que chez les adultes, pour la simple raison qu'une proportion très considérable des adultes possèdent leur propre voiture ¹. En fait, au moment où un grand nombre de régions ont atteint ou même dépassé le coefficient d'une voiture par famille, il est assez normal

¹ On aura compris que nous parlons ici des vols qui sont considérés comme des « emprunts ».

TABLEAU XXVI

PERCENTAGE OF OFFENCES CLEARED BY CHARGE, CLEARED OTHERWISE
AND NOT CLEARED, CANADA, 1966

POURCENTAGE D'INFRACTIONS CLASSÉES PAR MISE EN ACCUSATION,
CLASSÉES AUTREMENT OU NON CLASSÉES, CANADA, 1966



(1) Except traffic, narcotic control act and controlled drugs under the food and drug act. — Sauf infractions aux règlements de la circulation, à la loi sur les stupéfiants et à la loi des aliments et drogues contrôlés.

(2) Except traffic. — Sauf infractions aux règlements de la circulation.

(3) Includes capital murder and non-capital murder. — Inclus meurtre qualifié et meurtre non-qualifié.

que la tentation de voler une voiture frappe surtout ceux qui en sont dépourvu.

Au total, il faut assurément admettre, à cause du haut taux de recouvrement et à cause aussi de la popularité moderne de l'automobile en Amérique du Nord, que le vol de voitures constitue principalement une activité juvénile. Nous croyons pourtant qu'il convient de manifester une certaine prudence lorsque plus de 70% des crimes demeurent dans l'ombre. La prudence dans l'interprétation s'impose d'autant plus que les jeunes manifestent traditionnellement une grande gaucherie qui rend leur capture plus facile, mais pose du même coup la question : ceux qui ne sont pas pris sont-ils tous des jeunes ?

228. Différentes études, tant européennes qu'américaines, ont permis de préciser quelque peu l'identité des voleurs de voitures. En Angleterre, Gibbens¹ a mené différentes études dont on retrouve la trace dans les publications du Conseil de l'Europe² :

Du point de vue clinique, le voleur de voiture se distingue du type ordinaire des garçons des établissements Borstal en ce que l'infraction traduit plus souvent un état de névrose ; elle a, en effet, une signification symbolique, et est inconsciemment provoquée par divers motifs, notamment d'ordre sexuel. Cette constatation n'est guère surprenante, puisque le motif est nécessairement la recherche d'une émotion ou d'une excitation. Dans les cas les plus simples, le vol d'usage a généralement le caractère d'une « démonstration », le garçon de bonne famille, mais trop choyé, commettant une infraction pour affirmer sa virilité.

On trouve une description correspondante chez Sven Larsson, spécialiste de la thérapie de groupe travaillant dans les établissements pénitentiaires de Suède, lui aussi cité par les publications du Conseil de l'Europe :

Il s'agit d'un groupe de jeunes relativement restreint et relativement cohérent. Si l'on connaît dix voleurs de voitures, on en connaît cinquante ou soixante autres de nom. Le nombre des voleurs de voitures est absolument hors de proportion avec celui des voitures volées. Chaque délinquant se spécialise dans une marque. Le jeune voleur de voitures n'a nullement la bosse de la mécanique. Il s'en tient plutôt au type d'automobile où il a déjà su s'introduire et qu'il est parvenu à faire démarrer, technique qu'il a souvent acquise dans une maison de redressement. Ainsi, en général, le garçon qui vole une automobile ne s'intéresse nullement au moteur, et sa connaissance de la voiture peut se réduire au bouton d'allumage et au démarreur. Il faut aussi souligner que les vols de voitures sont généralement commis dans une période d'excitation où le garçon vole une voiture après l'autre dans un bref laps de temps avant d'être pris. Il est rare qu'il en vole une de temps à autre en agissant avec précaution. Lorsqu'ils sont d'humeur à voler, ces garçons semblent vivre dans une atmosphère de fièvre.

On s'interroge encore sur la question de savoir si les vols de voitures sont

¹ T. C. N. GIBBENS, *Car Thieves*, dans *British Journal of Delinquency*, vol. VIII, n° 4, avril 1958.

² *La délinquance juvénile dans l'Europe d'après-guerre*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1960, pp. 29-30.

l'expression d'une inadaptation générale ou s'ils représentent un phénomène psychologique particulier. Les voleurs de voitures établissent eux-mêmes une nette distinction entre les vols « rationnels » et « irrationnels ». Selon leur interprétation, les vols de voitures rationnels sont ceux que l'on commet pour s'évader plus facilement d'une institution ou pour ne pas se donner la peine de rentrer à pied chez soi la nuit. Cette catégorie comprend également les vols de voitures nécessaires à l'exécution d'un autre délit ou au transport de marchandises volées.

Les délinquants irrationnels, qui volent des voitures par plaisir, sont considérés avec étonnement par les autres. Les deux groupes ne parviennent pas à se comprendre. On songe au buveur d'eau qui ne peut comprendre pourquoi l'alcoolique est incapable de cesser de boire.

On ne peut chiffrer les groupes rationnels et irrationnels qui, pourtant, sont sans doute numériquement différents. Nous savons que beaucoup de voleurs de voitures commettent également d'autres délits. Cependant, on peut penser qu'une analyse de ces autres délits montrerait qu'ils sont accessoires au vol de voiture, qui a été le délit primaire. En fait, les vols de voitures sont souvent le prélude à des effractions de distributeurs automatiques de friandises, cigarettes, etc.

Bien qu'il soit rare que des filles participent activement à des vols de voitures, elles n'en jouent pas moins un rôle important dans de nombreux cas. Les délinquants irrationnels affirment volontiers : « Si vous avez une voiture, vous aurez une fille. » En même temps, on est frappé par l'extrême maladresse des voleurs de voitures de cette catégorie dans leurs rapports avec les filles. Nombre d'entre eux ne savent pas danser, bien qu'ils soient d'âge à fréquenter les bals. Cela signifie en outre qu'ils ne savent pas s'y prendre avec les filles et qu'ils manquent complètement de confiance dans leur propre virilité. En général, ces délinquants présentent beaucoup de caractéristiques communes. Ils sont nonchalants à l'extrême et ne s'intéressent activement à rien. Ils sont beaucoup plus inabornables que les délinquants franchement agressifs, qui eux du moins ont une personnalité relativement marquée ¹.

229. À l'intérieur du cadre défini par ces études, il est possible de déceler une tendance au « rajeunissement » des délinquants. En d'autres termes, le malaise que décrivait les spécialistes anglais et suédois semble aujourd'hui se produire plus tôt que dans le passé. Ainsi, on notait en 1963 que 60% des vols d'automobiles commis aux États-Unis l'étaient par des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Aujourd'hui, on formule la même affirmation, mais à propos des jeunes de moins de dix-huit ans ².

Il est impossible de prévoir, à l'heure actuelle, où s'arrêtera cette tendance au rajeunissement des délinquants. Les enquêtes menées dans le district de Columbia indiquent, en effet, qu'une portion importante des vols sont commis par des jeunes de *moins de quinze ans* :

¹ *Ibidem*, pp. 30-31.

² Le vol de voiture tient une place particulièrement importante dans les pays où les voitures sont en grand nombre, ainsi que dans les régions des pays en voie de développement où elles se trouvent principalement concentrées. En 1963, aux États-Unis, plus de 60% des personnes reconnues coupables de vol d'automobile étaient d'âge inférieur à 25 ans. Notre correspondant italien indique que, dans son pays, le vol de voiture est une forme de vol très répandue et qu'il est habituellement commis pour le plaisir de conduire et non dans l'intention de vendre la voiture. *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, p. 12.

Au cours des années récentes, le taux de vols d'automobiles dans la ville a connu une hausse considérable même si 1966 indiquait une baisse de 441 (8%) par rapport à 1965. Une automobile a plus de chance d'être volée si elle est stationnée sur la voie publique un vendredi ou un samedi soir dans un quartier résidentiel relevant des postes de police 2, 9, 10, 11 ou 13. Dans la plupart des cas, le véhicule est un produit General Motors, souvent débarré et souvent récupéré en moins de 72 heures dans le quartier où il a été volé, mais après avoir subi des dommages. Les 2/3 des victimes sont des Noirs habitant le district de Columbia et dont les automobiles sont dérobées à proximité de leur foyer ou de leur bureau. Les 3/4 des voleurs d'automobiles sont des Noirs de moins de 21 ans qui habitent le district et qui volent ou abandonnent presque toujours les véhicules dans leur quartier de résidence. De 1961 à 1965, 22% de tous les délinquants avaient 15 ans ou moins¹.

d) RECHERCHES SUR LES RESPONSABILITÉS DES FABRICANTS

(230-234)

230. Cette propension de plus en plus précoce aux vols d'automobiles ne doit pas faire oublier les conditions extérieures qui semblent contribuer à l'accroissement de ce type de criminalité. Nous passons ici des voleurs aux victimes, des jeunes délinquants aux fabricants et aux propriétaires.

De prime abord, il convient de nettement situer le contexte. Dans presque tous les pays du monde, le nombre de vols de voitures a augmenté à mesure que s'accroissait le parc automobile. Ceci demeure vrai jusqu'à ce que la société atteigne un point de saturation : à ce moment, le vol de voiture cesse d'être dans la plupart des cas un simple emprunt, pour devenir carrément l'activité d'un réseau organisé. (Quand se produit cette transition, les chiffres marquent fréquemment une baisse.)

Un grand nombre de facteurs influent sur les tendances de la criminalité, mais il n'est pas toujours facile de les observer séparément. Le meurtre est un crime qui varie selon les saisons. De façon générale, les taux sont plus élevés pendant l'été, exception faite du mois de décembre qui est souvent le pire mois de l'année et qui se maintient presque toujours de 5 à 20% au-dessus de la moyenne annuelle. Au cours de décembre 1963, à la suite de l'assassinat du président Kennedy, la moyenne annuelle des meurtres a marqué une régression de 4% marquant ainsi l'une des rares baisses annuelles dans l'histoire de la statistique officielle. Depuis 1950, la cadence des vols d'automobiles s'est accélérée plus vite que le nombre d'immatriculations, mais dans la même direction. Cependant, au cours de la seconde guerre mondiale, alors qu'il y avait rationnement et pénurie d'automobiles, les taux de vols de voitures ont monté en flèche. En 1946, alors que reprenait la production d'automobiles et que la plupart des autres crimes augmentaient, les vols d'automobiles marquaient une baisse².

¹ *Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia*, Washington, D.C., 1966, p. 104.

² *Task Force Report: Crime and its impact — An Assessment*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 25.

Il semble bien, par conséquent, que l'opulence de la société américaine ait constitué jusqu'à un certain point un cran d'arrêt pour cette criminalité. D'autre part, l'aspect psychologique dont nous avons fait mention agit en sens inverse, avec le résultat que le vol d'automobile n'est peut-être pas en expansion rapide, mais qu'il appartient à une génération de plus en plus jeune. Si les statistiques tenaient compte du fait qu'une portion de plus en plus considérable de la population globale se situe dans les secteurs les plus jeunes de la population, on constaterait peut-être que, toute proportion gardée, cette criminalité n'augmente pas ou n'augmente que faiblement.

231. Lorsqu'on passe ainsi des auteurs de vols aux victimes, on découvre rapidement que les voleurs s'en prennent de préférence à certains types de véhicules.

Nous avons déjà noté (par. 229) que certaines statistiques permettaient de croire que les produits de General Motors « bénéficiaient » d'une préférence de la part des voleurs. Nous savons en outre, depuis l'étude effectuée par la Sûreté municipale de Montréal, que les voleurs de banques volent, pour assurer leur fuite, des automobiles fabriquées par la même entreprise. Ceci explique sans doute que la General Motors n'ait pas toujours, en matière de sécurité contre le vol, la même attitude que ses concurrents. Ainsi, elle a tardé un an de plus — et elle aurait dû tarder bien davantage — à abandonner la pratique du numéro gravé sur le moteur :

Paradoxalement, à la suite de l'accord canado-américain sur l'automobile en vigueur depuis le 18 janvier 1965, les grands manufacturiers d'automobiles ont abandonné cette pratique du numéro gravé sur le moteur. Ainsi en fût-il des modèles Ford et Chrysler en 1966 et 1967 et des modèles General Motors en 1967 seulement. Les motifs invoqués en étaient d'économie. Cependant, ce changement donna lieu à de tels abus et occasionna de telles difficultés aux escouades chargées de la récupération et de l'identification des véhicules volés tant au Canada qu'aux États-Unis, et fut tellement unanimement décrié, que les compagnies en question revinrent à cette pratique sur leurs modèles 1968 ¹.

Par ailleurs, le même mémoire de la Canadian Automobile Theft Bureau mentionnait, dès 1967, que la société General Motors envisageait d'offrir sur ses modèles de l'année subséquente de nouveaux dispositifs de sécurité :

Ainsi un système d'allumage scellé dans une boîte métallique et ne permettant pas de créer le contact entre les fils sans être brisée, neutraliserait l'usage de la technique de vol la plus répandue. De meilleures serrures, des fenêtres plus résistantes à l'effraction, un système anti-vol, tel celui du volant barré et ne pouvant être déverrouillé qu'à l'aide de la clé originale du véhicule, seraient également bienvenus. Enfin, il serait facile de créer à même la serrure du démarreur un système d'expulsion des clés, (à ressort) qui rejetterait la clé dès que

¹ *Mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau*, p. 16 nos 23-24.

celle-ci serait revenue à la position du centre, en d'autres mots lorsque le moteur du véhicule serait arrêté. Déjà, la compagnie General Motors annonce sur ses modèles 1968, mais à titre d'option, la mise au point d'un système de bruitage (buzzer) qui entre en action dès que l'on ouvre les portières d'un véhicule alors que la clé de contact se trouve au point mort dans l'allumage ¹.

232. Ne nous méprenons pas : les précautions (ou les négligences) des fabricants n'expliquent pas tout.

- 1 — Il est probable que certains véhicules soient plus populaires en raison des avantages qu'ils comportent pour le bandit appelé à prendre « un départ rapide ».
- 2 — Une Ford du Québec ne diffère pas de la Ford ontarienne et le Québec l'emporte quand même sur l'Ontario quant au nombre de vols d'automobiles.
- 3 — La plus grande cause de vols, c'est encore la négligence des propriétaires.

Ces nuances ne font quand même pas disparaître un fait : certains types de voitures semblent, plus que d'autres, prémunis contre le vol. Nous croyons donc que les fabricants portent une responsabilité dans la prévention du vol. Nous croyons, en outre, que les fabricants peuvent, à l'autre extrémité, aider à la lutte contre le crime en permettant une meilleure identification des véhicules. Si nous nous référons une fois de plus au mémoire soumis par le Canadian Automobile Theft Bureau, nous constatons que les spécialistes distinguent cinq moyens principaux d'identifier un véhicule volé :

- 1 — l'identification physique par le propriétaire ;
- 2 — l'identification par les plaques d'immatriculation ;
- 3 — l'identification par le numéro d'identification du véhicule placé sur une plaque rivée à la carrosserie ;
- 4 — l'identification par le numéro de série du moteur, gravé sur ce dernier ;
- 5 — l'identification par le numéro caché.

De l'avis des spécialistes, les deux derniers moyens sont, sans être parfaits, les plus au point, car, dans tous les autres cas, l'altération, l'enlèvement ou la substitution sont possibles (Canadian Automobile Theft Bureau, par. 19 et 20). Après ces explications, on comprend d'autant mieux la surprise des spécialistes lorsque les fabricants d'automobiles décidèrent de supprimer le numéro gravé sur le moteur au cours des années 1966 et 1967.

¹ *Mémoire du Canadian Automobile Theft Bureau*, p. 42 n° 94.

Au total, il est évidemment possible, ainsi que les événements l'ont prouvé depuis une couple d'années, de fabriquer des automobiles donnant moins de prise aux voleurs. D'autre part, il est également possible, ainsi qu'on le savait jusqu'en 1965 et qu'on a recommencé à le savoir en 1968, de fabriquer des automobiles d'identification plus facile.

233. Les fabricants d'automobiles ont donc leur part de responsabilités dans la prévention du vol d'automobiles et dans la lutte à mener contre ce genre de criminalité. Au cours des récentes années, leur attitude a varié d'une année à l'autre et même d'un fabricant à l'autre. Certains, sans qu'on sache jamais pourquoi, décident à une certaine époque de ne plus numérotter les moteurs, ce qui rend extrêmement aléatoire l'identification des véhicules. Deux ans plus tard, l'identification reprend sans qu'on sache les raisons exactes de la volte-face. (Il est permis de soupçonner cependant que la seconde décision est en partie attribuable au raz de marée de protestations soulevé par la décision de 1966). En outre, quelques-uns d'entre eux, qui avaient pris l'habitude d'équiper leurs voitures d'un cadénassage automatique du volant l'ont supprimé par la suite sans qu'on sache encore pourquoi. Enfin, il semble bien que les fabricants ont tardé sans raison valable à rendre moins accessibles les fils qui servent à l'allumage.

Dans bien des cas, il suffirait pourtant de pressions exercées par les Chambres de Commerce et par divers organismes du genre pour que les fabricants en arrivent rapidement à de meilleures mesures sécuritaires.

De la même manière, il importe que des mesures énergiques soient prises pour interdire le commerce des clés maîtresses qui sont aujourd'hui utilisées par des réseaux organisés de façon systématique. À l'heure actuelle, il est encore possible de se procurer ces clés maîtresses par correspondance pour une somme modique. Le Canadian Automobile Theft Bureau signale qu'un état américain, le Texas, possède déjà dans ses lois une disposition qui interdit la publicité et la vente de telles clés et qui stipule que la possession de ces clés maîtresses, sans excuse valable dont la preuve incombe à l'accusé, constitue un délit.

234. Ce bref tour d'horizon nous a permis de constater à la fois les remarquables progrès québécois et les retards qu'il nous faut encore combler. Nous avons pu également constater les permanentes ambiguïtés de la statistique et la nécessité de poursuivre les recherches sur les personnes impliquées dans ce type de criminalité. Enfin, nous avons voulu souligner la responsabilité des citoyens eux-mêmes et des fabricants d'automobiles. Il est temps de formuler des recommandations précises. Nous ne reprenons pas ici toutes les recommandations du mémoire étudié : la plupart nous semblent fondées, mais certaines sont d'allure si technique que nous devons en laisser l'étude aux spécialistes.

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1 — Le nombre des vols d'automobiles a suivi au Québec une étrange trajectoire :

- De 1946 à 1955, le nombre des vols demeure passablement stable ;
- En 1956 et 1957, une augmentation considérable se produit ;
- De 1957 à 1960, nouveau plafonnement ;
- 1961 marque l'apparition des réseaux organisés, apparition qui se traduit par une hausse considérable.

2 — Depuis 1962, le nombre des vols d'automobiles a fluctué :

1962	—	12,327	1965	—	12,769
1963	—	14,805	1966	—	11,644
1964	—	13,953	1967	—	13,232

3 — Diverses explications ont été offertes pour expliquer les plafonnements et les fluctuations.

- 1 — Les variations démographiques ;
- 2 — L'augmentation du parc automobile ;
- 3 — L'augmentation proportionnelle de la population juvénile ;
- 4 — L'abolition de la peine minimum d'un an pour vol d'automobile...

4 — L'analyse révèle que le nombre de vols de voitures augmente plus rapidement que la population. On constate que l'augmentation du nombre de vols va dans le même sens, mais plus rapidement que l'augmentation du parc automobile. Toutefois, si l'on tenait compte davantage du rajeunissement de la population, les statistiques des vols d'automobiles seraient moins impressionnantes.

5 — Différentes sources semblent indiquer que le taux des vols d'automobiles par 100,000 immatriculations ou par 100,000 habitants augmente légèrement, mais on constate surtout que ce type de crimes appartient à des groupes de plus en plus jeunes.

6 — Nous ne croyons pas que l'abolition de la peine minimum d'un an de prison pour vol d'automobile soit un facteur important dans l'augmentation du nombre de vols. En effet, l'abolition a frappé l'ensemble du pays tandis que l'augmentation du nombre de vols s'est fait sentir principalement dans la région métropolitaine de Montréal. Par ailleurs, les efforts de la police municipale de Montréal ont réussi à enrayer la montée de cette criminalité, sans qu'intervienne aucun amendement au code criminel pour rétablir la peine minimum d'un an d'emprisonnement.

7 — Selon les chiffres disponibles, il faut orienter les réflexions dans des directions différentes selon qu'il s'agit de véhicules empruntés par des jeunes ou de véhicules escamotés par un réseau organisé.

8 — Dans le cas des emprunts de voitures, les auteurs des délits sont généralement des jeunes qui connaissent, d'après les spécialistes, des difficultés considérables dans leur adaptation à la vie sociale. D'autre part, la majorité des délits frappe des citoyens qui n'avaient pas pris la précaution élémentaire de verrouiller leur véhicule ni même de retirer la clé de contact. Les solutions pour cette partie du problème comprendront donc surtout des mesures de réadaptation et de réinsertion sociale, d'une part, et, d'autre part, une campagne de publicité pour rendre les citoyens plus conscients des risques qu'ils encourent par leurs négligences.

9 — Face aux vols de voitures perpétrés par des réseaux organisés, d'autres méthodes deviennent nécessaires. Les fabricants et les corps policiers se substituent ici aux citoyens et aux psychologues pour faire face au problème. D'une part, les fabricants doivent rétablir et conserver les différents moyens d'identifier les véhicules. D'autre part, le gouvernement doit reviser les procédures en vigueur dans les différents bureaux d'enregistrements, de manière à éviter le vol de formules passe-partout. Le gouvernement, en outre, doit boucler des accords avec les autres provinces canadiennes de manière à échanger rapidement les informations lorsque le propriétaire d'un véhicule s'installe dans une autre province. Le législateur intervient également pour prohiber le plus possible la vente des clés maîtresses.

10 — Les corps policiers, quant à eux, se donneront une coordination plus grande et seront aidés dans leur travail par l'édiction de contrôles plus sévères sur ceux qui font commerce d'automobiles, d'automobiles usagées ou pièces d'automobiles.

11 — RECOMMANDATION 1 :

Que des pressions soient exercées, de la part du gouvernement et des corps intermédiaires, pour que les fabricants d'automobiles amélio-

rent dans les plus brefs délais les dispositifs de sécurité qui rendront les véhicules moins faciles d'accès.

12 — RECOMMANDATION 2 :

Que le ministère des Transports utilise la correspondance qu'il échange avec les automobilistes pour les inciter à mieux surveiller leur véhicule. De la même manière, que les corps policiers fassent connaître aux citoyens les chiffres qui concernent le nombre de vols commis au dépens d'automobilistes négligents. Qu'on mette aussi à profit la bonne volonté des médias d'informations en leur fournissant des statistiques sur les causes et les occasions des vols d'automobiles.

13 — RECOMMANDATION 3 :

Que les corps policiers vérifient périodiquement si les véhicules automobiles sont prudemment verrouillés par leurs propriétaires. Qu'ils donnent un avertissement écrit à ceux qui se seraient montrés négligents.

14 — RECOMMANDATION 4 :

Que la coordination des forces policières comprennent la liaison de toutes les autos-patrouilles à un centre et que ce centre soit lui-même relié constamment à une ordinatrice en possession de tous les renseignements sur les véhicules moteurs.

15 — RECOMMANDATION 5 :

Que les corps policiers et les différents bureaux d'enregistrements veillent à transmettre avec la plus grande célérité tous les renseignements requis par le centre d'information du bureau des véhicules moteurs.

16 — RECOMMANDATION 6 :

Que le gouvernement du Québec exige une licence provinciale avant d'autoriser qui que se soit à exploiter un commerce de vente ou de réparation d'automobiles neuves ou usagées, de vente de pièces usagées, de démolition ou de reconstruction de voitures. Le règlement devra couvrir également les cimetières d'automobiles.

17 — RECOMMANDATION 7 :

Que le ministère des Transports émette un registre détaillé à l'intention de tous ceux qui sollicitent la permission de faire le commerce des automobiles et des pièces usagées. Le ministère devra effectuer une vérification régulière de ce registre et sévir contre ceux qui négligeraient de se conformer à l'exigence d'une inscription complète de toutes les transactions.

18 —

RECOMMANDATION 8 :

Les entreprises de démolition et de mise en pièces de véhicules devront être soumises à l'obligation de faire un rapport individuel au Bureau des véhicules automobiles pour chaque véhicule détruit, démoli ou démantelé et elles auront soin de mentionner le nom de l'ancien propriétaire du véhicule, la description du véhicule et les raisons de la mise en pièces. De plus, avec ce rapport, elles devront expédier, si cela n'a déjà été fait, les plaques d'immatriculation du véhicule ainsi que la plaque métallique contenant le numéro d'identification du véhicule.

19 —

RECOMMANDATION 9 :

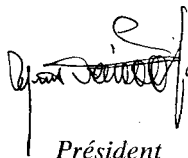
Que le ministère des Transports exige que tout commerçant de véhicules automobiles ainsi que toute personne effectuant une vente, fasse connaître à l'acheteur la conformité du numéro de série de son véhicule avec le numéro inscrit sur son certificat d'immatriculation.

20 —

RECOMMANDATION 10 :

Que les recherches se poursuivent afin de mieux déterminer l'identité des auteurs de vols d'automobiles, mais que l'on tienne compte, jusqu'à nouvel ordre, que le vol de voitures constitue, dans au moins 70% des cas, le crime de jeunes gens qui éprouvent des difficultés d'adaptation.

QUÉBEC, 23 juin 1969.



Président



Commissaire



Commissaire



Secrétaire

APPENDICE 1

Résumé des principaux témoignages de spécialistes.

- a) Caporal Germain Courchesne
- b) Lieutenant Léo Talbot
- c) Régistraire Yvon Desloges
- d) Séquestre Paul Devos
- e) Me Jean-Paul Bergeron
- f) Me Jay Rumanek

CAPORAL GERMAIN COURCHESNE

Date du témoignage devant la Commission : 18 juillet 1967.

28 ans.

Caporal à la Sûreté provinciale.

FONCTIONS

- Attaché depuis 5 ans à l'escouade des fraudes.
Spécialisé dans les faillites depuis 4 ans.
- L'escouade comprend 15 hommes, dont 10 pour les faillites.
Ceci, seulement pour Montréal et la région.

PROCÉDURES

A— *Plaintes*

Elles parviennent directement à l'escouade ou proviennent du ministère de la Justice.

Elles sont étudiées en collaboration avec le registraire.

B— *Poursuites*

Dans tous les dossiers où la preuve est complète, il y a poursuite.

SYSTÈMES DÉCELÉS

Règle générale :

- Par le biais d'un homme de paille, on prend le contrôle d'un commerce établi.
- On cultive de bonnes références de crédit, soit en rencontrant les premières échéances, soit en déposant un montant à la banque.
- On commande ensuite tout ce qu'on peut et on liquide le plus tôt possible.
- Si les créanciers pressent cession des biens, on utilise la requête en faillite présentée par un prête-nom et basée sur une fausse créance.
- Le montant déposé est retiré à temps.

ILLUSTRATIONS

1— Un commerce établi en mai 1961 change de mains en mai 1963.

- On a payé tous les créanciers.
- Avec 3 ou 4 téléphones, on commande partout.
Pour le crédit, on se réfère aux gens payés.
En un mois, on commande pour \$71,000.
- Tout de suite après, on liquide avec 73 créanciers.

- En cours de route, on a vendu des matériaux à un intermédiaire. Factures fictives entre les deux.
L'intermédiaire reçoit \$20,000 de marchandises et bâtit trois chalets.
L'intermédiaire obtient aussi des marchandises d'un magasin de meubles dont le groupe s'est emparé et qui fera aussi faillite avec le même syndic.
 - Seuls les camionneurs pouvaient établir les livraisons.
 - Poursuites réussies contre les responsables et le syndic.
- 2— Ouverture simultanée de trois magasins de meubles sous compagnie incorporée.
- On prend contact (luxueusement) avec les fournisseurs.
 - Les références de crédit sont fournies par la bande elle-même. Le fournisseur y perdra \$12,000.
- 3— Un mois plus tard, le même groupe s'empare d'une salaison.
- Dépôt de \$25,000 qui rassure les créanciers.
 - Commandes multiples sur chèques antidatés.
 - Le groupe achète \$75,000 de beurre qu'il revend \$0.06 de moins qu'à l'achat.
Pour la revente, on a une autre raison sociale.
 - Au moment de la faillite, aucun actif face à ce \$75,000. Le tout se règle en un mois.

N.B.

- a) Les actifs demeurent négligeables.
 - Meubles : \$20,000 contre \$50,000 de passif.
 - 1er cas : \$ 3,000 contre \$71,000 de passif.
- b) Il est difficile de récupérer la marchandise.
 - bonne foi des acheteurs.
 - livraisons ultra-rapides.
- c) Ceux qui visitaient les établissements cessaient vite de leur vendre, mais 5 à 10% se donnent ce mal.
- d) Très souvent, on parvenait à fausser les rapports de crédit.

18 juillet 1967.

LIEUTENANT LÉO TALBOT

Dates des témoignages devant la Commission : 5, 6 et 12 avril 1967.

Le témoin : 38 ans, lieutenant au service de la Sûreté municipale de Montréal, 17 ans de service, 4 ans dans le domaine de la faillite.

REMARQUES GÉNÉRALES :

Les faillites s'accompagnent fréquemment d'incendies criminels et de vols simulés.

La moitié des faillites montréalaises pourraient être évitées par une enquête et par l'application de la loi.

Quand la faillite est consommée, il est fréquemment trop tard pour mener la moindre enquête.

Nécessité d'une enquête chaque fois que l'actif n'égale pas 50% du passif.

Si l'actif est nul, il n'y a pas de notes sténographiques parce que personne ne voit d'intérêt à payer personnellement l'interrogatoire du failli.

Difficulté fréquente d'obtenir les livres et la comptabilité de la compagnie faillie.

Meilleure méthode d'enquête : interrogatoire des employés.

Manque flagrant de procureurs de la Couronne : dix-huit dossiers terminés attendent l'action de la Couronne.

En vingt ans, le revenu national brut quintuple, le volume des faillites se multiplie par 65.

Pertes fédérales (1965) : plus de \$25 millions.

Pertes québécoise (1965) : plus de 9 millions.

La loi des compagnies est rarement appliquée par le Secrétariat du Québec.

Multiplie faillites et incorporations (jusqu'à 23) pour le même individu.

Nécessité absolue de policiers spécialisés dans le domaine de la fraude et de la faillite.

On constate un grand nombre de faillites dans le domaine de la construction.

À une certaine époque, on obtenait du crédit grâce à des rapports de crédit falsifiés.

Nécessité d'établir et de maintenir des contacts constants avec l'Ontario et les États-Unis.

MÉTHODES UTILISÉES POUR FAILLIR FRAUDULEUSEMENT

Achats accrus, faillites subites et l'actif disparu.

Créances fictives pour devenir inspecteur de la faillite.

Transactions secrètes pour transmettre l'actif à quelqu'un avant de faire faillite.

Dans la construction, on garde volontiers un lien sur le terrain. Lorsque l'édifice est construit à 80%, on exerce le lien, on met la compagnie en faillite et on s'empare du tout.

Faux rapports de crédit obtenus par chantage ou intimidation.

Achat d'une compagnie sous seing privé pour utiliser le crédit des anciens propriétaires.

Vol simulé, actif disparu, mais remboursé par les assurances.

Me YVON DESLOGES

Dates des témoignages devant la Commission : 12 avril, 19 et 25 juillet 1967.

Régistrare au Greffe de la Faillite à Montréal.

PERSONNEL :

En 1963, 12-13 personnes.

En 1967, 18.

Bientôt : 28.

SITUATION :

Tenue des dossiers améliorée, mais encore inadéquate.

Personne ne procède à l'inspection du greffe.

Il fallait mettre fin au commerce de la justice.

— On achetait la justice à « tant de la procédure »,
à « tant du jugement ».

— Les salaires de crève-faim contribuaient au fouillis.

CORRECTIONS :

— Assemblées depuis février 1965 avec les syndics de faillite.

Il en résulte une excellente collaboration.

— Dans le passé, quelques avocats ont eu des mœurs légères.

On les voit moins souvent.

L'avocat du débiteur ne doit pas être l'avocat du syndic.

L'avocat d'un créancier garanti non plus.

L'avocat d'un créancier ordinaire ? pas de problème.

— Une douzaine d'avocats refusent de collaborer.

Certains cas ont été soumis au Barreau.

— Plaintes contre certains syndics et enquête rapide.

Quelques cas attendent encore.

SYSTÈMES :

— Plusieurs faillites pour le même individu.

Le secrétariat de la province n'agit pas.

Suggestion : amende pour les incorporateurs (avocats) qui dissimulent les vrais propriétaires.

Augmenter le personnel au ministère du Revenu.

On perd souvent toutes les taxes : repas, vente.

— Spécialiser des procureurs de la Couronne.

Montréal devrait avoir un procureur spécial.

— Fichier central des différentes compagnies reliées aux faillites — Québec ne donne pas les renseignements.

On donne seulement les informations officielles.

D'ailleurs, le secrétariat n'est pas toujours au courant des faillites et ne reçoit avis des faillites que par la *Gazette officielle*.

Le fichier comprendrait les noms des directeurs.

REMARQUES SUR LA LOI DES FAILLITES :

- Juridiction fédérale à compter de la faillite.
" provinciale jusqu'à la faillite.
- On détourne souvent la loi de son but véritable.
Les créanciers se désintéressent des faillites qui traînent.
- La loi Lacombe entraîne souvent la faillite.
Des fonctionnaires agissent comme rabatteurs.
- Les prêteurs et les créanciers devraient être plus prudents.
- Les petits faillis s'en tirent moins bien que les autres.
- Comment un petit failli peut-il payer \$350 à un syndic ?
- Les acheteurs de stocks de faillites jouent un rôle assez ambigu.
- Dans l'ensemble, les réseaux qu'on a pu localiser ont été démembrés,
mais il reste des individus.

M. PAUL DEVOS

Dates des témoignages devant la Commission : 27 juin et 13 juillet 1967.

34 ans.

Séquestre officiel pour la division numéro 1.

FONCTIONS

- Préside les assemblées de créanciers.
Effectue l'interrogatoire des faillis.
Effectue l'acceptation des cessions.
Effectue l'étude des bilans.
- Depuis juillet 1966, enquête sur les cas douteux.
Parfois, l'interrogatoire statutaire suffit.
Sinon, travail policier (Montréal, P.P., R.C.M.P.)
L'enquête met fin au travail du séquestre.
- Personnel : 2 sténos, 1½ dactylo.
Il faudrait 3 séquestres pour la division.
La compétence est rare.
Plusieurs ne veulent pas de fonctionnarisme.
Aucune possibilité d'avancement.
Le travail exige souvent du surtemps non payé.
Besoins :
 - 3 séquestres avec une secrétaire chacun ;
 - 2 comptables avec une secrétaire ;
 - au total, 15 personnes au lieu de 5.

LA LOI ET SON APPLICATION

- 4-5 faillites par semaine (sur 30) semblent louches.
Pourquoi ? Passif de \$10,000 sans actif.

- D'où difficulté de payer le sténographe.
- L'assemblée des créanciers est aussi révélatrice.
- Début d'index avec les noms de directeurs.
On localisait les « abonnés », mais on n'a pas pu continuer, faute de personnel.
- Il arrive souvent que le failli refuse de se présenter.
Dans ce cas, lettre, puis mandat.
- La loi prévoit que le failli peut faire cession au séquestre lui-même.
Cette loi est inappliquée. . . et inapplicable !
Cela s'est produit 10 fois cette année.
- En pratique, le failli choisit son syndic et les créanciers ratifient constamment ce choix. Chez le séquestre, il n'y a pas le dépôt (contrairement au syndic).
- Le contact existe entre le séquestre et les corps policiers.
- Aucun lien entre les séquestres ou entre les greffes.
Seulement 2 des 21 séquestres sont à plein temps.
La plupart cumulent différentes fonctions.
- On ne trouve pas d'avocat parmi ceux qui déclenchent des faillites « au bon moment ».
- Menaces occasionnelles dans des cas douteux.

LES PROCÉDURES

1 — Ouverture du dossier.

Pièces :

Cession accompagnée d'un bilan.

Dans une corporation : résolution.

Pour une ordonnance de séquestre, la seule pièce est le jugement.

Aucune vérification des pièces, à moins que le séquestre la fasse lui-même.

2 — Travail du séquestre.

Convocation du failli et interrogatoire.

Certificat de nomination du syndic.

Presque toujours, c'est le syndic déjà suggéré et déjà à l'œuvre.

Seuls changements : si un créancier qui représente plus de 50% le demande.

3 — Assemblées des créanciers.

Non plus dix à la demi-heure, comme autrefois.

Lundi : administrations sommaires ($\frac{1}{4}$ d'heure).

Mardi et mercredi : commercial ($\frac{1}{2}$ heure).

Jeudi et vendredi : propositions.

Si une assemblée se prolonge, seconde salle.

Le changement date de février 1965. Auparavant, les créanciers ne se rendaient même pas.

Bien appliquée, la loi aiderait les créanciers.

L'assemblée a lieu dans les 20 jours. La loi donne 5 jours au syndic pour convoquer une assemblée dans les 15 jours. Déjà, le séquestre a mené son interrogatoire et a pu déclencher une enquête à partir du bilan.

- 4 — Le syndic remet une liste des créanciers. Interrogatoire sur les dettes, la marchandise reçue. Au terme, le surintendant pourra comparer les preuves de réclamations et la liste originale.

Le syndic remet dans les 7 jours le bilan du failli. L'interrogatoire a lieu entre le 8e et le 20e jour.

Ni le séquestre ni le registraire ne peuvent vérifier le bilan, mais les réponses diffèrent souvent du bilan. S'il y a parjure, le rapport parvient au surintendant.

Lors de l'interrogatoire, sont présents :

le failli et son avocat (rare)

le sténographe

le séquestre.

Tout est sténographié et versé au dossier.

L'assemblée des créanciers peut révéler des « oublis ».

Cela aussi est noté et complète le travail du séquestre. Le séquestre peut demander une enquête dès le début.

- 5 — Les différents agents :

a) L'avocat des créanciers est nommé à l'assemblée des inspecteurs. Il arrive que ce soit l'avocat du failli (5%). Ceci est dangereux et anormal.

b) La même chose se produit pour les inspecteurs qui sont nommés à l'assemblée des créanciers.

Le séquestre agit comme inspecteur dans 350 dossiers, pour éviter des abus.

Depuis août-septembre 1965, les subtilités ont cessé. On ne fait plus pression pour le choix des inspecteurs, du syndic... Avant, les créanciers ne pouvaient rien faire. Les syndics moussaient la candidature de certains avocats.

- 6 — Rôle du registraire.

Attendre que les procédures entrent, les enregistrer.

7 — La libération du failli.

- a) Les seules pièces sont celles notées plus haut.
Exceptionnellement, quelques additions.
- b) Il peut y avoir interrogatoire par le registraire.
Dans au moins 10% des cas (jusqu'à 20%).
Ceci peut être demandé par les créanciers ou les inspecteurs. 40% inspecteurs; 60% créanciers.
Il arrive qu'on y découvre d'autres actifs. Il est tard, mais les créanciers sont un peu coupables.
- c) Des fraudes restent cachées malgré tout, mais très peu.
Pourquoi ? Pas assez de personnel administratif chez le séquestre.
Manque de connaissance chez les créanciers.
Absence des créanciers aux assemblées.

Remèdes ? Du personnel et l'argent pour les enquêtes.
Le séquestre paie de sa poche et n'est jamais remboursé.
Les remboursements viennent parfois du fédéral quand le surintendant donne son accord.
Pourtant, depuis juillet 1966, la loi permet au séquestre de faire enquête.

8 — Vérification de l'inventaire.

- a) Le syndic prend l'inventaire.
- b) Le séquestre, peut, à l'occasion, se rendre sur place.
Il peut aussi perquisitionner.
- c) Vérification possible chez le surintendant.

On peut, aux différents niveaux, découvrir d'autres actifs. Des syndics rapportent des fraudes. Leur rapport va au surintendant. Certains syndics travaillent pour les faillis. Plusieurs licences ont été révoquées.

Les syndics tardent parfois à agir.

Il serait préférable de n'avoir que des syndics à plein temps.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

- 1 — Le travail de nuit provient d'urgences.

Le failli pouvait supprimer des actifs, des livres . . .

- 2 — Le registraire, qui est la Cour, devrait toujours être avocat.

Les séquestres seraient plutôt des avocats.

- 3 — Difficulté pour obtenir des renseignements rapides du Secrétariat du Québec. On n'accepte pas l'appel téléphonique ou bien on donne le nom des incorporateurs officiels.
Il faut alors mener des enquêtes auprès de bureaux d'avocats qui n'apprécient pas la procédure.
Il faudrait un fichier central chez le séquestre pour renseigner tout le monde.
Rien n'indique au séquestre les résultats de la plainte.
- 4 — Le travail est à jour : délai de 2 semaines.
- 5 — Le bilan du failli est toujours assermenté par lui.
- 6 — Les créanciers sont les bienvenus à l'interrogatoire, mais ils ne sont pas convoqués.
- 7 — Le séquestre peut sortir des questionnaires statutaires. Dans le passé, le syndic remplissait souvent la formule. La nouvelle méthode date de 1965.
- 8 — Le témoin est, à Montréal, le premier séquestre à plein temps.
- 9 — Le rôle du séquestre : récupérer le plus d'actifs possible. Que d'autres répriment les abus que révèle l'interrogatoire. Faute de temps, le séquestre ne commente pas. Faute de temps, le séquestre n'a pu refaire les questions.
- 10 — À la connaissance du témoin, les syndics ne font pas de recrutement auprès d'éventuels faillis.
- 11 — On a quelque peu déformé l'esprit de la loi.
- 12 — Il n'existe pas de séquestre à juridiction provinciale. Pas davantage de registraire des faillites provinciales. Il faudrait, en plus, un fichier central.
- 13 — Si le Secrétariat de la province surveillait ses lois, le travail du séquestre serait plus simple. À l'heure actuelle, aucun contact entre les deux.
- 14 — Dans les réseaux, utilité de l'interrogatoire. Certaines faillites frauduleuses feront l'objet de poursuites quand l'étude sera terminée. Il n'appartient pas au séquestre de poursuivre.
- 15 — Tous les faillis obtiennent leur libération tôt ou tard, avec ou sans conditions.
Certains sont libérés totalement sans avoir remis un sou.
La Cour se fonde sur le rapport du syndic à propos de la demande de libération. En général, ce rapport ne vaut pas cher.

Le tribunal peut aussi convoquer d'autres témoins. Les créanciers le demandent parfois. Les oppositions concernent surtout les petits faillis.

Besoins :

1 — Un véritable rapport du syndic.

2 — Un état de recettes et déboursés.

Certains demandent libération avant la fin de l'enquête.

Les corporations n'ont pas besoin de libération. Pourtant, on souscrit effectivement très peu d'argent. Certaines sont même formées *pour faire* faillite.

Le séquestre voit des habitués de la faillite.

BESOINS EN PERSONNEL SUPPLÉMENTAIRE (division no 1)

2 séquestres

2 comptables

2 secrétaires pour les séquestres

1 secrétaire pour les comptables

3 commis

2 dactylo-commis.

STATISTIQUES

1 — Impossible de préciser le nombre de plaintes à la police.

2 — Cessions volontaires et ordonnances de séquestre.

1er janvier au 30 juin 1967 : 225 faillites d'individus
430 faillites de corporations
plus de 100 propositions.

3 — Pour le Québec entier.

En 1965 : 1,225 faillites commerciales : \$ 92 millions,
Ontario : 501 faillites commerciales : \$103 millions.
Plus d'individualisme au Québec.

FAILLITES « PAYANTES »

— D'abord s'incorporer.

La responsabilité est limitée.

La comptabilité est négligée.

On peut se renvoyer la balle plus facilement.

Remède : Exiger un cautionnement des incorporateurs.

Ceci irait plus loin que l'ancienne loi qui exigeait
10% du capital autorisé.

STATUT DES SYNDICS ET RÔLE DU SÉQUESTRE COMME SYNDIC

- Pour fonctionner, il faudrait 60 syndics pour remplacer les 30 syndicats actifs de Montréal.
- Avantages à maintenir la présente formule.
La fraude ne se fait pas surtout au niveau du syndic.
Le syndic est soumis à un contrôle.
- Le séquestre agit comme syndic dans 700 dossiers, mais il ne parvient pas à remplir ses propres fonctions.
- Les dossiers qui aboutissent au séquestre ne sont pas en ordre ou sont litigieux.
Les plus vieux remontent à 1956-1957.
Le nombre des créanciers varie de 10 à 200 par dossier.
- Depuis avril 1965, on n'a pas nommé de nouveaux syndics.
- Dans les 700 dossiers, l'argent est perçu et attend.
Ceci représente plus de \$100,000.
La loi impose une obligation au séquestre, mais ne lui fournit pas les moyens.
- Dans le passé, le surintendant mettait douze mois à approuver le bordereau de dividendes final. Aujourd'hui, il faut 2-3 mois.
- Le syndic n'est pas obligé de prendre un dossier.
- Dans certains cas, l'argent est dans les mains des percepteurs.
- Avantages à un système « d'assistance judiciaire » pour que les syndics prennent les cas peu reluisants.
20 cessions sommaires ont été déposées chez le séquestre depuis le dernier témoignage . . .
Les syndics seraient prêts à assumer ce rôle.

JURIDICTION

- C'est une décision fédérale qui empêche la nomination de nouveaux syndics.
- C'est au provincial qu'il incombe d'engager du personnel.

SURVEILLANCE

- Les 700 dossiers concernent 5 syndics.
- Le surintendant surveille les actifs et l'administration du syndic.
- Dans la division 1, 4 enquêtes, 7-8 comptables. Ceci depuis février 1967. Avant : un seul enquêteur.

RÔLE DU SÉQUESTRE COMME INSPECTEUR

- Innovation (regrettable !) en 1965.
- 285 dossiers assumés parce qu'aucun créancier n'assistait ou parce

qu'il y avait risque de non-poursuite ou parce que les syndicats semblaient choisir les inspecteurs.

INCONVÉNIENTS DU CUMUL

- Le registraire est un tribunal.
Le séquestre est un agent administratif.
La loi autorise ce paradoxe.
- Lorsque le séquestre agit comme inspecteur, il ne peut plus être l'officier taxateur.

REVALORISATION DU RÔLE DU SYNDIC

- Création d'une corporation professionnelle.
Probablement sur une base provinciale.
- La corporation agirait elle-même. Sinon le surintendant intervient.
- La procédure serait encore définie par le surintendant.

LES DÉLAIS

- Des jugements de décembre ne sont pas dactylographiés.
Moins de 50% des dossiers se ferment en un an.
- Pour les demandes de libération, 1,000 attendent.
On vient de terminer 1964.
Normalement, il faudrait étudier le cas avant 12 mois.
Créanciers et inspecteurs garderaient de l'intérêt jusqu'à la fin.
- Il y a toujours un juge qui siège en faillite.
Si certaines causes durent trop, les autres attendent.
Il est arrivé qu'on passe 136 demandes de libération dans la même journée.

PARTICULARITÉ QUÉBÉCOISE

- La partie 10 n'est pas appliquée au Québec parce que la loi Lacombe existe.
Cette loi est plus souple (ou plus arbitraire) que la loi de faillite.
- Un amendement de juillet 1966 élimine, à toutes fins pratiques, l'obligation de faire statuer le tribunal sur le montant à payer.

RÉALISATION DE L'ACTIF

- Le syndic y veille, mais, dans les cas de fraude, l'actif est à peu près inexistant.
- Le séquestre devrait aussi avoir le personnel pour les cas où il reçoit cession.

FICHER CENTRAL

- 1 — Carte dès qu'une cession survient :
 - nom de la corporation ou de l'individu ;
 - dates de la cession et de l'enregistrement ;
 - causes réelles de la faillite et somme des dividendes.Ainsi, on pourra surveiller les transports d'actifs.
 - En plus, valeur de l'actif et du passif ;
 - noms des directeurs et administrateurs ;
 - nombre de faillites du même individu.
- 2 — Centraliser les informations à Québec ou à Montréal.
- 3 — Veiller à posséder les noms des propriétaires véritables.

RÉMUNÉRATION

- Payer les inspecteurs \$3 par séance, c'est ridicule.
Les payer sur une base horaire ou d'après les dividendes versés aux créanciers ordinaires.
- Pour les syndics, 7½ % ne suffit pas toujours.
Leur payer un minimum de \$500 plus un pourcentage de l'argent remis aux créanciers ordinaires.
À l'heure actuelle, le syndic reçoit 15-20%.
\$275 - \$300 pour les administrateurs sommaires.
\$400 pour les autres faillites.
Mieux vaut payer qu'avoir des amateurs ou des bandits.
Seulement 30 des 100 syndics de Montréal sont des professionnels actifs.
Ailleurs, on peut nommer quelqu'un pour chaque dossier.
Il n'est pas exigé que le syndic soit c.a.

CORPORATION DE L'ÉTAT

- L'État ne devrait pas être un créancier garanti.
- Le séquestre n'a pas le personnel ni la documentation pour suivre les infractions.
Les enquêtes du séquestre ne lui sont pas remboursées.

SURVEILLANCE

- Grâce au cautionnement, on éviterait que des faillis non libérés se remettent en affaires sous d'autres noms. On ferait enquête pour déterminer la caution.

RETARDS AU SÉQUESTRE

- Les libérations attendent.
- L'index entrepris en 1965 est interrompu.

- 700 dossiers (comme syndic).
- 300 dossiers (comme séquestre) avec 300 à 500 interrogatoires à faire.

Rendement du 1er janvier 1967 - 30 juin 1967

à 3 séquestres 772 assemblées de créanciers
 950 interrogatoires statutaires
 1,841 jugements
 1,181 états taxés
 1,181 mémoires de frais d'avocats.

RECOMMANDATIONS

- Que les créanciers assistent à la 1ère assemblée.
- Mieux contrôler le crédit.
- Aider le syndic à vendre les actifs pour éviter les ventes fictives.

REMARQUE

- Certaines lois servent peu :
 - la loi des arrangements entre les compagnies et les créanciers.
 - la loi des liquidations volontaires.

Me JEAN-PAUL BERGERON

Date du témoignage devant la Commission : 5 juillet 1967.

EXPÉRIENCE

Avocat depuis 1941.
 Fonctions administratives de 1943 à 1947.
 Pratique générale de 1947 à 1959.
 Procureur de la Couronne jusqu'en 1960.
 Par la suite, spécialisation dans la faillite.

LA FAILLITE

- 1 — Faillite par requête ou par cession.
- 2 — En pratique, le débiteur choisit le syndic et le séquestre l'accepte.
- 3 — Assemblée des créanciers convoquée par le syndic.
- 4 — Ceux-ci confirment le choix du syndic et choisissent les inspecteurs.
- 5 — Enregistrement des créances :
 - a) créances garanties : droits réels affectant les actifs ;
 - b) actifs privilégiés : non au sens du Code civil, mais par préférence à même la réalisation ;

- c) créances ordinaires : sur les actifs nets réalisés.
- 6 — Récupération d'autres actifs, autrement dit examen des préférences ou des pratiques frauduleuses.
- 7 — Libération du failli, conditionnellement ou autrement.

JURIDICTIONS

- 1 — La loi elle-même appartient au fédéral.
- 2 — Le provincial voit à l'organisation des tribunaux et à l'application de la loi.
- 3 — Les juges sont nommés par le fédéral.
- 4 — Séquestre et registraire sont choisis par le juge en chef.
- 5 — Les syndics dépendent, pour leur licence, du surintendant et du fédéral.
- 6 — Les employés du greffe relèvent du provincial.
- 7 — Les Sessions interviennent sur recommandation de la Cour supérieure ou du séquestre ou d'un créancier.

HISTORIQUE

- 1 — L'après-guerre a vu la multiplication des commerces.
L'inexpérience a engendré nombre d'échecs.
D'autres ont incorporé des entreprises à seule fin d'en soutirer le maximum.
Le propriétaire se payait un salaire démesuré aux dépens des créanciers. Ça continue.
- 2 — À la suite de l'amendement de 1950, multiplication des licences de syndic (cent en plus).
Les formalités étaient simplifiées pour l'administration sommaire : rapport au surintendant, mais il n'y avait pas d'inspecteurs.
Les pisteurs tiraient les noms de publications et pratiquaient la sollicitation.
On a tenté d'exclure cette administration sommaire de la Loi sur la faillite, mais l'Ouest a résisté.
Dans la majorité des cas, les gens n'obtiennent qu'un sursis, car leurs dettes d'alimentation demeurent (art. 135). Aujourd'hui, on a ajouté des inspecteurs au syndic.

MÉTHODES DE FRAUDE

Obtenir du crédit par le système corporatif.
Par la suite, les marchandises disparaissent avant paiement. Les livres n'existent pas.

DANS LA CONSTRUCTION

Former des compagnies reliées entre elles.
L'une achète le terrain partie comptant,
partie par hypothèque.
Une subsidiaire recevait le contrat de construction.
Par une 3^e, on obtenait un prêt pour les acquisitions.
On garde un solde de prix de vente garanti.
La partie prêteuse obtenait renonciation des tiers.
Alternative : ou bien cession des biens.
ou bien pression de l'extérieur.
Donc, plus-value pour main-d'œuvre et matériaux ;
non-paiement pour la construction (malfaçon . . .).
les créanciers sont devant une absence d'actif.
le prêteur hypothécaire obtient radiation de la charge.
Il faut beaucoup de patience et d'intuition pour percer le système.

CONTRE-ATTAQUE

- 1 — Définitions des personnes liées ou reliées aux fins de créer une présomption de droit automatique.
- 2 — Prescription étendue à un an dans le cas des personnes reliées par le sang ou l'alliance.
- 3 — En 1966, définition élaborée des personnes liées. Application de la définition dans le cas de recouvrement pour actes illégaux présumément commis entre personnes liées.
La personne visée doit repousser la présomption.
- 4 — Différents organismes ont travaillé à la préparation d'amendements.
L'un stipule qu'un concordat refusé à des créanciers crée une ordonnance de séquestre.
Le témoin aurait préféré un appel des débiteurs avec un séquestre intérimaire.
On a également recommandé que le surintendant ait fonds et pouvoirs nécessaires.

NAIVETÉ DES CRÉANCIERS

- Par crainte de la concurrence, extension du crédit.
- Pour le même motif, ils font affaire avec des faillis.

TRUC COURANT

- On fait miroiter une offre d'achat devant un homme en difficultés.
Un intermédiaire agit.

- Transport des actions contre un comptant minime et la promesse de payer le solde très bientôt.
- Changement dans l'administration et encaissement des comptes recevables.
- Vente rapide de la machinerie.
- Huit jours après, le chèque du comptant rebondit et l'intermédiaire déclare s'être fait berner.

PRÉCAUTIONS CONTRE LES INCENDIES CRIMINELS (ET FAILLITES FRAUDULEUSES)

- Les armes sont dangereuses : si vous vous trompez en demandant séquestre, vous êtes passible d'un recours en dommage sur simple requête du débiteur.
- La plupart des enquêtes faites à la suite des incendies n'ont rien donné (cf. Leblanc - St-Onge - Dumouchel).
- Dans les cas connus du témoin, il n'y a pas eu cette collaboration souhaitable entre la Couronne et la poursuite privée.
- *Au civil*, on a effectué des réformes profondes au greffe.
On devrait éliminer l'administration sommaire pour libérer le personnel.
Le rôle est très rapide.
Au pénal, il faudrait 2-3 praticiens d'expérience dans les grands districts.
Nécessité de connaître à fond le commerce et d'y ajouter la procédure.
Il faudrait aussi deux juges spécialement préparés.

LE SYNDIC FONCTIONNAIRE ?

- Rien ne prouve que la motivation serait meilleure.
- Il arrive que le syndic ait été le comptable du failli.
La formule peut valoir dans les concordats.
Danger dans les dossiers de cession.
- L'avocat du failli devient parfois celui de la faillite. Ceci constitue un conflit d'intérêts.
- Depuis l'amendement de l'article 160, le syndic ne peut solliciter ou inviter quelqu'un à faillir. On le fait prudemment par le truchement d'un créancier.

RECOMMANDATIONS

- 1 — Trouver d'autres hommes qualifiés au double point de vue du droit et de la comptabilité. C'est en marche.

- 2 — Abolition de l'administration sommaire au fédéral.
- 3 — Collaboration plus étroite entre le surintendant et le ministère de la Justice.
- 4 — Améliorer l'administration, car la loi n'est pas mauvaise.
- 5 — Le chevauchement des juridictions en matière de faillites devrait disparaître pour laisser place à la priorité du droit civil provincial. Depuis les amendements, le surintendant a, en plus des deniers, les pouvoirs pour enquêter et poursuivre, mais la province garde aussi ses pouvoirs. On maintient d'ailleurs deux plunitifs (séquestre et surintendant).
Pour agir rapidement, le surintendant doit utiliser aussi le personnel de juridiction provinciale.
- 6 — On ne saurait défendre la renonciation aux privilèges, sous peine d'entraver le commerce.

FAIBLESSES DU SYSTÈME ACTUEL

- 1 — Le jeu de la créance elle-même est civil, qu'il s'agisse du créancier ou du syndic.
La faillite est « civile » à 80%.
- 2 — Il y a cent ans, seule existait la loi des liquidations.
En 1919, première loi pour la faillite.
Comme le système des corporations étonne la mentalité française, on s'est peu servi de la loi dans le Québec. En somme, l'autorité québécoise a tardé à agir.
- 3 — La masse connaît peu la loi, mais les sociétés sont plus efficaces qu'autrefois dans le crédit.
- 4 — Aujourd'hui, on sait que le syndic est au service des créanciers.
En théorie, c'est le séquestre qui nomme le syndic.
En pratique, il ratifie le choix.
- 5 — L'interrogatoire est aujourd'hui beaucoup mieux fait.
- 6 — Les inspecteurs perdent vite leur enthousiasme, car la faillite ne leur rapporte rien.
Tous se paient avant les créanciers ordinaires.
Il faudrait réduire le nombre des privilégiés, surtout dans le cas de l'État.
- 7 — La dualité juridictionnelle favorise les lenteurs. Il faudrait de la cohésion, des plaintes suivies et peut-être des peines exemplaires.

- 8 — La sélection des syndics est meilleure. Il faudrait des C. A., ce qui n'est pas toujours le cas.
- 9 — Dans l'administration, peu de vérification, mais il n'est pas facile dans ces cas de cacher des actifs majeurs. On tolère souvent pour l'auto et le mobilier.
- 10 — Juges et procureurs de la Couronne se comprennent trop peu en faillites.
Il faudrait trois procureurs spécialisés.
Des dossiers s'arrêtent en route faute d'intérêt, mais le nombre des fraudes n'est pas aussi grand qu'on le fait croire.
Accalmie depuis un an.

LES RÉSEAUX

- (— Le témoin n'en connaît que ce qu'il a lu.)
- 11 — Même en dehors de toute fraude, il y a la roue sans fin : une faillite en entraîne vingt autres.
— Le gouvernement s'occupe davantage de ses intérêts.
— Il est à peu près impossible de fixer le chiffre des pertes.
- 12 — L'incendie sert souvent à faire disparaître les livres. C'est difficile à fouiller, mais cela permet de se faire une idée du failli.
- 13 — *Besoins* : 3 procureurs spécialisés
2 juges spécialisés
un bureau central pour émonder la preuve, diriger l'enquête et assurer la liaison.

ME JAY RUMANEK

Date des témoignages devant la Commission : 29 juin et 16 août 1967.

29 ans,

Procureur de la Couronne.

FONCTIONS

- Procureur de la Couronne depuis avril 1965 dans le district de Montréal.
- En assistant Me Laganière, contact direct avec les dossiers de faillites.

ACTIVITÉS

- 1 — Le 17 août 1966, lettre de Me Jacques Ducros suggérant une rencontre avec le lieutenant Talbot et les poursuites qui s'imposent.

Le 31 août 1966, réponse de Me Rumanek : impossible de prendre ces dossiers en plus des autres.

- 2 — Le 7 mars 1967, remise à Me Brunet d'environ 80 dossiers de faillites qui étaient entre les mains du témoin depuis avril 1965.

Cette liste comprend

- de simples plaintes à vérifier
- certains dossiers requérant des poursuites
- certains dossiers ayant fait l'objet de poursuites (rare).

- 3 — Une seconde liste donne les noms de 8 dossiers qui, le 18 avril 1967, procédaient devant la Cour.

REMARQUES PARTICULIÈRES

- 1 — Pour étudier les problèmes des compagnies de bois, il faudrait un procureur à plein temps pour un an ou deux.

Les dossiers à leur sujet traînent depuis longtemps. Ils existaient déjà en 1965.

Le témoin se rappelle avoir vu un mémoire préparé à la demande de Canadian Lumberman's, mais il s'agissait d'un texte très court.

Raison du délai :

- a) Les enquêtes étaient mal faites.
- b) Manque de personnel.
- c) Les témoins sont morts, disparus . . .

Le 17 janvier 1967, le témoin demande de l'aide à M. Bruneau.

- 2 — Un comptable peut être utile, mais pas toujours.

- 3 — Le témoin travaille à l'enquête avec la police.

Nécessité d'agir très vite.

- 4 — Impossibilité de traiter les cas en ordre d'entrée.

- 5 — Aucun contact avec le Fédéral à moins que le dossier ne provienne du témoin. Dans ce cas, le Fédéral avise le témoin des plaintes portées.

- 6 — Me Rumanek évaluait lui-même la nécessité d'une plainte.

Recours à la Sûreté ou à la P. P. selon les cas.

Le témoin : "I felt it was my duty to act on my own initiative".

Grâce à un index, centralisation des informations. Il y aurait lieu d'améliorer ce système.

Après étude, le témoin portait lui-même la plainte. En général, il suivait le cas jusqu'au bout.

Après le jugement, copie lui parvenait.

Plus de procureurs.

Le comptable n'est pas indispensable.

Les policiers devraient recevoir une formation spéciale
en ce domaine.

APPENDICE 2

Rapport global de Me Jean-Paul Bergeron.

Montréal, septembre 1968.

Me Yves Prévost, C.R.
Président,
Commission d'Enquête sur l'administration de la
Justice en matière criminelle et pénale,
300 rue St-Sacrement,
Montréal.

Cher confrère,

Aux fins de me rendre au désir de la Commission et de remplir le mandat que vous avez eu l'amabilité de me confier, au cours de l'année 1967, je dois d'abord vous souligner les principales matières sur lesquelles mes études et mes recherches ont porté, et qui consistent principalement dans les suivantes :

- 1° — EXAMEN DU RAPPORT CONFIDENTIEL « WAGNER ».
- 2° — EXAMEN DES CONCLUSIONS DU RAPPORT MERCIER.
- 3° — ÉTUDE DES DIFFÉRENTS TÉMOIGNAGES RENDUS DEVANT VOTRE COMMISSION ET PARTICULIÈREMENT :
 - a) — Yvon Desloges, registraire
 - b) — Lieutenant Talbot
 - c) — Paul Devost, séquestre officiel
 - d) — Raymond Leblanc, président de l'Association de l'industrie du bois
 - e) — Me J. Rumanek, procureur de la Couronne
 - f) — Me J.-P. Bergeron, C.R., praticien
 - g) — Capitaine Courchesne de la Sûreté provinciale
 - h) — René Roy, relié aux affaires Bécotte
 - i) — Me Jean Bruneau, ancien procureur en chef de la Couronne
 - j) — Me Réal Brunet, procureur-adjoint en chef de la Couronne.
- 4° — EXAMEN DE TOUS LES DOSSIERS « RUMANEK » AU BUREAU DE LA COURONNE À MONTRÉAL.
- 5° — EXAMEN D'UN CERTAIN NOMBRE D'AUTRES DOSSIERS AUX MAINS DE LA COURONNE ET POSTÉRIEURS À CEUX DE Me RUMANEK.
- 6° — EXAMEN DE DOSSIERS MIS DE CÔTÉ PAR LE RÉGISTRAIRE DES FAILLITES DE MONTRÉAL COMME ÉTANT DES DOSSIERS « TEINTÉS » ET QUI EN PLUS REMPLISSENT 3 CLASSEURS COMPLETS DE 3 TIROIRS CHACUN : plusieurs de ces dossiers forment le complément des dossiers déjà examinés à la Couronne.

- 7° — EXAMEN D'UNE CERTAINE QUANTITÉ DE DOSSIERS AU BUREAU DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE À QUÉBEC ET COUVRANT D'AUTRES RÉGIONS QUE CELLE DE MONT-RÉAL.
- 8° — EXAMEN D'UN GROUPE DE DOSSIERS SOUMIS PAR LA COMMISSION PAR L'ENTREMISE DE Me MICHEL GAGNON PRINCIPALEMENT CEUX QUI SE RAPPORTENT AUX AFFAIRES DU BARONNET DE QUÉBEC.
- 9° — EXAMEN DE CERTAINS PROTOCOLES ÉCHANGÉS ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE QUÉBEC, RELATIVEMENT AUX POURSUITES DÉCOULANT SOIT DE LA LOI DE FAILLITE OU DU CODE CRIMINEL.
- 10° — EXAMEN DU RAPPORT SOUMIS PAR LE SOUS-MINISTRE ADJOINT EN MATIÈRE SECTION CRIMINELLE, Me DENIS DIONNE ET AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, Me JEAN-JACQUES BERTRAND : le 22 avril 1968 et dont copie est annexée aux présentes (annexe «A»).

Au surplus, et pour fins d'obtention de détails additionnels, j'ai dû avoir certaines entrevues avec les personnes suivantes :

- a) — Le registraire Desloges du district de faillite de Montréal et ses deux registraires-adjoints ;
- b) — Me Robert Dulude qui a examiné les dossiers Bécotte en compagnie de M. Marcel St-Denis, C.A., à la demande du ministère de la Justice ;
- c) — M. Marcel St-Denis, C.A. relativement aux dossiers Bécotte et à certains autres dossiers dont celui de la Conserverie St-Denis, etc.
- d) — Me Denis Dionne, sous-ministre adjoint de la justice à Québec et ses adjoints, dont M. Paul Gingras, C.A. syndic de Québec, ainsi que Me Jean-Paul Roger, attaché au contentieux du ministère de la Justice à Québec.
- e) — Me Max Perrault, préposé à l'examen des greffes de faillite de la Province de Québec.
- f) — L'Honorable Jean-Jacques Bertrand, ministre de la Justice.
- g) — Le lieutenant Talbot ainsi que le constable Desrochers, tous deux membres de l'escouade de la Sécurité sociale de Montréal.

Le travail a nécessité également une étude particulière des statuts et lois suivantes, savoir :

- a) — la Loi des compagnies de Québec.
- b) — la Loi des renseignements sur les compagnies.

- c) — la Loi du ministère du Revenu de Québec.
- d) — la Loi concernant les valeurs mobilières.
- e) — la Loi sur la faillite et les règles de faillite.

Il m'a été également nécessaire de faire un examen de la pratique administrative suivie au greffe des faillites de Montréal.

Il va de soi que l'examen des dossiers et les entrevues précédemment mentionnées ne couvrent pas et ne peuvent couvrir entièrement tout le secteur de la faillite frauduleuse.

Vous remarquerez dans le rapport de Me Dionne, au ministre de la Justice, qu'il y a quantité d'autres dossiers faisant présentement l'objet d'une étude approfondie de la part du ministère de la Justice à Québec et qu'il m'aurait été physiquement impossible de consulter en détail. Cependant les dossiers examinés donnent une idée satisfaisante des méthodes employées dans le réseau de faillites frauduleuses qui ont existé, des lacunes tant législatives qu'administratives et dont j'entends traiter spécifiquement dans l'ordre que votre Commission m'a assigné.

Chacun des dossiers de faillite examiné a fait l'objet de ma part d'une étude minutieuse. Chaque dossier fait l'objet d'un rapport séparé, dans lequel vous trouverez les points saillants dégagés de l'examen de chacun de ces dossiers. Dans la majorité des cas, il s'agit de dossiers très volumineux dont j'ai fait un résumé, comportant principalement la date de la faillite, le nom du syndic, le détail des procédures importantes apparaissant au dossier, et un résumé des témoignages dont la transcription était versée au dossier.

Vous excuserez le style télégraphique employé pour faire le résumé de ces mêmes dossiers. Je n'ai en aucune façon tenté de faire un exercice de style ou de littérature, mais de mettre en relief les points principaux qui se dégagent de chacun de ces dossiers.

L'examen de ces mêmes dossiers me porte dans la majorité des cas, à coucher sur le papier mes propres commentaires et conclusions. Dans tous les cas j'ai fait faire des recherches au greffe des Sessions de la Paix, pour déterminer le résultat des poursuites intentées contre les individus en cause, et dans les cas où des poursuites n'avaient pas été intentées, j'ai voulu savoir l'état du dossier et l'intention du département de la Section criminelle de Québec, relativement à ces mêmes dossiers.

Le travail a été compliqué du fait qu'au sein de la Couronne de Montréal, il ne semble pas exister d'index particulier concernant les dossiers de faillites frauduleuses. Au surplus, et dans la majeure partie des dossiers, il n'y a aucune annotation en ce qui a trait au développement du dossier, si bien que dans la majorité des cas il a fallu de ma part des recherches personnelles pour fin de déterminer ce qui était advenu des enquêtes effectuées et des poursuites intentées.

Les dossiers examinés s'élèvent au nombre de 215, plus environ une quinzaine de dossiers examinés au ministère de la Justice à Québec, comme examen d'ensemble, mais au sujet desquels je n'ai pas cru bon de faire un rapport détaillé, puisque ces mêmes dossiers sont déjà sous enquête à Québec, et au surplus le temps à ma disposition ne me permettait pas de noter chacun de ces dossiers en détail.

Les dossiers que j'ai examinés peuvent se répartir comme suit, savoir :

Poursuites en instance présentement	19
Condamnations dont le précis est ci-joint (Annexe B)	23
Sentences à venir	1
Libérations ou rejets de plaintes	4
Dossiers à fermer	29
Dossiers qui n'ont pas fait l'objet de référence pour enquête ou sur lesquels aucun développement n'est anticipé. Cependant sur ces 27 dossiers je croirais que 4 dossiers devraient être référés à l'enquête	27
Dossiers qui font double emploi, soit au bureau de la Couronne ou au bureau du Régistraire	29
Présentement à l'étude pour fin de poursuites possibles	74
Du nombre total de dossiers précédemment indiqués, 16 dossiers spécifiques relèvent de la matière Bécotte. Il s'agit de dossiers principalement en fichier au bureau du Régistraire de Montréal, mais qui ont été complétés par des renseignements trouvés sur les feuilles de travail de Me Robert Dulude, qui en compagnie de M. Marcel St-Denis, C.A., a consacré 126 heures à l'examen des dossiers Bécotte, à la demande et réquisition du ministère de la Justice à Québec. J'ai cru bon de ne pas faire le double emploi en repassant tous ces mêmes dossiers, vu le travail déjà exécuté et que l'examen de ma part n'aurait rien ajouté au travail déjà fait par des gens très familiers avec la Loi sur la faillite.	

Je produits sous ce pli une liste séparée des dossiers de Bécotte dûment examinés et qui font l'objet d'une étude spécifique.

Quelques autres dossiers n'ont pas fait de ma part l'objet d'une étude particulière. J'ai cru bon de les noter puisqu'il s'agissait d'affaires de fraude en général, connexes à des matières de faillite.

Sont présentement en instance des causes dans les dossiers suivants :

- a) Dominic Sales Agency — plainte portée contre Donald Dominick et Gordon Mino. Les procès dont présentement en instance en ce qui a trait à Mino. Quant à Donald Dominick, un défaut mandat d'amener demeure inexécuté jusqu'à maintenant.

- b) Alda Manufacturing Co. Ltd. — Des plaintes ont été portées contre Irving Turovich et Laurent Roy. Il s'agit de faux, usage de faux et fraudes pour un montant d'environ \$9,500. Les causes seront entendues le 24 septembre 1968.
- c) La Caisse d'Économie des Employés de l'extérieur de l'Hydro-Québec — Des plaintes ont été portées contre Yvon Perreault et Fernand Lachance, pour une fraude au montant de \$71,000. Il semble que Fernand Lachance a déjà plaidé coupable et doit recevoir sentence, alors que le dénommé Perreault fait l'objet d'un procès dont l'audition a été commencée et continuée à plusieurs reprises, mais non encore terminée.
- d) Maurice Dubois — Cette personne est accusée de 4 chefs de fraude et de 4 chefs de conspiration pour avoir frustré plusieurs individus, de sommes allant de \$10,000 jusqu'à environ \$70,000. Les causes doivent être entendues le 20 septembre 1968, et vu le défaut de l'accusé, son cautionnement a été forfait.
- e) Léo Bernard Ciarroni — Cette personne a fait l'objet d'une condamnation en 1965, de 11 mois de prison, pour avoir frustré les créanciers de Jean-Talon Butcher Supply, d'une somme de \$3,928.81. Ce dossier n'apparaissait pas parmi ceux de la Couronne, ni parmi ceux du Régistraire du district de Montréal.

DOSSIERS DE Me RUMANEK

L'étude des dossiers de Me Rumanek nous indique un certain nombre de réseaux plus ou moins étendus qui ont opéré principalement dans le district de Montréal, des années 1960 à l'année 1966 environ. Dans ce premier réseau nous rencontrons constamment les noms de Erbsstein, Hyman Cooper, Barry Marks, H. Werner, Robert Valovic, William Sigler, George Mehri, Julius Esterson.

Le rôle de personnages secondaires considérés comme des fiers à bras, est moins évident mais nous retraçons à quelques reprises dans les enquêtes faites par les corps policiers, les noms de Louis Gréco, Rocky Vitale, Johnny McGuire, Teddy Young, Wally Kohos, Jacques Blondeau, Jean Viau. Dans certains commerces ramifiés à la région de Québec on rencontre également le nom de Darabaner qui a lui-même fait l'objet d'une condamnation de 7 années devant les tribunaux de Québec. Une vingtaine de commerces environ ont fait l'objet d'ordonnance de séquestre, les principaux étant John Bargain Store, Midtown Hardware, Marchand Distributors, Encor Mart, Montreal Fluorescent, Globe Industries, Canal Sales, United Surgical, Modern Swift Embroidery, Allan Distributors, Cancellation Merchandise, Metal & Alloid Co. Ltd., United Automotive Distributors. La fraude perpétrée à l'encontre des créanciers dans chaque cas n'a pas fait l'objet d'un système tellement compliqué. Les commandes se donnaient aux fournisseurs par certains des individus précédemment mentionnés et les références de crédit étaient données par ces mêmes personnes en citant le nom de quelques-uns des autres individus également mentionnés auparavant. Les marchandises étaient livrées pour être immédiatement transmises à une autre compagnie avec une facturation frauduleuse quant au nombre, mais non quant au prix. Lorsque

les créanciers pressaient pour le recouvrement de leur dû, une requête en faillite était logée par l'un quelconque des individus précédemment mentionnés, contre la compagnie débitrice sous le couvert d'un chèque retourné sans provision ou d'une facture non acquittée.

Le nom de Me Boris Garmaise apparaît dans plusieurs dossiers comme requérant sur requête en liquidation et toujours pour le montant des honoraires d'incorporation de ladite compagnie débitrice. Honoraires s'élevant à la somme d'environ \$300 ou \$400.

Suivant certaines déclarations recueillies de la part de Barry Marks, Me Garmaise recevait régulièrement chaque semaine pour une certaine présumée assemblée des intéressés, un honoraire de \$150 ou \$200 pour services rendus à la compagnie débitrice. Cette somme était versée lors du partage du produit des ventes effectuées par les intéressés.

Un certain nombre des individus précédemment nommés ont fait l'objet de poursuites. Dans quelques cas, comme Sigler, Mehri, Esterson, des condamnations ont suivi. Le cas classique de Erbstein est encore devant les tribunaux et la cause principale sur un premier chef d'accusation n'est pas encore terminée (septembre 1968).

Le département du procureur général a cru bon de loger des *preferred indictments* contre le dénommé Erbstein et il en sera apparemment disposé au début de septembre 1968.

J'ai été informé de source officieuse, qu'advenant condamnation de Erbstein, par la Cour des Sessions de la Paix, sur le premier chef d'accusation, il s'ensuivrait tout probablement des plaidoyers de culpabilité de la part de l'accusé sur les autres chefs qui font l'objet de *preferred indictments*.

DEUXIÈME RÉSEAU : — LE COMMERCE DU BOIS

Je qualifiais de deuxième réseau celui qui a existé de 1960 à 1966, dans le commerce du bois et qui a eu pour effet de frustrer les compagnie de bois de sommes considérables. Ce réseau semble avoir été limité à quelques personnes seulement, dont Jean-Paul Denis, son frère Guy Denis, un certain Jack Ninclaus (maintenant décédé), très possiblement Jean Viau et un certain R.S. Ford.

Le système employé par ces individus était de former l'une après l'autre, plusieurs compagnies à fonds social et d'enregistrer également des raisons sociales à foison, tous lesdits commerces portant des noms d'une assonnance similaire à celle de compagnies florissantes et depuis longtemps dans le commerce. Ce système avait pour effet de leurrer les créanciers en les laissant sous l'impression qu'ils transigeaient avec des compagnies très solvables et les références de crédit qu'elles obtenaient étaient toujours excellentes, étant donné que l'on était dans la majeure parties des cas, convaincu de transiger avec des compagnies fiables.

Les livraisons de bois se faisaient de la part des fournisseurs, au bureau de l'une quelconque de ces compagnies, à Montréal ou dans les environs immédiats, et le bois était immédiatement dirigé vers des compagnies spécialisées dans la transformation du bois, pour faire perdre l'identification originale.

Les fournisseurs de l'extérieur de la Province faisaient originellement l'objet d'une sollicitation quant aux quantités de bois qu'ils pouvaient livrer et aux prix de ce bois livré à Montréal. Des références, présumément des références de banque, étaient ensuite fournies et le numéro de téléphone amenait les gens directement au bureau de ces compagnies fantômes, où une ligne de téléphone spéciale était utilisée pour faire réponse comme s'il s'agissait d'une succursale de banque.

Dans ce réseau cependant, il ne semble pas y avoir eu de mise en vigueur de mesures de répression rapides, si bien qu'il est très difficile à l'heure présente, de soutenir avec succès des poursuites criminelles contre tous les individus qui ont trempé dans ce domaine.

Des chefs d'accusation ont été logés contre le principal intéressé et celui que je qualifierais de *deux ex Machina*, soit Jean-Paul Denis. Les causes sont en instance, ont été entendues dans leur presque totalité, mais elles doivent faire l'objet d'une continuation d'enquête, au début de septembre 1968.

Je dois ajouter cependant que les chefs d'accusation logés contre ledit Jean-Paul Denis, semblent avoir eu un effet salutaire, puisque ce réseau de fraudeurs semble avoir disparu de la circulation depuis environ 2 ans.

Il s'est commis quantité de fraudes dans ce même domaine du commerce du bois, mais il semble qu'il n'y ait pas eu d'action concertée par voie de réseau. Il y a des cas isolés, tel le cas de St-Onge, à Beauharnois et Valleyfield par exemple, et plusieurs cas dans le domaine des matériaux de construction. Je note en particulier le cas de Mayfair Home où l'on retrouve plusieurs récidivistes reconnus, comme un dénommé Ciarroni, un certain Groleau, présentement emprisonné aux États-Unis dans l'affaire de Lucien Rivard, etc. Encore là ce réseau semble avoir abandonné ses activités.

Dans ce domaine des matériaux de construction cependant, demeure encore apparemment en pleine activité un certain Roger Blanc Marceau, individu présentement sous enquête dans des dossiers se rapportant à Trifab et Edifab, Abode. Il fait présentement l'objet d'une enquête poussée de la part du ministère de la Justice, de l'escouade de la Sécurité et du département du Surintendant des faillites. Il a déjà servi plusieurs condamnations pour fraude et ses dernières aventures, au cours de l'Expo 1967, auraient causé des pertes que j'estimerais de l'ordre de plus de un demi million aux créanciers.

TROISIÈME RÉSEAU

Dans Montréal et dans la région métropolitaine de Montréal, un troisième réseau a eu des activités assez étendues dans la période allant de 1959 à la période 1965-1966. Il s'agissait du commerce du meuble. Le pivot principal de cette organisation était un dénommé Hilaire Paquette, qui a fait l'objet d'une condamnation de 7 ans de pénitencier, condamnation qui a eu un assez grand retentissement dans le domaine de la faillite frauduleuse.

Il semble assez clair, à l'examen des différents dossiers de Ameublements Opéra, Ameublement Del Rio Furniture, etc., que ledit Hilaire Paquette était le dirigeant et le factotum de tout ce négoce frauduleux, et que les différentes personnes qui l'entouraient n'étaient que des suppôts ou hommes de paille qui servaient de couverture aux activités de ce même Paquette.

Ce genre de fraude, dans ce domaine particulier, semble également avoir cessé depuis l'incarcération du dénommé Paquette.

Le ministère de la Justice étudie cependant la possibilité de faire émaner de nouvelles plaintes contre les acolytes de Paquette, et principalement dans un dossier de Constant Brodeur, où plusieurs individus ont déjà fait l'objet de plaintes, mais les plaintes ont été renvoyées, faute par la Couronne d'avoir continué les instances instituées depuis 2 ou 3 ans.

QUATRIÈME RÉSEAU

Dans le domaine de l'ameublement, nous rencontrons encore un autre réseau de moindre envergure, soit celui de Lucien Houle. Cet individu a fait l'objet d'une condamnation de 4 ans de pénitencier. Il appert de l'examen des dossiers, que ledit Houle, après avoir obtenu quelque succès à frustrer les créanciers dans le domaine de l'ameublement, a été l'instrument d'actes similaires de la part de certains acolytes, soit un nommé Cantin et un nommé Garon. Les activités de ces personnes se sont déroulées à Montréal et dans les environs de Montréal, plus particulièrement dans la région de Beauharnois, Valleyfield et les environs.

Cantin a été condamné à une peine nominale. Caron est sous le coup d'une instance en justice et son procès doit avoir lieu à brève échéance.

CINQUIÈME RÉSEAU

Je qualifierais également de réseau, à cause de la répétition d'actes et le fait que 4 ou 5 personnes se retrouvent dans une succession de différents commerces, le réseau dit Paul Lahaise. Ce dénommé Lahaise a eu une suite de commerces qui ont fait faillite, pour repartir de nouveaux commerces et principalement ceux de Mount-Royal Carpet et de Mount-Royal Show Room.

Les acolytes de cette personne, qui semblent également des hommes de paille, se retrouvent dans l'un ou l'autre des commerces et semblent suivre les activités de Lahaise à quelque commerce qu'il passe.

Les deux dossiers principaux font l'objet d'enquête présentement de la part du ministère de la Justice et des plaintes seront portées à brève échéance contre ledit Paul Lahaise et son épouse, ainsi que quelques autres personnes.

SIXIÈME RÉSEAU

L'affaire Bécotte. Le mandat confié par votre Commission était d'examiner l'affaire Bécotte, par la vérification d'une tranche de dossiers, l'ensemble de dossier étant trop volumineux pour en faire une étude spécifique. J'ai donc examiné 16 dossiers particuliers de l'affaire Bécotte, qui consistent dans ceux inscrits sous liste ci-jointe (Annexe « C »), et qui font l'objet d'un rapport particulier, individuel, dans la série de rapports soumis au soutien des présentes.

J'ai constaté dès l'origine, que le ministère de la Justice avait fait faire une étude détaillée de toute cette documentation Bécotte aux mains de la police provinciale, par Me Robert Dulude, C.R. et M. Marcel St-Denis, C.A.

Ces deux personnes ont examiné pièce par pièce chacun des documents entre les mains de la police provinciale, ont consacré environ 126 heures conjointement à l'étude de ces pièces et en ont soumis rapport au ministère de la Justice. C'est donc à l'aide des dossiers de faillite, des pièces justificatives détenues par le registraire et avec le concours des feuilles de travail de Me Dulude et de M. St-Denis, que j'ai pu reconstituer les dossiers et tirer les conclusions générales qui suivent.

Bécotte, ancien instituteur, teneur de livres à ses heures, a d'abord suivi un cours de faillite pratique en travaillant en étroite liaison avec plusieurs syndics de faillite au cours de nombreuses années. Mes constatations me portent à croire qu'à un moment donné, Bécotte, fort des connaissances qu'il avait acquises dans des bureaux de syndic, a voulu mettre lesdites connaissances à profit.

Je dois dire immédiatement que la première impression qui se dégage de l'examen des différents dossiers de Bécotte, me porte à croire qu'à l'origine de ses transactions, Bécotte semblait imbu d'un curieux sens de moralité, en ce sens qu'il semblait vouloir définitivement aider les débiteurs d'une façon peu orthodoxe et de nature à frustrer les créanciers, sans que ces derniers se rendent compte des agissements exacts et des moyens employés à cet effet, par ledit Bécotte.

Dans la majorité des cas, le processus employé par Bécotte se déroulait comme suit :

1° — Il prenait contact avec un débiteur, dont le nom apparaissait dans les journaux de cours, soit Court House Daily Report, et qui faisait l'objet d'une exécution mobilière ou immobilière.

2° — Il faisait un inventaire complet tant des actifs que du passif du débiteur, se faisait remettre les comptes recevables ainsi que la liste des comptes payables et poursuites intentées contre le débiteur ; il procédait alors au recouvrement, dans la plus grande mesure possible, des comptes recevables et tentait de faire valoir des moyens dilatoires à l'encontre des poursuites intentées contre le débiteur.

3° — Dans le cas d'actifs immobiliers, Bécotte les faisait transporter à des tierces personnes, sur lesquelles il avait un contrôle, tel par exemple le cas de René Roy, et il n'y avait aucune requête en faillite immédiate dirigée contre le débiteur, aux fins de laisser passer des délais suffisants pour éviter les présomptions de droit attachées à ces mêmes transports s'ils sont faits dans une période trop rapprochée de la faillite. Ceci se faisait généralement avec la promesse faite au débiteur qu'après la faillite déclarée ou une proposition dûment réglée, les actifs immobiliers seraient retransmis au débiteur, sauf naturellement les honoraires que Bécotte entendait prélever pour services rendus.

4° Le débiteur était invité à souscrire en faveur de M. Bécotte, un billet promissoire de l'ordre « d'un peu plus de mille dollars » billet qui servait à l'inscription d'une requête en faillite contre le débiteur, suggérant lors de l'ordonnance de séquestre, la nomination d'un syndic du choix de Bécotte, et qui ne ferait pas de zèle relativement à l'examen précis des actifs, non plus qu'au choix des Inspecteurs.

5° — Le billet émané de la main de Bécotte était souscrit soit en sa faveur ou en faveur d'une personne sous son contrôle (*Montreal Collection Bureau*) et endossé par ce dernier ; la requête en faillite était rédigée sur une machine à écrire dans le bureau de Bécotte, portant le nom de Me Claude Picard comme avocat du requérant. Dans la majorité des cas le requérant était aussi Bécotte lui-même, soit ses suppôts, MM. St-Martin, Roy, Painchaud (décédé), Perrier, etc.

6° — La requête en faillite non seulement n'était pas contestée mais dans la majorité des cas le débiteur signait une confession de jugement. Dans les cas où les dossiers étaient à trop grande distance pour que Me Picard puisse s'occuper de ces mêmes dossiers, le beau-frère de Bécotte, Me Bernard Tremblay, s'occupait généralement de la signification de la requête et du rapport des procédures devant la Cour, sinon de la mise en pratique de tous les arrangements effectués avec le débiteur.

La requête en faillite émanait généralement dans le district de Montréal, nonobstant le fait que le débiteur, dans la majorité des cas, était domicilié

dans d'autres districts de la Province. Ceci avait pour effet de priver la majorité des créanciers de la possibilité d'assister à l'assemblée générale des créanciers et de permettre à Bécotte de faire nommer, par les procurations qu'il détenait entre ses mains, les Inspecteurs à la faillite, soit ceux qui seraient appelés à décider de la disposition des actifs.

7° — À l'assemblée générale des créanciers, Bécotte soit avec la créance personnelle ou avec la procuration qu'il pouvait détenir, voyait à ce que les Inspecteurs soient généralement ceux de son choix, soit la plupart du temps René Roy, Painchaud, St-Martin, Me Claude Picard et lui-même.

8° — Dans la quasi-totalité des cas, le syndic n'a jamais pris possession physique des actifs car il s'en remettait exclusivement à Bécotte, quant aux quantités, etc., et quant à la fidélité de l'inventaire. Bécotte semblait également décider de la valeur de réalisation de ces mêmes actifs pour le syndic.

9° — La vente ou disposition des actifs, se faisait généralement à des préposés de Bécotte et en particulier à un certain Perrier, et la plupart du temps il n'y avait aucune demande de soumission pour la vente des actifs.

10° — Bécotte voyait à l'organisation d'une nouvelle compagnie aux fins de faire réintégrer le débiteur dans ses actifs principaux et quelques temps après, la demande de libération du débiteur se faisait auprès du Tribunal de faillite. Le rapport du syndic indiquait que les Inspecteurs favorisaient la demande de libération du débiteur et vu l'absence de contestation, cette demande de libération du débiteur était généralement accordée.

Il en a été de cette façon de procéder dans la presque totalité des 16 dossiers spécifiques que j'ai examinés. Dans deux dossiers particuliers, votre Commission a déjà reçu de très amples renseignements de la part du registraire Desloges. Il s'agit des dossiers J.A. Richard Ltée et J.R.A. Hould Inc. Dans ces deux dossiers en particulier, vous pourrez constater tout le processus précédemment élaboré.

Il serait très difficile de déterminer jusque dans quelle mesure Bécotte a su tirer profit des manœuvres frauduleuses qu'il a employées au cours de nombreuses années. Personnellement je ne suis pas porté à croire qu'il ait trouvé fortune dans les moyens dont il s'est servi. Il se dégage de ces activités une sorte de mystique intéressée, soit d'aider le débiteur tout en y trouvant un émolument pour services rendus.

Il reste cependant difficile à concevoir que tous ceux entourant Bécotte n'aient pu se rendre compte des tactiques employées par ce dernier. Le syndic ou la Société de syndics qui dans la plupart des cas ont accepté des dossiers de Bécotte, ont fait preuve d'une insouciance grossière, en laissant le contrôle complet des dossiers apportés par Bécotte, à la complète administration de ce dernier, tant au point de vue de la prise d'inventaire que de la disposition des actifs, etc.

Je n'ai rien retracé dans les dossiers examinés, de nature à indiquer que les syndics agissaient de collusion avec Bécotte, dans le but de partager des profits, mais ils semblaient être très satisfaits de recevoir leurs honoraires suivant réalisation, sans s'enquérir outre mesure de la possibilité de bonifier la distribution échéant éventuellement aux créanciers.

Le permis de ces mêmes syndics leur a été enlevé par le Surintendant des faillites, et je crois cette décision bien fondée, non pas tant en raison des actes de commission malhonnêtes que l'on ne peut retracer contre eux, mais particulièrement en raison des actes d'omission de devoirs qu'ils auraient dû accomplir pour le bien des créanciers.

La Commission se doit d'examiner plus attentivement la conduite de certains membres du Barreau qui ont complaisamment joué un rôle dans le complexe des affaires Bécotte.

Les échanges de correspondance entre Bécotte et son beau-frère, Me Bernard Tremblay, nous indiquent que ce dernier était bien au courant des intentions de Bécotte relativement à certains dossiers de faillite.

Quant à Me Picard, il apparaît comme procureur du requérant dans chacune des requêtes en faillite logées à l'instigation de Bécotte. Dans maints dossiers il apparaît au surplus comme Inspecteur. Il est assez inconcevable que des requêtes émanent sous la signature d'un avocat, alors que la requête elle-même en faillite est dictée et rédigée à l'extérieur du bureau de ce dernier, que souvent l'affidavit n'a pas été reçu par le présumé Commissaire à l'assermentation et que la signification de la procédure, dans la majorité des cas, se fasse par l'intermédiaire de Bécotte.

Il est possible dans des cas isolés qu'un avocat fasse preuve d'insouciance ou de négligence relativement à un dossier particulier, mais ici nous rencontrons un nombre incalculable de ces mêmes requêtes qui éventuellement sont présentées par le procureur du requérant, Me Picard, pour fin d'adjudication.

Le Barreau a été saisi, à la demande d'un honorable juge de la Cour supérieure, soit l'Honorable Juge Hannen, d'une irrégularité d'affidavit au soutien d'une requête en faillite présentée par Bécotte et sur laquelle Me Picard agissait comme procureur. Il ne semble pas cependant que le Barreau ait poussé très loin son enquête et qu'il ait jusqu'à présent institué des mesures de correction, relativement à cet état de fait.

MOYENS D'ENQUÊTE

1° — *L'escouade de la Sécurité sociale de Montréal.*

Étant donné que la majorité des fraudes commerciales se commettent principalement dans le district de Montréal, j'ai cru bon de rendre visite au bureau de l'escouade de la Sécurité sociale de Montréal, sis au nord de la ville, et qui possède des locaux distincts de ceux de la Sûreté municipale.

Le lieutenant Talbot et son principal assistant, le constable Desrochers, ont consacré obligeamment un temps assez considérable pour me mettre au courant du fonctionnement de ce bureau et du travail qu'on y fait. Ce bureau comporte 10 enquêteurs sous la direction du lieutenant Talbot, et ce même bureau travaille en étroite collaboration avec l'escouade des Fraudes de la cité de Montréal. La fonction principale de ce département consiste dans l'enquête des faillites, et à ce jour, près de 300 dossiers ont été ouverts qui font l'objet d'enquêtes de la part de cette escouade. Même si cette escouade n'est pas munie de gens spécialisés dans le domaine de la faillite, soit comptables, avocats et autres, j'ai été fortement et agréablement surpris de constater combien ils possédaient l'économie même de la Loi sur la faillite et l'étendue de leurs connaissances pratiques.

C'est surtout grâce aux activités de cette escouade que les principales fraudes ont été décelées et que les condamnations importantes ont été décernées surtout dans le groupe Erbstein et *al.*

Il existe cependant des difficultés d'ordre pratique en ce qui a trait aux opérations de cette escouade. Elle manque d'assistance technique et juridique. Les autorités de la cité de Montréal ne semblent pas disposées à attacher à cette escouade un conseiller juridique et par ailleurs les procureurs de la Couronne du district de Montréal, ne semblent pas avoir le temps nécessaire à consacrer à cette escouade, pour lui fournir les directives nécessaires dans les enquêtes et dans la recherche de la preuve.

J'ai été à même de constater que dans quelques cas spécifiques, les enquêteurs de l'escouade, après avoir recueilli la preuve suffisante pour l'acte d'accusation, doivent attendre les rendez-vous de la Couronne, aux fins d'en saisir les procureurs de cette dernière. Il s'agit donc là d'une lacune qui crée un point mort quant à la bonne marche des dossiers et qui a comme conséquence de refroidir l'enthousiasme des membres de l'escouade. Il est à recommander fortement que lors de la mise au point de l'équipe des procureurs de la Couronne spécialisés en matière de faillite, l'accès à ces mêmes procureurs soit facilité et que le travail s'accomplisse en plus étroite collaboration entre la Couronne et cette escouade.

Quant à l'assistance technique, j'aurai l'occasion un peu plus loin, de revenir sur ce sujet lors de l'examen des fonctions des procureurs de la Couronne.

2° — SURETÉ PROVINCIALE

Les constatations que j'ai pu faire relativement au travail d'enquête fait par l'escouade des Fraudes de la Sûreté provinciale, découlent uniquement de l'examen de nombreux rapports d'enquête contenus aux dossiers de la Couronne. De l'ensemble de tous les dossiers examinés, j'ai pu constater que le travail d'enquête et que les rapports rédigés à la suite de ces mêmes enquêtes étaient bien exécutés et relataient les faits enquêtés d'une façon or-

donnée et avec un grand souci de recherche dans la découverte de la preuve de fraude. Il m'a semblé cependant à la lecture de ces différents rapports d'enquête, que les méthodes adoptées ne répondaient pas pleinement aux besoins. Avec toute la meilleure grâce au monde et tout le souci des enquêteurs de bien accomplir leurs fonctions, j'ai pu constater qu'il se perdait un temps précieux dans la recherche de choses secondaires, comme par exemple la vérification d'enregistrement de raison sociale, date d'incorporation de compagnie, etc.

J'en ai déduit que la formation comptable requise dans ce genre d'enquête n'était pas suffisante et que les enquêteurs, dans des matières semblables, se doivent de posséder au moins d'une façon générale.

On ne semble pas avoir fait usage des moyens de recherche assez élémentaires, comme par exemple la vérification auprès des fournisseurs d'un débiteur, de la totalité des marchandises fournies dans une période particulière et précédant immédiatement la faillite, pour reconcilier une totalité des achats en fonction des inventaires du débiteur, au moment de la faillite.

Je cite ceci à titre d'exemple, car dans la majorité des cas de faillites frauduleuses, la fraude se commet par le truchement des achats sur une courte période de temps, suivis d'une liquidation rapide des inventaires.

Ici encore, la Sûreté provinciale aurait besoin d'assistance technique pour diriger la recherche de la preuve.

3° — *ENQUÊTEURS SOUS LA JURIDICTION DU SURINTENDANT DES FAILLITES*

Depuis le 1er juillet 1968 le bureau du Surintendant des faillites a subi des modifications assez importantes. Déjà depuis l'année 1966 des bureaux d'enquête à travers le Canada, avaient été organisés. Les préposés à ces différents bureaux ont suivi des cours assez intensifs pour pouvoir les spécialiser dans l'enquête, et un nombre assez considérable de ces préposés est constitué par des spécialistes en comptabilité. À compter du 1er juillet 1968 les fonctions du séquestre officiel ont été dissociées du rouage judiciaire, si bien que présentement, et dans le plus gros district de la Province, soit à Montréal, le séquestre officiel occupe des bureaux dans des immeubles à l'extérieur du palais de justice et le séquestre cumule dans ces mêmes locaux distincts, les fonctions d'enquêteur, de président de l'assemblée des créanciers et de l'interrogateur statutaire des faillis, et également les fonctions d'administrateur de nombre de dossiers, en remplacement de différents syndics inhabiles à continuer l'administration de dossiers de faillite.

Il est encore trop tôt pour pouvoir exprimer une opinion quant à l'efficacité de ce système. Nous reviendrons cependant sur ce sujet lors de l'examen de l'aspect législatif et constitutionnel de la Loi sur la faillite.

Quant à la période antérieure au 1er juillet 1966, il est juste de la scinder en deux étapes, celle précédant l'année 1965 et celle de 1965 au 1er juillet 1968.

À toutes fins pratiques, avant l'arrivée de M. Devos comme séquestre à Montréal, la fonction du séquestre était d'ordre purement statutaire et je dirais même académique. Acceptation des concordats et des cessions autorisées, présidence à l'assemblée générale des créanciers et réception des interrogatoires statutaires hors la présence du séquestre et sur formules stéréotypées. Sous ce régime qui a existé de temps presque immémorial, la lettre de la loi seule a été observée, et il y a lieu de se demander quel résultat pratique a découlé d'un régime ne consistant qu'à l'estampillage de documents.

De 1965 à 1968, avec l'entrée au tableau de M. Devos à Montréal, les fonctions de séquestre officiel ont trouvé leur véritable sens. Particulièrement au niveau des interrogatoires des débiteurs, un travail d'émondage s'est effectué qui s'est avéré très profitable. Des fraudes qui auraient normalement été reléguées aux oubliettes ont été décelées dès l'origine de la déclaration de faillite et les corps enquêteurs ont été rapidement saisis de ces dossiers en assistant à ces mêmes interrogatoires dans les cas d'importance.

Monsieur Devos a été abondamment consulté par les différents séquestres des autres districts et sans pouvoir affirmer catégoriquement que les interrogatoires ont été la cause d'une diminution sensible du nombre de faillites, ils ont eu un effet salubre par le seul fait de la publicité de ces enquêteurs auprès des syndic, des membres du Barreau et des commerçants en général.

Malheureusement, comme il sera expliqué plus loin, le régime institué par M. Devos a été changé par le Surintendant des faillites depuis le 1er juillet 1968 et il est encore trop tôt pour porter un jugement sur les résultats que produira le changement de système apporté par le surintendant.

ASPECT ADMINISTRATIF

1° — GREFFES DE FAILLITE

J'ai eu l'occasion d'avoir une longue entrevue avec le procureur attaché au ministère de la Justice de Québec et qui s'occupe particulièrement de la surveillance des greffes de faillite. Depuis quelques années, et principalement grâce aux efforts du présent registraire de Montréal, la tenue du greffe a été totalement remaniée. Là où il y a quelques années les dossiers étaient tenus pêle-mêle, enroulés sous bande gommée, sans même tenir un ordre chronologique des procédures, on a apporté un changement complet dans la tenue du greffe. Les dossiers sont ouverts, mis en chemises, proprement classifiés, les entrées de plumitif sont pratiquement à jour et, ce qui à mon sens est de prime importance, la consultation des dossiers n'est pas laissée à l'arbitraire de tous et chacun.

Me Max Perrault qui a eu l'occasion de visiter les autres greffes, directement sous sa juridiction, m'a laissé entendre que ces mises en ordre se répétaient également dans les différents greffes de faillite de la Province.

Les locaux occupés m'ont semblé être surchargés et trop exigus pour permettre aux employés d'accomplir adéquatement leurs fonctions ; cependant la libération des lieux par les préposés du séquestre officiel amènera un rajustement fonctionnel qui permettra aux employés de tolérer cette situation jusqu'à la terminaison du nouveau palais de justice.

En ce qui a trait aux dossiers de la Cour de faillite, je serais d'avis que la consultation des dossiers se fasse sous l'œil constant d'un préposé à qui on pourrait confier des tâches de classification de dossiers, lui permettant de surveiller ceux qui consultent les dossiers, aux fins d'assurer l'absence de disparition de pièces ou de procédures importantes.

2° — *BUREAU DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE*

Mon étude m'a amené à faire un séjour à Québec, au bureau du ministère de la Justice. J'y ai rencontré l'honorable ministre de la Justice pour obtenir son consentement à l'examen des dossiers et du fonctionnement de son ministère, et il m'a accordé sa plus entière coopération.

J'ai eu également une très aimable coopération de la part du sous-ministre de la Justice en matière criminelle, Me Denys Dionne. C'est surtout avec ce dernier que j'ai pu examiner le fonctionnement de ce département en ce qui a trait aux matières de faillite.

Sous la juridiction immédiate de Me Dionne, un secteur relatif à la faillite est dirigé par Me M.-P. Roger, C.S.A., détenteur d'une maîtrise en science commerciale, Maître Roger a l'entière responsabilité de l'examen de chacun des dossiers émanant des différents districts judiciaires de la province de Québec. De concert avec Me Roger deux personnes sont attachées au ministère, non pas d'une façon permanente mais sur une base horaire, soient Me de Blois et M. Paul Gingras, C.A., syndic de Québec.

Ces derniers exercent des fonctions nécessitant une enquête spécifique dans les districts judiciaires de la province de Québec, s'occupent de loger les plaintes et de les soutenir devant les tribunaux. Incidemment, dans les premiers 6 mois de l'installation du système, au moins 22 plaintes ont été logées dans le district de Québec même.

À en juger par le travail effectué à date par cette équipe, ce système semble apporter des résultats appréciables.

3° — *BUREAU DES PROCUREURS DE LA COURONNE*

J'ai reçu de Me Réal Brunet, procureur en chef, et de ses assistants, toute la coopération désirée relativement à mes demandes de renseignements.

Comme je l'ai déjà mentionné, j'ai été étonné dès le début, par l'absence d'un index central relativement aux causes de faillite, surtout en raison du

fait que j'avais été dûment informé qu'une équipe spécialisée s'occupait uniquement de ce genre de poursuites.

La masse de dossiers de Me Rumanek que j'ai examiné et tous les autres dossiers internes de la Couronne, se rapportant à des faillites frauduleuses que j'ai cru bon d'examiner de mon propre chef, m'ont étonné par leur absence de continuité. Dans un nombre considérable de dossiers il m'était très souvent impossible de connaître la suite des événements, en raison de l'examen du dossier lui-même, sans une demande de renseignements de ma part pour connaître cette suite. Je dirais par exemple dans le dossier de Barry Marks en particulier, il m'était impossible de constater que cette personne avait déjà subi une condamnation de 3 ans et qu'il y avait même eu appel de la sentence de la part de la Couronne, appel subséquentement débouté. Il y a là, à mon sens, une lacune importante qu'il faudrait corriger.

Quant aux procureurs de la Couronne eux-mêmes, ils me semblaient faire preuve de compétence et d'un grand souci dans l'exécution de leurs fonctions.

J'ai cru comprendre au début de mon examen, que le ministère avait nommé 3 procureurs pour s'occuper exclusivement des dossiers de faillite. J'ai été fort surpris de constater cependant, que si 3 procureurs et plus s'occupaient de faillite, leurs occupations n'étaient pas consacrées uniquement à ces mêmes dossiers de faillite. Certains d'entre eux, au moment de mon examen, étaient occupés à plein temps à des causes criminelles très importantes, mais ne touchant en aucune façon la faillite, et ceci pendant plusieurs semaines consécutives.

Étant donné l'accumulation de causes de faillite en instance et l'accumulation également des dossiers sous enquête nécessitant l'institution de procédures, je suis convaincu qu'une équipe spécialisée, mais fonctionnant d'une façon spasmodique, ne peut éliminer cette accumulation. J'ai discuté longuement du problème avec Me Dionne et suggéré qu'une équipe de 3 procureurs préposés aux dossiers de faillite, ne s'occupe que de ces mêmes dossiers de faillite pendant une période intensive et soutenue d'au moins 2 ans, et de cette façon il y aurait possibilité de corriger la situation et éventuellement de faire face aux besoins créés par les dossiers courants, au fur et à mesure qu'ils se présenteront.

Le district de Montréal semble muni d'excellents procureurs et en nombre apparemment suffisant. Au ministère de la Justice à Québec cependant, il existe 6 postes vacants pour des avocats et qu'il est impossible de remplir vu la limite de salaire imposée par les taux de traitements présentement en vigueur. Selon ma source de renseignements, les procureurs de la Couronne dans les différents districts judiciaires sont rémunérés aux taux de \$6,317 par année pour un avocat nouvellement admis, et à la somme maximum de \$16,066 par année pour un praticien de 13 ans d'exercice ou

plus. Au département de la Justice à Québec, le traitement maximum pour un avocat de 13 ans de pratique ou plus est de \$14,375. En considérant les revenus moyens des avocats se consacrant à la pratique privée, nous n'avons pas à chercher plus loin les raisons des difficultés pour ce ministère d'obtenir les services de praticiens, soit comme attachés au ministère ou soit comme substituts de la Couronne, tant dans les grands centres que dans les districts ruraux.

Je crois qu'il y aurait une réforme à apporter dans les barèmes établis par le ministère, en vue de s'assurer les services de praticiens qualifiés.

4° — *TRIBUNAUX*

J'ai été à même de constater que dans toutes les causes importantes de fraude commerciale, il est nécessaire d'assigner une quantité considérable de témoins, tant pour les fins de l'enquête préliminaire que pour celles du procès. Ce nombre peut varier de 20 à 25 et en quelques cas se rendre à 75 témoins. Il va de soi qu'avant de mettre une cause au rôle soit pour enquête ou pour procès, les procureurs doivent s'assurer de la disponibilité d'un juge qui ne sera pas affublé de quelques autres causes mises au rôle pour le même jour et qui auraient préséance sur celle de faillite frauduleuse. Une remise de cause pour impossibilité de procéder en raison des autres causes ayant préséance, est presque toujours désastreuse à la cause de la Couronne, car nombre de témoins originellement assignés ne se représentent pas une deuxième fois et encore moins une troisième.

Sans créer par moyen législatif un Tribunal de juridiction spéciale, je crois qu'il serait possible au juge en chef de cette cour, de désigner deux de ses juges dont l'un siégerait à l'enquête et l'autre au procès, et ce pour une période de 3 ou 4 mois à la fois, mais pour entendre exclusivement les causes de fraude commerciale, tant et aussi longtemps que l'accumulation n'aura pas été éliminée. Je limiterais à une période de 3 ou 4 mois de séances chaque juge ainsi nommé, tout d'abord pour que les sentences éventuelles ne soient pas stéréotypées et ensuite pour éviter la monotonie conséquente à ce genre d'audition.

La situation de retard dans l'audition des causes, que l'on rencontre à Montréal, se retrouve également dans le district de Québec et je crois qu'il y a lieu de faire une suggestion similaire pour la désignation de juges *ad hoc* qui siègeraient alternativement jusqu'à l'élimination de l'accumulation des causes.

5° — *ASSISTANCE TECHNIQUE*

Dans le cas où la fraude commerciale a été perpétrée à la suite d'opérations commerciales complexes, il est quasi impensable de s'attendre à ce que les procureurs de la Couronne ou les enquêteurs agissant sous leurs directives,

puissent se pencher efficacement sur la preuve et y trouver les éléments nécessaires aux poursuites. La réconciliation des affaires d'un débiteur et le pointage des postes, tant à l'actif qu'au passif de ses états financiers, requièrent l'habileté et l'expérience d'un comptable.

Aux termes de la loi de faillite les syndics doivent faire une enquête sommaire des affaires du débiteur, mais lorsqu'il s'agit d'une enquête poussée, et dans le cas où les profits réalisables sont minimes, le syndic ne possède généralement pas le personnel requis pour faire cette recherche et doit recourir à des moyens externes pour obtenir les renseignements demandés par les inspecteurs.

Dans maints dossiers, le travail exécuté par le syndic et ses préposés, apporte la preuve nécessaire à l'institution de poursuites judiciaires. Dans des dossiers d'envergure cependant, à moins d'une vérification comptable demandée et défrayée par la masse des créanciers, il est impossible pour les procureurs de la Couronne d'entretenir même des velléités de poursuites criminelles contre les auteurs de fraudes.

La solution idéale à ce problème serait d'avoir un ou deux comptables agréés, directement attachés au bureau des procureurs de la Couronne, dans les deux districts principaux, soit de Québec et de Montréal. En pratique, cependant, le problème est que les comptables agréés possédant l'expérience requise, ne sont d'abord pas intéressés à entrer dans le fonctionnarisme et en second lieu, considèrent peu intéressants les émoluments offerts pour les emplois à plein temps.

La solution qui semble avoir été efficace jusqu'à maintenant à Québec, est de requérir les services d'un comptable agréé, sur une base horaire, comme on l'a fait avec le concours de Monsieur Paul Gingras à Québec et d'une façon plus spasmodique avec le concours de Monsieur M. St-Denis à Montréal. Un tel service régulier de comptables devraient être à la disposition des procureurs de la Couronne pour porter assistance aux enquêteurs tant de la Sûreté provinciale que de l'escouade de Sécurité de Montréal, mais sous la direction des procureurs de la Couronne quant à la recherche des pièces à conviction.

Les services de ces comptables seraient utilisés tant pour la recherche que pour la préparation immédiate des auditions de causes et cela comblerait le vide existant au niveau des procureurs de la Couronne qui n'ont ni le temps ni la formation requise pour exécuter ce travail de comptable.

LOIS

L'examen de toutes les lois connexes pouvant affecter les matières de faillite, aurait demandé un temps considérable. Aussi a-t-il fallu que je me limite aux points saillants des lois qui touchent à la faillite, d'une façon quotidienne.

A — LA LOI DES COMPAGNIES DU QUÉBEC

Après avoir pris connaissance de près de 250 dossiers de faillite, il ressort clairement que la façon la plus simple de frustrer les créanciers, est de se servir du truchement d'une compagnie à fonds social. Il est possible avant que la fraude ne soit décelée, de miser sur une période de temps considérable et de camoufler l'identité des véritables intéressés cachés derrière une façade corporative.

La loi elle-même, en raison de certains amendements apportés de date relativement récente, favorise les fraudeurs. Je note particulièrement la disparition de la Loi des compagnies des articles 13 et 24 de l'ancienne loi, qui ont été abolis lors de l'entrée en vigueur du chapitre 276 des statuts refondus de 1964. Les dispositions de l'ancien article 13 maintenant modifiées et celles de l'article 24 totalement abrogées, faisaient porter une responsabilité personnelle de la part des administrateurs dans le cas où 10% du capital autorisé n'était pas dûment souscrit et payé avant le commencement des opérations de la compagnie et que le capital autorisé n'était pas payé en totalité dans le cas de compagnies dont le capital-actions se composait d'actions à valeur nominale. Au surplus l'article 42 de la loi des compagnies prévoyant l'obligation de loger une copie de contrat d'achat d'actions aux mains des autorités, dans le cas où la souscription s'effectuait autrement qu'en espèces sonnantes, a été abrogé.

Je n'ai pu retracer les motifs précis qui ont amené les modifications précitées à la Loi des compagnies, sauf certaines représentations faites par les Conseillers juridiques préposés à l'étude de la déclaration, à l'effet que ces mêmes modifications seraient plus conformes à la tendance déjà acceptée par les provinces anglaises.

Je crois pour ma part que de telles modifications ont et auront pour effet de favoriser la fraude, étant donné qu'il n'y a plus nécessité d'apporter dans une entreprise un capital social susceptible de garantir les tiers qui transigeront avec la compagnie nouvellement créée. Loin de partager cette opinion de législateur, je crois que la souscription originale requise de la part des requérants incorporateurs aurait dû être augmentée de façon sensible, et que des pénalités devraient être consacrées par une loi au cas de fausses représentations quant au capital souscrit de la part des incorporateurs. L'abolition de l'obligation de loger une copie du contrat d'acquisition d'actions pour services rendus ou pour vente d'achalandage, laissera le champ libre aux incorporateurs qui ont l'intention de frauder le public.

Je suis donc d'avis que les dispositions des articles 13, 24, et 42 abolies en 1964 devraient être rétablies et contrôlées avec vigueur.

Avant de quitter ce sujet, je souligne que dans l'examen de certains réseaux de faillite, il apparaît clairement que maintes compagnies ont été constituées au moyen de requérants incorporateurs fictifs et qu'en certaines

occasions des compagnies ont continué d'opérer par ce truchement de personnes fictives. Je suggérerais que lors de l'incorporation d'une compagnie un simple accusé de réception soit expédié aux adresses domiciliaires des requérants incorporateurs et qu'advenant retour d'un accusé réception avec mention « adresse inconnue » ou « déménagé », le dossier soit immédiatement remis à l'enquête.

B — LOIS DES RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES

Chapitre 281, Statuts refondus de Québec 1964

Les dispositions de ce chapitre sont à mon sens pleinement adéquates. L'article 4 en particulier qui prévoit l'obligation d'un rapport préliminaire lors de la formation de la compagnie et la production d'un rapport annuel, comportant tous les renseignements susceptibles de dévoiler la vie intime de la corporation, me semble répondre aux exigences.

Malheureusement je suis d'avis que la mise à exécution de cette loi ne rencontre pas le but visé par la loi. Il semble que l'on attache beaucoup plus d'importance à la réception de l'honoraire prévu à la loi qu'à la prévention des accrocs à cette même loi. Toutes les compagnies de même que leurs administrateurs qui font défaut de produire un rapport précis dans les délais requis ou qui transmettent des rapports incomplets, devraient être averties. En plus de recours d'ordre pénal qui peuvent être intentés contre la compagnie et ses administrateurs, le département chargé de l'administration de cette loi devrait faire un usage plus abondant des dispositions des articles 25 à 25-C inclusivement, de la Loi des compagnies, qui prévoient l'annulation de la charte en pareil cas. Je n'ai pu retracer aucune statistique du nombre de lettres patentes qui auraient été révoquées de ce chef, mais en qualité de praticien, je dois dire qu'il s'agit d'un moyen dont le département se sert très peu.

C — LOI DU MINISTÈRE DU REVENU

Chapitre 66, Statuts refondus de Québec 1964

Cette loi englobe toutes les lois particulières relatives à la perception des taxes, soit corporatives, impôts sur le revenu, successions, ventes au détail, tabac, gasoline, divertissements, transferts de valeurs mobilières, etc. Dans son ensemble cette loi pourvoit assez bien à la mise à exécution de tous les pouvoirs du ministère relativement au recouvrement des taxes et impôts. Depuis quelques années, surtout les différents bureaux chargés de la perception, sont devenus conscients des pouvoirs que le département possède quant aux taxes impayées avant comme après faillite.

Je note que dans chacune des lois particulières on a pris le soin de déclarer que les argents perçus doivent être comme reçus en fidéicommiss pour le compte de la Couronne. Le législateur fait peser un lourd fardeau

sur les corporations défalcataires qui deviennent susceptibles de poursuites tant civiles que criminelles.

À l'article 46 de la Loi du ministère du Revenu, on fait peser un fardeau additionnel sur les administrateurs, fonctionnaires ou agents de la corporation, mais en restreignant la portée de la responsabilité aux préposés qui ont *prescrit, autorisé, consenti, acquiescé* ou *participé* à l'infraction.

Il y a là une échappatoire importante en raison du fait que souvent les personnes les plus responsables de l'infraction sont celles contre qui aucune preuve ne peut être établie d'une acquiescement ou d'une participation à l'infraction.

La loi devrait aller plus loin et par voie de présomption, faire peser la responsabilité sur tous les administrateurs en leur imposant comme moyen de défense, l'obligation de se disculper de leur faute d'omission.

Cette même disposition à titre d'exemple, se retrouve à l'article 153 de la Loi de l'impôt sur le revenu. Une présomption de droit ajoutée à l'article 46 de la Loi du ministère du Revenu, inciterait tous les administrateurs à s'intéresser activement à la conduite honnête des affaires de la corporation dont ils font partie et aurait pour conséquence possible, l'abolition du truc de prête nom.

D — LOI CONCERNANT LES VALEURS MOBILIÈRES

Chapitre 233, Statuts refondus de Québec 1964

Il s'agit ici d'une loi excessivement compliquée, qui pour les fins d'une bonne administration nécessiterait un rouage administratif considérable, surtout depuis que l'on a ajouté aux fonctions de la Commission des Valeurs mobilières, le soin de réglementer la fonction d'agent d'immeubles.

Depuis environ un an, la Commission des Valeurs mobilières semble avoir connu une activité nouvelle dans la mise à exécution de ses pouvoirs et de sa réglementation. Plusieurs poursuites tant civiles que pénales, ont été instituées particulièrement en ce qui a trait au trafic des billets promissoires, qui semble prendre un certain essor depuis quelques années.

En ce qui concerne les petites gens qui n'ont aucune connaissance des affaires et qui sont facilement bernés, un amendement important de la loi est entré en vigueur le 12 décembre 1967, par la modification des sous-paragraphes B et C de l'article 21 de la loi. J'ai eu à examiner un dossier particulier de Corporation de Finance B & J Inc., où 2 ou 3 individus ont fait souscrire près de un demi million de dollars par des retraités, des veuves, etc., contre un billet promissoire de la compagnie, de 364 jours. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'amendement précité, cette transaction n'était pas soumise à la réglementation de la Commission des Valeurs mobilières. Depuis l'amendement, cette lacune a été corrigée et l'exemption quant au commerce de ce genre de valeurs mobilières, est limitée à des corporations

entre elles, ou à la souscription de billet d'une valeur d'au moins \$50,000. Il s'agit d'un cas où le législateur a réussi à fermer la porte à des abus qui semblaient vouloir acquérir de l'importance. À la suite de poursuites intentées par la Commission des Valeurs mobilières, une manipulation de ce genre de valeurs mobilières par des gens peu scrupuleux qui font un emploi inconsideré de souscriptions pour ensuite déclarer faillite, a été interrompue.

Quant à la portée générale de cette même loi, il est impossible d'en vérifier tous les aspects sans une étude spéciale et approfondie de ce domaine, qui nécessiterait un travail en profondeur.

E — LOI SUR LA FAILLITE ET LES RÈGLES

Statuts révisés du Canada 1952, chapitre 14 et modifications

Cette loi qui émane du Parlement du Canada aux termes de l'acte confédératif de 1867, comporte 172 articles, si l'on fait abstraction du chapitre du paiement méthodique des dettes, laissé quant à son application, à la discrétion des provinces. On sait que la province de Québec ne s'est pas prévalué jusqu'à maintenant de ce chapitre du paiement méthodique des dettes, étant donné l'existence de notre loi Lacombe.

Dans son ensemble la loi est assez bien conçue et suffisante, à mon avis, pour le règlement des problèmes qui se soulèvent à l'occasion de faillite.

Les règles de faillite qui complètent la loi, sont également assez simples et d'une application qui permet la bonne administration de la procédure et des dossiers de faillite.

Les amendements apportés à la loi de 1952 et particulièrement ceux de 1966, ont reserré certaines dispositions, surtout en ce qui a trait à la préférence frauduleuse en matière de faillite et ont sensiblement étendu les pouvoirs d'enquête du séquestre officiel. Les difficultés qui peuvent naître dans des matières de faillite, n'originent pas de la lettre de la loi, mais de l'administration pratique des dossiers de faillite.

Il faut se rappeler que lors de l'acte confédératif de 1867, soit l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, la compétence et la juridiction en matière de législation touchant la faillite et l'insolvabilité, ont été octroyées au Parlement canadien. Les recherches effectuées aux fins de déterminer l'origine de cet octroi de juridiction au Parlement canadien me font croire que l'on a envisagé l'optique de cette juridiction sur un plan national en vue de favoriser de meilleurs échanges en matière de commerce par un système uniforme, en considérant ces matières de faillite et d'insolvabilité sur le plan également national au même titre que la Loi des lettres de change.

Avant la Confédération, différentes lois existaient déjà, touchant soit la faillite soit l'insolvabilité, et ce depuis 1791, ces statuts trouvant leur origine dans le Droit anglais. Jusqu'en 1839, le Statut 2 Victoria, chapitre 36, entrainait en vigueur en matière de faillite et fût rapporté sous l'Union, pour y

demeurer jusqu'en 1867, après avoir subi une modification sous l'appellation de « Insolvent act » en 1864. La faillite s'appliquait alors à tout le monde dans le Haut-Canada, mais aux commerçants seulement dans le Bas-Canada. Il n'est donc pas surprenant qu'en 1867 le concept de la faillite, comme étant d'origine anglaise, était déjà ancré dans les mœurs. C'est donc comme conséquence logique de cette conception, que la législation sur la faillite et l'insolvabilité, a été consacrée à la juridiction et à la compétence du Parlement canadien en exclusivité.

Il y a lieu aujourd'hui de se demander si après 100 ans de ce régime, ce même régime répond bien aux besoins des temps actuels. Si l'on analyse le côté pratique de cette loi de faillite, on se rend vite compte que la législation englobe dans son application, tout le domaine des droits civils qui sont de la compétence exclusive des provinces, sous le couvert d'un régime juridique, qui à toute fin pratique, ne fait qu'imposer les règles de procédure quant à la réalisation des biens d'un débiteur et à leur distribution parmi les créanciers de ces derniers. Existe-t-il une justification quelconque de réglementer en totalité le droit civil par un moyen de procédure ? Pour ma part je conçois l'utilité d'une loi fédérale permettant l'obtention d'une ordonnance de séquestre le plus rapidement possible et par le moyen d'entraide de tribunaux de différentes provinces dans le cas de personnes humaines ou morales dont les biens sont répartis dans plusieurs provinces à la fois.

Par expérience personnelle, je peux dire cependant que le recours aux articles 144 et 145 de la loi, relatifs à l'entraide des tribunaux de différentes divisions de faillite, n'est pas d'un usage quotidien et il en va de même pour les autres praticiens que j'ai consultés. Cet avantage qui découle de la loi actuelle, ne justifie pas, à mon sens, l'existence d'une loi d'ordre national.

Je ne vois pas très bien que la main mise par les créanciers sur les biens d'un débiteur, quand tous ses biens sont situés dans une seule et unique province, doive faire l'objet d'une ordonnance émanant d'un pouvoir législatif fédéral. Je dirais même qu'une ordonnance de séquestre contre un débiteur dont les biens sont situés dans différentes provinces, ne nécessite pas forcément l'emploi d'une loi à caractère national, puisque nous connaissons déjà le système d'exemplification de jugement permettant d'instituer des recours à l'extérieur des limites territoriales de la province.

Les provinces, par des accords multilatéraux, pourraient sûrement se prêter assistance mutuelle pour la bonne et efficace réalisation de biens en matière de faillite et d'insolvabilité.

Nous touchons là un problème qui à mon sens dépasse possiblement les cadres de votre commission d'enquête. Cependant, il s'agit d'une question qu'il faudrait réexaminer et débattre au niveau des conférences interprovinciales, si jamais l'Acte confédératif était amendé pour attribuer la juridiction de la faillite aux provinces.

Dans l'application pratique de la loi actuelle, il s'élève de nombreux problèmes en raison de la juridiction multicéphale qui découle de la loi elle-même. Par exemple, nonobstant des accords intervenus entre le ministère de la Justice de Québec et le ministère de la Justice d'Ottawa, pour délimiter le champ d'action respectif de chacune des juridictions dans la poursuite des offenses découlant de la faillite, il y a encore un chevauchement dans les méthodes d'enquête et souvent double emploi d'enquêteurs relativement à ces dossiers. Il y aurait certainement tout à gagner s'il y avait unicité de juridiction au moins en ce qui concerne la réalisation des biens d'un débiteur et sa distribution, si l'entité des biens est située à l'intérieur des limites de la Province.

Si l'on pousse plus loin l'examen de cette loi régissant la faillite, on constate que la loi anglaise en 1914 a été pratiquement transposée dans notre loi de faillite fédérale, en y englobant le système du séquestre officiel. J'exprime des doutes que dans l'Acte confédératif, on ait prévu cette transposition du système anglais, quasi intégralement, système qui à mon sens, porte atteinte aux droits de la province, en ce qui concerne les pouvoirs du séquestre officiel.

Il est bien consigné à l'Acte de 1867, que l'administration de la justice relève de la compétence des provinces.

Le séquestre, sous au moins deux aspects de ses fonctions sous la loi de faillite, exerce à mon avis, des pouvoirs similaires aux pouvoirs judiciaires. Son acceptation d'une cession volontaire qui se transpose en une ordonnance de séquestre, est le pendant de l'ordonnance de séquestre rendue par le tribunal sur une requête en faillite, contestée ou non. En deuxième lieu, il préside l'assemblée générale des créanciers et tranche, comme président d'assemblée, les prétentions des créanciers quant au droit de vote sur la nomination ou confirmation du syndic et la nomination des inspecteurs, et sa décision est sujette à appel devant le tribunal. Sous ce second aspect il exerce, à mon sens, des pouvoirs d'un caractère quasi judiciaire, comme officier du tribunal, même s'il y a également un aspect administratif à cette fonction.

De date plus récente et depuis le 1er juillet 1968, le Surintendant des faillites a mis en vigueur un système en vertu duquel la fonction de séquestre officiel, au moins dans le district pilote de Montréal, a été scindée des bureaux du greffe des faillites. J'ai raison de croire que cette décision a été prise à l'encontre des vœux exprimés par le ministère de la Justice de Québec. Je formulerais moins d'objection à cette scission, si l'on voulait faire du séquestre un officier d'administration seulement, pour étendre ses pouvoirs d'enquête, mais je crois que la séparation des fonctions, qui conserve quand même au séquestre des pouvoirs d'accepter des cessions et de présider des assemblées, sera de nature à créer un rouage administratif lourd et compliqué.

Je considère au surplus que l'administration en général de la faillite, en ce qui a trait aux administrations sommaires, devrait être remise à l'étude. Les représentations ont été faites au Comité du Sénat chargé de l'étude de la revision de la Loi sur la faillite, aux fins de supprimer le chapitre de l'administration sommaire de cette loi, mais certaines provinces de l'Ouest ont présenté de fortes objections à l'abolition de ce chapitre. Par ailleurs, au moins une province de l'Ouest a voulu, il y a 2 ans, établir un système de règlement de dettes sous juridiction provinciale et cette velléité a été jugée inconstitutionnelle par notre plus haut tribunal.

La Loi sur la faillite devrait viser les commerçants seulement. Présentement elle vise les commerçants et les non commerçants, que ce soit aux termes généraux de la loi de faillite ou au chapitre particulier du paiement méthodique des dettes.

Je réitère certaines opinions que j'ai exprimées lors d'une audition devant votre Commission, à l'effet que la séparation de juridictions en matière de faillite, selon son existence actuelle et surtout dans le domaine de la répression des fraudes, cause de l'indécision, de la confusion et des retards qui ne peuvent profiter qu'aux fraudeurs.

Sans verser dans l'utopie qu'un changement de juridiction amènerait une réforme de la nature humaine, je crois qu'un régime juridique de faillite émanant d'une seule autorité, quant à la législation et quant à sa mise à exécution, produirait de meilleurs résultats.

Pour conclure, je crois en outre à la maxime « la crainte est la mère de la sagesse » et qu'en adoptant un régime de répression adéquat découlant d'une législation qui ne prêterait pas à confusion, le nombre de fraudes en matière de faillite diminuerait sensiblement.

Je verrais d'un bon œil, l'amorce d'une discussion au niveau provincial-fédéral, pour remettre entre les mains des provinces, l'administration des matières de faillite et d'insolvabilité, sauf et sous la réserve d'accords inter-provinciaux à intervenir pour faciliter l'exécution des ordonnances des tribunaux relatifs à la réalisation des biens d'un failli ou sauf encore sous la réserve de la conservation d'une loi de faillite fédérale ne visant que les débiteurs dont les biens sont situés dans différentes provinces.

Je m'excuse d'avoir retardé quelque peu à vous transmettre les présentes, étant donné certains incidents de maladie qui se sont produits dans ma famille, au cours des deux derniers mois, mais il me fera plaisir de m'asseoir avec votre Commission pour repasser les différents points faisant l'objet du présent rapport, ainsi que les dossiers spécifiques joints à ce rapport.

Je considère que plusieurs rapports spécifiques sont d'une nature confidentielle, étant donné certaines enquêtes en cours et certaines causes en instance devant les tribunaux. Je me rendrai à vos désirs de discuter tous les aspects du travail effectué, à la date et à l'heure qu'il vous conviendra de fixer.

Le tout respectueusement soumis,

Votre dévoué,

Jean-Paul Bergeron, C.R.

APPENDICE 3

Lettres de Me Jean-Paul Bergeron
au président de la Commission
(13 mars 1968 et 27 mai 1968).

13 mars 1968.

Me Yves Prévost, C.R.
Président,
Commission d'enquête sur l'administration
de la justice,
300 rue St-Sacrement,
Montréal.

Cher confrère,

J'ai bien reçu la vôtre du 8 mars et m'empresse d'y répondre. Il m'est difficile de donner une estimation du travail qu'il reste à faire. J'ai fait l'examen, à date, des dossiers dont la liste est jointe et ceci en consacrant des périodes intermittentes à cet examen. Il s'avère que pour exécuter un travail de cette nature il est presque impossible de le faire par bribes. En conséquence j'ai tenté, en janvier et février, de faire table rase de tous les dossiers contestés qui nécessitaient une attention urgente à mon bureau, pour pouvoir attaquer l'examen d'une façon continue, soit en y consacrant au moins deux mois d'affilée.

Je me propose de m'y consacrer, en presque totalité, de la mi-mars à la mi-mai ou à la fin de mai. J'estime qu'une période soutenue d'au moins deux mois est absolument nécessaire pour en arriver à une vue d'ensemble du problème et que le système proposé à l'origine de consacrer une couple de jours par semaine, s'avère non profitable.

J'estime que pour finir les dossiers de la Couronne de Montréal cela nécessitera une semaine de travail et je considère également que les dossiers au bureau du Régistraire exigeront environ un mois de travail soutenu.

Quant aux dossiers examinés à la Couronne à date, j'ai noté les points saillants découlant des différents dossiers et j'ai un centaine de pages de notes qui me serviront éventuellement à tirer des conclusions d'ensemble.

Je suis à votre disposition pour discuter de cette revision de programme, si vous en exprimez le désir, et je vous prie de me croire,

Votre dévoué,

Jean-Paul Bergeron, C.R.

Liste des dossiers examinés à date

- Actman Jewellers Inc.
- Allan Distributors Co. Ltd.
- Laurier Boutin
- Brown Furs Ltd.
- David Black (Riverway Park Development Co.)
- Bétonnière Laurentide Inc.
- Réal Choquette
- Craig Industries Ltd.
- Dynamic Distributors Inc.
- Frerex Associates Ltd.
- Yolande Garand (Salon Gaétan Enrg.)
- Omer Gaumont — Fernand Robidas (Stan)
- Girard (Georges, Gaston & Raymond) Boulangerie Lima Inc.
- Scandinavian Marine Industries Inc.
- M. Goldsmith & Co.
- Hevesy Surgical Supply Co. Ltd.
- George Holis (alias George Manning) — faillite Peter Saggars Auto Body Inc. & Peter Saggars personnellement)
- Indicator Corporation
- I & S Construction Inc.
- La Boulangerie Inc.
- Léo Lacombe
- Claude Lewandowski alias Robert Lewandoski
- Marc Imports Inc.
- Marco Investment Corp.
- Paul Masse (faillite Jackman Construction Co. Ltd.)
- Métropole Motel
- Midtown Hardware
- New Health Kitchen Equipment Ltd.
- Rosaire Nichols (centre Agricole St-Joseph — St-Hyacinthe)
- Camille Paquin
- Vincent Pasquini (Casent Enterprises Ltd.)
- Charles O. Proulx
- Photo-Metal (1964) Inc.
- Marshon Distributors Inc. (H. Shron)
- Papadakis Funeral Home Inc.
- Stanley Reicher & al. & Philip Borrow
- Remi Automobiles Inc.
- Roberval Mining Corporation
- Ste-Catherine Lumber
- Sabathier

— Morris Shimelman
— Shron Hershey
— Marks (dossier soumis par Me Gagnon)
— Maisonneuve Sport Center
— René Lachance
— Temico Construction Co. Ltd.
— Allan Mark Thomas (Varsity Stores Ltd.)
— Jean Viau (Mico Noveltyes)

27 mai 1968

Me Yves Prévost, C.R. — Président
Commission d'enquête sur l'Administration de
la justice en matière criminelle et pénale,
300, rue St-Sacrement,
Montréal.

Re : Faillites frauduleuses

Monsieur le Président et cher confrère,

Vous avez exprimé le désir de connaître l'étendue du travail exécuté à date, à la suite du mandat que m'a confié votre Commission dans le domaine des faillites frauduleuses.

Ce mandat, en me référant à la lettre que je vous expédiais le 20 septembre 1967, comportait l'examen de différents groupes de dossiers, nommément :

- 1) — un premier groupe de dossiers mentionnés dans le témoignage de Me Rumanek devant votre Commission ;
- 2) — examen et analyse d'une série de dossiers se rapportant aux activités de Armand Bécotte ;
- 3) — examen et analyse d'une série de dossiers relevant de différents Régistres et Séquestres Officiels, plus particulièrement, ceux des grands districts comme Montréal, Québec, etc.
- 4) — examen et analyse de dossiers au ministère de la Justice à Québec, corrélatifs à ceux mentionnés aux 3 paragraphes précités ;
- 5) — examen de tous les autres dossiers déferés ;

I — J'ai eu l'opportunité d'examiner environ 84 dossiers du premier groupe, soit ceux confiés à Me Rumanek consistant, dans la majeure partie des cas, en plaintes formulées au Procureur général ou au Ministre de la Justice,

rapports volumineux d'enquêtes effectuées par les corps policiers, leurs recommandations, extraits des dossiers provenant de la Cour de faillite ou des syndics, transcriptions d'interrogatoires statutaires recueillis sous la Loi sur la faillite, transcriptions de preuve versée soit au stade de l'enquête préliminaire ou du procès, états financiers, échanges de correspondance entre les corps policiers, la Couronne et le ministère de la Justice, etc. ;

Il s'agissait dans ce premier groupe d'analyser près de quatre classeurs complets de documents et la tâche de tirer des conclusions après analyse, se complique par le fait que les dossiers ne sont pas tous complets, en ce sens que dans nombre de cas les enquêtes sont sujettes à continuation et que telle continuation n'est pas toujours notée au dossier.

Il faudra dans un grand nombre de cas avoir recours à des renseignements additionnels auprès des corps policiers pour connaître les développements d'enquêtes ultérieures avant de pouvoir donner une opinion définitive.

Pour les fins de ce rapport intérimaire je n'ai pas crû bon de disséquer chaque dossier particulier, chose qui fera l'objet du rapport final après plus ample vérification quant à chaque cas particulier.

Cependant, je peux établir que l'analyse me permet de classer dès maintenant les dossiers examinés par différentes catégories.

A — Il existe 21 dossiers qu'il y a lieu de fermer définitivement puisqu'ils ne révèlent aucune espèce de fraude ou que les renseignements obtenus sont si maigres qu'ils ne suffiraient pas à justifier l'institution de poursuites ;

B — 1 — Une plainte portée dans un dossier a été suivie d'un acquittement ;
2 — 7 accusés, dont deux dans le même dossier et 3 dans un autre, ont fait l'objet de libération au stade de l'enquête préliminaire faute de preuve suffisante à cause de l'impossibilité de retracer les témoins ;

3 — Deux dossiers demeurent en suspens ; les plaintes ont été portées mais les accusés se sont enfuis du pays et il faudra procéder par extradition ;

4 — Cinq accusés ont subi des condamnations variant d'une amende de \$100., à neuf mois de prison plus \$6,000. d'amende, 3 ans dans un cas, aussi bien que des peines de 4 ans et de 7 ans dans d'autres cas.

5 — Environ 43 dossiers sont encore au stade de l'enquête mais peuvent faire l'objet de plaintes possibles suivant le résultat des dites enquêtes. Cependant vu le laps de temps écoulé depuis la commission des offenses, il s'agira là d'un travail difficile.

6 — 9 dossiers ont fait l'objet de plaintes contre un ou plusieurs accusés et sont en ce moment à différents stades de la procédure, mais dans la plupart des cas les accusés ont été cités à leurs procès.

En sus des dossiers de Me Rumanek, j'ai eu l'occasion d'examiner quelques autres dossiers d'un âge plus récent (ceux confiés à Me Rumanek remontant à la période 1960 à 1966 environ), et relativement à ces mêmes dossiers des plaintes ont été logées et des accusés cités à procès.

Re : *Centre d'achats — cabarets — hôtels*

3 accusés envoyés à procès

B : *ALDA MANUFACTURING*

2 accusés cités à procès

C : *Dominick Sales Agency*

1 accusé dont le procès se poursuit

1 accusé cité à procès mais disparu depuis.

D : *Caisse d'économie d'employés de l'Hydro*

1 accusé dont le procès se poursuit

1 accusé a plaidé coupable.

E : *Ameublement Richelieu*

Procès a déjà eu lieu mais doit être repris

vu le décès du Magistrat avant jugement.

F : *Ameublement Normand Inc.*

Accusé cité à son procès.

G : *Saraceno Construction.*

Accusé cité à son procès.

II — Au bureau du Régistraire des faillites de Montréal, plusieurs classeurs contiennent des dossiers mis sous clef soit à la demande du Surintendant des faillites, ou par le Régistraire lui-même en raison d'indices dont ces dossiers pourraient faire l'objet de poursuites éventuelles.

J'ai eu l'occasion d'examiner à date 76 dossiers de ce bureau, soit environ la moitié des dossiers mis sous écrou.

Parmi ce nombre, 13 dossiers étaient corrélatifs à ceux déjà examinés au bureau de la Couronne à Montréal et n'ajoutaient rien de particulier aux dossiers préalablement examinés et sous enquête.

Quatre de ces dossiers sont à fermer puisqu'il s'agit d'irrégularités plutôt que d'offenses.

Six dossiers ont déjà fait l'objet de condamnations judiciaires et 8 dossiers ont fait l'objet de plaintes présentement en instance. Ces mêmes dossiers sont également corrélatifs aux dossiers examinés au bureau de la Couronne à Montréal.

Cependant dans 44 dossiers il y aurait lieu de faire enquête ou de faire continuer les enquêtes déjà commencées car il y aurait des plaintes à porter

dans la majorité des cas examinés. Ces dossiers à enquêter comportent entre autres 16 cas de faillites dans lesquels Armand Bécotte a été intimement lié par le truchement d'une preuve de réclamation fictive dans la majorité des cas, réclamation ayant servi à déclencher la faillite des débiteurs.

III — Il reste à vérifier aux bureaux de la Sûreté Provinciale, les dossiers qu'elle détient en ce qui a trait à Armand Bécotte, avec l'assistance d'expert comptable, aux fins de déterminer le coulage d'actif causé par cette personne dans différentes régions de la Province.

De l'examen spécifique de chaque dossier, il se dégage certains systèmes de fraudes, découlant de lacunes législatives, administratives et judiciaires que j'aurai à traiter en détail lors de la soumission d'un rapport complet ; j'escompte que l'examen des dossiers comportera un travail additionnel d'environ trois à quatre semaines, y compris l'examen des dossiers au ministère de la Justice (IV), et qu'il me sera possible de logger les conclusions de mes recherches dès après les vacances de l'été.

Veuillez accepter l'expression de mes sentiments dévoués.

Bien à vous,

Jean-Paul Bergeron, C.R.

APPENDICE 4

Règles de pratique et de procédure
de
LA COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
EN MATIÈRE CRIMINELLE
ET PÉNALE

CHAPITRE I

AUDIENCES

- RÈGLE 1* La Commission tient des audiences publiques dans la province quand et où elle le juge à propos.
- RÈGLE 2* La Commission peut également tenir des audiences à huis clos si l'intérêt public lui paraît l'exiger.
- RÈGLE 3* Les procureurs de la Commission lui présentent eux-mêmes toute la preuve, mais tout témoin garde le droit de recourir à l'assistance d'un procureur.
- RÈGLE 4* La Commission exige le compte-rendu sténographique de chacune de ses audiences. Il est possible d'obtenir des copies du texte des audiences publiques en s'adressant au secrétaire qui en fait connaître le prix.

CHAPITRE II

MÉMOIRES

- RÈGLE 5* Les mémoires doivent traiter de sujets compris dans le mandat de la Commission tel que défini par l'arrêté en conseil no 125 du 24 janvier 1967.
- RÈGLE 6* Les mémoires doivent s'appuyer sur des faits, les conclusions offertes, les opinions exprimées et les recommandations soumises.
- RÈGLE 7* Les recommandations doivent apporter le plus de précision possible : elles indiquent les mesures préconisées et les résultats qu'on peut en attendre.
- RÈGLE 8* Autant que possible, les mémoires commencent par un sommaire des principales conclusions et recommandations.
- RÈGLE 9* Un renvoi fournit la référence complète des textes légaux invoqués dans le mémoire.

- RÈGLE 10* Il faut déposer avec le mémoire tous les documents cités ou nécessaires à sa compréhension, à l'exception des textes de loi.
- RÈGLE 11* Toute personne qui présente un mémoire doit aussi fournir aux procureurs de la Commission les autres données et renseignements qu'ils jugent nécessaires.
- RÈGLE 12* On présente les mémoires de la manière suivante : double interligne, alinéas numérotés consécutivement, rédigés à l'encre ou à la machine à écrire sur papier ministre (8½" sur 14") d'un seul côté de la feuille. On peut utiliser le français ou l'anglais.
- RÈGLE 13* On doit mentionner le nom, l'occupation, le domicile ou le lieu d'affaires de la personne ou du groupement qui présente le mémoire et, s'il s'agit d'un organisme, ses objectifs et le nombre de ses membres.
- RÈGLE 14* On présente les mémoires en dix exemplaires, mais on peut présenter les documents ou les pièces qui les accompagnent en deux exemplaires.
- RÈGLE 15* Les personnes et les organismes qui présentent un mémoire en assurent eux-mêmes la distribution.

CHAPITRE III

T É M O I G N A G E S

- RÈGLE 16* Lors des audiences, la Commission acceptera les mémoires comme lus. Toutefois, il sera loisible aux procureurs de la Commission d'interroger le signataire ou le responsable de sa présentation.
- RÈGLE 17* Si le mémoire contient des allégations de faits, il faut en fournir la preuve selon les présentes règles.
- RÈGLE 18* Il est permis de recourir à des témoignages de spécialistes sur toute question pertinente.
- RÈGLE 19* Personne n'a accès aux témoignages rendus au cours d'audience à huis clos.

CHAPITRE IV

MODIFICATIONS

RÈGLE 20 La Commission peut modifier ses présentes règles de pratique et de procédure sans avis préalable.

RÈGLE 21 Comme les présentes règles ont pour objet de faciliter les travaux de la Commission, il faut les interpréter en ce sens.

ADOPTÉES À MONTRÉAL, le 5 avril 1967.

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.

Le président : Yves Prévost

Les commissaires :

MM. P. Martineau
Laurent Laplante
H. Gould
Guy M. Desaulniers.

LE SECRÉTAIRE,
JEAN SIROIS.

APPENDICE 5

Article de M. Gilles Constantineau intitulé
« Un homme seul contre le gang des faillites »,
publié dans le magazine *MacLean*
en juin 1966.

UN HOMME SEUL CONTRE LE GANG DES FAILLITES

Président du Comité des Faillites de l'Association canadienne de l'industrie du bois, J.-Raymond Leblanc accumule, depuis huit ans, les témoignages et les documents. *Mais l'appareil judiciaire demeure réticent.*

par GILLES CONSTANTINEAU

En septembre 1958, la compagnie Jos Dupuy, de Sainte-Thérèse, fut victime de la faillite d'un marchand de bois de Valleyfield. Son secrétaire-trésorier, M. J.-Raymond Leblanc et son associé y perdirent 5,800 dollars. *Mais il ne s'agissait pas d'une faillite « normale » : le syndic avait négligé de confisquer les livres du failli, comme la loi le prescrit, et toute la comptabilité était partie en fumée quelques jours plus tard par suite d'un incendie qui avait rasé les bureaux de l'entreprise en faillite.*

Quelques créanciers, dont M. Leblanc, eurent des soupçons que *renforça le chef de la police de Valleyfield, après enquête : l'incendie était criminel, selon toutes les apparences.*

M. Leblanc est un homme opiniâtre ; il résolut de constituer un noyau de créanciers-enquêteurs et de ne pas laisser les syndics mener à leur guise une barque qui contenait 150 créanciers naufragés. Il engagea la lutte sans se douter qu'elle allait durer huit ans et qu'elle allait le conduire au sein du réseau des faillites frauduleuses.

J.-Raymond Leblanc, qui vit dans le commerce du bois depuis plus d'une vingtaine d'années et qui aura 51 ans bientôt, fut servi à souhait à Valleyfield. L'entreprise déchuée, qui se nommait « Marcel Saint-Onge Enr. », lui dévoila les étapes ainsi que les dessous d'une faillite-type du genre frauduleux.

Saint-Onge n'achetait que depuis trois mois, toujours à crédit. Ses dettes s'élevaient à plus de 300,000 dollars, mais dans sa cour il ne restait que pour 3,000 dollars de marchandises. Aux créanciers qui voulurent savoir à qui il avait vendu le reste, il prétendit qu'il ne pouvait s'en souvenir, n'en démordit pas... et prit le chemin de Bordeaux.

Quatre ou cinq créanciers-enquêteurs parcoururent la région et découvrirent le pot-aux-roses : Saint-Onge servait de fournisseur à une compagnie sans crédit, « Melocheville Building Supply », à huit milles de Valleyfield. Ils la firent mettre en faillite sans délai, à son tour, et purent récupérer pour environ 30,000 dollars de matériaux.

À Bordeaux, par la suite, le jeune Marcel Saint-Onge fit des aveux : grâce à la réputation de son père, qui était connu comme entrepreneur, il servait de façade à « Melocheville » où il refilait les marchandises.

LE SURINTENDANT NE BOUGE PAS

Dans l'intervalle les créanciers avaient eu le nom et le numéro matricule du propriétaire d'un camion-remorque qui avait livré une grande partie des marchandises outre-frontière, à Massena, État de New York. Pour savoir qui était le destinataire, ils firent appel aux bons offices du surintendant des faillites, M. J.-S. Larose.

M. Larose, qui vient d'abandonner à Ottawa ce poste qu'il avait occupé pendant plus de 15 ans, les avait accueillis poliment et leur avait promis « pour bientôt » une enquête que la loi, d'ailleurs, l'invitait à faire.

Mais les créanciers (parmi lesquels se trouvaient certains des plus importants grossistes du pays) attendirent vainement l'espoir de rentrer en possession d'un quart de million de dollars. Ils firent vainement parvenir au surintendant, jusqu'à quatre ou cinq mois plus tard, des télégrammes qui lui rappelaient la requête. M. Larose ne bougea pas.

QUATRE SYNDICS, ET LES DOSSIERS FONDENT

Autre sujet d'étonnement : la double faillite eu quatre syndics successifs. Le premier, nommé Lafontaine, perdit mystérieusement son permis fédéral au bout d'un mois. Le deuxième, Claude Perras, reçut en décembre 1958 la visite de la R.C.M.P. qui confisqua tous ses dossiers et son permis. Le troisième, Nestor Hamel, fut terrassé par la maladie et céda les dossiers à un dénommé Lemire.

HUIT ANNÉES D'UN COMBAT FRUSTRANT

UN HOMME SEUL...

Du premier syndic jusqu'à la Gendarmerie Royale, les créanciers eurent connaissance d'un autre phénomène particulier aux faillites : les dossiers fondaient, les pièces incriminantes en disparaissaient. Il se perdit même plusieurs documents pendant que le dossier séjournait à la Gendarmerie.

LES HONORAIRES DU PREMIER SYNDIC

Les créanciers eurent de nouveaux ennuis. Le premier syndic leur demanda paiement de ses honoraires d'un mois : 7,000 dollars. Ils estimèrent le montant excessif et le débat ne fut tranché qu'au greffe des faillites de Montréal par le registraire de l'époque, Me Gérard Deniger, qui invita les créanciers à signer « pour la forme », quitte à contester le montant plus tard en Cour Supérieure.

Mais une fois signée, « l'acceptation pour la forme » n'était plus contestable. Les créanciers ne l'apprirent brutalement qu'après.

LES COMPAGNIES FANTÔMES

Les événements qui suivirent projetèrent J.-Raymond Leblanc dans l'aventure totale. Dès 1960, quelques faillites étranges retenaient l'attention du commerçant qui forma dès lors, avec trois autres membres de l'Association des grossistes en bois du Québec, un « comité de faillites ». On commença par échanger des renseignements. Peu à peu, le comité put confectionner *une liste noire qui contenait, à un moment, plus de 40 noms de compagnies fantômes.*

Le mode d'action de ces compagnies était et est toujours le même :

1. — Elles prennent charte ou enregistrement ;
2. — Elles envoient sans délai, à tous les « moulins » du continent (certaines ont fait des victimes jusqu'en Californie), des lettres polycopiées de sollicitation, demandant listes de stocks et de prix et se déclarant prêtes à tout acheter, même à prix fort ;
3. — Comme références, les noms de compagnies complices, un numéro de téléphone auquel répondra la voix d'un faux gérant de banque ou, poussant le système à l'extrême, une véritable agence de renseignements sur le crédit pour laquelle des représentants complices vendront même des abonnements, de façon à supprimer les soupçons tout en préparant le terrain ;
4. — Si la victime mord, ou lui achète des stocks considérables de matériaux, à crédit ;
5. — Ces matériaux sont revendus à des prix ridiculement bas à des marchands de gros ou de détail avec lesquels on s'est entendu ;
6. — Après quelques mois, généralement trois (les 90 jours fatidiques), la compagnie fantôme déclare faillite ou disparaît sans laisser de traces, cédant la place à une nouvelle entreprise semblable.

DES COMPAGNIES FANTÔMES SONT MISES SUR PIED, AFFUBLÉES DE NOMS ÉQUIVOQUES.

DES NOMS HONORABLES

Les premiers soupçons des gens du comité des faillites venaient d'un subterfuge aussi efficace que simple des compagnies fantômes : elles emploient les noms de maisons honorables, en ne les transformant qu'à peine ou pas du tout.

Ainsi, il existe une compagnie de bois de qualité, filiale de Massey-Ferguson Industries, qui porte le nom de Art Woodwork Ltd. Voici quelque temps, les grossistes en bois du pays ont reçu une circulaire d'une compagnie nommée « Art-Wood Lumber », située à Saint-Paul l'Ermite.

Autre exemple : l'an dernier, plusieurs grossistes ontariens recevaient une circulaire analogue, avec l'en-tête de « Maxwell Lumber Supply », de Ville Lemoyne. Plusieurs marchands s'y sont faits prendre, parce qu'il existe à Montréal une ancienne et honorable maison dont la raison sociale est « E. J. Maxwell Lumber Ltd. ». Après quelques mois, la compagnie fantôme disparut sans laisser d'adresse ; mais la cambuse qui lui servait de bureau, boul. Taschereau, abrite maintenant « l'office » de « Art-Wood Lumber », à Saint-Paul l'Ermite.

On s'est également servi de noms de l'extérieur ; ainsi celui de « Laberge Lumber », de Sudbury, Ont. On est même allé jusqu'à employer le nom de Lucien Saulnier, le président du Comité exécutif de Montréal, mais la compagnie qui a usé de ce stratagème n'a duré que quelques jours : la police s'est découvert là un zèle insoupçonné.

EN 1963, DES DOSSIERS SUR LES FAILLITES SONT REMIS AU PROCUREUR TOURANGEAU

UN DOSSIER DE 200 PAGES

Au début de 1963, afin de donner à ses renseignements et à son action une forme plus cohérente et plus facile à saisir par les représentants de la justice, le comité des faillites confit toute sa documentation et toute l'information pertinente à un avocat montréalais attaché à une importante étude.

Les membres du comité laissaient au spécialiste des choses juridiques le soin de faire un document homogène qui pût être présenté au bureau du Procureur général. Le dossier fut préparé : il en vint à contenir 200 pages de texte et de pièces différentes concernant une quarantaine de compagnies fantômes, et il établissait avec certitude l'existence d'un réseau tout en donnant les noms des principaux artisans du gang.

Certaines tranches, tout au moins, en ont été communiquées au bureau de l'adjoint du Procureur général de l'époque, Me Gérard Tourangeau. Mais encore une fois, les membres du comité sont restés sans nouvelles de ces démarches.

LES TRIBULATIONS D'UN DEUXIÈME MÉMOIRE

Au printemps 1963, ayant mis la main sur une affaire considérable et ayant pu recueillir facilement témoignages, documentation, et renseignements divers, J.-Raymond Leblanc s'en servit pour constituer un mémoire moins considérable, mais extrêmement précis, qu'il alla porter le 23 avril

au procureur Gérard Tourangeau. Il fut, c'est le moins qu'il dise, froidement accueilli, et resta sans nouvelles quant au résultat de sa tentative.

De septembre 1963 au mois d'avril suivant, J.-Raymond Leblanc recourut aux bons offices du ministre Lionel Bertrand, alors député de la circonscription où se situait son commerce. Il le rencontra, le pria de saisir de la situation le Procureur général d'alors, René Hamel, puis échangea avec M. Bertrand une abondante correspondance pour déplorer l'absence de résultats.

Les 18 septembre, 28 octobre, 18 décembre 1963 et le 9 avril 1964, Lionel Bertrand répondit par ces mots identiques : « Je m'étonne . . . je communique de nouveau avec l'honorable Hamel . . . » Puis enfin, le 3 juillet 1964 : « l'hon. Hamel m'informe . . . qu'il pourrait même y avoir plusieurs causes bientôt. »

Me LAGANIÈRE, LE MINISTRE WAGNER ET LA POLICE PROVINCIALE SONT ALERTÉS.

Mais il n'allait pas être là pour s'en occuper : quelques jours plus tard, l'honorable René Hamel était nommé juge.

DEUX ANS ET TOUJOURS RIEN

En avril 1964, le procureur Gérard Tourangeau était à son tour nommé juge. Près d'un an plus tard, en 1965, son successeur, Me Gérard Laganière rencontra J.-R. Leblanc et lui déclara que ses mémoires étaient splendides, mais que par malheur, après deux ans, les documents et les numéros de téléphone n'étaient plus vérifiables.

M. Leblanc fit enquête les jours suivants. Les documents étaient toujours disponibles, les témoins vivaient encore, la compagnie de téléphone avait des dossiers complets. Il écrivit à Me Gérard Laganière pour se faire expliquer le sens de ses déclarations.

Sa lettre, expédiée le 25 février, sous pli recommandé, n'eut jamais de réponse. Me Claude Wagner, à qui il avait fait parvenir copie de cette missive sans réponse, lui fit savoir par son attaché personnel, le 8 avril, que « votre lettre ne sera pas reléguée aux oubliettes ».

Quoi qu'il en soit, Me Laganière à son tour était élevé à la magistrature un mois plus tard.

LE SEL DE LA CONFUSION

En automne 1963, l'Association de l'industrie du bois du Canada (Maritimes, Québec, Ontario, Nord-Est américain ; 700 membres canadiens et américains) endossait les menées du comité des faillites du Québec.

Son président, à l'époque, M. M.L. McKimmie avait écrit à Québec au mois d'août pour manifester son inquiétude devant l'inaction de la justice.

Le 29 octobre deux mois plus tard, « Hector Pelletier, Q.C., Acting Deputy Attorney General », lui expédiait la réponse suivante : « Nous sommes informés... et n'avons pas trouvé trace de requête de la part d'un comité de l'industrie québécoise du bois... Pourriez-vous nous fournir plus de renseignements ? »

L'ATTITUDE DE LA P.P.

Des renseignements, le comité des faillites ne cessait pourtant pas d'en fournir ; mais voyons comment on les accueillait.

Les 6 et 11 mai 1964, M. Leblanc avait alerté la Sûreté Provinciale : une compagnie ontarienne allait livrer à la compagnie fantôme « Laberge Lumber », de Montréal, un plein wagon de bois. Il proposait un stratagème pour connaître les destinataires exacts de la marchandise.

17 jours après, l'inspecteur divisionnaire G. Morel, à Montréal, lui répondait : « Nous ne pouvons intervenir... comme il ne s'agit que de soupçons. Nous nous empresserons de faire enquête si une offense était commise. »

M. Leblanc : « Et si on leur dit qu'un meurtre va être commis, vont-ils attendre aussi ? »

LES LIENS POLITIQUES

Solliciteur général, puis Procureur général et enfin ministre de la Justice, Me Claude Wagner fit des déclarations réconfortantes aux oreilles des marchands de bois honnêtes, dès son élévation au ministère. A l'automne de 1964, lors d'un congrès de l'Association des détaillants en bois du Québec, dans un hôtel des Laurentides, il promit une lutte sans répit aux faillites frauduleuses et exhorta les membres de l'Association à ne pas cesser la leur et à ne pas lui refuser leur concours.

Mais quel que fût le travail d'éradication qu'effectuait la police, quelque chose ne tournait pas rond : les compagnies fantômes ne cessaient pas de naître et de disparaître, cherchant toujours à entraîner les biens des commerçants honnêtes dans leur gouffre. C'est ainsi que le 14 juin 1965, par exemple, la compagnie « Can-Abode Prefab Co. Ltd. », 3 rue Brossard, à Côte-Sainte-Catherine, envoyait la célèbre sollicitation dans laquelle le signataire, nommé R.-Guy Martin, prenait la précaution de dire : «... ne passez pas me voir, car je voyage sans cesse...»

« Can-Abode », qui n'a jamais eu son nom dans un annuaire téléphonique, est maintenant disparue, à la façon des compagnies fantômes. Seule subsiste la vraie, l'honnête compagnie. « Pan-Abode (Quebec Sales) Ltd. », succursale d'une manufacture de chalets préfabriqués de la Colombie-Britannique.

On comprend mieux, à la lumière de ces faits, que l'Association canadienne, après quatre ans d'une lutte qu'elle estimait vaine quant à elle, ait cru opportun de donner en octobre 1965 une conférence de presse où on soulevait prudemment la question des liens politiques dans toute cette histoire.

Le premier ministre Jean Lesage venait tout justement de déclarer que le Québec entendait administrer seul la justice dans les causes de faillites frauduleuses. La question de l'Association lui fit prendre la mouche, et il ordonna aux marchands de bois « d'apporter des preuves ou de se taire ». C'est sans succès que, durant les semaines qui suivirent, les dirigeants de l'Association communiquèrent avec lui pour solliciter la faveur d'une entrevue qu'ils estimaient impérieuse.

Les commerçants avaient en effet la conviction qu'ils avaient jusque-là fourni plus de secours, plus d'aide, plus de renseignements que n'en eût pu attendre normalement l'appareil de la justice, et que c'était au tour du ministère de jouer.

Mais les marchands de bois n'ignorent pas, eux, que l'écoulement des stocks d'avant et d'après faillite met en cause des établissements « honorables » où des personnes influentes ont des fonctions élevées.

Les noms de ces personnes, tous les grossistes de l'industrie du bois les ont sur les lèvres. Ils ont sous les yeux la preuve quotidienne, mais non judiciaire, de ce qu'ils appellent « des soupçons » ; et ils prétendent que ce n'est pas à eux qu'ils revient de faire les preuves policières ou judiciaires.

Du reste, ces preuves particulières, le gouvernement en a une bonne ébauche, dans les voûtes du ministère du Revenu, parmi les dépositions recueillies par la Commission Mercier.

DES DÉGATS INESTIMABLES

On a fait des centaines de causes ? Certes. Mais les têtes sont intactes. Elles sont, provisoirement, à l'œuvre en Ontario, où l'opinion s'émeut : car le passif des faillites commerciales a fait un bond de 71 à 259 millions de dollars de 1964 à 1965.

Bien sûr, le climat engendré par les travaux de la Commission Mercier, qui a parlé d'un contrôle général de la pègre en ce domaine, a gêné le gang des faillites, comme l'a fait le travail policier ; mais dans une bien faible mesure seulement, puisque le passif des faillites québécoises, qui s'élevait à 110 millions de dollars en 1964, était encore de 106 millions l'an dernier.

L'industrie du bois du Québec estime que les faillites criminelles lui ont fait perdre 46 millions de dollars en trois ans. Le Québec, lui, sous forme d'impôts et de taxes perdues de 1960 à 1964, a laissé s'envoler plus de 52 millions dans le même racket.

Mais « La Belle Province » y laisse bien autre chose encore : sa réputation à l'étranger, entre autres. Dans tous les États américains où le commerce du bois est florissant, les clients de l'Est du Canada et spécialement les clients canadiens-français sont généralement accueillis, à première vue, comme le seraient de simples bandits, quels qu'ils soient, et il leur faut apporter avec eux de lourds portefeuilles de références dans une industrie où, le plus souvent, les transactions se font tout simplement par téléphone.

Le président de l'Association canadienne de l'industrie du bois en avait informé le bureau du Procureur général dès janvier 1964, dans une lettre où il déplorait que la situation, ainsi que les lenteurs de la justice, « donnent à la province de Québec, et plus particulièrement à son industrie du bois, une réputation fort désagréable ».

Et il ajoutait : « Je me permets de vous en faire part : j'ai participé, en octobre dernier, à une réunion industrielle qui se tenait aux États-Unis. Les « marchands de bois du Québec » y ont été la cible de critiques courroucées. La situation cause des dommages insoupçonnés aux 99 p. 100 de l'industrie qui fonctionnent dans la légitimité. »

Quant aux lecteurs, quant aux tiraillements de l'appareil judiciaire, la Commission Mercier les a elle aussi relevés, en termes clairs : « De l'ensemble des faits... la Commission a gardé l'impression bouleversante que l'administration de la Loi sur la faillite... dans le district judiciaire de Montréal est plus ou moins semblable à une gigantesque entreprise où il n'existe aucun contrôle interne et de là, où les officiers ou employés à divers échelons deviennent suspects. »

Des amendements à la loi ? La Commission Mercier en a proposé d'indispensables, de même que le gouvernement fédéral dans son projet de loi No 17 visant à amender une fois de plus la législation sur les faillites.

Mais la solution à toutes les difficultés n'est peut-être pas là : « la Loi sur la faillite, notait encore le commissaire Mercier, contient les prescriptions nécessaires pour l'application de sanctions à toute la gamme des détournements ; encore faut-il qu'on y ait recours... »

Et c'est bien là ce que souhaitaient les membres du Comité des faillites de l'Association canadienne de l'industrie du bois ; s'ils avaient su quel serait le dénouement de leurs efforts, ils n'auraient pas consacré, chacun, et plus que les autres J.-Raymond Leblanc, tant d'années de surveillance, de recherches et de pressions à l'éradication de la fraude systématique.

Bien que les dirigeants particuliers du gang qu'ils dénoncent n'aient semblé éprouver aucune gêne depuis six ans, M. Leblanc a conservé toute sa confiance au ministre de la Justice, Me Claude Wagner et l'affirme volontiers malgré le découragement qui parfois s'empare de lui.

Mais il ne s'en demande pas moins si l'on peut toujours parler de prudence ou de lenteur administrative, après tant d'années d'attente vaine et frustrante.

DOSSIER « ROUVERT »

Le 19 avril, à 10 h. du matin, deux membres de l'escouade des fraudes de la Sûreté provinciale communiquaient avec M. J.-R. Leblanc afin, disaient-ils, d'obtenir certains renseignements. Ils laissaient entendre qu'on avait pris, « en haut », la décision de « rouvrir » certains dossiers.

Ils ont fait également allusion, comme à une proche éventualité, à l'inculpation de l'un des dirigeants du gang des faillites dénoncé par l'industrie du bois.

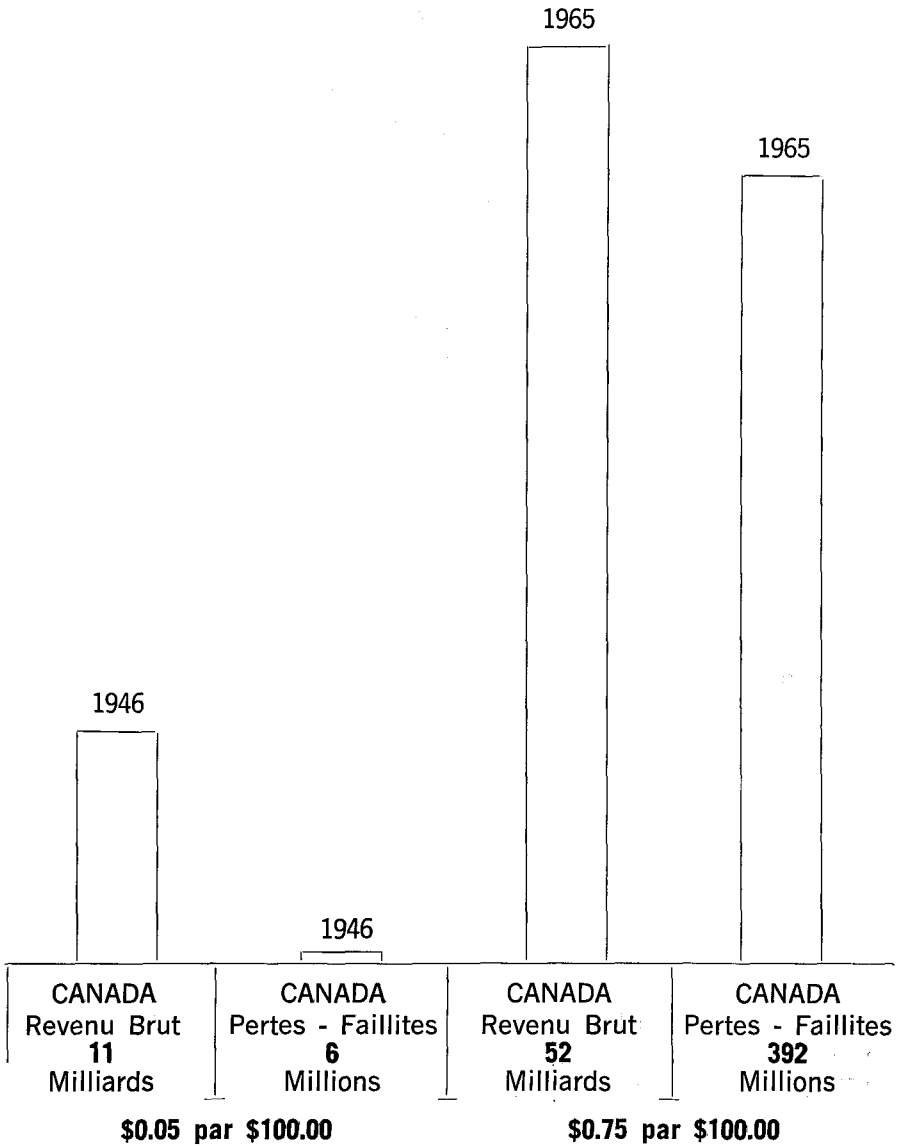
Me CLAUDE WAGNER NE REÇOIT PAS

Quant au ministre de la Justice, Me Claude Wagner, à qui nous avons demandé une entrevue le 20 avril, il nous fit poliment répondre, le 21, qu'il nous la refusait.

APPENDICE 6

Tableaux des pertes attribuables à la faillite
(Service de la Police, Ville de Montréal).

Service de la Police – Ville de Montréal



Références :

Dun & Bradstreet, Montréal ;
Bureau fédéral de la Statistique, Ottawa.

Service de la Police — Ville de Montréal

Q U É B E C

Loi de l'impôt FÉDÉRAL
sur les
CORPORATIONS

21% — \$1.00 à \$35,000.00

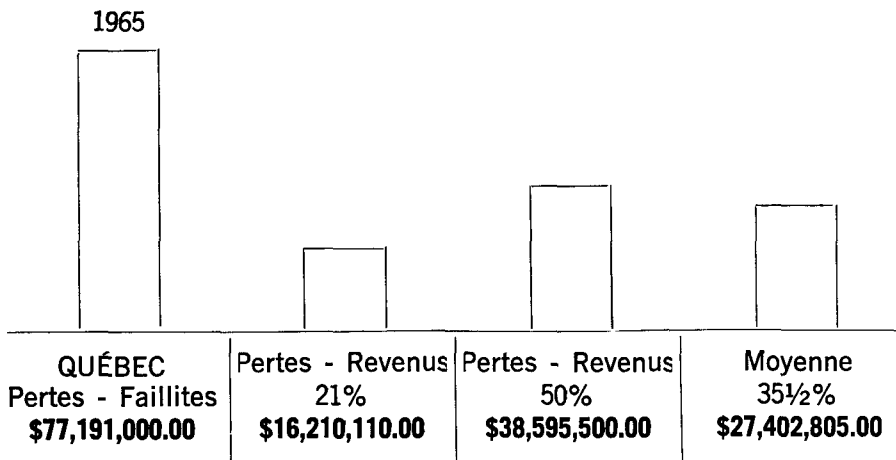
50% — \$35,000.00 et plus

Impôt PROVINCIAL (Québec)

12% = \$9,262,920.00

Dont

10% — Déductible Impôt Fédéral



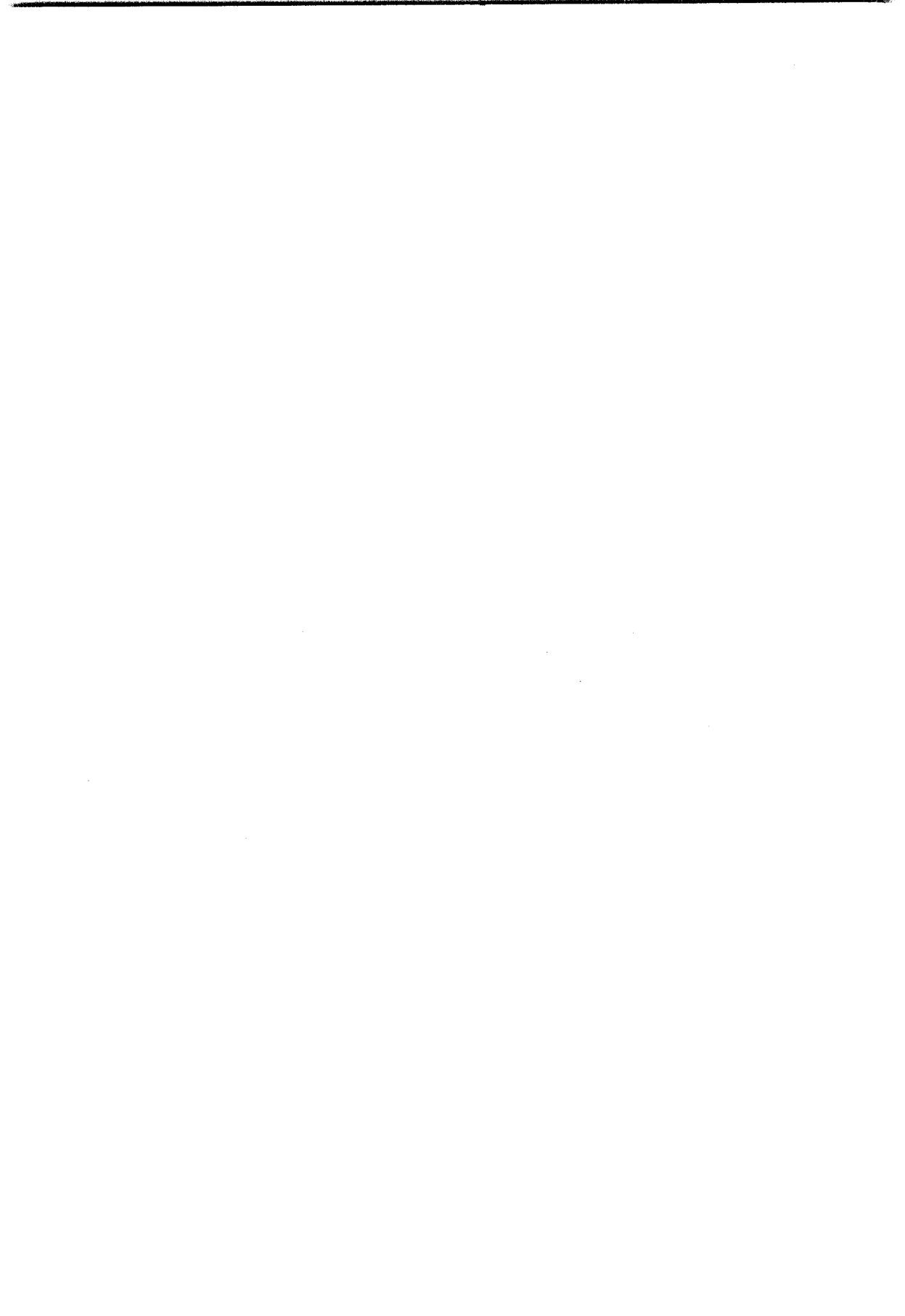
Références :

Dun & Bradstreet, Montréal ;
Bureau fédéral de la Statistique, Ottawa.

APPENDICE 7

Statistiques de la faillite au Québec, dans les provinces canadiennes et sur le plan national.

- a) 1965 : Dun & Bradstreet.
- b) 1967 : Dun & Bradstreet.
- c) 1965-1966 : Canadian Credit Men's Association Ltd.
- d) 1967 et 6 premiers mois de 1968 : Dun & Bradstreet.



From the
Research Division
DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED
TORONTO

Canadian Failures in 1965 by Industry, Class and Province
(Liabilities in thousands of dollars)

	Manufacturing		Wholesale		Retail		Construction		Com. Service		TOTAL	
	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.
Newfoundland		\$	4	\$ 688	6	\$ 205	4	\$ 691		\$	14	\$ 1,584
Prince Edouard Island							1	196			1	196
Nova Scotia	1	29	3	78	2	35	2	319			8	461
New Brunswick	1	40	1	31	5	105	1	150	1	197	9	523
Quebec	209	19,666	120	8,855	626	20,769	311	20,007	128	7,894	1,394	77,191
Ontario	146	22,234	81	9,570	403	13,621	202	22,921	107	10,139	939	78,485
Manitoba	4	486	6	1,485	22	469	5	368	4	213	41	3,021
Saskatchewan	1	9	1	12	14	244	10	472	1	6	27	743
Alberta	11	559	7	1,453	23	763	23	2,579	7	403	71	5,757
British Columbia	26	2,511	9	351	31	918	18	2,468	9	1,646	93	7,894
Total Canada	399	\$45,534	232	\$22,523	1,132	\$ 37,129	577	\$50,171	257	\$20,498	2,597	\$175,855

From the
Research Division
DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED
TORONTO

Classification of Causes of Business Failures in Canada, Year 1967

Based on Opinions of Informed Creditors and Information in Dun & Bradstreet's Credit Reports

ALL LINES OF BUSINESS				ALL METHODS OF OPERATION		
Number	Per Cent	UNDERLYING CAUSES		APPARENT CAUSES	Number	Per Cent
16	0.8	Neglect	Due to :	Bad Habits	1	0.1
				Poor Health	9	0.5
				Marital Difficulties	3	0.1
				Other	3	0.1
10	0.5	Fraud	On the part of the principals, reflected by :	Misleading Name	—	—
				False Financial Statement	1	0.1
				Premeditated Overbuy	1	0.1
				Irregular Disposal of Assets	3	0.1
				Other	5	0.2
77	3.9	Lack of experience in the Line	Evidenced by inability to avoid conditions which resulted in :	Inadequate Sales	1,264	64.3
346	17.6	Lack of Managerial Experience		Heavy Operating Expenses	322	16.4
277	14.1	Unbalanced Experience *		Receivables Difficulties	147	7.5
1,217	61.9	Incompetence		Inventory Difficulties	130	6.6
				Excessive Fixed Assets	147	7.5
				Poor Location	16	0.8
				Competitive Weakness	125	6.4
				Other	20	1.0
13	0.7	Disaster	Some of these occurrences, could have been provided against through insurance.	Fire	12	.6
				Flood	—	—
				Burglary	—	—
				Employee's Fraud	—	—
				Strike	—	—
				Other	1	.1
11	0.5	Reason Unknown		<i>Because some failures are attributed to a combination of apparent causes, the totals of these columns exceeded the totals of the corresponding columns on the left.</i>		
1,967	100.0	TOTAL				

* Experience not well rounded in sales, finance, purchasing, and production on the part of an individual in case of a proprietorship, or of two or more partners or officers constituting a management unit.

From the
Research Division
DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED
TORONTO

Canadian Failures in 1967 by Industry, Class and Province
(Liabilities in thousands of dollars)

	Manufacturing		Wholesale		Retail		Construction		Com. Service		TOTAL	
	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.	No.	Liab.
Newfoundland		\$	2	\$ 158		\$	1	\$ 500	1	\$ 435	4	\$ 1,093
Prince Edouard Island	2	5,571									2	5,571
Nova Scotia	2	636	2	97	6	663	2	221	2	53	14	1,670
New Brunswick	1	82	3	791	5	203	1	9	2	32	12	1,117
Quebec	166	27,112	101	7,516	419	21,696	228	37,014	151	16,635	1,065	109,973
Ontario	114	15,263	51	4,400	287	9,131	121	40,789	94	3,860	667	73,443
Manitoba	9	1,186	4	343	25	1,058	9	416	6	524	53	3,527
Saskatchewan	3	335			12	584	9	674	5	136	29	1,729
Alberta	9	1,716	3	156	12	310	9	405	4	548	37	3,135
British Columbia	28	8,570	15	2,764	23	1,890	12	805	6	371	84	14,400
Total Canada	334	\$60,471	181	\$16,225	789	\$ 35,535	392	\$80,833	271	\$22,594	1,967	\$215,658

From the
Research Division
DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED
TORONTO

Canadian Failures by Divisions of Industry — Year 1967
(Liabilities are shown in thousands of dollars)

	Number 1955	Liabilities in 000's 1955	Number 1956	Liabilities in 000's 1956	Number 1957	Liabilities in 000's 1957	Number 1958	Liabilities in 000's 1958	Number 1959	Liabilities in 000's 1959	Number 1960	Liabilities in 000's 1960	Number 1961	Liabilities in 000's 1961	Number 1962	Liabilities in 000's 1962	Number 1963	Liabilities in 000's 1963	Number 1964	Liabilities in 000's 1964	Number 1965	Liabilities in 000's 1965	Number 1966	Liabilities in 000's 1966	Number 1967	Liabilities in 000's 1967
MANUFACTURING																										
Foods	12	260	16	589	14	575	11	1,817	13	599	20	1,473	20	3,428	21	1,560	30	1,876	23	860	24	2,904	26	8,384	26	6,823
Textiles	77	3,218	39	3,563	35	2,740	42	3,000	55	4,710	47	3,115	52	5,830	54	4,376	47	2,819	69	8,143	67	6,909	62	5,722	55	6,523
Forest Products	37	1,506	48	3,448	50	2,952	46	4,236	50	3,746	67	7,843	72	5,409	73	8,765	66	8,670	71	7,650	88	12,411	114	14,606	89	13,359
Paper, Printing and Publishing	14	216	16	501	18	473	20	923	21	615	30	1,262	26	729	36	4,229	26	1,021	33	3,485	48	3,280	48	2,627	25	3,376
Chemicals and Drugs	3	157	2	29	5	221	2	41	5	209	3	160	6	206	10	442	15	1,014	11	900	9	2,059	6	402	7	691
Fuels	3	119	1	30	2	224	2	71	2	156			1	12	—	—	1	20	3	124	3	107	12	978	7	692
Leather and Leather Products	10	377	7	350	15	716	5	463	4	263	12	639	12	574	10	611	7	803	8	763	9	917	7	1,783	1	40
Stone, Clay, Glass and Products	4	128	7	260	9	755	5	661	7	1,579	8	1,298	21	10,809	21	3,210	13	1,627	22	3,282	25	2,832	17	4,722	17	4,497
Iron and Steel	8	385	15	1,911	11	1,550	14	1,835	24	4,603	28	6,790	26	2,631	23	4,122	29	8,033	24	3,057	31	4,075	18	2,151	20	4,899
Machinery	14	671	14	1,788	13	511	17	1,294	18	2,544	14	2,661	25	4,624	24	3,289	22	5,502	18	3,798	31	3,043	28	3,055	29	9,566
Transportation Equipment	4	165	7	1,434	3	216	8	602	4	410	12	1,277	9	2,401	9	1,174	9	468	10	865	16	1,958	12	2,233	11	1,651
All Other	26	817	30	1,900	33	3,721	37	1,326	32	2,015	47	67,174	59	2,474	44	2,811	48	2,223	47	9,893	48	5,039	69	5,118	47	8,354
Total Manufacturing	212	8,019	202	15,803	208	14,654	209	16,269	235	21,449	288	93,692	329	39,027	333	34,589	313	34,076	339	44,920	399	45,534	419	51,781	334	60,471
WHOLESALE TRADE																										
Farm Products, Foods, Groceries	31	1,857	27	1,377	31	1,961	28	840	22	1,185	28	1,501	44	1,221	33	1,173	37	1,628	36	2,096	33	1,891	25	2,159	47	4,670
Clothing and Furnishings	6	211	6	112	4	143	3	178	7	282	3	583	3	21	4	504	2	54	6	269	6	1,614	6	300	4	432
Dry Goods and Textiles	11	905	6	242	8	181	7	877	6	167	5	191	4	57	6	503	7	343	8	326	10	691	7	1,677	1	24
Lumber, Bldg. Materials, Hdwe.	11	479	12	1,060	14	1,280	16	1,655	22	3,245	23	3,348	25	1,926	27	2,398	27	2,457	22	1,928	26	2,377	24	6,156	17	2,987
Chemicals and Drugs	4	59	4	116	3	19	1	2	6	143	1	177	5	77	3	66	8	101	5	553	10	707	7	129	6	210
Fuels	1	43				26					1	125	—	—	2	1,159	1	17	—	4	164	—		2	83	
Automotive Products	5	89	4	189	4	92	5	136	6	342	7	104	1	608	19	607	14	454	12	848	16	1,292	19	2,645	20	735
Supply Houses													—	—			—				—					
All Other	56	993	49	2,312	54	2,333	53	2,250	58	4,616	98	7,330	96	5,758	103	8,539	96	6,566	115	13,366	127	13,787	104	9,550	84	7,084
Total Wholesale Trade	125	4,636	108	5,408	119	6,035	113	5,938	127	9,980	166	13,359	188	9,668	197	14,949	192	11,620	204	19,386	232	22,523	192	22,616	181	16,225
RETAIL TRADE																										
Foods	130	1,660	110	1,377	106	1,505	109	1,522	138	2,669	125	2,796	138	2,463	136	3,850	124	3,105	177	3,821	162	3,145	130	4,483	120	3,228
Farm Supplies, General Stores	24	702	32	1,075	22	419	14	400	9	236	15	399	14	518	14	474	8	216	19	1,062	16	474	13	424	15	1,082
General Merchandise	19	337	19	553	33	744	24	458	32	817	24	872	28	1,982	40	3,292	26	832	57	2,388	46	2,340	38	1,252	20	1,702
Apparel	119	2,496	83	1,715	125	3,041	112	1,957	103	2,152	144	5,180	159	4,952	167	6,609	144	4,053	158	3,833	163	4,722	148	4,317	105	3,804
Furniture, Household Furnishings	79	1,998	114	3,949	108	3,178	77	2,646	88	3,798	117	8,180	146	6,939	123	3,831	107	4,422	103	6,193	101	4,823	122	4,796	99	6,662
Lumber, Bldg. Materials, Hdwe.	45	1,248	38	1,112	49	1,756	49	1,318	46	1,777	73	4,531	58	3,208	72	2,520	64	3,016	83	2,520	92	7,508	58	3,227	58	3,962
Automotive Products	94	4,283	86	2,430	125	2,625	122	3,106	168	5,699	202	7,829	209	8,097	217	6,001	240	6,892	270	7,570	246	6,107	235	9,647	206	11,028
Restaurants	95	1,164	100	1,171	93	1,609	101	1,765	84	1,739	112	2,245	122	2,273	164	5,532	152	3,931	221	7,380	198	4,894	163	4,830	97	2,305
Drugs	10	139	7	107	6	110	7	215	7	183	14	397	7	273	13	317	10	306	22	815	19	472	13	545	9	271
All Other	58	1,199	48	670	73	1,471	69	1,180	61	1,375	82	1,916	94	2,590	105	2,234	107	2,551	99	2,435	89	2,685	104	3,726	60	1,491
Total Retail Trade	673	15,226	637	14,159	740	16,458	684	14,567	736	20,445	908	34,345	975	33,295	1,051	34,660	982	29,324	1,209	38,017	1,132	37,129	1,024	37,247	789	35,535
CONSTRUCTION																										
General Contractors	115	3,766	129	6,372	153	12,419	120	8,225	94	5,601	145	13,735	149	15,195	151	11,739	196	21,250	233	37,941	272	32,955	200	28,261	172	59,108
Carpenters and Builders	10	102	13	298	17	283	9	197	13	178	13	260	14	339	14	266	22	509	16	825	22	1,283	33	539	31	1,034
Building Sub Contractors	103	2,923	119	6,391	149	5,826	107	3,589	131	7,523	203	12,785	189	7,700	186	5,434	226	8,701	246	13,171	258	13,591	231	11,059	167	17,266
Other Contractors	5	673	9	1,056	8	612	8	1,805	24	2,076	21	4,509	24	3,820	24	1,006	24	2,983	15	1,475	25	2,342	29	5,405	22	3,425
Total Construction	233	7,464	270	14,117	327	19,140	244	13,816	262	15,378	382	31,289	376	27,054	375	18,445	468	33,443	510	53,412	577	50,171	493	45,264	392	80,833
COMMERCIAL SERVICE																										
Cleaners, Dryers, Tailors	18	368	13	177	14	236	19	304	6	57	12	276	12	295	20	416	19	488	20	503	25	434	24	818	27	544
Haulage, Buses, Taxis, Etc.	34	836	38	680	30	786	39	2,367	40	1,208	59	3,502	50	2,194	64	1,977	61	2,459	82	3,871	88	8,316	93	4,897	104	7,264
Hotels	17	541	12	666	11	1,305	18	752	22	1,264	17	1,726	25	2,968	25	1,472	29	3,134	32	3,256	36	3,999	49	8,577	46	8,907
Laundries	4	514	7	188	4	170			4	82	3	56	3	29	1	13	7	168	12	234	5	97	6	373	5	208
Undertakers	3	72	2	79			1	14	1	22	1	9	3	143	2	69	2	18	—	5	363	4	386	2	70	
All Other	33	472	31	401	45	877	53	1,053	50	4,772	65	2,073	67	1,105	70	1,294	85	2,153	91	1,624	98	7,289	114	2,820	87	5,601
Total Commercial Service	109	2,803	103	2,191	104	3,374	130	4,490	123	7,405	157	7,642	160	6,734	182	5,241	203	8,420	237	9,488	257	20,498	290	17,871	271	22,594
TOTAL CANADA	1,352	38,148	1,320	51,678	1,498	59,661	1,380	55,080	1,483	74,657	1,901	180,327	2,028	115,778	2,138	107,884	2,158	116,883	2,499	165,223	2,597	175,855	2,418	174,719	1,967	215,658

From the
Research Division
DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED
TORONTO

**1967 CANADIAN FAILURES EASE IN NUMBER
BUT LIABILITIES AT RECORD**

Continuing to follow the downturn started in 1966, Canadian failures eased 19 per cent in 1967 to a total 1,967. Casualties occurred at a rate of 75 per 10,000 listed enterprises, slackening from the 1966 rate of 93 and reaching its lowest mark since 1961. Retailing, manufacturing, and construction showed the largest relative declines from 1966 with milder dips occurring in wholesaling and service. But, the dollar liabilities involved in 1967 casualties continued to climb, reaching a high of \$215 million, far surpassing the \$180 million peak established in 1960. One reason for this surge was the great jump in the bankruptcies in excess of a million dollars. In fact, the average liability per failure amounted to \$109,638, the largest on record.

Business failures, as defined in this analysis, include concerns involved in court proceedings or voluntary actions involving loss to creditors. They represent the most drastic effects of the wear and tear of the economy but actually are only a portion of the total turnover in the business population. From this segment, however, some measure can be obtained of the relative vulnerability of concerns in different industries, in different locations, and in different age groups.

Year	Failure Rate Per 10,000 Listed Concerns	Year	Failure Rate Per 10,000 Listed Concerns
1900	140	1912	99
1901	145	1913	119
1902	116	1914	194
1903	101	1915	110
1904	125	1916	114
1905	132	1917	77
1906	113	1918	62
1907	116	1919	54
1908	145	1920	73
1909	123	1921	159
1910	104	1922	228
1911	104	1923	195

1967 CANADIAN FAILURES EASE IN NUMBER
BUT LIABILITIES AT RECORD

(suite)

Year	Failure Rate Per 10,000 Listed Concerns	Year	Failure Rate Per 10,000 Listed Concerns
1924	148	1946	7
1925	141	1947	15
1926	128	1948	23
1927	125	1949	27
1928	120	1950	32
1929	128	1951	36
1930	152	1952	37
1931	143	1953	44
1932	161	1954	57
1933	138	1955	55
1934	90	1956	53
1935	78	1957	59
1936	71	1958	55
1937	55	1959	57
1938	58	1960	72
1939	72	1961	78
1940	64	1962	82
1941	49	1963	85
1942	36	1964	98
1943	11	1965	103
1944	6	1966	93
1945	6	1967	75

From the
Research Division
DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED
TORONTO

Age of 1967 Canadian Failures

(The Year In Which The Concerns That Failed In 1967
Started In Business)

Starting Year	Per Cent
1967	3.7
1966	12.3
1965	14.6
1964	13.4
1963	9.5
1962	7.2
1961	5.9
1960	4.5
1959	3.3
1958	3.0
1957	2.6
1956	2.2
1955	2.1
1954	1.1
1953	2.2
1952	1.6
1951	0.7
1950	1.6
1949	1.2
1948	1.0
1947	1.0
1946	1.0
1945	0.6
1944	0.3
1943	0.2
1942	0.1
1941	0.3
1940	0.3
1935 - 1939	0.5
1930 - 1934	1.0
1925 - 1929	0.3
1920 - 1924	0.3
1900 - 1919	0.3
Before 1900	0.1
TOTAL	100.0

53.5 per cent of the concerns that failed in 1967 had been in business for five years or less. The first few years of operating a business are usually more hazardous because that is the testing period of the ability, stamina and management instinct of the owner. However, in recent years the portion of casualties over ten years old has been growing — 22.6 per cent were in this age bracket in 1967.

BUSINESS FAILURES include those businesses that ceased operations following assignment, receiving order, or proposal ; ceased with loss to creditors after such actions as execution, or foreclosure ; voluntarily withdrew leaving unpaid obligations ; were involved in court actions such as receivership, or arrangement ; or voluntarily compromised with creditors.

LIABILITIES as used in this booklet, refers to current liabilities, and has a special meaning ; it includes all accounts and notes payable and all obligations, whether in secured form or not known to be held by banks, officers, affiliated companies, supplying companies, or the Government. It does not include long-term, publicly-held obligations. Offsetting assets are not taken into account.

TOTAL LISTED CONCERNS represents the total number of business enterprises listed in the Dun & Bradstreet Reference Book. This Book includes manufacturers, wholesalers, retailers, building contractors, and certain types of commercial service including public utilities, water carriers, motor carriers, and airlines. This count by no means covers all the business enterprises of the country. Specific types of business not listed are : financial enterprises including banks, and mortgage, loan and investment companies ; insurance and real estate companies ; railroads ; terminals ; amusements ; and many small one-man services. Neither the professions nor farmers are included.

DUN & BRADSTREET OF CANADA, LIMITED

BUSINESS INFORMATION SYSTEMS, SERVICES AND SCIENCES

Established 1841

Communiqué

AUX MEMBRES :

Avril 1967

SUJET : LES FAILLITES COMMERCIALES

Les chiffres que vient de publier le Service fédéral de la Statistique sur les faillites commerciales aux termes de la Loi des faillites et de la Loi des liquidations pour 1966 indiquent une diminution de leur nombre de 3,295 en 1965 à 3,006, chiffre le plus bas depuis 1961. Les passifs délinquants, s'ils ont été considérablement inférieurs à leur niveau de 1965 (une année anormale en raison du nombre considérable de faillites entraînées par l'effondrement d'Atlantic Acceptance Corporation) n'en ont pas moins atteint près d'un quart de milliard de dollars — soit une augmentation de 18.9% par rapport à 1964. Le nombre de faillites et de propositions de salariés marque une diminution sensible dans les deux cas, conformément à nos prévisions du bulletin d'octobre.

Nombre de faillites commerciales			Passifs délinquants (en milliers)	
Douze mois terminés le 31 décembre			Douze mois terminés le 31 décembre	
Provinces	1965	1966	1965	1966
Atlantique	43	40	2,513	5,242
Québec	1,748	1,698	107,182	112,576
Ontario	1,248	1,022	258,934	108,631
Manitoba	41	55	3,534	3,375
Saskatchewan	22	29	508	2,545
Alberta	103	79	11,192	5,068
Colombie-Britannique	90	83	9,787	9,865
	3,295	3,006	393,650	247,302

Faillites de salariés		Propositions	
Québec	854	796	473
Ontario	791	792	60
Les autres provinces	190	147	13
Total Canada	1,835	1,735	546
			448

Une analyse des chiffres par industrie indique un accroissement des passifs dans les domaines de l'automobile, de l'alimentation, des meubles et accessoires, des transports et services publics ainsi que des produits primaires, mais une diminution substantielle dans les domaines de la quincaillerie et de la peinture, du bâtiment, de la finance, de l'assurance et des courtiers en immeubles.

Les tableaux comparatifs suivants donnent le détail des chiffres précédents par industrie.

COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

Nombre de faillites commerciales			Passifs délinquants (en milliers)	
Douze mois terminés le 31 décembre			Douze mois terminés le 31 décembre	
	1965	1966	1965	1966
Automobile	362	321	12,004	12,728
Marchandises générales	53	51	3,937	1,858
Alimentation	211	190	8,131	9,631
Vêtements et chaussures	189	190	8,507	7,495
Quincaillerie et peinture	141	71	12,826	8,202
Meubles et accessoires	145	155	5,573	6,805
Produits pharmaceutiques	19	14	1,181	886
Autres	239	244	13,090	9,877

Pour les autres genres de commerce, les chiffres sont les suivants :

Transports et services				
publics	193	168	7,685	8,442
Bâtiment	628	559	52,373	38,902
Finance, assurance et				
courtiers en immeuble	115	95	192,833	62,427
Ind. manufacturière	346	322	41,208	41,957
Services	503	470	25,771	21,350
Produits primaires	151	156	8,531	16,743

Les chiffres ci-dessous donnent la valeur moyenne des faillites :

Provinces	1965	1966
Atlantique	58,400	131,100
Québec	61,300	66,300
Ontario	207,500	106,000
Prairies	91,800	67,400
Colombie-Britannique	108,700	120,300

S'il faut s'attendre à un certain nombre de faillites et si certaines pertes attribuables à ces faillites sont inévitables, que du moins l'année du Centenaire ne soit pas une année record en ce domaine. Vous disposez des moyens modernes d'une administration efficace et positive du crédit par l'intermédiaire de votre participation à la C.C.M.A. Prévaliez-vous-en tous les jours afin de diminuer le nombre de jours en souffrance de vos comptes recevables et d'accroître les disponibilités d'argent et les profits de votre entreprise.

Bien à vous,

P. J. Houghton

Gérant - Service national de règlement.

P.J. Houghton : om

Communication

TO THE MEMBERS :

April 1967

RE : COMMERCIAL FAILURES

Figures just released by the *Dominion Bureau of Statistics* covering Commercial Failures under the Bankruptcy Act and Dominion Winding-Up Act for calendar 1966, show a decrease in number from 3,295 in 1965 to 3,006, the lowest figure since 1961. Defaulted Liabilities, while considerably less than 1965 (an abnormal year due to the large number of bankruptcies brought about by the failure of Atlantic Acceptance Corporation) were close to a quarter of a billion dollars — an increase of 18.9% over 1964. Both the number of wage earner failures and proposals show significant decreases as we had forecast in our October bulletin.

Number of Commercial Failures			Defaulted Liabilities (in thousands)		
Province	Twelve months ended 1965	31st. 1966	Twelve months ended 1965	December 1965	31st. 1966
Atlantic	43	40	2,513		5,242
Quebec	1,748	1,698	107,182		112,576
Ontario	1,248	1,022	258,934		108,631
Manitoba	41	55	3,534		3,375
Saskatchewan	22	29	508		2,545
Alberta	103	79	11,192		5,068
Br. Columbia	90	83	9,787		9,865
	3,295	3,006	393,650		247,302

Wage Earner Failures			Proposals	
Quebec	854	796	473	386
Ontario	791	792	60	55
Other Provinces	190	147	13	7
Total Canada	1,835	1,735	546	448

An analysis of the figures by individual industry shows increased liabilities in Automotive, Food, Furniture and Appliances, Transportation and Utilities, and Primary Industries, but substantial decreases in Hardware and Paint, Construction, Finance, Insurance, and Real Estate.

The following tables give a comparative break-down by Industry
Wholesale and Retail Trade

Number of Commercial Failures			Defaulted Liabilities (in thousands)		
Twelve months ended	December 31st.		Twelve months ended	December 31st.	
	1965	1966		1965	1966
Automotive Products	362	321	12,004		12,728
General Merchandise	53	51	3,937		1,858
Food	211	190	8,131		9,631
Apparel & Shoes	189	190	8,507		7,495
Hardware & Paint	141	71	12,826		8,202
Furniture & Appliances	145	155	5,573		6,805
Drugs	19	14	1,181		886
Other	239	244	13,090		9,877

Figures for other classes of business are follows

Transportation & Utilities	193	168	7,685	8,442
Construction	628	559	52,373	38,902
Finance Insurance and Real Estate	115	95	192,833	62,427
Manufacturing	346	322	41,208	41,957
Services	503	470	25,771	21,350
Primary Industries	151	156	8,531	16,743

The figures shown below cover the average liability per failure

Province	1965	1966
Atlantic	58,400	131,100
Quebec	61,300	66,300
Ontario	207,500	106,300
Prairie Provinces	91,800	67,400
Br. Columbia	108,700	120,300

While a certain amount of business mortality must be expected and some bankruptcy losses are inevitable, let us not set new records in this Centennial Year. The modern tools of effective and efficient Credit Management are available to you through your CCMA Membership. Use them every day to cut down the number of your Accounts Receivable Days Outstanding, and increase the cash flow and profits of your company.

Yours truly,

P. J. Houghton
Manager,
National Adjustment Bureau Services

P.J. Houghton : om

QUATERLY RECORD
OF CANADIAN FAILURES

by

Divisions of Industry, Provinces and Cities

1967-1968

Issued by Research and Statistical Division of
DUN & BRADSTREET OF CANADA LIMITED

QUARTERLY RECORD OF CANADIAN FAILURES
by Divisions of Industry, Provinces and Cities 1967-1968

I N D U S T R Y

	NUMBER OF FAILURES								CURRENT LIABILITIES IN THOUSANDS OF DOLLARS							
	1967				1968				1967				1968			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Manufacturing :																
Food	10	7	4	5	8	2			1,225	4,788	638	172	1,115	108		
Textiles	14	16	9	16	11	11			2,218	2,015	1,372	918	2,772	450		
Forest Products	30	21	19	19	22	10			4,429	2,292	5,753	885	2,882	1,575		
Paper, Printing, Publishing	10	6	2	7	13	9			335	1,512	310	1,219	310	4,000		
Chemicals & Drugs	2	1	2	2	2	2			174	383	33	101	40	569		
Fuels	4	1	1	1	—	2			176	40	356	120	—	158		
Leather & Leather Products	—	1	—	—	—	2			—	40	—	—	—	139		
Stone, Clay, Glass & Products	2	4	6	5	5	5			51	2,917	1,233	296	240	799		
Iron & Steel	5	4	4	7	8	12			2,321	737	877	964	349	5,465		
Machinery	8	4	10	7	3	6			864	426	7,736	540	350	4,910		
Transportation Equipment	3	2	2	4	4	5			227	1,103	127	194	229	1,390		
All Other	14	6	14	13	10	8			2,709	378	3,882	1,385	770	935		
TOTAL MANUFACTURING	102	73	73	86	86	74			14,729	16,631	22,317	6,794	9,057	20,498		
Wholesale Trade :																
Farm Products, Food, Groceries	14	16	9	8	11	7			1,439	1,241	1,443	547	1,170	521		
Clothing & Furnishings	1	2	—	1	1	1			40	357	—	35	125	2		
Dry Goods & Textiles	—	1	—	—	2	—			—	24	—	—	66	—		
Lumber, Bldg. Mtls., Hardware	1	5	4	7	2	4			250	1,371	105	1,261	359	280		
Chemicals & Drugs	3	1	—	2	2	1			46	12	—	152	41	39		
Fuels	—	2	—	—	—	1			—	83	—	—	—	22		
Automotive Products	9	2	3	6	2	3			305	24	74	332R	102	103		
Supply Houses	—	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—	—		
All Other	22	21	20	21	20	15			794	1,232	2,813	2,245	4,932	2,782		
TOTAL WHOLESALE TRADE	50	50	36	45	40	32			2,874	4,344	4,435	4,572	6,795	3,749		
RETAIL TRADE :																
Food	40	33	22	25	36	31			799	913	649	867	834	612		
Farm Supplies, General Stores	4	2	1	8	4	3			160	36	25	861	456	61		
General Merchandise	5	6	6	3	8	7			47	357	1,226	74	263	102		
Apparel	35	32	16	22	43	22			1,523	1,024	444	813	1,133	1,673		
Furniture, Household Furnishings	32	22	19	26	24	11			4,198	502	911	1,051	950	569		
Lumber, Bldg., Mtls., Hardware	15	11	10	22	25	20			653	1,006	1,255	1,048	1,408	1,398		
Automotive Products	50	52	42	62	29	43			2,432	3,292	3,595	1,709	615	1,365		
Restaurants	23	29	26	19	35	29			639	653	651	362	1,462	899		
Drugs	2	2	—	5	5	1			108	59	—	104	226	100		
All Other	19	15	8	18	18	17			558	377	139	417	424	664		
TOTAL RETAIL TRADE	225	204	150	210	227	184			11,117	8,219	8,893	7,306	7,771	7,443		
CONSTRUCTION :																
General Contractors	54	38	31	49	37	31			4,087	2,738	24,957	27,326	3,505	2,521		
Carpenters & Builders	11	2	9	9	9	8			640	34	221	139	312	247		
Building Sub Contractors	42	44	28	53	52	40			1,642	1,409	1,804	12,411	3,190	2,466		
Other Contractors	8	5	4	5	10	9			780	434	285	1,926	587	4,153		
TOTAL CONSTRUCTION	115	89	72	116	108	88			7,149	4,615	27,267	41,802	7,594	9,381		

Cleaners, Dryers, Tailors	10	6	6	5
Haulage, Buses, Taxis, etc.	28	31	21	24
Hotels	1	14	20	11
Laundries	1	2	1	—
Undertakers Funeral Services ..	1	1	—	—
All Other	32	19	17	19
TOTAL COMMERCIAL SERVICE ..	73	73	65	60
TOTAL CANADA	565	489	396	517

10	6	6	5
28	31	21	24
1	14	20	11
1	2	1	1
1	1	—	—
32	19	17	19
<u>73</u>	<u>73</u>	<u>65</u>	<u>60</u>
565	489	396	517

7	1
29	13
10	8
1	2
<hr/>	<hr/>
17	24
<hr/>	<hr/>
64	48
<hr/>	<hr/>
525	426

246	151	68	79
946	4,490	1,049	779
50	1,625	5,028	2,204
119	61	15	13
50	20	—	—
4,232	393	653	323
<u>5,643</u>	<u>6,740</u>	<u>6,813</u>	<u>3,398</u>
41,512	40,549	69,727	63,872

111	20
2,362	509
973	614
20	48
<hr/>	<hr/>
248	469
<hr/>	<hr/>
3,714	1,660
34 931	42 731

NUMBER OF FAILURES
967 19

	I	II	III	IV
Newfoundland	—	1	—	3
Prince Edward Island	—	2	—	—
Nova Scotia	5	1	5	3
New Brunswick	1	2	2	7
Quebec	307	263	246	249
Ontario	188	172	112	195
Manitoba	15	16	7	15
Saskatchewan	12	2	7	8
Alberta	15	14	3	5
British Columbia	22	16	14	32
TOTAL CANADA	565	489	396	517

I	II	III	IV
7	—		
3	2		
10	2		
239	211		
200	148		
21	17		
6	10		
12	9		
27	27		
525	426		

	1967	1968
Current liabilities in thousands of dollars		
Accounts payable	100	100
Notes payable	100	100
Accrued expenses	100	100
Total current liabilities	300	300

1967			
I	II	III	IV
—	128	—	965
—	5,571	—	—
677	16	837	140
7	30	30	1,050
24,781	21,412	49,830	13,955
10,925	8,793	9,921	43,804
1,265	914	988	360
547	19	690	473
690	2,134	71	240
2,620	1,532	7,358	2,890
41 512	40 549	69 725	63 872

1968			
I	II	III	IV
3,228	—		
349	56		
787	69		
15,057	18,080		
10,105	15,760		
1,477	600		
264	445		
882	4,817		
2,782	2,904		
34,931	42,731		

NUMBER OF FAILURES

	I	II	III	IV
Montreal, Que.	116	91	98	87
Toronto, Ont.	50	38	23	33
Vancouver, B.C.	11	12	10	12
Edmonton, Alta.	5	5	—	—
Hamilton, Ont.	9	6	5	6
Ottawa, Ont.	15	19	7	18
Winnipeg, Mon.	7	11	4	7
Calgary, Alta.	6	3	1	2
Quebec, Que.	19	11	8	9
London, Ont.	6	7	2	6
Regina, Sask.	4	1	—	—
Saskatoon, Sask.	1	—	1	2
Halifax, N.S.	2	—	—	2
St. John's, Nfld.	—	—	—	2
St. John, N.B.	—	1	—	3
Total 15 Cities	251	205	159	190
Balance of Country	314	284	237	327
TOTAL CANADA	565	489	396	517

	I	II	III	IV
101	94			
54	35			
14	14			
6	1			
4	3			
14	14			
16	12			
4	6			
9	6			
4	1			
2	—			
1	4			
—	—			
5	—			
6	—			
240	190			
285	236			
525	426			

CURRENT LIABILITIES IN THOUSANDS OF DOLLARS	
1967	1968
Accounts payable	1,000
Notes payable	1,000
Accrued liabilities	1,000
Deferred income taxes	1,000
Other	1,000
Total	5,000

1967			
I	II	III	IV
14,402	5,113	18,061	5,907
3,690	1,455	2,987	5,314
907	1,327	7,030	856
311	214	—	78
829	160	342	131
629	985	407	579
921	784	379	204
200	36	36	87
1,408	1,890	3,711	347
207	215	21	101
69	10	—	—
350	—	28	63
80	—	—	97
—	—	—	530
—	24	—	486
24,003	12,237	33,002	14,780
17,509	28,312	36,723	49,092
41 512	40 549	69 725	63 872

1968			
I	II	III	IV
5,825	8,126		
3,081	6,721		
2,267	1,767		
467	60		
154	123		
172	763		
639	558		
383	4,728		
2,233	168		
373	14		
22			
96	267		
—	—		
2,982	—		
542	—		
—	—		
19,236	23,295		
15,695	19,436		
34,931	42,731		

APPENDICE 8

Rapport de la Commission d'enquête
sur les faillites, liquidations,
concordats et cessions de biens,
juillet 1965.

À l'honorable Ministre du Revenu

RAPPORT

de la

Commission d'Enquête

sur

les faillites

liquidations

concordats

et

cessions de biens

Juillet 1965

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Lucien Mercier, c.a.

GREFFIERS

**Me Thérèse St-Louis
Me Claude Berthiaume**

CONSEILLERS JURIDIQUES

**Me Clayton J. Rolfe
Me Pierre Fortin**

RÉSUMÉ

Première partie

Introduction

Avant-propos	381
Enquête	382
Gratias	382
Mandat	383
Pertes du ministère du Revenu	383
Références	384

Deuxième partie

Observations

Remarques générales	384
Faillis, réseaux de faillites et procédés frauduleux	386
Les syndics	388
Les inspecteurs	389
Les acheteurs	390
Garanties et privilèges	391
Administration judiciaire	391

Troisième partie

Recommandations

Recommandations particulières	392
Modification à la procédure administrative au ministère du Revenu	393
Considérations concernant la Loi des compagnies du Québec	394
Recommandations concernant la Loi sur la faillite et la Loi sur les liquidations	394
Appendices	396
	379

À l'honorable ERIC W. KIERANS,
Ministre du Revenu,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, Qué.

Par arrêté en conseil n° 1977, en date du 16 octobre 1964, une commission d'enquête a été instituée en vertu du chapitre 9 S.R.Q. 1941, afin d'enquêter sur les faillites et liquidations survenues entre le 1^{er} novembre 1959 et le 1^{er} novembre 1964, aux fins suivantes :

1. « Examiner tout ce qui de près ou de loin concerne les intérêts du ministère du Revenu dans ses relations avec les syndic. »
2. « Examiner les documents qui sont en la possession des syndic, dans le but de déterminer comment les créances du ministère furent satisfaites. »
3. « Examiner si certaines sommes d'argent dues à la Couronne, aux droits de la Province de Québec, furent illégalement retenues par certains syndic ou illégalement payées par eux à des créanciers auxquels le ministère est légalement préféré. »

et de faire rapport au ministre du Revenu avec les recommandations appropriées.

Par le même arrêté en conseil, le soussigné était nommé commissaire enquêteur.

En vertu d'un second arrêté en conseil n° 220, en date du 2 février 1965, les pouvoirs de la commission d'enquête étaient étendus : le soussigné étant autorisé à enquêter sur toute matière reliée directement ou indirectement à des faillites, cessions de biens, liquidations ou concordats survenus depuis le 1^{er} janvier 1959 au 1^{er} février 1965, pourvu que le ministère du Revenu y ait intérêt, et plus particulièrement :

1. « Examiner tout ce qui de près ou de loin, en matière de faillite, cessions de biens, liquidations ou concordats, a pu ou pourra directement ou indirectement être cause de préjudice aux intérêts, droits et privilèges des créanciers en général et du ministère du Revenu en particulier. »
2. « Examiner les transactions commerciales ou autres intervenues, soit avant, pendant ou après les faillites, cessions de biens, liquidations ou concordats, entre le ou les débiteurs, syndic, administrateurs, agents et mandataires du débiteur et toutes autres personnes physiques ou morales. »
3. « Examiner si certaines sommes d'argent dues à la Couronne, aux droits de la province de Québec, furent illégalement retenues par des

syndics, liquidateurs, administrateurs, ou illégalement payées par eux à des créanciers auxquels le ministère du Revenu est légalement préféré. »

et de faire rapport au ministre du Revenu et soumettre les recommandations appropriées le 1^{er} mai 1965.

En vertu d'un troisième arrêté en conseil n° 927, en date du 4 mai 1965, le délai pour faire rapport a été prorogé jusqu'au 1^{er} septembre 1965.

Enquête

Le 4 novembre 1964, le soussigné prêta serment devant l'honorable juge en chef, George S. Challies, J.C.S., de remplir les devoirs imposés par les dispositions de la Loi des commissions d'enquête (chapitre 9 S.R.Q. 1941). L'enquête commença à cette même date, et en moyenne quatre (4) officiers du ministère du Revenu aidèrent à accumuler des informations chez les registraires, syndics, débiteurs et tiers. Ces informations furent étudiées et servirent de source principale à l'interrogatoire des témoins. Les recherches englobèrent l'étude de plus de quatre cents dossiers de faillite sélectionnés parmi les faillites de toute la province.

L'audition des témoins commença le 26 novembre 1964, pour se continuer jusqu'au 23 décembre 1964. Après ajournement, l'audition fut poursuivie du 11 février 1965 au 28 avril 1965 et, par la suite, du 10 mai 1965 au 9 juillet 1965. Au cours de séances à huis clos tenues au Palais de Justice de Montréal et à ceux de Saint-Jérôme et de Roberval, la commission a entendu deux cent vingt-neuf témoins. Plusieurs milliers de pièces, livres, registres de procès-verbaux et autres, ont été versés aux dossiers.

Les témoins assignés furent des faillis, employés de faillis, créanciers, syndics et autres personnes mêlées directement ou indirectement aux faillites sous enquête. En raison du nombre considérable de faillites survenues dans la province de Québec durant la période du 1^{er} janvier 1959 au 1^{er} février 1965, couverte par la commission, et en raison de la limite des moyens et du temps dont elle disposait, on comprendra que la commission dut se restreindre à enquêter sur les faillites où le ministère du Revenu avait un intérêt particulier, à titre de créancier privilégié, ainsi qu'à un certain nombre de faillites où il y avait lieu de soupçonner quelque fraude substantielle ou l'existence d'un réseau de faillites frauduleuses.

Gratias

Il plaît au commissaire enquêteur de remercier d'une façon particulière Me Clayton J. Rolfe et Me Pierre Fortin, avocats, attachés au service du contentieux du ministère du Revenu, à Montréal : ils se sont imposé un surcroît de travail. La compétence avec laquelle ils se sont acquittés de cette

tâche mérite d'être signalée. La Commission désire également souligner le dévouement des vérificateurs qui l'ont aidée ainsi que les autres personnes qui ont participé à l'enquête ; leur travail, souvent en dehors des heures régulières, a rendu la tâche plus facile.

Il convient aussi de remercier Me Yvon Desloges, registraire à la Cour de faillites et Me Gérard Laganière, C.R., substitut de la Couronne, qui ont fourni à la Commission des conseils et renseignements non seulement précieux mais essentiels.

Il plaît aussi au commissaire enquêteur de souligner la collaboration apportée à la Commission par le bureau du surintendant des faillites, les officiers de la Canadian Credit Men's Association Limited, de la Chambre de commerce du district de Montréal, de la Canadian Lumbermen's Association et de membres éminents du Barreau de la province de Québec et de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Mandat

En résumé, le mandat confié à la Commission touchait toute matière reliée directement ou indirectement à des faillites, cessions de biens, liquidations ou concordats, qui a pu être cause de préjudice aux intérêts, droits et privilèges des créanciers en général et du ministère du Revenu en particulier.

En raison de l'étendue de ce mandat, la Commission ne pouvait se soustraire à l'examen des procédures administratives reliées tant aux faillites qu'aux cessions de biens, liquidations ou concordats. De même, bien que reconnaissant que la Loi sur la faillite et la Loi sur les liquidations sont de juridiction fédérale, la Commission ne pouvait pas, au cours de son travail et dans ses recommandations, ignorer que les intérêts directs et indirects de la province sont conditionnés par l'administration de ces statuts fédéraux.

Il est peut-être utile de mentionner que la Commission n'avait pas mandat de mener son enquête en regard de poursuites criminelles, ceci étant purement du ressort du ministère de la Justice du Québec. Nonobstant, les faits révélés au cours de cette enquête ont pu et même pourront assister le ministère de la Justice à traduire les responsables de fraudes devant les tribunaux.

Pertes du ministère du Revenu

Le ministère du Revenu perd directement et indirectement des sommes considérables à la suite ou à l'occasion de faillites, cessions de biens, liquidations, concordats et des transactions commerciales qui s'y rattachent.

Suivant les compilations fournies à la Commission par les différents services du ministère du Revenu, les pertes directes du ministère pour les années 1960 à 1964 inclusivement, période couverte par cette enquête, s'établissent comme suit :

	Réclamations	Dividendes encaissés	Pertes
Taxes (vente)	\$2,934,204	\$412,143	\$2,522,061
Taxes (repas)	715,950	13,124	702,826
Impôts (déduction)	808,585	100,778	707,807
Taxe (gazoline)	533,684	45,977	487,707
	<u>\$4,992,423</u>	<u>\$572,022</u>	<u>\$4,420,401</u>

Aux pertes précitées, il faut ajouter celles des réclamations impayées pour impôt sur les corporations et les individus qui, à défaut de statistiques précises, ont été évaluées à environ \$1,000,000 pour ces années.

Il est nécessaire de souligner ici que dans nombre de cas de faillite le ministère du Revenu, en raison du fait que l'actif déclaré ou réalisable était minime, n'a pas effectué de vérification des livres des faillis et n'a pas produit de réclamation.

En se référant aux appendices I, II, III, IV, annexés à ce rapport, on pourra noter que les pertes directes qui s'établissaient à \$595,748 pour l'année 1960 se sont chiffrées à \$1,538,198 pour l'année 1964. De ce dernier montant il faut tenir compte des dividendes à recevoir sur les faillites non réglées jusqu'à présent, dividendes qu'on peut évaluer à quelque \$100,000.

On ne peut aussi ignorer les pertes indirectes très considérables subies par le ministère du Revenu résultant de faillites, liquidations, cessions de biens et concordats frauduleux. Il faut comprendre que nos lois fiscales, comme il se doit d'ailleurs, permettent, à titre de déduction contre les revenus, les pertes pour mauvaises créances. Il résulte donc qu'une forte proportion des créances de faillites qui se chiffrent à \$390,429,000 pour la province de Québec pour les années 1960 à 1964 inclusivement, selon les chiffres du bureau fédéral de la Statistique, est effectivement déduite du revenu des créanciers qui font affaire dans le Québec, résultant en pertes d'impôt sur les corporations et les individus.

Références

À cause de l'étendue de l'enquête et de la masse de pièces et documents produits au dossier, on ne pourra s'attendre à trouver dans le présent rapport des détails sur chacun des dossiers qui ont retenu l'attention de la Commission. Pour y suppléer, un répertoire des faillites et un index des témoignages ont été préparés pour fins de référence.

Remarques générales

L'enquête menée par cette Commission a révélé la situation bien déplorable, sinon alarmante, qui a prévalu en matière de faillite et liquidation dans le Québec et plus particulièrement dans le district judiciaire de Montréal.

Il faut aussi noter que durant la période de 1960 à 1964, sous enquête, la situation en cette matière a eu tendance à se détériorer à un rythme qui dépasse de beaucoup la croissance économique du Québec. Les appendices V, VI, VII annexés à ce rapport illustrent mieux que tout commentaire l'augmentation des faillites au Québec.

Ces appendices mettent en évidence le total des créances des faillites commerciales au Canada et dans le Québec en relation avec le revenu national brut. Il est nécessaire de rappeler que les statistiques du bureau fédéral de la Statistique ne tiennent pas compte des créances des créanciers garantis de même que du passif des faillites non commerciales.

De plus, les chiffres réels devraient être sensiblement supérieurs si l'on considère que le passif dans la majorité des faillites dépasse le montant déclaré par les débiteurs, et que des syndics ne se préoccupent guère de rapporter toutes les faillites et liquidations au bureau de la Statistique. Pour le bénéfice du lecteur, ajoutons que la statistique du bureau du surintendant des faillites ne tient pas compte des liquidations, de là notre raison de l'ignorer.

Si l'analyse de ce graphique démontre une situation peu encourageante, il est réconfortant de constater que depuis la tenue de cette commission d'enquête on note une diminution sensible des faillites dans le Québec alors que d'autres provinces accusent une augmentation appréciable.

Si ces nombreuses faillites ne résultaient que de facteurs économiques normaux et que les rouages de la Loi sur la faillite ou de la Loi sur les liquidations n'étaient pas faussés, les créanciers n'auraient qu'à supporter leurs pertes sans jeter le blâme sur qui que ce soit ; mais telle n'est pas la situation existante. L'enquête a démontré que la malhonnêteté et la fraude se sont infiltrées profondément d'une façon ou d'une autre dans une forte proportion des faillites et liquidations, et que la pègre en a même fait un commerce des plus lucratifs au détriment des créanciers honnêtes.

En raison des procédés habiles employés par des fraudeurs dans le but d'obtenir des marchandises ou du crédit, les fournisseurs ou les futurs créanciers sont souvent impuissants à prévenir les pertes qu'ils seront appelés à supporter et à se prémunir contre de telles fraudes.

Si, d'une part, on doit fustiger tant les fraudeurs que certaines pratiques qui sont plus ou moins responsables de ces fraudes, personne ne voudra blâmer le législateur ou l'appareil judiciaire pour les erreurs commises par les préposés au crédit ou les chefs d'entreprises qui prennent des risques irréfléchis ; une législation dont le but serait de protéger l'homme d'affaires et/ou de punir le débiteur des risques inhérents à l'octroi du crédit attirerait sans aucun doute les critiques des intéressés eux-mêmes.

Il a été aussi noté que cette situation alarmante résulte du désintéressement quasi général des créanciers aussi bien que des inspecteurs qui représentent les intérêts de la masse dans la réalisation des biens des faillis.

Néanmoins, il ne faudrait pas leur jeter le blâme, car trop souvent ce désintéressement est la résultante des succès déjà subis dans l'administration, la récupération et la réalisation des biens des faillis de même que dans leurs échecs à faire punir les faillis malhonnêtes ou les fraudeurs. D'autre part, la récupération par voie de dividendes que les créanciers ordinaires peuvent espérer est tellement aléatoire et habituellement infime ou nulle qu'on ne peut s'étonner de leur manque d'intérêt dans les affaires de faillites ou de liquidations.

Ce manque d'intérêt de la part des créanciers et des inspecteurs qui, de fait, sont les administrateurs de la Loi sur la faillite, ouvre une voie facile aux gens astucieux et malhonnêtes leur permettant de s'approprier des biens considérables au préjudice de leurs créanciers.

De l'ensemble des faits révélés à cette enquête, la Commission en a gardé l'impression bouleversante que l'administration de la Loi sur la faillite, telle qu'elle existe actuellement dans le district judiciaire de Montréal, est plus ou moins semblable à une gigantesque entreprise où il n'existe aucun contrôle interne et par le fait même les officiers ou employés à divers échelons deviennent suspects. L'une des causes profondes de cet état de choses, peut-être la plus importante, semble être due au défaut ou au mauvais usage des prérogatives de la Loi sur la faillite plutôt qu'à la loi elle-même, qui sans être parfaite, prévoit nombre de pouvoirs et moyens de contrôle qui peuvent être exercés par les créanciers, inspecteurs, syndic et le registraire. La Loi sur la faillite contient de même les prescriptions nécessaires pour l'application de sanctions à toute la gamme de détournements ; encore faut-il qu'on y ait recours.

Il y a aussi d'autres causes qui favorisent les faillites frauduleuses. Il importe de mentionner ici que de nombreux fraudeurs « professionnels » se prévalent des avantages que confère la Loi des compagnies sans se conformer à ses exigences. La Loi des déclarations des compagnies et des sociétés et autres lois connexes sont aussi habituellement ignorées par les fraudeurs ce qui rend impossibles certains des recours prévus par la loi.

Après ces remarques d'ordre général on verra dans l'exposé qui suit, les faits que l'enquête a démontrés.

Faillis, réseaux de faillites et procédés frauduleux :

Selon les faits portés à sa connaissance, la Commission a gardé la pénible impression que la fraude et les détournements pullulent chez nombre de faillis. Elle a constaté que de façon générale, de nombreux faillis sont responsables des mêmes négligences, ou se sont rendus coupables d'actes frauduleux semblables avant la faillite.

En particulier, on note le défaut de tenir des livres et comptes adéquats dans les quelques mois ou l'année qui précèdent la faillite. On note aussi les

dispositions de biens et transports frauduleux ainsi que les paiements et garanties préférentiels.

Il a de même été constaté que certaines pratiques ont contribué à placer des compagnies dans l'impossibilité de rencontrer leurs obligations, par exemple : le rachat d'actions privilégiées ou la déclaration d'un dividende à la compagnie mère dans l'année qui a précédé la faillite.

Pour démontrer jusqu'à quel point certains faillis se moquent impunément de la loi, signalons le fait que certains négligent de tenir des livres adéquats, même alors qu'ils opèrent leur commerce sous le couvert d'une proposition selon la Loi sur la faillite.

Ces chevaliers d'industrie procèdent habituellement par l'incorporation en série de plusieurs compagnies, — on a retracé jusqu'à soixante compagnies dans un réseau — les activités de chacune ne durant souvent que quelques mois. Par des moyens astucieux la première compagnie achète à crédit tout ce qu'il lui est possible de se procurer. La marchandise est vendue à un prix minimal aux autres compagnies du réseau, et ces spécialistes de la fraude s'approprient de différentes façons les recettes au fur et à mesure qu'elles sont encaissées. Lorsque les sources d'approvisionnement sont taries, on laisse tout juste assez de marchandises pour solder les frais du syndicat de façon à ce que les créanciers n'aient pas les fonds nécessaires à l'introduction d'enquêtes. Au préalable on a tramé quelques achats d'une compagnie du réseau afin de permettre à celle-ci de pétitionner en faillite ou en liquidation contre l'autre, « la nouvelle arrivée servant à liquider sa sœur aînée ».

Les procédés varient selon les réseaux. Dans un réseau on a pu constater que les directeurs ou administrateurs solvables ou intéressés dans d'autres entreprises étaient remplacés par des prête-noms. Dans les quelques semaines qui précèdent la faillite provoquée, on note qu'une forte proportion des ventes est faite au comptant ou que certaines ventes faites à des compagnies du réseau sont facturées très vaguement et fréquemment acquittées par chèques visés. On procède avec célérité même dans la mise en faillite ; à ce moment les prête-noms ont disparu et il ne reste trop souvent que le passif aux créanciers.

L'enquête menée par cette commission a aussi mis à jour le jeu d'exploiteurs habiles qui, de fait, forment une société inavouée, achètent à bon prix une entreprise florissante, se procurent auprès de fournisseurs non avertis toutes les marchandises possibles, en disposent et disparaissent avec l'argent, laissant les créanciers impuissants à rechercher et à prendre des sanctions contre ces fraudeurs.

Il y a aussi les réseaux bien organisés de spécialistes de la faillite dont l'occupation principale est de rechercher des débiteurs en vue de leur suggérer la faillite comme moyen facile de liquider leurs dettes. L'enquête a établi que dans nombre de ces cas les preuves de créances à l'appui des requêtes sont souvent fausses, par exemple : un billet ou même un chèque pour lequel

le débiteur n'a reçu aucune considération pourra servir comme preuve à la requête en faillite. À l'occasion, des dispositions sont prises par les fraudeurs de façon à ce qu'une partie de l'actif disparaisse ou soit donnée en gage, et selon les circonstances, on verra à ce que les inspecteurs soient désignés à l'avance dans le but d'effectuer la vente de l'actif à un prête-nom ou à des acheteurs déjà choisis. L'enquête a de plus établi que les spécialistes d'un de ces réseaux opéraient à la connaissance du syndic, qui se permettait même d'embaucher régulièrement l'un d'eux lors de la prise d'inventaire.

Il a été porté à la connaissance de cette commission que les procédés employés par les fraudeurs dans le but d'obtenir du crédit ou de se procurer des marchandises varient selon l'imagination fertile des intéressés : tantôt c'est le recours aux appels téléphoniques auxquels répond un préposé qui s'identifie comme le gérant de la banque de l'acheteur, tantôt c'est la recommandation d'une agence de crédit opérée par les fraudeurs mêmes, tantôt c'est l'emploi d'un nom de compagnies ou de firme qui prête à confusion avec celui d'une entreprise réputée qui jouit d'un excellent renom.

En face de tels procédés on comprendra que les fournisseurs ou les futurs créanciers victimes de ces fraudes sont souvent impuissants à prévenir des pertes substantielles dans les faillites si savamment manigancées.

Les syndics

D'une manière générale, les activités suspectes de plusieurs syndics dans l'exécution de leur mandat ont particulièrement préoccupé cette commission.

En vertu des prescriptions de la Loi sur la faillite, les syndics représentent les intérêts des créanciers et presque tous leurs pouvoirs sont conditionnés pour l'approbation des inspecteurs nommés par les créanciers. Il a été démontré qu'en pratique, certains syndics sont les potentats de la quasi-totalité des faillites qu'ils administrent. En raison de leurs connaissances étendues en matière de faillites, ils manœuvrent habituellement les inspecteurs non avertis comme s'ils étaient des marionnettes. Dans bien des cas, il a été établi que certains syndics avaient habilement machiné la nomination d'un ou plusieurs inspecteurs. Le tout est d'autant plus facile que les créanciers et les inspecteurs de bonne foi affichent un désintéressement que la commission a déjà mis en lumière.

Parmi les nombreux griefs formulés contre les syndics lors de cette enquête, la Commission a retenu, en premier lieu, le conflit d'intérêt. Sur ce point il semble nécessaire de rappeler que dans les nombreux cas de cessions ou de propositions, on trouve un conflit d'intérêt entre le syndic qui agit pour le failli, qui de fait est son client, et les créanciers qu'il a le devoir de protéger. Dans nombre de cas le syndic a touché à l'avance ses honoraires du failli ou a obtenu caution ; ceci se présente particulièrement en matière sommaire où il n'y a pratiquement pas d'actifs. Il y a conflit réel

puisque, pour le syndic, il ne s'agit plus de protéger les créanciers mais bien de faire libérer un débiteur. Mentionnons aussi le conflit d'intérêt qui existe lorsqu'un syndic agit concurremment comme syndic d'une faillite et comme mandataire de la banque pour la réalisation des actifs donnés en garantie en vertu des prescriptions de l'article 88 de la Loi des banques.

Par incidence, on notera que nombre de syndics sont ni plus ni moins dans le « commerce » des faillites et que pour administrer leur bureau avec tous les déboursés que cela comporte, il leur faut une source continue de faillites. Pour ce faire, plusieurs voient à maintenir leur clientèle davantage auprès des faillies que des créanciers.

Il a été établi dans plusieurs cas que les argents de faillites déposés en fiducie dans un compte de banque au nom du syndic avaient servi à couvrir des défalcations dans d'autres comptes de faillites ou avaient été usurpés par le syndic même. De connivence avec certains inspecteurs, qu'on pourrait appeler « inspecteurs professionnels », certains syndics se font verser des honoraires bien supérieurs à ceux prévus par la Loi sur la faillite. Cesdits inspecteurs en retour touchent des gratifications substantielles en plus de la rémunération prévue.

Dans plusieurs cas, il a été noté que des argents devant être distribués aux créanciers à titre de dividende, étaient gardés en banque sans raison valable, longtemps après le règlement de certaines faillites.

Des témoignages, dont celui d'un membre du Barreau, ont révélé qu'il est de pratique courante, pour certains syndics, d'exiger et de recevoir des pots-de-vin des avocats qui représentent les intérêts de créanciers garantis ou de soumissionnaires-acheteurs, promettant en retour de ne pas faire d'opposition aux procédures prises par ceux-ci. De même, on a constaté que certains représentants de syndic se livrent au chantage pour obtenir certains avantages ou intérêts dans des entreprises qui opèrent sous proposition.

La Commission ne peut passer sous silence certaines constatations faites durant l'enquête, telles que : les prises d'inventaire faites par les acheteurs éventuels ; le fait que certains syndics ou représentants de syndics exigent d'être payés en argent comptant ou exigent des commissions des acheteurs ; et le fait que certains acheteurs de « stock » de faillites transigent habituellement avec le même syndic. Il faut aussi mentionner l'état souvent lamentable dans lequel sont tenus les livres, dossiers et pièces de faillites administrées par certains syndics, ce qui rend toute vérification excessivement difficile.

Les inspecteurs

Le rôle des inspecteurs dans les faillites frauduleuses n'a pas échappé à l'attention de la Commission qui a constaté l'existence fréquente de conflits d'intérêts chez ceux qui représentent les créanciers et qui sont directement

responsables de la bonne administration et de la liquidation des biens des faillis.

La Commission a noté plus particulièrement qu'il existe fréquemment un conflit d'intérêt lorsque les inspecteurs sont des créanciers garantis. Lorsque des décisions importantes doivent être prises quant au bien-fondé des garanties alléguées et de leur réalisation, ces inspecteurs ont à choisir entre leur propre intérêt et les intérêts des autres créanciers ; trop souvent ils décident à leur avantage au détriment des intérêts de la masse. Ajoutons qu'il y a une tendance assez généralisée à choisir des créanciers garantis comme inspecteurs.

L'enquête a aussi révélé de sérieux conflits d'intérêt dans plusieurs cas où des anciens directeurs de compagnies en faillite avaient agi comme inspecteurs. La nomination soit du vérificateur ou soit du procureur du failli comme inspecteur, n'a pas toujours été heureuse ; trop souvent dans de telles circonstances on a tenté de protéger les faillis plutôt que de prendre les intérêts de la masse.

Il faut aussi souligner le conflit d'intérêt relevé dans quelques cas où des inspecteurs avaient acheté les biens des faillis par l'entremise de prête-noms.

L'enquête a aussi révélé certaines pratiques condamnables qui entraînent des conflits d'intérêts entre inspecteurs et syndics au détriment des créanciers. À ce sujet il est nécessaire de rappeler que de nombreux créanciers confient à un officier de leur association de commerçants ou manufacturiers, le soin de les représenter dans les affaires de faillites. Habituellement, ces fondés de pouvoir, en raison du montant total des créances et du nombre de créanciers qu'ils représentent, sont nommés inspecteurs. À cause de leur connaissance de la Loi sur la faillite et de la Loi sur les liquidations aussi bien que de leur vaste expérience en la matière, plusieurs de ces inspecteurs rendent d'appréciables services aux créanciers, en général, et à leurs commettants, en particulier. Malheureusement dans ce domaine comme dans bien d'autres d'ailleurs, l'ivraie pousse à travers le bon grain. Il a été établi que certains de ces inspecteurs recevaient clandestinement une gratification représentant vingt pour cent des honoraires du syndic ; ajoutons que cette pratique est courante et ne représente pas seulement quelques actes isolés.

Comment ne pas voir le conflit d'intérêt lorsque ces inspecteurs compromis doivent approuver tant les honoraires du syndic que les recettes et déboursés de la faillite.

Les acheteurs

En scrutant les affaires des faillites réputées frauduleuses, la Commission s'est rendu compte que certains acheteurs de biens de personnes en instance de faillite ou même d'actifs de faillites ou liquidations, ne sont pas exempts de tout soupçon de complicité de fraude. Les transactions de plusieurs ache-

teurs bien qu'elles soient habituellement faites sous les apparences de transactions commerciales dans le cours normal des affaires, frôlent de bien près le recel ; est-il nécessaire de mentionner que dans ce domaine la preuve de fraude soit bien difficile à faire en raison de l'astuce des parties en cause et de la complicité soit du failli, du syndic ou des inspecteurs.

Dans ce groupe d'acheteurs malhonnêtes on retrouve particulièrement les gens ou compagnies qui font partie de réseaux de faillites. Il y a tous ceux qui de près ou de loin participent à la disposition frauduleuse des biens d'un débiteur qui prépare une faillite. L'enquête a révélé de nombreux cas où les biens vendus avant la faillite furent finalement retracés entre les mains du failli qui continuait à opérer le même commerce sous un nom d'emprunt.

Bien que la Commission ne soit pas en mesure de se prononcer sur la valeur des réalisations d'actifs dans de nombreuses faillites, — ceci en raison du fait que les biens des faillis sont depuis longtemps passés entre les mains de tiers qui en ont disposé, — elle demeure perplexe quant à la bonne foi de maintes réalisations lorsqu'elle considère le montant ridicule des argents encaissés en regard de la valeur des biens tels qu'évalués par les syndics lors de la prise d'inventaire.

Garanties et privilèges

Bien que la présente Commission reconnaisse qu'en ce domaine de la réalisation de garanties et privilèges on ne trouve généralement pas de fraude, il n'est peut-être pas vain de signaler une pratique courante qui mériterait de la part des syndics et des inspecteurs une attention particulière.

Mentionnons que la pratique, pour quelques compagnies de finance, de réaliser leurs garanties sans rendre compte à personne, ne semble pas satisfaire les exigences élémentaires d'équité envers les autres créanciers, surtout à la lumière de faits portés à la connaissance de la Commission dans le cours de l'enquête : alors qu'on a établi que l'agent ou mandataire d'une compagnie de finance chargé de réaliser les garanties n'était nul autre qu'un individu à réputation douteuse, reconnu comme étant impliqué dans des réseaux de faillites frauduleuses.

Administration judiciaire

Si en règle générale la Commission a été loin d'être édifiée par la façon dont sont administrées les faillites et liquidations par certains syndics et inspecteurs, elle a été surprise de constater dans quel désordre étaient tenus les dossiers à la Cour de faillites du district de Montréal. En toute équité, ajoutons cependant que depuis quelques mois de louables efforts ont été faits pour corriger cet état de choses et on peut déjà constater une amélioration appréciable.

En se référant à l'appendice VIII-A-B on constatera qu'en matière de liquidation, un nombre insignifiant de dossiers de liquidation des années 1963 et 1964, contenait les documents et pièces essentiels requis par la loi. Cet état de chose a nui quelque peu au travail de cette Commission.

En matière de cautions fournies par les syndics dans chaque faillite, la Commission a constaté que les cautions exigées dans le district judiciaire de Montréal étaient minimales en comparaison de celles qui étaient fournies dans les autres districts. Nul doute que ceci pourra affecter sérieusement les recours que le ministère du Revenu serait en droit de prendre contre quelques syndics.

Quant aux devoirs du registraire des faillites en tant qu'officier responsable de taxer les mémoires de frais, la Commission a noté que celui-ci se trouve dans une situation où il lui est difficile, sinon presque impossible, d'évaluer le bien-fondé des mémoires de frais qui lui sont soumis longtemps après que les déboursés ont été faits. Dans le district judiciaire de Montréal plus particulièrement, en raison du nombre considérable de faillites, l'approbation des mémoires de frais ne devient qu'une autre formalité à remplir.

Recommandations particulières

Le mandat de cette Commission d'enquête demande de faire rapport au ministère du Revenu et de soumettre les recommandations appropriées.

Les recommandations de la Commission sont d'ordre particulier d'une part et d'ordre général d'autre part. Elles sont d'ordre particulier en ce qui regarde chacun des dossiers qui ont retenu son attention. Le répertoire soumis avec ce rapport fournit pour chaque cas étudié, un bref résumé du travail d'enquête exécuté, le nom des témoins entendus et les recommandations au ministère du Revenu quant au travail à parfaire : soit de continuer certaines enquêtes dans le but d'établir le montant des revenus non déclarés en raison de transactions faites sous le couvert de prête-noms ou à même des fonds cachés ; soit d'émettre des cotisations pour taxe de vente éludée en raison de méthodes de calcul erronées ; soit d'exercer les recours légaux appropriés pour récupérer les argents ou dividendes que le ministère du Revenu était en droit de percevoir, dans les cas où les syndics n'ont pas fait leur devoir ou dans les cas où les anciens directeurs de compagnies se sont appropriés des privilèges, avances et transports illégaux de biens qui ont affecté directement les biens de compagnies au moyen de dividendes, rachats d'actement le capital de compagnies et les ont conduites à la faillite.

En raison du caractère litigieux de ces actes et des possibilités aléatoires de récupérer entre les mains des personnes en cause, la Commission ne peut à ce stade évaluer, même approximativement, ce que le ministère du Revenu pourrait escompter recevoir. Ajoutons toutefois, que selon l'opinion de la Commission, plusieurs cas devraient permettre au Ministère de récupérer des sommes appréciables. Déjà dans le cours de cette enquête des renseigne-

ments spécifiques ont été transmis à différents services aux fins d'émettre des avis de cotisation.

Suivent ci-après, les recommandations d'ordre général visant à améliorer la procédure du ministère du Revenu en matière de réclamations dans les cas de faillites, de même que celles visant à modifier tant la Loi sur les compagnies que la Loi sur la faillite.

Modification à la procédure administrative au ministère du Revenu

Jusqu'à ce jour, en ce qui concerne les réclamations en matière de faillites, les différents services du ministère du Revenu ont opéré ni plus ni moins comme des entités distinctes, et ce manque de coopération a provoqué un dédoublement d'efforts et une perte de temps considérable, du moins en ce qui touche aux vérifications exécutives, à la production des réclamations et autres contacts avec les syndicats. De plus, la politique suivie par quelques services d'étendre leurs vérifications sur plusieurs années en arrière et de produire des réclamations substantielles pour des taxes non perçues ou non déduites a été de nature à décourager les créanciers, bien plus, à s'en faire des antagonistes.

Si d'autre part on constate le faible pourcentage des réclamations privilégiées encaissées par le ministère du Revenu dans les cinq dernières années (voir tableau des pertes du ministère) on se rend compte alors que la manière d'agir du ministère n'a pas produit les résultats escomptés.

Cette Commission recommande donc que les groupes de vérificateurs qui s'occupent des réclamations en matière de faillites dans les divers services du ministère soient remplacés par un service qui verrait à représenter et à protéger les intérêts du ministère dans les affaires de faillites, liquidations, concordats et propositions.

Le service verrait plus particulièrement pour chaque faillite à :

1. Recevoir de chacun des autres services un état de leurs réclamations en souffrance ;
2. Faire la vérification sommaire des livres du failli pour déterminer le montant des taxes et impôts détenus en fiducie ;
3. Produire la réclamation du ministère ;
4. Analyser les états financiers du débiteur et les comparer avec l'état des affaires du failli dans le but de détecter tout indice de fraude ;
5. Représenter le ministère aux assemblées des créanciers et, dans des cas particuliers, voir à obtenir le support d'autres créanciers pour être nommé inspecteur ;

6. Coopérer à l'enquête lorsqu'une fraude est présumée, ou même prendre l'initiative d'une telle enquête.

Considérations concernant la Loi des compagnies du Québec

Selon les observations accumulées durant tout le cours de cette enquête, il a été constaté que de nombreux fraudeurs utilisaient la Loi des compagnies comme paravent pour perpétrer leurs forfaits. Il est apparu évident que dans de nombreux cas l'intention du législateur et les fins de la loi, quant à la limitation de la responsabilité des actionnaires aussi bien que des directeurs, ont été bafouées et largement dépassées. De plus, on se moque des exigences de la loi et on abuse de ses insuffisances. À titre d'exemple on pourrait nommer les transactions préférentielles entre compagnies et directeurs, ou autres compagnies affiliées.

Selon nos constatations, il est évident que les exigences de la Loi des compagnies de Québec en ce qui concerne le contenu des états financiers sont loin de répondre aux standards requis en vertu des normes comptables généralement reconnus et bien en deçà des exigences plus sévères des lois de compagnies de quelques autres provinces, de celles de nombreux États américains et de celles de la Grande-Bretagne.

Bien que la Commission ne croie pas, dans les limites de son mandat, de faire des recommandations quant aux normes devant répondre à des exigences minimales, elle a quand même tenu à attirer l'attention sur cette carence de la Loi des compagnies du Québec.

Recommandations concernant la Loi sur la faillite et la Loi sur les liquidations

Ce n'est pas sans hésitation que la Commission s'est résolue à faire des recommandations se rapportant à la Loi sur la faillite et à la Loi sur les liquidations, comprenant fort bien que ces lois sont de juridiction fédérale. Néanmoins, à la lumière des faits révélés durant cette enquête, la Commission considère qu'elle ne peut se soustraire à son mandat de faire les recommandations appropriées. D'ailleurs il serait futile de vouloir remédier à une situation déplorable sans aller à la source pour en corriger les causes.

La Commission avait d'abord songé à soumettre des recommandations en vertu desquelles les fonctions présentes des syndics en matière de faillite seraient généralement exercées par le séquestre et ses adjoints ; les nouvelles fonctions du syndic se limitant à celles d'un contrôleur choisi par le séquestre de l'avis de quelques créanciers principaux, nomination qui par la suite serait sujette à l'approbation de tous les créanciers. Toutefois, bien que la Commission croie fermement que cette nouvelle distribution des fonctions serait de nature à apporter une amélioration remarquable à la situation existante,

elle ne se rend pas moins compte que la mise en application d'une telle recommandation apporterait un lourd fardeau additionnel au ministère de la Justice du Québec dans un domaine qui n'est pas strictement le sien.

Pour atteindre à peu près le même objectif, la Commission recommande que, selon le cas, la procédure présentement suivie en matière de faillite ou la Loi sur la faillite et ses règles générales ou la Loi sur les liquidations soient modifiées pour prévoir :

1. Que toute cession de biens, requête en faillite ou proposition soit faite directement chez le séquestre officiel sans l'intervention d'aucun syndic ; toute intervention d'un syndic à ce stade de la procédure, le rendant inhabile à exercer la fonction de syndic dans cette faillite ou proposition.
2. Qu'au dépôt de toute cession de biens, requête en faillite ou proposition, le séquestre nomme un syndic après avoir consulté au moins 3 des créanciers principaux, non garantis et non reliés au débiteur ; ces consultations devant être établies à l'assemblée des créanciers.
3. Que le syndic nommé, accompagné d'un préposé du séquestre ou d'un huissier choisi par le séquestre, dresse sans délai l'inventaire des actifs du débiteur, lequel devra être certifié par le syndic, par le proposé du séquestre ou le huissier et par le débiteur ou failli.
4. Que le syndic prépare un état de déficit à être présenté à l'assemblée des créanciers. Cet état devrait expliquer les pertes subies entre les derniers états financiers du débiteur en instance de faillite et ceux dressés lors de la cession, requête en faillite ou proposition. Une ordonnance de séquestre intérimaire ne modifierait pas les devoirs du syndic.
5. Que le séquestre soit tenu d'exiger du syndic une caution dont le montant correspondrait à peu près à la valeur réalisable de l'actif.
6. Que les soumissions pour les achats d'actifs des faillis soient déposées chez le séquestre et ouvertes par ce dernier en présence du syndic et des inspecteurs.
7. Que la procédure d'administration sommaire ne soit permise que dans les cas où le montant des créances non garanties est inférieur à \$25,000.
8. Que le droit de recours à la Loi sur les liquidations soit restreint à certaines compagnies à charte spéciale, telles que les banques, les compagnies de fiducie et autres.
9. Que la nullité de la disposition de biens (*settlement*) à l'encontre du syndic, en vertu de l'article 60 de la Loi sur la faillite, soit étendue

aux transactions entre une compagnie et ses actionnaires ou entre compagnies affiliées ; quiconque aurait reçu quelque avantage étant appelé à remettre l'indu au bénéfice de la masse.

10. Que le séquestre voie à ce que les dispositions des articles 117 et 118 de la Loi sur la faillite touchant les devoirs du failli soient rigoureusement appliquées.
11. Qu'en vertu des dispositions de l'article 3, paragraphe 5, de la Loi sur la faillite, le surintendant voie à l'organisation d'un service permanent d'enquête ou que ce service soit créé en vertu de toute autre disposition législative, ce service devant faire rapport sur chaque enquête au procureur général pour toute action appropriée.

En raison de la complexité des problèmes en matière de faillite et de la multiplicité des faits portés à sa connaissance, la Commission admet que cet exposé est forcément incomplet ayant dû se limiter à des observations d'ordre général et aux recommandations qui lui semblent les plus opportunes.

Le tout humblement soumis,

LUCIEN MERCIER,
Commissaire enquêteur

Québec, le 30 juillet 1965

APPENDICE I

MINISTÈRE DU REVENU

SERVICE DE LA TAXE DE VENTE

Réclamations en matière de faillite et liquidation

Année	Nombre de réclamations	Montant des réclamations	Dividendes encaissés	Pertes
1960	397	465,439	127,267	338,172
1961	303	484,372	124,982	359,390
1962	354	625,004	98,095	526,909
1963	383	700,318	53,403	646,915
1964	254	659,071	8,396	650,675
	<u>1,691</u>	<u>2,934,204</u>	<u>412,143</u>	<u>2,522,061</u>

APPENDICE II

MINISTÈRE DU REVENU

SERVICE DE LA TAXE SUR LES REPAS

Réclamations en matière de faillite et liquidation

Année	Nombre de réclamations	Montant des réclamations	Dividendes encaissés	Pertes
1960	67	36,784	3,549	33,235
1961	52	47,642	4,581	43,061
1962	68	169,715	1,562	168,153
1963	110	261,045	3,432	257,613
1964	88	200,764		200,764
	<u>385</u>	<u>715,950</u>	<u>13,124</u>	<u>702,826</u>

APPENDICE III

MINISTÈRE DU REVENU

IMPÔT DÉDUIT À LA SOURCE

Réclamations en matière de faillite et liquidation

Année	Nombre de réclamations	Montant des réclamations	Dividendes encaissés	Pertes
1960		20,858	5,851	15,007
1961	414	61,680	25,502	36,178
1962	694	149,754	26,377	123,377
1963	1060	250,799	16,341	234,458
1964	1257	325,494	26,707	298,787
	<u>3425</u>	<u>808,585</u>	<u>100,778</u>	<u>707,807</u>

APPENDICE IV

MINISTÈRE DU REVENU

SERVICE DE LA TAXE SUR LA GAZOLINE

Réclamations en matière de faillite et liquidation

Année	Nombre de réclamations	Montant des réclamations	Dividendes encaissés	Pertes
1960	97	129,557	20,223	109,334
1961	102	103,032	11,028	92,004
1962	113	77,775	9,931	67,844
1963	122	84,930	4,377	80,553
1964	103	138,390	418	137,972
	<u>537</u>	<u>533,684</u>	<u>45,977</u>	<u>487,707</u>

APPENDICE V

Année	Revenu national brut Québec (1)		Passif des faillites commerciales Québec (2)		Revenu national brut Canada (2)		Passif des faillites commerciales Canada (2)		Nombre de faillites commerciales (2)			
	en \$000,000	en nombre indice	en \$000	en nombre indice	en \$000,000	en nombre indice	en \$000	en nombre indice	Québec		Canada	
									nombre	nombre indice	nombre	nombre indice
1956	7,688	77.9	32,704	66.5	30,585	81.7	64,254	55.1	1265	87.2	1967	73.9
1957	8,119	82.3	37,266	75.8	31,909	85.2	79,863	68.5	1359	93.7	2213	83.2
1958	8,367	84.8	40,250	81.9	32,894	87.9	72,778	62.4	1376	94.8	2125	79.9
1959	8,851	89.7	50,034	101.8	34,915	93.3	95,786	82.2	1366	94.2	2229	83.8
1960	9,335	94.6	61,851	125.8	36,252	96.8	174,548	149.7	1638	95.0	2828	106.3
1961	9,865	100.0	49,133	100.0	37,421	100.0	116,520	100.0	1450	100.0	2659	100.0
1962	10,562	107.0	77,002	156.7	40,401	107.9	149,440	128.2	1694	116.8	3190	119.9
1963	11,154	113.0	91,271	185.7	43,180	115.3	195,406	167.7	1987	137.0	3677	138.2
1964	12,258	124.2	111,172	226.2	47,003	125.6	208,735	179.1	1872	129.1	3499	131.5
Janvier, février, mars 1964			29,352	59.7			52,468	45.0	536		976	
Janvier, février, mars 1965			24,276	49.4			56,458	48.4	502		950	

(1) SOURCES : Division de la Conjoncture, ministère de l'Industrie et du Commerce, P.Q.

(2) SOURCES : B.F.S.

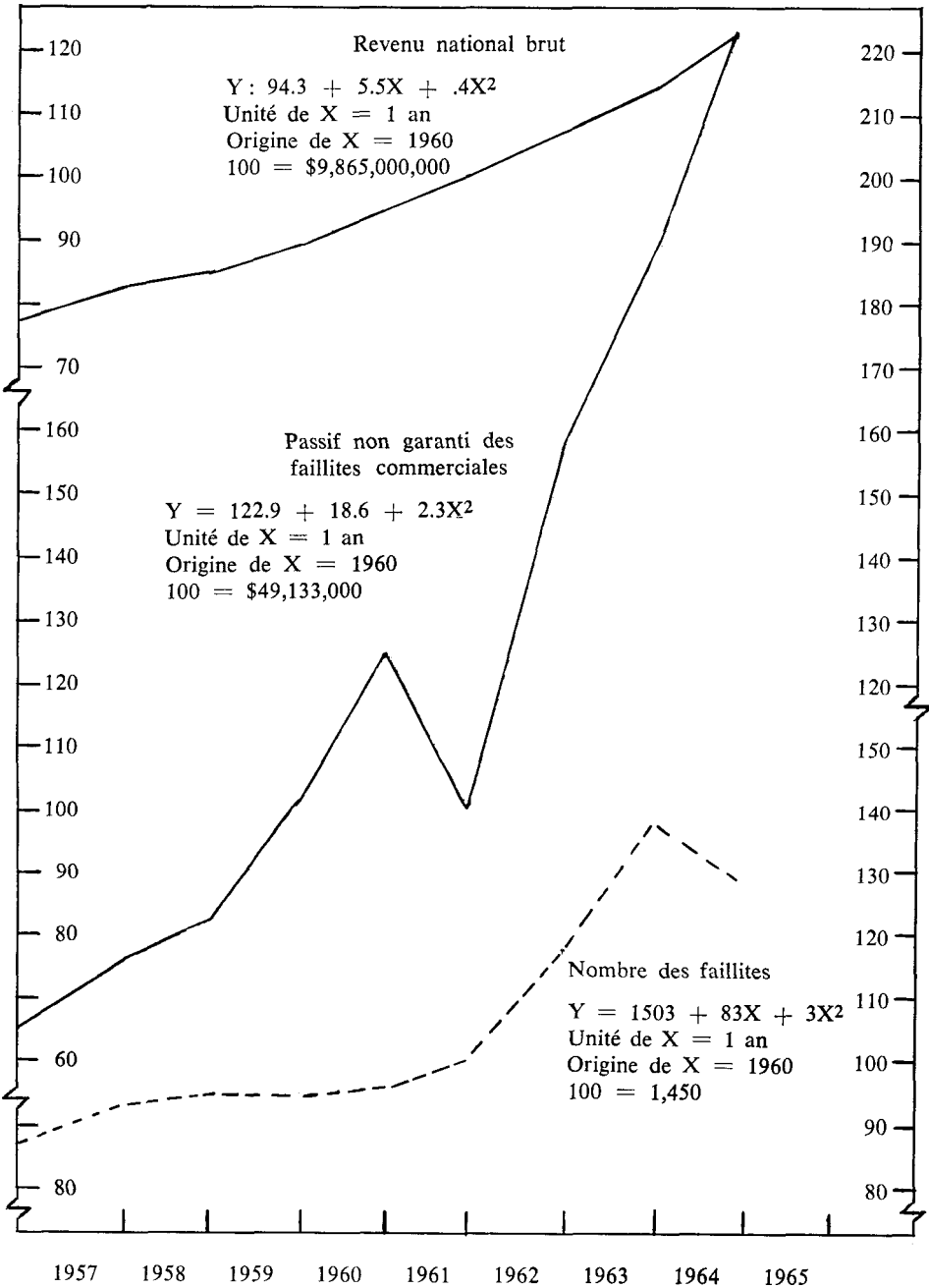
En ce qui concerne le Québec, le passif calculé d'après l'équation de la tendance serait de \$33,607,405 pour janvier, février, mars 1965. — Le passif effectif s'est élevé seulement à \$24,276,000 pour cette période, soit une diminution de \$9,331,405 entre le passif déterminé pour les trois (3) premiers mois de 1965, d'après la conjoncture et les passifs déclarés au bureau fédéral de la Statistique.

L'indice de corrélation entre le passif non garanti des faillites commerciales et le R.N.B.

Pour le Québec $r = .968$

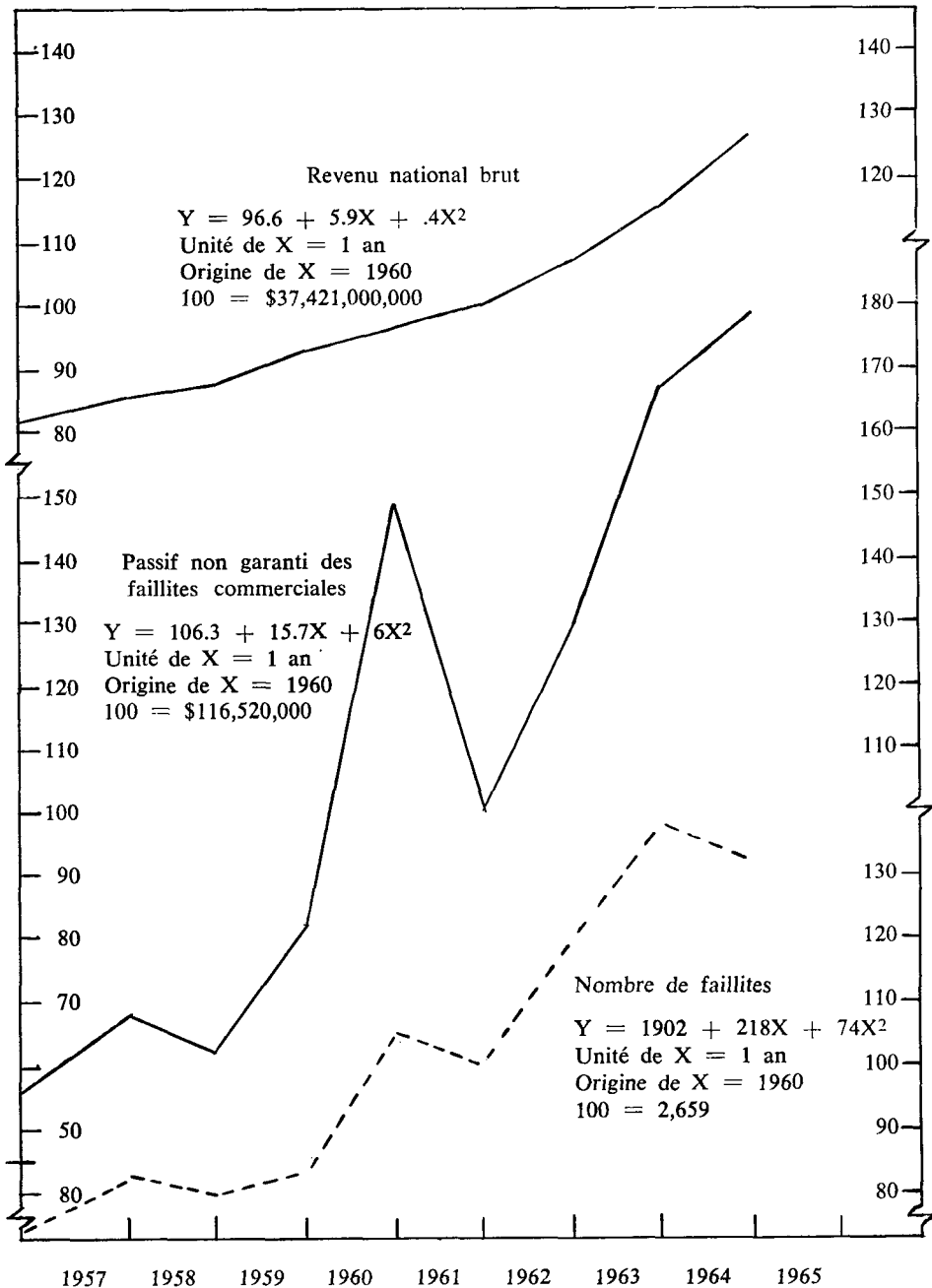
Pour le Canada $r = .915$

APPENDICE VI PROVINCE DE QUÉBEC



APPENDICE VII

CANADA



APPENDICE VIII-A
LIQUIDATIONS
 GREFFE DES FAILLITES
 Montréal, Qué.

Dossiers de liquidations — District de Montréal

	Année 1963	Année 1964
TOTAL DES DOSSIERS EXAMINÉS	197	150
DOSSIERS CONTENANT :		
a) requêtes rejetées, retirées	37	40
b) désistements	36	12
c) propositions et/ou cession à la suite de la requête	13	14
d) requêtes seulement et/ou contestation de la requête, jugements pas encore rendus	16	13
	102	79
DOSSIERS QUI DEVRAIENT CONTENIR BILAN, ORDONNANCE	95	71
1. Dossiers avec bilan de liquidation art. 34 ..	8.4%	5.6%
2. Dossiers avec jugements accordant requête Dossiers pour mise en liquidation	100. %	100. %
3. Dossiers avec actifs	22 %	15 %
4. Dossiers avec passifs	27.4%	36 %
5. Dossiers avec noms des directeurs	34.7%	56 %

APPENDICE VIII-B
LIQUIDATIONS — 1962
Greffe des faillites — Montréal

	149 DOSSIERS					
	RÉSUMÉ :	Liste des créanciers	Bordereau	Libération du syndic	Bordereau avec dividendes	
					P	O
Dossier contenant :	3	38	13	12	8	4
	2%	25.5%	8.7%	8%	5.4%	2.6%
Dossier régulier :		83	55.8%			
Désistement :		23	15.4%			
Dossiers disparus :		11	7.3%			
Requête seulement :		15	10.8%			
Requête rejetée :		8	5.3%			
Règlement hors-cour :		3	1.8%			
Proposition soumise :		1	.6%			
Défaut de procéder :		2	1.2%			
Requête pour frais seulement :		1	.6%			
Opposition à requête :		1	.6%			
Commission rogatoire :		1	.6%			
		149	100.0%			

APPENDICE 9

Jurisprudence des causes de faillite
préparée par Armand Bécotte
et saisie dans ses dossiers.

CET APPENDICE A ÉTÉ REMIS AU MINISTÈRE
DE LA JUSTICE ET N'EST PAS PUBLIÉ
PARCE QU'IL EST TROP VOLUMINEUX
ET PRÉSENTE PEU D'INTÉRÊT POUR LE GRAND PUBLIC.

APPENDICE 10

Lettres par lesquelles Armand Bécotte offrait ses services
à des compagnies en difficulté.

208-1

Montréal, le 23 janvier 1963

Monsieur J.-Maurice Roy
Meunerie Mobile Roy Enrg
St-Martin
Comté de Beauce

Monsieur,

Il m'a fait plaisir de vous rencontrer et discuter de vos problèmes. J'ai confiance que vous m'avez compris lorsque je vous ai dit que je ne pouvais vous aider. Ce n'est pas la bonne volonté qui manquait.

Si vous avez quelque ami ou connaissance dans les difficultés, n'hésitez pas à me les référer. Je ferai tout en mon possible pour les aider.

Je vous souhaite bonne chance et bonne santé à vous et à toute votre famille.

Bien à vous,

A. Bécotte.

208-2

St-Martin 18/1/63

Monsieur A. Bécotte,
168 Notre-Dame, Montréal, P.Q.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 15, je tiens à vous féliciter de l'attention que vous me portez et je serais bien intéressé à vous rencontrer, si toutefois vous ne venez pas dans notre région prochainement, vous me le ferez savoir.

Je vous remercie à l'avance. Je suis bien à vous,

J.-Maurice Roy,
St-Martin, Bce, P.Q.

208-3

Montréal, le 15 janvier 1963

Monsieur J.-Maurice Roy
St-Martin, Co de Beauce

Monsieur,

En lisant le journal judiciaire, je remarque que vous semblez avoir des difficultés avec Maple Leaf Mills Ltd. (\$1,965.29). Nous passons présentement par une période plutôt difficile pour les gens en affaires.

Depuis quelques années, je me spécialise à aider à la réorganisation des commerces. Il arrive souvent que les troubles ne sont que temporaires, si on s'y prend bien.

Après avoir fait une étude sérieuse de votre situation financière ainsi que des possibilités de votre commerce, je crois pouvoir vous obtenir un prêt à intérêt convenable, afin de consolider toutes vos dettes.

Si vous avez besoin d'aide, veuillez communiquer avec moi. Vous êtes le bienvenu à mon bureau ou, si vous le préférez, je me rendrai vous voir à St-Martin. Il est entendu que notre entrevue sera sans obligation de part et d'autre.

Espérant avoir le plaisir de vous servir, je demeure,

Bien à vous,

A. Bécotte

208-4

Montréal, le 27 novembre 1961

J. R. A. Hould Inc.
Case Postale 265
Sept-Iles, P. Q.
Attention de Monsieur J.-A. Hould

Cher Monsieur,

Merci pour votre lettre du 26 courant. Je prends note que vous avez envoyé ma lettre à votre auditeur de Québec, Monsieur Larue.

Une fois que vous aurez le rapport de ce dernier vous pourriez peut-être communiquer avec moi de nouveau.

Bien à vous,

A. Bécotte

208-5

Sept-Iles, P. Q., le 26 novembre 1961
Comté de Saguenay

M. Armand Bécotte
168 Est, Rue Notre-Dame
Montréal, Qué.

Monsieur,

Nous accusons réception de votre lettre en date du 21 novembre et je dois vous dire je transmets celle-ci à notre auditeur C.A. Monsieur Geo. Larue dont l'adresse est la suivante: 350 Est, Blvd Charest, Appt 808, Québec.

Si vous voyez il y a chose à faire vous pourriez peut être vous mettre en communication avec lui, et il a tous les documents en main tel que dernier bilan etc.

Vous remerciant pour la vôtre et comptant nous pourrions nous entendre pour le financement nous pourrions avoir besoin.

Bien à vous,

J. R. A. Hould Inc.

208-6

Montréal, le 21 novembre 1961

J. R. A. Hould Inc.
Sept-Iles, P. Q.

Messieurs,

En lisant le journal judiciaire, je remarque que vous semblez avoir des troubles financiers. Nous passons présentement par une période bien difficile pour les gens en affaires.

Depuis quelques années, je me spécialise à aider à la réorganisation des commerces et il arrive souvent que les difficultés ne sont que temporaires, si on s'y prend bien. Après avoir fait une étude sérieuse de votre situation financière, il se peut que je puisse vous aider à obtenir un prêt à intérêt convenable, afin de consolider toutes vos dettes.

Si vous pensez que je puis vous être utile, il me fera plaisir de vous recevoir à mon bureau à Montréal ou je me rendrai vous visiter à Sept-Iles. Il est entendu que notre entrevue est sans obligation de part et d'autre.

Vous m'écrire et me dire le montant d'argent d'argent dont vous auriez besoin, le mode de remboursement que vous proposez et le genre de commerce que vous exploitez.

Comptant vous lire bientôt, je demeure,

Bien à vous,

A. Bécotte

208-7

Montréal, le 10 janvier 1963

Monsieur Sylva Carrier,
Forestville, P. Q.

Monsieur,

En lisant le journal judiciaire, je remarque que vous semblez avoir des difficultés avec Congress Flooring (\$344.72). Nous passons présentement par une période bien difficile pour les gens en affaires.

Depuis plusieurs années, je me spécialise à aider à la réorganisation des commerces. Il arrive souvent que les troubles ne sont que temporaires si on s'y prend bien.

Après avoir fait une étude sérieuse de votre situation financière et des possibilités de votre commerce, je crois pouvoir vous obtenir un prêt à intérêt convenable, afin de consolider toutes vos dettes.

Si vous avez besoin d'aide, veuillez communiquer avec moi. Il me fera plaisir de vous recevoir à mon bureau ou, à votre demande, je me rendrai à Forestville. Il est entendu que notre entrevue sera sans obligation de part et d'autre.

Comptant avoir le plaisir de vous servir, je demeure,

Bien à vous,

A. Bécotte

208-8

Montréal, le 28 février 1964

Forestville Spécialités Inc.
53, 2ième Avenue,
Forestville, P. Q.

Messieurs,

En lisant le journal judiciaire, je remarque que vous semblez avoir des difficultés financières avec quelques créanciers. Nous passons présentement par une période bien difficile pour les gens en affaires.

Depuis quelques années, je me spécialise à aider à la réorganisation des commerces. Il arrive souvent que les difficultés ne sont que temporaires, si on s'y prend bien.

Après avoir fait une étude sérieuse de votre situation ainsi que des possibilités de votre commerce, je crois pouvoir vous aider à placer votre commerce sur des bases solides.

Si vous pensez que je puisse vous aider, il me fera plaisir de vous recevoir à mon bureau, de plus si j'ai l'occasion de passer par Forestville, je me rendrai vous voir.

Comptant avoir le plaisir de vous être utile, je demeure,

Bien à vous,

A. Bécotte

APPENDICE 11

Pétition en vue d'une ordonnance de séquestre
dans l'affaire de la faillite de
Léonard Murphy Agencies Enrg.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 189 (1962)

C O U R S U P É R I E U R E
« en faillite »

Dans l'affaire de la faillite de :- Léonard Murphy, faisant affaires
sous les nom et raison sociale de
Leonard Murphy Agencies Enrg.
145 rue Commerciale Ouest
Chandler, P.Q.

débiteur
et

Maurice St-Martin
Montréal, P.Q.

pétitionnaire

PÉTITION EN VUE D'UNE ORDONNANCE DE SÉQUESTRE

Je, Maurice St-Martin, de Montréal, par la présente pétition prie le Tribunal de rendre une ordonnance de séquestre à l'égard des biens de Léonard Murphy, de Chandler, dans la Province de Québec, et je déclare:-

1 — Que Leonard Murphy a, au cours des six mois qui ont précédé immédiatement la production de la présente pétition, fait affaires à Chandler, dans les limites de la juridiction de cette Cour ;

2 — Que Leonard Murphy est justement et vraiment endetté envers moi pour la somme de Un Mille Sept Cent Quatre-Vingt-Huit 41/100 montant d'argent dû, capital et intérêts (\$1,788.41) ;

3 — Que je ne détiens aucune garantie imputable sur les biens ou partie des biens dudit débiteur, pour garantir le paiement de ladite somme, et qu'aucune personne ne détient une telle garantie en mon nom ;

4 — Que Leonard Murphy, au cours des six mois qui ont précédé immédiatement la date de la production de la présente pétition a commis l'acte suivant de faillite, savoir :-

Il a cessé de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure d'échéance.

5 — Que J.-Alexandre Dansereau et Robert Carrière sont des personnes ayant les qualités voulues pour agir comme syndics des biens dudit débiteur et est acceptable à votre pétitionnaire.

Daté de Montréal, ce
29ième jour de juin 1962

Vraie Copie
Claude Picard
Procureur du pétitionnaire

(S) Claude Picard
Procureur du pétitionnaire.

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Maurice St-Martin, vendeur, domicilié à 4186 Parc Lafontaine, Montréal, Province de Québec, nommé dans sa présente pétition, étant dûment assermenté dépose et dis :-

- 1 — Que Leonard Murphy me doit la somme de \$1,788.41
- 2 — Que les allégations de la requête sont vraies à ma connaissance personnelle

Et j'ai signé,

Assermenté devant moi à Montréal
ce 29ième jour de juin 1962

(S) Guy Dubuc
Commissaire de la Cour Supérieure
District de Montréal, P.Q.

(S) Maurice St-Martin

AVIS D'AUDITION

Monsieur Leonard Murphy
Leonard Murphy Agencies Enrg.
145 rue Commerciale Ouest
Chandler, P.Q.

Avis vous est par les présentes donné qu'une pétition demandant qu'une ordonnance de séquestre soit rendue contre vos biens sera entendue devant l'honorable Juge siégeant dans et pour le District de Montréal, en matière de faillite, le 18 juillet 1962 à 10.30 hres de l'avant-midi, ou aussitôt que la pétition pourra être entendue par la suite.

Avis est aussi donné que à défaut de la production à la Cour d'un avis d'opposition à la pétition et de la signification d'une copie de l'avis au procureur du créancier pétitionnaire, au moins deux jours avant l'audition et à défaut de votre comparution à l'audition, le Tribunal peut rendre une ordonnance de séquestre sur telle preuve des allégations de la pétition que le Tribunal juge suffisante.

Daté de Montréal, ce 29ième jour de juin 1962

(S) Claude Picard
Procureur du pétitionnaire

Vraie copie
Claude Picard
procureur du pétitionnaire

APPENDICE 12

Enregistrement de la Société Montreal Collection Bureau
au nom d'Armand Bécotte le jour même où
F.-Armand Painchaud renonce à cette raison sociale.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO:**

**COUR SUPÉRIEURE
« GREFFE DES RAISONS SOCIALES »**

ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ

Je soussigné, M. Armand Bécotte, domicilié et demeurant à 3480 Boul. Lévesque, à St-Vincent de Paul, district de Montréal, déclare ce qui suit :-

1. J'entends faire affaires sous le nom et la raison sociale de :
MONTREAL COLLECTION BUREAU REG'D
2. Je suis marié en séparation de biens à Dame Marcella Ahorn, suivant contrat de mariage.
3. Aucune autre personne n'est associée avec moi.
4. La place d'affaires sera située à 3940 Boul. Lévesque, à St-Vincent de Paul, district de Montréal.

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ À MONTRÉAL, ce 15ième jour de septembre 1964.

ET J'AI SIGNÉ :

A. Bécotte

Copie Conforme Vol. 149-P-S#325
Déposée et enregistrée au bureau
du Protonotaire du district de
Montréal, le 20 sept. 1964

Paul Pelletier
Protonotaire Adjoint.

No-324

No :

COUR

DISTRICT DE

MONTREAL COLLECTION BUREAU REG'D.

vs

Vol-149-P.S.

DEMANDE

Fol. 113

DEFENDE

SEP 15 1964
PICARD & MERCIER
AVOCATS
168 EST, NOTRE-DAME
Tél.: UN. 1-5779
MONTRÉAL

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO:**

**COUR SUPÉRIEURE
« GREFFE DES RAISONS SOCIALES ».**

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ

Je, soussigné, M. F. Armand Painchaud, 84, 3e avenue, Verdun, Verdun,
déclare par les présentes, ne plus faire affaires à compter de ce jour, sous
le nom de :

“MONTREAL COLLECTION BUREAU REG'D”

**EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ LES PRÉSENTES À MONTRÉAL,
ce 15ième jour de septembre 1964.**

ET J'AI SIGNÉ :

ARMAND PAINCHAUD

No-323

No :

COUR

DISTRICT DE

DISSOLUTION

DEMANDE

MONTREAL COLLECTION BUREAU REG'D

vs

Vol-149-P.S.

Fol.

DEFENDE

**SEP 15 1964
PICARD & MERCIER
AVOCATS
168 EST, NOTRE-DAME
Tél.: UN. 1-5779
MONTRÉAL**

APPENDICE 13

Lettre de Me Gilles Godin réclamant
à Armand Bécotte la somme de \$658.
et copie du chèque à l'ordre de
Jules Comeau, encaissé par
Armand Bécotte.

Ex-102

le 14 mai 1963

Monsieur Armand Bécotte,
168 est rue Notre-Dame,
Montréal.

Cher monsieur,

Re : Louis-Philippe Lebeau, en faillite.

Vous êtes inspecteur dans la faillite ci-dessus. Il avait été décidé d'autoriser le syndic J. G. Fernand Bissonnette à vendre l'actif dans cette faillite à un monsieur Jules Comeau, pour la somme de \$650.00. Nous apprenons qu'alors même qu'il n'avait aucunement payé la faillite, ledit Gilles Comeau s'est emparé des actifs par votre entremise et il a subséquemment vendu le tout à l'Imperial Oil Company Limited pour la somme de \$1,200.00. Ladite Imperial Oil Company Limited a payé cette somme de \$1,200.00 à l'ordre de Jules Comeau et ce dernier vous a remis ce chèque que vous avez encaissé, comme cela appert à la copie du chèque que nous avons à nos dossiers. Il semble évident que monsieur Comeau agissait comme votre mandataire, le tout illégalement.

Vous êtes par les présentes mis en demeure, conjointement et solidairement avec ledit Jules Comeau de remettre dans les trois jours des présentes, à nos bureaux, cette somme de \$650.00, plus les frais de la présente lettre, \$8.00, sans quoi toutes les procédures appropriées seront intentées et non pas seulement pour cette somme de \$650.00 mais pour le montant total de \$1,200.00 qui a été réalisé d'une façon pour le moins particulière dans cette affaire.

Bien à vous,

CHAUSSÉ & GODIN

Par : Gilles Godin

GG/ht
Frais de lettre \$8.00

Saint-Jérôme, le 10 avril 1967

RE : HENRI-PAUL BLANCHETTE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée des inspecteurs de la faillite ci-dessus mentionnée, tenue au bureau de Robert Carrière, syndic, 300 rue Labelle, St-Jérôme, P.Q., à 11 hres. a.m.

PRÉSENTS : MM. R. Demontigny,
C. Picard

ABSENT : M. A. Bécotte

tous trois seuls inspecteurs, ayant renoncé à l'avis de convocation.

BUT DE L'ASSEMBLÉE : Approbation du rapport des syndics concernant la libération du débiteur.

M. Robert Carrière est appelé à présider l'assemblée et il agit en même temps comme secrétaire.

Le syndic déclare aux inspecteurs qu'il a préparé le rapport concernant la libération du débiteur et qu'il désire le leur soumettre pour approbation.

Après étude il est adopté à 19 unanimité que ledit rapport soit dûment accepté et approuvé tel que préparé.

Sur la même proposition, les inspecteurs prennent le vote relativement à la libération du débiteur, lequel se lit comme suit :

Vote en faveur de la libération du débiteur :

Me C. Picard

Claude Picard

Vote contre la libération du débiteur, parce qu'un dividende d'au moins 50% ne sera pas payé aux créanciers non garantis du failli et parce que le débiteur n'a pas rempli tous les devoirs à lui imposés par la Loi de Faillite.

M. R. Demontigny

Robert De Montigny

ADOPTÉ

L'ASSEMBLÉE EST ENSUITE LEVÉE.

Robert Carrière

POUR : R. CARRIÈRE & J. A. DANSEREAU, SYNDICS.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 448 (1964)**

**C O U R S U P É R I E U R E
« EN FAILLITE »**

Dans l'affaire de faillite de :

HENRI-PAUL BLANCHETTE,
61 rue Vachon,
Cap de la Madeleine, P.Q.

débiteur,

&

R. CARRIÈRE & J. A. DANSEREAU,
syndics.

RAPPORT EN VERTU DES ARTICLES 163 et 163A

Rapport est par les présentes donné que le débiteur susdit à commis les infractions suivantes, en vertu de la Loi de faillite :

Le 19 août 1960, le débiteur vend à Jules Comeau sa propriété située à 61 rue Vachon, en la cité de Cap de la Madeleine, et dans sa proposition qu'il fait le 4 novembre 1960, il déclare dans son bilan un surplus sur sa propriété de \$3,898.35.

Le 28 décembre 1960, le débiteur soumet une proposition amendée et déclare dans son bilan un surplus sur sa propriété de \$2,305.69.

Le 9 février 1961, le débiteur soumet une deuxième proposition amendée et déclare dans son bilan le même surplus, soit \$2,305.69. Sa proposition étant acceptée, il reprend sa propriété le 3 mai 1961 pour la somme de \$1.00.



La proposition du débiteur étant annulée le 25 septembre 1963, ce dernier revend sa propriété à JULES COMEAU le 30 janvier 1964 et le débiteur est déclaré en faillite le 19 mars 1964. Dans son bilan sur sa faillite, le débiteur déclare comme actif : droit de réméré sur immeuble valeur \$1.00, mais dans le contrat de vente du 30 janvier 1964, il n'en est nullement question.

Dans un interrogatoire subi le 15 avril 1964, il lui a été posé la question suivante : dans les douze mois qui ont précédé la date de votre faillite avez-vous a) passé quelque acte de vente ou hypothéqué vos biens meubles ou mis en gage quelques-uns de vos biens ? — le débiteur répond : « NON ». b) vendu ou aliéné ou enlevé quelques-uns de vos biens, sauf dans le cours ordinaire des affaires ? — le débiteur répond « NON »...

Chèque de Monsieur Armand Bécotte à Me Gilles Godin

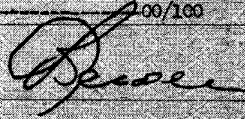
Re : Lettre du 14 mai 1963

Le 17 mai 19 63 No


 **BANQUE CANADIENNE NATIONALE** 
272, RUE ST-PAUL EST
MONTREAL, P.Q.

PAYEZ À L'ORDRE DE Me. Gilles Godin \$ 658.00
PAY TO THE ORDER OF

Six Cent Cinquante-Huit 100/100 100 DOLLARS

Verso: 
101531-0061

Jules Comeau
Re: Achat actif Le-Ph. Leb
Lebeau, en faillite
syndic J.-G.-Bernard
Bissomette
Règlement complet et
final.



APPENDICE 14

Documents concernant la libération d'un failli.

- a) Procès-verbal d'une assemblée des inspecteurs (10 avril 1967).
- b) Rapport des syndics en vertu des articles 163 et 163A.
- c) Rapport des syndics au tribunal concernant la libération du débiteur.
- d) Avis aux créanciers.

Le débiteur a travaillé régulièrement depuis sa faillite et n'a pas déposé la partie saisissable de son salaire, malgré les nombreuses demandes des syndics.

Le débiteur n'a pas remis tous les livres, documents etc. qui auraient permis aux syndics de vérifier ses opérations commerciales.

Le débiteur n'a pas soumis son bilan dans les délais prescrits mais il n'y a pas eu de mauvaise volonté de sa part puisqu'il s'en remettait au représentant du syndic pour la préparation de ce bilan.

Daté à Saint-Jérôme, ce 27e jour de février 1967.

POUR : R. CARRIÈRE & J. A. DANSEREAU
SYNDICS.

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 448 (1964)

Q-16494
C O U R S U P É R I E U R E
« EN FAILLITE »

Dans l'affaire de la faillite de :
HENRI-PAUL BLANCHETTE,
Débiteur,
— et —
J. ALEXANDRE DANSEREAU
& ROBERT CARRIÈRE,
Syndics.

*RAPPORT DES SYNDICS AU TRIBUNAL CONCERNANT
LA LIBÉRATION DU DÉBITEUR*

Nous soussignés, J. Alexandre Dansereau de la Cité et district de Montréal, et Robert Carrière de la Cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, syndics de l'actif de HENRI-PAUL BLANCHETTE, soumettons par les présentes, au Tribunal ce qui suit, savoir :

1. — Que le 19ème jour de mars 1944, une ordonnance de séquestre a été rendue et que les soussignés ont été nommés syndics des biens dudit failli.

2. — Que dans son bilan attesté le 15e jour d'avril 1964, ledit failli a soumis un actif évalué à \$4,856.90 : soit, marchandises \$300.00, équipement

de menuiserie \$3,820.00, créances recevables douteuses \$544.50, droit de réméré sur immeuble \$1.00, 1 auto Pontiac 1963 d'une valeur de \$2,900.00 sur laquelle il y avait un lien de \$2,708.60. La somme réalisée par les syndics à même ledit actif ou autrement a été de \$1,595.46, répartie comme suit : vente des droits des syndics sur marchandises et équipement \$1,500.00, taxe de vente provinciale \$83.45, taxe de vente fédérale \$12.01. L'auto Pontiac 1963 a été reprise par Traders Finance Corp. lien de \$2,708.60 en vertu de leur contrat de vente conditionnel. Les créances recevables non perçues et non percevables, seront remises au débiteur, le droit de réméré sur immeuble n'a pas été vendu ou réalisé faute d'acquéreur.

3. — Que le bilan du failli indique un passif de \$37,150.02. Qu'il appert maintenant que le passif du débiteur établi et admis par les syndics était de \$27,590.37 composé comme suit :

	créanc. ord.	garantis	privilégiés
Déclaré	31,616.46	2,708.60	2,824.96
Admis	21,700.11	2,708.60	3,181.66

4. — Que nul dividende n'a été ni ne sera payé aux créanciers non garantis du failli. Seul une catégorie de créanciers privilégiés recevront un dividende au prorata de leur créance pour total de \$569.89.

5. — Que le 15ème jour d'avril 1964, le failli a été interrogé par le Séquestre Officiel. Une copie authentique dudit interrogatoire fait partie du dossier de la Cour.

6. — Que nous avons fait une enquête détaillée et minutieuse concernant les affaires du failli et nous sommes d'avis que :

a) Les causes de la faillite sont les suivantes :

Manque de capital à la suite de perte dans deux faillites en 1959, pour une somme de \$700.00.

b) La conduite du failli est répréhensible et un rapport en vertu des articles 163 et 163a de la loi de faillite est déposé au dossier de la Cour, le débiteur ayant commis des infractions à l'encontre de la loi de faillite.

c) Les faits suivants justifient le tribunal de refuser une ordonnance de libération absolue, savoir :

— La valeur des avoirs du failli n'est pas égale à cinquante cents par dollar de ses obligations non garanties.

— Que le failli n'a pas remis aux syndics les livres de comptes qui ont été tenus dans l'exercice de son commerce et qui révéleraient ses opérations commerciales et sa situation financière durant les trois années précédant immédiatement sa faillite.

— Le failli a commis des infractions aux termes de la présente loi ou de tout autre statut à l'égard de ses biens.

— Le failli n'a pas rempli tous les devoirs à lui imposés sous l'autorité de la présente Loi.

7. — Que le 5ème jour d'avril 1967, j'ai fait expédier au Surintendant, au failli et à chaque créancier du failli susdit qui a prouvé sa réclamation, un avis du jour et du lieu de l'audition de la demande de libération du failli. Une copie conforme dudit avis ainsi que de la liste des créanciers à qui il a été expédié et leur adresse respective, est produite comme pièce « B » du présent rapport.

Daté à St-Jérôme, ce 10ème jour d'avril 1967.

POUR : R. CARRIÈRE & J. A. DANSEREAU
SYNDICS

RAPPORT DES SYNDICS SUR LA LIBÉRATION DU DÉBITEUR
RE : HENRI-PAUL BLANCHETTE

A F F I D A V I T

Je, soussigné, demeurant en la cité de St-Jérôme, dans la Province de Québec, après avoir prêté serment, dépose et dis :

Que le 5e jour d'avril 1967, durant les heures de bureau, j'ai déposé au bureau de poste de Sa Majesté, en la cité de St-Jérôme, des lettres par malle recommandée, au nombre de 32, à l'adresse du Surintendant des Faillites, du Bureau des Statistiques, du failli et à chaque créancier dont la créance a été prouvée, tel que dénommés à la liste ci-jointe, chacune des dites lettres contenant un avis de demande de libération du débiteur telle que copie ci-annexée.

ET J'AI SIGNÉ

J. A. Dansereau

Assermenté devant moi à St-Jérôme,
ce 10e jour d'avril 1967.

Firmin Rochon

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION,
District de Terrebonne.

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No : 448 (1964)

COUR SUPÉRIEURE
« EN FAILLITE »

Dans l'affaire de la faillite de :
HENRI-PAUL BLANCHETTE, manufacturier,
61 rue Vachon,
Cap de la Madeleine, Qué.

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA DEMANDE
DE LIBÉRATION DU DÉBITEUR

AVIS est par les présentes donné que le Tribunal a fixé le 21^{ème} jour d'AVRIL 1967, à 10 heures de l'avant-midi au 3^{ème} étage du 410 rue St-Laurent, Montréal, pour l'audition de la demande de libération de **HENRI-PAUL BLANCHETTE**.

St-Jérôme, le 5 avril 1967.

ROBERT CARRIÈRE
J. ALEXANDRE DANSEREAU
SYNDICS

PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL
No : 448 (1964)

SUPERIOR COURT
" IN BANKRUPTCY "

In the matter of the estate of :
HENRI-PAUL BLANCHETTE, manufacturer,
61 Vachon Street,
Cap de la Madeleine, Que.

NOTICE TO CREDITORS OF BANKRUPT'S
APPLICATION FOR DISCHARGE

TAKE NOTICE THAT the court has fixed the 21st day of APRIL 1967, at the hour of 10 o'clock in the forenoon the 3rd floor of the 410

St. Lawrence St., Montreal, to hear the application for the discharge of HENRI-PAUL BLANCHETTE.

ST. JEROME, April the 5th 1967.

ROBERT CARRIÈRE
J. ALEXANDRE DANSEREAU
TRUSTEES

BUREAU DE :
ROBERT CARRIÈRE, SYNDIC,
300 rue Labelle,
St-Jérôme, P.Q. 438-2026

RE : HENRI-PAUL BLANCHETTE

LISTE DE POSTE

- | | |
|--|---------------------------------------|
| 1. — Banque de Nouvelle-Écosse | 418 des Forges, Trois-Rivières, Qué. |
| 2. — Bécotte Armand | 333 Craig E., Montréal, Qué. |
| 3. — Bock & Tétrault Ltée | B.P. 556, Stat. O., Montréal 19, Qué. |
| 4. — Bureau du Revenu de la Province — Division de l'impôt | Hôtel du Gouvernement, Qué. |
| 5. — Bureau du Revenu de la Province — Taxe de Vente | Edifice Garneau, Blvd Charest, Qué. |
| 6. — Carrier Charles
a/s Me Marcel Blais | St-Joseph de Beauce, Qué. |
| 7. — Commission d'Ass. Chômage | Édifice des Postes, Trois-Riv., Qué. |
| 8. — Commission des Acc. du Travail | 225 Grande Allée, Québec, Qué. |
| 9. — Dural Products Ltd. | 41 Marshall, Dorval, Qué. |
| 10. — Gélinas Jacques | St-Mathieu (St-Maurice), Qué. |
| 11. — Goodfellow Lumber Ltd. | 101 Stinson Blvd., Montréal, Qué. |
| 12. — Higgin Homeshield Ltd. | 134 Park Lawn Rd., Toronto 18, Ont. |
| 13. — Kimball Auto Ltée | 2580 Royale, Trois-Rivières, Qué. |
| 14. — Ministère du Revenu National
Dédution à la source | 750 Charest, Québec, Qué. |
| 15. — Montreal Collection Bureau
a/s Me Claude Picard | 168 Notre-Dame E., Montréal, Qué. |
| 16. — Plywood Distributors
a/s S R Altrows | 484 McGill, Montréal, Qué. |
| 17. — Produits Duvernay Ltée (Les) | 10421 rue Éthier, Mtl-Nord, Qué. |
| 18. — Provencher Arthur | St-Célestin (Nicolet) Qué. |
| 19. — Provencher Bertrand | St-Célestin (Nicolet) Qué. |

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 20. — Southwick Industries | Foxhunt Court, Park Credit, Ont. |
| 21. — St-Armand Odina | St-Luc de Cincennes, Qué. |
| 22. — Traders Finance Corp. | Trois-Rivières, Qué. |
| 23. — Unique Sash Balance Co. Ltd. | |
| a/s Me Michael Berger, avocat | 1255 Université, Montréal, Qué. |
| 24. — Sylvio Gendron Inc. | |
| a/s Mes Lafond, Chrétien & Al. | 794 - 5e rue, Shawinigan, Qué. |
| 25. — Mes Lafond, Chrétien & Al. | 794 - 5e rue, Shawinigan, Qué. |
| 26. — Mes Rappapor, Whelan & Bessner | 1775 Boudrias, St-Laurent, Qué. |
| 27. — Plypane Inc. | |
| a/s Mes Rappapor, Whelan & Bessner | 1775 Boudrias, St-Laurent, Qué. |
| 28. — Paul Bergeron Machineries | 1624 St-Philippe, Trois-Rivières, Qué. |
| 29. — Berger Michael, avocat | 1255 Université, Montréal, Qué. |
| 30. — Blanchette Henri-Paul | 61, rue Vachon, Cap de la Madeleine. |
| 31. — Surintendant des Faillites | Ottawa, Ontario. |
| 32. — Bureau des Statistiques | Ottawa, Ontario. |

TOTAL : 32 lettres

Bureau de : CARRIÈRE & DANSEREAU,
300, rue Labelle,
Saint-Jérôme, P.Q.
Tél. 438-2026

No 448 (1964)

C O U R S U P É R I E U R E
E N F A I L L I T E
H E N R I - P A U L B L A N C H E T T E

FAILLI

ROBERT CARRIÈRE
&
J. ALEXANDRE DANSEREAU
Syndic licencié

R A P P O R T D E S S Y N D I C S A U T R I B U N A L S U R
L A L I B É R A T I O N D U D É B I T E U R .

ROBERT CARRIÈRE &
J. ALEXANDRE DANSEREAU
Syndic de faillite
Trustee in Bankruptcy
300, rue Labelle, St-Jérôme, P.Q.
Tél. : 438-2026

\$1250.00

Dû.....

Form 127 F-55

Montréal, 30 décembre 1959

Int. \$ 343.87

\$1593.87

À demande après cette date je promets

de payer à

Montreal Collection Bureau

ou à son ordre

— — — — — Un mille deux cents cinquante — — — — — Dollars

avec intérêts au taux de 6 pour cent par an, après comme avant l'échéance
et jusqu'au remboursement, intérêt minimum \$5.00 à La Banque Canadienne
de Commerce, ici. Pour valeur reçue.

Henri-Paul BLANCHETTE

APPENDICE 15

Correspondance entre Armand Bécotte
et Bertrand-V. Tremblay.

ST-LOUIS INN

Rivière-du-Loup, P.Q., Canada

ce 8 décembre 1962.

Cher Armand,

Je reçois la tienne du 7 décembre.

Pendant tout le temps de la rédaction de la requête j'avais le nom de Maurice St-Louis dans la tête parce que c'est le nom d'un de mes clients.

Il se peut que la requête soit enregistrée sous le bon nom, étant donné que le bon nom apparaît sur les endos.

Je ne trouve pas la liste des créanciers de Leonard. Demande-lui cette liste en lui envoyant les copies sur lesquelles il recevra copie pour valoir signification.

Je suis sous l'impression que Pigeon n'a pas fait signifier la saisie, mais s'en est servi pour obtenir la signature du transfert à la Banque Toronto-Dominion. Demande à Leonard s'il a reçu signification de cette saisie, ce qui est arrivé en somme. Je n'ai pas l'adresse de Leonard. Je ne puis communiquer avec lui.

J'ai soupé avec Suzanne mercredi soir. Elle est bien. Suis descendu à Mont Joli jeudi matin. La boîte de légume et fruits n'y était pas. Suis descendu avec la malle, et vendredi matin, Georges-Aimé a descendu la dite boîte pour laquelle nous te remercions beaucoup. Toute la famille a eu la grippe durant mon absence. Merci aussi pour le chèque si bienvenu.

J'ai ce qui faut pour signification au P.C.S. Percé, mais je vais m'informer si la saisie a été rapportée à la Cour avant.

Je devrais terminer ma cour à bonne heure jeudi le 13 décembre.

Salutations à tous et merci pour toutes vos bontés à mon endroit.

Sincèrement,

BERTRAND.

5/12/62

Cher Armand.

Sous pli copie de la pétition rapportable le 19 décembre et copie de l'ordonnance de l'enquête intérimaire.

Il me faudra faire signifier cette ordonnance au débiteur, et sur le conseil de Me Côté, au protonotaire C.S. à Percé pour l'empêcher de disposer de l'argent s'il en a.

Merci pour les grands services appréciables et appréciés.

Je prends le train ce soir.

À bientôt,

BERTRAND.

Montréal, le 7 décembre 1962

Monsieur Bertrand-V. Tremblay, C.R.
Ste-Anne-des-Monts, P.Q.

Cher Bertrand,

Sans doute, tu as fait un bon voyage de retour. Les légumes devaient être là à ton arrivée.

Je t'envoie le chèque du syndic re : Gaston Henley. Ce n'est pas beaucoup, quand on considère la somme de travail que tu as fait dans ce dossier.

Je reçois la copie requête en faillite Léonard Murphy ainsi que copie de séquestre. Est-ce que tu dois t'occuper de faire signifier au protonotaire de Percé ? Est-ce que tu as copie pour cette signification ? Quant à Léonard, je lui ferai recevoir Copie pour la requête et la séquestre, en même temps.

Je remarque que sur la requête tu as fait erreur de nom, tu marques comme requérant Maurice *St-Louis*. L'affidavit est exact. Je ferai les corrections lors de mon passage à Québec.

Au sujet de Chs. Bernard de Carleton, le notaire Hétu suggère de réouvrir le dossier de la succession et de faire faire la vente directement de la succession au nouvel acquéreur, soit une compagnie limitée.

Quant à Léonard, voudrais-tu t'occuper de trouver un prêteur pour la résidence, prêt en première hypothèque au montant de \$6,000 ; si nécessaire on donnera en garantie la partie de crème glacée.

Je compte être dans la Gaspésie la semaine prochaine en commençant d'abord à Rivière-du-Loup, mardi après-midi.

À bientôt,

ARMAND.

Le 22 mai 1962

Monsieur Bertrand-V. Tremblay, C.R.
Ste-Anne des Monts,
Co de Gaspé-Nord.

Cher Bertrand,

Juste un mot pour te remercier des bons homards du capitaine Allard. Je t'assure que la famille était contente. Albert était à la résidence et nous avons bien dîner.

J'étais à Montréal à 5.00 hres du matin et j'ai dormi jusqu'à 9.00 hres a.m. Je n'ai pas besoin de te dire que j'ai pris la position horizontale une partie de l'après-midi.

Samedi dernier nous sommes allés à la pêche à l'Ascention Jules Comeau, René Roy et son père. Nous avons pêché dans le ruisseau durant l'après-midi samedi et nous sommes allés aux Trois Lacs dimanche. Nous sommes revenus avec environ 80 truites, pas trop grosses.

Lorsque tu viendras, voudrais-tu apporter les contrats de Leonard Murphy? J'ai l'intention de procéder un peu différemment de ce que parlé. Je n'ai pas encore eu de ses nouvelles. Peut-être a-t-il changé d'idée. Tu pourrais communiquer avec lui avant ton départ pour savoir ce qu'il pense. Il est certain que s'il attend encore, il perdra tout ce qu'il possède. En agissant immédiatement, il sauvera certainement une partie de ses biens.

Comptant avoir le plaisir de te revoir bientôt, je te prie de remercier toute la famille pour toutes vos bontés à mon égard. Sans doute Suzanne a eu une belle fête à Port Daniel. Il faisait si beau.

Ton beau-frère,

ARMAND.

APPENDICE 16

Documentation concernant le réseau de
faillites frauduleuses dans l'industrie du bois
(avec quelques opinions de la Commission).

Dans cet appendice, la Commission présente différentes pièces et tire diverses conclusions.

- Pièces :
- a) Le texte écrit le 24 avril 1963 par M. J. R. Leblanc à l'intention du procureur général adjoint. Il explique :
 - comment les fraudeurs savaient donner de fausses « références de crédit » ;
 - que l'Association que représente M. Leblanc n'a jamais été en mesure d'obtenir copie d'un rapport préparé par M^e Lawrence A. Poitras et payé par l'Association.
 - b) Chronologie du dossier de Marcel St-Onge.
 - c) Extraits des notes sténographiques de l'enquête préliminaire de Marcel St-Onge.
 - d) Notes sténographiques de l'interrogatoire de Marcel St-Onge en Cour Supérieure, le 14 novembre 1958.
 - e) Chronologie du dossier de Philippe Dumouchel.
 - f) Témoignage écrit de M. J. R. Leblanc (partie publique).
 - g) Pièces CLA-15 à CLA-36 soumises par M. J. R. Leblanc avec la deuxième partie de son témoignage.
 - h) Rapport soumis à la Commission par l'enquêteur J. M. Bouchard qui a tenté de localiser le mémoire qu'aurait rédigé M^e Lawrence Poitras à la demande de la CLA.

- 1 — Lettre de M. Bouchard ;
- 2 — Lettre de M. Leblanc au syndic du Barreau ;
- 3 — Lettre de M^e Poitras au syndic du Barreau ;
- 4 — Lettres de M^e Poitras à M. J. R. Leblanc
(5 et 26 septembre 1963).
- 5 — Lettres de M. J. R. Leblanc à la Commission
(28 février 1969).

OPINIONS DE LA COMMISSION

- 1 — Il est inadmissible que la Canadian Lumbermen's Association (Association des marchands de bois) ne puisse obtenir le mémoire qu'elle a payé. Le ministère de la Justice et le Barreau devraient clarifier la situation.
- 2 — Les interrogatoires des personnes reliées à l'affaire Marcel St-Onge manifestent clairement que le débiteur a pris consciemment les moyens nécessaires pour éviter de respecter ses engagements. On remarquera surtout les réponses du débiteur lui-même (appendice 16-d), celles de Guy Desparois, celles de Damien Legros.
- 3 — Ces dossiers démontrent aisément que les remises sont nombreuses et qu'elles ne permettent pas toujours de connaître le fond du problème.
- 4 — Le manque de coordination est flagrant :
 - a) entre la poursuite privée et la Couronne ;
 - b) entre la Couronne et les corps policiers fédéraux.
- 5 — Les dossiers varient :
 - a) quant aux avocats ;
 - b) quant aux accusations portées.

**a) TEXTE DE M. J.-R. LEBLANC (24 AVRIL 1963)
À L'INTENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL ADJOINT.**

DOSSIER SUR LES FAILLITES FRAUDULEUSES

L'augmentation sans cesse croissante des faillites frauduleuses qui s'est manifestée, au cours des dernières années, dans le commerce du bois de construction, nous a convaincus depuis longtemps qu'il y avait là une conspiration organisée par un groupe. Or, pour que ce groupe puisse répéter l'opération constamment, il devient évident qu'une protection insolite couvrait leurs agissements. Devant cette situation, il fallait agir. À plusieurs reprises, certains corps publics avaient abordé avec trop de délicatesse peut-être ce sujet brûlant. De vagues recommandations, des suggestions, à l'effet de la loi des Faillites, furent présentées au Ministre de la Justice ou au Surintendant des Faillites à Ottawa. Toujours, elles sont demeurées lettres mortes dans les tiroirs à dossiers.

Au début de 1963, quatre marchands de bois de Montréal, membres de l'Association des Marchands de Bois en Gros du Québec, décidèrent d'agir, chacun d'eux possédant des faits spécifiques sur des opérations. Après s'être concertés, ils commencèrent une enquête pour découvrir des informations additionnelles.

Le 24 avril, 1963, un Mémoire était présenté à Me Tourangeau, Assistant-du-Procureur Général, à Montréal. Voici la lecture de ce mémoire : —

**BRIEF TO MR TOURANGEAU, ASSISTANT ATTORNEY GENERAL
RE: FLY-BY-NIGHT LUMBER COMPANIES AND FRAUDULENT
LUMBER OPERATIONS.**

"In January, 1963, it is brought to our knowledge that a company by the name of Fallout Shelter Lumber Co. operating from a private house situated at 6465, 45th Avenue, Rosemont, Montreal, was obtaining merchandises under false pretence with they were marketing through interlooking companies, their accomplices. Our informer declares that, in December, 1962, a carload originating from Compton, Ont., was unloaded at Moreau Station and trucked to Lacombe Planning Mills, at Laval-des-Rapides. Following numerous phone calls we learnt that, effectively, Mr. Loyd E. Turcotte, of Compton, Ontario, has shipped a carload of lumber upon an official purchase order of Fallout Shelter Lumber Company. This purchasing order was quoting banking references : a phone number : 255-9224. Mr. Turcotte asked his bank manager to call by Long Distance to obtain references. The answer was that this account was excellent and usually meeting its obligations. The carload was shipped but Mr. Turcotte was never paid. The legal firm of Franklin and Franklin, Suite 670, 615 Dorchester St.

West, tried in vain to collect the account of Mr. Turcotte. All photostats of this transaction are in the hands of Mr. Poitras, of the offices of Duquette, MacKay and Weldon, 360 St-James Street West.

Through the same source of information, we learnt that, in October, 1962, the same company, Fallout Shelter Lumber, has obtained from Côté & Frères, of St-Joachim de Montmorency, three truck lads and one trailer load totalling to about \$4,300 Same official purchase order ; same phone number !

Mr. Côté having asked his bank manager to obtain references, a Long Distance was made. A very good report was given. Having asked which bank he was talking to, the manager was answered Banque Canadienne Nationale, 5090 Bellechasse Street East ; Mr. Bastien, Manager. A few months later, not having been paid, Mr. Côté asked his bank manager to write to his colleague in Montreal and get explanation. The manager, Mr. Bastien, answered that he was very surprised ; that he never received a call from St-Anne-de-Beaupré, that he had never supplied anyone with information on Fallout Shelter Lumber Company. All photostats pertaining to this transaction are in the hands of Mr. Poitras, of the legal firm Duquette, MacKay and Weldon.

On April 16th, 1963, a carload was shipped by Hazen Bros, of Riddlebank, Ont. This car was shipped to Moreau Station, consigned to Hazen Bros, with instructions to the C.N.R. agent to deliver cargo to Fallout Shelter upon payment of side draft attached to Bill of Lading. Fallout Shelter Lumber offered \$500 down payment, balance in ten days. Hazen Bros. refused and Mr. Hazen flew down to Montreal where his friends suggested him to divert the car to Jos. Dupuy, Inc., in St. Therese, which he did. Mr. Hazen came out to our offices and told us how he had shipped to Fallout Shelter on a letter of inquiry and a purchase order giving as bank reference : Tel. 255-9224, Bank of Commerce.

The manager of Royal Bank, in Riddlebank, Ont., having made Long Distance call was given very good references and, upon his request for a written confirmation, he was told that a telegram would confirm immediately. The next day the Royal Bank manager in Ontario received a telegram signed : Bank of Commerce, per Debazio, accountant, confirming that Fallout Shelter was a flourishing company and that a side draft would be honored. We have personally called Mr. Bois, Chief Investigator of the Bank of Commerce in Montreal. We learnt from him that there is a branch at the corner of Sherbrooke Street and Granby Domaine Shopping Centre. The accountant is a fellow by the name of Debazio. Confronted with a copy of the telegram sent to Royal Bank, in Ontario, Debazio declared that he never sent that telegram. He has never received any phone call from the Bank Manager in Ontario, and he has never given any references on Fallout Shelter Lumber. He remembered having met a fellow by the name of Denis

who was in the lumber business and who, at one time, had a small savings account there. The photostats of all documents concerning that shipment and also of the telegram are in the hands of Mr. Poitras, of the legal firm Duquette, MacKay and Weldon.

Following the preceding transaction, Mr. Hazen asked the CNR agent, at Moreau Station, if Fallout Shelter Lumber are receiving cars other than from him. The answer was yes and there was one consigned to them, coming from the United States, and it was in St. Luke awaiting to be cleared by customs. The car number : S O O - 1 7 5 1 4 6. Mr. Hazen told me about this car. This was on April 16th, 1963. I contacted various custom brokers and finally learnt that the car originated from Neopit, Wisconsin, consigned to Fallout Shelter Lumber.

I called out Mr. Bernard Bock, of the Eagle Lumber Co. Ltd. Mr. Bock is a Director of the National Hardwood Association. Having consulted his diary of members, he told me that the only company in Neopit, Wisconsin, was Menomini Enterprise Company. I took the phone and called this firm, Mr. Fréchette, Manager. He was very surprised at my affirmation. He had shipped this carload of oak worth \$2,500 on terms to Fallout Shelter Lumber Co. upon a purchase order, following previous correspondence and this purchasing order a banking reference 255-9224 ! The American shipper had asked his bankers to get banking references and they had been given the green light. Mr. Fréchette was worried and asked me to do everything possible to help him out. I contacted Capt. Detective Creighton, Montreal Police Dept. Fraud Squad. I explained to him what was going on, the kind of operation of Fallout Shelter Lumber and I asked him to have his men watch the unloading, to check the license number of the truck and follow the goods to find who was helping to liquidate the stock. At the same time, I advised lawyer Poitras and asked him to do everything he could to protect the American shipper. But, meanwhile, the American shipper worried about his lumber. He followed our strategy calling the CPR investigation Bureau and had the car quarantined. On Monday, April the 21st, Mr. Bernard Bock received a telegram from Menomini Enterprises asking him to unload the car and take it to the Eagle Lumber Co. Ltd. We are enclosing photostats of documents concerning this shipment and a copy of these photostats is in the hands of lawyer Poitras.

You can see, Mr. Assistant Attorney General, the same phone number : 255-9224 as bank references.

I have asked Capt. Detective Creighton, Montreal Police, to check on this phone number. Capt. Creighton checked with the Bell Telephone Co. and confirmed me in what I had already thought. This phone is not listed in the phone book and is installed at 6465-42nd Avenue, Rosemont, Montreal. The same address showing on the letter-heads of Fallout Shelter Lumber Co.

You will find in the basement an office with all the materials like typewriters, mimeographing machines, complete lists of lumber mills and lumber manufacturers from Halifax to Vancouver, and from Boston to Los Angeles.

I have this information from a reliable source. I am also informed that the party signing the letters of inquiry : A. Séguin, would be the wife of Mr. Denis. Also, the St. Elzéar Co., which is given as a reference, would be one of the companies helping them to market the stock. Most of the stock is at Lacombe Planing Mill, in Laval-des-Rapides, to undergo transformation required by the market.

On April 23rd, at around 3:00 p.m., I received an anonymous phone call and I was told :

Unless I would mind my business, someone would smash my bloody face !

Attached to the present "Mémoire" you will find a list of different companies incorporated under the laws of the Province of Quebec which, during the last 2 or 3 years, have operated for a few months and then went bankrupt.

Without guaranteeing the authenticity of this list, we know that you have there some companies which have succeeded each other and, if we follow the chronological order of the dates of their incorporation and the dates they went bankrupt, it is evident that we are facing an organized conspiring organization headed by a group of racketeers.

It is useless to insist on the implications to the trade and the regular practice by which a group of operators obtain, at every incorporation of a company, from \$100,000 to \$200,000 worth of lumber, over a period of 90 to 120 days, marketing this stock at ridiculous prices to contractors through a chain of interlocked companies.

Also attached to the present you will find a letter of inquiry for lists of stocks and prices which was mailed to Bathurst Power and Paper Co., in New Brunswick. The letter was mailed by Falcon Lumber & Builders Supply Co. Ltd., 448 des Laurentides Blvd., Pont Viau, a suburb of Montreal. It is evident the same system has been used. One of their interlock would-be company is given as financial reference ; also a phone number as bank reference. To be noted also that the characters of the date and the name and address of Bathurst Power and Paper Co. are not the same as these of the body of the letter. The letter is mimeographed formula and the rest is individually typed. Now, if you compare the characters of the body of this letter with those of the body of the letters of inquiries to the Wisconsin firm, by Fallout Shelter Company, you will find an astonishing similitude. For instance, the letter "e" is dirty ; same thing with letter "s". We are convinced that Falcon Lumber is a new venture of the same group born to replace Fallout who cannot find victims indefinitely.

We have had this address of Falcon Lumber Co. checked by Capt. Detective Creighton. This is a private house. Things have reached that point. If you think, Mr. Attorney, that the above mentioned facts do not command a thorough investigation from your department, we might as well quit !

Respectfully submitted,

— — —

Vers la même date où ce mémoire fut présenté, un manufacturier de bois américain, qui avait déjà été victime de ce groupe de fraudeurs, qui étaient au fond cette plaie, nous faisait parvenir la copie d'un article publié par le WALL STREET JOURNAL et expliquant la façon d'opérer de la pègre américaine. C'était exactement ce qui se produisait à Montréal. Voici la lecture de cet article :

CHEATING CREDITORS-BIG JUMP is reported in bankruptcy frauds. Some are linked to Mafia. Dealers order goods on the cuff, sell them, hide proceeds, and later declare insolvency. Are suppliers also to blame ? This article was written by N.S. Mendelson, Staff Reporter . . . Planning to rob a store ? No need to trouble yourself rifling your victim's premises. Just arrange a fraudulent bankruptcy — and you can get him to deliver his goods to your door. Here is how : Go into business ; order a lot of merchandise on credit — Don't pay for it — Sell the merchandise — Hide the proceeds of your sales and, when you face your creditors in court, tell them you cannot pay your bills because you lost your money playing the horses. Unless this story can be disproved, and it can be shown that you are in reality concealing your assets, the chances are you will walk out of court a free and wealthy man.

This formula for making a fast buck is attracting a growing number of dishonest operators including some racketeers who are linked to the sinister Mafia crime organization according to the U.S. Department of Justice. Investigations of suspected frauds in bankruptcy cases have risen 40% in the past three years and criminal convictions for such frauds have more than doubled in that time, the Federal Bureau of Investigations reports.

Some individuals apparently have found the operation so rewarding that they have repeated several times : If you knew how to work it going bankrupt can be marvelously profitable, says a government lawyer.

One man with Mafia connections recently was indicted with a bankruptcy fraud in a mid-western industrial city. It was discovered he had been involved in four almost identical bankruptcies over the previous three years. After each bankruptcy, he opened another business in another part of the city. The allegedly fraudulent nature of the first three bankruptcies came to light only because suspicion was arisen in the fourth bankruptcy frauds, most of them planned deliberately from the onset of the business, currently are before FBI investigation in New York, Chicago, Philadelphia, Detroit, Miami, Atlanta, St. Louis, Phoenix, Los Angeles, St. Francisco and other major cities.

In New York, the FBI is proving suspected fraud in the recent bankruptcy of several big retail trades and small appliances stores believed to have been run by front men for organized racketeers. These stores allegedly received large quantities of goods on credit without paying for them. Then dispose of the

merchandise before going bankrupt. Investigators think some of the goods were reshiped to other parts of the country for unrecorded sales. For instance, they believe much of the meat went to Las Vegas hotels and restaurants run by men with underworld ties in connection with their game operations there. Some of the alleged front men who operated the stores said the government investigator had been businessmen who made themselves vulnerable to game pressure by running up large gambling debts. The investigation of these cases in New York haven't yet lead to any criminal charges and some cases may never be brought to trials for lack of evidence. Convictions often are difficult to obtain and last year they equaled only 13% of the 63 investigations launched by the FBI. Fraudulent and suspected fraudulent bankruptcies cost the american businessman a million and a half to two million each business day up from about \$500,000. in 1955. This is an estimate of the Delaware Credit Management Association, a trade group who recently completed a nation-wide study on the subject. Particularly vulnerable to losses are makers and suppliers of clothing, small appliances, automotive supplies, novelties and other goods easily transportable and sold in volume in recent years, manufacturers of such goods have increased significantly the provisions they make for potential bad debts. For instance, S.C.M. Corporation which makes Smith-Corona Typewriters increased reserves for doubtful accounts by 373% in the five years to 1962, a period in which the company sales rose only by 81% ; Henderson Radio & Phonograph Corporation, in the same period, increased its reserve for doubtful accounts 125% while sales rose 47%. These reserves, of course, cover potential losses for unpaidment of debts by illegitimate customers as well as those that may arise from illegitimate fraud. Under Federal Bankruptcy Law, concealing assets in a bankruptcy is a fraud punishable by five years in prison, a fine of \$5,000. or both. But it is no crime for a man with debts to squander his assets however offensive that may be ethically so long as he is not already in bankruptcy. That is why violators of bankruptcy statutes so often rely on vague stories of gambling losses and high living to account for the mysterious disappearance of assets, that should have been available to creditors. It is difficult to prove that a man is hiding money he claims to have gambled away and the burden of proving it is on the prosecution. Naturally, it is not always true that a man who says he has squandered them, though the fact that the admission is true, is not likely to be very cheering to creditors. The federal law prohibits falsefying, concealing or destroying the records of bankrupt estate. Use of the names of telephone for fraudulent purposes such as deceiving suppliers about one's credit standing, also is a crime. These offences similarly can get top penalties of five years, \$5,000., or both. An individual or company declared bankrupt by a court may win a discharge from bankruptcy after available assets have been distributed among creditors. The slate is then wiped clean even though the debts may not have been paid in full. Corporations may receive a discharge from bankruptcy as often as creditors will allow but an individual may be discharged from bankruptcy not more than once every six years. However, an individual in bankruptcy can often incorporate and continue his operations and owners of a corporation in bankruptcy can often carry on by forming a new corporation. Some credit authorities say suppliers have only themselves to blame for mounting bankruptcy among dealers because they have made it so easy for the dealers to get goods on the cut. A growing competition produced by wide spread excess plant capacity has prodded many manufacturers into giving distributors easier credits in the form of more time to meet their bills. Dishonest operators benefit from this trend because it gives them longer time to pile up debts they don't intend to pay. Manufacturers are so

hungry to sell goods it is often their own fault when they are hooked, says a credit manager for a major appliances company. A similar criticism comes from Federal Judge John W. Lord, Jr., in Philadelphia :

I blame manufacturers for most of this situation he said at a trial of a bankrupt appliances dealer accused of defrauding creditors. The dealer admitted receiving on credit over a six month period about \$200,000. of small appliances which he subsequently sold to auction houses whose names he said he had not recorded and could not remember. He claimed he had lost all except \$4,700. of the money he had received on horse races, numbers and other gambling games. Since this story of gambling losses could not be disproved, the dealer left court a free man while his creditors collected about 2.5 on each dollar he owed them. Had the dealer falsified, concealed or destroyed his business records he would have been guilty of a crime but it is no crime not to keep records and defendants suspected of bankruptcy fraud many times claim they keep none. Dealers who subsequently go bankrupt sometimes get large quantities of merchandise on credit after buying small reputable businesses with good credit rating. In Chicago, Morton Shulman recently thrown into bankruptcy by 85 creditors allegedly obtained more than \$300,000. merchandise on credit early this year. He managed this during a period of six weeks. Soon after buying for \$15,000. National Lumber Co. from Burnham, Illinois, a concern which had had a good credit reading under its previous owners. In bankruptcy court Mr. Shulman pleaded the Fifth Amendment to all questions refusing to say among other things what he had done with the goods he had received on credit. These included items as unrelated to the lumber trade as air conditioners, television sets, printing paper and meat. About twelve thousands dollars of this merchandise was later recovered by Federal Marshals from three trailers in a suburban parking lot near Chicago. An Atlanta manufacturer rescued a \$685. nail-driving machine he had shipped to Mr. Shulman's company in a Miami warehouse where he was told it was about to be sent to the Dominican republic. Unscrupulous operators sometimes get goods on the cut by establishing credit with a sizable bank account which can be closed once the goods arrive. In Detroit, three men currently facing bankruptcy fraud charges allegedly obtained about \$100,000. worth of merchandise on credit in a three month period after they had opened a furniture business and deposited \$10,000. in a local bank. By the time creditors petitioned the three into bankruptcy the bank account had been closed. In some cases, suppliers are lured into shipping large orders on credit because they previously received prompt payment for smaller orders or because their business is slack. Alan Stess, Marketing Manager of Nut House Products Co., Carteret, N.J., says his company was hooked for \$3,700. because it shipped a large consignment of canned nuts on credit to a Philadelphia merchant now facing bankruptcy criminal charges. The consignment was sent after the merchant had paid for five earlier and much smaller consignments. Another reason why credit was extended, says Mr. Stess, was that the large order came during summer which is not the canned nut season. Phillip Barman, an official of Caroff Originals Limited, a New York company that sells gift housewares, says his company shipped cocktail bars valued at \$2,600. on credit to a dealer now facing fraudulent bankruptcy charges, partly because the dealer was ordering a line we were discontinuing and anxious to get rid of. Credit rating agencies watch carefully for changes of ownership in businesses and also for such danger signals as a sudden unusually large flow of unsolicited orders from a single purchaser. This can be revealed by a rash of inquiry to the credit agencies from dealers, but not all businesses receive credit

reports. For instance, Dunn & Bradstreet Inc., a commercial credit reporting agency regularly issues on three million concerns but its reports only go to 75,000 subscribers. As a rule, the FBI steps into bankruptcy cases only when asked to do so by a bankruptcy referee or lawyers for creditors. There are many cases of bankruptcy fraud where no investigation or prosecution takes place because of inaction by the creditors, says John C. Freddle, Director of fraud prevention at the National Association of Credit Management. Recently, however, in an effort to stand the rising tide of bankruptcy frauds, the FBI has started more investigations on its own initiative.

FAILLITES FRAUDULEUSES :

(DERNIÈRE PARTIE)

Déjà, en 1962, un membre des grossistes du Québec, conscient du tort énorme que pouvaient causer de telles opérations frauduleuses, avait alerté le secrétaire de l'Association des Manufacturiers de Bois de Sciage du Québec et avait suggéré qu'un effort en commun fût déployé pour enrayer ces faillites. Chose surprenante, sa lettre est demeurée sans réponse. Voici la lecture de cette lettre :

13 mars 1962.

M. René Barry, Sec. Gérant,
Association des Manufacturiers de Bois
de Sciage du Québec,
Boîte Postale 657,
Québec, P.Q.

Dear René,

Further to our President's in very brief word, and to your Board of Directors consider the advisability of making representations to the Attorney General of the Province to launch an investigation of practices which have become notorious in the lumber trade in the province. While the problem may only affect a very few of the more unthinking members of our association, the situation is a direct reflection upon the integrity of the lumber industry of this province, a stigma which has spread as broadly as to the western most province in Canada and down to the southern United States. Since it has mainly been manufacturers here in other provinces and in the United States who have been affected and since our manufacturing association has greater membership, greater resources, greater prestige and greater governmental access than the Wholesalers or Retailers' Associations, I submit it may be a proper function to take action in that respect.

It has been pointed out to me that, unless a complaint is laid, the provincial authorities are powerless to act. While the Bankruptcy Act is a federal enactment, the administration falls under the provincial jurisdiction. While the act makes no provision for an examination of activity prior to anyone individual bankruptcy a pattern of continuing incorporation, continuing incorporation, continuing solicitations, continuing temporary banking arrangements, continuing disappearing of assets and principles and continuing bankruptcy affords a definite cause for investigation under several assets of the criminal and civil codes.

I have also been advised that an appropriation of approximately \$500. should be sufficient to have prepared by a Capital lawyer a brief acceptable for action by the Provincial Attorney General. I am informed that Lawrence A. Poitras, of Duquette, MacKay and Weldon, baristers and solicitors, Royal Bank Building, Montreal, is thoroughly familiar with the situation having acted and having employed a helicopter on behalf of certain creditors in the matter of Municipal Lumber and Building Supply Limited bankrupt, St-Jérôme, Que... I have never met Mr. Poitras and have spoken to him only once on the telephone.

A number of wholesalers and retailers of our acquaintance could contribute factual data in volume to assist the preparation of such a brief.

We will be grateful to learn in due course whether or not this matter has been considered suitable for action by the association.

Yours Truly,

PARADIS & SONS LIMITED
BY: Bob Rolland.

Au cours de l'année 1963, plus exactement le 18 septembre, le président de l'Association des grossistes du Québec, monsieur Raymond Tanguay, à la suite d'une résolution adoptée en ce sens écrivait à l'Hon. M. Hamel, Procureur général de la Province, attirant son attention sur l'état de choses. La lettre demeura sans réponse. Préalablement, M. Tanguay, au cours d'une rencontre avec M. McKimmie, président national de la Canadian Lumbermen's Association, avait demandé l'aide de ce dernier afin de faire front commun. Cette aide fut accordée avec spontanéité.

Le 21 août 1963, les membres du Comité des Marchands de Gros du Québec, sollicitent une entrevue de M. Tourangeau, Assistant du Procureur général à Montréal. Voici la lecture de la lettre demandant cette entrevue :

21 août, 1963.

M. Gérard Tourangeau,
Bureau du Procureur général,
Nouveau Palais de Justice,
100 est, rue Notre-Dame,
Montréal.

Cher Monsieur,

En date du 25 avril dernier, le soussigné vous faisait parvenir un mémoire portant sur les opérations frauduleuses d'un certain groupe de marchands de bois sous le couvert de la Loi des Compagnies et de la Loi des Faillites. Quelques semaines plus tard, M^e Poitras, de l'étude légale Duquette, MacKay et Weldon, amendaté par un groupe de marchands de bois vous présentait un dossier confirmant les faits déjà portés à votre connaissance par notre mémoire et ajoutant de nouvelles informations donnant plus d'ampleur à cette opération frauduleuse et vous demandant la tenue d'une enquête approfondie sur les agissements de ces individus.

Or, à une réunion tenue hier, mes confrères, MM. Raymond Tanguay, président de l'Association des Marchands de Bois en Gros de la Province de Québec,

M. Bob Rolland, représentant de la maison Decue Lumber et M. Bill Bromley, courtier en gros, m'ont chargé de solliciter de vous une entrevue dont nous vous laissons le choix de la date et l'heure.

De nouveaux développements dans cette affaire, nous le croyons, motivent cette enquête. Espérant que notre demande sera agréée, nous sommes, cher monsieur,

Vos tout dévoués,

Par : J. R. Leblanc,
Secrétaire de Jos Dupuy Inc.

Cette entrevue fut accordée vers la fin de septembre. On nous informa que l'enquête devait commencer incessamment. Le 23 août, le président de la Canadian Lumbermen's Association, M. McKimmie, à la demande expresse de notre comité écrivait au Procureur général, à Québec sur le même sujet. La réponse, en date du 29 octobre, et... qui apparaît assez cocasse... signifiait ni plus ni moins que M. McKimmie avait rêvé ce dont il parlait. Je donne ici la lecture de la réponse reçue par M. McKimmie.

The Department of the Attorney
General, Province of Quebec,
Quebec, October 29, 1963.

Mr. L. McKimmie, President,
Canadian Lumbermen's Association,
27 Goulbourn Ave,
Ottawa, Canada.

Dear Sir :

With reference to your letter of August 23rd, we inquired in our department and with the Department of Lands and Forests of this Province, both could not find traces of representations made by a Committee of the Quebec Lumber Trade with regard to fraud and fraudulent bankruptcies in that particular trade.

Could it be possible that you give us more precise information on the matter. We would like to point out however that we have received a number of complaints on such matters and that proper police investigation has been held leading to prosecution.

Expecting your answer, I remain,

Yours Truly,

Per : H. Pelletier,
Acting Deputy Attorney General.

(en passant, je désire souligner que la lettre de M. McKimmie était datée du 23 août 1963 alors que la réponse du Procureur Général est datée du 29 octobre —)

Le 16 octobre, 1963, M. Tanguay écrivait à nouveau à M. Tourangeau, Assistant Procureur général, à Montréal, toujours sur le même sujet et

avec une information additionnelle. Voici la lecture de cette lettre de M. Tanguay :

Montréal, 16 octobre, 1963.

M^e Gérard Tourangeau,
Bureau du Procureur général,
Nouveau Palais de Justice,
Montréal, P.Q.

Monsieur,

Pour ajouter au dossier des pratiques frauduleuses dans le commerce du bois, voici la narration de faits qui se sont passés cette semaine :

Monsieur « A » est en affaires depuis quelques années. Ses affaires sont de moins en moins bonnes depuis quelques temps. En janvier, il devait aux membres de notre association \$8,900. dont \$3,600. depuis plus de 60 jours. Au mois d'août, il ne doit plus rien. A croire qu'il a réussi à se refinancer. Cette semaine, tous les grossistes reçoivent des demandes de prix de la part de M. « B » qui se dit associé avec MM. « C » et « B » dans une toute nouvelle compagnie appelée B-C-D Lumber Company.

Ce monsieur « B » affirme que les commandes seront signées par M. « A » et que c'est lui qui paiera les comptes. Nous avons fait enquête de différentes façons. Monsieur « A » est tenu comme honnête, mais lent à payer. Mais nous avons aussi fait enquête directement chez M. « A ». Il a affirmé ne pas connaître MM. « B », « C », et « D », ni la compagnie en question.

Or, nous savons par ailleurs qu'il connaît au moins l'un de ces messieurs et qu'il lui doit même de l'argent. Il semble donc que ces messieurs « B », « C », et « D » ont refinancé M. « A », de façon à redonner confiance à tout le monde et maintenant, on est prêt pour la finale. Les commandes seront signées par M. « A » peut-être, mais personne ne les paiera jamais.

Nous avertissons tous nos membres, qui demandent des renseignements, mais nous ne pouvons avertir ceux qui ne nous demandent rien. Ce sont ceux-là qui vont se faire prendre. Demandez-moi les noms de « A », « B », « C » et « D » et je pourrai vous les donner. C'est une affaire qui commence et, encore une fois, un bon nombre d'innocents seront victimes d'un système que même la loi ne peut arrêter.

Bien à vous,

Président de l'Association des marchands
de bois en gros du Québec, Inc.

Le 6 décembre, 1963, le Comité, à la demande de M. McKimmie, fournissait à celui-ci de plus amples détails quant aux activités de notre groupe et sur les démarches entreprises. Avec cette documentation en mains, M. McKimmie écrivit à nouveau le 6 janvier 1964, à l'assistant de l'Hon. Hamel, Procureur général à Québec. Cette lettre, très au point, démontrait que le président de la Canadian Lumbermen's Association savait ce dont il parlait. Je donne ici lettre de M. McKimmie. La copie que je possède de cette lettre est une traduction. La lettre de M. McKimmie était en anglais.

Traduction française d'une lettre de M. McKimmie, Président de l'Association des Marchands de Bois à M. Pelletier, assistant par intérim du Procureur général du Québec.

Toronto, 6 janvier, 1964.

M. H. Pelletier, Cr.,
Assistant par Interim du Procureur
général,
Province de Québec,
Québec.

Cher Monsieur,

Le délai apporté à répondre à votre lettre du 29 octobre dernier, a été causé par mon désir de vérifier plus à fond, auprès de nos membres de Montréal, qui s'occupent d'enquêter dans les transactions d'apparence frauduleuse dans cette région.

Contrairement à vos renseignements, on m'informe qu'en avril 1963, un comité de Québec a rencontré M. Gérard Tourangeau en ses bureaux attirant son attention sur un groupe de compagnies qui, sous le couvert de la Loi Provinciale des Compagnies Enregistrées, ou Incorporées, s'occupe activement à frauder les producteurs de bois de sciage des régions éloignées du Québec ou d'ailleurs.

Ce comité a offert à M. Tourangeau les informations qu'il a accumulées sur des cas passés et a demandé au département du Procureur général d'enquêter. A la suggestion de M. Tourangeau, ce comité a retenu les services légaux de la firme Duquette, MacKay et Weldon aux fins de préparer un bref qui certainement eut l'heur d'apporter des preuves qui démontreraient clairement les pratiques frauduleuses perpétrées par un ou des individus associés. On semblerait former des compagnies enregistrées ou incorporées. On expédie des demandes pour toutes espèces de bois sur formules miméographiées à des moulins éloignés dont on a préalablement obtenu les listes de noms des ministères forestiers de province ou état.

Il semblerait que du bois est commandé de producteurs sans méfiance à des prix bien au-delà de l'échelle prévalant... Que ce bois est livré à la compagnie « A » agissant comme distributeur en gros qui loue un terrain vacant, ainsi qu'un camion fourchette. La compagnie « A », à son tour, livre le bois à la compagnie « B » - même propriétaire que la compagnie « A », la compagnie « B » agissant comme détaillant livre le matériel sur l'emplacement de la construction pour du comptant à des prix bien au-dessus des prix du marché. La compagnie « A » continuera à ce jeu jusqu'à ce que ses créanciers exigent paiement. Alors qu'elle est dissoute ou mise en faillite. Si on retrace des marchandises à la compagnie « B » et qu'une action légale est prise contre « B », celle-ci à son tour, est dissoute ou mise en faillite. Dans l'intervalle, d'autres compagnies ont été organisées pour prendre la relève.

Trois membres d'un comité de l'Association des Marchands de Bois en Gros de la Province de Québec ont rencontré M. Tourangeau à ses bureaux en septembre 1963 pour discuter du bref et de ce que votre ministère compte faire. Le président de l'Association des Marchands de Bois en Gros de la Province de Québec vous a également écrit à votre bureau de la ville de Québec en septembre, 1963, insistant pour que votre département agisse à la suite de ce bref.

A titre personnel de membre d'une firme d'Ontario et de directeur de l'Asso-

ciation Nationale des Bois Durs, dont les quartiers généraux sont à Chicago, je puis vous dire que j'ai été mis au courant des agissements de ce groupe dont on se plaint, non seulement une seule fois, mais plusieurs fois. Et j'ai la conviction qu'il est vraiment déplorable qu'apparemment ils aient pu continuer à opérer de cette façon, donnant par ce fait à la Province de Québec et à son commerce de bois en particulier en arôme du plus mauvais goût. J'ajouterai qu'à une réunion où j'assistais aussi récemment qu'en octobre dernier, aux États-Unis, les marchands de bois du Québec ont été l'objet de commentaires très sévères. Cela cause des préjudices incalculables à la plus grande proportion des commerçants honnêtes.

Au nom des directeurs et des membres de cette association, je vous implore de donner à cette affaire votre plus sérieuse attention et j'espère que votre département décidera d'agir vigoureusement en vue de nettoyer cette situation des plus intolérables.

Votre tout dévoué,

L. McKimmie.

b) CHRONOLOGIE DU DOSSIER DE MARCEL ST-ONGE

1. Dénonciation : 14 mai 1959

Claude Perras, Syndic

vs

Marcel St-Onge,

en vertu de l'article 156(g) et (h) de la loi de la Faillite.

2. Comparution : 19 mai 1964

- de Marcel St-Onge assisté de son procureur, Me Gauthier ;
- un cautionnement de \$500 accordé à l'accusé ;
- une enquête préliminaire fixée au 26 mai 1959.

3. Enquête préliminaire : 26 mai 1959

- Présents : — Marcel St-Onge assisté de Me Gauthier ;
- Claude Perras, absent, représenté par Me J.P. Brassard ;
 - 3 témoins ;
 - 1 témoin absent.

Demande d'ajournement du consentement des partis.

4. Enquête préliminaire (suite) : 30 juin 1969, Beauharnois

- Présents : — Me J.P. Brassard représentant Claude Perras ;
- Marcel St-Onge assisté de Me Dorval ;
 - 5 témoins comparaissant ;

- Motion de Me Brassard pour retirer l'exhibit C-5 ;
- Motion de non-lieu présentée par Me Dorval — cette motion de non-lieu est rejetée ;
- enquête close pour le demandeur ;
- examen volontaire de l'enquête préliminaire (suite) fixé au 21 août 1959.

5. *Enquête préliminaire (suite et fin) : 21 août 1959, Beauharnois*

Présents : — Marcel St-Onge assisté de Me Dorval ;
 — J.P. Brassard et Me Gauthier représentant Claude Perras.

- enquête close pour le défendeur ;
- Marcel St-Onge doit subir son procès devant la B.R. (juridiction criminelle) sur les articles 162 à 156(g) de la loi de la Faillite ;
- l'accusé demeure en liberté provisoire sur le même cautionnement de \$500 déjà fourni.

6. *Option pour procès expéditif : 15 janvier 1960, Beauharnois*

- Procès devant un juge seul sur les articles 156 (g et h) de la loi de la Faillite ;
- procès fixé au 23 février 1960.

7. *8 mars 1960 :*

- Requête de Maurice Perron en vue de faire émettre une ordonnance enjoignant à la R.C.M.P. de produire des documents saisis chez Melocheville Builders & Supplies Ltd. et Marcel St-Onge.

8. *14 mars 1960 :*

- Requête de Me Maurice Perron signifié à Me Raymond Daoust ;
- et qui-ce Me Perron, s'est écrié Me Dorval ?

9. *17 mars 1960 :*

- Vu la nomination du Syndic à la faillite, la plaignante se désiste de la requête.

10. *17 mars 1960 :*

- Désistement est reçu.

11. *17 mars 1960 :*

- Désistement accordé.

12. À la date où devait débiter le procès, aucun procès-verbal ne prévoit l'ajournement au 31 mars 1960.
13. *31 mars 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette affaire est ajournée au 27 mai 1960.
14. *27 mai 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette affaire est ajournée au 31 mai 1960.
15. *31 mai 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette cause est ajournée au 8 juin 1960.
16. *8 juin 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette cause est ajournée au 6 juillet 1960.
17. *6 juillet 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette cause est ajournée au 20 septembre 1960.
18. *20 septembre 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette cause est ajournée au 14 octobre 1960.
19. *14 octobre 1960 :*
 - Du consentement des Parties, cette cause est ajournée au 20 janvier 1961 pour la forme.
20. *20 janvier 1961 :*
 - À la demande de la Couronne, ce procès est ajourné au 17 février 1961 pour la forme.
21. *17 février 1961 :*
 - À la demande de la Couronne, ce procès est ajourné au 18 avril 1961 et qu'à cette date, la dite cause soit péremptoire.
22. *18 avril 1961 :*
 - Vu les nombreux ajournements déjà accordés à la demande de la Couronne et vu que la cause était fixée péremptoirement à ce jour ;

vu que la Couronne déclare de nouveau ne pouvoir procéder, la plainte est renvoyée et l'accusé libéré.

Comment se fait-il que l'accusé est libéré quand, à l'enquête préliminaire, il avait été décidé qu'il y avait matière à procès ?

— — —

REMARQUES

- I. L'acte d'accusation de l'enquête préliminaire diffère de la dénonciation. En effet, à l'enquête préliminaire, Marcel St-Onge est accusé en vertu des articles 162 à 156(g) de la loi de la Faillite, alors que la dénonciation portait sur les articles 156 (g et b) de la même loi.

Peut-on modifier un acte d'accusation sans que ce soit noté au procès-verbal ?

cf : 1 et 5.

De plus, notons que lors de l'accusation pour le choix du genre de procès, l'acte d'accusation est rédigé "en vertu des articles 156 (g et h)."

ch : 6.

- II. Me Dorval s'est-il désisté ?

cf : 7.

- III. Comment se fait-il que la requête de Me Maurice Perron ait été signifiée à Me Raymond Daoust ? Quelle partie représente-t-il ?

cf : 8.

- IV. Pourquoi Me Perron se désiste-t-il de la requête enjoignant la R.C.M.P. de produire certains documents saisis chez Melocheville Builders & Supplies Ltd. et Marcel St-Onge quand le syndic à la faillite est nommé ?

cf : 9.

- V. Et cette audience du 31 mars 1960 alors que le procès était fixé au 23 mars 1960 ! : Le procès a-t-il débuté le 23 mars 1960 ? Oui ou non ?

cf : 12.

- VI. Pourquoi la plainte est-elle renvoyée et l'accusé libéré ? L'enquête préliminaire n'avait-elle pas révélé qu'il y avait matière à procès ?

cf : 5.

- VII. Lors du dernier ajournement, le juge n'avait-il pas fixé péremptoirement la dite cause au 18 avril 1961 ?

cf : 21.

**c) EXTRAITS DES NOTES STÉNOGRAPHIQUES DE
L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE DE MARCEL ST-ONGE.**

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUHARNOIS**

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Présent : M. le Juge Maurice Fortin, Juge de District

No 7671

CLAUDE PERRAS,

demandeur,

vs

MARCEL ST-ONGE,

défendeur.

COMPARUTIONS :

Me JEAN-PAUL BERGERON,

Me OLIVIER GAUTHIER,

Avocats du demandeur.

Me FRANÇOIS DORVAL,

Avocat du défendeur.

L'an mil neuf cent cinquante-neuf,

le 26 mai,

A comparu :

PAUL RAINVILLE,

domicilié au No 4221, de la rue Chapleau, en la cité de Montréal, syndic
de faillite, âgé de 29 ans, témoin interrogé à la requête du demandeur,

LEQUEL, après avoir été assermenté, dépose et dit :

INTERROGÉ PAR Me BERGERON :

Avocat du demandeur.

D. Monsieur Rainville, quelle est votre occupation ?

R. Syndic de faillite.

- D. Est-ce qu'en qualité de syndic de faillite, vous avez eu affaires avec Marcel St-Onge, l'accusé à la barre ?
- R. C'est mon associé qui a eu affaires dans cette faillite.
- D. Est-ce que vous êtes au courant personnellement vous-même ?
- R. J'ai tenu quelques assemblées.
- D. Est-ce que vous connaissez St-Onge, l'accusé ?
- R. Oui, je le connais.
- D. Le 24 octobre 1958, monsieur Rainville, est-ce que vous avez un document au dossier, indiquant que ce monsieur St-Onge était sous le coup d'une ordonnance de séquestre de faillite, ou d'un séquestre intérimaire ou d'un séquestre enregistré ? Voulez-vous, par votre dossier, vérifier ?
- R. Je puis dire que l'ordonnance du séquestre a été rendue le 6 novembre 1958, mais pour la date exactement, quant à la production de la requête en faillite . . .
- D. Est-ce que vous avez au dossier une copie du jugement de la nomination du séquestre intérimaire ?
- R. Apparemment, ça n'a pas été remis par le syndic Lafontaine.
- D. Je comprends qu'avant votre nomination, MM. Perras et Rainville, à la faillite de St-Onge, il y a eu un autre syndic de désigné sur la requête ?
- R. Louis-Philippe Lafontaine.
- D. Que vous avez substitué ?
- R. Oui, Claude Perras.
- D. Est-ce qu'en qualité de syndic de la faillite de Marcel St-Onge, vous avez apporté avec vous . . . avez-vous des réclamations des créanciers de la faillite ?
- R. Non, je n'ai pas cela avec moi.
- D. Vous dites que l'ordonnance de séquestre a été rendue le 6 novembre 19 . . .
- R. 1958.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M^e DORVAL :

Avocat de l'accusé.

- D. Est-ce vous le syndic à la faillite actuellement ?
- R. Non, c'est mon associé de bureau qui est le syndic à cette faillite.
- D. Vous n'apparaissez pas au dossier du tout comme syndic à la faillite ?
- R. Pas à la faillite.

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

Je, soussignée, sténographe judiciaire, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

Et j'ai signé :

Marthe CAUCHON,
Sténographe judiciaire.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUHARNOIS**

**ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE
(suite)**

Présent : M. le Juge Maurice Fortin, Juge de District.

Cause No 7671

CLAUDE PERRAS,

plaignant,

vs

MARCEL ST-ONGE,

accusé.

COMPARUTIONS :

Me JEAN-PAUL BERGERON, c.r.
Avocat du plaignant.

Me OLIVIER GAUTHIER,
Avocat du plaignant.

Me FRANÇOIS DORVAL,
Avocat de l'accusé.

L'an mil neuf cent cinquante-neuf,

le 21 août,

A comparu :

MARCEL ST-ONGE,

domicilié au No 124, rue Liberty, à Massena, menuisier, âgé de 24 ans,
l'accusé dans la présente cause,

LEQUEL, après avoir été assermenté, dépose et dit :

INTERROGÉ PAR M^e DORVAL :
Avocat de l'accusé.

D. Alors, monsieur St-Onge, vous rappelez-vous dans quelles circonstances vous avez
rencontré monsieur Bruun, de la compagnie Atwater Lumber & Builders ?

R. Oui, il est venu me voir chez nous à la maison.

D. Vous dites qu'il est allé chez vous ?

R. Oui.

- D. Vous rappelez-vous à quelle date ?
 R. Il est venu chez nous le 23 octobre.
- D. Le 23 octobre de quelle année ?
 R. 1958.
- D. Vous vous rappelez quelle journée de la semaine ?
 R. C'était un jeudi, la veille de la faillite.
- D. Vous dites la veille de la faillite ?
 R. Oui.
- D. Est-ce que de fait, vous avez fait faillite, monsieur St-Onge ?
 R. Oui.
- D. A votre connaissance, vous rappelez-vous de la date de votre faillite ?
 R. C'est le 24 octobre 1958.
- D. Vous dites que monsieur Bruun est allé chez vous la veille de la faillite ?
 R. Oui.
- D. A quelle occasion ?
 R. Il est venu chez nous pour me faire signer un billet pour un char de bois qu'il m'avait vendu.
- D. Pour un char de bois qu'il vous avait vendu ?
 R. Oui.
- D. Et quand vous avait-il vendu ce bois-là ?
- LE TRIBUNAL :
- D. Quand vous dites monsieur Bruun, c'est ?
 R. Atwater Lumber.
- Me DORVAL :
- D. Et quand vous avait-on vendu ce bois-là ?
 R. A peu près trois semaines avant cela.
- LE TRIBUNAL :
- D. La compagnie vous l'a vendu trois semaines auparavant ?
 R. Oui, monsieur.
- Me DORVAL :
- D. Est-ce qu'au moment où monsieur Bruun est allé vous voir, vous aviez eu des procédures contre vous en faillite ?
 R. Non, pas dans le moment.
- D. Vous n'aviez pas eu des procédures contre vous en faillite ?
 R. Non, aucune, je ne crois pas du moins.
- D. Ce bois-là, monsieur St-Onge, est-ce qu'à ce moment, vous avez eu ce bois-là ?
 R. Le char était arrivé ici, je crois.
- D. Où, à votre connaissance, était-il arrivé ?
 R. Sur le « railway » du C.N.R. à Bellerive.
- D. Que faisiez-vous du bois ?
 R. Je vendais des matériaux de construction.

- D. Vous vendiez des matériaux de construction ?
 R. Oui, du bois de construction.
- D. Ce bois-là, est-ce que vous l'aviez acheté dans un but particulier ou si c'était une commande générale comme d'habitude ?
 R. C'était une commande générale comme d'habitude.
- D. De fait, est-ce que ce bois-là a été vendu par la suite ?
 R. Oui, il a été vendu par la suite.
- D. Par qui ?
 R. Par moi, à Melocheville Builders Supplies.
- D. Quand a-t-il été vendu par vous à Melocheville Builders Supplies ?
 R. Il a été vendu à peu près peut-être 3 ou 4 jours avant la faillite, à peu près cela.
- D. 3 ou 4 jours avant la faillite ?
 R. Oui
- D. Vous rappelez-vous du prix de vente de ce bois-là ?
 R. C'était à peu près \$2,500.
- D. Environ \$2,500 ?
 R. A peu près cela, \$2,300.
- D. Vous rappelez-vous à qui vous avez vendu ce bois-là ?
 R. A Melocheville Builders Supplies.
- D. Est-ce que de fait, Melocheville Builders Supplies a eu le bois ?
 R. Oui, il a eu le bois.
- D. Est-ce que vous aviez fait affaire avant avec Melocheville Builders Supplies ?
 R. Oui.
- D. Depuis combien de temps faisiez-vous affaires avec Melocheville Builders Supplies ?
 R. Une couple de mois, 2 ou 3 mois, quelque chose de même.
- D. Si je comprends bien, vous avez fait faillite par la suite ?
 R. Oui, monsieur.
- D. Est-ce qu'actuellement, vous avez des documents concernant que vous avez fait affaires avec Melocheville Builders Supplies ?
 R. Dans le moment, je n'en ai pas, mais mon procureur . . .
- D. Est-ce qu'à votre connaissance, Melocheville Builders Supplies vous devait un montant ?
 R. Oui, il me devait de l'argent.
- D. Ce montant de \$2,000 ou \$2,200 pour ce char de bois que vous aviez vendu à Melocheville Builders Supplies, est-ce qu'on vous a payé ?
 R. Non, on ne m'a pas payé.
- D. De quelle façon avez-vous entré cette vente-là ?
 R. Ils étaient supposés me payer plus tard, la faillite a été faite.
- D. Est-ce que de fait, ils vous ont payé ?
 R. Non, j'ai fait faillite par la suite.

LE TRIBUNAL :

D. Vous témoignez à l'effet que Melocheville Builders Supplies vous devait de l'argent au temps où vous avez vendu ce bois-là.

R. Oui, ils me devaient de l'argent.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M^e BERGERON, c.r.

Avocat du plaignant.

D. Vous rappelez-vous de la date de la faillite ?

R. Oui, c'est le 24 octobre.

D. Si on vous disait que la faillite est venue le 3 novembre suivant, est-ce que c'est possible ?

R. Le 24 octobre, il a mis un séquestre intérimaire.

D. Si je vous disais qu'à la date du 23 octobre, il y avait un séquestre intérimaire qui existait déjà et ce séquestre a été enlevé à votre demande, le 24 octobre ?

R. C'est peut-être arrivé.

D. Le 23 octobre, vous saviez qu'il y avait un séquestre intérimaire pour surveiller tous vos biens ?

R. Je ne me rappelle pas de cette date-là.

D. Vous rappelez-vous d'avoir donné instructions pour enlever le séquestre intérimaire ?

R. Oui.

D. Alors, le 23 octobre, vous saviez qu'il y avait un séquestre intérimaire ?

R. Je ne me rappelle pas exactement de la date, je sais qu'il y a eu un séquestre intérimaire.

D. Vous dites que la Melocheville Builders Supplies vous devait de l'argent ?

R. Oui.

D. Vous aviez transigé à peu près deux mois ?

R. Oui.

D. Et malgré cela, vous avez expédié un voyage de bois pour une somme de \$2,200 ?

R. Oui.

D. Vous l'aviez acheté de Atwater à quel prix ?

R. \$2,150, quelque chose de même, j'ai fait \$200 de profit sur ce char.

D. Est-ce que vous vous rappelez du billet signé au montant de \$2,200 ?

R. Je me rappelle du billet que j'ai signé.

D. Est-ce que vous avez signé un billet pour la valeur de cette marchandise reçue ?

R. Oui, j'ai signé pour un char de bois que j'avais reçu.

D. Je vous exhibe ici le billet au montant de \$2,307.95, il s'agit bien du billet que vous aviez souscrit en faveur de Atwater Lumber pour la marchandise reçue ?

R. C'est cela.

D. Il s'agit de marchandise revendue à \$2,200 ?

R. Je ne sais pas si c'est exactement cela \$2,200, je sais que j'ai fait \$200 de profit.

D. Vous rappelez-vous du témoignage de Dumouchel, qui est venu témoigner dernièrement ?

R. Je m'en rappelle un peu, oui.

- D. A l'effet qu'il a versé \$2,000 ?
 R. Qu'il m'a versé.
- D. Qu'il vous a versé un montant de \$2,000 ? Vous ne vous rappelez pas de son témoignage à cet effet-là ?
 R. Non, je ne m'en rappelle pas.
- D. Et vous auriez fait une commande auprès de Atwater Lumber trois semaines avant ?
 R. Oui, à peu près cela.
- D. Au moment où vous avez reçu la commande, la procédure était commencée ?
 R. Je ne suis pas certain de la date qu'ils ont mis un séquestre intérimaire.
- D. C'est plus tard, le 3 novembre, vous avez eu une faillite ?
 R. J'ai eu le char de bois avant le 3 novembre.
- D. Est-ce que c'est exact que le char de bois est arrivé le 23 tel que c'est dit ?
 R. C'est à peu près cela, j'ai signé le billet avant la faillite.
- D. Il y avait des procédures en cours ?
 R. Je ne crois pas, à mon idée, je ne crois pas.
- D. Vous ne vous rappelez pas ?
 R. Non.
- D. Vous n'avez pas informé monsieur Bruun que vous aviez des procédures en faillite à ce moment-là ?
 R. Non.
- D. Aucunement ?
 R. Non.

Me DORVAL :

- D. Est-ce que vous aviez un procureur à ce moment-là ?
 R. Oui, monsieur Lauzon.
- D. Est-ce qu'à un moment donné, j'ai compris par votre témoignage, que vous avez eu un séquestre intérimaire contre vous ?
 R. Oui.
- D. Est-ce que par la suite, ce séquestre-là est disparu ?
 R. Oui.
- D. Est-ce qu'au moment où vous avez vendu le bois à Melocheville Builders Supplies, est-ce qu'à votre connaissance, vous aviez des procédures tenant contre vous ?
 R. Je ne crois pas, non, pas à ma connaissance, non.

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

Me DORVAL : Nous demandons qu'un ordre soit donné au syndic Claude Perras de produire tous les documents relatifs à la faillite de Marcel St-Onge, considérant que c'est hors de la juridiction du tribunal.

Je, soussignée, sténographe judiciaire, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

Et j'ai signé :

Marthe CAUCHON,
 Sténographe judiciaire.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUHARNOIS**

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Présent : M. le Juge Maurice Fortin, Juge de District.

No 7671

CLAUDE PERRAS,

demandeur,

vs

MARCEL ST-ONGE,

défendeur.

L'an mil neuf cent cinquante-neuf,

le 30 juin,

A comparu :

GUY DESPAROIS,

domicilié au No 91, rue Principale, à Châteauguay Village, marchand de bois, âgé de 33 ans, témoin interrogé à la requête de la demande,

LEQUEL, après avoir été assermenté, dépose et dit :

INTERROGÉ PAR M^e BERGERON :

Avocat du demandeur.

D. Monsieur Desparois, est-ce que vous connaissez l'accusé St-Onge ?

R. Non.

D. Vous ne l'avez jamais rencontré ?

R. Je ne l'ai jamais rencontré.

D. Ni de près ni de loin ?

R. Ni de près ni de loin.

D. Avez-vous déjà transigé avec lui ?

R. Jamais.

D. Au mois d'octobre 1958, le ou vers le 24 octobre, avez-vous reçu une livraison de la part de St-Onge ?

R. Je n'ai rien reçu de St-Onge.

D. Avez-vous reçu une cargaison de bois le ou vers le 24 octobre ?

R. J'en reçois pas mal, probablement.

- D. Est-ce que vous avez transigé avec Melocheville Builders Supplies ?
 R. Oui.
- D. De qui achetiez-vous le bois à ce moment-là ?
 R. Qu'est-ce que vous voulez dire.
- D. Achetiez-vous du bois de Melocheville Builders Supplies ?
 R. Du bois, j'en achetais.
- D. Avez-vous reçu deux voyages de bois dans ce temps-là, le ou vers le 24 ?
 R. Probablement, il en entre plus que deux.
- D. Avez-vous eu connaissance quand ils ont été apportés par le camion de Legros ?
 R. Moi, je ne suis pas toujours au bureau, je ne sais pas quand ça entre, à quelle date.
- D. Savez-vous la provenance ?
 R. Moi, j'ai toujours acheté de la Melocheville Builders Supplies.
- D. Pour ces deux voyages, avez-vous payé à Melocheville Builders Supplies ?
 R. Certainement.
- D. A quel endroit ?
 R. Quand il est venu me voir, il a dit : « C'est \$2,200. »
- D. Qui vous a fait cela ?
 R. C'est monsieur Dumouchel, celui qui était là, il m'a dit : « Si tu veux payer cash, je vais t'ôter . . . »
- D. Avez-vous payé « cash » ?
 R. Oui.
- D. Quel est le montant de la vente ?
 R. \$2,000.
- D. Vous n'avez pas transigé avec St-Onge directement ?
 R. C'est cela.
- D. Avez-vous transigé avec Dumouchel ?
 R. C'est cela.
- D. Vous avez reçu deux voyages le ou vers le 24 octobre ?
 R. Probablement.
- D. Est-ce que cela a été payé en argent comptant ?
 R. Oui.
- D. Vous avez payé \$2,000 comptant ?
 R. Oui.
- D. Avez-vous payé à Dumouchel ?
 R. Oui.
- D. Le même jour que la livraison ou le lendemain ?
 R. Je ne me rappelle pas au juste si c'est la même journée; ce n'est pas la même journée . . . quand est-ce que c'est arrivé ? Le soir, je n'étais pas au bureau.
- D. C'est plutôt le lendemain ?
 R. Oui.
- D. C'est monsieur Dumouchel lui-même qui vous l'a demandé ?
 R. Oui.

- D. Est-ce que vous avez été facturé par Melocheville Builders Supplies ?
 R. Non, ils sont supposés envoyer un papier, j'ai une note comme quoi j'ai effectué le paiement.
- D. L'avez-vous apportée avec vous ?
 R. Non, c'était marqué d'apporter les documents quand j'ai acheté avec St-Onge.
- D. Avez-vous un reçu de Dumouchel ?
 R. Oui.
- D. Pour \$2,000 ?
 R. Oui.
- D. Le ou vers le 25 octobre ?
 R. Oui.

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

Je, soussignée, sténographe judiciaire, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

Et j'ai signé :

Marthe CAUCHON,
 Sténographe judiciaire.

**CANADA
 PROVINCE DE QUÉBEC
 DISTRICT DE BEAUHARNOIS**

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Présent : M. le Juge Maurice Fortin, Juge de District.

No 7671

CLAUDE PERRAS,

demandeur,

vs

MARCEL ST-ONGE,

défendeur.

L'an mil neuf cent cinquante-neuf,

le 30 juin,

A comparu :

DAMIEN LEGROS,

domicilié au Rang Ste-Marie, à Valleyfield, camionneur, âgé de 30 ans, témoin interrogé à la requête du demandeur,

LEQUEL, après avoir été assermenté, dépose et dit :

INTERROGÉ PAR M^e BERGERON :

Avocat du demandeur.

- D. Monsieur Legros, est-ce que vous connaissez l'accusé, monsieur St-Onge ?
R. Oui.
- D. Le ou vers le 24 octobre, quelle était votre occupation ?
R. J'étais camionneur, je m'étais acheté un camion, je faisais du camionnage.
- D. Vous rappelez-vous avoir été en relations d'affaires avec l'accusé, à cette période du 24 octobre 1958 ?
R. Octobre ou novembre, je m'en souviens.
- D. Avez-vous fait du transport pour St-Onge à cette date-là ?
R. Quand j'ai acheté mon camion, j'ai été faire un voyage de bois pour essayer mon camion.
- D. A quel endroit êtes-vous allé ?
R. De Valleyfield à Châteauguay et à Melocheville.
- D. Et plus particulièrement à quel endroit ?
R. Au C.N.R. près de la gare.
- D. Dans la cour ?
R. Non, pas dans la cour de la gare; je suis parti... c'est un bout de rue « aura » la Valley Dyeing.
- D. Est-ce que c'était une cour à bois ?
R. Non.
- D. Est-ce que c'est l'entrepôt du C.N.R. ?
R. Oui.
- D. Est-ce que c'est à la demande de St-Onge que vous êtes allé à l'entrepôt du C.N.R. ?
R. Oui.
- D. En quoi consistait le travail ?
R. A amener un voyage de bois.
- D. Quel genre de bois ?
R. Du « scantlane 2 x 4 ».
- D. Et combien de voyages avez-vous faits ?
R. Deux.
- D. A quel endroit avez-vous apporté ces voyages-là ?
R. A Châteauguay.
- D. Chez qui ?
R. Le nom, je ne m'en souviens pas; je sais que c'est une cour à bois où j'ai tout « dumpé », mais le nom...
- D. Connaissez-vous le type qui a reçu la livraison ?
R. C'était le soir, c'était brun pas mal, ils ont dit : « Dumpez là ».
- D. Dans une cour à bois à Châteauguay ?
R. C'est cela.

D. Vous rappelez-vous de la date ?
R. C'est le 20 que j'ai acheté mon camion, c'est 2 ou 3 jours après.

D. Le 20 octobre.
R. Oui.

LE TRIBUNAL :

D. Il faudrait que vous sachiez où vous avez été porter ce bois-là ?
R. Il y a un gars qui est venu avec moi, c'est un jeune.

Me BERGERON :

D. C'est lui qui vous a indiqué où le livrer ?
R. Oui.

D. Vous avez livré cela à Châteauguay sur une cour à bois; à l'entrée, il doit y avoir le nom du propriétaire de la cour à bois ?
R. Le nom franchement...

D. Est-ce que ce ne serait pas Desparois ?
R. J'ignore le nom, je ne le connais pas.

D. Après avoir effectué la livraison dans la cour à bois, qu'est-ce que vous avez fait ?
R. J'ai « dumpé » mon voyage et je suis parti, j'ai avancé mon camion, j'ai redressé ma « vanne », je l'ai regardée, je suis parti.

D. A quelle place est-ce que c'était ?
R. A droite en s'en allant à Châteauguay, près d'un cimetière ou d'un verger, j'ai bloqué le trafic...

D. Vous croyez qu'il y avait soit un verger ou un cimetière ?
R. Oui.

D. Est-ce qu'il a été question de demander un paiement pour le bois ?
R. Non.

D. Aviez-vous un « bill of lading » qui accompagnait le voyage pour le faire scier ?
R. Aucunement.

D. Est-ce que St-Onge vous avait donné des instructions à cet effet-là ?
R. Aucunement; c'est-à-dire moi, j'avais arrêté à Melocheville, le jeune homme a embarqué, il a dit : « Envoie à Châteauguay. »

D. Quel était le nom de l'autre type ?
R. ...

D. C'est à la demande de St-Onge...
R. Certain.

D. Que vous avez fait deux voyages ?
R. Oui.

D. En d'autres termes, avez-vous pris la livraison complète du bois qui se trouvait au C.N.R. pour le laisser au nom de St-Onge ?
R. Oui, au nom de St-Onge, on a déchargé deux voyages.

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DORVAL :
Avocat de l'accusé.

D. De Valleyfield à Châteauguay, avez-vous fait un arrêt ?
R. J'ai arrêté à Melocheville.

- D. Où êtes-vous arrêté à Melocheville ?
 R. À Melocheville Builders Supplies.
- D. Pourquoi arrêtiez-vous là ?
 R. C'était mon voyage, on m'avait dit d'arrêter.
- D. On vous avait dit d'arrêter ?
 R. C'est cela.
- D. Est-ce qu'effectivement, vous êtes arrêté ?
 R. Oui.
- D. Et là, avez-vous rencontré quelqu'un ?
 R. Non, moi, je suis resté dans le camion.
- D. Le jeune homme qui était avec vous, est-ce qu'il a débarqué d'abord ?
 R. Il a débarqué et il a remonté, après on a été à Châteauguay.
- D. Est-ce que vous avez fait cela seulement au premier voyage ?
 R. Oui.
- D. Et le deuxième, vous avez été le porter au même endroit ?
 R. Au même endroit.

Me BERGERON :

- D. Vous n'avez rien laissé à un autre endroit à Melocheville ?
 R. Qu'est-ce que vous entendez par cela.
- D. Vous n'avez pas déchargé votre voyage ni embarqué d'autres matériaux ?
 R. Ah non !

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

Je, soussignée, sténographe judiciaire, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

Et j'ai signé :

Marthe CAUCHON
 Sténographe judiciaire.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUHARNOIS

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Présent : M. le Juge Maurice Fortin, Juge de District.

No 7671

CLAUDE PERRAS,

demandeur,

vs

MARCEL ST-ONGE,

défendeur.

L'an mil neuf cent cinquante-neuf,

le 30 juin,

A comparu :

PHILIPPE DUMOUCHEL,

domicilié sur la 5ième Avenue, à Melocheville, âgé de 28 ans, chômeur,
témoin interrogé à la requête du demandeur,

LEQUEL, après avoir été assermenté, dépose et dit :

(Le témoin demande la protection de la Cour.
La protection de la Cour lui est accordée.)

INTERROGÉ PAR M^e BERGERON :

Avocat du demandeur.

D. Monsieur Dumouchel, est-ce que vous connaissez monsieur St-Onge ?

R. Oui.

D. Au mois d'octobre 1958, est-ce que vous avez transigé pour le commerce de bois avec St-Onge ?

R. Probablement parce que j'ai transigé pas mal.

D. Est-ce que vous achetiez... je comprends que vous étiez intéressé dans la compagnie Melocheville Builders Supplies ?

R. Oui.

D. En quelle qualité ?

R. Actionnaire, co-propriétaire.

D. Secrétaire de la compagnie ?

R. Oui.

D. Est-ce que vous vous rappelez avoir fait la livraison de deux voyages de bois à l'endroit où monsieur Desparois opère son commerce le 24 octobre ?

R. Oui.

D. Vous vous rappelez d'avoir reçu \$2,000 ?

R. Pour, oui, monsieur.

D. Quelle en était la provenance ?

R. J'ai acheté du bois de Marcel St-Onge.

D. Est-ce que vous avez payé Marcel St-Onge pour ce bois-là ?

R. Je ne pourrais pas vous dire pour la question de...

D. Est-ce que sur la réception de \$2,000, vous avez effectué le remboursement ?

R. On a toujours eu un compte courant, on a toujours dû de l'argent.

D. Subséquemment à cette transaction que vous avez faite avec St-Onge, est-ce que vous avez fait, est-ce que la compagnie Melocheville Builders Supplies a fait un versement à St-Onge ?

R. Oui.

D. Qui était appliqué sur le compte courant ?
R. Là, je ne peux pas dire, ce n'est pas moi qui arrangeais la finance.

D. Vous avez fait le versement ?
R. Mon assistant a fait le versement avec St-Onge.

LE TRIBUNAL :

D. Votre assistant, c'est qui ?
R. Monsieur Lavigueur ; c'était sa charge à lui de voir à cela.

M^e BERGERON :

D. Les arrangements pour prendre livraison du char de bois à Valleyfield, qui a fait les arrangements ?

R. Habituellement, St-Onge faisait les arrangements avec la vente.

D. Est-ce que vous aviez une commande de la part de St-Onge pour livrer du bois à Desparois ou si c'était monsieur Desparois lui-même qui avait demandé de lui envoyer un char de bois ?

R. Moi, j'ai acheté le char de bois de St-Onge.

D. Quel prix avez-vous fait à St-Onge pour le char de bois ?

R. Je ne m'en souviens pas.

D. Qu'est-ce que ça valait ?

R. Au moins \$2,000.

D. Vous aviez fait des arrangements avec St-Onge pour faire expédier ce char de bois là pour les fins de livraison à Desparois ?

R. Quand je l'ai acheté de St-Onge, le char de bois était vendu à St-Onge, mais le char de bois n'était pas vendu.

D. Vous avez entendu le témoignage de monsieur Legros tout à l'heure ?

R. Oui.

D. Quand il a dit qu'il avait pris deux voyages à l'entrepôt du C.N.R. pour arrêter à Melocheville, pour prendre un préposé, quelqu'un, et qu'il s'est rendu chez Desparois ?

R. Oui.

D. À ce moment-là, il y a eu une entente que c'était avec Desparois ?

R. À ce moment, il y a sûrement eu une entente. J'ai acheté le char de bois avant même que Desparois le reçoive.

D. Si je comprends bien, Desparois avait déjà fait des arrangements avec vous pour commander du bois et la journée où il a été livré ou quelques jours après la transaction par St-Onge, vous avez vous-même fait les arrangements pour l'expédition chez Desparois ?

R. C'est cela.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M^e DORVAL :

Avocat du défendeur.

D. Vous dites que vous aviez acheté du bois longtemps avant, pouvez-vous dire à quelle date vous aviez acheté ce bois-là ?

R. ...

D. À votre connaissance ?

R. Ce serait aux alentours du 20, à ma connaissance. Maintenant, je ne puis pas affirmer, je ne m'en souviens pas, parce qu'il semble...

LE TRIBUNAL :

D. Vous auriez acheté le char de bois aux alentours du 20 octobre ?

R. Oui, ce n'est pas une date que je puis dire.

Me DORVAL ;

D. Pouvez-vous dire le nombre de jours ?

R. Je savais, comme tout le monde, que St-Onge était en mauvaises affaires ; quand j'ai su, j'ai fait la transaction avec.

D. Est-ce que la date où vous avez livré du bois, vous la saviez ?

R. Non.

D. Ce bois-là, vous l'aviez acheté plusieurs jours avant ?

R. Je l'ai acheté quand j'ai su que St-Onge était en mauvaises affaires, c'est environ 5 ou 6 jours avant que j'avais fait la transaction ; j'ai fait la transaction avant que St-Onge tombe en mauvaises affaires.

Me BERGERON :

D. Est-ce que vous connaissez la provenance de ce bois-là ?

R. Ça venait du « siding » de la cour du C.N.R. à Valleyfield ; je ne savais pas d'où ça venait.

D. Mais vous ne saviez pas que St-Onge était en mauvaises affaires quand vous avez transigé avec Desparois ?

R. Pas à ma connaissance.

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

Je, soussignée, sténographe judiciaire, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

Et j'ai signé :

Marthe CAUCHON,
Sténographe judiciaire.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUHARNOIS**

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Présent : M. le Juge Maurice Fortin, Juge de District.

No 7671

CLAUDE PERRAS,

demandeur,

vs

MARCEL ST-ONGE,

défendeur.

L'an mil neuf cent cinquante-neuf,

le 30 juin,

A comparu :

PHILIPPE LAFONTAINE,

domicilié au No 1785, de la rue Girouard ouest, Douville, St-Hyacinthe, comptable public enregistré, âgé de 41 ans, témoin interrogé à la requête du demandeur,

LEQUEL, après avoir été assermenté, dépose et dit :

INTERROGÉ PAR M^e BERGERON :

Avocat du demandeur.

D. Monsieur Lafontaine, je comprends que jusqu'au 31 décembre 1958, vous déteniez une licence de syndic sous la Loi des Faillites ?

R. Oui, monsieur.

D. Est-ce que vous exerciez les fonctions comme telles ?

R. Oui.

D. Est-ce que vous êtes le syndic nommé sous l'ordonnance de séquestre rendue le 6 novembre 1958, nommant Louis-Philippe Lafontaine, aux biens et faillite de Marcel St-Onge ?

R. Oui.

D. Voulez-vous prendre connaissance du document et dire si vous êtes la personne désignée dans cette ordonnance ?

R. Oui, monsieur.

D. Par le Juge Marier ? Voulez-vous produire l'ordonnance de séquestre comme pièce P-4 ?

R. Oui.

D. Est-ce que préalablement à l'ordonnance du séquestre même, vous aviez été nommé syndic intérimaire pour les biens de Marcel St-Onge ?

R. Oui.

D. Je vous indique ici un séquestre de nomination intérimaire et un jugement de l'Honorable Juge Elphège Marier, décrétant la nomination du séquestre intérimaire, le 15 octobre. C'est une requête à cet effet, en date du 15 octobre ; voulez-vous en prendre connaissance et dire si vous êtes la personne nommée par ce jugement du registraire dans cette requête ?

R. C'est cela.

D. Voulez-vous produire cela comme pièce P-5 ?

R. Oui.

M^e BERGERON : Je ferais une motion pour les retirer des dossiers ; ce sont les originaux du dossier de faillite de Montréal, votre Seigneurie.

M^e BERGERON :

D. Monsieur Lafontaine, en qualité de syndic, après que l'ordonnance de séquestre a été rendue contre St-Onge, est-ce que vous avez pris les fonctions comme telles ?

R. Oui, monsieur.

- D. Est-ce que vous avez fait un examen du bilan et des affaires du débiteur ?
 R. Oui.
- D. Est-ce que vous avez retracé dans les affaires du débiteur qu'il y avait une indication d'une vente et un certificat de paiement à l'ordre de St-Onge, fait à St-Onge, par Melocheville Builders Supplies et par monsieur Desparois ? Avez-vous retracé cela ?
 R. Voulez-vous répéter.
- D. Après avoir pris vos fonctions, est-ce que vous avez fait un examen des affaires du débiteur ?
 R. Oui.
- D. Avez-vous retracé dans les affaires du débiteur une indication quelconque, un signe, un relevé ou autres à l'effet qu'une vente aurait été faite le 24 octobre, par St-Onge, soit à Melocheville Builders Supplies ou à Desparois, pour un montant de \$2,000 ?
 R. Dans les documents, non, monsieur.
- D. Avez-vous retracé une entrée caisse d'un montant près de \$2,000 pour une vente, qui aurait été faite vers le 24 ?
 R. Non, monsieur.

CONTRE-INTERROGÉ PAR M^e DORVAL :
 AVOCAT de l'accusé.

- D. Monsieur Lafontaine, cette requête pour la nomination d'un séquestre intérimaire, adoptée le 15 octobre, est-ce que c'est la seule qui vous a été accordée à votre connaissance ?
 R. Qu'est-ce que vous voulez dire.
- D. Est-ce que ce séquestre intérimaire n'a pas été suspendu, à votre connaissance, par la suite ?
 R. Ensuite, le Juge Marier, à un moment donné, a suspendu, après votre demande ou celle de M^e Lauson, à la demande du procureur de St-Onge, le séquestre intérimaire.
- D. Voulez-vous dire à quelle date le séquestre intérimaire a été suspendu ?
 R. Je ne puis pas donner de date précise, je n'ai pas le document. Le séquestre intérimaire a été suspendu à peu près pour 5 jours, ça peut être 6 ou 7, environ cela.
- D. Ensuite, il a été...
 R. Réconfirmé.
- D. Lorsqu'il a été réconfirmé, est-ce que vous avez rencontré l'accusé, Marcel St-Onge, immédiatement après qu'il a été réconfirmé ?
 R. Là, ça dépend des dates. La journée même, peut-être que non, j'avais des employés à mon bureau aussi qui était en communication.
- D. Seriez-vous allé chez l'accusé Marcel St-Onge vers le 24 octobre ?
 R. Moi personnellement ou les employés de mon bureau ?
- D. Vous personnellement ?
 R. Moi, je suis allé seulement une fois à la maison privée, le dimanche, je ne sais pas si c'est le 24 ; seulement le personnel de mon bureau est en contact régulier ici à Valleyfield.

D. C'est plusieurs jours après le 15 octobre, si je comprends bien, que le séquestre a été mis en vigueur ; le 15 octobre. . .

R. Oui.

D. Pour combien de jours ?

R. Quand le séquestre est en vigueur, ce n'est pas nécessaire. . .

D. Je vous demande combien de jours le séquestre a-t-il été en vigueur ? Le 15 octobre, combien de temps a-t-il été en opération ?

R. Il faudrait que je vois les documents, il faudrait que je vois les documents, je ne suis pas capable de donner. . .

D. De toute façon, à votre connaissance, le séquestre a été suspendu pour une période de temps ?

R. Pour un certain nombre de jours.

Me BERGERON :

D. Vous rappelez-vous de l'ordonnance rendue le 3 novembre 1958, par le juge Elphège Marier, de la Cour Supérieure, à l'effet d'annuler l'ordonnance du 24 octobre 1958. La Cour suspend l'ordonnance du séquestre intérimaire. Voulez-vous en prendre connaissance ?

LE TRIBUNAL :

D. À quelle date cela ?

Me BERGERON : Le 3 novembre 1958.

Me DORVAL :

D. Ce qui veut dire qu'il y a eu une suspension du 24 octobre au 3 novembre 1958 ?

R. Pas nécessairement. Oui, c'est cela.

D. Il y a un ordre de suspendre le séquestre du 24 octobre, qui a été annulé le 3 novembre ?

LE TRIBUNAL : Vous dites qu'il y a un acte d'ordonnance qui suspend celui du 24 octobre.

Me BERGERON : Et un autre, l'ordonnance de séquestre a été rendue le 6 novembre.

Me DORVAL :

D. L'ordonnance, une suspension a été rendue le 24 octobre 1958 ?

R. D'après le document, oui.

D. Et il a été remis en vigueur le 3 novembre ?

R. Oui.

LE TRIBUNAL : Suspension le 24 octobre et remise en vigueur le 3 novembre, cela veut dire que la suspension a duré du 24 octobre au 3 novembre.

Me BERGERON : Il n'y avait pas de séquestre intérimaire.

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

De consentement, la présente enquête est ajournée au 21 août 1959.

Je, soussignée, sténographe judiciaire, certifie que ce qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténographiques.

Et j'ai signé :

Marthe CAUCHON,
Sténographe judiciaire.

**d) NOTES STÉNOGRAPHIQUES DE L'INTERROGATOIRE
DE MARCEL ST-ONGE EN COUR SUPÉRIEURE
LE 14 NOVEMBRE 1958.**

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

COUR SUPÉRIEURE

EN FAILLITE

No 253 (1958)

MARCEL ST-ONGE,

débiteur.

— & —

L. P. LAFONTAINE,

syndic.

Interrogatoire du débiteur, entendu à la requête du syndic, le 14 novembre 1958.

Robert CAUCHON,
sténographe judiciaire.

253 (1958)

COUR SUPÉRIEURE (en faillite)

DISTRICT DE MONTRÉAL

MARCEL ST-ONGE

INTERROGATOIRE le 14 novembre 1958

Page 3 & sq. — Transactions avec Melocheville Builders' Supply.

Page 7 — Ventes à M. Léandre St-Onge de \$1,600 à \$1,700. ou était-ce une livraison « sur votre propre construction de Faubert ? »

Page 26 — Question : N'y a-t-il pas une troisième hypothèque sur cette maison là ? Réponse : Oui. Qui est le prêteur ? **DA-MIEN LEGROS.**

Page 27

Page 28

Page 29

Page 30

Page 31

Page 32

Page 35 à 39 — Question : Les \$11,000 qui ont été payés par Legros ?...

Page 39 à 43 — Relation de l'acquisition des terrains commencement de la construction d'immeuble et vente à Léandre.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

COUR SUPÉRIEURE

EN FAILLITE

No 253 (1958)

MARCEL ST-ONGE,

débiteur,

— & —

L. P. LAFONTAINE,

syndic.

COMPARUTIONS :

Me OLIVIER GAUTHIER,

Me ANTONIO PARÉ,

avocat du syndic.

Me JOHN M. SCHLESINGER,

avocat du débiteur.

Sont aussi présents comme mandataires des créanciers :

M. RAYMOND LEBLANC,

M. LUCIEN RICHARD.

— M. ST-ONGE.

L'an mil neuf cent cinquante-huit (1958), le 14^{ème} jour de novembre,
a comparu :

MARCEL ST-ONGE,

domicilié au numéro 58, de la rue Vallée, en la cité de Salaberry de
Valleyfield, province de Québec, menuisier, âgé de 24 ans, le débiteur,
interrogé à la requête du syndic.

LEQUEL, après avoir été dûment assermenté sur les saints Évangiles,
dépose et dit :

INTERROGÉ PAR Me OLIVIER GAUTHIER,

Avocat du syndic :

D. Monsieur St-Onge, il a été produit une liasse de factures de marchandises vendues

à Melocheville. À votre connaissance, est-ce que ces factures représentent toutes les livraisons à Melocheville Builders & Supplies ?

R. Est-ce que vous avez compté combien il y en a là-dedans ?

M. LE RÉGISTRARE :

Répondez à la question.

M^e GAUTHIER :

D. Regardez-les, comptez-les et répondez ?

R. Bien, je sais qu'ils n'ont pas tous les bills, eux autres. Il en restait encore dans mon office que je ne leur avais pas donné.

M. LE RÉGISTRARE :

D. La question qu'on vous a posée est la suivante : on vous a exhibé une liasse des factures, on vous a demandé de les exhiber et dire si ces factures correspondent bien à toutes les ventes qui ont été faites ou les livraisons qui ont été faites à Melocheville Builders & Supplies ?

R. Oui, ce matériel-là a été livré là.

D. Est-ce que ça représente tout ce qui a été livré à Melocheville ?

R. Non, ça ne représente pas tout.

D. Seulement une partie ?

R. La plus grosse partie ; seulement, il est resté des factures, encore, dans l'office.

D. Comment se fait-il que ces factures aient été sauvées du feu et que les autres ont été détruites ?

R. C'est parce que, avant que ça passe au feu, quand ils livraient, ils leur donnaient les factures.

D. Je comprends que cette facture est la vôtre ?

R. Non, c'est celle de Melocheville ; ce n'est pas la mienne.

D. Qui rédigeait ces factures-là ?

R. C'est moi qui les faisais.

D. C'est vous qui les rédigez vous-même ?

R. Oui, c'est moi qui faisais les factures.

D. Est-ce qu'elles étaient faites au fur et à mesure des livraisons ?

R. Oui.

M. RICHARD :

D. Comment se fait-il que si vous nous dites qu'à Melocheville ils n'ont pas eu toutes les factures, et que votre homme, ce matin, nous a déclaré qu'à toutes les fois qu'il allait livrer de la marchandise...

M. LE RÉGISTRARE :

Vous allez interroger sans référer au témoignage qui a été donné ce matin. Posez la question directement.

M. RICHARD :

D. Comment se fait-il que vous prétendez que cette liasse de factures ne représente pas toutes les livraisons que vous avez effectuées à Melocheville Builders & Supplies, tandis qu'à toutes les fois que les livraisons sont faites le livreur, ou vous-même, apportiez un original et puis une copie de cette facture, pour faire signer la copie par le préposé de Melocheville Builders & Supplies ?

- R. Des fois je n'avais pas le temps de marquer le montant. Je marquais seulement le matériel qui était dessus. Je la comptais plus tard. J'ai dit : « je vais leur donner, mais que ça adonne je vais leur donner quelques voyages ».

M. LE RÉGISTRARE :

- D. Ces factures qui font partie de la liasse sont-elles des originaux que vous aviez à votre bureau ?
R. Non, elles ont été données à Melocheville Builders & Supplies.
D. Comment se fait-il qu'elles sont ici, actuellement ?

M^e SCHLESIGNER :

- D. Répondez ; est-ce que vous le savez ?
R. Je ne le sais pas.
D. Ce n'est pas vous qui les avez apportées ici ?
R. Non.

M^e GAUTHIER :

- D. Comment se fait-il...

M. LE RÉGISTRARE :

- D. Vous les reconnaissez comme étant les factures remises à Melocheville Builders & Supplies ?
R. Oui.

M^e GAUTHIER :

- D. Je produis, ici, votre état financier ?
R. Oui.
D. Il est véritable ; c'est un état véritable de vos affaires à date ?
R. A peu près, parce que je ne puis pas me rappeler tous les montants exacts, parce que compter tout cela de mémoire...
D. Où se l'écart que vous pensez être formé, à peu près, dans votre affaire ?
R. S'il y a une différence c'est entre Melocheville Builders & Supplies et moi ; la différence peut être là.
D. Vous avez vendu à votre père ?
R. Oui.
D. Combien ?
R. Ah ! à peu près de \$1600 à \$1700.
D. Est-ce que vous avez vendu à votre père ou si vous livriez de la marchandise sur votre propre construction de Faubert ?
R. Non, j'ai vendu.
D. A quel titre ; étiez-vous engagé par votre père quant à cette propriété-là de Faubert ?
R. Moi, papa m'a donné le contrat à moi, et moi je l'ai donné à un autre.
D. Pour combien vous a-t-il donné le contrat ?
R. \$2,500.
D. Pourquoi \$2,500.
R. Pour monter la menuiserie de cette maison-là.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Ça comprenait quoi ?

R. Ça comprenait le « rough » fini, la charpente et la menuiserie, seulement.

Me GAUTHIER :

D. Est-ce que ça comprenait les matériaux ?

R. Ah ! non.

D. Où deviez-vous prendre les matériaux ?

R. Mon père était supposé de les acheter de moi.

D. Est-ce qu'il les a tous achetés ?

R. Non ; il en a acheté seulement un peu.

D. Il en a acheté ailleurs ?

R. Non, la maison n'est pas finie.

D. Pour combien lui en avez-vous vendu, environ ?

R. En tout ?

D. Oui.

R. À peu près cela, \$1600 à \$1700.

D. Cela a été payé ?

R. Oui.

D. Comment ?

R. En argent.

D. D'un seul coup ou à plusieurs reprises ?

R. Non, à deux ou trois coups.

D. Toujours en argent ?

R. Oui, toujours en argent.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Qui donnait les commandes de matériaux ?

R. C'était mon père.

D. Il donnait les commandes à vous-même ?

R. Oui, moi-même.

Me GAUTHIER :

D. Votre père était au courant des besoins de la construction, au fur et à mesure qu'elle se développait ?

M. LE RÉGISTRAIRE :

Pas de suggestion.

Me GAUTHIER :

D. Votre père était-il au courant des besoins et matériaux exigés pour l'érection de cette maison-là ?

R. Oui.

D. C'est lui qui commandait directement chez vous ?

R. Oui.

Me PARÉ :

D. Est-ce qu'il surveillait la construction un peu ?

R. Oui.

D. Attentivement ?

R. Oui.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Est-ce qu'il y était à tous les jours ?

R. Non, je ne dirais pas à tous les jours, mais il surveillait la construction.

Me GAUTHIER :

D. Qui payait les ouvriers ?

R. C'était moi qui étais supposé de les payer quand la maison serait finie ; mon père était supposé de me donner \$2,500 à moi, et moi je payais les hommes après.

M. LEBLANC :

D. Les ouvriers qui travaillent n'attendent pas la fin de la construction ; ils veulent recevoir leur salaire hebdomadaire ?

R. Je l'ai donné à un contracteur.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Quel est le nom du contracteur ?

R. Grenier & Daoust.

D. De quel endroit ?

R. De Valleyfield.

Me PARÉ :

D. Est-ce que votre père a convenu que c'était un bon contracteur ?

R. Oui.

D. C'était des ouvriers ?

R. Très bon.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Ce contrat que vous avez donné à Grenier & Daoust était-il à l'écrit ou verbal ?

R. Écrit.

D. Par écrit ?

R. Oui.

D. Est-ce que vous en avez conservé une copie ?

R. Oui, je dois avoir ça chez nous.

D. En avez-vous remis une copie à ces messieurs ?

R. Oui.

Me SCHLESINGER :

D. À ces messieurs, voulez-vous dire les avocats du syndic ? Vous dites l'avoir remis à ces messieurs ?

M. LE RÉGISTRAIRE :

Non. Grenier & Daoust. Avez-vous les contrats qu'ils devaient faire la construction ?

R. ...

M. LE RÉGISTRAIRE :

- D. Qui, en vertu de ce contrat devait engager les ouvriers ?
R. C'est lui-même qui s'arrangeait avec ses hommes.
- D. Qui devait payer ?
R. Lui-même.
- D. A quel moment deviez-vous payer à Grenier & Daoust ?
R. A la finition de la maison.
- D. Y avait-il une clause dans le contrat par laquelle vous deviez verser un certain pourcentage au fur et à mesure que les travaux avançaient ?
R. Non.

Me GAUTHIER :

- D. Qui devait payer le contracteur à la fin de la construction ?
R. C'est moi qui leur payais, et papa me payait après.
- D. Vous leur avez versé combien, à date, aux contracteurs ?
R. Rien.

Me PARÉ

- D. Le contrat, avant, a été signé par vous ou par votre père ?
R. Par moi.

M. RICHARD :

- D. Quand ?
R. Au début du mois d'octobre.
- D. C'est un contrat par lequel Grenier et Laoust s'engageaient de fournir la main-d'œuvre, et de construire la maison entièrement ?
R. Oui.
- D. Pour une somme de \$2,500 ?
R. \$2,200.
- D. \$2,200 ?
R. Oui.

M. LE RÉGISTRAIRE :

- D. Y avait-il des plans et devis sur lesquels vous travailliez ?
R. Oui.
- D. Qui les avait fournis ?
R. C'est moi.
- D. Qui les avait fait faire ?
R. C'est moi.
- D. Chez qui ?
R. Raymond Berger.
- D. Architecte ?
R. Non, ce n'est pas un architecte, et ça ne prenait pas des plans d'architecte non plus.
- D. Les plans en question existent-ils encore ?
R. Oui ; je dois en avoir une copie. J'en ai remis une copie à Grenier & Daoust.

M. RICHARD :

D. Quelle genre de propriété aviez-vous l'intention de construire ?

R. Mon père avait l'intention de construire...

D. Quel genre de propriété ?

R. Un quatre logements.

D. Vous trouvez cela normal, pour construire un quatre logements que ça ne coûte pas plus cher que \$2,500.00 ?

R. Oui, je trouve cela normal. Je parle de la charpente et de la menuiserie ; je ne parle pas de la brique ni de la peinture.

M^e SCHLESINGER :

D. C'était rien que pour le « rough » ?

R. Oui.

M. RICHARD :

D. Le « rough » et la finition ?

R. Oui.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Qu'est-ce que vous entendez par le mot « finition » dans ce cas-ci ?

R. J'entends toute la finition, moi.

D. Est-ce que vous entendez les armoires en-dedans ?

R. Oui.

D. Les boiseries, les cadres, les tringles ?

R. Oui.

D. Alors c'est un contrat qui devait être réalisé en deux sections. Quand le « rough » est monté il y a beaucoup de choses à faire ; après ça c'est la finition ?

R. Oui.

D. Est-ce qu'il y avait une stipulation à cet effet-là ?

R. Oui.

M^e SCHELSIGNER :

Le contrat parle par lui-même. Il va être produit, le contrat.

M^e SCHELSIGNER :

D. Avez-vous une copie de ce contrat ?

R. Oui, je dois l'avoir chez nous.

D. Voudrez-vous le produire comme pièce S-5 ?

R. Si je veux le produire, je le ferai certainement.

M^e GAUTHIER :

D. Est-ce que ça été passé devant notaire, ce contrat-là ?

R. Non.

D. Est-ce que votre père était présent à la passation de ce contrat ?

R. Qu'est-ce que voulez dire ?

D. Est-ce qu'il était là quand vous avez signé le contrat ?

R. Non.

- D. Est-ce qu'il était au courant que vous donniez ce contrat ?
 R. Oui.
- D. Et il continue à surveiller les travaux encore ?
 R. Mon père ?
- D. Oui.
 R. Oui.
- D. Et cette maison-là est commencée depuis environ un an ?
 R. Oui.
- D. Qu'est-ce qu'il y a de fait ?
 R. Le solage, le premier plancher.
- D. À la date où les travaux ont été commencés, est-ce que vous étiez propriétaire du terrain ?
 R. Non.
- D. À la date où le solage a été construit, étiez-vous propriétaire du terrain ?
 R. Oui.
- D. C'est vous qui avez commencé les travaux ?
 R. Oui.
- D. Pour quelle raison les avez-vous arrêtés ?
 R. C'est parce que je n'avais pas d'argent.

M. RICHARD :

- D. Chiasson, contracteur de Valleyfield, est-ce qu'il vous doit de l'argent ?
 R. Oui, il me doit.
- D. Comment se fait-il que vous ne l'avez pas inclus sur la liste des comptes recevables ?
 R. Il n'est pas inclus là-dessus ?
- D. Non ?
 R. Vous aviez des factures de lui ; de Lionel Chiasson, que vous aviez en votre possession.

Me GAUTHIER :

- D. Depuis la pétition en faillite, est-ce que vous avez tenu une comptabilité des livraisons que vous faisiez ?
 R. Ah ! plus ou moins vague ; c'est plutôt le gardien qui a eu les bills de ça.

M. RICHARD :

- D. Après que le gardien eût été enlevé, après le feu, sur certaines factures vous inscriviez vos livraisons ?
 R. Il y en a eu dans un petit livre, et puis les autres ça été dans un livre de factures ordinaire.
- D. Oui. . .
 R. Des factures d'épicerie.
- D. Qui a ce livre de factures d'épicerie ?
 R. Ah ! je sais que mon employé l'a eu une secousse.

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. Quel employé ?

R. Bernard Lafontaine. Là, je ne sais pas s'il l'a encore.

M. LE RÉGISTRAIRE :

M. RICHARD

D. Qui a ce petit livre ?

R. C'est moi.

Me GAUTHIER :

D. Pouvez-vous le produire ?

R. Certainement.

Me SCHLESINGER :

D. Comme pièce S-6 ?

R. Oui.

Me GAUTHIER :

D. Est-ce que vous l'avez sur vous ?

R. Non.

D. Est-ce que vous avez vendu à un contracteur du nom de Fournier ?

R. Non.

D. Jamais ?

R. Jamais.

M. LEBLANC :

À quelle date avez-vous reçu la pétition de faillite ?

Me SCHELSINGER :

C'est facile à voir.

Me GAUTHIER :

Le 15 octobre.

M. LEBLANC :

D. De toute façon, c'est en octobre ?

R. Oui, c'est en octobre.

D. Et l'incendie est arrivé subséquemment ?

R. C'est en octobre l'incendie, à peu près, je ne me rappelle pas la date.

D. Alors vous, dans ce temps-là, si je comprends bien, votre position financière n'était pas...

M. LE RÉGISTRAIRE :

Pas de questions suggestives.

M. LEBLANC :

D. Est-ce qu'à la fin du mois d'octobre votre position financière laissait prévoir que vous seriez insolvable ?

R. Pas trop, non.

D. Pas trop ?

R. Non.

- D. Sur quoi comptez-vous pour cela ?
R. J'avais des comptes qui étaient dûs.

M. LE RÉGISTRARE :

- D. Par qui ?
R. Par Melocheville Builders & Supplies.

D. Et qui d'autres ?
R. Des contracteurs qu'il y a sur cette liste-là ici.

D. Des contracteurs ! quels contracteurs ?
R. Il y a Lionel Chiasson, Arthur Berger et d'autres.

M^e SCHLESINGER :

Si vous parlez de cette liste, vous allez la produire.

M. LEBLANC :

- D. Vous avez commencé votre commerce vers quelle date ?
R. Au début de juillet.

D. Alors, à l'incendie de la fin du mois d'octobre cela faisait trois mois, et durant ces trois mois, aviez-vous versé quelques acomptes que ce soient à vos fournisseurs ?
R. Oui.

D. Vous avez versé des acomptes ?
R. Oui.

M. RICHARD :

- D. A qui ?
R. Ottawa Valley Lumber.

D. Combien ?
R. Aux alentours de \$225.00 ; je ne me rappelle pas exactement.

D. \$225.00 ?
R. A peu près.

M. LEBLANC :

- D. A peu près \$225.00 sur une dette de combien ?
R. Ah ! je ne me souviens pas combien je devais.

M. RICHARD

- D. L'autre, Atlantic Gypsum Ltd., combien ?
R. Au-dessus de \$350.00.

D. Devant quel notaire avez-vous signé votre acte de vente ?

M^e SCHLESINGER :

- D. Je vais produire l'acte de vente.

M. RICHARD :

- D. L'acte de vente par lequel vous avez vendu votre propriété à votre père, vous l'avez signé devant quel notaire ?
R. Le notaire Lupien.

D. Quel genre d'entente eût lieu entre Lavigueur, Dumouchel et vous-même, devant le notaire Lupien. Pouvez-vous expliquer à la Cour l'entente que vous avez eu ensemble ?

R. On n'a jamais été chez le notaire ensemble.

D. Auriez-vous objection à délier le notaire de son secret professionnel ?

Me SCHLESINGER :

Vous ne pouvez pas lui demander cela. C'est complètement illégal. Je m'oppose à cette question-là.

M. LE RÉGISTRAIRE :

Objection admise

Me GAUTHIER :

D. Je comprends, quand vous avez construit la maison de la rue Vallée, vous aviez besoin d'argent ?

R. Naturellement, ça coûtait cher.

D. N'y a-t-il pas une troisième hypothèque sur cette maison-là ?

R. Oui.

D. Qui est le prêteur ?

R. Damien Legros.

D. Cela faisait longtemps que vous connaissiez Legros au moment où vous avez emprunté ?

R. Une petite secousse, oui.

D. Qu'est-ce qu'il fait, Legros ?

R. Là, il est dans le transport, dans le moment.

D. Qu'est-ce qu'il faisait au moment où il vous a prêté ?

R. Il était vendeur de chars pour le garage Imbault.

D. Il vous a prêté combien ?

R. \$6,000 sur la maison.

D. Vous avez été payé ?

R. Oui.

D. Comment ?

R. En argent.

D. Est-ce qu'il vous a payé devant le notaire ?

R. Non, pas devant le notaire.

D. Quand est-ce qu'il vous a payé ?

R. Il m'a payé durant la même journée.

D. \$6,000 comptant ?

R. \$11,000 comptant, parce que j'ai des hypothèques sur des terrains.

D. C'est un vendeur d'automobile ?

R. Oui.

D. Est-ce qu'il est propriétaire d'une maison à Valleyfield, à votre connaissance ?

R. Je ne le sais pas du tout.

D. Est-ce qu'il y a longtemps qu'il demeure à Valleyfield ?

Me SCHLESINGER :

Je m'oppose à cette question comme illégale.

M. LE RÉGISTRAIRE :

Limitez vos questions aux transactions qui se seraient passées entre Legros et St-Onge.

Me GAUTHIER :

D. Avec le \$11,000 prêté par Legros, qu'est-ce que vous avez fait ?

R. Avec \$6,000 sur ma maison, j'ai fini ma maison avec cela.

D. Qu'est-ce que vous avez payé ?

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. De quelle maison parlez-vous ?

R. Sur la rue Vallée.

D. Est-ce que c'est une maison. . .

Me GAUTHIER :

Ce n'est pas la même que tout à l'heure.

M. LE RÉGISTRAIRE :

C'est une autre.

Me GAUTHIER :

D. Qu'est-ce que vous avez payé ?

R. Bien, j'ai payé le matériel, la plomberie, l'électricité, puisque j'ai tout payé.

D. Avez-vous payé le bois ?

R. Certainement.

D. Est-ce que vous avez pris le bois acheté aux fournisseurs pour le faire rentrer dans votre propriété.

R. Non.

M. RICHARD :

D. Qui vous a fourni les matériaux pour bâtir, sur la rue Vallée ?

R. Melocheville Builders & Supplies.

D. Qu'est-ce que vous avez fait avec le \$12,000 que vous avez emprunté de la Caisse Populaire ?

R. Je l'ai mis sur la maison.

D. Vous avez payé les matériaux ?

R. Oui.

D. Combien vous a coûté cette maison-là, les matériaux de construction ?

R. Les matériaux puis le temps; voulez-vous dire complet ?

D. Oui, parce que le temps . . .

M. LE RÉGISTRAIRE :

D. L'inventaire de la maison, le temps et matériel ?

R. Pas bien loin de \$20,000.

D. Elle est évaluée à combien, par la municipalité ?

R. Je n'ai pas... papa n'a pas l'estimé encore.

M. LEBLANC :

D. Alors, la propriété vous coûtait environ \$20,000 ?

R. Oui.

D. Sur laquelle la Caisse Populaire avait une hypothèque de \$12,000 ?

R. Oui.

D. Et un autre prêteur avait une petite hypothèque ?

R. De \$2,000.

D. Ce qui fait \$14,000 ?

R. Oui.

D. Et Legros était satisfait d'investir \$11,000 ?

...

R. \$6,000.

M. RICHARD :

\$1,500 et \$5,000 que Legros vous a prêté sur le terrain.

M. LE RÉGISTRARE :

D. Il y a \$6,000 sur votre maison où vous demeurez. Est-ce que ces sommes comprennent plusieurs autres hypothèques ou si c'est séparé ?

R. C'est séparé.

M. RICHARD :

D. Sur combien d'immeubles ?

R. Sur quatre terrains.

D. Où sont-ils situés ?

R. Deux pour mon clos de bois sur la rue Vallée, il y en a deux là; puis, il y en a deux autres sur la rue Marie-Rose.

D. Deux sur la rue Vallée ?

Me SCHLESINGER :

D. Juste à côté de la maison ?

R. Oui.

M. RICHARD :

D. Et les deux autres où ?

R. Sur la rue Marie-Rose.

D. Est-ce que vous avez une construction qui marche sur la rue Marie-Rose ?

R. Non.

D. Ou si c'est terminé ?

R. Non.

D. Les terrains sont vacants actuellement ?

R. Oui.

D. Et avez-vous acheté du scutan ?

R. Oui.

- D. De qui ?
 R. J'en ai acheté de Décarie ou plutôt Décary.
- D. En avez-vous acheté de d'autres fournisseurs ?
 R. Je sais que j'en ai dix rouleaux. A part de ça, je crois que ... de qui est-ce que j'ai acheté ça ?
- D. Vous avez acheté du scutan de Décary ?
 R. Oui.
- D. Cela, vous pouvez en avoir dix rouleaux que vous avez fait venir, total ?
 R. Oui.
- D. Ca fait ?
 R. ...
- D. Comment se fait-il, monsieur St-Onge, que vous avez acheté de Décary 25 rouleaux, et puis que vous en avez vendu à Melocheville 75 rouleaux ?
 R. Ce n'était pas rien que du scutan.
- D. Non. Et du scutan vous en avez vendu 75 rouleaux. Si vous voulez vérifier la liasse de factures.

Me SCHLESINGER :

Montrez-lui les factures, premièrement.

Me SCHLESINGER :

- D. Est-ce que c'est un achat de 75 ou s'il a vendu cela tout d'un coup ?
 Me Gauthier :
- D. Les matériaux que vous avez achetés de Melocheville pour construire votre maison sur la rue Vallée sont ces matériaux que vous leur aviez vendus précédemment ?
 R. Non.
- D. Les avez-vous payés, ces matériaux à Melocheville ?
 R. Oui.
- D. Quand ?
 R. Quand j'ai bâti, au fur et à mesure que j'ai bâti la maison.

M. LE RÉGISTRARE :

- D. Par chèque ou en argent ?
 R. Il y a eu des chèques et il y a eu de l'argent comptant.

Me GAUTHIER :

- D. Avez-vous des reçus ?
 R. Je dois avoir les reçus chez nous.
- D. Pouvez-vous les produire ?
 R. Oui.
- D. Comme pièce S-7 ?
 R. Oui.

M. LE RÉGISTRARE :

- D. Les \$11,000 qui ont été payés par Legros ?
 R. Oui.

D. Quelque temps après que vous eussiez passé l'acte chez le notaire ont été payés de quelle façon ?

R. En argent.

D. \$11,000 ?

R. Oui.

D. En argent ?

R. Oui.

Me GAUTHIER :

D. Est-ce que vous avez déposé cet argent-là à la banque ?

R. Non.

D. Qu'est-ce que vous avez fait avec ?

R. J'ai payé mes comptes.

D. Vous avez gardé cet argent dans votre poche ?

R. Je l'ai gardé chez nous.

D. Chez vous ?

R. Oui.

D. Où chez vous ?

R. C'était dans un bureau, cela.

D. Est-ce que votre épouse a eu connaissance que vous aviez \$11,000 dans un bureau ?

R. Ah ! pas à ma connaissance, non.

D. Le bureau, était-ce dans votre chambre ?

R. Dans ma chambre.

D. Dans quel bureau était-ce ?

R. Dans ma chambre.

D. Dans le bureau de votre chambre; mais quel bureau exactement ?

R. Le bureau pour homme.

D. Quel tiroir ?

R. Le dernier du bas.

D. Qu'est-ce qu'il y avait dans ce tiroir ?

R. Il y avait du linge.

M. LE RÉGISTRARE :

D. Vous l'avez gardé combien de temps, à peu près, cette somme de \$11,000 dans le tiroir ?

R. Ah ! peut-être une couple de semaines, trois semaines.
J'ai payé les dettes que j'avais.

D. Qui avez-vous payé, exactement, avec ce \$11,000 là ?

R. Melocheville Builders & Supplies.

D. Vous leur avez tout payé ce que vous leur deviez ?

R. Oui.

M. RICHARD :

- D. C'est à quelle date cela ?
R. C'est à la fin de juin, au milieu de juin ou à la fin de juin, je ne me rappelle pas.
D. A la fin de juin ?
R. Je ne me rappelle pas exactement de cela, ça fait déjà quatre mois.
D. L'hypothèque de Legros n'est pas subséquente à la fin de juin ?
R. ...
D. Vous avait-il prêté avant d'aller passer les papiers chez le notaire ?
R. Non, mais j'avais une hypothèque de la Caisse Populaire, avant ça.
D. Je crois qu'il est question du \$11,000 de Legros ?
R. Oui.

M. LEBLANC :

- D. Avez-vous déjà vendu de la marchandise à Legros ?
R. Un petit peu.

Me GAUTHIER :

- D. Qui le lui a livré ?
R. Mon employé.
D. Est-ce qu'il l'a payée, Legros, cette marchandise-là ?
R. Oui, il m'en a payé une partie. Et puis c'était pour un magasin, je crois, qu'il voulait bâtir, et il a changé d'idée, ça fait que j'ai été chercher l'autre partie qu'il n'a pas prise.
D. Mais ce qu'il a gardé il l'a payé ?
R. Oui.

M. LE RÉGISTRAIRE :

- D. La propriété sur la rue Vallée que vous avez donné à contrat, est-ce que vous l'avez vendue à quelqu'un ?
R. Sur la rue Vallée ?
D. La propriété où il y a seulement les fondations dessus; ça se trouve sur quelle rue ?

Me GAUTHIER :

Faubert.

M. LE RÉGISTRAIRE :

- D. La propriété Faubert, est-ce que vous l'avez vendue à quelqu'un ?
R. Non, parce qu'elle n'était pas construite; j'ai vendu le terrain et le solage à mon père.
D. A quel moment ?
R. En même temps que mon autre maison et mes terrains.
D. La maison de la rue Vallée; en même temps ?
R. Oui.
D. Vous avez vendu cela pour combien ?
R. Cela fait \$25,700 je crois.
D. Y a-t-il eu un acte de passé devant notaire ?
R. Oui.

- D. Devant quel notaire ?
 R. Lupien.
- D. Alors, l'acte est produit, n'est-ce pas ?
 R. ...
- D. Est-ce que vous avez reçu de l'argent comptant ?
 R. Oui, j'ai reçu \$500 comptant.
- D. Donné de quelle façon ?
 R. En argent, encore.
- D. A quel moment avez-vous reçu cet argent ?
 R. Je pense qu'on a pensé le contrat disons à une heure, et vers deux heures ou trois heures, papa m'a donné l'argent pour cela.
- D. Devant le notaire ?
 R. Non.
- D. Où ?
 R. Chez nous, je pense.
- D. Dans la maison, sur la rue Vallée ?
 R. Je crois que oui.

Me GAUTHIER :

- D. Quand vous avez acheté ces terrains-là, sur la rue Faubert et Marie-Rose ?
 R. Sur la rue Marie-Rose, c'est en 1953.
- D. Puis sur la rue Faubert ?
 R. Sur la rue Faubert, je crois que c'est en 1956.
- D. Qu'est-ce que vous faisiez, à ce moment-là, en 1953 ?
 R. Je travaillais à la journée.

M. RICHARD :

- D. Tout à l'heure, monsieur St-Onge, vous nous avez dit que le solage, sur la rue Faubert, était construit voilà un an ?
 R. Oui.
- D. Comment se fait-il, lorsque vous avez décidé de construire une maison que vous n'avez pas profité de chez Faubert au lieu de la rue Vallée où vous aviez déjà un solage de fait ?
 R. C'est parce que j'avais une hypothèque sur la rue Vallée, avec la Caisse Populaire.
- D. Vous auriez pu l'avoir ?
 R. Non, ils ne voulaient pas transférer l'hypothèque.
- D. Vous aviez déjà une hypothèque de \$12,000 sur la rue Vallée ?
 R. Oui.
- D. Votre maison n'était pas commencée ?
 R. Oui.
- D. \$12,000 ?
 R. Je n'avais pas \$12,000 dans mes poches ; c'était à la Caisse Populaire.
- D. La Caisse Populaire ne voulait, dans ce temps-là, vous prêter pour Faubert ?
 R. Non.

M. LE RÉGISTRARE :

D. Qui vous a décidé à vendre vos propriétés sur la rue Faubert ?

R. De la vendre voulez-vous dire ?

D. Oui ?

R. C'est parce que cela m'a fait \$500 de plus pour mettre dans mon commerce, et puis cela me débarrassait des hypothèques qu'il y avait dessus et qu'est-ce que j'avais à rencontrer. J'ai dit : « en commerce, je ne serai pas capable de rencontrer, j'aime autant tout vendre à mon père. Lui, il n'y a pas personne pour lui ôter. »

M. RICHARD :

D. Vous avez acheté pour \$80,000 de marchandises. Vous n'avez pas payé un sou. Comment se fait-il que vous aviez besoin de \$500 pour mettre dans votre commerce. Vous aviez déjà pour environ \$50,000 d'acheté dans ce temps-là ?

R. Oui.

D. De l'argent, vous en aviez retiré ?

R. J'en avais pas retiré beaucoup, parce qu'on me devait.

Me SCHLESINGER :

D. Combien Melocheville vous doit-il encore ?

R. D'après mon idée, ils doivent me devoir à peu près \$60,000 à \$62,000.

D. Je vois que c'est marqué \$52,000 sur le bilan, quant à vos comptes recevables ?

R. Oui.

M. RICHARD :

D. Comment se fait-il, lorsque vous m'avez donné des torchons, pour bien dire . . .

M. LE RÉGISTRARE :

Posez votre question autrement.

M. RICHARD :

D. Cet actif, vous n'en avez pas ! Est-ce que vos terrains, sur la rue Marie-Rose, est-ce qu'ils vous appartiennent encore ?

R. Non, c'est à mon père.

D. Vous avez vendu ces terrains aussi ?

R. Oui.

M. LE RÉGISTRARE :

D. Par le même acte ?

R. Oui, par le même acte.

D. Tout ce que vous aviez a été vendu à votre père, par le même acte ?

R. Oui.

Me SCHLESINGER :

Tout l'actif ! voulez-vous dire la propriété ?

M. LE RÉGISTRARE :

D. Les terrains, la propriété, tout cela par le même acte ?

R. Oui.

M. LEBLANC :

- D. Vers quelle date, monsieur St-Onge ?
R. Je crois que c'est au milieu du mois d'août.
D. Sans préciser la date, dans quel mois ?
R. Je ne suis pas capable de préciser la date, je ne m'en rappelle pas.

Me SCHLESINGER :

Il va produire l'acte.

M. LEBLANC :

- D. Le 4 novembre, je crois comprendre que vous avez reçu une expédition par camion de matériel, et que vous avez commandé le déchargement. À ce moment-là, avec quoi comptiez-vous rencontrer le paiement ?
R. Du wagon ?
D. Le 4 novembre ?
R. Un wagon de quoi ?
D. Je crois comprendre que le wagon vous a été expédié par Alexandre Murray ?
R. Je ne l'ai pas pris.
D. Pour quelle raison ne l'avez-vous pas pris ?
R. C'est parce qu'ils m'ont mis en faillite, ça ne me servait à rien de le prendre.
D. Est-ce que vous avez commencé le déchargement de ce wagon ?
R. Ce n'est pas moi qui vais commencé, c'est eux autres qui avaient l'ordre de commencer le déchargement. Moi, quand je suis arrivé, j'ai rencontré le président. C'est pour la question d'Alexandre Murray, je lui ai dit que je ne voulais pas avoir ce wagon.
D. Alors, c'est sur vos ordres que le matériel a été rechargé dans le wagon ?
R. Oui.
D. Ce n'est pas le gérant de crédit de la compagnie qui est allé vous empêcher de continuer le déchargement et qui vous aurait ordonné de le charger ?
R. Il est venu me voir. J'ai dit que je ne voulais pas le prendre.
D. À ce moment-là, est-ce que vous aviez payé le « freight » ?
R. Non.
D. Comment expliquez-vous que la compagnie...

Me SCHLESINGER :

- D. Ils avaient laissé ouvrir le wagon sans que le freight fût payé ?
R. Je ne le sais pas.
D. Qui est-ce qui était en train de décharger la marchandise ?
R. Je ne le sais pas, moi.

M. LE RÉGISTRAIRE :

- D. Quand vous avez vendu vos propriétés à votre père, et votre maison, est-ce que vous avez prévu que le loyer que vous devriez payer à votre père ?
R. Pour un loyer ?
D. Un loyer.
R. Où je reste, voulez-vous dire ?

- D. Oui ?
 R. Mon père il m'a dit de rester là pour un an que je ne paierais pas de loyer.
- D. Y avait-il une sorte de déduction que vous deviez lui faire ?
 R. Non.
- D. Est-ce que votre père vous doit de l'argent ?
 R. Non, c'est moi qui lui en dois.
- D. C'est-à-dire, je vais vous aider un peu. Pour le contrat, il vous en a donné pour la construction du solage ?
 R. Sur le solage, non.
- D. Est-ce qu'il a payé \$2,500 ?
 R. Non, parce qu'il n'était pas fini.
- D. Donc, il vous doit \$2,500 ?
 R. Moi j'ai donné \$2,200 à l'autre.
- D. Comment se fait-il que vous devez \$2,200 ?
 R. J'ai donné le contrat, \$2,200 quand la maison sera finie.
- D. À part du \$2,500 que votre père doit vous payer ?
 R. Vous comprenez mal la question.
- D. Je vous pose la question de nouveau : votre père vous a donné ou promis de vous faire un contrat ?
 R. Pour ça ?
- D. Ou un engagement quelconque, verbal ?
 R. Verbal.
- D. Et ce qui est arrivé, il vous payait \$2,500 pour construire la maison jusqu'au toit, le carré, et la finition ?
 R. Oui.
- D. Avez-vous reçu \$2,500 ?
 R. Non.
- D. Avez-vous payé quelqu'argent aux contracteurs ?
 R. Non.
- D. Du tout ?
 R. Du tout.
- D. Est-ce que vous êtes endetté vers le contracteur d'une somme de ...
 D. \$2,200.
- D. Alors, votre père vous doit \$2,200 ?
 R. \$2,500 mon père.
- D. À part du \$2,500 que votre père vous doit, le \$2,000 qu'il vous a prêté en argent et que vous lui devez ?
 R. Oui.
- D. Combien ?
 R. Il m'a prêté aux alentours de \$2,000.
- D. De quelle façon l'a-t-il sorti ?
 R. En argent, encore.

- D. \$2,000 tout d'un coup ?
 R. Non. Il m'a donné ça trois coups de \$500 et des montants de \$100, \$50 et \$200.
- D. Est-ce que vous lui avez signé une reconnaissance de dette ?
 R. Non, il avait confiance en moi.
- D. A quelle époque vous a-t-il prêté cela ?
 R. C'est trois semaines ou un mois après que je fus parti en affaire.
- D. Qu'est-ce que vous avez fait avec cet argent-là ?
 R. J'ai payé des frais, j'ai payé . . . j'ai fait les paies, les dépenses, j'ai vécu moi-même.
- D. Quand vous êtes parti en affaire, est-ce qu'il y a quelqu'un qui vous a suggéré de partir en affaire ?
 R. Non.
- D. Il n'y a personne qui vous a incité à partir un commerce de bois ?
 R. Non.
- D. Est-ce que le commerce de Lavigueur était parti avant ?
 R. Oui. J'avais acheté du matériel là pour ma maison.
- D. Il n'a jamais été question, entre lui et vous-même, de partir une affaire à votre nom ?
 R. Non.
- D. Est-ce que vous connaissiez Dumouchel avant ?
 R. Oui.
- D. Est-ce qu'il avait été question, avant de partir en affaire avec Dumouchel, de vous établir dans une ligne ?
 R. Non.
- Me PARÉ :
- D. Êtes-vous déjà allé avec Dumouchel et avec votre employé Lafontaine chez Dumouchel ?
 R. Je crois que oui, on y a déjà été.
- D. Vous avez livré à Melocheville, et pendant tout le cours de vos livraisons à Melocheville aviez-vous toujours l'intention de les facturer comme des clients ordinaires ?
 R. Certainement.
- D. Vous ne vous êtes jamais demandé pourquoi il ne payait pas ?
 R. Non.
- D. Vous ne leur avez jamais parlé de paiement ?
 R. Ah! plus ou moins vague, cela me gênait un peu de leur en parler.
- M. LE RÉGISTRAIRE :
- D. A quel montant étiez-vous rendu; quelle était la créance envers vous ?
 R. Peut-être \$5,000 à \$6,000.
- D. Combien ?
 R. \$5,000 à \$6,000.

Me PARÉ :

- D. Vous venez de me dire \$62,000 ?
- R. Ce n'est pas la même question qu'on me pose.

M. LE RÉGISTRARE :

- D. Vous dites que cela vous gênait de leur demander; combien vous devaient-ils ?
- R. Dans le temps, à peu près \$5,000 à \$6,000.
- D. Vous avez été gêné par la suite, jusqu'au montant final de \$62,000 ?
- R. Oui.

Me SCHLESINGER :

- D. Pourquoi vous gênaient-ils ?
- R. Il avait un commerce de bois, il connaissait ça mieux que moi; il m'a expliqué comment marcher, il connaissait le bois. Parce que moi je leur avais parlé que je voulais partir un commerce de bois, et cela me gênait.

M. LE RÉGISTRARE :

- D. A qui aviez-vous parlé que vous vouliez partir un commerce de bois ?
- R. Aux deux; Dumouchel et Lavigneur. C'était mon idée personnelle, je voulais partir un commerce.

Me SCHLESINGER :

- D. Cela vous gênait de leur demander de l'argent.
- R. Oui.

Me GAUTHIER :

- D. Est-ce qu'avant de partir commerce vous avez discuté de cela avec eux autres ?
- R. C'est venu, comme ci comme ça, je parlais du commerce un peu.

M. RICHARD :

- D. Au début de votre commerce, monsieur St-Onge avez-vous envoyé des lettres à quelques fournisseurs de bois leur demandant les prix de détail ?
- R. Oui.
- D. Qui a imprimé ces lettres-là ?
- R. J'ai demandé à Lavigneur s'il connaissait une imprimerie pour cela, pour faire ça, soit sa secrétaire, parce que moi, le type, je ne sais pas écrire au type; je lui ai demandé cela.
- D. Combien vous a-t-on chargé pour faire cela ?
- R. Je pense que c'est \$25.
- D. L'avez-vous payé ?
- R. Oui.
- D. Il vous a donné un reçu ?
- R. Oui.
- D. Pouvez-vous produire ce reçu ?
- R. Oui.
- D. Vous avez ce reçu-là ?
- R. Oui. Je ne l'ai pas sur moi, mais je dois avoir ça chez nous.
- D. Si quelqu'un s'en occupe, vous allez pouvoir le remettre immédiatement ?
- R. Oui, certainement.

Me PARÉ :

D. Qu'est-ce que vous avez envoyé à vos fournisseurs...

M. LE RÉGISTRARE :

D. Vous souvenez-vous, approximativement, la date de l'incendie ?

R. C'était le 21 ou le 22; le 23, je ne le sais pas.

Me GAUTHIER :

Le 23, le 24. ,

M. LE RÉGISTRARE :

D. Êtes-vous allé faire un voyage, à peu près dans ce temps-là ?

R. Oui.

D. Voulez-vous préciser, chronologiquement, les dates du moment de votre départ pour ce voyage et le moment de l'incendie. Est-ce que c'était le même jour ?

R. Non, ce n'était pas le même jour.

Me GAUTHIER :

D. Est-ce que vous chauffiez votre bureau à cette période-là ?

R. Oui.

D. Quelle sorte de fournaise aviez-vous ?

R. Une fournaise à l'huile.

D. Et puis, est-ce que c'était une fournaise automatique ?

R. Non; une petite fournaise ordinaire.

D. A quelle heure le feu a-t-il été mis dans la fournaise ?

R. On le laissait toute la journée.

D. C'était allumé toute la journée, toute la nuit ?

R. Quand il faisait bien chaud dans la journée, on l'éteignait, n'est-ce pas.

D. Il fallait la rallumer ?

R. Oui, on l'allumait.

D. Quand l'allumiez-vous, habituellement ?

R. Ce n'était pas moi, c'était mon homme.

M. LE REGISTRAIRE :

D. Vous aviez dit tout à l'heure que vous aviez fait un voyage ?

R. Oui.

D. A quel endroit avez-vous fait ce voyage ?

R. Trois-Pistoles.

D. Était-ce un voyage d'affaires ? ,

R. Oui.

D. Chez qui ?

R. Chez Gaspesia Lumber, et j'ai été chez Daigle & Paul, Godbout et Côté.

D. Vous avez parlé à quelques personnes, à ces endroits-là ?

R. Oui.

D. Les connaissez-vous par leur nom ?

R. Non, mais je les reconnaîtrais de vue si...

- D. Vous les reconnaîtriez ?
 R. Je crois bien.
- D. Quelle était la nature . . .
 R. C'était pour avoir du bois à meilleur marché que par ici.
- D. Vous étiez au courant qu'une requête en faillite avait été émise contre vous ?
 R. Oui.
- D. Vous étiez au courant qu'il y avait eu un séquestre intérimaire contre vous ?
 R. Oui.
- D. Combien de temps avez-vous été dans votre voyage ?
 R. Trois jours, je crois bien.
- D. Quand vous êtes revenu c'était à quelle date ?
 R. Ah !
- D. Sur la question de date . . . quant à la question de jours, vous avez été trois jours ?
 R. Oui.
- D. Vous êtes revenu le lundi, le mardi ou le mercredi ?
 R. Je crois que c'est le vendredi ou le samedi matin.
- D. Vous êtes revenu . . .
 R. Oui, le vendredi soir. Le vendredi soir ou le samedi soir.
- D. Quand êtes-vous parti ?
 R. Je suis parti un mardi, je crois bien.
- D. L'incendie eut lieu quand ? Sans dire la date, le jour ?
 R. On m'a dit que c'était le jeudi, je crois.
- D. Qui vous l'a dit ?
 R. Ma femme, mon homme était là aussi.
- D. Comment êtes-vous allé à Trois-Pistoles ?
 R. Avec mon char.
- D. Étiez-vous seul ?
 R. Non.
- D. Qui vous accompagnait ?
 R. Achille Léger.
- D. Où demeure-t-il ?
 A. À Valleyfield.
- D. Qu'est-ce qu'il fait ?
 R. Il est sur l'assurance-chômage.
- D. Comment se fait-il qu'il vous accompagnait ?
 R. C'est moi qui lui avait demandé s'il voulait venir avec moi. C'est assez loin, c'est ennuyant d'être tout seul.
- D. Est-ce que vous aviez l'habitude de demander . . .
 R. C'est plutôt pour aller faire un voyage.
- D. Pour cette fois-là vous avez demandé quelqu'un ?
 R. Oui.

D. Il vous a accompagné jusque là-bas ?

R. Oui.

D. Vous avez couché où ?

R. Au Manoir de Trois-Pistoles, à Trois-Pistoles.

D. Vous avez signé le registre ?

R. Oui.

D. Votre homme qui vous accompagnait a signé le registre ?

R. Je crois bien que oui.

Me GAUTHIER :

D. Qui vous a conseillé ...

M. RICHARD :

D. Est-ce que vous avez acheté de Delorimier Distributors ?

R. Oui.

D. Une commande de combien; savez-vous ?

R. Ah ! \$700 à \$800 ; je ne suis pas au courant.

D. Pouvez-vous décrire le genre de marchandises ?

R. Prenez les ordres : il y a de la tuile, des tapis.

D. Des tapis ?

R. Oui.

D. À qui avez-vous vendu la tuile ?

R. J'en ai vendu à Philippe Dumouchel.

D. Est-ce qu'il a payé ?

R. Non.

D. Il ne vous a pas payé ?

R. ...

D. En avez-vous vendu à d'autres ?

R. Je ne puis pas ... ah ! peut-être une cinquantaine que j'en ai vendu.

D. De ...

R. De tuiles, j'en ai vendu. Je ne me rappelle pas ... \$50 à mon père.

D. Est-ce qu'il vous a payé ?

R. Oui.

Me GAUTHIER :

D. Pourquoi n'avez-vous pas le nom de Philippe Dumouchel comme étant un de vos débiteurs ?

R. Cela, parce que cela ne m'est pas venu à l'idée; je dis cela de mémoire, son nom.

Me SCHLESINGER :

D. Êtes-vous prêt à amender la liste pour mettre son nom sur cette liste ?

R. Oui.

Me GAUTHIER :

D. Pour combien lui avez-vous vendu ?

R. Je ne me rappelle pas exactement du prix ; ça devait être environ, peut-être \$60, je ne peux pas dire au juste. Je lui ai vendu de la tuile, vous pouvez le voir par vous autres mêmes.

M. RICHARD

- D. Monsieur St-Onge, au cours du voyage que vous avez fait à Trois-Pistoles, pour entrer en communication avec des marchands, avez-vous donné, comme référence, le nom de quelqu'un de vos fournisseurs à Montréal ?
R. Non, aucun.

M. RICHARD :

- D. Monsieur St-Onge, vous dites que la commande de Delorimier Distributors comprenait de la tuile et des tapis ?
R. Oui.
D. Le tapis, à qui l'avez-vous vendu ?
R. Je l'ai mis dans ma maison.
D. Vous l'avez mis dans votre maison ?
R. Oui.

Me GAUTHIER :

- D. Une valeur de combien ?
R. Ah ! \$500 à \$600.

Me SCHLESINGER :

- D. Quelle maison voulez-vous dire ?
R. La mienne où je reste.
D. Sur la rue Vallée ?
R. Dans mon logement.

M. RICHARD :

- D. Vous souvenez-vous quel prix ce tapis a été vendu à la verge ?
R. Non.
D. C'était une qualité ...
R. Oui, une bonne qualité, qu'ils étaient supposés de faire.

Me GAUTHIER :

- D. Vous n'avez pas payé Delorimier Distributors ?
R. Non, je ne l'ai pas payé.
D. Quand vous avez installé, posé le tapis dans la maison, est-ce que vous aviez l'intention de le payer ?
R. Oui, j'avais l'intention de le payer.

ET LE DÉPOSANT NE DIT RIEN DE PLUS.

Je, soussigné, ROBERT CAUCHON, sténographe judiciaire, certifie, sous mon serment d'office, que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle de la déposition du témoin ci-haut mentionné-recueillie par moi au moyen de la sténographie ; le tout, selon la loi.

Et, j'ai signé.

Robert CAUCHON,
sténographe judiciaire.

**e) CHRONOLOGIE DU DOSSIER DE
PHILIPPE DUMOUCHEL**

AFFAIRE DUMOUCHEL

- 1) Dénonciation 14/5/59

Claude Perras (Syndic es qualité vs Philippe Dumouchel en vertu des articles 162 et 156 g) de la loi de la Faillite.

- 2) Mandat d'arrêt émis le 14/5/59.

- 3) Arrestation de Dumouchel le 19/5/59.

- 4) Cautionnement accordé à Dumouchel le 19/5/59

- Me Lauzon assiste Dumouchel
- Me Gauthier représente Claude Perras
- Montant du cautionnement : \$50.
- Fourni par M. L. St-Onge.

- 5) Comparution le 26/5/59.

- 6) 26/5/59 :

Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 30/6/59.

- 7) Enquête préliminaire 21/8/59 :

Présents : Juge M. Fortin
Me J.-P. Bergeron
M. O. Gauthier

Avocat du plaignant :
Me Claude Perras

Avocat de l'accusé Philippe Dumouchel :
Me L.-P. Lauzon

Preuve du plaignant déclaré close.

- 8) Enquête préliminaire 1/9/59

Présents : Juge M. Fortin

Avocat du plaignant :
Me O. Gauthier

Avocat de l'accusé Philippe Dumouchel :
Me L.-P. Lauzon.

9) 1/9/59

Après enquête préliminaire et examen volontaire, l'accusé est renvoyé devant la Cour du Banc de la Reine (juridiction criminelle). L'accusé demeure en liberté provisoire sur un cautionnement de \$50.

10) 15/1/60

- L'accusé choisit d'être jugé devant un juge seul.
- Procès fixé au 23 février 1960.
- Accusé en liberté provisoire sur un cautionnement de \$50., cautionnement déjà fourni.

11) 9/2/60

Lettre de Me Daoust à M. G. Meloche demandant si la cause Dumouchel et St-Onge procédera le 23 février.

12) 9/2/60

Lettre de Me R. Daoust au Greffier du Palais de Justice demandant copies des plaintes logées contre *ses* clients.

13) 10/2/60

M. G.A. Meloche déclare dans une lettre à Me Daoust que le procès doit avoir lieu le 23 février 1960.

14) 15/2/60

Me R. Daoust demande à M. Perron de consentir à un ajournement de la cause.

15) 16/2/60

Réponse de M. Perron qui accepte de procéder le 1er mars 1960.

16) 22/2/60

Nouvelle demande de Me R. Daoust à M. Perron pour ajourner le procès au 4 mars 1960.

17) 23/2/60

Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 4 mars 1960.

18) 8/3/60

Requête de M. Perron en vue de faire émettre une ordonnance enjoignant la R.C.M.P. de produire tous les livres saisis chez Melocheville Builders & Supplies.

- 19) 10/3/60
Requête reçue.
- 20) 17/3/60
Adjudication de la requête.
- 21) 17/3/60
Vu la nomination d'un Syndic à la Faillite, la plaignante déclare se désister.
- 22) 17/3/60
Désistement reçu et accordé.
- 23) 31/3/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 27 mai 1960.
- 24) 27/5/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 31 mai 1960.
- 25) 31/5/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 2 juin 1960.
- 26) 8/6/60
Du consentement des parties cette cause est ajournée au 6 juillet 1960.
- 27) 6/7/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 20 septembre 1960.
- 28) 20/9/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 14 octobre 1960.
- 29) 14/10/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 25 novembre 1960.
- 30) 25/11/60
Du consentement des parties, cette cause est ajournée au 20 janvier 1961.

31) 20/1/61

À la demande de la Couronne, le procès est ajourné au 17 février 1961 pour la forme.

32) 17/2/61

À la demande de la Couronne le procès est ajourné au 18 avril 1961 et qu'à cette date la dite cause soit fixée péremptoirement.

33) 18/4/61

Vu les nombreux ajournements déjà accordés à la Couronne, la Couronne à cette date ne pouvant à nouveau procéder, la plainte est renvoyée et l'accusé est libéré.

34) 25/4/61

Lettre du Greffier de la Paix enjoignant Philippe Dumouchel de passer prendre le \$50. qu'il avait fourni pour son cautionnement.

REMARQUES

- I) Qui est ce Monsieur L. St-Onge qui a fourni le cautionnement de Dumouchel ? p. 4.
Est-ce un parent de Marcel St-Onge ?
Et Me Lauzon remplace-t-il Me Daoust ?
La comparution a-t-elle eu lieu ? pp. 5-6.
- II) Pourquoi Me Daoust n'assiste-t-il pas Dumouchel dès le début des procédures ?
Me Lauzon est-il un associé de Me Daoust ?
Dumouchel a-t-il deux procureurs ?
- III) Me Meloche est-il un adjoint de Me Maurice Perron ?
- IV) Pourquoi toutes ces remises ? p. 14.
- V) Pourquoi Me Perron se désiste-t-il quand le Syndic à la faillite est nommé et ce, même après l'adjudication de la requête ? pp. 21-22.
- VI) Pourquoi renvoie-t-on la plainte quand il a été décidé, lors de l'enquête préliminaire, qu'il y avait matière à procès ? pp. 33-9.
- VII) De plus, lors de la dernière audience, le juge n'avait-il pas fixé péremptoirement la date du procès au 18 avril 1961 ?

**f) TÉMOIGNAGE ÉCRIT DE M. J.-R. LEBLANC
(PARTIE PUBLIQUE)**

Témoignage de J.-Raymond Leblanc, industriel,
représentant de C.L.A.
Association Canadienne de l'Industrie du Bois.

Le Témoin

J.-Raymond Leblanc, 51 ans, Canadien.
10477, Tanguay, Montréal 12.
Industriel et commerçant de bois,
co-proprétaire de « Dupuy Inc. » Ste-Thérèse.
Membre de l'Association Canadienne de l'Industrie du Bois.
Président du Comité des Faillites de cette Association.

Ce qu'est C.L.A.

Appellation anglaise : Canadian Lumbermen's Association.
Appellation française : Association Canadienne de l'Industrie du Bois.
Mieux connue sous le sigle de C.L.A.
Bureaux 27, Avenue Goulbourne, Ottawa, Ont.
Compte 60 années d'existence.

Les membres de C.L.A.

Compte au delà de *cinq cents membres*, recrutés chez les manufacturiers, grossistes et détaillants des produits de la forêt.

Ces membres sont répartis surtout dans le Québec, l'Ontario, les Maritimes et quelques-uns dans les états du Nord-Est américain.

C.L.A. est une association travaillant sur le plan national, en étroite collaboration avec des associations sœurs qui œuvre localement, telles que

Association des Grossistes en Bois du Québec
Quebec Lumber Retailers Association
Association des Détaillants en Bois du Québec
Quebec Lumber Wholesalers Association
Ontario Lumber Wholesalers Association
Ontario Lumber Retailers Association
The Maritime Lumber Bureau, etc.

C.L.A. compte dans ses rangs la plupart des grands producteurs de bois d'œuvre et de bois de pulpe, une large proportion des propriétaires de scieries, de nombreuses maisons de gros, manufacturiers de portes et châssis, de bois durs à parquets, de nombreuses maisons de détaillants et plusieurs courtiers en bois d'œuvre. Parmi ses membres, se trouvent des entreprises comptant plus d'un siècle d'existence.

Rôle de C.L.A.

Protéger les intérêts de ses membres, promouvoir la vente des produits de la forêt, développer les marchés d'exportation, surveiller la classification, maintenir les standards de qualité, travailler en étroite coopération avec les différents ministères du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux pour ce qui a trait aux législations pouvant se refléter sur l'industrie forestière et de façon générale sur l'économie du pays.

Importance économique de C.L.A.

Les membres de C.L.A. contribuent une large part du produit national brut. La valeur totale de la production de ses membres représente une portion appréciable du produit national brut, de même pour leurs exportations et pour le total des salaires payés aux ouvriers de la forêt.

La C.L.A. et les faillites

Dès les années 58-59-60, la C.L.A. fut alertée par des plaintes de ses membres quant à l'évidence de l'existence d'opérations frauduleuses dans le domaine du bois d'œuvre.

Plusieurs producteurs furent victimes de ces opérations dont le champ d'activité se concentrait surtout dans le Québec. Toutefois, les victimes se trouvaient dans différentes provinces et même sur la côte du Pacifique et partout aux États-Unis. Grâce aux quantités énormes de marchandises obtenues de cette façon frauduleuse, il est évident que certaines maisons qui refilaient ces marchandises à prix d'aubaine, étaient en mesure de s'emparer des marchés. Une telle pratique est une entrave au commerce libre et honnête de maisons d'affaires responsables, opérant dans l'observance des lois et contribuant largement à l'assiette fiscale.

Afin de faire échec à de telles pratiques, un groupe de marchands de bois de Montréal décidèrent de former un *comité bénévole de surveillance* qui aurait pour but d'accumuler les informations, les faits, tenter d'établir les liens entre ces différentes opérations, et établir, si possible, la preuve de l'existence d'une conspiration organisée d'un réseau d'opérations illicites.

Ce comité fut formé au sein de l'Association des Grossistes en Bois du Québec et ses membres étaient MM. Bob Rolland, Raymond Tanguay, Bill Bromley et J.-R. Leblanc.

En 1962, la C.L.A. endossait le travail de ce comité et nommait J.-R. Leblanc, président de ce comité de surveillance des faillites, relevant directement de C.L.A.

Affaire St-Onge

Plusieurs membres de C.L.A. et de nombreux commerçants non membres furent les victimes d'une opération frauduleuse typique en 1958.

À cette époque, plusieurs marchands de bois, grossistes et producteurs, ainsi que plusieurs marchands de matériaux de construction, furent parmi les victimes d'une faillite qui devait révéler bien des choses curieuses.

J'étais une des victimes. Ma compagnie avait en effet vendu à Marcel St-Onge Enrg. de Valleyfield. (Dossier C.S. 253/58) Marcel St-Onge, jeune marié, ayant travaillé comme menuisier à la Voie maritime du St-Laurent, décidait vers mai ou juin d'ouvrir une cour de détail de bois et matériaux de construction. Une lettre demandant des listes de prix fut adressée à tous les manufacturiers et grossistes du Québec, de l'Ontario, des États-Unis et de la côte ouest. Comme références, le gérant de la Banque Canadienne Nationale et le gérant de la Caisse Populaire Ste-Cécile à Valleyfield. Tout le monde connaissait M. Léandre St-Onge, père, entrepreneur en construction, prospère et bien coté. L'opinion était que St-Onge fils, par sa cour de détail pourrait fournir à St-Onge père, des matériaux à meilleur compte.

Un rapport, qui fut demandé par plusieurs des fournisseurs, fut obtenu de *Dun & Bradstreet*. Ce rapport était favorable. De plus, l'emplacement de la cour de détail se trouvait sur des terrains appartenant à St-Onge fils et voisinait une maison de deux étages, trois logements, bois et brique, appartenant à St-Onge fils. De juin à septembre, les fournisseurs vendirent à St-Onge fils pour au-delà de \$200,000 de marchandises. En septembre 58, pétition en faillite contre St-Onge. Inventaire d'environ \$4000. Pas de livres de comptabilité. Où sont passées les marchandises ?

Je communique avec mon association. Je découvre les noms d'autres fournisseurs, de mes collègues. Je leur téléphone, nous organisons un rapide voyage à Valleyfield. Nous recueillons des informations qui nous révèlent toute la combine. Une assemblée est tenue où tous les créanciers connus acceptent de signer leur procuration en ma faveur. Nous nous présentons chez le syndic L.-P. Lafontaine et cinq inspecteurs sont nommés parmi les créanciers. De l'aveu même de M. Richard, employé du syndic L.-P. Lafontaine, c'est la première fois que des créanciers s'occupent vraiment de leurs intérêts et contrôlent la faillite. Voyons ce que cela va donner.

En premier lieu, précédant la faillite, il y a eu séquestre intérimaire. Le syndic L.-P. Lafontaine n'a pas rempli son devoir en ne s'assurant pas du contrôle des livres de comptabilité. Pendant la durée du séquestre intérimaire, un incendie détruit le bureau de St-Onge fils. Le chef de police et des incendies de Valleyfield découvre un bidon vide et les pompiers ont constaté une forte odeur de naphtha. Un employé de St-Onge fils, un nommé Lafontaine a eu une conduite suspecte dans toute cette affaire.

Les inspecteurs de la faillite ont donné instruction au syndic de demander une enquête par la Commission des Incendies. Ceci n'a jamais été fait.

St-Onge fils, produit un ledger calciné comme étant tout ce qui reste de sa comptabilité. Il ne se souvient pas des noms de ses clients débiteurs. Il est interrogé sous serment et sa déposition est un tissu de mensonges. Nous

demandons à l'avocat au dossier, Me Olivier Gauthier et au syndic Lafontaine de lever un mandat de détention en vertu de l'art. 126 de la loi des faillites. St-Onge entre à Bordeaux.

Pendant que St-Onge est à Bordeaux, un groupe composé de créanciers et inspecteurs se rend à Valleyfield et conduit une brève enquête qui nous révèle que de nombreux arrivages ont été déchargés par le camion de Melocheville Bldg. Supplies de Melocheville à quelques milles de Valleyfield. Parmi les directeurs, se trouve un nommé Dumouchel, qui a été vu souvent avec St-Onge. Nous sommes fixés. Surtout après avoir réalisé que Melocheville Bldg. Supplies n'a pas de crédit établi avec aucun de nos membres. St-Onge a donc servi d'homme de paille pour acheter et procurer à Melocheville Bldg. Supplies des marchandises. En passant à Melocheville, un rapide coup d'œil nous permet de constater qu'il y a là un inventaire substantiel. Nouvel interrogatoire sous serment de St-Onge, à Bordeaux. À cette occasion, Me Antoine Paré assiste à l'interrogatoire comme avocat conseil, à la demande d'un de nos membres créanciers, East Asiatic Co. D'ailleurs, Me Paré et son confrère Me G. Gould, ont accompagné les inspecteurs à Valleyfield pour fins d'enquête.

St-Onge fils, est fort inquiet sur ce qui peut lui arriver et nous interroge sur nos intentions. Nous lui apprenons que nous connaissons toute l'histoire, sa complicité avec les dirigeants de Melocheville Bldg. Supplies et nous lui demandons s'il est prêt à dire la vérité. Il accepte et après avoir été assermenté, il relate les faits. Il avoue avoir servi d'homme de paille, avoir refilé les marchandises à Melocheville, sur promesse de part dans les profits de vente de maisons construites par une entreprise affiliée à Melocheville Bldg. Supplies et qui bâtissait sous le nom de « Maisons Soleil » et « Sun Homes », St-Onge ne mentionne pas que son père, Léandre St-Onge est en possession de marchandises cachées dans le sous-sol d'une maison en construction.

À la suite de ces aveux de St-Onge fils, nous lui accordons sa libération de Bordeaux. Une pétition en faillite avec ordre de séquestre est prise contre Melocheville Bldg. Supplies et les inspecteurs se présentent avec le syndic à Melocheville. Tous les livres et documents sont confisqués et mis dans des boîtes. Le tout est rapporté chez le syndic. Un premier examen, sur les lieux mêmes, nous démontrent qu'il y a là des documents compromettants, même incriminants. Un des inspecteurs identifie positivement sa marchandise sur les tablettes, bien qu'il n'ait jamais vendu à cette entreprise, alors qu'il a vendu à St-Onge fils.

Les inspecteurs demandent au syndic d'intenter des procédures au criminel contre St-Onge, pour parjure, fraude et conspiration pour fraude.

Mais, ici commence une série d'événements assez étranges. Tout d'abord Me Antoine Paré et Me G. Gould manifestent leur désir de se retirer du dossier. Comme me l'a confié Me Paré, au téléphone, il était évident que nous étions en face d'une fraude, donc un acte criminel, mais « qu'à cause de

l'évidence d'influences politiques dans cette affaire », il ne croyait pas pouvoir faire quoi que ce soit de plus pour nous aider, nous conseillant de continuer avec l'avocat au dossier, Me Olivier Gauthier. Les honoraires furent payés à MM. Paré et Gould. Puis le syndic Lafontaine perd sa licence. Nous retrouvons nos dossiers beaucoup plus tard chez le syndic Claude Perras. Mais les dossiers les plus incriminants manquent. À nos questions, M. Perras hausse les épaules et nous dit que c'est là ce qu'on lui a apporté.

L'ex-syndic Lafontaine présente ses honoraires pour approbation et nous sommes convoqués devant le registraire Me Gérard Deniger. Les inspecteurs s'objectent au montant des honoraires, parce que trop élevés et exagérés. Après une longue discussion, interrompue à maintes reprises par l'entrée en coup de vent d'avocats portant toge qui remettaient à Me Deniger des documents accompagnés de billets de banque, soit \$2, \$5 ou \$10 et repartaient aussi vite, Me Deniger nous fit cette déclaration : « Messieurs, nous perdons un temps précieux et cette discussion est inutile. Je siège en ce moment en lieu et place d'un Hon. Juge de la Cour Supérieure, ceci afin d'épargner les questions de routine à ces Hon. Messieurs. C'est donc avec la même autorité qu'un juge de la C. S. que je vous déclare qu'à ce stage, il est absolument inutile et prématuré de vous objecter à la taxation des honoraires du syndic Lafontaine. Il s'agit pour moi, tout au plus, de constater comme registraire qu'il existe un compte d'honoraires ; je n'ai pas à décider s'il est trop élevé ou exagéré. Ce sera à vous, Messieurs les inspecteurs, de vous objecter au paiement de ces honoraires, plus tard, devant un Hon. Juge de la Cour Supérieure. »

Surpris de cette formule, je demandai à M. le Régistraire s'il ne croyait pas que le fait d'approuver ce compte à ce stage fût de nature à nuire, diminuer ou invalider notre protestation devant l'Hon. Juge de la C. S. M. le Régistraire fut formel dans sa réponse : « Pas du tout, je vous l'affirme » — « Demandez à votre avocat, il est ici pour vous conseiller ».

À notre question, Me Olivier Gauthier répondit : « Cela paraît étrange, mais c'est absolument exact ».

Nous avons donc approuvé les honoraires du syndic Lafontaine et, quelques jours plus tard, le nouveau syndic Claude Perras nous déclarait que nous n'aurions pas dû accepter, que le compte était trois fois trop élevé. Mais que, l'ayant approuvé, nous n'avions plus aucun recours.

Deux avocats conseils qui nous laissent tomber, le registraire qui nous donne de fausses directives et notre avocat au dossier qui laisse tout cela passer. C'était un fort joli commencement. Mais il y a autre chose.

Lors de la pétition en faillite contre St-Onge fils, celui-ci a été voir un avocat de Valleyfield pour se protéger. Ce dernier a exigé un montant de \$500 en avance sur ses honoraires pour le défendre.

Ces argents appartenaient aux créanciers. Nous avons pris action contre cet avocat pour récupérer ces argents. Nous avons perdu notre cause.

Quelques jours précédant la faillite de St-Onge, celui-ci vendit à son père, sa propriété de deux étages, bois et brique, trois logements pour une somme de \$500. St-Onge, père, assume une supposée hypothèque de \$10,000 en faveur d'un nommé Damien Legros, failli non libéré, possédant un dossier judiciaire. Nous attaquons la vente, pour considération non valable. Nous attaquons la qualité de l'acheteur qui ne peut être de bonne foi, puisqu'on a trouvé au sous-sol d'une de ses maisons en construction, des marchandises cachées appartenant aux créanciers, chose qui rendait St-Onge, passible d'une charge de recel. Enfin, nous attaquons la validité de l'hypothèque détenue par Legros, et assumée par St-Onge père . . . Que l'on prenne également note que Damien Legros, travaille pour la bande de Melocheville et a transporté des marchandises au-delà de la frontière, à Massena, N.Y., dans un camion remorque qui portait les numéros d'immatriculation FP 1960/Qué 1958 pour le camion et R 13939/Qué 1958 pour la remorque.

Au cours du procès, devant l'Hon. Juge Marier, je crois, Damien Legros, interrogé sous serment a répondu à la question : « Où avez-vous pris la somme de \$10,000 que vous prétendez avoir prêtée sur hypothèque ? — Réponse : « Je l'ai gagnée aux courses ». Le juge Marier a sursauté et a averti le témoin : « Vous savez que je ne vous crois pas ». Cela n'a pas empêché notre cause d'être rejetée. La vente est acceptée par la C. S. Nous avons été en appel. Même sort (Juge Roger Brossard).

Donc la vente est maintenue. L'hypothèque est valide. Pendant ce temps, le syndic Perras perd sa licence. Ses bureaux sont visités par la G. R. C. Tous les papiers sont confisqués. Il nous faut avoir recours au surintendant des faillites pour faire désigner Nestor Hamel syndic, nous adresser à la Cour pour obtenir le droit de récupérer nos dossiers. Encore cette fois, nous constatons la disparition de documents importants entre autres, une liasse de chèques pour des montants rondelets, en provenance d'une banque de Brooklyn, N.Y. Tout est parti. Il est bon de noter ici, qu'au tout début de l'affaire, deux inspecteurs ont rencontré M. J.-S. Larose, ex-surintendant des faillites, à qui un rapport complet a été fait. Une demande d'enquête a été formulée, principalement à cause des exportations d'actif. L'enquête a bel et bien été promise par M. Larose. Sans jamais se concrétiser.

À ce moment, étant personnellement convaincu que tout cela avait des ramifications malpropres et suspectant une collusion de certains responsables du dossier, je demande et obtiens une entrevue avec Me Bill McQuillan que l'on considère comme une sommité en faillite.

Je lui fais part de ce qui est survenu et lui demande si on ne pourrait prendre des procédures contre le registraire Deniger et Me Olivier Gauthier pour dommages sérieux à la cause de la masse des créanciers. Me McQuillan, semble fort gêné par ma requête. Il m'explique fort aimablement qu'il n'aimerait pas faire un tel travail, qu'il lui répugne de poursuivre un confrère, un

collègue, etc. Tout en comprenant sa réaction, je lui demande comment on peut obtenir justice dans de telles conditions. Il me recommande alors Me John Featherstonnaugh, qui a fait partie de son bureau. Nous acceptons cette solution. À ce moment, il restait notre cause devant la Cour d'Appel sur la légalité de la vente de la propriété et la légalité de l'hypothèque. Nous croyons que Me Featherstonnaugh et son collègue Me Jean-Paul Bergeron ont fait leur possible pour protéger nos intérêts dans cette affaire.

Nous avons donc perdu toutes nos causes, malgré l'évidence en notre faveur qui crevait les yeux. Nous avons même perdu une cause contre Dumouchel, un des directeurs de Melocheville Bldg. Supplies.

En effet, Dumouchel, alors que sa compagnie était sous-séquestre, a perçu des comptes de créanciers de la compagnie. Il a encaissé, entre autres, sur chèque signé Sylvio Paiement, du 388, Principale, Beauharnois et il a encaissé le chèque à la B. C. N., Beauharnois, au montant de \$114.90. Ceci est une offense contre la loi des faillites, punissable par la prison. Or, si ridicule que cela puisse paraître, la plainte inscrite au criminel il y a plusieurs années, a été constamment remise parce que la défense n'était jamais prête à procéder. Mais au début de 1966, la cause fut transférée devant un tribunal de Valleyfield « sans que le procureur de la Couronne en fût averti » m'a expliqué Me Jean-Paul Bergeron. Cette fois, la défense est là, prête à procéder. « Où est le plaignant » demande le juge. La Couronne brille par son absence. « Plainte renvoyée ». Et voilà pourquoi votre fille est muette. Il semblerait qu'en l'occurrence, la fille serait la justice qui fonctionne étrangement. Mais notre étonnement ne s'arrête pas là.

Lorsqu'au début de l'affaire St-Onge, en 1958, et dans les mois qui suivirent, les inspecteurs se sont rendus compte de l'évidence d'une collusion systématique pour faire échec à leurs efforts pour obtenir justice, il fut décidé de porter le tout à un palier plus haut.

À l'automne de 1959, je faisais partie d'une délégation des Chambres de Commerce, section laurentienne, qui présentait un mémoire au gouvernement fédéral. Nous fûmes accueillis par l'Hon. J. Diefenbaker. La délégation était conduite par M. Deschambeault, alors député de Terrebonne.

Dans le train qui nous conduisait à Ottawa, j'avais l'opportunité d'exposer à M. Deschambeault l'étrange comportement de tout l'appareil judiciaire dans le cas St-Onge. M. Deschambeault me suggéra de lui faire parvenir un mémoire sur toute l'affaire, mémoire qu'il me promit de soumettre à la plus haute autorité en justice au pays, l'Hon. M. Fulton, ministre de la Justice. Le mémoire fut présenté, exposant tous les faits étranges que nous avions constatés. Après quelques semaines, la réponse de M. Fulton parvint à M. Deschambeault qui m'en fit tenir copie. Elle se lisait dans ces termes : « ... que rapport avait été demandé au surintendant Larose, qu'à la lumière de ce rapport il semblait que puisque la Cour Supérieure avait constaté l'évidence de fraude dans cette affaire et que cette Cour avait autorisé les

créanciers à tenter des procédures au Criminel, l'affaire n'était plus de sa juridiction ».

Notons bien que jamais nous n'avons été avisés de cette décision de la Cour Supérieure, que si telle décision a vraiment été rendue, comment les Hon. Juges de la C. S. peuvent-ils réconcilier telle décision avec leurs jugements nous déboutant de toutes nos actions intentées, et enfin, comment expliquer que des citoyens canadiens payant taxes au niveau fédéral et se plaignant de ne pouvoir obtenir justice au niveau provincial, reçoivent du ministre de la Justice du pays qu'ils habitent une telle réponse. Surtout devant une abdication de responsabilités par ceux siégeant en matière de faillite, donc siégeant comme tribunal fédéral..

Or, il arrive ici quelque chose qui nous laisse perplexes. La lettre de l'Hon. M. Fulton ne fut pas signée personnellement, mais portait l'estampe de sa signature. En 1966, j'eus l'occasion de rencontrer M. Nielsen, député du Yukon, avec lequel j'eus de longs entretiens sur la question des faillites. M. Nielsen m'avait demandé la permission d'enregistrer mes renseignements sur la question des faillites. Le passage relatant cet épisode de l'affaire St-Onge a entraîné une rencontre, quelques jours plus tard entre M. Nielsen et son collègue M. Fulton. Après avoir écouté le texte de ce qu'il aurait signé de son estampe, M. Fulton a posé franchement la question à M. Nielsen : « Do you really think, Eric, I would have signed such a letter ? » — M. Nielsen m'avait déjà déclaré, lorsque j'avais enregistré cette déclaration, qu'il trouvait étrange une telle réponse. Questions qui nous viennent à l'esprit.

- 1° M. Deschambeault a-t-il vraiment fait parvenir notre mémoire à Ottawa : Nous le croyons par l'en-tête officielle de la lettre émanant du ministre de la Justice.
- 2° Si le mémoire est parvenu à Ottawa, M. Fulton en a-t-il pris connaissance ou si un sous-ministre responsable des plaintes provenant du Québec a résolu lui-même le problème.
- 3° En ce dernier cas, ce sous-ministre qui aurait posé un geste semblant être désavoué récemment par M. Fulton, aurait trompé la confiance mise en lui, aurait dérogé à ses responsabilités et aurait manqué à son serment d'office. Si je ne m'abuse, un représentant de Sa Majesté qui pose un tel geste est coupable de Haute Trahison.
- 4° Pour poser un geste aussi lourd de conséquences, il faut que ce sous-ministre ait subi des influences, des pressions. Qu'une enquête royale sur la Justice au Canada, trouve ce sous-ministre, découvre l'origine des influences et des pressions et je suis convaincu que la moitié du problème des faillites frauduleuses est résolu.

En octobre 66, St-Onge demandait sa libération. Tous les inspecteurs s'objectèrent et en avisèrent le syndic actuel au dossier, M. René Lemire. Personnellement, j'ai fait parvenir, par écrit, mes objections à M. Lemire,

avec copie de ma lettre à M. Roger Tassé, surintendant actuel des faillites, copie à l'Hon. Juge en Chef de la C. S., Frédéric Dorion. M. le Juge en Chef m'a fort aimablement avisé qu'il transmettait ma lettre à son collègue l'Hon. Juge en Chef adjoint, Georges Challies. M. le Surintendant Tassé m'a demandé un rapport complet sur toute l'affaire St-Onge et les raisons de notre objection à sa libération.

Je soumets à MM. les Commissaires, une photocopie de la liste des objections et des nombreuses violations à la loi des faillites dont St-Onge s'est rendu coupable.

Le 17 octobre 66, j'assistai personnellement à la demande de libération de Marcel St-Onge. Celui-ci était présent et accompagné de son avocat.

Après avoir écouté de nombreuses demandes similaires dans d'autres causes, et avoir noté que l'Hon. Juge Auclair posait dans chaque cas la question habituelle : « Y a-t-il des opposants » je me rendis compte que dans le cas St-Onge, l'avocat ayant immédiatement commencé ses remarques à l'effet que cette cause datait de huit ans, qu'il ne restait pas un sou d'actif, que les créanciers ne gagnaient rien à laisser St-Onge sous le statut de failli, a fait oublier à l'Hon. Juge Auclair de poser la question habituelle. J'ai donc levé le bras droit bien haut et Sa Seigneurie m'a fait signe de la tête : « Avec la permission de Votre Seigneurie » . . . ai-je commencé. — « Qui êtes-vous ? » — Je donnai mon nom, ma qualité de créancier et inspecteur. « Avez-vous un avocat ? » et sur ma réponse négative : « Ce n'est pas dans l'ordre » a déclaré Sa Seigneurie. J'ai dû insister. « Je m'excuse Votre Seigneurie, mais existe-t-il une loi qui m'interdit de m'adresser au tribunal pour éclairer la justice, si votre Seigneurie veut bien y consentir ? » Sur l'invitation de M. le Juge, voici la déclaration que j'ai faite au tribunal : « Je me permets de souligner à Votre Seigneurie qu'au nom des créanciers dans cette affaire, nous demandons respectueusement que la libération de Marcel St-Onge soit refusée pour la raison que St-Onge est coupable de nombreuses violations à la loi des faillites et que les créanciers n'ont jamais pu obtenir justice dans cette cause. De plus, je désire faire respectueusement remarquer à Votre Seigneurie que l'individu à la barre n'est pas devant le bon tribunal. Il devrait être devant les Assises Criminelles car St-Onge est coupable de fraude, de conspiration pour fraude et de parjure ».

Cette accusation, je l'ai faite en Cour devant une centaine de personnes et en présence d'un créancier qui m'accompagnait. Elle m'a valu des regards pas très aimables des greffiers et avocats présents. L'Hon. Juge Auclair n'a fait aucun commentaire et a remis la demande de libération en octobre 1967.

Voilà où en sont les choses dans le cas St-Onge. Deux avocats conseils qui se retirent et nous laissent tomber. L'avocat au dossier qui nous trompe en confirmant les fausses directives du registraire. Le registraire qui nous trompe sous l'autorité de son mandat. Un avocat expert en faillite qui constate la malpropreté, mais refuse de poursuivre des confrères. Des jugements

déconcertants en Cour Supérieure et en Cour d'Appel, syndics qui perdent leur licence, documents qui disparaissent, l'immobilisme inexplicable de l'ex-surintendant Larose, la lettre étrange du ministre fédéral de la Justice, la négation de M. Fulton, la dérobade d'un procureur de la Couronne, mettons tout cela en présence et comparons avec l'article 66 des règlements du Barreau qui dit : « L'avocat doit servir la Justice » et on comprendra que dans le public on se pose des questions sur le fonctionnement de la justice.

Vers la fin de 1962, le comité de quatre membres de notre Association, ayant accumulé une documentation passablement incriminante, il fut décidé de confier à l'avocat Lawrence Poitras, de la firme légale Duquet, Mackay & Weldon, le soin de préparer un bref par lequel nous désirions démontrer aux autorités l'existence d'un réseau de fraudeurs qui, au cours des deux ou trois dernières années avaient opéré dans le commerce de bois sous une trentaine de raisons sociales, toutes ces entreprises éphémères, apparaissant et disparaissant successivement. Pourquoi le choix de Me Lawrence Poitras ? Parce que nous savions que Me Poitras avait été en contact avec ces genres d'opérations, notamment dans l'affaire de Municipal Lumber Co. de St-Jérôme.

Nous eûmes quelques entrevues avec Me Poitras. Nous lui expliquâmes le genre de travail que nous désirions et Me Poitras parut optimiste, nous déclarant qu'il avait la certitude que les nombreuses informations que nous possédions sur ce réseau, jointes à celles qu'il lui avait déjà été donné de recueillir dans l'affaire « Municipal Lumber Co. » constitueraient certainement un dossier très incriminant qui démontrerait aux autorités l'existence d'un réseau bien organisé et opérant systématiquement.

C'est ainsi qu'au début de 1963, Me Poitras, ayant en mains notre documentation, se mit au travail. Ajoutons que nous avions établi le coût d'un tel travail et que grâce aux souscriptions d'une vingtaine de nos membres du Québec, les honoraires fixés par Me Poitras lui furent payés dès qu'il se mit à la préparation de son bref.

Le groupe que nous avons à l'œil, était un groupe composé des frères Denis, Jean-Paul et Guy alias Gilles. L'épouse de Denis semblait mêlée à toutes ces combines. D'ailleurs, nous savions que Jean-Paul Denis avait commencé véritablement dans ce domaine de la faillite frauduleuse vers 1950 ou 1951 sous le nom de Chambord Lumber. Au début de 1963, les époux Denis sont en affaires sous le nom de Fall Out Shelter Lumber. C'était à l'époque où le gouvernement fédéral prônait la construction d'abris contre des attaques nucléaires éventuelles. Déjà, en janvier 1963, plusieurs membres de l'Association avaient reçu des lettres de demande de prix et d'inventaire disponible de cette compagnie.

Or en janvier 1963, se présente à mon bureau de Ste-Thérèse, un jeune homme dans la vingtaine. Son nom Pierre Slevan. Pierre demande si on

ne pourrait lui donner du transport de bois. Il me fait part de ce qu'il a grand besoin de gagner, qu'il a une famille à faire vivre, qu'il a acheté un camion où il a englouti ses épargnes, qu'il a dû signer des billets pour la balance due, que ceux qui lui ont vendu ce camion lui avaient promis du transport, mais qu'au moment où ses derniers billets allaient être réglés, on lui retire son transport pour le donner à un autre. Je fus surpris d'une telle attitude et lui demandai qui était le marchand de bois qui agissait de façon aussi malpropre. Pierre me déballa alors toute l'histoire de Denis et de l'opération Fall Out Shelter, en présence de mon vendeur M. François Deslandres que j'avais fait venir à mon bureau pour écouter ces faits, pour la bonne raison qu'il m'avait déjà fait part à plusieurs reprises de différentes informations sur cette bande, informations glanées au cours de son travail.

Après avoir conversé quelques heures avec Pierre Slevan et avoir pris des notes, je me trouvai en possession d'informations me démontrant qu'une bande bien organisée se procurait des marchandises sous de fausses représentations et dans le but de frauder. Je réalisai tout le tort que cela pouvait causer non seulement aux différents marchands de bois, mais aussi à tous les citoyens en général puisqu'évidemment sur des opérations de cette nature, les trésoreries provinciales et fédérales ne percevaient aucun impôt. De plus, il y avait violation flagrante du code criminel.

La question qui se posait était la suivante. Qui alerter devant un tel cas spécifique. L'expérience de l'affaire St-Onge nous avait enseigné à quel point il pouvait y avoir collusion. Et d'autre part pour qu'il y ait fraude et vol de bois, il est évident que la transaction est profitable en autant qu'il existe un réseau pour écouler la marchandise, donc des acheteurs qui, en bien des cas, pourraient être considérés comme des receleurs.

À ce moment, mon vendeur M. François Deslandres me fit part de ce qu'il connaissait M. G.-E. Lapalme, qui se trouvait, à cette époque, Procureur général de la province. À ma demande, M. Deslandres téléphona à M. Lapalme pour lui faire part de ce que nous avions découvert. M. Lapalme informe M. Deslandres de ce qu'un officier de justice allait nous téléphoner dans un bref délai pour de plus amples détails. En effet, environ un quart d'heure plus tard, nous recevions un appel de Me Gérard Tourangeau, assistant-procureur, à qui je fis part de la nature de l'information. Me Tourangeau me demanda de bien vouloir lui faire parvenir un rapport détaillé de toute l'affaire.

Je préparai donc un mémoire sur ces faits. Toutefois, il est important de souligner ici que des événements étranges se produisirent qui nous apportèrent la conviction que nous avions touché quelque chose d'important. Parmi ces événements, les deux téléphones anonymes de menaces et d'intimidation que je reçus coup sur coup. De plus, l'attitude fort étrange et les exigences inexplicables de Me Tourangeau à l'égard de mon mémoire. Je produis comme pièce CLA 15, une photocopie de ce mémoire.

On constatera, par ce mémoire, que des cas spécifiques, comportant les noms des victimes, la façon dont elles ont été fraudées, l'adresse du lieu d'où fonctionnait cette fraude et le numéro de téléphone utilisé, que ces cas spécifiques, dis-je, étaient portés à l'attention des autorités.

Or, précisément à cause des menaces que j'avais reçues, et ne sachant plus où pouvaient se trouver les brebis galeuses, je pris le soin, le jour où j'allai porter ce mémoire à Me Tourangeau, de laisser entre les mains de M. Gérard Pelletier, rédacteur en chef au journal La Presse, une copie de ce mémoire avec lettre à M. Pelletier lui expliquant la raison de mon geste et lui demandant de garder le tout confidentiel, à moins qu'il ne m'arrive quoi que ce soit.

Je dépose une photocopie de cette lettre comme pièce CLA-16. Toutefois, rendu devant Me Tourangeau, je découvris, à ma grande surprise, qu'un tel geste n'était guère bien vu des représentants de la Justice. En effet, après avoir lu attentivement le contenu de mon mémoire, Me Tourangeau me demanda : « Qui, en dehors de vous, est au courant de ces faits ? » Je lui répondis que mon vendeur, M. Deslandres et mon associé, étaient évidemment au courant. « Qui à part cela ? » insista Me Tourangeau. Je pensai que, vraiment si je désirais collaborer avec la Justice, je me devais de jouer cartes sur table. Je fis part à Me Tourangeau de ce qu'étant donné les menaces dont j'avais été l'objet, j'avais pensé qu'il était préférable que quelqu'un du domaine de l'information fût en possession des faits. Sur un ton sec, Me Tourangeau m'avisa de ce qu'étant donné que je ne semblais avoir aucune confiance dans la Justice, il refusait de donner suite à mon mémoire, et, joignant le geste à la parole, il ouvrit le tiroir du bas de son pupitre et y jeta mon document. Je me permis de faire remarquer à Me Tourangeau que comme citoyen et contribuable, son attitude me surprenait et que je comptais faire part à mes collègues du comité de surveillance des faillites de la réception que la Justice ménageait à ceux qui se montraient désireux de collaborer avec cette dernière. Me Tourangeau me posa comme condition si je voulais qu'il donnât suite à mon mémoire, d'aller réclamer ma copie d'entre les mains de M. Gérard Pelletier avec, en plus, une lettre de ce dernier à l'effet qu'il n'avait été pris aucune photocopie du document.

Évidemment, toutes ces tracasseries et ces brimades nous confirmaient ce que nous soupçonnions déjà. Après m'être consulté avec mes collègues de mon comité, nous décidâmes à l'unanimité que pour ne point retarder le travail de la Justice, il valait mieux se plier aux exigences de Me Tourangeau. J'allai donc demander à M. Gérard Pelletier de bien vouloir me remettre la copie de mon mémoire et, évidemment je dus lui expliquer les exigences auxquelles j'avais fait face. M. Pelletier me manifesta sa surprise d'une telle attitude de la Justice et décida de ne point me remettre mon dossier de la main à la main, mais de me le faire parvenir par courrier recommandé et il me souligna de bien conserver l'enveloppe avec le numéro d'enregistrement

postal. Je dépose comme exhibit CLA 17, la photocopie de la lettre de M. Pelletier avec la photocopie de l'enveloppe qui contenait cette lettre.

Ici, il serait fort utile d'ajouter que relativement à toute cette affaire, j'eus deux entrevues avec le capitaine-détective Creighton, en charge de l'escouade des fraudes de la police de Montréal. Nullement surpris, le capitaine Creighton fit venir un de ses assistants, lui demanda de sortir les dossiers et photos des différents individus mentionnés dans mon mémoire et m'apprit que ces gens étaient très bien connus de la police de Montréal. « Ce sont eux me dit-il qui sont les auteurs ou instigateurs de la plupart des coups organisés dans Montréal, vols à main armée, effraction, etc. Mais si vous les connaissez, comment se fait-il que vous ne les arrêtiez pas » — M. Creighton me répondit que pour ce qui était des crimes à Montréal, cette clique manœuvre tout un groupe de gens qui sont hautement protégés. En ce qui concerne les incendies criminels et les fraudes dans les faillites, la plupart des coups montés étaient perpétrés en dehors de Montréal où la police de Montréal n'avait pas juridiction. « En ce qui concerne le gang de J.-Paul Denis, Jean Viau, et leurs complices, me dit M. Creighton, nous avons reçu des plaintes de fournisseurs des États-Unis, nous avons surveillé les expéditions entrant par le pont Jacques-Cartier, nous avons suivi les chargements qui traversent la ville pour être déchargés à Laval-des-Rapides dans l'usine de Lacombe Planing Mill. On transforme le bois et on le revend immédiatement. Comme c'est hors de notre juridiction, nous avons fait rapport à Québec et même ils ont des rapports depuis 1961 sur ce sujet. Mais rien ne bouge. » À ce moment, j'étais fixé. On connaissait toute l'affaire. On en avait saisi les autorités provinciales et rien n'était fait. Sans doute était-ce là l'explication de la conduite étrange de Me Tourangeau. Mon mémoire faisait l'effet d'un chien dans un jeu de quilles. Je désire cependant aviser MM. les Commissaires, que le texte original français du mémoire fut traduit en anglais pour l'information de mon association. Or la copie intégrale du texte original français ayant été égarée, j'ai dû refaire une traduction française à partir du texte anglais et c'est une photocopie de cette traduction française que j'ai ces précisions, c'est qu'il se peut que les virgules, conjonctions, prépositions ou autres diffèrent un peu d'avec le texte original remis à Me Tourangeau, mais l'essentiel des faits, dates, noms des individus, demeure le même.

Un point que je désire faire ressortir. M. Creighton, lors de cette entrevue m'apprit que cette bande avait ses quartiers généraux au Motel Diplomate sur le Boul. Métropolitain. C'est là qu'on devait trouver, quelques années plus tard un chargement de liqueurs alcooliques qui avaient été volées avec le camion remorque. Le camion avait été retrouvé vide de son contenu. C'est également à l'arrière de ce motel que cette clique avait en entrepôt, dans une vieille grange rénovée, un stock de bois de finition, de moulures diverses, comme pas un marchand de bois ou grossiste à Montréal en puisse posséder. Ce stock nous fut offert en vente un jour, à un prix tellement suspect que,

par curiosité, je feignis être intéressé et j'allai voir ce stock. Pour celui qui s'y connaît, il était facile à voir que c'était là un stock de multiples provenances, produit par plusieurs manufacturiers, modèle de moulures disparates, probablement du stock de faillite ou provenant d'achats frauduleux.

Revenons à l'affaire Fall Out Shelter. On se souvient qu'au début de 1963, l'avocat Lawrence Poitras travaillait à la présentation de son bref devant démontrer l'existence d'un réseau organisé de faillites frauduleuses. Comme nombre de compagnies faisant partie de ce réseau, étaient des compagnies où la présence de J.-Paul Denis était constatée, et d'autre part comme l'affaire Fall Out Shelter est dirigée par le même Denis, je fis parvenir à Me Poitras une copie du mémoire présenté à Me Tourangeau, afin que l'affaire Fall Out Shelter fût incorporée dans le bref.

Mais à partir de ce moment, nous constatâmes mes collègues et moi-même que nous devenions embarrassants. Par exemple à une réunion que nous eûmes avec Me Lawrence Poitras, celui-ci nous fit part de quelque chose qui nous surprit. Apparemment, de l'aveu même de Me Lawrence Poitras, ses partenaires seniors ne voyaient pas d'un trop bon œil le travail qu'il avait entrepris pour nous. Même qu'on lui aurait conseiller de lâcher et rembourser le paiement des honoraires. Me Poitras réussit à les persuader qu'il ne pouvait faire cela mais pour faciliter les choses, il avait convenu avec ses collègues de ce que le bref avec la documentation serait prêté à Me Tourangeau avec l'entente qu'il pourrait en prendre connaissance, prendre des notes, mais le retournerait à Me Poitras, de façon à calmer les inquiétudes des collègues seniors de Me Poitras qui exigeaient que ce bref demeurât dans leurs bureaux, « parce que, ont-ils dit à Me Poitras, c'est de la dynamite ».

Mes collègues et moi-même étions surpris d'un tas de chichis semblables. On dénonce des agissements criminels mais faut-il que tout soit enveloppé, emballé, enrubanné et camouflé à ce point ? Drôle de conception d'une saine justice. Tout en manifestant notre étonnement et notre mécontentement, nous avons accepté, car nous voulions avant tout que le bref se terminât et qu'il fût présenté ou plutôt « prêté » à Me Tourangeau.

À ce stade, sachant qu'un travail de coulisse se faisait pour paralyser ou neutraliser nos efforts, j'avisai mes collègues de ce que j'allais communiquer avec mon député local, M. Lionel Bertrand, qui se trouvait à cette époque, ministre dans le cabinet Lesage.

Avec la permission de Messieurs les Commissaires, je devrai à partir de ce point, procéder par ordre chronologique, afin que cette Commission puisse suivre les développements et établir les liens qui peuvent exister.

Le 5 septembre 63, Me Lawrence Poitras m'écrivit, m'avisant que des représentations ont été faites à Me Gérard Tourangeau, en date du 5 juillet 1963. Je produis l'exhibit CLA 18, photocopie de cette lettre.

Le 6 septembre 1963, je demande à l'Hon. Lionel Bertrand, une entrevue, voir CLA 19, photocopie de ma lettre à M. Bertrand.

Je rencontrai M. Bertrand le 16 septembre 1963 à ses bureaux de Ste-Thérèse. Je fis part à M. Bertrand de ce que nous avions découvert, du travail que nous avions fait et du mémoire sur l'affaire Fall Out Shelter et du bref présenté par Me Poitras à Me Tourangeau. Je fis part à M. Bertrand que je soupçonnais que l'affaire Fall Out Shelter était dans un tiroir à Montréal. M. Bertrand, après m'avoir écouté, l'air plutôt ennuyé, me fit part de ce qu'il croyait que je regardais trop d'émissions policières à la télévision, que j'étais porté à dramatiser. Je répondis à M. Bertrand, que puisqu'il le prenait de cette façon, j'entendais comme contribuable, savoir si ma dénonciation de l'affaire Fall Out Shelter était parvenue aux autorités à Québec. J'avisai également M. Bertrand de ce que j'étais surpris qu'on traitât avec autant de légèreté et de désinvolture un citoyen qui faisait son devoir en signalant aux autorités des manquements graves aux lois. J'étais convaincu en sortant de chez M. Bertrand, que j'avais perdu mon temps et que M. Bertrand n'avait aucunement envie de faire quoi que ce soit. Jugeons-en par les photocopies de correspondance que je produis comme pièce CLA-20 à 28 inclusivement et démontrant que de septembre 1963 à juillet 1964, soit 10 mois, il a été impossible à un ministre de l'équipe du tonnerre d'obtenir une réponse précise d'un autre collègue de cette équipe du tonnerre. Sans doute, les communications n'avaient pas la vitesse de l'éclair. Mais ce qui est inadmissible et scandaleux, c'est qu'il s'agissait de fraude, d'offenses graves au Code Criminel et d'un statut fédéral. De plus, la piteuse conclusion de la lettre du 3 juillet (pièce CLA 28) n'était qu'une vague allusion à la célèbre pré-enquête du juge Wagner dans l'affaire Meunier. Il ne s'agissait pas d'une réponse claire et précise à ma demande au sujet de l'affaire Fall Out Shelter. Mais on avait trouvé une façon commode d'éviter le problème en utilisant l'affaire Meunier comme porte de sortie.

Mais il y a encore plus grave que cela. Sachant bien, au cours de 1963, que des influences puissantes protégeaient toute cette affaire, nous avions demandé à l'Association Nationale, soit la Canadian Lumbermen's Association d'exercer des pressions pour savoir ce qui advenait du mémoire d'avril 63 sur Fall Out Shelter et du bref que Me Poitras avait « prêté » à Me Tourangeau en juillet 1963. À cet effet, le président à cette date, de mon Association, M. Les McKimmie, de Toronto, avait écrit en date du 23 août 1963 au Procureur général M. René Hamel, pour dénoncer l'immobilisme de la justice devant nos représentations. En date du 29 octobre 1963, soit deux mois plus tard, M. McKimmie recevait une lettre fort étrange signée par Me Hector Pelletier, adjoint au procureur général, dans laquelle Me Pelletier se contredit. En effet, au premier paragraphe, il nie l'existence de représentations ou plaintes au sujet de fraudes dans le bois, puis au dernier paragraphe, il admet que certains cas ont été portés à la connaissance des auto-

rités et que des causes sont en instance. Je produis une photocopie de cette lettre comme pièce CLA-29.

M. McKimmie, non satisfait, et avec raison, d'une réponse aussi équivoque, écrit à nouveau le 6 janvier 1964, et avec plus de détails à Me Pelletier, et dénonce à nouveau l'immobilisme de la Justice en insistant sur les répercussions malheureuses d'un tel immobilisme sur la réputation des hommes d'affaires du Québec.

Je produis une photocopie de cette lettre comme pièce CLA-30. Le 26 mars 1964, M. Raymond Tanguay, ancien président de l'Association des Grossistes en Bois du Québec, écrivait à M. René Hamel, Procureur général, pour lui souligner l'immobilisme scandaleux de son département. Je produis une photocopie de cette lettre comme pièce CLA-31.

Le 30 mars 1964, je lisais dans les journaux les témoignages de la pré-enquête du juge Wagner. À un certain moment, un avocat de la Couronne ayant déclaré à M. le Juge Wagner qu'il se perdait annuellement plusieurs milliers de dollars dans ces fraudes, j'ai tenu à éclairer la Justice et j'ai fait parvenir au juge Wagner une lettre dont je dépose la photocopie comme pièce CLA-32. Cette lettre démontrait au juge Wagner qu'il s'agissait de millions et que les marchands avaient alerté les autorités, sans que rien ne semble bouger.

Le 2 avril 1964, Me Gérard Tourangeau, au nom de Me Pelletier, répondait à la lettre de M. McKimmie, (ref. CLA-30) et essayait comme M. Bertrand l'avait fait de tirer profit de l'affaire Meunier pour satisfaire aux plaintes du président McKimmie. Je produis une photocopie de cette lettre comme pièce CLA-33.

À partir de ce moment, ce fut le silence complet. On avait réussi ce qu'on voulait. Escamoter l'affaire Fall Out Shelter. Nous avions de fortes présomptions, à ce moment, qu'il s'agissait d'intouchables. 1964 se termina. À la demande de M. Eric Kierans, la commission Mercier fut appointée. En février 1965, à la convention de Canadian Lumbermen's Association, il y eut un panel sur la question des faillites frauduleuses.

Étant membre de ce panel, je pris à parti l'immobilisme de la Justice au Québec et l'évidence d'une collusion au niveau fédéral. La contrepartie à ce panel était représentée par M. J.-S. Larose, surintendant des faillites et Me Laganière. Celui-ci prétendit que toute l'affaire était sous contrôle, et conseilla aux marchands de bois en guise de conclusion : « Stop talking and start working ».

À la fin de ce panel, je rencontrai Me Laganière qui me tint à peu près ce langage. « Tu sais Leblanc, ton affaire de mémoire sur Fall Out Shelter, tu as fait du bon travail avec cela. J'ai mis la main sur ce document dernièrement. Tu avais donné à Tourangeau une cause toute prête sur un plateau. Malheureusement, quand j'ai été mis au fait de cette affaire, j'ai fait faire une enquête et les victimes n'ont plus leurs documents pouvant démontrer

la fraude. Et de plus, ton fameux numéro de téléphone, apparemment la Cie de téléphone ne garde pas les documents si longtemps et nous n'avons plus rien.»

Ceci se passait le 16 février 1965. Dans les jours qui suivirent, je communiquai par téléphone avec quelques-unes des victimes. M. Côté de St-Joachim de Montmorency, une des victimes mentionnées dans mon mémoire sur l'affaire Fall Out Shelter m'avisa de ce qu'il avait encore en mains ses documents, qu'à plusieurs reprises, des enquêteurs s'étaient présentés et avaient insisté pour obtenir ces documents mais que toujours, il avait refusé alléguant qu'il ne produirait ses documents que devant un tribunal. De plus le 24 février 1965, je communiquai avec M. Guy Crevier, préposé aux relations extérieures de la Cie de téléphone Bell. Je demandai à M. Crevier s'il était possible de savoir à quel nom était inscrit le service téléphonique desservant le 6465, 42e Ave. Rosemont, vers la fin de 1962 et au début de 1963. Quelques heures plus tard, M. Crevier me téléphonait me disant que la compagnie possédait un dossier spécial sur toute cette affaire, que le téléphone était au nom de Yves Denis, qui serait le garçon de Jean-Paul Denis. Il se peut également que ce ne soit qu'un jeu de prénoms.

En date du 25 février 1965, je fis parvenir à Me Laganière, une lettre rectifiant l'impression qu'il avait à l'effet que toutes les preuves dans l'affaire Fall Out Shelter n'existaient plus. Je fis parvenir cette lettre à Me Laganière sous le numéro de recommandation postale 8808, je produis la photocopie de cette lettre comme pièce CLA-34. Cette lettre ne reçut aucune réponse, en conséquence de quoi, le 25 mars 1965 soit un mois exactement plus tard, j'écrivis à l'honorable Claude Wagner, Procureur général, une lettre à laquelle était annexée une copie de la lettre à Me Laganière. Je produis une photocopie de ma lettre du 25 mars à l'honorable M. Wagner comme pièce CLA-35. Le 8 avril 1965, je recevais un accusé de réception du cabinet du Procureur général m'informant que ma lettre « ne sera pas reléguée aux oubliettes », je produis une photocopie de cette lettre comme pièce CLA-36.

Il serait bon ici de mentionner que le même jour où je reçus l'accusé de réception du Procureur général, je reçus également un coup de fil de Me Laganière dont je n'avais pas eu aucune nouvelle depuis notre rencontre du 16 février à la convention. Me Laganière, sur un ton courroucé m'enguirlanda pendant un bon laps de temps et lorsqu'étant à bout de souffle, il me demanda si j'étais toujours là, je lui répondis que je lui contestais le droit de me parler sur un tel ton, étant donné sa qualité de fonctionnaire et ma qualité de citoyen et de contribuable. De toute façon, je restais avec l'impression que ni l'honorable M. René Hamel, ni l'honorable M. Bertrand, ni Me Tourangeau, ni les associés de Me Poitras et pas plus Me Laganière ne semblaient trop intéressés par l'affaire Fall Out Shelter.

En octobre 1965, notre association au cours d'une conférence de presse posa des questions, relativement aux faillites frauduleuses, questions

qui étaient surtout motivées par les révélations du rapport Mercier déposé le 31 juillet de la même année. Étant donné la période électorale et comme nous ne voulions pas être accusés de jouer un jeu politique, nous prîmes grand soin de poser des questions de façon à ne pas viser aucun parti politique en particulier. À cette époque, nous avons trouvé étrange avec quelle promptitude M. Lesage s'empessa de relever une de nos questions comme si elle avait visé directement son administration. En fait, si on s'en rapporte au texte de notre conférence de presse du 19 octobre 1965, ce n'est pas tant une question que notre association a posée comme un vœu qu'elle a formulé. En voici le texte : « Si les transactions de certains acheteurs frisent de bien près le « recel » elles doivent être examinées de très près pour constater si des liens existent entre ces acheteurs et les souscripteurs aux fonds électoraux de quelque parti que ce soit ».

On se souvient que M. Lesage, répondant à un journaliste à Peterborough, Ont., déclara : « Si l'association des marchands de bois a des preuves, qu'elle les produise ou qu'elle se taise (let them put up or shut up) ». Ne voulant pas en faire un débat qui devînt public, notre association en date du 25 octobre écrivait à M. Lesage demandant une entrevue, afin de lui faire part de certains faits étranges au sujet du comportement de la Justice au Québec. Cette demande fut refusée et un autre refus accueillit une nouvelle demande ultérieure. Devant une telle attitude, pouvions-nous faire autrement que de conclure que M. Lesage ne faisait qu'emboîter le pas dans les traces de ses collègues MM. Hamel, Bertrand, etc.

Il serait important de bien se rappeler qu'à la page 4 de son rapport, le commissaire Mercier sous le titre référence, a écrit ce qui suit : « À cause de l'étendue de l'enquête et de la masse de pièces et documents produits au dossier, on ne pourra s'attendre à trouver dans le présent rapport des détails sur chacun des dossiers qui ont retenu l'attention de la commission. Pour suppléer, un répertoire des faillites et un index des témoignages ont été préparés pour fins de référence. » Or, nous du comité des faillites, savons parfaitement que si cette masse de pièces et de documents dont parle M. Mercier étaient soigneusement étudiés par MM. les commissaires de cette commission d'enquête, on prouverait probablement les preuves que M. Lesage semblait nous mettre au défi de pouvoir produire. Et si, à deux reprises, notre Association a réclamé le privilège d'une entrevue que M. Lesage s'est entêté à nous refuser, c'était exactement pour informer M. Lesage que ces preuves, établissant les liens pouvant exister entre les acheteurs ou récepteurs de stocks frauduleux et les souscripteurs à la caisse électorale, de « quelque parti que ce soit » avons-nous spécifié, se trouvaient dans cette « masse de documents » dont parle le commissaire Mercier. Ainsi M. Lesage nous sommait de fournir des preuves qu'il savait n'être point en notre possession mais bien en possession du ministère du Revenu. Se pourrait-il qu'à cause de la législation spéciale qui protège le caractère confidentiel des choses ayant

trait aux revenus des particuliers ou corporations, on aurait eu l'astuce, devant la campagne menée par notre association, depuis quatre ou cinq ans, de nettoyer tous les vestiges compromettants d'un état de choses scandaleux, sous le prétexte d'une enquête, pour mettre tout le « paquet » à l'abri des regards indiscrets ? Nous nous posons la question.

À la suite de notre conférence de presse d'octobre 1965, je visitai Me Lawrence Poitras, accompagné d'un journaliste de Toronto, attaché à l'émission *Seven Days*, afin d'obtenir une copie du bref démontrant l'existence d'un système organisé de fraudes, bref qui fut « prêté » à Me Tourangeau en juillet 1963. Nous essayâmes un refus catégorique. On nous refusait une copie photocopiée, d'un document préparé au nom de notre comité, et dont les honoraires avaient été défrayés par un groupe de marchands de bois du Québec. Je suis curieux de savoir ce que le Barreau peut penser d'un tel comportement d'un de ses membres. D'ailleurs, d'autres collègues de mon comité ont tenté la même démarche ou ont communiqué par téléphone avec Me Poitras mais ont obtenu le même résultat négatif.

Autre événement très surprenant, en marge du fameux bref « prêté » par Me Poitras à Me Tourangeau. Dans les derniers jours de mai 1966, paraissait dans l'édition française du magazine *McLean*, un article sur les faillites frauduleuses, article signé par Gilles Constantineau.

Dans cet article, M. Constantineau a souligné l'étrange conduite de Me Tourangeau et de Me Laganière qui devaient monter sur le banc des Juges, quelque temps plus tard. Il était également fait mention dans cet article, du fameux bref, et de l'étrange jeu de camouflage déployé par Me Poitras en « prêtant » le bref à Me Tourangeau et en refusant d'en remettre copie à ses clients, en l'occurrence le comité des faillites. Or le 6 juin 1966, j'étais convoqué par le secrétaire de l'Hon. M. Cardin, alors ministre de la Justice au fédéral. Je pris rendez-vous pour le 9 juin.

L'Hon. M. Cardin me reçut très courtoisement en compagnie de Me Roger Tassé, surintendant des faillites. Devant lui, M. Cardin avait un exemplaire du magazine *McLean*. Après avoir parlé de généralités sur la question des faillites, M. Cardin faisant allusion au magazine me fit part de ce qu'il était consterné devant les révélations de cet article, qu'il ne savait pas que les choses puissent en être rendues à ce point. Puis il amena la conversation sur le fameux bref de Me Poitras, me demandant si j'en connaissais le contenu. Sur ma réponse affirmative, il parut très intéressé et préoccupé. Même qu'il demanda à M. le Surintendant si la loi des faillites lui donnait le pouvoir d'aller chercher ce document. Me Tassé parut pessimiste. « Pas si Me Poitras se retranche derrière l'argument qu'il s'agit d'un dossier de caractère confidentiel entre avocat et client », répondit Me Tassé. Puis on passa rapidement à d'autres généralités après quoi je compris qu'on n'avait plus besoin de moi et je pris congé.

Or, si on consulte le Hansard, on verra que le 29 juin 1966, soit vingt jours après ma visite du 9 juin, l'Hon. M. Cardin, comparaisant comme témoin devant les membres du comité sénatorial chargés de l'étude des amendements apportés par le bill S17 à la loi des faillites, demanda à ce comité qu'on accepte sa suggestion d'accorder au surintendant le pouvoir extraordinaire d'aller chercher dans les dossiers d'un avocat tout document pouvant être de nature à éclairer la justice en matière de faillite, même si cet avocat prétend que c'est là un document privilégié et de nature confidentielle. (Voir le no 19 des débats sur les amendements au bill S17, Juin 29-1966 — P. 356-357-358-359).

Comme, d'une part, je m'étais bien rendu compte que le but de la rencontre avec MM. Cardin et Tassé était surtout de savoir ce que contenait le bref de Me Poitras, et que, d'autre part, vingt jours plus tard, je lisais dans les débats, l'effort opiniâtre du ministre de la Justice d'accorder de tels pouvoirs extraordinaires à M. le Surintendant, je me suis demandé si la dynamite dont parlaient les associés seniors de Me Poitras ne serait pas plutôt une ogive nucléaire qu'on voulait désamorcer avant qu'elle n'éclate.

Ce sont là MM. les Commissaires les conclusions auxquelles nous en sommes venus, à la suite des observations et constatations faites en marge de l'affaire de Fall Out Shelter Co. et du bref préparé par Me Poitras sur tout un réseau ayant opéré dans Laval.

Il me reste à faire part à MM. les Commissaires, d'informations de nature grave, informations pour lesquelles je sollicite respectueusement le huis-clos.

*Liste des documents produits avec le témoignage
sur Fall Out Shelter Co.*

- CLA-15 Copie du mémoire sur l'affaire Fall Out Shelter, remis à Me Tourangeau par J.-R. Leblanc vers le 29 avril 1963.
- CLA-16 Lettre de J.-R. Leblanc à Gérard Pelletier accompagnant une copie du mémoire remis à Me Tourangeau.
- CLA-17 Lettre de Gérard Pelletier à J.-R. Leblanc, retournant la copie du mémoire à Me Tourangeau.
- CLA-18 Lettres de Me Poitras à J.-R. Leblanc confirmant que des représentations ont été faites à Me Tourangeau.
- CLA-19 Demande d'entrevue par J.-R. Leblanc à Lionel Bertrand.
- CLA-20-21-22-23-24-25-26-27-28.
Échange de lettres entre J.-R. Leblanc et Lionel Bertrand.
- CLA-29 Lettre de Me Pelletier, assistant-procureur à Les McKimmie, président de CLA.

- CLA-30 Lettre de Les McKimmie au Procureur général du Québec.
- CLA-31 Lettre de Raymond Tanguay à l'Hon. René Hamel, Proc. général.
- CLA-32 Lettre de J.-R. Leblanc à l'Hon. Juge Wagner.
- CLA-33 Lettre de Me Tourangeau à Les McKimmie.
- CLA-34 Lettre recommandée de J.-R. Leblanc à Me Gérard Laganière.
- CLA-35 Lettre de J.-R. Leblanc à M. Claude Wagner, Procureur général.
- CLA-36 Accusé de réception à la précédente par le Procureur général.

**g) PIÈCES CLA-15 À CLA-36 SOUMISES PAR
M. J.-R. LEBLANC AVEC LA DEUXIÈME PARTIE
DE SON TÉMOIGNAGE.**

CLA 15

Mémoire à Me Gérard Tourangeau,
Asstnt proc. général.

23 avril 1963.

Sujet : Compagnies fantômes et opérations frauduleuses
dans le commerce du bois.

1. — En janvier 1963, il est porté à notre connaissance que la compagnie Fall Out Shelter Lumber Co. qui opère d'une maison privée située au 6465, 42e ave, Rosemont, Montréal, obtient des marchandises, sous de fausses représentations, marchandises qui sont écoulées par ses compagnies affiliées, ses complices.

Notre informateur nous déclare qu'en décembre 1962, un wagon originaire de Cobden, Ontario, a été déchargé à la gare Moreau et transporté par camion chez Lacombe Planing Mills à Laval-des-Rapides.

À la suite de nombreux appels téléphoniques, nous apprenons en effet que M. Loyd E. Turcotte de Cobden, Ont. a expédié un chargement de bois sur réception d'un ordre d'achat officiel de Fall Out Shelter. Cet ordre d'achat mentionnait comme références bancaires, un numéro de téléphone « 255-9224 ». M. Turcotte ayant demandé à son gérant de banque de vérifier les références, un appel fut logé. La réponse fut que ce compte était excellent et rencontrait habituellement ses obligations. Le wagon fut expédié mais M. Turcotte ne fut jamais payé. La firme légale de Franklin et Franklin, suite 670, 615 ouest, Dorchester, a tenté en vain de percevoir le compte de

M. Turcotte. Tous les photostats de cette transaction sont entre les mains de Me Poitras de Duquet, Mackay et Weldon, 360 ouest, St-Jacques.

2. — Par la même source d'information, nous apprenons qu'en octobre 1962 et novembre 1962, la même compagnie Fall Out Shelter Lumber a obtenu de Côté & Frères, St-Joachim de Montmorency, trois charges de camion et une charge de camion remorque se totalisant à \$4300. Même ordre d'achat officiel. Même numéro de téléphone. M. Côté ayant demandé à son gérant de banque, à Ste-Anne de Beaupré, d'obtenir des références, un appel par interurbain fut logé. Très bon rapport.

Ayant demandé à quelle banque il parlait, on répondit au gérant : « Banque Canadienne Nationale, 5090 est, Bellechasse, M. Bastien, gérant. » Quelques mois plus tard, n'ayant point été payé, M. Côté demanda à son gérant d'écrire à son collègue de Montréal, afin d'obtenir des explications. Le gérant, M. Bastien, répondit qu'il était très surpris, qu'il n'avait jamais reçu un appel de Ste-Anne de Beaupré, qu'il n'avait fourni de références bancaires à personne sur Fall Out Shelter Lumber Co.

Tous les photostats se rapportant à ces transactions sont entre les mains de Me Poitras de la firme légale Duquet, Mackay et Weldon.

3. — Le 16 avril 1963, un wagon est expédié par Asam Brothers de Rydall-Bank, Ontario. Ce wagon, expédié à la gare Moreau, était consigné à Asam Bros. avec instructions à l'agent du C.N.R. de livrer la marchandise à Fall Out Shelter, sur paiement d'une traite à vue attachée au connaissance de la Cie de chemin de fer. Fall Out Shelter offrit un versement de \$500, la balance payée dans dix jours. Asam Bros, refusèrent et M. Shannon Asam prit l'avion pour Montréal. Un de ses amis lui suggéra de dérouter le wagon chez Jos. Dupuy à Ste-Thérèse, ce qu'il fit.

M. Asam à nos bureaux et nous fit part de la façon qu'il en était venu à expédier ce wagon à Fall Out Shelter. Sur réception d'une lettre de demande d'information, puis sur un ordre d'achat donnant comme référence bancaire, tél : 255-9224, Banque de Commerce. Le gérant de la Banque Royale de Rydal Bank, Ontario, ayant appelé par interurbain, obtint de très bonnes références et sur sa demande pour une confirmation écrite, on lui assure qu'un télégramme confirmerait immédiatement. Le jour suivant, le gérant de la Banque Royale en Ontario, recevait un télégramme signé : « Banque du Commerce par Di Basio, comptable », confirmant que Fall Out Shelter était une compagnie florissante et qu'une traite à vue serait honorée. Nous avons personnellement parlé à M. Bois, enquêteur-chef de la Banque du Commerce, à Montréal. Nous avons appris qu'il y a une succursale

au coin de Sherbrooke et Granby (Centre d'Achats du Domaine). Le Comptable se nomme Di Basio.

Confronté avec la copie du télégramme, expédié à la Banque Royale en Ontario, Di Basio déclare n'avoir jamais expédié ce télégramme, n'avoir jamais reçu aucun téléphone du gérant de la Banque Royale en Ontario et n'avoir jamais donné aucune référence bancaire sur Fall Out Shelter Lumber. Il se souvient avoir rencontré un individu du nom de Denis, qui était dans le commerce du bois et qui, pendant un certain temps, eut un petit compte d'épargne en cet endroit.

Les photostats de tous les documents concernant cette expédition ainsi que celui du télégramme sont entre les mains de Me Poitras, de l'étude légale Duquet, Mackay et Weldon.

4. — À la suite de cette transaction, M. Asam demanda à l'agent du C.N.R. à la gare Moreau, si Fall Out Shelter recevait beaucoup de wagons. La réponse fut oui et il y en avait un qui leur était consigné, venant des États-Unis et qui était à St-Luc attendant les formalités de douanes. Le numéro de ce wagon : S000175-146.

M. Asam nous fit part de ce wagon. C'était le 16 avril. J'entrai en communication avec différents courtiers de douanes et j'appris finalement que le wagon venait de Neopit, Wisconsin, consigné à Fall Out Shelter. J'appelai M. Bernard Bock de la compagnie Eagle Lumber. M. Bock est un directeur de l'Association Nationale des bois durs (National Hardwood Association). Ayant consulté la liste des membres, il m'informa que la seule compagnie à Neopit, Wisconsin, est Menominee Enterprises Co. J'appelai cette compagnie, M. Fréchette, gérant. Il est très surpris de mes affirmations. Il a expédié ce wagon de chêne, d'une valeur de \$2500 à termes, à Fall Out Shelter Lumber Co. sur un ordre d'achat, faisant suite à une correspondance antérieure, et cet ordre d'achat mentionne comme référence bancaire 255-9224. L'expéditeur américain a demandé à ses banquiers de prendre des informations bancaires et la lumière verte leur a été donnée. M. Fréchette est inquiet et me demande de faire tout en mon possible pour l'aider dans cette situation. Je communique avec le Capt. Creighton, police de Montréal, escouade des fraudes. Je lui fais part de la situation, le genre d'opérations de Fall Out Shelter Lumber et je lui demande de placer des hommes pour surveiller le déchargement, vérifier le numéro de licence du camion et suivre la marchandise pour trouver qui aide à liquider. En même temps, j'avise l'avocat Poitras et je lui demande de faire tout ce qu'il peut pour protéger la marchandise de l'expéditeur américain.

Mais dans l'intervalle, l'expéditeur américain inquiet au sujet de sa marchandise déjoue notre stratégie en appelant le bureau d'enquête

du chemin de fer Pacifique Canadien et en faisant placer le wagon en quarantaine. Le lundi, 21 avril, M. Bernard Bock recevait un télégramme de Menominee Enterprises lui demandant de décharger le wagon et prendre la marchandise chez Eagle Lumber.

J'inclus les photostats des documents concernant cette expédition et une copie de ces photostats est entre les mains de l'avocat Poitras. Vous pouvez constater M. l'Assistant Procureur, le même numéro de téléphone 255-9224 comme référence de banque. J'ai demandé au Capt. détective Creighton de la police de Montréal de vérifier ce numéro de téléphone. Le Capitaine Creighton a vérifié auprès de la Compagnie Bell et m'a confirmé dans ce que je savais déjà. Ce numéro de téléphone n'est pas dans l'annuaire et est installé à 6465, 42ième Avenue, Rosemont, Montréal, la même adresse qu'on peut lire sur les entêtes de lettres de Fall Out Shelter Lumber Co.

Vous trouverez au sous-sol, un bureau avec tout l'équipement voulu, comme clavigraphes, machine à miméographier, listes complètes des moulins à scie et des manufacturiers de bois de Halifax à Vancouver et de Boston à Los Angeles. J'ai obtenu cette information d'une source fiable. On m'informe également que la personne qui signe les lettres (A. Séguin) serait l'épouse de Denis. Également, que la compagnie de bois St. Elzéar Lumber Co. dont le nom est donné comme référence serait une des compagnies aidant à liquider la marchandise.

La plus grande part de leur inventaire serait entreposée chez La-combe Planing Mills, à Laval-des-Rapides afin d'y subir les transformations requises par le marché.

5. — Le 23 avril, aux environs de 3 heures P.M., j'ai reçu un appel téléphonique anonyme dans lequel on m'a dit qu'à moins de me mêler de mes affaires, quelqu'un m'écraserait le visage (would smash my bloody face).

Attachée au présent mémoire, vous trouverez une liste de différentes compagnies incorporées sous la loi de la Province de Québec qui, au cours des derniers deux ou trois ans, ont opéré pendant quelques mois puis sont tombées en faillite. Sans garantir l'authenticité de cette liste, nous savons que vous avez là des compagnies qui se sont succédées les unes aux autres et si nous suivons l'ordre chronologique de leur date d'incorporation, et de la date où elles ont été mises en faillite, il est évident que nous sommes en face d'une conspiration organisée, menée par un groupe de la pègre.

Point n'est besoin d'insister sur les conséquences dans notre commerce d'une pratique régulière, par laquelle un groupe d'opérateurs peuvent obtenir à chaque incorporation de compagnie de \$100,000 à \$200,000 de marchandises pour une période de 90 à 120 jours, reven-

dant ces marchandises à prix ridicules à des entrepreneurs par l'intermédiaire d'une chaîne de compagnies associées.

Également annexée à la présente, vous trouverez une lettre de demande pour des listes d'inventaires et de prix qui fut postée à Bathurst Power & Paper Co. au Nouveau Brunswick. La lettre fut expédiée par Falcon Lumber and Builders Supplies Limited, 448, Des Laurentides, Pont-Viau, banlieue de Montréal. Il serait bon de souligner qu'on a utilisé le même système. Une de leurs supposées compagnies associées est donnée comme référence financière, ainsi qu'un numéro de téléphone comme référence bancaire. À bien noter également que les caractères de la date du nom et de l'adresse de Bathurst Power & Paper Co. ne sont pas les mêmes que ceux du texte de la lettre. La lettre est une formule miméographiée qui est individuellement complétée au clavigraph. Si on compare les caractères du texte de la lettre avec ceux du texte de la lettre de demande d'informations à la firme du Wisconsin par Fall Out Shelter Lumber Co., on trouvera une similitude étonnante. Par exemple, la lettre e est sale, même chose pour la lettre a. Nous sommes convaincus que Falcon Lumber est un nouvel essai du même groupe dans le but de remplacer Fall Out Shelter Lumber qui ne peut trouver des victimes indéfiniment.

Nous avons fait vérifier cette adresse de Falcon Lumber par le Capt. détective Creighton. C'est une maison privée.

Les choses en sont à ce point. Si vous croyez, M. le Procureur, que les faits ci-haut mentionnés ne nécessitent pas une enquête approfondie par votre département, mieux vaut abandonner.

Respectueusement soumis,

J.-R. LEBLANC, Sec. Trés.
JOS. DUPUY INC.

CLA-16

JOS DUPUY INC.

Boite postale 1090 — P.O. Box 1090
Ste-Thérèse, Qué.

M. Gérard Pelletier,
rédacteur en chef,
Journal « La Presse »
rue St-Jacques,
Montréal, Qué.

Cher Monsieur Pelletier,

J'annexe à la présente, copie d'une lettre que je fais parvenir ce jour à M. Gérard Tourangeau, assistant du Procureur général.

Lorsque vous aurez pris connaissance de cette lettre ainsi que du mémoire présenté à M. Tourangeau, vous comprendrez la raison qui motive la présente.

Puis-je vous demander de conserver ce document en lieux sûrs et garder la plus grande discrétion sur cette affaire. Si, par hasard il m'arrivait quoi que ce soit, ma famille et mes associés sont au courant et vous aviseraient. En ce cas vous auriez parfaite liberté de publier.

Vous remerciant pour votre bienveillante attention, je suis, cher Monsieur Pelletier,

Votre dévoué,

JRL/mt

J.-R. LEBLANC,
sec.-trés. de Jos. Dupuy, Inc.

CLA-17
(Lettre)

LA PRESSE
Montréal

Le 17 mai 1963.

Monsieur J.R. Leblanc,
a/s Jos. Dupuy Inc.
B.P. 1090,
Ste-Thérèse, P.Q.

Cher monsieur Leblanc,

Comme nous en avons convenu ce matin, je vous fais tenir ci-joints les documents que vous m'aviez communiqués.

Je puis vous assurer qu'aucune copie ni photocopie n'en a été faite et que personne, à part le soussigné, n'en a pris connaissance.

Je souhaite que vos démarches soient couronnées de succès et vous prie d'agréer, cher monsieur l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Gérard PELLETIER,
rédacteur en chef.

Ann. documents
Exp. : recommandé.

CLA-17
(Enveloppe)

RECOMMANDÉE

Monsieur J.R. Leblanc,
a/s Jos. Dupuy Inc.
B.P. 1090,
Ste-Thérèse, P.Q.

CLA-18

**DUQUET, MacKAY, WELDON, BRONSTETTER
WILLIS & JOHNSTON**
ADVOCATES, BARRISTERS & SOLICITORS
The Royal Bank of Canada Building
Place Ville Marie
MONTREAL 2, QUEBEC
Canada

September 5, 1963.

Mr. J. Raymond Leblanc,
Secretary,
Jos. Dupuy Inc.,
Ste-Therese, P.Q.

Dear Mr. Leblanc

I wish to confirm that representations were made on behalf of your associates to Mr. Tourangeau of the Attorney General's office on July 5, 1963.

Yours very truly,

LAP : MR

Lawrence POITRAS

CLA-19

6 septembre 1963.

Hon. Lionel Bertrand,
Ministère de la chasse et pêche,
Hôtel du Gouvernement.
Québec, P.Q.

M. le Ministre,

Pourrais-je respectueusement solliciter la faveur d'un entretien, lorsque la chose vous sera possible, ici à Ste-Thérèse.

Le sujet dont j'ai à vous entretenir est d'ordre public et je puis vous assurer à l'avance qu'il ne s'agit aucunement de promouvoir les intérêts particuliers de la maison que je représente.

Espérant, M. le Ministre, que ma demande sera agréée je suis,

Respectueusement vôtre,

J.R. LEBLANC

Rencontré le 16 sept. à Ste-Thérèse à son bureau.

JRL/mt

CLA-20

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE**
Québec

Québec, le 18 septembre 1963.

Monsieur J.R. Leblanc,
Jos. Dupuy Inc.,
Boite Postale 1090,
Ste-Thérèse,
Comté de Terrebonne.

Cher monsieur Leblanc,

Pour faire suite à notre conversation de lundi à mon bureau de Ste-Thérèse.

Je communique avec le Procureur Général aujourd'hui même pour savoir où les choses en sont rendues.

Très sincèrement à vous,

Lionel BERTRAND,
Ministre du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche.

LB/GRD

CLA-21

23 octobre 1963.

Hon. Lionel Bertrand,
Ministre de la chasse et pêche,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

M. le Ministre,

Il y a environ cinq ou six semaines, le soussigné vous entretenait à vos bureaux à Ste-Thérèse sur certaines opérations frauduleuses dans le commerce du bois de sciage.

Comme vous le savez, ces opérations ont pris une envergure alarmante et comme elles se font en violation de la loi des compagnies du Québec et qu'elles constituent un acte criminel, les différentes associations de marchands de bois de la province commencent à s'émouvoir et à s'inquiéter. Vous en avez probablement été informé lors du dernier congrès des détaillants de bois à l'Estérel où vous étiez l'invité d'honneur.

Le soussigné serait anxieux de savoir si vous avez obtenu une réponse de votre collègue M. Hamel, au sujet du mémoire sur ces fraudes répétées, mémoire qui fut présenté le 24 avril dernier à M. Tourangeau du dépt. du procureur général à Montréal.

Dans l'espoir de vous lire sous peu, veuillez accepter, M. le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Vos tout dévoués,

Jos. DUPUY Inc.,
J.R. LEBLANC, sec.-trés.

JRL/mt

CLA-22

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE**
Cabinet du Ministre
QUÉBEC

Ste-Thérèse, 28 octobre 1963

Monsieur J.R. Leblanc,
Jos. Dupuy Inc.,
C.P. 1090,
Ste-Thérèse-de-Blainville,
Co. Terrebonne, P.Q.

Cher monsieur Leblanc,

J'ai bien eu votre lettre du 23 octobre.

Le 19 septembre je communiquais avec le Procureur-Général, le tout faisant suite à notre conversation et à votre lettre du 6 septembre.

Je communique de nouveau avec l'Honorable René Hamel pour savoir où les choses en sont rendues, et j'espère avoir l'opportunité de vous écrire de nouveau sous peu.

Très cordialement à vous,

Lionel BERTRAND
Ministre du Tourisme, de la
Chasse et de la Pêche

LB/mj

10 décembre 1963

Hon. Lionel Bertrand,
Ministère de la chasse et pêche,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

M. le Ministre,

En date du 16 sept. dernier, au cours d'une entrevue à vos bureaux à Ste-Thérèse, je vous entretenais sur certaines opérations frauduleuses qui ont cours dans la province, et, plus particulièrement à Montréal.

À la suite de cette entrevue, vous m'écriviez en date du 18 sept. m'informant de votre intention de communiquer avec votre collègue, M. le proc. général, afin de savoir ce qui advenait d'un mémoire adressé par le soussigné à Me Gérard Tourangeau, assistant procureur général adjoint à Montréal.

Ne recevant pas de nouvelles, je me permettais en date du 23 octobre de vous écrire et réitérer ma demande. Le 28 octobre vous me faisiez part de ce que vous aviez communiqué avec le procureur en date du 19 septembre et que vous aviez l'intention de répéter votre demande.

Nul doute qu'après trois mois, M. le procureur doit avoir réussi à savoir où se trouve mon mémoire, doit avoir obtenu des informations à l'effet que l'état de choses dénoncé existe ou n'existe pas, et, s'il existe, des gestes ont dû être posés pour parer à ces pratiques et protéger les contribuables.

Vous comprendrez M. le Ministre que mes collègues et moi-même sommes anxieux d'apprendre que quelque chose de concret est accompli. Auriez-vous l'obligeance de satisfaire notre curiosité ?

Croyez-nous M. le Ministre,

Vos tout dévoués,

Jos. DUPUY Inc.,
J.R. LEBLANC, sec.-trés.

JRL/mt

CLA-24

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE**
Hôtel du Gouvernement
QUÉBEC

Québec, 18 décembre 1963.

Monsieur J.R. Leblanc, sec.-trés.
Jos Dupuy Inc.,
C.P. 1090,
Sainte-Thérèse, P.Q.

Cher monsieur Leblanc,

J'ai eu votre lettre du 10 décembre, et je croyais véritablement que des informations auraient pu vous parvenir directement du ministère du Procureur général.

Je communique de nouveau aujourd'hui avec l'Honorable Hamel, et je lui adresse une copie de votre lettre.

Je vais par ailleurs lui en causer à la première occasion.

Très cordialement à vous,

Lionel BERTRAND,
ministre.

LB/JT.

CLA-25

30 mars 1964.

Hon. Lionel Bertrand,
Ministère de la chasse et pêche,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, Qué.

M. le Ministre,

En date du 6 septembre 1963 je sollicitais de vous la faveur d'un entretien que vous vouliez bien m'accorder en date du 16 septembre à vos bureaux à Ste-Thérèse.

Au cours de cette visite, je vous fis part des faillites frauduleuses érigées en système, sous le couvert de la loi des compagnies du Québec. Non seulement ces faillites étaient organisées dans le commerce du bois de construction, mais également dans plusieurs autres domaines. Je vous fis part,

également du travail fait par un groupe de marchands de bois, grossistes appartenant à une association officielle dont je suis, moi-même, membre. Je vous fis part de ce qu'un mémoire avait été présenté à Maître Gérard Tourangeau, assistant du Procureur général à Montréal, en date du 24 avril. Ce mémoire dénonçait ces pratiques frauduleuses, dévoilait des faits concrets, les noms des victimes de ces fraudes et les noms des compagnies et individus qui trempaient dans ces fraudes. Or le but de ma visite, le 16 septembre, était de vous demander, M. le Ministre, à titre de député et de représentant du comté de Terrebonne, où je suis électeur et contribuable, de faire des représentations auprès de M. Hamel, Procureur général, afin de savoir quelle suite était donnée à mon mémoire du 24 avril 1963.

Au cours de cette entrevue, vous paraissiez plutôt sceptique devant mes affirmations. J'ose croire que les conclusions de l'enquête du juge Wagner vous ont fait changer d'avis.

En date du 18 septembre vous m'écriviez pour m'annoncer votre intention de communiquer avec M. Hamel, sur ce sujet.

Le 23 octobre, n'ayant pas obtenu de nouvelles, je vous réitérais ma demande. Le 28 octobre vous me faisiez part de ce que vous communiqueriez à nouveau avec l'hon. Hamel, et vous espériez avoir l'opportunité de m'écrire sous peu.

Le 10 décembre 63, je me permettais à nouveau de vous rappeler que je n'avais pas reçu de nouvelles au sujet de mon dossier.

Le 18 décembre, vous m'écriviez pour m'annoncer que vous communiquiez à nouveau avec l'hon. Hamel.

Or, nous sommes au 30 mars 1964 et je constate qu'il ne semble pas avoir été donné suite à ma demande. Je m'excuse d'insister M. le Ministre, mais à titre de contribuable et électeur de Terrebonne, à titre d'industriel et homme d'affaires désireux d'assainir le commerce, à titre de citoyen conscient d'avoir un rôle à remplir dans la société où je vis, je me permets de vous poser les questions suivantes :

- 1° La fraude est-elle un acte criminel ?
- 2° Entre-t-il dans les attributions du Procureur-général de la Province d'enquêter, de poursuivre et d'arrêter les auteurs d'actes criminels ?
- 3° Lorsqu'un citoyen ou une association reconnue signale au Procureur-général des actes criminels, celui-ci a-t-il la faculté d'agir ou de ne pas agir en vertu de son mandat ?

J'ose espérer, M. le Ministre, que cette fois, vous pourrez obtenir les informations que je vous demande et pour bien vous renseigner sur le sérieux de nos avancés, je vous inclus les copies de correspondance ayant trait à cette affaire,

- 1° Lettre de H. Pelletier, C.R. assistant par intérim du Procureur-général, à M. L. McKimmie, président de C.L.A. association nationale groupant tous les marchands de bois du Canada. A bien noter l'ignorance des faits affichée par M. Pelletier.
 - 2° Lettre de M. McKimmie à M. Pelletier en réponse à la précédente. A bien noter, la documentation et l'exactitude des informations.
 - 3° Lettre de M. Raymond Tanguay, de la maison E.H. Lemay Ltée à M. Hamel, Procureur-général de la Province.
- Recevez, M. le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

J.R. LEBLANC

JRL/mt

CLA-26

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE**
Hôtel du Gouvernement
QUÉBEC

Le 9 avril 1964.

Monsieur J.R. Leblanc,
secrétaire-trésorier,
Jos Dupuy Inc.,
C.P. 1090, Ste-Thérèse,
Comté de Terrebonne, P.Q.

Cher monsieur Leblanc,

J'ai bien eu votre lettre du 30 mars et noté tous les détails qu'elle contient.

Je dois vous souligner que toutes les représentations que vous m'avez faites ont été portées à l'attention des autorités compétentes, et je suis surpris que vous n'ayez eu aucune nouvelle directement. Il se peut fort bien que toute cette question soit sous étude présentement chez le Procureur Général.

Je me permets de communiquer de nouveau avec l'Honorable René Hamel.

Très sincèrement à vous,

Lionel BERTRAND,
ministre

LB/cd

CLA-27

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE**
Hôtel du Gouvernement
QUÉBEC

Le 21 avril, 1964

Monsieur J.R. Leblanc,
secrétaire-trésorier,
Jos Dupuy Inc.,
B.P. 1090, Ste-Thérèse,
Comté de Terrebonne, P.Q.

Cher monsieur Leblanc,

En date du 14 avril, l'Honorable René Hamel m'informe qu'il a communiqué avec les officiers de son ministère, en les priant de donner des précisions au sujet de vos représentations.

Je vous écrirai donc de nouveau sous peu.

Très cordialement à vous,

Lionel BERTRAND,
ministre

LB/cd

CLA-28

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE**
Hôtel du Gouvernement
QUÉBEC

Le 3 juillet 1964.

Monsieur J.R. Leblanc,
secrétaire-trésorier,
Jos Dupuy Inc.,
B.P. 1090, Ste-Thérèse,
Comté de Terrebonne, P.Q.

Cher monsieur Leblanc,

Pour faire suite à ma lettre du 21 avril.

Le Procureur Général, l'Honorable René Hamel, vient de m'informer qu'une enquête a été faite à Montréal, et que ses officiers s'occupent atten-

tivement des cas de faillite frauduleuse. Même plus, plusieurs causes devraient prochainement débiter.

Très cordialement vôtre,

Lionel BERTRAND,
ministre

LB/cd

CLA-29

DEPARTMENT OF THE ATTORNEY GENERAL
Province of Quebec

Quebec, October 29, 1963.

Mr. L. McKimmie, president,
Canadian Lumbermen's Association,
27 Goulbourn Avenue,
Ottawa 2, Ont.

Dear Sir :

With reference to your letter of August 23, 1963, we inquired in our department and with the department of Forests and Lands of this Province, but could not find traces of representations made by a committee of the Quebec Lumber Trade with regards to frauds and fraudulent bankruptcies in that particular trade.

Could it be possible that you give us more precise information on the matter.

We would like to point out however that we have received a number of complaints on such matters and that proper police investigation have been held, leading to prosecution.

Expecting your answer, I remain,

Yours very truly,

The Acting Deputy Attorney General,

per : Hector PELLETIER, Q.C.

CLA-30

Copy of a letter from :

Mr. L. McKimmie
President of Cdn. Lumbermen's Ass.

To : Mr. H. Pelletier Q.C.
Acting Deputy Attorney General,
Province of Quebec,
Quebec, Que.

413 Harbour Commission Bldg.
Toronto 1, Ontario.

January 6, 1964.

Mr. H. Pelletier, Q.C.
Acting Deputy Attorney General,
Province of Quebec,
Quebec, P.Q.

Dear Sir :

The delay in replying to your letter of October 29th last was occasioned by my desire to check with our Montreal members who have been concerned with the inquiry into the apparent fraudulent business operations throughout that area.

Contrary to your findings, I am informed that in April 1963 a Committee of three from the Quebec Wholesale Lumber Association met with M. Gerard Tourangeau in his office, to point out to him the prevalence of a group of Companies, operating under Provincial registration or incorporation apparently actively engaged in defrauding lumber manufacturers from remote areas of Quebec and elsewhere. This Committee offered to make available to M. Tourangeau information which they had accumulated from previous cases, and requested the Attorney General's office investigate.

At the suggestion of M. Tourangeau, this Committee engaged the legal firm of Duquet, Mackay & Weldon to prepare a brief, which certainly appeared to present evidence which would clearly reveal the pattern of fraud perpetrated by the same or associated individuals. Companies seem to be formed, registered or incorporated ; inquiries for any or all species

of lumber are mimeographed and circulated to sawmills in remote areas, the names of which were taken from lists provided by Provincial and State Forestry Departments.

It would appear that lumber is ordered from unsuspecting shippers, at usually well above market prices — is delivered to Company "A" (acting as wholesale distributor), which rents a vacant yard and a fork-lift truck. Company "A" then delivers the lumber to Company "B" (with the same proprietor as Company "A") acting as the retailer, delivering the material to construction sites for *Cash*, at prices for below market. Company "A" will continue in operation until pressed for payment, at which time it will dissolve its business or go into bankruptcy. If goods are traced to Company "B" and action taken, it too will dissolve or go into bankruptcy. Meantime, other Companies have been started and maintain the continuity.

Three members of a Committee from the Quebec Wholesale Lumber Association met with M. Tourangeau in his office during September 1963 to discuss the brief, and the action which your Department intended to take.

The President of the Wholesale lumber Association of Quebec also wrote to your office in Quebec City in September 1963, pressing for action concerning the brief.

I might tell you that in my own personal position with an Ontario based Company, and also as a Director of the National Hardwood Lumber Association, the head office of which is in Chicago, Illinois, I have come upon the actions of the group complained about, not once, but many times, and I do think it is to be very much regretted that it has seemingly been possible for them to continue in this way. Thereby giving to the Province of Quebec, and to its lumber business in particular, a most distasteful aroma. I can tell you that I sat in a meeting as recently as October last, in the United States, where "Quebec Lumbermen" came under vicious fire. It is doing untold damage to the 99% legitimate businesses.

In behalf of the Officers, Directors and Members of this Association, I implore you to give this matter the most serious consideration, and I do hope your Department will decide to press vigorously toward cleaning up this most undesirable situation.

Yours very truly

L. McKIMMIE,
President.

CLA-31

E. H. LEMAY, LIMITED
Exporters of Canadian Lumber
3900 Jean-Talon St. West
MONTRÉAL 16

26 mars, 1964.

Honorable René Hamel,
Procureur général,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

Monsieur,

Le 18 septembre, 1963, je vous ai écrit une longue lettre, au sujet de faillites frauduleuses. J'étais à ce moment-là président de l'Association des Grossistes en bois de la Province.

Vous n'avez pas accusé réception.

Je ne veux aujourd'hui que vous rappeler cette lettre, et vous prier de faire le joint avec les événements qui sont mis à jour par le juge Wagner. Nous savions déjà à l'automne qu'un ancien député était mêlé aux faillites frauduleuses, mais apparemment le Procureur général l'ignorait. Nous savions même son nom.

Nous savions aussi que Larose avait été mêlé à au moins une faillite frauduleuse.

Nous savons bien autre chose, mais Me Tourangeau n'a pas voulu agir quand nous l'en avons prié. Nous lui avons dit que nous avions une liste de plus de cinquante faillites frauduleuses, mais il n'a pas cru que c'était assez.

Nous savons surtout que Québec a plus de faillites que toutes les autres provinces ensemble, et que c'est dû au fait que la plupart sont frauduleuses. Comme le Département du Procureur général n'agit pas, elles prolifèrent, et surtout, elles entraînent dans la faillite nombre d'autres commerces honnêtes.

Je vous prie, mais fermement, d'accuser réception de cette lettre. Je vous répète ce que je vous disais dans ma première lettre, que le Comité de surveillance de la Quebec Wholesale Lumber Association est à votre disposition. Nos avocats ont un dossier de plusieurs centaines de pages, qui a d'ailleurs été montré à Me Tourangeau, mais sans aucun résultat.

Bien à vous,

Raymond TANGUAY

RT/mb

CLA-32

30 mars, 1964.

M. le Juge Claude Wagner,
261, St-Jacques O.,
Montréal, Que.

M. le Juge,

Afin d'ajouter à vos informations sur le système des faillites frauduleuses, j'annexe à la présente, les copies de correspondance échangée en rapport avec ce sujet.

Je puis ajouter que, depuis cinq ans, j'ai observé les agissements de cette bande, j'ai compilé des renseignements, des faits précis, des dates, des noms, j'ai même fait parvenir un mémoire à Maître Gérard Tourangeau, sur ces faits, et j'en viens à la conclusion que, dans le secteur du bois de construction, les sommes que se sont procurées ces individus dépassent le million, annuellement. J'ai même été honoré d'appels téléphoniques comportant des menaces.

Je suis à votre entière disposition, advenant que mon dossier puisse jeter quelque lumière sur cette affaire.

Recevez M. le juge, l'expression de mes sentiments respectueux.

J.R. LEBLANC

JRL/mt

CLA-33

COPY

DEPARTMENT OF ATTORNEY GENERAL

Province of Quebec

Montreal, P.Q.
April 2, 1964

Mr. L. McKimmie,
Canadian Lumbermen's Association,
413 Harbour Commission Bldg.,
Toronto 1, Ontario.

Dear Mr. McKimmie :

Following your letter of January 6th, 1964 to Mr. Pelletier, I may say that some action will be taken very soon in this matter and at least in particular case which is in the hand of Mr. Gerard Laganier, Crown Prosecutor.

I am completing the study of a voluminous file concerning few of the companies involved and I hope we shall be able to take effective steps very soon about these companies.

Yours very truly,

Gerard TOURANGEAU
Assistant Deputy Attorney General

GT;FP
eb

CLA-34

25 février, 1965.

Mtre G. P. Laganière, C.R.,
Palais de Justice,
Montréal.

Cher Monsieur,

Au cours d'un entretien récent, soit le 16 février dernier, vous me faisiez part de l'impossibilité où se trouvent vos enquêteurs d'obtenir des pièces à conviction des victimes d'une certaine fraude que vous savez, parce que ces victimes n'auraient plus en mains ces documents.

Vous me faisiez également observer que la preuve du numéro de téléphone utilisé pour frauder n'est plus disponible parce que la compagnie Bell ne garde pas les documents plus que quelques mois et le cas qui nous concerne remonte à 1962-63.

Or, ayant communiqué moi-même avec une des victimes mentionnées dans mon mémoire sur cette affaire, j'apprends que cette victime a bel et bien conservé ses documents tels que :

- 1° — lettre demandant liste d'inventaire et prix du bois, et sur cette lettre, un numéro de téléphone pour « références bancaires ».
- 2° — commande signée pour obtenir livraison du bois.
- 3° — copies des factures, détail des marchandises.
- 4° — cette victime pourrait être confrontée avec le camionneur qui prit possession des marchandises étant à l'emploi de cette bande, et vous possédez le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de cet ex-employé.

De plus, j'ai communiqué avec un officier supérieur de la Cie Bell, et le dossier démontrant que tel numéro de téléphone utilisé pour frauder était au nom de telle personne et installé à telle adresse, que ce dossier, dis-je, est disponible et attend un ordre de la cour pour être produit. Je pourrai même vous dire au téléphone, si vous croyez utile de m'appeler à ce sujet,

le nom de l'officier de la Cie Bell de qui vous pouvez obtenir le témoignage en cour.

Récapitulons :

- 1° — Vous avez en mains un mémoire vous citant quatre cas spécifiques avec les noms des victimes, adresses et valeur des marchandises livrées, mode d'expédition, etc.
- 2° — Vous avez le nom d'un ex-employé qui connaît les victimes, qui a transporté le bois et qui peut dire où il livrait ce bois, et sur instructions de qui.
- 3° — Cet ex-employé peut identifier tel individu que vous connaissez comme étant le patron et l'âme dirigeante de toute l'organisation.
- 4° — Vous pouvez faire produire par l'agent du fret, gare Moreau, (C.N.R.) les copies de connaissance en rapport avec les nombreux wagons reçus à cet endroit et connaître ainsi la provenance des expéditions et du même coup découvrir de nombreuses victimes additionnelles.
- 5° — Une des victimes possède encore tous les documents de nature à démontrer la fraude et cette victime accepterait de produire en cour ces documents.
- 6° — Sur ces documents vous trouverez le numéro de téléphone donné comme références bancaires, et il se trouve que le dossier de la Cie Bell est disponible pour démontrer que cette fraude provenait de telle adresse.
- 7° — L'ex-employé a été le témoin d'une râclée infligée à un autre employé alors que ce dernier était immobilisé par des fiers-à-bras, et cela, dans le bureau de tel individu que vous savez.

Mes collègues du comité des faillites frauduleuses à qui j'ai fait part de ces faits, m'ont prié de vous transmettre sur le champ ces constatations. Car ils ont pris, à la lettre, le conseil que vous leur transmettiez à leur dernière convention : "Stop talking, and start working". Comme vous le voyez, nous nous sommes mis immédiatement au travail.

Espérant que le département du procureur-général apportera à ce dossier la plus sérieuse considération, croyez-bien, cher Monsieur, à l'expression de mes meilleurs sentiments.

Votre sincère,

J.R. LEBLANC

J.R.L./md

copies pour Comité des faillites,

copie pour Canadian Lumbermen's Ass.

CLA-35

25 mars 1935.

Hon. Claude Wagner,
11894, Zotique-Racicot,
Montréal, 12.

M. le Procureur Général,

Je vous inclus la copie d'une lettre adressée à Maître Gérard Laganière, assistant-procureur à Montréal, lettre datée du 25 février dernier et expédiée par malle recommandée.

J'ignore quelles conclusions vous tirerez de cette lettre, mais je me permets de souligner que je n'ai reçu à date aucune réponse ou coup de fil démontrant que la « Justice » soit désireuse d'obtenir de plus amples informations.

Je m'excuse de vous faire parvenir cette correspondance à votre domicile, M. le Procureur général, mais il semble que ce soit là la seule façon d'avoir la certitude que le tout vous parvienne.

Croyez bien, cher Monsieur, à l'assurance de ma plus entière considération.

Votre dévoué,

J.R. LEBLANC

J.R.L./mdl
copie ann.

CLA-36

CABINET DU PROCUREUR GÉNÉRAL
Province de Québec

2A

Québec, le 8 avril 1965.

Notre dossier : CW-3912
Monsieur J.R. Leblanc,
Secrétaire-trésorier,
Jos. Dupuy Inc.,
Boîte postale 1090,
Ste-Thérèse, Qué.

Cher Monsieur,

Le Procureur général, Me Claude Wagner, c.r., accuse réception de votre lettre du 25 mars et me prie de vous dire qu'il a transmis vos représentations

à ses conseillers en loi qui sont particulièrement chargés de mener une enquête approfondie dans le domaine des faillites frauduleuses par toute la province.

Soyez assuré, cher monsieur, que votre lettre ne sera pas reléguée aux oubliettes.

Bien à vous,

MARCEL VLEMINCKX,
Attaché personnel.

**h) RAPPORT SOUMIS À LA COMMISSION PAR L'ENQUÊTEUR
J. M. BOUCHARD QUI A TENTÉ DE LOCALISER LE MÉMOIRE
QU'AURAIT RÉDIGÉ Me LAWRENCE POITRAS
À LA DEMANDE DE LA CLA.**

1 — Lettre de M. Bouchard

Montréal, le 8 avril 1968.

Me Jean SIROIS, Avocat,
Secrétaire,
Commission d'Enquête,
Suite 515,
300 rue St-Sacrement,
Montréal, P.Q.

*Re:- Faillites Frauduleuses — Bref d'un mémoire
préparé par Me Lawrence POITRAS.*

1. Pour faire suite à votre demande verbale du 19-3-68, le même jour j'ai rencontré M. COUILLARD, Investigateur spécial, afin de lui remettre le dossier qu'il m'avait prêté concernant le sujet mentionné plus haut et je lui ai parlé du rapport ou « bref » qui avait été préparé par Mtre Lawrence POITRAS. Il me dit qu'il était au courant que Mtre POITRAS avait préparé un rapport concernant les faillites frauduleuses mais que ce mémoire étaient supposées être que des informations qu'il avait reçues et qui n'avaient pas été contrôlées, de sorte que ce mémoire n'avait pas été produit à la Commission d'enquête sur les faillites, liquidations, concordats et cessions de biens dont le Commissaire Enquêteur était Lucien MERCIER, c.a.
2. Ce rapport de ladite Commission est daté du mois de juillet 1965.
3. Personnellement M. COUILLARD me dit qu'il n'avait jamais pris connaissance de ce mémoire et qu'il n'était pas au courant de son contenu. Pour sa part il croit que ce rapport est entre les mains de Me POITRAS.

4. Le même jour j'ai rencontré Me Michel CÔTÉ, qui me dit qu'il était au courant et qu'il avait même lu le rapport de la Commission d'enquête lequel contenait une vingtaine de page, mais que le mémoire préparé par Me POITRAS, celui-là il ne l'avait jamais lu. Il me dit que M. R. LEBLANC, le secrétaire de l'Association des Marchands de Bois, était au courant et que lui devait avoir une copie de ce mémoire puisque l'Association des Marchands de Bois avait payé Me POITRAS comme procureur dans cette affaire.

5. Le 20-3-68, j'ai communiqué par téléphone avec M. LEBLANC, 794, Boul. Labelle, Ste-Thérèse et ce dernier m'a fixé une entrevue avec lui pour 9.00 hrs a.m., le 21-3-68.

6. À 9.00 hres a.m., le 21-3-68 je me trouvais au bureau de M. LEBLANC et ce dernier m'a mis au courant des démarches qu'il avait faite depuis 1962 ou 1963 relativement aux faillites frauduleuses. À ce moment là il me dit que l'Association des Marchands de Bois avait obtenu les services de Mtre Lawrence POITRAS comme Procureur avec qui plusieurs membres de l'Association avaient eu des entrevues et aussi lui avoir remis une quantité de documents très important afin de lui faciliter le travail le plus possible. Évidemment, Me POITRAS devait remettre à l'Association, une fois son travail terminé, une copie de son rapport, mais il me dit que Me POITRAS avait été payé pour faire ce travail avant même qu'il ait commencé à travailler et qu'il ne lui avait jamais remis de rapport.

7. LEBLANC ajoute qu'il avait été entendu déjà devant la Commission d'enquête sur l'Administration de la Justice et qu'au cours de son témoignage il avait produit comme exhibits plusieurs pièces qui doivent être au dossier. Il m'a dit qu'il y avait une partie de ses mémoires qui n'avaient pas été remis aux Commissaires parce qu'il les considéraient comme étant de nature confidentielle.

8. Il me dit également qu'il y a eu longue série de correspondance d'échangée en rapport avec cette affaire et il m'a fait prendre connaissance d'une lettre de Mtre Lawrence POITRAS, adressée à Me Conrad Prénovost, du Cabinet du Syndic Provincial, datée du 9 août 1967 dans laquelle il est mentionné à la page 3, deuxième paragraphe :-

« Le 5 juillet 1963, soit la plus proche date à laquelle M. TOURANGEAU était disponible, je lui remettais le dossier et lui prêtais en outre le mémoire interne à condition qu'il me le rende sans délai après en avoir pris les notes voulues. Le mémoire interne m'a été rendu le 9 juillet 1963, par lettre portant cette date ».

Vous trouverez ci-annexé une photocopie de cette lettre.

9. LEBLANC m'a remis aussi un mémoire intitulé (page 37) Informations diverses sur les faillites frauduleuses « à huis clos ».

10. Le 8-4-68, je me suis rendu au bureau de Mtre Jacques DUCLOS, ex-sous-Ministre Associé au ministère de la Justice, 612 rue St-Jacques Ouest, lequel fait parti de l'étude GEOFFRION & PRUD'HOMME, et il me dit qu'il ne se souvenait pas d'avoir eu entre les mains un bref ou mémoire de Me POITRAS concernant les faillites frauduleuses.

11. Le 9-4-68, je me suis rendu au bureau de l'Hon. Juge Gérard TOURANGEAU, de la Cour Municipale de Montréal et il me dit qu'il se souvenait d'avoir pris connaissance d'un document ou rapport qui avait été préparé par Mtre Lawrence POITRAS concernant les faillites frauduleuses. Ce rapport il croit l'avoir remis au Procureur de la Couronne du temps Me Gérard LAGANIÈRE et que si celui-ci ne lui avait pas remis ce dossier il avait été envoyé à Québec, au ministère du Procureur général, en même temps que plusieurs autres.

12. J.-A.-Y. RUMANEK, Procureur de la Couronne à Montréal que j'ai interrogé le même jour à son bureau m'a dit que ce dossier de Me POITRAS, regardant la plainte de l'Association des Marchands de Bois, lui avait été demandé par plusieurs dans l'intention de pouvoir le retracer mais que personnellement il n'avait pas eu ce dossier. À la suite d'une demande qui lui avait été faite par l'un des Procureurs de la Commission d'enquête ou par la Police Provinciale, il avait eu une entrevue avec le Juge Gérard LAGANIÈRE à ce sujet, que des recherches avaient été faites et que le dossier en question n'avait pas été retracé.

13. J'ai rencontré l'Hon. Juge Gérard LAGANIÈRE, de la Cour des Sessions de la Paix, le même jour et il me dit qu'il se souvenait d'avoir pris connaissance d'un rapport préparé par Mtre POITRAS mais qu'il ne l'avait pas. Il me dit que je pourrais l'obtenir probablement de Léo TALBOT, Enquêteur pour la Sécurité Sociale, rue Shamrock (Tél :- 872-5127) qui devait en avoir une copie.

14. Léo TALBOT, Enquêteur Sécurité Sociale,
Rue Shamrock, Montréal, (Tél :- 872-5127)

Interrogé le même jour me dit qu'il avait lu une partie du mémoire préparé par Mtre POITRAS et qu'il avait même fait quelques démarches pour obtenir des renseignements en marge des faillites frauduleuses et que ce dossier devait être à la Police Provinciale puisque Jean-Paul DENIS avait été poursuivi en rapport avec ces accusations. Il ajoute que dans ce mémoire il y avait plusieurs noms de gens important tel que celui de (...). Il me dit que cet individu (très riche) était mort depuis déjà quelque temps. À tout évènement TALBOT me dit qu'il n'avait pas de copie de ce rapport.

15. J'ai communiqué de nouveau avec M. LEBLANC, Secrétaire de l'Association des Marchands de Bois et lui ai demandé certains renseignements. Il me dit qu'il était inutile de chercher ce dossier ailleurs qu'au bureau de Me POITRAS, il ne pouvait pas être dans d'autres mains.

16. Le 9-6-66 ou 1967, LEBLANC dit qu'il était allé rencontrer le ministre de la Justice l'Hon. CARDIN à Ottawa qui l'avait convoqué à la suite d'un article paru dans le magazine McLean et là, en présence de Me Roger TASSÉ, Surintendant des Faillites, à Ottawa, l'Hon. CARDIN lui avait demandé s'il avait les pouvoirs d'aller chercher un dossier concernant les faillites frauduleuses dans un bureau d'avocat et Me TASSÉ aurait répondu qu'il n'avait pas ces pouvoirs. Quelques jours plus tard, le bill numéro S-17, avait été passé devant le Comité d'Enquête Sénatoriale à Ottawa, pour que le Surintendant des Faillites ait les pouvoirs d'aller chercher dans un bureau d'avocat, tous les documents regardant les faillites, même si ces documents étaient confidentiels entre le procureur et son client.

17. Si Me Roger TASSÉ, Surintendant des faillites a les pouvoirs d'obtenir ces documents, il y aurait peut-être lieu de communiquer avec lui ; d'ailleurs quelqu'un du ministère de la Justice devrait me renseigner d'ici quelque temps à ce sujet.

18. CONCLUSION :- À moins d'assigner Me Lawrence POITRAS avec un « Duces Tecum » je ne vois pas comment je pourrais obtenir ce document étant donné que d'après la lettre que celui-ci a adressé à Me Conrad Prénovost, Syndic du Barreau, il semble bien que le Juge Gérard TOURANGEAU, alors Assistant Procureur général, l'a retourné à Me POITRAS, cinq jours après l'avoir reçu, c'est-à-dire le 9 juillet 1963.

J. M. BOUCHARD, Enquêteur,
Commission d'enquête.

JMB/.,

2 — Lettre de M. Leblanc au syndic du Barreau

16 août 1967.

Mtre Conrad Prénovost, C.R.
Syndic du Barreau,
Suite 300,
170 est Blvd. Dorchester,
Montréal, 18.

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 14 écoulé, je vous sou mets respectueusement les commentaires qui suivent.

Tout d'abord, je désire bien souligner que je suis désolé de toute cette affaire et que je déplore toutes conséquences possibles pour Mtre Poitras que j'estime et considère un gentilhomme.

Le 9 avril 1963 est en effet la date de la première réunion de notre comité avec Mtre Poitras, réunion venant à la suite de négociations préliminaires entre Mtre Poitras et M. Bob Rolland de notre comité. Le but de ces négociations fut de savoir si Mtre Poitras consentait à préparer un « BREF » démontrant aux autorités l'existence d'un réseau de fraudeurs dans le secteur du bois. M. Rolland avait donc discuté du projet avec Mtre Poitras, au moins six semaines avant la réunion du 9 avril 63.

Mtre Poitras est très conservateur lorsqu'en page 2 de sa lettre, premier paragraphe, il écrit : « ... à l'aide de nos dossiers et de *quelques* pièces que me remettaient MM. Bronley et associés. » En effet, je puis affirmer que la documentation contribué par notre comité était à peu près l'égal des documents que Mtre Poitras possédait déjà sur les cas de « Municipal Lumber », « Cap St-Martin Lumber », et « St-Elzéar Lumber ». Nous avons contribué des documents sur ces cas précités, en plus d'ajouter une forte documentation sur des cas connexes où les mêmes individus étaient mentionnés.

En page 2, 2e paragraphe, je note que Mtre Poitras fait allusion à un « mémoire interne ». La même expression revient au long de sa lettre à neuf reprises. J'avoue que c'est la première fois que j'entends parler de « mémoire interne » M. Bob Rolland avait demandé à Mtre Poitras la préparation d'un « bref » démontrant l'existence de fraudeurs et devant être présenté au Procureur général et non pas d'un « mémoire interne » demeurant dans les dossiers de Mtre Poitras.

De plus, le 9 avril 1963, à la rencontre chez E. H. Lemay Ltée, c'est bel et bien d'un « bref » devant être présenté aux autorités, dont il fut question avec Mtre Poitras. Maintenant, j'emploie le mot « bref » croyant utiliser le terme juste, sans savoir s'il est reconnu juridiquement. La discussion à cette rencontre eut lieu en anglais et le mot « brief » fut continuellement utilisé. Si je consulte Harrap's j'y trouve la définition suivante : BRIEF, discours bref, succinct, concis : exposé sommaire : (Juridique) conclusions présentées à la Cour avant l'audience : (to brief a case) rédiger, établir le dossier d'une affaire.

Or précisément, le but recherché par notre comité était de « faire rédiger le dossier et présenter les conclusions » (We wanted to brief the authorities on the case).

Je vois mal l'opportunité d'un « mémoire interne » et les membres qui ont consenti à souscrire pour défrayer le coût d'un tel « bref » n'auraient

certainement guère accepté de contribuer à un « mémoire interne » devenant un document privilégié dans les dossiers de Mtre Poitras. D'ailleurs le 3 mai 1963, Mtre Poitras, sous sa signature, m'écrivait ce qui suit : « ... I am in the process of putting together the brief in question and hope to be in communication with you ... » On constate que le 3 mai, Mtre Poitras parle d'un bref et non d'un mémoire interne. J'ai également d'autres copies de correspondance échangée sur le sujet où il n'est question que de « bref ».

En page 2, 3e paragraphe, Mtre Poitras parle d'une deuxième rencontre, cette fois chez M. Bromley. À cette réunion étaient présents outre MM. Poitras et Bromley, M. Tanguay et le soussigné. M. Bob Rolland était absent en voyage d'affaires.

À cette réunion, Mtre Poitras nous a déclaré *que ses supérieurs désavouaient son travail et lui conseillaient de laisser tomber l'affaire, « à cause des implications politiques » . . . « le dossier était de la dynamite » ce sont là les termes que je me souviens avoir entendus. Mtre Poitras nous fit part de ce qu'il avait souligné à ses supérieurs :*

- 1° qu'il s'était engagé à effectuer ce travail,
- 2° qu'il avait reçu ses honoraires à l'avance,
- 3° qu'il se trouvait dans une situation délicate vis-à-vis ses clients et mandataires,
- 4° qu'il avait réussi à calmer les appréhensions de ses supérieurs en leur promettant que le « bref » serait prêté à Mtre Tourangeau, assistant-procureur général pour être retourné à Mtre Poitras qui en aurait la garde.

Je désire souligner ici qu'il y eut surprise et critique de notre part car ce n'était guère la conception que nous nous faisons de l'administration de la Justice. Je me souviens d'avoir fait des remarques pertinentes sur ce point. Toutefois nous sommes tombés d'accord pour que le « bref » et la documentation soient remis au plus tôt à l'assistant procureur général parce qu'il s'agissait d'offenses criminelles. Et, bien que trouvant le procédé étrange, nous avons accepté que le « bref » fût prêté à Mtre Tourangeau et fût retourné à Mtre Poitras.

Soulignons qu'à ce stage, le mot « mémoire interne » n'avait jamais été utilisé et, jamais, Mtre Poitras nous a avertis que ce document resterait sa propriété personnelle. D'ailleurs ce travail était commandé et payé par nous.

Si j'ai bonne mémoire, il y eut une autre rencontre entre notre groupe et Mtre Poitras. Ce fut en juin. Je ne saurais en préciser la date, mais je suis enclin à croire que ce fut dans la dernière moitié du mois. Il s'agissait, en cette occasion, pour Mtre Poitras, de nous donner lecture finale du « bref » et obtenir notre approbation pour présenter le document tel que lu, à Mtre

Tourangeau, assistant procureur général. Comme la nomenclature des faits constatés par nos membres y étaient très bien agencée et que les conclusions du bref étaient incriminantes, ce que nous savions depuis longtemps, décision fut prise de remettre le document complet, ou dossier, c'est-à-dire le « bref » avec toute la documentation annexée, à Mtre Tourangeau. Nous savions, à ce moment, que le « bref » devait revenir entre les mains de Mtre Poitras, mais, là encore, il ne fut jamais question que nous ne pourrions en obtenir copie.

La date à laquelle Mtre Poitras déclare avoir rencontré Mtre Tourangeau, soit le 5 juillet 1963, concorde avec celle mentionnée dans l'exhibit CLA-18, faisant partie de mon témoignage devant la commission Prévost, et dont vous avez en mains une copie photostatée.

En page 3, dernier paragraphe, Mtre Poitras mentionne que : « ... MM. Rolland et Leblanc ... m'ont demandé, à plusieurs reprises d'exiger du Ministre le retour du dossier ... » C'est absolument faux. Je ne veux accuser Mtre Poitras de mentir, mais il y a certainement erreur ou mauvaise interprétation de sa part. Ce que j'ai demandé à Mtre Poitras, ce que M. Bob Rolland a demandé à Mtre Poitras, c'est une copie photostatée de notre « bref » rien de plus. Après avoir perçu des souscriptions de nos membres, avoir consacré tant d'heures et d'efforts, de patientes recherches d'évidences, serait-il logique que nous demandions à Mtre Poitras, de retirer ce dossier des mains du ministère de la Justice ? Alors que nous savions pertinemment que nous avions droit à une copie photostatée pour références.

En page 4, 1er paragraphe, Mtre Poitras présume que j'aurais pu faire mauvais usage de la copie photostatée du bref ... « en le passant à la presse ou à la radio ». Je ne me blesse pas du fait que Mtre Poitras semble avoir une piètre opinion de moi, c'est son affaire. Mais nos négociations avec Mtre Poitras datent de 1963. Vers la fin de 1963 ou au début de 1964, soupçonnant que quelque chose ne tournait point rond, nous avons adressé, M. Rolland et le soussigné, une première demande verbale à Mtre Poitras pour une copie photostatée du « bref ». Nous essayâmes un refus. Or, à ce moment, jamais je n'avais fait quelque déclaration que ce soit ou fait paraître quelque écrit que ce soit sur la question des faillites ou sur l'administration de la Justice ou sur la conduite de certains membres du Barreau. Comment Mtre Poitras peut-il prétendre que son refus était motivé par le fait qu'il appréhendait que je me serve du document pour le rendre public ?

Ce n'est, en effet, que deux ans plus tard, soit à la suite de l'enquête Mercier, (1er août 1956) que notre Association a décidé de parler au public de la situation à une conférence de presse tenue le 10 octobre 1965 en l'Hôtel Reine Elizabeth. Puis, à différentes reprises, j'ai fait paraître des articles de journaux ou ai fait des déclarations à la radio et à la T. V. sur le sujet concerné, mais tout cela au cours de 1966 et 1967.

Or, pourquoi Mtre Poitras craignait-il que le document fût connu du public ? Nous avons la conviction que la conscience professionnelle de Mtre Poitras lui eût interdit d'inscrire dans ce fameux « bref » des conclusions qui n'eussent pu être supportées par la documentation annexée à ce « bref ». Alors d'où viennent ces craintes de Mtre Poitras ? Sur quoi reposent-elles ?

D'ailleurs, si ce document a été payé par nous et que nous en avons la propriété, même si Mtre Poitras refuse de nous le remettre, de quel droit notre procureur pourrait-il en limiter ou censurer l'usage que nous pouvons en faire ?

En page 4, 2e paragraphe, Mtre Poitras utilise le terme « soi-disante » autorisation. J'ai bel et bien signé, au nom et avec l'assentiment de mes collègues, une procuration en faveur de M. Eric Neilsen, procuration dont il était porteur lorsque de passage à Montréal vers le début de 1966, il s'est vu refuser une demande de rencontre avec Mtre Poitras. Et M. Neilsen a bien souligné à Mtre Poitras qu'il était porteur d'une telle autorisation. Je puis ajouter, qu'en cette occasion, M. Neilsen m'a confié qu'il était surpris (amazed) par la façon dont pouvaient se comporter certaines personnalités de notre Barreau et de notre Magistrature.

Pour ce qui est du journaliste de l'émission « Seven Days », M. Sandy Ross, je me suis présenté aux bureaux de Mtre Poitras en sa compagnie. L'autorisation, je crois, devait être suffisamment concluante et non pas « soi-disante ».

Je pourrai, si vous croyez utile, vous faire parvenir la copie de l'autorisation dont M. Neilsen était porteur lorsqu'il essuya le refus de Mtre Poitras.

Une déclaration de Mtre Poitras, en page 2, 3e paragraphe de sa lettre, nous laisse perplexes. En effet, lorsqu'il écrit : « *De plus, je ne pouvais me départir du mémoire interne . . . de crainte qu'il ne tombe entre des mains indiscretes.* »

Comment Mtre Poitras, ou ses partenaires seniors, peuvent-ils expliquer cette situation scandaleuse que lorsqu'une étude légale dûment mandatée par ses clients pour présenter au ministère de la Justice un dossier dénonçant des offenses criminelles commises, cette étude légale puisse craindre que ce dossier tombe en des mains indiscretes ? N'est-ce pas là, la confirmation, l'aveu implicite d'une situation que nous soupçonnions depuis longtemps ?

Ce sont là les précisions que j'ai cru devoir apporter à la lettre de Mtre Poitras et je tiens à souligner mon grand désir de vérité et d'objectivité dans cette malheureuse affaire en insistant sur le fait que j'ai rédigé cette lettre sans avoir communiqué avec mes collègues, MM. Rolland, Bromley et Tanguay.

Il vous est donc loisible, et je souhaite ardemment que vous posiez ce geste, de communiquer avec ces Messieurs afin qu'ils puissent confirmer ou infirmer mes déclarations.

Je vous remercie pour votre bonne attention et vous prie d'agréer, cher Monsieur Prénoveau, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Votre tout dévoué,

J. R. LEBLANC

P.S. Afin de bien respecter le caractère confidentiel de cette correspondance, j'ai tapé ce document moi-même.

3 — Lettre de Me Poitras au syndic du Barreau

Telephone : 875-5240

P. O. Box 38 Station "B"

DUQUET, MacKAY, WELDON, BRONSTETTER,

WILLIS & JOHNSTON

ADVOCATES, BARRISTERS & SOLICITORS

The Royal Bank of Canada Building

Place Ville Marie

MONTREAL 2, QUEBEC

Canada

Me Conrad Prénoveau, c.r.
Cabinet du Syndic Provincial,
Suite 300,
170 est, Boulevard Dorchester,
Montréal 13, P.Q.

le 9 août 1967

Cher confrère,

J'accuse réception de votre lettre en date du 25 juillet 1967 qui est parvenue à mon bureau pendant que j'étais en vacances. Je m'empresse de répondre à votre lettre.

Le 9 avril 1963, je faisais la connaissance de William E. Bromley, (Bromley Lumber Limited), Raymond Tanguay, (E. H. Lemay Ltd.), R. B. Rolland, (De Cew Lumber Co. Ltd.) et J. R. Leblanc, (Jos. Dupuis Inc.). À l'occasion de cette rencontre qui eut lieu au bureau de E. H. Lemay Ltd. l'on m'informait que certains membres de la Canadian Lumbermen's Association avaient décidé de faire des représentations au ministère du Procureur général au sujet du nombre croissant de faillites qui donnaient mauvaise réputation au commerce de bois dans cette province.

J'ai alors accepté de préparer un dossier à ce sujet, à l'aide de nos dossiers et de quelques pièces que me remettaient MM. Bromley et associés.

Après avoir obtenu la permission préalable des créanciers que j'avais représentés dans certaines faillites, j'ai compilé un dossier et ai rédigé un mémoire interne résumant en grandes lignes le contenu du dossier. Le mémoire interne contenait aussi certaines conclusions et les noms de certaines compagnies suspectes.

Le 8 mai 1963, j'ai revu MM. Bromley et associés à la résidence de M. Bromley et leur ai fait part de la recommandation de mes supérieurs au bureau, de simplement prêter le dossier (qui avait 2" ou 3" d'épaisseur) au ministère, vu qu'il contenait des documents provenant de plusieurs autres dossiers. De plus, je ne pouvais me départir du mémoire interne que j'avais préparé pour faciliter la compréhension du contenu du dossier de crainte qu'il ne tombe entre des mains indiscretes.

Ce qui importait, de l'avis de ceux qui étaient présents, c'était que le dossier soit laissé au ministère de façon à lui permettre de procéder à une enquête immédiate. Tous étaient d'accord à ce que je prête le dossier à l'assistant procureur général adjoint Gérard Tourangeau, et que je lui permette de prendre note du mémoire interne.

Le 5 juillet 1963, soit la plus proche date à laquelle M. Tourangeau était disponible, je lui remettais le dossier et lui prêtais en outre le mémoire interne à condition qu'il me le rende sans délai après en avoir pris les notes voulues. Le mémoire interne m'a été rendu le 9 juillet 1963, par lettre portant cette date.

J'ai eu l'occasion, par la suite, de discuter de ce dossier avec quelques représentants du ministère.

MM. Rolland et Leblanc, cependant, qui se plaignaient du manque de progrès dans cette affaire, m'ont demandé à plusieurs reprises d'exiger du ministère le retour du dossier en question. J'ai dû leur faire remarquer que ce dossier serait plus utile en la possession du ministère de la Justice que s'il nous était remis pour être vraisemblablement démembré et classé. Je n'ai eu aucune objection, en aucun temps, à permettre à MM. Rolland, Bromley, Tanguay ou Leblanc de prendre à nouveau connaissance du mémoire interne mais je ne pouvais pas le leur remettre en entier, de crainte que M. Leblanc, en particulier, le passe à la presse ou à la radio.

De fait, il y a quelques mois, M. Leblanc, le député fédéral Eric Neilsen et un représentant de l'émission « This Hour Has Seven Days » m'ont fait part de la soi-disante autorisation de M. Leblanc de consulter notre mémoire interne. M. Leblanc et un représentant du programme de télévision se sont même rendus à mon bureau où R. Stewart Willis, c.r. et moi-même leur avons confirmé que le dossier était encore entre les mains du ministère de la Justice et que le mémoire interne en résumant le contenu était d'ordre privilégié.

Nous avons fait parvenir notre compte pour services professionnels à M. Leblanc le 26 septembre 1963 en la somme de \$561.79.

Veuillez me croire,

Votre tout dévoué,

LAP/am

LAWRENCE POITRAS

**4 — Lettres de Me Poitras à M. J.-R. Leblanc
(5 et 26 septembre 1963)**

Telephone : 875-5240

P. O. Box 38 Station "B"

**DUQUET, MacKAY, WELDON, BRONSTETTER,
WILLIS & JOHNSTON
ADVOCATES, BARRISTERS & SOLICITORS
The Royal Bank of Canada Building
Place Ville Marie
MONTREAL 2, QUEBEC
Canada**

Mr. J. R. Leblanc,
c/o Jos. Dupuy Inc.
P. O. Box 1090,
Ste-Thérèse, Quebec.

September 26, 1963.

Dear Mr. Leblanc :

Please find enclosed herewith our account for Professional Services.

I have reduced our fees somewhat to arrive at the sum of \$525.00. Disbursements, however, consisting of photostatic copies have been added to the account. I trust you will find the same to your satisfaction.

Yours very truly,

LAP : MR
Enc.

LAWRENCE POITRAS

CLA-18

Telephone : 875-5240

P. O. Box 38 Station "B"

**DUQUET, MacKAY, WELDON, BRONSTETTER,
WILLIS & JOHNSTON
ADVOCATES, BARRISTERS & SOLICITORS
The Royal Bank of Canada Building
Place Ville Marie
MONTREAL 2, QUEBEC
Canada**

Mr. J. Raymond Leblanc,
Secretary,
Jos. Dupuy Inc.
Ste-Therese, P.Q.

September 5, 1963.

Dear Mr. Leblanc

I wish to confirm that representations were made on behalf of your associates to Mr. Tourangeau of the Attorney General's office on July 5, 1963.

Yours very truly,

LAP : MR

LOUIS CÔTÉ

**5 — Lettres de M. J.-R. Leblanc à la Commission
(28 février 1969)**

JOS. DUPUY INC.
Boîte Postale 1090 — P.O. Box 1090
STE-THÉRÈSE, QUÉ.

Comm. d'enquête sur l'adm.
de la Justice,
Ch. 515
300 rue St-Sacrement,
Montréal, 1-

28 février 1969.

compétence de Me Jean Sirois, secrétaire

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 24 écoulé, je me permets d'apporter les quelques précisions et corrections qui suivent.

L'Association Canadienne de l'Industrie du Bois n'a jamais remis quelque rapport que ce soit à Me Lawrence Poitras. Elle a appointé un comité spécial, formé de quatre membres, et présidé par le soussigné, comité qui avait pour mission de faire enquête, accumuler des documents, des pièces ou des informations, qui fussent de nature à démontrer qu'un réseau organisé de fraudeurs opérait dans le domaine du bois de construction.

Après quelques années de travail patient, nous avons accumulé suffisamment d'évidences pour nous permettre de constater l'existence d'un tel réseau, que ce réseau était protégé en haut lieu, et qu'il servait surtout de source d'alimentation de fonds électoraux à la caisse d'un certain parti politique.

Sur la fin de 1962, notre comité rencontrait Me Lawrence Poitras et le chargeait de préparer un bref pour la présentation au ministre de la Justice, bref qui, appuyé sur la documentation accumulée, démontrerait aux autorités l'existence d'un réseau organisé de fraudeurs.

Me Poitras accepta ce mandat et prépara le bref en nous soulignant qu'il serait en mesure d'ajouter aux preuves incriminantes, puisqu'il avait déjà en mains un dossier volumineux sur le même gang, ayant agi comme procureur d'un groupe de créanciers lésés dans l'affaire de Municipal Lumber, compagnie fantôme ayant opéré à St-Jérôme, P.Q.

Ce sont là les faits que j'ai relatés devant la Commission d'enquête, au cours de mon témoignage verbal. Maintenant, je me permets de souligner que, préalablement à mon témoignage verbal, j'avais rencontré M. le Juge Lucien Thinel, alors avocat et procureur pour la Commission d'enquête, que M. le Juge Thinel m'a demandé de rédiger un témoignage écrit de tous les faits que nous connaissions, d'en faire tirer suffisamment de photo-copies pour que MM. les Commissaires en eussent tous une copie pour consulter, et que Me Thinel lui-même en eût une copie pour diriger son interrogatoire quand je paraîtrais devant la Commission. Me Thinel m'avertit, également, qu'il m'interrogerait sur les principaux faits relatés dans mon témoignage écrit, qu'il prendrait soin de ne point mentionner de noms à cause de la présence de la presse dans la salle, me recommandant d'en faire autant pour m'éviter tout ennui légal. Je me souviens même de certaines précisions que MM. les Commissaires ont voulu obtenir sur le comportement étrange de certains procureurs, mais toujours les noms ne furent pas mentionnés.

J'ose croire que vous avez dans votre dossier une photo-copie de mon témoignage écrit et j'ai noté les pages et les paragraphes où il est question du bref préparé par Mtre Poitras.

Page 17 paragraphe 2, 3 et 4

” 23 ” 3 et 4

” 24 ” 1, 2 et 5

” 26 ” 2

” 28 ” 1

” 31 ” 2

” 32 ” 4

” 34 ” 1 et 2

” 35 ” toute la page

” 36 cette page contient la liste des exhibits produits à la Commission.

J'ajouterai, comme vous pourrez le lire en page 32 de mon témoignage écrit, que Me Eric Nielsen, (MP Yukon) ayant demandé et obtenu de notre association la permission écrite de réclamer ce bref de Me Poitras, Me Nielsen, lors d'une visite à Montréal, communiqua avec Me Poitras pour prendre rendez-vous.

Or, Me Poitras ayant demandé à Me Nielsen la nature de sa visite et sur explications de Me Nielsen, Me Poitras avisa poliment Me Nielsen de ne point se déranger, que le bref ne lui serait pas remis. Même sur production d'une autorisation signée par les clients de Me Poitras.

J'annexe à la présente, une autorisation signée vous autorisant à réclamer ce bref. Serez-vous plus heureux que Me Nielsen, je me le demande. D'ailleurs, je suis surpris de ce que la Commission n'ait point le pouvoir d'ordonner à Me Poitras la production de ce bref au dossier.

J'attire également votre attention sur les pages 34 et 35 de mon témoignage écrit. Vous constaterez que M. le Ministre Cardin semblait très anxieux de mettre la main sur ce dossier, à la suite de la révélation faite par Gilles Constantineau dans l'édition de mai de McLean. À preuve, sa convocation que j'ai reçue dans les premiers jours de juin, la discussion avec Me Roger Tassé sur les moyens à prendre pour se procurer ce document et, enfin, la comparution de M. Cardin devant le comité sénatorial siégeant sur les amendements à apporter à la loi des faillites et le plaidoyer de M. Cardin en faveur d'accorder des pouvoirs discrétionnaires au surintendant des faillites, tel que relaté dans le Hansard.

Au fait, le bref n'est peut-être plus entre les mains de Me Poitras, à la suite de l'étendue des pouvoirs du surintendant fédéral des faillites. Qui l'aurait réclamé de Me Poitras ? Qui aurait signé le document que Me Poitras a certainement réclamé pour se couvrir s'il s'est désaisi de ce document ? Si le fédéral a réclamé le document, où est-il, qui l'a, dans quel but ? Je crois que MM. les Commissaires enquêteurs ont là un champ d'activité très vaste et fort intéressant.

Je m'excuse d'avoir pris tellement de votre temps, Me Sirois, et croyez bien que je demeure à votre entière disposition pour toute information additionnelle dont vous pourriez avoir besoin.

Votre dévoué,

J. RAYMOND LEBLANC.

JRL/mdl

CANADIAN LUMBERMEN'S ASSOCIATION
27 Goulbourn Ave., Ottawa 2 - Ontario, Canada

Ste-Thérèse, 28 février 1969

Commission d'enquête sur la Justice,
Chambre 515,
300 rue St-Sacrement,
Montréal, 1-

compétence de Me Jean Sirois,
secrétaire.

Messieurs,

La présente vous autorise à réclamer de Me Poitras de l'étude légale Duquet, MacKay et Weldon, le bref préparé par Me Poitras sur instructions d'un comité spécial formé de quatre membres agissant au nom de Canadian Lumbermen's Association, bref pour lequel Me Poitras a reçu paiement, bref que Me Poitras avait reçu instructions de présenter au ministère de la Justice du Québec, bref démontrant l'existence d'un réseau de fraudeurs organisés et protégés en haut lieu et opérant dans le secteur du bois de construction, bref que Me Poitras a constamment refusé de remettre à ses clients, le comité des faillites formé de MM. Bob Rolland, Bill Bromley, Raymond Tanguay et Raymond Leblanc.

Comité des faillites,

par J. R. LEBLANC, président.

JRL/mdl

THEORY OF THE EARTH AND ITS HISTORY

BY
J. H. MACLEOD
F.R.S.E.
LONDON
1904

THEORY OF THE EARTH AND ITS HISTORY. BY J. H. MACLEOD, F.R.S.E. LONDON: 1904. Pp. 100. 1s. 6d. net. This is a very good book, and one of the best of its kind. It is written in a clear and concise manner, and is well illustrated. The author is a well-known geologist, and his knowledge is reflected in the book. The book is divided into two parts, the first dealing with the general theory of the earth, and the second dealing with the history of the earth. The first part is divided into three chapters, the first dealing with the origin of the earth, the second dealing with the development of the earth, and the third dealing with the present state of the earth. The second part is divided into two chapters, the first dealing with the history of the earth from the beginning of time to the present, and the second dealing with the history of the earth from the present to the future. The book is a very good introduction to the theory of the earth and its history, and is well worth reading.

THEORY OF THE EARTH

BY J. H. MACLEOD, F.R.S.E.

APPENDICE 17

Rapport détaillé du travail accompli
sous la direction de Me Jean-Paul Bergeron.

CET APPENDICE A ÉTÉ REMIS AU MINISTÈRE DE LA
JUSTICE ET N'EST PAS PUBLIÉ
PARCE QU'IL EST TROP VOLUMINEUX ET PRÉSENTE
PEU D'INTÉRÊT POUR LE GRAND PUBLIC.

APPENDICE 18

Témoignage rendu par écrit par le
séquestre officiel Paul Devos.

Comme il a été dit par tout le monde, et particulièrement par Me Thinel, la Loi sur la faillite est d'application fédérale et il y a des implications provinciales. La Commission a entendu un nombre imposant de personnes qui lui ont expliqué les divers moyens de frauder, le nombre de fraudes, le nombre de cas en suspens devant les tribunaux d'instance criminelle.

À l'heure actuelle, je crois bien que personne n'a effleuré le sujet, à savoir, ce qu'il y aurait lieu de faire pour prévenir les lourdes pertes que subissent la société en général et un nombre effarant de créanciers en particulier. Avant d'entrer dans les détails de ces procédures, il y a peut-être lieu d'éclairer la Commission sur ce qui se passe dans la province de Québec :

En 1965, pour ne pas remonter trop loin dans le temps, il y a eu 1,225 cas de faillites commerciales, non sommaire, contre 501 cas dans la province d'Ontario et sur un total de 1,912 cas pour tout le Canada. Au point de vue dollars, déjà en 1965, le passif dans la province de Québec s'établissait à \$92,156,000, en Ontario à \$103,635,000 pour un total au Canada de \$224,286,000.

Au point de vue administration sommaire, toujours en 1965, il y a eu dans la province de Québec, 1,292 cas de faillites, contre 1,529 pour la province d'Ontario, sur un total général pour le Canada de 3,111 cas d'administration sommaire. Au point de vue chiffres, le passif total pour la province de Québec se chiffrait à \$13,257,000, pour l'Ontario à \$26,205,000, sur un total général pour le Canada de \$43,617,000.

En 1966, il y a eu 1,868 faillites déposées dans la division de Montréal, dont 250 propositions faites par des personnes ou des corporations insolvable. Les trois (3) registraires ont rendu 4,342 jugements et comme le séquestre officiel cumule les fonctions de régistrare avec ses collègues, tous ces chiffres s'appliquent pour ces trois officiers. Ils ont présidé à 2,009 assemblées de créanciers et procédé à 2,033 interrogatoires de faillis. Ils ont de plus, durant cette année, présidé à des interrogatoires devant le régistrare, en vertu de l'article 121 de la Loi sur la faillite, un nombre indéterminé, mais que l'on peut évaluer à un total d'une centaine de volumes de dépositions de 200 pages chacun. Cette évaluation est évidemment approximative, parce que beaucoup d'interrogatoires, faits en vertu de l'article 121 par des procureurs de la Couronne, et dont le coût de la transcription a été assumé par le ministère de la Justice, n'ont pas été déposés au dossier de la Cour Supérieure, siégeant en matière de faillite, tel que prévu à l'article 121 paragraphe 3, pour des raisons que j'ignore.

En 1967, du 1er janvier jusqu'au 30 juin, il y a eu un nombre de 655 faillites déposées, dans la division no 1, dont 225 individus et 430 corpo-

rations, et nous avons présidé 772 assemblées de créanciers et 950 interrogatoires, et nous avons rendu 1,841 jugements, en plus de taxer 1,181 états de recettes et déboursés de syndic, et un nombre sensiblement égal de mémoire de frais d'avocats.

En plus, j'estime que nous avons tenu au moins 600 assemblées d'inspecteurs, dans les dossiers où le séquestre officiel agit comme tel, et procédé à au moins 30 enquêtes dans ces dossiers où nous avons des raisons de croire qu'une infraction à la Loi sur la faillite ou à d'autres lois avait été commise.

Tout ceci à TROIS, agissant indistinctement, tantôt comme registraire, tantôt comme séquestre officiel. De là, et nous en sommes conscients, une indescriptible confusion dans l'esprit, tant des syndics que des avocats, que du public en général. En effet, et par définition, *le registraire signifie la Cour ou le tribunal* lorsqu'il exerce les pouvoirs qui lui sont conférés sous l'autorité de la loi sur la faillite ; tandis que *le séquestre officiel n'est par la Cour, ni le tribunal*, mais un FONCTIONNAIRE ADMINISTRATIF, chargé d'administrer la loi sur la faillite dans les limites de sa division. Dans cette partie administrative, il doit et c'est je pense une de ses fonctions les plus importantes, interroger sous serment tout failli (et ceci comprend dans le cas d'une corporation, les fonctionnaires qui exécutent la cession ou tout autre fonctionnaire ou tous autres fonctionnaires que le séquestre officiel désigne) sur sa conduite, les causes de sa faillite et l'aliénation de ses biens. Le séquestre officiel peut aussi faire, ou faire faire, toute enquête ou recherche qui peut être estimée nécessaire au sujet de la conduite du failli, des causes de sa faillite et de l'emploi de ses biens.

On voit immédiatement l'incompatibilité du cumul des deux fonctions, surtout dans la division de faillite de Montréal. L'un, le registraire, doit agir avec la sérénité que l'on demande à tout tribunal et l'autre, le séquestre officiel, doit agir quasiment comme un officier enquêteur, afin de récupérer le plus possible pour les créanciers, et ce, sans que la poussière ne s'accumule sur ses dossiers.

La loi sur la faillite, comme il est dit plus haut, est d'application fédérale et a des implications provinciales. En ce qui concerne l'administration de la Cour ou du tribunal de faillite, cela ne pose pas tellement de problème ; tout le monde sait, et c'est chose admise, que c'est de compétence strictement provinciale. Là où la situation se complique, c'est lorsque l'on parle du séquestre officiel qui est un FONCTIONNAIRE PROVINCIAL, nommé par le gouvernement fédéral. Un témoin a parlé il y a quelques jours « de situation hybride ». Si l'on n'a pas peur des mots, et surtout, si l'on veut employer les expressions adéquates, il faudrait dire que le séquestre officiel, n'est ni plus ni moins qu'un bâtard, avec toutes les conséquences que cela comporte et pour lui-même, sa fonction, son personnel et par conséquent, son efficacité.

Quelqu'un l'a dit avant moi — le secret d'ennuyer est de tout dire. J'espère que ceci est faux et que je ne vous ennuie pas trop. Comme officier de justice, chaque fois qu'un acte important doit être posé, une phrase me revient en mémoire et j'aimerais la citer ; elle provient de la grande charte de Jean Sans-Terre, qui comme chacun le sait, date de 1215.

EN TRADUCTION LIBRE :

Article 40 — « À personne nous ne vendrons, à personne nous ne refuserons ou retarderons le droit à la justice ».

Puisqu'il est également reconnu que la base de la loi anglaise est justement cette grande charte dont l'on parlait plus haut et que c'est donc également la base de la loi sur la faillite, il me vient souvent à l'esprit des pensées morbides quand je pense à l'administration de la justice telle que je la fais avec les moyens mis à ma disposition. J'ai peur parfois que comme le veut le dicton, « l'histoire ne soit qu'un éternel recommencement ». Par conséquent, lorsqu'on relit attentivement l'histoire des révolutions, l'on constate alors que pratiquement à la base de chaque révolution, il y avait un manque de justice ou une mal administration de la justice. Nous n'agissons pas assez rapidement et pas assez efficacement.

En plus de fournir l'ouvrage énuméré plus haut, le séquestre officiel agit comme inspecteur, comme je l'ai déjà dit d'ailleurs, dans quelque 285 dossiers de faillites. De plus, vu le non-renouvellement de licences de syndics, il doit agir lui-même comme syndic dans près de 700 dossiers, avec toutes les procédures, les ennuis, l'ouvrage (lettres, téléphones, rapports) que cela comporte.

Vous m'avez demandé si les syndics devraient être des fonctionnaires publics ? Ma réponse est « NON ». Que ce soit au niveau fédéral ou provincial, je vois difficilement un département de syndics publics qui devrait nécessairement comprendre plus de 60 syndics et plus de 200 employés, à divers échelons, excluant les secrétaires, dactylos et commis, ceci étant un minimum. Je vois encore plus difficilement que ces gens devraient attendre le bon vouloir de Dieu seul sait qui, lorsqu'il s'agirait de remplacer un employé démissionnaire, malade, ou autrement disparu.

Tels qu'ils sont et ceci en règle générale, on peut faire confiance aux syndics, il y aurait évidemment place à certaines petites modifications mineures, dans l'application de la loi qui ne demanderaient même pas d'amendement à la loi sur la faillite, telle qu'elle existe à l'heure actuelle :

1. J'ai parlé lors de ma comparution précédente que les faillis pouvaient s'adresser directement au séquestre officiel pour faire cession de leurs biens. J'ai dit aussi que c'était physiquement impossible (notes sténographiques, p. 2,467). Je n'ai jamais dit que cela ne coûterait rien ; l'article 39 prévoit qu'il devra de toute façon déposer la partie saisissable de son salaire ou tout

autre montant déterminé par le tribunal, pour le bénéfice de ses créanciers. Je répète que *je n'ai pas les moyens physiques pour le faire*. J'aimerais pouvoir, et je l'ai dit aussi, accepter les cessions et nommer un syndic d'après le vœu des principaux créanciers non-garantis et non reliés au failli.

2. J'aimerais pouvoir également, dans l'entre-temps, avoir le personnel nécessaire pour prendre immédiatement l'inventaire des actifs du failli et prendre les mesures conservatoires qui s'imposent dans les circonstances. À l'heure actuelle, ceci pourrait être fait avec l'aide de huissiers de la Cour supérieure, sans pour cela devoir modifier de façon que ce soit la loi sur la faillite.

3. J'aimerais aussi que les soumissions pour les achats des actifs des faillis soient envoyées ou déposées avec le séquestre officiel et ouvertes à la date prévue dans l'avis de demande de soumission, en présence des inspecteurs de la faillite, du syndic, des soumissionnaires qui désirent être présents ainsi que des créanciers qui désireraient être présents.

Certains témoins devant cette Commission sont d'avis que l'administration sommaire (faillites personnelles dans lesquelles il n'y a aucun actif) devrait être enlevée. En toute déférence, je m'inscris en faux sur cette prise de position. Ce n'est pas une raison valable, à mes yeux, de décharger un service public pour en accabler un autre. La loi des dépôts volontaires est une loi rigide qui ne permet pas au débiteur de reprendre sa place dans la société. Le but de la loi sur la faillite est de permettre à un citoyen du Canada, qui a été malheureux ou malchanceux (et Dieu sait s'il y en a) de reprendre sa place dans la société, une place active qui ne peut que profiter à la société en général. Je me permettrai d'attirer l'attention de cette honorable Commission sur les prescriptions de la partie 10 de la loi sur la faillite. Cette partie 10 n'est pas en application dans notre province, mais elle permet à un débiteur de déposer pour le bénéfice de ses créanciers, avec ce que l'on appelle un greffier, le montant que peut déterminer ledit greffier, en fonction des responsabilités familiales et de la situation personnel du débiteur.

Même en oubliant la partie 10 de la loi, ceci est déjà prévu à l'article 39-A de la loi sur la faillite. Dans le projet original de cet article, on en faisait une obligation au syndic de s'adresser à la Cour, pour déterminer le montant que devaient payer les faillis pour le bénéfice de leurs créanciers. Ceci a été amendé, par la suite, à la demande de diverses personnes, et à l'heure actuelle, le syndic ne doit faire cette demande que s'il en est requis par les inspecteurs ou les créanciers. Ce que cette phrase veut dire, moi-même je ne le sais pas et cet amendement réduit à néant le but poursuivi par l'article 39-A.

Ce qui est fait est fait, les fraudes qui ont été commises et qui, actuellement, attendent d'être étalées devant nos tribunaux c'est une chose, celles à venir en est une autre, et ce sont ces dernières qui m'inquiètent le plus.

Un principe solidement reconnu et enseigné dans toutes les armées du monde, demande à tout stratège de ne jamais sous-estimer ses ennemis ; Or, déjà, depuis des années il est de notoriété publique que nous ne pouvons rien faire, pratiquement rien, lorsque dans une semaine nous avons plus d'un cas de fraude. Alors nos ennemis prennent des chances, dans la même semaine, ils en font rentrer 3 ou 4 étant certains d'avance que nous ne pourrions nous occuper que d'un maximum de 2 et qu'ils seront quittes pour le reste. Et même si nous procédons avec toute la célébrité voulue, si nous oublions nos femmes et nos enfants, pour nous consacrer à la chose publique et à l'administration de la justice, et que nous prouvons les fraudes, nous sommes quand même intéressés à savoir ce que l'on en fait, à connaître les résultats de nos efforts, et à déterminer si nous luttons en vain ou non. De temps en temps, nous avons la sensation d'être des soldats de première ligne que l'on envoie au front avec un bouquet de fleurs en main, contre des ennemis armés de mitraillettes et de grenades. Il est évident et tout semble prouver ce que je vais dire que les autorités fédérales, prises dans ce conflit de juridiction, font leur possible afin de s'occuper avec leurs procureurs, des offenses commises en vertu de la loi sur la faillite. D'ailleurs, je suppose que le surintendant des faillites s'entretiendra avec vous de ce sujet.

« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer ».

Nous avons beaucoup d'espoir et nous avons entrepris beaucoup, et même si nous ne réussissons pas chaque fois, nous persévérons toujours.

Et dans ce contexte, je reviens à ce que j'ai déjà dit : la prévention vaut cent fois mieux que la répression. Tel que mentionné dans le rapport Mercier, les pertes directes de la province se sont chiffrées à \$1,538,198 pour l'année 1964. Pour les années de 1960 à 1964, le commissaire Mercier évaluait les pertes directes de la province à \$5,520,401. Ceci ne comprend donc pas les pertes indirectes subies par la province, mais dont on aurait pu facilement évaluer le montant.

Il semble donc évident que si la répression amène des poursuites pénales, la province pourrait certainement éviter de perdre autant d'argent en aussi peu de temps, ceci directement et/ou indirectement. Si nous avons à notre disposition le personnel qualifié nécessaire, et comme je l'ai déjà dit, du personnel capable d'avoir encore *un idéal et de l'enthousiasme* pour accomplir les tâches qui leur sont confiées, il ne fait pas de doute que les fraudeurs chercheront alors un autre terrain d'action, ou peut-être, une autre province, ou un autre pays pour mettre en pratique leur expérience qui vous a déjà été longuement expliquée et commentée. En plus du personnel actuel, cela nous prendrait donc 2 autres séquestres, 2 comptables, 2 secrétaires pour les séquestres et une pour les comptables, 3 commis de bureau, capables d'aider les séquestres et les comptables dans l'analyse des dossiers, et 2 commis-dactylos.

Pour parler maintenant du fichier central et de ce qu'il devrait contenir, il devrait nous être possible, chaque fois qu'un individu ou une entreprise fait une cession d'une partie de ses biens, soit ses comptes recevables à une banque ou à une autre institution financière, soit une cession sous l'article 88 sous la loi des banques, il devrait nous être possible dis-je, d'ores et déjà, d'établir une carte au nom de cet individu ou cette corporation, afin de suivre les événements qui dans 9 cas sur 10, semblent se produire très peu de temps après.

D'autre part, une fois qu'un individu ou une entreprise est en faillite, le fichier devrait démontrer la valeur de l'actif et du passif, les noms des directeurs, administrateurs, principaux actionnaires et principaux dirigeants de la corporation ou de l'entreprise en faillite.

D'autre part, ce fichier devrait également montrer le pourcentage de dividende qui a été payé dans chaque dossier concerné. Les individus impliqués dans les faillites de corporation devraient également avoir leur carte personnelle pour savoir dans combien de corporation en faillite ou en liquidation ils ont été impliqués.

Devrait également être inscrit dans ce fichier, un sommaire des causes réelles de la faillite.

Un autre aspect intéressant de la prévention est la nomination des inspecteurs qui, très souvent, se battent comme des loups à la première assemblée de créanciers pour devenir inspecteurs, et comme il a déjà été dit :

« Ils ne se servent de la pensée que pour autoriser leur injustice et n'emploient les paroles que pour déguiser leur pensée ».

Mais une fois nommés, une fois que leurs problèmes personnels ou de leur corporation sont réglés, ils se désintéressent complètement de l'administration du syndic, lui laissent tous les ennuis, les décisions, bref, laissent le syndic sans contrôle, sans aide, sans rien. Il y aurait sans doute lieu de hausser les honoraires prévus pour les inspecteurs, qui sont à l'heure actuelle, de \$3.00 par assemblée, pour les rémunérer sur une base plus adéquate, peut-être sur la même base que la rémunération du syndic dont je vais parler plus loin.

On pourrait également rémunérer les inspecteurs sur une base de taux horaire, de façon à les rémunérer d'une façon plus juste pour les services qu'ils sont appelés à remplir, sans toutefois leur permettre de faire traîner les assemblées en longueur pour recevoir les honoraires très élevés.

En ce qui concerne la rémunération du syndic, à l'heure actuelle, fixée à 7½ % de la réalisation nette d'un actif, je verrais beaucoup mieux qu'un minimum d'honoraires garantis soit fixé, disons à \$500 et viendrait s'ajouter à ces \$500 un pourcentage à être déterminé, du montant des dividendes distribués aux créanciers non-garantis. Sans jeter le blâme aux syndics, je pense que ceci, ou cette formule, permettrait aux syndics de mieux remplir

leur rôle ingrat qui leur est assigné en les intéressant tout autant que les créanciers non-garantis, aux dividendes, c'est-à-dire à la récupération.

Quant aux avocats, et tel que déjà prévu à l'article 155 paragraphe 7 de la loi, le total des frais judiciaires et extra judiciaires ne devrait en aucun cas dépasser 10% des recettes nettes d'un actif. Il pourrait y avoir des exceptions qui devraient être sanctionnées par jugement du tribunal, après signification aux principaux intéressés.

Dans les cas d'administration sommaire, j'en ai parlé plus haut et j'ai dit qu'il y avait beaucoup de citoyens du Canada qui sont malheureux ou malchanceux en affaire ou dans leur vie ; je parle ici d'administration sommaire, je parle ici de faillite personnelle, c'est-à-dire non commerciale, j'aimerais qu'il soit permis au séquestre officiel d'établir 2 rôles par ordre alphabétique, un français et un anglais, et que suivant cette liste alphabétique, le séquestre officiel désigne d'office le syndic qui devra agir dans ces cas-là, c'est-à-dire que tous les syndics licenciés dans la division de faillite d'un séquestre officiel, recevront à tour de rôle une administration sommaire, qu'ils administreront tout comme le font les avocats, bénévolement, gratuitement, « pro-deo », au plus grand bénéfice des créanciers et de la société en général, sans oublier du malheureux failli.

Dans cette optique, je pense qu'il appartiendrait également à la province de faire sa part et de réduire le montant de timbres judiciaires, à l'heure actuelle, exigés lors du dépôt d'une cession sommaire.

Pour en revenir au syndic, je ne vois d'autre solution en ce qui les concerne que de leur donner un statut professionnel, tout comme les médecins, les avocats, les comptables, les ingénieurs, etc. . . Il est préjudiciable à la bonne administration de la loi et à l'administration de la justice de laisser les syndics sur une base d'amateurisme dont le sort dépend très souvent d'une erreur, d'une faute de jugement, d'une lacune dans l'administration, d'un mauvais conseil reçu et suivi, etc. . . Je pense que l'idée de ne remettre des licences de syndic qu'aux personnes ayant subi un examen, est excellente, je pense cependant, que le conseil chargé d'étudier chaque cas d'émission ou de retrait de licence devrait être formé du surintendant des faillites, d'un représentant de l'association professionnelle des syndics à être créée, et du séquestre officiel de la division dans laquelle le syndic a ses bureaux.

D'après mes sondages, je ne connais pas de syndic qui ne soit heureux d'avoir une telle association ou corporation ou institut et qui ne soit d'accord sur la formation d'un tel comité.

Je recommanderais également pour la bonne administration de la justice, que les réclamations des gouvernements tant fédéral que provinciaux, soient soumises aux mêmes restrictions que les salaires des employés d'une entreprise faillie, c'est-à-dire, tel que prévu à l'article 95, des réclamations qui seraient privilégiées pour les 3 mois précédant la faillite, avec un

maximum de \$500. Il appartiendrait donc aux divers ministères de faire leur vérification plus souvent qu'à tous les « X » ans et de voir à ce que les rapports, exigés par les différentes lois ainsi que les remises leurs soient transmis à temps et dans les délais prescrits.

En terminant, j'aimerais faire la suggestion que toutes les personnes désireuses de s'incorporer, déposent en même temps que la formule d'application, déposent, dis-je, un cautionnement, qui les lierait conjointement et solidairement avec la corporation à être formée pour le bénéfice des créanciers.

Je pense qu'il est évident que de cette façon nous éliminerons les « poteaux », les « dummies » en d'autres termes, les hommes de paille qui servent à des fins plus ou moins légales, mais certainement malhonnêtes.

Quant aux individus qui désirent s'enregistrer pour faire commerce, je suggère encore qu'ils déposent avec le protonotaire de la Cour supérieure où ils s'enregistrent, un cautionnement de \$5,000 au bénéfice de leurs créanciers.

Je suggère enfin à toutes les associations d'envoyer la même lettre que la National Associated Womens Wear Bureau, en vue d'aider à la bonne administration de la justice et à la découverte immédiate des fraudes qui auraient pu se commettre en matière de faillite. Je sou mets 2 photocopies de ce projet de lettre pour l'information de cette honorable Commission.

APPENDICE 19

Documentation en marge du témoignage
de Me Jay Rumanek.

Les exhibits suivants (66 à 70) donnent une idée du travail qu'accomplissait Me Jay Rumanek, alors Procureur de la Couronne chargé des dossiers de faillites frauduleuses, c'est la première partie de l'appendice.

Comme Me Rumanek a publiquement déclaré que diverses pressions politiques avaient influé sur la marche de certains dossiers de faillites, particulièrement dans l'affaire Barry Marks, nous reproduisons ici les notes du juge Roger Brossard. Ces notes démontrent que Me Rumanek, après avoir porté en appel le dossier de Barry Marks, est lui-même intervenu en faveur de l'accusé au moment de l'appel. Le juge Brossard n'avait donc pas d'autre possibilité que de rejeter l'appel. Ces notes constituent la seconde partie de l'appendice.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Gouvernement du Québec

Montréal, le 17 août 1966.

Me Jay Rumanek,
Substitut du Procureur général,
Nouveau Palais de Justice,
Montréal, P.Q.

Cher confrère,

Le sergent détective Léo Talbot, m'informe que les enquêtes menées par la Sûreté de Montréal dans les faillites frauduleuses mentionnées ci-dessous, sont maintenant terminées et que des plaintes devraient être portées dans ces dossiers.

Mont Royal Carpet & Furniture,
Seraceno Construction,
Jean Robinson,
Splendid Children's Wear,
Eastern Color, publicité frauduleuse.

Auriez-vous l'obligeance de me laisser savoir, par un prochain courrier, s'il vous est possible dans le moment, de rencontrer monsieur Talbot à ce sujet et de vous occuper de ces dossiers.

Veuillez me croire,

Votre bien dévoué,

Jacques DUCROS,
Sous-ministre associé.

JD/sd

BUREAU DES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL

le 31 août, 1966.

Me Jacques DUCROS,
Sous-ministre associé,
N. Palais de Justice,
Montréal.

Re : Seraceno Construction
Mont Royal Carpet & Furniture
Jean Robinson
Splendid Children's Wear,
Eastern Colour

Cher confrère,

Suite à la vôtre du 17 août 1966, je regrette de vous dire qu'il me sera impossible d'entreprendre de faire les causes précitées.

A part des causes qui sont présentement en marche, j'ai 23 autres dossiers volumineux à étudier, soit des plaintes à examiner, soit des rapports d'enquêtes policières où il s'agit de décider quelles procédures devraient être intentées.

Actuellement, j'ai déjà arrangé un rendez-vous avec le substitut en chef avec l'intention de lui demander de nommer un des nouveaux procureurs comme adjoint en matières de faillites frauduleuses. J'espère donc que nous serions bientôt en mesure de prendre en main les nombreuses causes qui sont présentement en suspens.

Veuillez me croire,

Votre tout dévoué,

Jay RUMANEK,
Substitut du Procureur général.

COPIE
JR/sr

LISTE DES DOSSIERS REMIS À Me BRUNET

EMPORTÉS PAR M. BEAUDRY

JOSEPH ACHTMAN	SANDOR KATZ
ADIRONDACK LUMBER	LABERGE LUMBER
ALLAN'S LUMBER CO. LTD.	LÉO LACOMBE
ALPINE LUMBER WOOD REG'D	LAPRAIRIE LUMBER
AMEUBLEMENT RICHARD LTÉE	LAURENTIDE LUMBER
CLAUDE ARCHAMBAULT	DAME JEAN LECOMTE
BÉTONNIÈRE LAURENTIDE INC.	ALPHONSE LEFEBVRE
DAVID BLACK	ÉMILIEENNE LÉVESQUE
LA BOULANGERIE INC.	ROBERT LEWANDSKI
CAMILLE BOUTIN	Y.R. MAHEU INC.
LAURIER BOUTIN	MAISONNEUVE BOWLING
BROADWAY LUMBER	MARCO INVESTMENT CORP.
BROWN FURS LTD.	MARO INC.
FLORENT CANTIN	MARSHON DISTRIBUTORS INC.
CAP ST-MARTIN LUMBER	PAUL MASSE
CHATEAU BUILDING CORP.	MASTER LUMBER
RÉAL CHOQUETTE	MENUISERIE DES DEUX MONTAGNES
MOSHE COHEN	METROPOLE MOTEL
CRAIG INDUSTRIES LTD.	MIDTOWN HARDWARE
DYNAMIC DISTRIBUTORS	MOUNT ROYAL SHOWROOM
FALCON LUMBER	MUNICIPAL LUMBER
FONTAINE BLEAU	NEMEC CONSTRUCTION CORP.
YOLANDE GARAND	NEW HEALTH KITCHEN EQUIPMENT
JEAN-GUY GARON LTÉE	ROSAIRE NICHOLS
OMER GAUMONT	ONTARIO SHOPPING CENTRE
W.N. GETTY	PARADAKIS FUNERAL HOME
GEORGES-AIMÉ GIRARD	CAMILLE PAQUIN
GLENDALE LUMBER	VINCENT PASQUINI
M. GOLDSMITH & CO.	FRANCOIS PAYETTE
M. BENOIT GONTHIER	PHOTO METAL INC.
HAWKESBURY BUILDERS' SUPPLIES	SEYMOUR POLLACK
HEVESY SURGICAL SUPPLY LTD.	PROGRESS LUMBER LTD.
GEORGE HOLIS	CHARLES O. PROULX
I & S CONSTRUCTION	RAYMOND LUMBER & BUILDING
INDICATOR CORPORATION	MATERIALS
JACK REBICK	SUNRISE LUMBER
STANLEY REICHER	ST. GEORGE LUMBER
RÉMI AUTOMOBILE INC.	ST. LAWRENCE LUMBER
ROBERVAL MINING CORP.	MICHEL TADDEO
JEAN ROBINSON	LOUIS TANGUAY
SABATHIER	TEMICO CONSTRUCTION
SERACENO CONSTRUCTION	ALLAN MARK THOMAS
MORRIS SHIMELMAN	JEAN VIAU
HERSHEY SHRON	WHITE WOOD LUMBER INC.
STEVE SMITH	P. WOLKOWICZ
SPLENDID CHILDREN'S WEAR	W. YOUNG INVESTMENT CORP.
STANLEY KASNER	

MÉMO à Me RHÉAL BRUNET

Substitut en chef adjoint
du Procureur général

de la part de Me JAY RUMANEK
Substitut du Procureur général

le 18 avril 1967

Tel que demandé, je vous envoie ci-attaché une liste de mes causes
actuellement en marche.

/cb

Causes actuellement en cours

- | | | | |
|---------------------|-----------|---|---|
| 1. Sydney Mayle | #9159/66 | — | procès 25 mai 1967
pro forma |
| 2. Gerald Zelman | #604/66 | — | enquête 6 juin 1967 |
| 3. Léopold Bruneau | #12129/65 | — | sentence 8 mai 1967 |
| 4. Hyman Cooper | #19282/66 | — | ex. vol. 21 avril 1967 |
| 5. Jean-Paul Denis | #11605/66 | — | enquête 23 mai 1967 |
| 6. David Kreitchman | #19956 | — | demande d'extradition
transmise à Ottawa |
| 7. Arnold Fishman | #711/6 | — | procès 30 mai 1967 |
| 8. Robert Valovic | #5210/66 | — | envoyé au C. B. R. |

MEMO to Me JEAN BRUNEAU,
Chief Crown Prosecutor,

FROM Me JAY RUMANEK,
Crown Prosecutor.

January, the 17th 1967.

You will no doubt recall that soon after your nomination as Chief Crown Prosecutor I spoke to you concerning the need for assistance in the work which I am doing. At that time you informed me that the department would be engaging new personnel in January and that you would try to arrange for me to have one of the new men assigned to fraudulent bankruptcies.

I would like to stress, once more, the fact that it is absolutely impossible for me to cope with the work which I presently have and I feel that the

lengthy delays, which are unavoidable, are causing or will cause serious difficulties in eventually presenting cases in court. Because of the time lapse, witnesses disappear or simply forget what took place.

During the past month, I have been working days, nights and weekends, and taking 20-30 minutes for lunch. I did not take the weeks holiday to which I was entitled. At present I have one complete filing cabinet drawer full of complaints which have been referred to me and reports of investigations completed where proceedings must be taken ; some of these files have been pending for *years* ! I am attaching for your information copies of letters regarding this matter ; I do not know if any proceedings have been instituted in the five cases mentioned.

I am not complaining because I do not want to work. I enjoy the work which I am doing very much and I am prepared to give all that I have to my cases. But there is just so much that one person can do. It is extremely frustrating to know that there are cases ready to proceed which will not be instituted simply because of lack of time and which I know I will not be able even to consider looking at before the month of March. By that time I will probably have received another fifteen files. I am informed, also, that many police officers with whom I work are becoming discouraged because they submit reports and no action is taken on them. In addition, I find that I am unable to devote sufficient time to prepare my cases since I am trying to do too many things at once.

I hope that you will realize the urgency of this situation and that you will do your best to rectify it as quickly as possible.

c.c. Me Rhéal Brunet¹
Me J.-G. Boilard —

JR/sr

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

LISTE DES DOSSIERS, POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTREAL, DONT IL A ÉTÉ DISPOSÉ DEPUIS LE 1er SEPTEMBRE 1967 JUSQU'AU 31 MARS 1968, PAR L'ÉQUIPE DES PROCUREURS DE LA COURONNE

N.B. * Avec le nom de l'entreprise ou de la personne en faillite, on retrouvera une indication de la disposition de l'affaire, et dans les cas où des procédures ont été instituées, où elles en sont au 31 mars 1968. Les dossiers terminés et clos, ne l'ont été qu'après enquête complète, révision et opinion légale.

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
65-216/67	Ameublement Blue Ribbon	
20-628/65	Furniture Ltd.	
40-928/63	Ameublement Richard Ltée (\$18,669.20) Ontario Shopping Centre Ltd.	
	Accusés :	
	Lucien Houle,	Fraude (9 chefs), 4 ans de pénitencier
	Gérard Lafrance,	Fraude, cité à procès
	Jean-Guy Paradis,	Fraude, cité à procès
51-035/68	Rouville Excavation Inc. Jean-Jacques Maurier	Clos après avis
52-557/67	Affaire Barry Marks Accusé : Henry Werner,	Parjure - Libéré
59-604/66	Ameublement Empire Furniture Inc. Claude Archambault	Clos après avis Fraude
50-440/65	Montreal Wholesale Inc. Accusé : Fiklos Koves,	Fraude - libéré
51-036/68	Lacombe & Tremblay (1959) Ltée (\$135,000) Accusés :	
	Tremblay, Guy	Fraude, cité à procès
	Lacombe, Marcel	Fraude, cité à procès
	Lacombe, Jeannine	Fraude, cité à procès
51 037E68	Irénée Benoit, Guy Limoges, Ameublement du Foyer Enr. Accusés :	
	Michel Messier	Cité à procès
	Gérard Vachon,	Cité à procès
	Paul Aubin,	Cité à procès
84-178/66	Claude Bélanger (\$17,001.46) Rental Equipment Inc. Les Travaux Laurentides Inc. Magna-Bond Coatings & Chemical Accusé : Claude Bélanger,	Fraude (4 chefs) cité à procès
84-646/66	Alda Manufacturing Co. Ltd. Roger Dubois (\$9,500) Maurice Pagé	Fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
84-646/66	Accusés : Laurent Roy, Irving Turovitch, Alda Aluminium M.F.G. Ltd.	Cité à procès Cité à procès Cité à procès
54-198/67	Ameublements Richelieu Enrg. Accusé : Robitaille, Rémi-Côme,	Fraude Procès en délibéré
86-871/67	Seraceno Construction Inc. (\$15,000) Accusé : Davide Gesualdo,	Fraude Cité à procès
52-251/68	St-Hilaire Transport Enrg. Accusés : Bissonnette, Charles-Edouard, St-Hilaire, Rodrigue,	Faux, usage de faux, Fabrication de prétendu affida- vit. Cité à procès Disposition frauduleuse de biens, parjure, défaut de tenir des livres de comptes. Cité à procès
65-01-01-931/68		
65-01-01-930/68	Ameublements Alyse Ltée Accusés : Ducharme Gaston Vincent Louis-Philippe,	à l'enquête préliminaire : conspiration pour frauder, fraude. (même chose)
57-013/67	Ameublements Normand Inc. (10,000) Accusé : Normand James,	Fraude Cité à procès
65-01-01-695/68	Émilienne Lévesque Accusés : Émilienne Lévesque Roland Demers,	Parjure, cité à procès Parjure, cité à procès
52-867/68	Dominick Sales Agency Enrg. (\$25,000) Accusés : Donald Dominick, Gordon Mino	Cité à procès Fraude (32 chefs) Faux prétextes, vol.

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
52-425/68	Association Cabarets-Hôtels	
51-037/68	de la province de Québec,	
52-425/68	Centrale d'Achats Cabarets-Hôtels,	
76-464/66	Ameublements du Foyer Inc.	
	Irénée Benoit,	
	Guy Limoges	
	Accusés :	
	Messier Michel,	- Cité à procès, Fraude :
		(15 chefs) env. \$11,000;
	Vachon Gérald,	- Cité à procès, Faude :
		(14 chefs) env. \$11,000;
	Aubin Paul,	- Cité à procès, Fraude :
		(10 chefs) env. \$20,000;
	Dubois Maurice,	- Procès en cours : fraude
	Vachon J.P.	- Procès en cours : fraude
	Farnham Claude,	- Procès en cours : fraude
57-382/66	La Caisse d'Économie des Employés de l'extérieur de l'Hydro-Québec	
	Accusés :	
	Yvon Perreault,	
	Fernand Lachance.	
29-794/64	Art Wood Lumber Co., Art Wood Work Co., Fall Out Shelter & Lumber Co., Maxell Lumber Supply Co.	
	Accusé : Jean-Paul Denis,	Procès en cours : fraude (\$60,000)
54-485/68	Lithorama Inc. Plaza Office Supply Co. Ltd.	Fraude : (env. \$8,000)
	Favretto Angelo,	À l'étude
	Vocisano Mario,	À l'étude
	Gingras Marcel, (accusé)	Vol (\$100,000) - 4 ans de pénitencier
55-101/65	Louis Tanguay,	À l'étude
	Louis Tanguay,	Parjure
80-273/67	Peter Saggars Auto Body	À l'étude
	Peter Saggars,	Fraude (\$40,000)
	George Manning,	
54-428/68	Gati Furriers	À l'étude
	Irène Gati,	Fraude (env. \$100,000)

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
54-427/68	Canadian Watch Strap & Cortini Hand-Bag Jos Delansky,	À l'étude Tentative de fraude (\$45,000)
77-563/67	Marco Investment Corp.	À l'étude : fraude
65-01-01-1084/68	Montpellier Construction Inc. Eugène Lagacé Inc.	À l'étude
45-044/64	Dame Jean Lecomte Magasin Gisèle Ltée	À l'étude : parjure
77-054/66	Michel Taddeo Construction & Pierre Rodrigue, notaire Michel Taddeo, Pierre Rodrigue,	À l'étude Fraude Faux
55-479/66 37-826/64	Actman Jeweller Inc. Succession Joseph Actman Allan Distributor Co. Ltd. Brown Furs Ltd. Laurier Boutin David Black (Riverway Park Development Co.) Réal Choquette	À réviser : fraude
85-122/67 54-309/66 89-521/67	Moishe Cohen (World Plywood & Veneer Ltd.) Craig Industries Ltd. Dynamic Distributors Inc.	À réviser : fraude
83-915/67	Frerex Associates Ltd.	À réviser : fraude
28-118/65 72-472/67	Salon Gaétan Enrg. Omer Gaumont Yolande Garand Omer Construction Inc., Bercy Construction Inc., Taillon Construction Inc., Couville Construction Inc.,	À réviser : fraude
54-422/68 51-778/65 84-690/67 53-759/65 51-036/68 40-004/65 85-451/67	W. N. Getty, Boulangerie Lina Inc., Eastern Colours, Vevesy Surgical Supply Co. Ltd. Indicator Corporation, Stanley Kasner, La Boulangerie Inc., Léo Lacombe (Lacombe & Tremblay),	À réviser : fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
	Duchess Fashion Ltd., Bowling du Centre sportif Maisonneuve, Marc Imports Ltd. Georges Gaston, Raymond Girard, Claude Lewandowski, Robert Rossignol.	
52-807/66	Julius Esterson « Le Roi du Tapis Enr. »	À réviser : fraude
46-882/64	Marshon Distributors Inc. Jackman Construction Co. Ltd. Paul Massé	À réviser : fraude
59-462/66 81-171/66	Metropole Motel Midtown Hardware New Health Kitchen Equipment Ltd. Rosaire Nichols « Centre agricole St-Joseph »	À réviser : fraude
54-561/68	Papadakis Funeral Home Inc.	À réviser : fraude
27-326/63 50-773/65	Camille Paquin Vincent Paskuini Charles-O. Proulx Photo Metal (1964) Inc. Stanley Reicher & Me Philip Borrow, notaire	À réviser : fraude
85-818/67 35-776/65 20-628/65	Rémi Automobile Inc. Roberval Mining Corp. Ste-Catherine Lumber & Camille Boutin	À réviser : fraude
50-772/64 54-425/68	Morris Shimelman Midtown Hardware Distributors Corp. United Automotive Distributors Ltd. Allan Distributors Co. Ltd. Hershey Shron, Émile Bercovits, Franklin Kisner, Me Boris Garmaise, avocat. William-Bill Sigler, Barry Marks, Julius Erbstein.	À réviser : fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
50-210/64	Temico Construction Co. Ltd. Allan Mark Thomas Varsity Store Ltd.	À réviser
22-591/64	W. Wong Investment Corp. Mico Novelties Inc. Jean Viau,	À réviser Conspiration pour frauder (\$26,992) - Libéré
43-983/64	Bétonnière Laurentides Inc.	À réviser : fraude
30-139/64	Splendid Children's Wear, Jean Robinson, Club Fontainebleau, Mont-Royal Showroom Inc., Jean-Guy Garon Ltée Jean-Guy Garon	À réviser : fraude
53-701/65 39-820/65	Mont-Royal Carpet & Furniture Inc. Mont-Royal Upholstering Paul Lahaise Les Ameublements Paul Lahaise Inc. Mont-Royal Distributing Me Benoit Gonthier, avocat.	À réviser : fraude
54-434/68	Alverna Terasse Inc. Morton Zwick	À l'étude
20-628/65	Gold Metal Furniture Ltd. Frank J. Gehl	À l'étude Fraude
30-139/64	Ameublement Cantin Inc. Florent Cantin	À réviser Fraude
29-794/64 7677/65	Lentive Lumber Ltd. Master Lumber Ltd. Menuiserie des Deux-Montagnes Richard Pilon,	À réviser Fraude
34-156/61	Raymond Lumber & Builders Supplies Regd. Sunrise Lumber Ltd.	À réviser : fraude
23-324/62	St-Georges Lumber Ltée	À réviser : fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
34-156/61	White Wood Lumber Inc.	À réviser
34-601/61	Adirondacks Lumber Co. Ltd.	
	Allan's Lumber Co. Ltd.	
	Alpine Wood Lumber	
	J.-André-Alphonse Gosselin	
	Cap St-Martin Lumber Co. Ltd.	À réviser : fraude
	Falcon Lumber & Builders Supplies Ltd.	
	Gleendale Lumber Ltd.	
	Laberge Lumber Ltd.	
	Laprairie Lumber Ltd.	
	Hawsbury Builders Supply Co.	
	Municipal Lumber & Building Supplies Ltd.	
	Jules Niclauss, Jean Viau, Guy Denis, Raymond Denis.	

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No 2448
No 12296/65 S. P.

COUR DU BANC DE LA REINE
(en appel)

SA MAJESTÉ LA REINE,
appellante,
- vs -
BARRY ALLAN MARKS,
intimé.

CORAM :
TREMBLAY, J. C. P. Q.
CASEY
TASCHEREAU
OWEN
BROSSARD, JJ.

NOTES DU JUGE BROSSARD

Le présent appel a été réuni, pour fins d'audition, à deux autres appels portant respectivement les numéros 2449 (3803/66 S. P.) et 2450 (22353/65 S. P.) dans lesquels les parties sont les mêmes.

L'appelant se plaint de l'insuffisance de huit sentences d'emprisonnement prononcées contre l'intimé par un seul jugement applicable aux trois causes,

le 19 septembre 1966, et rendu par l'honorable juge en chef de la Cour des Sessions de la Paix du district de Montréal.

L'intimé fut condamné à purger un emprisonnement de trois ans sur chacune de quatre accusations de fraude logées en vertu de 323 C. Cr., sur chacune de trois accusations de n'avoir pas tenu des livres de compte logées en vertu de 345 C. Cr. et sur une accusation de conspiration logée en vertu de 408 C. Cr., les sentences à être purgées concurremment.

Le procureur de la Couronne suggéra, comme raisonnables, trois sentences de quatre ans chacune et une quatrième de deux ans, quant aux quatre fraudes (323 C. Cr.), à être purgées, non pas concurremment, mais consécutivement, une sentence de quatre ans à être purgée concurremment quant à la conspiration (408 C. Cr.) et trois sentences d'un an chacune quant aux trois autres délits (345 C. Cr.) à être purgées concurremment avec les premières.

Pour les raisons qui apparaissent à mes notes dans le dossier no 2449, je rejeterais l'appel.

Cependant, dans le présent appel, les sentences prononcées sur les troisième et sixième chefs de l'acte d'accusation ne pouvant excéder deux ans d'emprisonnement (345 C. Cr.), il y a lieu de réduire chacune de ces sentences à deux (2) ans, à être purgées concurremment avec les sentences de trois ans prononcées sur les premier et quatrième chefs de l'acte d'accusation.

J. B. R.

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

No 2449

No 3803/66 S. P.

**COUR DU BANC DE LA REINE
(en appel)**

SA MAJESTÉ LA REINE,
appelante,

- vs -

BARRY ALLAN MARKS,
intimé.

CORAM :

TREMBLAY, J. C. P. Q.

CASEY

TASCHEREAU

OWEN

BROSARD, JJ.

NOTES DU JUGE BROSSARD

Le présent appel a été réuni, pour fins d'audition, à deux autres appels portant respectivement les numéros 2448 (12296/65 S. P.) et 2450 (22353/65 S. P.) dans lesquels les parties sont les mêmes.

L'appelante se plaint de l'insuffisance de huit sentences d'emprisonnement prononcées contre l'intimé par un seul jugement applicable aux trois causes, le 19 septembre 1966, et rendu par l'honorable juge en chef de la Cour des Sessions de la Paix du district de Montréal.

L'intimé fut condamné à purger un emprisonnement de trois ans sur chacune des quatre accusations de fraude logées en vertu de 323 C. Cr., sur chacune de trois accusation de n'avoir pas tenu des livres de compte logées en vertu de 345 C. Cr. et sur une accusation de conspiration logée en vertu de 408 C. Cr., les sentences à être purgées concurremment.

L'intimé avait plaidé coupable sur ces accusations quatre mois avant le prononcé des sentences et après qu'eût pris fin une longue enquête préliminaire dans l'une des causes.

Je note que le 18 mai 1966, le prononcé de la sentence avait, dans chaque cause, été fixé au 23 septembre, mais que la sentence fut en fait prononcée dans chaque cas le 19 septembre, en présence de l'accusé.

Les fraudes dont l'intimé se reconnut coupable furent les suivantes :

une fraude de \$77,000.00 commise entre le 1er octobre 1961 et le 30 juin 1962 dans l'exploitation d'un établissement commercial frauduleux sous le nom de Midtown Hardware Distributors Corp.

une fraude de \$72,290.67 commise entre le 1er avril 1964 et le 13 août 1964 dans l'exploitation d'un établissement commercial frauduleux sous le nom de Allan Distributors Co.

une fraude de \$78,885.00 commise entre le 1er janvier 1963 et le 30 juillet 1963 dans l'exploitation d'un établissement commercial frauduleux sous le nom de Canal Sales Corporation.

une fraude de \$24,214.60 commise entre le 1er août et le 10 décembre 1963 dans l'exploitation d'un établissement commercial frauduleux sous le nom de John's Bargain Stores Limited.

Avant le prononcé des sentences, le juge de première instance reçut des représentations tant de la part du procureur de l'intimé que de la part du procureur de la Couronne ; immédiatement après, il prononça le jugement suivant :

"Considering that the Accused did not benefit by the full amount, considering that he has already been seven months in jail awaiting sentence, considering that he was just a small part among the accomplices, considering that he is a sick man, and considering that he is before the Court for the first time, the sentence is three years on each count, concurrently from today. That is all."

Le procureur de la Couronne fit au juge de première instance et, à cette Cour avec ses inscriptions en appel, les représentations suivantes : les quatre fraudes furent perpétrées par l'intimé au cours d'une période de près de trois ans depuis le 1er octobre 1961 jusqu'au 13 août 1964, commises séparément, elles firent cependant partie d'une conspiration de l'intimé et

de quelques complices pour frauder le public au moyen de faillites frauduleuses ; eu égard à la gravité des offenses, les sentences sont, du fait qu'elles sont concurrentes, insuffisantes et ne tiennent pas compte de l'exemplarité nécessaire à la protection du public ; si, entre le moment où il plaiderait coupable et celui où il reçoit ses sentences, l'intimé fournit certains renseignements à la Couronne, ces renseignements furent partiellement faux et, à tout événement, incomplets.

Le procureur de la Couronne suggéra, comme raisonnables, trois sentences de quatre ans chacune et une quatrième de deux ans, quant aux quatre fraudes (323 C. Cr.), à être purgées, non pas concurremment, mais consécutivement, une sentence de quatre ans à être purgée concurremment quant à la conspiration (408 C. Cr.) et trois sentences d'un an chacune quant aux trois autres délits (345 C. Cr.) à être purgées concurremment avec les premières.

Lors de l'audition de l'appel, le procureur de la Couronne déclara au Tribunal qu'il croyait juste pour l'intimé de porter à l'attention du Tribunal que, depuis l'inscription en appel, l'intimé fit montre d'une coopération complète et fournit à la Couronne des renseignements pouvant lui être utiles dans le dépistage des faillites frauduleuses et peut-être même d'autres crimes.

Comme l'intimé a déjà été en incarcération préventive pendant sept mois, c'est environ quatre ans de prison qu'il aura été appelé à subir si les sentences ne sont pas modifiées. Sur un homme de l'âge de l'accusé, (il a environ 29 ans) qui comparaît pour la première fois devant la justice criminelle et dont les fraudes ont été commises dans les cadres d'opérations commerciales et civiles ayant des affinités étroites avec l'obtention de crédits de la part de fournisseurs peut-être trop confiants et imprudents mais néanmoins consentants, un séjour de quatre ans au pénitencier ne peut être, in se, une pénalité sans effet ; la menace d'une semblable peine ne saurait l'être, non plus, sur ceux qui, dans des circonstances et conditions semblables, pourraient être tentés ou prédisposés à commettre les mêmes délits ; chaque cas doit être décidé à son mérite ; les mêmes crimes commis par des criminels endurcis ou des récidivistes pourraient entraîner des pénalités plus lourdes. Aussi bien, à ce point de vue, dans le cas actuel, je ne suis pas disposé à admettre que le premier juge ait exercé une clémence déraisonnable.

D'autre part, il paraît certain que la Couronne a, à deux reprises, tiré profit de ce qu'une épée de Damoclès était suspendue au-dessus de l'accusé, une première fois entre les plaidoyers de culpabilité et l'imposition des sentences, une seconde fois entre l'inscription en appel et l'audition de l'appel, pour obtenir de lui des renseignements sans portée quelconque sur l'issue des progrès engagés contre l'accusé mais pouvant cependant être utiles dans les enquêtes policières.

Sans me prononcer sur l'éthique de tels procédés de la part de la Couronne, c'est assurément avec la plus grande circonspection et la plus

grande prudence que je tiendrais compte, en appel, soit à l'acquit, soit contre l'accusé, de la plus ou moins grande coopération qu'il a pu, de sa propre initiative ou à la demande de la Couronne, apporter à cette dernière dans de telles circonstances, pour rechercher des signes d'une réhabilitation déjà manifestée ou probable ; le premier juge ne paraît pas d'ailleurs en avoir lui-même tenu compte.

Pour ces seuls motifs, je rejetterais l'appel de la Couronne.

Cependant, je dois souligner que les sentences imposées pour le délit commis sous l'empire de l'article 345 du Code Criminel ne pouvaient excéder deux ans d'emprisonnement. Il y aurait donc lieu de réduire à deux ans les trois sentences imposées pour violations de cet article. Ce sont les suivantes :

Dans l'appel no 2448 (12296/65 S. P.), les sentences prononcées sur les troisième et sixième chefs de l'acte d'accusation.

Dans l'appel no 2450 (22353/65 S. P.), la sentence prononcée sur le deuxième chef d'accusation.

J. B. R.

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

No 2450

No 22353/65 S. P.

**COUR DU BANC DE LA REINE
(en appel)**

SA MAJESTÉ LA REINE,
appelante,

- vs -

BARRY ALLAN MARKS,
intimé.

CORAM :

TREMBLAY, J. C. P. Q.

CASEY

TASCHEREAU

OWEN

BROSSARD, JJ.

NOTES DU JUGE BROSSARD

Le présent appel a été réuni, pour fins d'audition, à deux autres appels portant respectivement les numéros 2448 (12296/65 S. P.) et 2449 (3803/66 S. P.) dans lesquels les parties sont les mêmes.

L'appelante se plaint de l'insuffisance de huit sentences d'emprisonnement prononcées contre l'intimé par un seul jugement applicable aux trois causes, le 19 septembre 196, et rendu par l'honorable juge en chef de la Cour des Sessions de la Paix du district de Montréal.

L'intimé fut condamné à purger un emprisonnement de trois ans sur chacune de quatre accusations de fraude logées en vertu de 323 C. Cr., sur

chacune de trois accusations de n'avoir pas tenu des livres de compte logées en vertu de 345 C. Cr. et sur une accusation de conspiration logée en vertu de 408 C. Cr., les sentences à être purgées concurremment.

Le procureur de la Couronne suggéra, comme raisonnables, trois sentences de quatre ans chacune et une quatrième de deux ans, quant aux quatre fraudes (323 C. Cr.), à être purgées, non pas concurremment, mais consécutivement, une sentence de quatre ans à être purgée concurremment quant à la conspiration (408 C. Cr.) et trois sentences d'un an chacune quant aux trois autres délits (345 C. Cr.) à être purgées concurremment avec les premières.

Pour les raisons qui apparaissent à mes notes dans le dossier no 2449, je rejetterais l'appel.

Cependant, dans le présent appel, la sentence prononcée sur le deuxième chef de l'acte d'accusation ne pouvant excéder deux ans d'emprisonnement (345 C. Cr.), il y a lieu de réduire cette sentence à deux (2) ans à être purgée concurremment avec la sentence prononcée sur le premier chef de l'acte d'accusation.

J. B. R.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

COUR DU BANC DE LA REINE
(en appel)

**Nos 2448
2449
2450**

SA MAJESTÉ LA REINE,
appelante,
- vs -
BARRY ALLAN MARKS,
intimé.

CORAM :
TREMBLAY, J. C. P. Q.
CASEY
TASCHEREAU
OWEN
BROSSARD, JJ.

OPINION DU JUGE EN CHEF

Je partage l'avis de monsieur le juge Brossard dans les trois appels ci-dessus.

J. C. P. Q.

**PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL**

**Nos 2448
2449
2450**

**COURT OF QUEEN'S BENCH
(APPEAL SIDE)**

HER MAJESTY THE QUEEN,
Appelant,
- vs -
BARRY ALLAN MARKS,
Respondent.

CORAM :
TREMBLAY, C. J. Q.
CASEY
TASCHEREAU
OWEN
BROSSARD, JJ.

OPINION OF CASEY, J.

I agree with Mr. Justice Brossard.

J. Q. Q.

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NOS : 2448 - 2449 - 2450**

**COUR DU BANC DE LA REINE
(en appel)**

SA MAJESTÉ LA REINE,
appelante,
- vs -
BARRY ALLAN MARKS,
intimé.

CORAM :
TREMBLAY, J. C. P. Q.
CASEY
TASCHEREAU
OWEN
BROSSARD, JJ.

NOTES DU JUGE TASCHEREAU

Je partage l'opinion de mon collègue, M. le juge Brossard.

J. B. R.

**PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL**

COURT OF APPEAL

**Nos. 2448
2449
2350**

**HER MAJESTY THE QUEEN,
Appelant,**

- vs -

**BARRY ALLAN MARKS,
Respondent.**

CORAM :

**TREMBLAY, C. J. P. Q.
CASEY
TASCHEREAU
OWEN
BROSSARD, JJ.**

NOTES OF OWEN J.

I agree with my colleague Mr. Justice Brossard that these three appeals from sentence by the Crown should be dismissed.

J. C. A.

APPENDICE 20

Liste des membres des équipes formées
à Montréal et à Québec pour étudier les dossiers
litigieux en matière de faillite.

ÉQUIPES CHARGÉES DE CES AFFAIRES

DEPUIS LE 1^{er} SEPTEMBRE 1967

MINISTÈRE DE LA JUSTICE :

MONTREAL : Me Rhéal Brunet, Procureur-chef de la Couronne,
Me André Chaloux, Procureur-chef adjoint,
Me Pierre Sauvé,
Me Jules Allard,
Me Gilbert Morier.

QUÉBEC : Me Louis de Blois,
M. Paul Gingras, c.a.

SÛRETÉ PROVINCIALE :

DIVISION DE QUÉBEC — Escouade des Fraudes,

DIVISION DE MONTREAL — Escouade des Fraudes.

APPENDICE 21

Liste des dossiers dont a disposé l'équipe
des procureurs de la Couronne de Montréal
entre le 1er septembre 1967 et le 31 mars 1968.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

LISTE DES DOSSIERS, POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTREAL, DONT IL A ÉTÉ DISPOSÉ DEPUIS LE 1^{er} SEPTEMBRE 1967 JUSQU'AU 31 MARS 1968, PAR L'ÉQUIPE DES PROCUREURS DE LA COURONNE

NB * Avec le nom de l'entreprise ou de la personne en faillite, on retrouvera une indication de la disposition de l'affaire, et dans les cas où des procédures ont été instituées, où elles en sont au 31 mars 1968. Les dossiers terminés et clos, ne l'ont été qu'après enquête complète, révision et opinion légale.

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
65-216/67 20-628/65 40-928/63	Ameublement Blue Ribbon Furniture Ltd. Ameublement Richard Ltée (\$18,669.20) Ontario Shopping Centre Ltd. Accusés : Lucien Houle, Gérard Lafrance, Jean-Guy Paradis,	Fraude (9 chefs), 4 ans de pénitencier Fraude, cité à procès Fraude, cité à procès
51-035/68	Rouville Excavation Inc. Jean-Jacques Maurier	C L O S après avis
52-557/67	Affaire Barry Marks Accusé : Henry Werner,	Parjure — Libéré
59-604/66	Ameublement Empire Furniture Inc. Claude Archambault	C L O S après avis FRAUDE
50-440/65	Montreal Wholesale Inc. Accusé : Miklos Koves,	Fraude — libéré
51-036/68	Lacombe & Tremblay (1959) Ltée. (\$135,000) Accusés : Tremblay, Guy Lacombe, Marcel Lacombe, Jeannine	Fraude, cité à procès Fraude, cité à procès Fraude, citée à procès
51-037/68	Irénée Benoit, Guy Limoges, Ameublement du Foyer Enr. Accusés : Michel Messier, Gérard Vachon, Paul Aubin,	Cité à procès Cité à procès Cité à procès

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
84-178/66	Claude Bélanger (\$17,011.46) Rental Equipment Inc. Les Travaux Laurentiens Inc. Magna-Bond Coatings & Chemical Accusé : Claude Bélanger,	FRAUDE (4 chefs) cité à procès
84-646/66	Alda Manufacturing Co. Ltd. Roger Dubois (\$9,500) Maurice Pagé	FRAUDE
84-646/66	Accusés : Laurent Roy, Irving Turovitch, Alda Aluminium M.F.G. Ltd.	Cité à procès Cité à procès Cité à procès
54-198/67	Ameublements Richelieu Enrg. Accusé : Robitaille, Rémi-Come,	FRAUDE Procès en délibéré
86-871/67	Seraceno Construction Inc. (\$15,000) Accusé : Davide Gesualdo,	FRAUDE Cité à procès
52-251/68	St-Hilaire Transport Enrg. Accusés : Bissonnette, Charles-Édouard, St-Hilaire, Rodrigue,	— Faux, usage de faux, fabri- cation de prétendu affida- vit. Cité à procès. — Disposition frauduleuse de biens, parjure, défaut de tenir des livres de comptes. Cité à procès.
65-01-01-931/68	Ameublements Alyse Ltée	
65-01-01-930/68	Accusés : Ducharme Gaston, Vincent Louis-Philippe,	à l'enquête préliminaire : conspiration pour frauder, fraude. (même chose)
57-013/67	Ameublements Normand Inc. (\$10,000) Accusé : Normand James,	FRAUDE Cité à procès
65-01-01-695/68	Émilienne Lévesque Accusés : Émilienne Lévesque, Roland Demers,	Parjure, citée à procès Parjure, cité à procès
52-867/68	Dominick Sales Agency Enrg. (\$25,000) Accusés : Donald Dominick, Gordon Mino	Cité à procès Fraude (32 chefs), Faux prétextes, vol.

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
52-425/68 51-037/68 52-425/68 76-464/66	Association Cabarets-Hôtels de la province de Québec, Centrale d'Achats Cabarets-Hôtels, Ameublements du Foyer Inc. Irénée Benoît, Guy Limoges, Accusés : Messier Michel, Vachon Gérard, Aubin Paul, Dubois Maurice, Vachon J.P. Farnham Claude,	— Cité à procès, Fraude : (15 chefs) env. \$11,000 ; — Cité à procès, Fraude : (14 chefs) env. \$11,000 ; — Cité à procès, Fraude : (10 chefs) env. \$20,000 ; — Procès en cours : fraude — Procès en cours : fraude — Procès en cours : fraude
57-382/66	La Caisse d'Économie des Employés de l'extérieur de l'Hydro-Québec Accusés : Yvon Perreault, Fernand Lachance,	
29-794/64	Art Wood Lumber Co., Art Wood Work Co., Fall Out Shelter & Lumber Co., Maxwell Lumber Supply Co. Accusé : Jean-Paul Denis,	Procès en cours : fraude (\$60,000)
54-485/68	Lithorama Inc. Plaza Office Supply Co. Ltd. Fabretto Angelo, Vocisano Mario, Gingras Marcel, (accusé)	Fraude : (env. \$8,000) À L'ÉTUDE À L'ÉTUDE Vol (\$100,000) — 4 ans de pénitencier
55-101/65	Louis Tanguay, Louis Tanguay,	À L'ÉTUDE Parjure
80-273/67	Peter Saggars Auto Body Peter Saggars, George Manning,	À L'ÉTUDE Fraude (\$40,000)
54-428/68	Gati Furriers Irène Gati,	À L'ÉTUDE Fraude (env. \$100,000)
54-427/68	Canadian Watch Strap & Cortini Hand-Bag Jos Delansky,	À L'ÉTUDE Tentative de fraude (\$45,000)
77-563/67	Marco Investment Corp.	À l'étude : fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
65-01-01-1084/68	Montpellier Construction Inc. Eugène Lagacé Inc.	À L'ÉTUDE
45-044/64	Dame Jean Lecomte Magasin Gisèle Ltée	À l'étude : parjure
77-054/66	Michel Taddeo Construction & Pierre Rodrigue, notaire Michel Taddeo, Pierre Rodrigue,	À L'ÉTUDE FRAUDE Faux
55-479/66 37-826/64	Actman Jeweller Inc. Succession Joseph Actman Allan Distributor Co. Ltd. Brown Furs Ltd. Laurier Boutin David Black (Riverway Park Development Co.) Réal Choquette	À réviser : fraude
85-122/67 54-309/66 89-521/67	Moishe Cohen (World Plywood & Veneer Ltd.) Craig Industries Ltd. Dynamic Distributors Inc.	À réviser : fraude
83-915/67	Frerex Associates Ltd.	À réviser : fraude
28-118/65 72-472/67	Salon Gaetan Enrg. Omer Gaumont Yolande Garand, Omer Construction Inc. Bercy Construction Inc. Taillon Construction Inc. Couville Construction Inc.	À réviser : fraude
54-422/68 51-778/65 84-690/67 53-759/65 51-036/68 40-004/65 85-451/67	W. N. Getty, Boulangerie Lina Inc. Eastern Colours, Hervesy Surgical Supply Co. Ltd. Indicator Corporation, Stanley Kasner, La Boulangerie Inc. Léo Lacombe (Lacombe & Tremblay) Duchess Fashions Ltd., Bowling du Centre sportif Maisonnette, Marc Imports Ltd. Georges Gaston, Raymond Girard, Claude Lewandowski, Robert Rossignol.	À réviser : fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
52-807/66	Julius Esterson « Le Roi du Tapis Enr.. »	À réviser : fraude
46-882/64	Marshon Distributors Inc. Jackman Construction Co. Ltd. Paul Massé	À réviser : fraude
59-462/66 81-171/66	Metropole Motel Midtown Hardware New Health Kitchen Equipment Ltd. Rosaire Nichols « Centre agricole St-Joseph »	À réviser : fraude
54-561/68	Papadakis Funeral Home Inc.	À réviser : fraude
27-326/63 50-773/65	Camille Paquin Vincent Pasquini Charles-O. Proulx Photo Metal (1964) Inc. Stanley Reicher & M ^e Philip Borrow, notaire	À réviser : fraude
85-818/67 35-776/65 20-628/65	Rémi Automobile Inc. Roberval Mining Corp. Ste-Catherine Lumber & Camille Boutin	À réviser : fraude
50-772/64 37-826/64	Morris Shimelman Midtown Hardware Distributors Corp. United Automotive Distributors Ltd. Allan Distributors Co. Ltd. Hershey Shron, Émile Bercovits, Franklin Kisnner, M ^e Boris Garmaise, avocat, William-Bill Sigler, Barry Marks, Julius Erbstein,	À réviser : fraude
50-210/64	Temico Construction Co. Ltd. Allan Mark Thomas Varsity Store Ltd.	À réviser
22-591/64	W. Wong Investment Corp. Mico Novelties Inc. Jean Viau,	À réviser Conspiration pour frauder (\$26,992) — Libéré
43-983/64	Bétonnière Laurentides Inc.	À réviser : fraude

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
30-139/64	Splendid Children's Ware, Jean Robinson, Club Fontainebleau, Mont-Royal Showroom Inc. Jean-Guy Garon Ltée Jean-Guy Garon	À réviser : fraude
53-701/65 39-820/65	Mont-Royal Carpet & Furniture Inc. Mont-Royal Upholstering Paul Lahaise Les Ameublements Paul Lahaise Inc. Mont-Royal Distributing Me Benoit Gonthier, avocat	À réviser : fraude
54-434/68	Alverna Terasse Inc. Morton Zwick	À L'ÉTUDE
20-628/65	Gold Metal Furniture Ltd. Frank J. Gehl	À L'ÉTUDE FRAUDE
30-139/64	Ameublement Cantin Inc. Florent Cantin	À réviser FRAUDE
29-794/64 7677/65	Lentive Lumber Ltd. Master Lumber Ltd. Menuiserie des Deux-Montagnes Richard Pilon,	À réviser FRAUDE
34-156/61	Raymond Lumber & Builders Supplies Reg'd. Sunrise Lumber Ltd.	À réviser : fraude
23-324/62	St-Georges Lumber Ltée	À réviser : fraude
34-156/61	White Wood Lumber Inc.	À réviser
34-601/61	Adirondacks Lumber Co. Ltd. Allan's Lumber Co. Ltd. Alpine Wood Lumber J. André-Alphonse Gosselin	
54-425/68	Cap St-Martin Lumber Co. Ltd. Falcon Lumber & Builders Supplies Ltd. Gleendale Lumber Ltd. Laberge Lumber Ltd. Laprairie Lumber Ltd. Hawsbury Builders Supply Co. Municipal Lumber & Building Supplies Ltd. Jules Ninclaus, Jean Viau, Guy Denis, Raymond Denis.	À réviser : fraude

APPENDICE 22

Liste des dossiers dont le contentieux
criminel de Québec a disposé entre le
1er septembre 1967 et le 31 mars 1968.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

LISTE DES DOSSIERS DONT IL A ÉTÉ DISPOSÉ DEPUIS LE 1^{er} SEPTEMBRE 1967 JUSQU'AU 31 MARS 1968, PAR LE CONTENTIEUX CRIMINEL À QUÉBEC

NB * Avec le nom de l'entreprise ou de la personne en faillite, on retrouvera une indication de la disposition de l'affaire, et dans les cas où des procédures ont été instituées, où elles en sont au 31 mars 1968.

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
53-827/67	Exploitations Duval Inc.	FRAUDE
	Arcand Jules, Sirois Fernand, Auclair Denis, Morin Laurent Roy Jean-Paul,	À l'enquête préliminaire " "
61-370/67	Le Sauna Finlandais Inc. A. Dubé, J.O. Lambert,	FRAUDE Cité à procès "
75-004/67	Laplante, Godin, Tremblay, etc.,	À L'ÉTUDE (En collaboration avec le sur- intendant des faillites.)
80-497/67	Frank Upstone v/s Louis-Henri Laplante,	À L'ÉTUDE (3 dossiers)
84-260/67	B.D. Construction Ltée, Marcel Desjardins,	ENQUÊTE & EXAMEN (terminés — décision ces jours prochains)
45-044/64	Foster v/s Lecompte & Al. (1962)	Instructions de procédures, après revision.
87-199/67 10-410/67	Promotions Dynamiques Inc.	ENCORE À L'ÉTUDE (plaintes portées en vertu de la Loi des Cies)
81-889/67	Roulottes Vallières Inc.	Plaintes de fraude et vol, contre deux principaux intéressés cités à procès.
53-213/66	J. Maurice Larrivée,	Deux (2 plaintes de fraude (\$83,000) — (à l'enquête préliminaire)
24-247/65 2897/65	Beaudet Express Inc.	À L'ÉTUDE

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
65-913/66	La Cie de Marbre et de Tuile de Québec Ltée,	C L O S
21-537/65	Manufacture de Meubles de Montmagny Ltée,	(après revision et opinion)
56-314/66	Napoléon Trudel & Fils Inc.	
65-914/66	Lortie & Roussin Inc. Crozier Construction Inc. J.M. Baronet.	
3639/67	Comtois et Jean Harbour, Magasin Lebel	À L'ÉTUDE
57-166/67	Edifab Inc. & Tri-Fab. Inc.	Instructions d'enquête ; examen en cours avec le surintendant des faillites et autres...
68-146/67	John C. Norris	À L'ÉTUDE
75-839/67	General Development Co. Ltd.	SOUS ÉTUDE (instructions d'enquête)
47-921/64	Lucien Vincent Ltée, etc,...	SOUS ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
62-820/67	Cantine au Vatel Inc.	À L'ÉTUDE
55-433/67	Rogers Novelties	À L'ÉTUDE
57-861/67	Household Novelties	
69-099/66	Paul Champoux Cobra Dynamic	C : P S (après avis et revision)
51-576/68	Terreau & Racine Ltée, Terreau & Racine (Gestion) Ltée,	À L'ÉTUDE (plaintes de vol contre divers employés)
11-053/67	Pavage de la Rive Sud	CLOS après avis
4059/67	Can-Am Industrial Development Corp.	À L'ÉTUDE
62-910/66	Ste-Foy Sports	CLOS après avis
41-281/64	Roland-L. Lévesque,	Instructions d'enquête
53-316/68	Jean-Marc Dansereau,	À L'ÉTUDE
53-367/68	Hawaian-Polynesia Cultural Exchange,	À L'ÉTUDE

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
6209/65	Sucession Jean Papillon & Émile Papillon, Émile Papillon	Plainte de fraude à l'enquête préliminaire
9193/66	B. Gagné Inc,	À L'ÉTUDE
56-952/67	Salon Corinne Ltée,	CLOS après avis
21-029/60	Grand'Mère Knitting	CLOS après avis
27-820/64		
7677/65	Master Lumber Ltd.	À L'ÉTUDE
46-673/65	Dallaire Léopold,	À L'ÉTUDE
54-065/65	Lemay Fernand,	À L'ÉTUDE
10-741/65	Estree Lumber Ltée,	À L'ÉTUDE
64-870/66	Bérubé & Fils Inc.	À L'ÉTUDE
55-475/66	Eastern Fruits Ltd.	CLOS après avis
51-035/68	Rouville Excavation Inc.	À L'ÉTUDE
29-503/65		
90-825/67	Les Sables des Mille Iles Ltée,	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
4913/55	Madeleine Shœ Sales Ltd.	Instructions d'enquête
31-552/64		
27-346/65	Henri Bernard & Meubles Bernard Inc.	À L'ÉTUDE
20-414/65	J.P. Parent, avocat, Chez Zotique Inc.	À L'ÉTUDE
28-133/65	B.P.L. Télécommunication Inc.	Instructions d'enquête
51-971/68	Dame Cécile Houle, André Sicotte	CLOS après avis
89-917/67	Dery Cabinet Inc. Denoncourt, Me Provencher,	Plainte (à l'étude avec le surintendant des faillites)
6746/67	Alverna Terrace Inc.	À L'ÉTUDE
54-434/68		

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
7784/66	Les Laiteries Mont-Royal & Cie Ltée, Laiterie St-Alexandre Ltée, Mount-Royal Dairies Co. Ltd.	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
2325/65	Turcotte & Frères Enrg.	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
53-827/68	René Ouellette	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
80-208/66	Rodolphe Paquet & Al... vs Raymond Hamelin	À L'ÉTUDE
54-022/68	Carrosserie Québec Inc.	À L'ÉTUDE
5433/65	Band M. Construction Ltd.	À L'ÉTUDE
35-409/65		(avec le surintendant des faillites)
88-400/67	Feralco Industries Ltd.	À L'ÉTUDE
47-173/64	Némec Construction Corporation	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
54-703/66	Claude Lareau Ltée,	Plaintes de fraude (instructions)
23-554/65	Noël Martin,	À L'ÉTUDE
3409/68	Bernard Lessard,	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)
66-491/67	Fonderie l'Islet Ltée,	À L'ÉTUDE
3454/67		
54-922/68	Doré Equipment Inc. (Québec)	Enquête en cours
54-095/68	Rocko Construction Inc.	À L'ÉTUDE
53-415/68	Geo Gervais Inc. (liquidation)	À L'ÉTUDE
54-314/65	Guy Roy (faillite personnelle)	À L'ÉTUDE
9923/65	Asselin & Frères	À L'ÉTUDE (avec le surintendant des faillites)

DOSSIERS DU MINISTÈRE	NOM DES INDIVIDUS OU ENTREPRISES	DISPOSITION AU 31 MARS 1968
32-804/65	Salomon K. Mahlouff,	CLOS après revision
30-459/65	General Petroleum Equipment Ltd.	C L O S (après consultation avec le surintendant des faillites)
50-330/65	Lac St-Jean Lumber,	Instructions d'enquête
36-741/63	Armand Bécotte	Enquête à terminer — instructions d'enquête
60-091/66	Jacques St-Jean	Instructions d'enquête
39-231/64	Henri-Louis THIBODEAU	À L'ÉTUDE
54-084/67	Louis Carpentier	À L'ÉTUDE
53-797/66	Maurice Camillucie	À L'ÉTUDE
36-674/63	Cadorama Inc.	À L'ÉTUDE
51-297/68	Placements de la Rive Sud Ltée, Duray International Fund,	Enquête en cours

APPENDICE 23

Liste des dossiers, pour tout le Québec,
dont le contentieux criminel de Québec
entend reprendre l'étude.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

LISTES DES DOSSIERS, POUR TOUTE LA PROVINCE,

DONT LA REVISION DOIT ÊTRE FAITE
PAR LE CONTENTIEUX CRIMINEL, À QUÉBEC,
POUR LES ANNÉES 1960 À 1967 INCLUSIVEMENT,
MIS À PART LES DOSSIERS REVISÉS OU SOUS ÉTUDE
DEPUIS LE 1^{er} SEPTEMBRE 1967, ET QUI FONT L'OBJET
D'UNE AUTRE LISTE AU PRÉSENT RAPPORT.

ANNÉE 1960

21029-60	« Produits Laitiers Laurentides », & Al, St-François-Xavier, Brompton, (Richmond).
22150-60	« Leduc & Shand Co », Montréal.
24107-60	Dumouchel Philippe, & Al, Valleyfield.
27776-60	Jenkins Wilfrid, Drummondville.
27780-60	« Sobies's Ltd. » & Al, Montréal.
31759-60	Gratton J. Jacques, Rimouski.
33710-60	« United Loan Corporation ».
35177-60	« Frank-C. Baker Inc », & Al, Sherbrooke.
38160-60	« Baker Lumber » & Al, Lennoxville.
45892-60	Duval Maurice, Beauceville.
47783-60	Roy, Rosaire, Price.

ANNÉE 1961

21288-61	Chevalier Louis Philippe, Québec.
24969-61	« Hébert Entreprises Inc », & Al, St-Jérôme.
25368-61	Lord Jean Guy, Québec.
25857-61	Roy, Clément & Al, Beauceville.

- 30582-61 « United Furniture » & Al, Québec.
- 36258-61 « Manoir Aylmer & Dame Roger Danis (Dicaire) », & Al, Carthby, (Wolfe).
- 36265-61 Andreino, René, Ville St-Michel.
- 42195-61 Mailhot, Arthur, Dame, & Al, Normandin.
- 42928-61 « Finance Canadienne & Collection Enr », Québec.
- 45202-61 « Koolvent Aluminum Products », Chicoutimi.

ANNÉE 1962

- 23118-62 Larose, Raymond, Montréal.
- 28661-62 « Bijouterie Rama Enr. », & Al, Alma.
- 29413-62 « Regency Realities Inc. », Montréal.
- 35098-62 « Abattoir des Laurentides », & Al, Ste-Julienne, (Montcalm).
- 36960-62 « Progress Enterprises Inc. », Montréal.
- 37781-62 Stronach, J. A., Montréal.
- 40277-62 « Packaging Specialty Co. », Montréal.
- 41894-62 « Industrial Auto Parts & Hardware » & Al, Montréal.
- 42854-62 « Service Association Commerciale Enr. », & Al, Montréal et Drummondville.

ANNÉE 1963

- 26753-63 Meubles Bernard Inc., de Montréal.
- 20327-63 Corporation Finance Belvédère.
- 23866-63 Trésor de la Mariée (Pont-Viau).
- 24997-63 Fonds de Prêts Immobiliers.
- 27601-63 Alsel Wholesale Distributors (Montréal).
- 28678-63 Canadian Lumbermen's Association.
- 30004-63 Jean-Louis Paradis (Alma).
- 34043-63 Konrad Schmitz (Montréal).
- 36741-63 Armand Bécotte & Associés.
- 38351-63 Quirion Lumber (Ste-Rose, Dorch.).
- 38674-63 Carodama Ltée.
- 41551-63 Canal Sales Corporation (Montréal).
- 42773-63 La Cie Nationale de Gestion Inc.
- 44850-63 Thibo Auto.

ANNÉE 1964

- 24231-64 Roc Stone, Ville d'Anjou.
- 26701-64 Hilaire Paquette & Al, Montréal.
- 27820-64 Grand'Mère Knitting Co. Ltd., Grand'Mère.

- 29568-64 « Ferronnerie Picard Enr. », & Al, Shawinigan.
- 29794-64 Art Wood Lumber & Al.
- 29969-64 Julius Esterson, La Macaza.
- 30139-64 « Ameublement Cantin Inc. », & Al, St-Hyacinthe et Montréal.
- 31552-64 Madeleine Shoe Sales Ltd. et 4913-65.
- 35058-64 Milot & Fils et A. Bécotte, etc.
Marcel Blanchette (A. Bécotte) Trois-Rivières.
- 35090-64 Forget Furniture.
- 35455-64 J.R.A. Hould, Sept-Iles et A. Bécotte, Paul Perrier.
- 37826-64 W. Sigler, G. Nehmi, Barry Marks, J. Erbstein.
- 38746-64 LaSalle Auto Parts Ltée, & Al, Ville LaSalle.
- 39231-64 Henri Louis Thibodeau.
- 40003-64 Conserverie St-Denis, Ltée.
- 41281-64 Ameublement Roland Enrg., Roland L. Lévesque.
- 46007-64 Séguin Leclerc Smallwares & Al.
- 46882-64 Jackman Construction Co.
- 46974-64 Pelletier, Jean-Paul, & Al, Québec.
- 47172-64 « Quebec Home Equipment Co. Ltd. », & Al, Montréal.
- 47173-64 « Nemec Construction Corporation » & Al, Montréal.
- 47174-64 « Metro Drugs » & Al, Montréal.
- 47921-64 Lucien, Vincent Ltée, Joliette (Lucien Vincent).
- 49438-64 « Young, W., Investment Corp. » & Al, Montréal.
- 49947-64 « Pepin Meubles & Al », Victoriaville.
- 50208-64 « Tardif, J.M., Enr. », & Al, Rivière Bleue et Ste-Rose du Dégelé.
- 50772-64 « United Surgical Supplies » & Al, Montréal.

ANNÉE 1965

- 2841-65 Gingras & Frères Ltd., Stanhope (Stanstead).
- 5131-65 Lavoie (L) Construction, N.-D. du Lac, Témiscouata.
- 6710-65 A. & S. Clothing & Household Appliance Corp.
- 8606-65 Coopérative d'Habitation de Hauterive.
- 9923-65 Asselin & Frères Limitée (Fernand & Germain Asselin).
- 11059-65 François Caouette Inc., Abitibi Est.
Berry Lumber Inc., Amos.
- 11638-65 J.-P. Desmarais Ltée, Freshlishburg.
- 11882-65 Claude Dalpé, Montréal (Gazoline, transmis au Revenu).
- 11950-65 Fredette & Frère Limitée, Montréal (Taxe de vente).
- 12025-65 Noranda Transport Ltée, E.E. McConnery.
- 20398-64 « Super Toys Ltd. », Montréal.
- 20399-65 « Atlas Roof Trust Ent », Gatineau.

20413-65	« Les Développements Lafrenière & Fils Ltée », Montréal.
20626-65	« Les Entreprises Pincourt », Pincourt.
20968-65	« Forget, J.R. », Montréal.
20970-65	« Frontenac Shoes » & Al, Montréal.
20991-65	« Ameublement Léger Inc. », & Al, Montréal.
22239-65	Deshaies, Marius, St-Sylvere.
22679-65	« Bernier Refrigération Inc. », Montréal.
22897-65	Desmarais, Léopold, Verchères.
22903-65	Fontaine, Dorius & Al, Bonsecours.
22939-65	Fréchette, Joseph, St-Rémi.
22943-65	« Dominion Gaiter Manufacturing Co. Ltd. », & Al, Montréal.
22945-65	Desjardins, Paul Ltée, & Al, Montréal.
23126-65	Gourde, B., St-Anselme (Dorchester) Station.
23500-65	Tessier, Diane, Dame, Montréal.
24191-65	Parkenson, Joncas & Cie.
24248-65	« Star Stainless Food Equipment Mfg. Inc. », Montréal.
24499-65	« Prodal Inc. » & Al, St-Eustache.
24598-65	Bolland, Charles & Al, Montréal.
24629-65	Cayer, Paul, Granby.
24853-65	« T.V. Radio Wholesale », Montréal.
25592-65	« Missisquoi Stone & Marble Inc », & Al, Bedford.
26239-65	« Webb & Knapp (Canada) Ltd. », Montréal.
27114-65	« Bell-Mar Furniture », Laval.
27209-65	Lapointe, Jean, Les Saules.
27346-65	Meubles Bernard, Montréal et Henri Bernard et Ernest St-Pierre.
28118-65	Gaumont, Omer & Al, Montréal.
28143-65	Poissant, Marcel, Montréal.
28426-65	Thibeault, Ludger, Drummondville.
28574-65	Goulet, Gérard, Mont-Laurier.
29241-65	Brault, Jacques, Montréal.
29252-65	Longmoore, Jacqueline & Al, Montebello.
29504-65	Gérard Hamel, Shawinigan.
30244-65	Hamelin, Léopold, St-Jean.
30458-65	Desnoyers, Joseph-Eugène, & Al, Montréal.
30459-65	General Petroleum Equipment de Montréal.
30644-65	Desmarais, Pierre, & Al, Montréal.
31937-65	« Sable de Hull-Suc Co. Ltd. », & Al, Hull.
34368-65	Johnson, Gordon, & Al, Montréal.
34413-65	Borris, Homer J., Montréal.
35007-65	« Glendale Lumber Co. Ltd. », Montréal.
35009-65	« Jay Distributors », Montréal.
35402-65	« St-Laurent, J.E., Inc. », Noranda.

- 35403-65 Grégoire, Léonard, St-Théodore.
35409-65 « B.H. Construction Ltée », & Al, Québec.
35410-65 Desmarais, J.P., Ltée, Frelishburgh.
35691-65 Gagnon, Jean-Jacques, Montréal.
35776-65 Roberval Mining Corp.
38640-65 Langlois Auto Inc., Grande-Vallée.
38649-65 « St-Joseph Automobile Enr. », & Al, St-Joseph (Beauce).
40439-65 « Les Distributeurs Colmar Ltée », & Al, Montréal.
40655-65 Ray, Bertrand, Fort-Coulonge et Qwest Construction Inc.
40786-65 « Hôpital Ville Jacques-Cartier Enr. », & Al.
41418-65 Savard, Gérard, & Al, St-Jérôme (Terrebonne).
42165-65 Sylvio, Banville.
42632-65 « Desmarais Auto Ltée », Drummondville.
42633-65 « K. & M. Construction Montréal », Montréal.
43552-65 Lemay, Henri, Montréal.
45029-65 « Ameublement Universel », Montréal.
45236-65 « St-Amour, Donat & Fils & Al », Thurso, (Papineau), et
Potvin & Frères, Gatineau.
45239-65 et « Concrete Repairs & Waterproofing Co. Ltd. », Québec.
5091-65
45423-65 Létourneau, Maurice, ent. général, Québec.
45549-65 « Walton Estates Ltd. », & Al, Montréal.
45687-65 « Trudel, Napoléon & Fils », St-Irénée, (Charlevoix).
46868-65 Therrien, Roger, «Beaver Brand Charcoal Enr. » & Al,
Montréal.
47112-65 « Quebec Charcoal Supply » & Al, Montréal.
48384-65 « Splendid Children's Wear » & Al, Montréal.
48386-65 « Richard, Henri, Automobile Inc. », Montréal.
48397-65 « Mt-Royal Showroom Inc. », Montréal.
48753-65 « Ameublement Jean Talon Inc. », St-Adalbert, (L'Islet).
48762-65 Duchesne, André, marchand, Isle Verte, (Témiscouata).
48967-65 « Auberge de la Gaiété Motel Inc. », Cowansville,
(Missisquoi).
49733-65 « Eastern Colour & Co. Ltd. », Montréal.
49734-65 « Elite Interiors Ltd. », & Al, Montréal.
49735-65 « Gaudet & Mercille », & Al, Montréal.
49736-65 « X Brand Tire Ltd », Montréal.
50332-65 « Hevesy Surgical Supply Co. Ltd. » & Al, Montréal.
50440-65 « Montreal Wholesale Co. », & Al, Montréal et Toronto.
50773-65 « Casent Enterprises Ltd. », & Al, Montréal, (Vincent
Pasquini).
50784-65 « Gourmet Sales Inc. », Montréal.

- 50969-65 « Provincial Paper Box » & Al, Trois-Rivières, et J.C. Larose Inc., et Boîte, L.F., Inc.
- 50970-65 Lavigne, Michel, & Al, St-Jean, Iberville.
- 51471-65 « Thibault, Rino, Auto Ltée », Rivière du Loup.
- 51768-65 Canadian Shield General Insurance Co., Montréal.
- 51778-65 Boulangerie Lina Inc., Montréal, & Al.
- 52085-65 Fernhill Homes, Chomedey, (Laval).
- 52217-65 « St-Lawrence Builders Supplies Ltd. », Montréal.
- 52238-65 Lacombe, Léo, Montréal.
- 52512-65 East Air & Body Craft Ltd.
- 52514-65 « Simplex Metal Works Ltd. », Montréal.
- 52504-65 Gagnon, Charlemagne & Al, Lac Bouchette, (Roberval).
- 52683-65 West End Investment Co.
- 52706-65 « Wig Creations du Québec », Montréal.
- 52857-65 « Panorama Lighting Ing. » & Al, Montréal.
- 52988-65 Walchyshyn Stephen, Montréal.
- 53099-65 Richelieu Sales & Al, Montréal.
- 53318-65 Machinerie Agricole & Industrielle Ltée, St-Nicolas Station.
- 53339-65 « Town View Development » & Al, Montréal.
- 53530-65 Ares Incorporated.
- 53749-65 Carter & Girard Ltée, Gaspé.
- 53956-65 « Brown Furs Ltée », Montréal.
- 54314-65 Guy Roy, Ste-Foy.
- 54343-65 Concrete Renovation Ltd., Montréal.
- 54344-65 « Watt-Ray's Beauty Products Ltd. » & Al, Montréal.
- 55078-65 Miklos Tom, Faust Realities Co., Montréal.

ANNÉE 1966

- 2567-66 Produit Textile Binette Ltée.
- 3080-66 Canadian Suicide Drivers (Marcel Demers).
- 3559-66 Olympia Corderoy, Granby.
- 3703-66 Philippe Verret Enrg., Trois-Rivières.
- 3704-66 Coderre, Edgard, Granby.
- 4211-66 John L., Dunn, Sherbrooke.
- 5428-66 Louis-Philippe Bergeron, Magog.
- 7155-66 Eugène St-Onge.
- 7225-66 Alphonse Poulin, Terrebonne.
- 8061-66 Marieville Paper Box (Guy Daoust).
- 8977-66 Maurice Lévesque, Rochebaucourt, Abitibi.
- 9193-66 B. Gagné Inc., Québec.
- 9469-66 Ebony Wood Products (Jean-Marc Dansereau), Ste-Rose.
- 10763-66 Hôtel St-Maurice de Shawinigan.

10780-66 Immeubles Raymond Inc., Québec.
 51459-66 Bral Electronic Inc., Montréal.
 51496-66 « Aster » Laboratoires Allemands Réunis Inc.,
 Irsig Werner & Dame, Québec.
 51660-66 Plainte de la Police Municipale de Calgary.
 52637-66 « McDonald, R. W. & Johnson, Harold », Montréal.
 52801-66 « Godin & Lamontagne », Chibougamau.
 52807-66 Le Roi du Tapis Enr.
 53218-66 Equitable Mortgage Corporation & Commercial Building
 Industries.
 53540-66 Jean Guy Côté.
 53940-66 Bérubé, Raymond, « Marché Bérubé Enr », Amqui.
 54309-66 « Craig Industries Ltd. », Montréal.
 54431-66 « Maheu, Y. R., Inc. », Brossardville.
 54566-66 CBN Investment Co., Montréal.
 54604-66 Jean Jacques Treyvaud.
 54609-66 « Credit M. G. Inc. », « Acier d'Armature du Québec Inc. »,
 Montréal.
 54735-66 Hart Bert, Montréal.
 55467-66 Longpré, Marcel Ltée, Montréal.
 55479-66 Actman Jewellers Inc., Montréal.
 56314-66 Napoléon Trudel Inc.
 56567-66 Marius Cloutier, Magog.
 56576-66 Harvine International 1964 Ltd., Montréal.
 56581-66 Thibault, Roméo, Montréal.
 56943-66 Robitaille, Maurice, Montréal.
 56995-66 Frank, Gaston, Ville St-Laurent.
 57009-66 Dutil Laurent, « Christiana Enr. », Lac à La Tortue,
 (Laviolette).
 57011-66 Autobus Labonté Inc., Victoriaville.
 57012-66 Alie Machine Shop., Hull.
 57380-66 Stacke, J., Montréal.
 57857-66 « Jos, Côté Ltée », (Québec), Québec.
 58065-66 Productions Guy Latraverse Inc.
 58274-66 Javner Ltée, Gravel Marcel, Président,
 Villeneuve, (Québec).
 58454-66 Réal Corbeil.
 58494-66 « Rioux Régis Electrique », St-Eustache, (Deux-Montagnes).
 59437-66 Bel Escompte Meubles, Daveluyville.
 59461-66 « Federal General Trailer Corp. », Montréal.
 59504-66 « Produits Sanitaires Laval Inc. », Montréal.
 59890-66 « Claveau & Frères Ltée », Chicoutimi.
 60091-66 Daveluyville Furniture.

60469-66	Marchand, Fernand, Montréal.
60910-66	« Rosemount Bldrs & Dahne Investment Corp. », Montréal.
60917-66	« Siberman Canada Ltd. » & Al, Montréal.
61540-66	« Parco Canada Ltée », Montréal.
61769-66	« St-James Lumber Co. Ltd », Montréal.
62911-66	« Jourdain & Plante Ltée », & Al, Montréal.
63737-66	« Cournoyer, A., & Fils Enr. », & Al, Sorel.
65414-66	Réal Dresses Sportswear (Montréal) Faillite frauduleuse.
65915-66	Décors Inc., (Baronet).
65916-66	Trottier Inc., (Québec).
70457-66	Collyer Advertising Ltd., (Montréal).
70989-66	Cie des Grains des Saults.
70990-66	Ronsord Construction Inc. de Ste-Thérèse.
74992-66	W. Rourke Ltd., de Québec.
76433-66	Armand Bécotte & Associés, Montréal.
77306-66	Jack Wexler, (Montréal).
79099-66	Econo-Gas, Jean Ducharme.
80206-66	Georges Beshro, (Lauzon).
80208-66	Raymond Hamelin, James Scott, Key Mortgage, notaire Paul Duval.
80614-66	Gérard Lacaille, Granby.
80692-66	Colombian Investment Co.
80831-66	Romuald Côté, Trois-Pistoles.
83349-66	Lucien Brisson, (Joliette).
85567-66	Avila Ltd., (Montréal).
85721-66	Simard, Wilfrid, Auto Body Enrg., (Tracy).

ANNÉE 1967

2006-67	Boulianne Transport Inc., Terrebonne.
2325-67	Rosaire Turcot et Robert Turcot, « Turcot & Frères Enrg. », de St-Janvier, (Terrebonne).
2417-67	Association des Détaillants de bois du Québec.
2422-67	M. H. Coupey Inc.
2787-67	Meubles Charlesbourg Ltée.
3221-67	Service des Crédits Médical & Commercial Enrg.
3356-67	André Thériault, Bélœil.
3451-67	Maheu & Frères Transport Ltd., Granby.
11053-67	Pavage de la Rive-Sud Ltée.
51500-67	Morin & Fils Enrg., (St-Just, Montmagny).
52162-67	L.-O. Trottier Ltée, (Jean-Marc Baronet).
52710-67	Roger Arseneault, (Sept-Iles).
53405-67	Marcel Arseneault, Montréal.

54198-67 Ameublement Richelieu, (Beauharnois).
 55433-67 Rogers Novelties — Household Novelties, aussi 57861-67.
 56261-67 Turcotte Excavation, Lanoraie.
 57013-67 Ameublement Normand, Montréal.
 57166-67 Edifab & Trifab Inc.
 69970-67 Ameublement Lemoyne Inc., Granby.
 70990-67 Dechesne & Frères Enrg., Terrebonne.
 72852-67 Constant Brodeur Inc.
 73983-67 Norencos Inc.
 77563-67 Marco Investment Corp. & Al.
 80497-67 Louis H. Laplante.
 81339-67 Centre Audio Visuel.
 87977-67 Entreprises Saroy Inc.

APPENDICE 24

Commentaire de Me Denys Dionne,
Sous-ministre associé de la Justice,
intitulé : « Fraude et conspiration illégale
en matières commerciales et à l'occasion de faillites ».

FRAUDE ET CONSPIRATION ILLÉGALE EN MATIÈRES COMMERCIALES ET À L'OCCASION DE FAILLITES.

— COMMENTAIRE —

Un certain travail de révision s'est effectué au cours des derniers mois de 1966 et des premiers mois de 1967, par les soins des personnes et par les moyens antérieurement mis à la disposition du ministère de la Justice dans le domaine particulièrement difficile de la fraude et de la conspiration en matières commerciales et en matières de faillites.

Dès le mois d'août, il nous apparaissait évident et nécessaire de refaire l'étude de nombreux dossiers, ayant pris origine aussi loin en arrière que 1960, comme suit :

Année 1960 :	11 dossiers
1961 :	10 dossiers
1962 :	9 dossiers
1963 :	14 dossiers
1964 :	27 dossiers
1965 :	134 dossiers
1966 :	76 dossiers

ceci, à cause de l'élément frauduleux dont la preuve exigeait qu'on en apprécie la valeur d'une façon définitive et satisfaisante, ou dont la preuve exigeait qu'on s'efforce de la compléter, par analyse ou par enquête, à l'égard d'opérations commerciales ou de faillites qui avaient causé à nombre de personnes dans toute la province, un préjudice considérable.

Il faut dire que la Sûreté provinciale, par les services d'officiers et d'agents spécialisés, avait apporté dans tous les cas où une plainte lui avait été faite, et dans ceux où une demande lui avait été transmise, une attention soutenue, et réussi à obtenir des résultats remarquables.

En 1967, la révision des cadres du ministère, au contentieux criminel, a contribué à une meilleure coordination des efforts, au maintien d'une activité soutenue et de communications plus efficaces entre le ministère et la Sûreté provinciale.

L'intégration au contentieux criminel déjà structuré, au siège du ministère à Québec, de l'activité et des travaux d'ordre juridique, technique ou statistique qui se déroulaient autrefois en partie à Montréal, par les soins d'une équipe distincte, a contribué à améliorer la situation.

La nomination d'un procureur-chef de la Couronne, permanent et à plein temps, de même que la création d'une équipe de vingt-cinq (25) procureurs, tous permanents, pour le seul district judiciaire de Montréal, sont des initiatives notables en ce qu'elles ont aussi apporté une amélioration sensible dans les domaines traités dans le présent rapport. Une nouvelle

répartition des tâches, sous direction, au contentieux criminel, a eu le même effet.

Le 1er septembre 1967, deux équipes distinctes, l'une composée de trois avocats de la Couronne à Montréal, ayant, sous l'autorité du procureur-chef, la latitude de s'adjoindre les services d'experts de diverses disciplines, l'autre à Québec, assistée d'un avocat spécialisé en matières de faillites et d'un comptable agréé, syndic licencié au surplus, entreprenaient de s'occuper de façon régulière et continue de la révision, de l'étude, de la mise au point des dossiers anciens et nouveaux, et le cas échéant des poursuites judiciaires jugées nécessaires, pour le compte du ministère et au nom du Procureur général.

Leur affection régulière à ce domaine particulier a créé un climat plus favorable entre les officiers du ministère et les officiers spécialisés de la Sûreté provinciale, en particulier, à cause des relations plus fréquentes entre les mêmes personnes.

Le 1er novembre 1967, comme suite à divers échanges de points de vue, le surintendant des Faillites et le ministère de la Justice du Québec signaient une entente, qui en fait était la première du genre, et qui assuraient un échange de services, de renseignements et d'informations, tout en dépar tageant les responsabilités et les frais des autorités fédérales et provinciales, eu égard à la juridiction respective des deux gouvernements, l'un pour l'application et le respect de la Loi de Faillites, l'autre pour ce qui est du code criminel. L'expérience de ce nouveau régime a porté des fruits et il y a lieu de soutenir que la situation actuelle est mieux contrôlée, que les cas nouveaux sont plus rapidement examinés et de façon plus approfondie. Les communications fréquentes entre les deux organismes apportent des résultats tangibles et il convient de souligner que le réseau de contrôle et d'enquête ainsi mis sur pied est aussi à la disposition de tout corps policier.

Dans les cas nécessaires, les services de différents organismes et ministères ont été requis. Citons la Commission des Valeurs Mobilières du Québec, le Service des Compagnies du Secrétariat de la Province, le ministère du Revenu, la Sûreté provinciale, le Bureau régional de Montréal du surintendant des Faillites, les officiers des Greffes de Faillites, et des renseignements ont été obtenus pour autant qu'ils pouvaient légalement nous être révélés.

Il s'est manifesté encore ces derniers mois, des cas de crimes majeurs, à l'occasion d'opérations commerciales diverses et de faillites. Mais leur examen immédiat et les enquêtes soutenues qui sont faites, a permis de découvrir la fraude et les autres infractions possibles d'une façon plus régulière et plus concluante et cette surveillance, ce contrôle amélioré, permet d'anticiper une répression encourageante de l'illégalité et du préjudice qui en résulte pour le public en général.

Québec, 1er avril 1968.

Denys DIONNE, sous-ministre associé.

APPENDICE 25

Mémoire des dispositions arrêtées lors
d'une entrevue à Montréal le 26 octobre 1967,
relativement aux enquêtes et à la poursuite
des infractions et des actes criminels
commis en matière de faillite.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Gouvernement du Québec

**MÉMOIRE DES DISPOSITIONS ARRÊTÉES LORS D'UNE ENTREVUE
À MONTRÉAL LE 26 OCTOBRE 1967, RELATIVEMENT AUX EN-
QUÊTES ET À LA POURSUITE DES INFRACTIONS ET DES ACTES
CRIMINELS COMMIS EN MATIÈRE DE FAILLITE.**

1. — La conférence des procureurs généraux qui a été tenue à Ottawa au mois de janvier 1966, a discuté des moyens de mettre à jour et de réprimer d'une façon plus adéquate les abus reliés aux faillites.

2. — À cette fin, la conférence a mis sur pied un comité composé des sous-ministres de la Justice de Québec et de l'Ontario ainsi que du surintendant des Faillites, dans le but d'étudier les moyens d'en arriver à une plus étroite coopération entre les autorités provinciales et fédérales dans ce domaine.

3. — Faisant suite à de nombreuses consultations entre les officiers ci-dessus mentionnés, une réunion fut convoquée à Montréal le 26 octobre 1967. Assistèrent à cette réunion :

Me Julien Chouinard, sous-ministre de la Justice du Québec,

Me Denys Dionne, sous-ministre associé de la Justice du Québec,

Me Roger Tassé, surintendant des Faillites,

ministère du Registraire général du Canada,

Me Rhéal Brunet, procureur-chef de la Couronne, district de Montréal,

Me Michel Côté, conseiller juridique, Sûreté municipale, Montréal,

Me Gaspard Côté, représentant du ministère fédéral de la Justice,

M. Jean Pagé, inspecteur, Brigade des fraudes, Sûreté provinciale,

M. Leslie Hobbs, assistant-directeur, Police municipale, Montréal,

M. Léo Talbot, lieutenant, Police municipale, Montréal,

M. J.-A.-R. Roy, sergent, Gendarmerie Royale du Canada,

Me Louis DeBlois, avocat, officier spécial, ministère de la Justice, Québec,

M. Paul Gingras, c.a., syndic licencié, ministère de la Justice, Québec,

Me Pierre Sauvé, procureur de la Couronne, Montréal,

Me André Ledoux, procureur de la Couronne, Montréal,

Me Jules Allard, procureur de la Couronne, Montréal,

M. Edouard Boileau, directeur régional, service des Faillites, Montréal,

M. Decoste, directeur-adjoint, service des Faillites, Montréal.

4. — Le présent mémoire a pour but de décrire de la façon la plus claire et la plus succincte possible, les responsabilités du gouvernement fédéral ainsi que celles du gouvernement provincial dans ce domaine, à la suite de l'entente intervenue à la Conférence des procureurs généraux ainsi que des modalités d'une coopération plus étroite entre les deux ordres de gouvernement qui ont été établis par le comité de la conférence. Il est essentiel que

tous les niveaux d'autorité, qu'ils soient fédéral, provincial ou municipal, connaissent clairement le rôle dévolu à chaque ordre de gouvernement dans ce domaine, ainsi que l'étendue des responsabilités de chacun. C'est là une condition sans laquelle la mise à jour et la répression de ces abus ne pourra se faire avec efficacité et diligence.

5. — Ce mémoire analyse le champ des responsabilités de chacun des ordres de gouvernement, en commençant par le gouvernement fédéral, pour ensuite parler du gouvernement provincial et finalement de l'autorité municipale.

A — LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL :

6. — Les responsabilités du gouvernement fédéral, dans ce domaine des faillites, sont exercées au niveau administratif par le Service des faillites (surintendant des Faillites) du ministère du Registraire général, lequel reçoit, lorsque nécessaire, l'assistance de la Gendarmerie royale.

7. — Pour les fins des présentes, ces responsabilités s'étendent à trois domaines différents :

- 1) les syndicats,
- 2) les offenses prévues par la Loi sur la faillite,
- 3) les offenses prévues au Code criminel reliées à des faillites.

1 — LES SYNDICS :

8. — Le Service fédéral des Faillites est responsable de la nomination et de la destitution des syndicats. Il surveille aussi l'administration des faillites qui sont confiées à ces syndicats.

9. — Toute plainte contre un syndic ou son administration doit être immédiatement portée à l'attention du Service des faillites à Ottawa ou au bureau régional du Service des faillites à Montréal. De même, toute preuve ou renseignement venant en la possession des autorités provinciales ou municipales, au cours d'une enquête ou autrement, à l'effet qu'un syndic aurait agi de façon irrégulière ou aurait été négligent dans l'exercice de ses fonctions, devrait être immédiatement portée à l'attention des autorités fédérales.

10. — Le Service des faillites se chargera de toute enquête qui pourrait, dans ces cas, s'avérer nécessaire.

11. — Les poursuites contre les syndicats entamées en vertu des dispositions de la Loi sur la faillite (article 160) seront à la charge du ministère fédéral de la Justice.

12. — Par ailleurs, les poursuites intentées contre un syndic pour offenses au code criminel (détournements de fonds, parjures, etc...) seront à la

charge du ministère provincial de la Justice qui a la responsabilité de l'administration de la justice criminelle dans la province. Il est bien évident cependant que, dans ces cas, le ministère provincial de la Justice peut compter sur la plus étroite collaboration du Service des faillites et du ministère fédéral de la Justice qui ont un intérêt certain à la répression de tous les abus dont les syndics peuvent se rendre coupables.

2 — LES OFFENSES PRÉVUES PAR LA LOI SUR LA FAILLITE :

13. — La Loi sur la faillite prévoit un certain nombre d'offenses parmi lesquelles on peut relever, entre autres :

- 1) Omissions de la part d'un failli d'accomplir les devoirs que lui impose la loi (articles 117 et 156(a) ;
- 2) disposition frauduleuse de biens par un failli, avant ou après la faillite (article 156(b) ;
- 3) refus du failli de répondre complètement et véridiquement aux questions qui lui sont posées au cours d'un interrogatoire tenu conformément à la loi (article 156(c) ;
- 4) obtention de crédit ou de biens au moyen de fausses représentations (article 156(f) ;
- 5) failli non libéré qui entreprend un commerce sans révéler qu'il est un failli non libéré (article 157(a) ;
- 6) failli non libéré qui obtient du crédit sans indiquer qu'il est un failli non libéré (article 157(b) ;
- 7) production d'une fausse déclaration (article 159(b) ;
- 8) inspecteur qui accepte des honoraires illégaux (article 159(2) ;
- 9) sollicitation de faillites par un syndic ou une autre personne (article 160(f) ;
- 10) omission de se conformer aux dispositions de l'article 3 A de la Loi sur la faillite (article 160(2) ;
- 11) enlèvement sans avis de marchandises appartenant au failli (article 161).

14. — Le Service des faillites assume, dans tous les cas d'offenses prévues à la Loi sur la Faillite, la responsabilité de l'enquête autant dans les plaintes qui lui sont adressées directement que dans les cas qui sont soumis à son attention par les autorités provinciales ou municipales.

15. — Les poursuites dans les cas qui l'exigent sont entamées par le ministère fédéral de la Justice. Le Service des faillites assume tous les frais inhérents à ces enquêtes et poursuites.

16. — Il arrive souvent que des poursuites doivent être entamées à la fois en vertu de l'une ou l'autre de ces dispositions et des dispositions du code criminel. En pareil cas, lorsque jugé opportun après consultation entre le Service des faillites et le ministère de la Justice, les poursuites en vertu de la Loi sur la Faillite pourront être jointes aux poursuites en vertu du code criminel et conduites par ce dernier ministère.

17. — Le Service fédéral des faillites informera le ministère provincial de la Justice de l'institution de poursuites en vertu de la Loi sur la Faillite. Le ministère provincial de la Justice sera aussi informé de la disposition finale de l'affaire.

3 — *LES OFFENSES PRÉVUES AU CODE CRIMINEL RELIÉES À DES FAILLITES :*

18. — Cette rubrique comprend toute la gamme des offenses prévues au code criminel, tel les articles suivants :

- 1) l'escroquerie (article 304),
- 2) la fraude (article 323),
- 3) l'aliénation de biens avec l'intention de frauder des créanciers (articles 335), etc. . .

19. — La mise à jour et la répression de ces différentes offenses, même si elles sont reliées à des faillites, relèvent des autorités provinciales qui sont responsables de l'administration de la Justice criminelle dans la province.

20. — En raison cependant du caractère extrêmement complexe de ces offenses, spécialement lorsqu'elles sont reliées à des faillites, et en raison aussi de la responsabilité dévolue à l'autorité fédérale en matière de faillite, le gouvernement fédéral a décidé de prendre des mesures concrètes dans le but d'assister les provinces dans leur travail de mise à jour et de répression de ces offenses.

21. — Les deux mesures les plus importantes prises par l'autorité fédérale à ce propos comprennent :

- 1) Des modifications à la loi fédérale sur la faillite autorisant le surintendant des Faillites à faire enquête dans le cas d'offenses à caractères criminel reliées à une faillite, (article 3A des modifications à la Loi sur la Faillite de juillet 1966) ;
- 2) L'ouverture de bureaux régionaux dont celui de Montréal, où l'on trouve des experts comptables et enquêteurs dont la fonction, entre autres, est d'effectuer les enquêtes ordonnées par le Service des faillites.

22. — En vertu de ces nouveaux arrangements le Service des faillites fait enquête dans tous les cas où il y a lieu de croire qu'une offense au code criminel (ou une autre loi du Parlement) a pu être commise en rapport avec une faillite. Il importe peu que cette offense ait été commise avant ou après la faillite, pourvu qu'il y ait une relation entre la faillite et l'offense. Le Service des faillites, cependant, n'entame pas d'enquête dans les cas qui font déjà l'objet d'une enquête par les autorités policières (municipales ou provinciales) ou par le syndic. Il est à souligner que les enquêtes effectuées par les syndics sont suivies de très près par le Service des faillites. Il faut noter de même que les experts du Service des faillites peuvent assister, lorsque requis, autant le syndic que les autorités policières provinciales ou municipales, dans leur travail d'enquête.

23. — Dans le cas des enquêtes effectuées par le Service des faillites et qui sont sous sa direction, tous les frais inhérents à l'enquête, tels que services comptables, frais de déplacement, frais de sténographie, etc, . . . sont assumés par le gouvernement fédéral.

24. — Le Service fédéral des faillites agit en étroite liaison avec le ministère de la Justice qui procure aux enquêteurs du Service des faillites, tous les avis et consultations dont ils peuvent avoir besoin.

25. — Il est à noter que le Service fédéral des faillites a aussi recours aux services de la Gendarmerie royale lorsque nécessaire.

26. — Tout dossier comportant des preuves qu'une offense a été commise au code criminel est référé au ministère provincial de la Justice qui se charge d'entamer les poursuites nécessaires. Dans ces cas, le Service des faillites demeure évidemment à la disposition des procureurs provinciaux qui sont désignés pour conduire les procédures pour les fins de compléter les dossiers, au besoin, et assister la couronne dans la présentation de sa preuve devant le tribunal.

B — LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

27. — Les autorités provinciales peuvent recevoir, de temps à autre, des plaintes portant à croire qu'une infraction à la Loi sur la Faillite a été commise. Ces plaintes, sujet à ce qui est indiqué au paragraphe 9 ci-dessus, peuvent faire l'objet d'une enquête de la part des autorités provinciales, ou être portées à l'attention du Service des faillites pour enquête.

28. — Par ailleurs, le ministère provincial de la Justice portera à l'attention du Service des faillites les dossiers qui ont fait l'objet d'une enquête de la part des autorités provinciales et qui pourraient présenter un intérêt pour le Service des faillites.

29. — Le Service des faillites, en vertu de ce qui est dit au paragraphe 14 ci-haut, aura la responsabilité de porter à l'attention du ministère fédéral de la Justice, les cas où des procédures en vertu des dispositions de la Loi sur la Faillite s'avèreront nécessaires.

30. — Les autorités provinciales peuvent aussi, à la suite de plaintes ou autrement, être impliquées dans des enquêtes à propos d'offenses au code criminel qui sont reliées à des faillites.

31. — Ces autorités peuvent, dans de tels cas, s'occuper de l'enquête avec, si nécessaire, l'assistance du Service des faillites. Elles peuvent aussi décider de référer purement et simplement ces cas au Service des faillites pour fins d'enquête. Dans de tels cas, les commentaires que l'on trouve au paragraphe 23 ci-dessus s'appliquent.

32. — Le ministère provincial de la Justice, reconnaissant le caractère fort complexe et raffiné de ces abus, a mis sur pied une équipe de procureurs spécialisés qui seront à la disposition des enquêteurs provinciaux (et municipaux, spécialement à Montréal) pour fins de consultation dans le cours de développements d'un dossier et qui se chargeront des poursuites devant les tribunaux criminels qui seront fondés sur le code criminel.

33. — Le ministère provincial de la Justice tiendra le Service fédéral des faillites au courant des poursuites entamées devant les tribunaux de juridiction criminelle en rapport avec une faillite. Le Service fédéral des faillites sera aussi informé de la disposition finale de l'affaire.

C — LES AUTORITÉS POLIÉRIÈRES MUNICIPALES

34. — Nous avons ici particulièrement à l'esprit les autorités policières municipales de Montréal qui ont mis sur pied une escouade spéciale de fraudes en matière de faillite.

35. — La Sûreté municipale peut recevoir, de temps à autre, des plaintes portant à croire qu'une infraction à la Loi sur la Faillite a été commise. La Sûreté municipale pourra faire enquête elle-même ou référer ces plaintes au ministère provincial de la Justice ou au Service des faillites.

36. — Le ministère provincial de la Justice, et si ce dernier n'a pas été saisi du dossier, la Sûreté municipale, signalera au Service des faillites les dossiers qui ont fait l'objet d'une enquête de la part de la Sûreté municipale et qui pourraient présenter un intérêt pour le Service des faillites.

37. — Ici encore, le Service des faillites, en vertu de ce qui est dit au paragraphe 14 ci-haut, aura la responsabilité de porter à l'attention du ministère fédéral de la Justice, les cas où des procédures en vertu des dispositions de la Loi sur la Faillite s'avèreront nécessaires.

38. — Dans les cas d'offenses au code criminel reliées à des faillites qui sont portées à l'attention des autorités policières municipales à la suite de plaintes ou autrement, les dites autorités peuvent alors s'occuper de l'enquête elles-mêmes, avec, si nécessaire, l'assistance du ministère provincial de la Justice et ou du Service des faillites. Elles peuvent aussi décider de référer purement et simplement ces cas au ministère provincial de la Justice ou au Service des faillites pour fins d'enquête.

39. — Les enquêteurs des autorités policières municipales, dans les cas qui sont à leur charge, auront accès aux procureurs provinciaux de la Couronne pour fins de consultation ainsi que des interrogatoires qui pourront être nécessaires pour compléter le dossier. Les frais de sténographie, dans le cas de tels interrogatoires, conduits par ces procureurs, seront à la charge du ministère provincial de la Justice.

40. — Toutes poursuites rendues nécessaires en vertu du code criminel par suite des enquêtes effectuées par les autorités policières municipales seront aussi, comme dans les autres cas, entamées par le procureur provincial de la Couronne, et aux frais du ministère provincial de la Justice.

le 1er novembre 1967.

(S) Roger TASSÉ

Me Roger TASSÉ,
Surintendant des Faillites,
Ministère du Registraire
général du Canada.

(S) Denys DIONNE

Denys DIONNE,
Sous-ministre associé de la Justice
Contentieux criminel,
Ministère de la Justice du Québec.

APPENDICE 26

Circulaire émise par la National
Associated Women's Wear Bureau
(7 juin 1967).

THEORY

The theory of the present work is based on the assumption that the system of the present work is a system of the present work.

NATIONAL ASSOCIATED WOMEN'S WEAR BUREAU

Montréal, June 7th, 1967

RE : BANKRUPTCIES Are You Interested In Efficient Administration Of Bankruptcy Estates ?

As a Member of this Bureau, we know what your answer to this question is an unqualified yes, but neither the Court nor this Bureau can accomplish these ends without your *active cooperation*.

The Official Receiver and the Assistant Registrar for the District of Montreal in recent discussions have indicated to this Bureau that it is a matter of urgency that creditors involved in a bankruptcy and receiving notice thereof, attend *in person* at the first Meeting of Creditors held in each case at the Court House. Your assistance at this meeting is necessary and vital in helping the Court provide competent administration of each estate.

Your attendance will also enable you to assist in a cursory examination of the assets and liabilities, question the debtor or debtor corporation's officers, and instigate promptly investigations and criminal Court proceedings in cases of evident fraudulent bankruptcies.

Furthermore, it is only by attending these meetings in the Bankruptcy Offices of the Court that you can familiarize yourself with the problems of bankruptcy administration, the problems of the Official Receiver and of the Registrar, as well as to witness and see for yourself, all the vast improvements which have been made by the Court, the Official Receiver and the Registrar in their attempt to meet these problems.

Our industry and the Bureau are receiving the maximum cooperation from the Official Receiver and the Registrar in dealing with bankruptcy matters, but their effectiveness depends entirely upon the fullest cooperation which they are expecting from you.

F. H. LEVEE
Executive Vice-President
Quebec Division.

APPENDICE 27

Formule 63 : Questions qui doivent être posées
par le séquestre officiel à un officier
d'une corporation en faillite.

FORMULE 63

QUESTIONS QUI DOIVENT ÊTRE POSÉES PAR LE SÉQUESTRE
OFFICIEL À UN OFFICIER D'UNE CORPORATION EN FAILLITE.
(ART. 120).

1. Êtes-vous un officier de la corporation mentionnée dans cette procédure ?
R.
2. Avez-vous été mis au courant de vos devoirs en vertu des articles 117 et 118 de la Loi de 1949 sur la faillite ?
R.
3. Quels sont vos noms et prénoms et quel est votre poste dans la corporation ?
R.
4. Quel est le nom au complet de la corporation et quelle est l'adresse de son siège ?
R.
5. Quand la corporation a-t-elle été constituée et en vertu de quelle loi ou de quelle loi du Parlement ?
R.
6. Quel est le capital autorisé de la corporation ?
R.
7. Quelle proportion de ce capital a été souscrite et quelle partie du capital ainsi souscrit a été entièrement payée ?
R.
8. Quelle partie du capital a été payée en espèces et quelle était la cause relative à toute autre émission d'actions ?
R.
9. La corporation avait-elle un registre d'actions contenant les détails de la répartition, de l'émission et du transfert de toutes les actions ?
R.
10. Déclare-t-elle la somme acquittée sur chaque action de la corporation, soit en espèces soit autrement ?
R.
11. Quelle est la somme totale, s'il en est, impayée sur les actions de la corporation et par qui cette somme est-elle due ?
R.
12. Quels sont les noms des principaux actionnaires ?
R.
13. Quels sont les noms des administrateurs et officiers de la corporation ?
R.

14. La corporation a-t-elle des filiales qui sont entièrement sous son contrôle ? Dans l'affirmative, donnez les détails.
R.
15. La corporation en faillite ou ses filiales ont-elles déjà été en faillite antérieurement ou ont-elles fait une proposition ou un arrangement avec les créanciers ?
R.
16. Quand la corporation en faillite a-t-elle commencé à faire affaires ?
R.
17. Quelle était la nature de ses affaires ?
R.
18. Des livres convenables ont-ils été tenus et sont-ils à date ?
R.
19. Les livres ont-ils été vérifiés chaque année ?
R.
20. Quel est le nom du vérificateur comptable ? Quand le dernier état vérifié a-t-il été dressé ?
R.
21. Toutes les déclarations requises ont-elles été faites aux divers ministères du gouvernement qui les exigeaient ?
R.
22. Quand la corporation a-t-elle constaté pour la première fois qu'elle était insolvable ?
R.
23. La corporation a-t-elle continué de faire affaires ou a-t-elle contracté des dettes après avoir constaté son état d'insolvabilité ?
R.
24. La corporation a-t-elle fait quelques paiements, remis quelques effets, livré quelque bien ou donné quelque garantie à quelques-uns de ses créanciers, sauf dans le cours ordinaire des affaires, durant les 3 mois qui ont précédé la date de sa faillite ou la date à laquelle elle a constaté son état d'insolvabilité ? Dans l'affirmative, donnez les détails.
R.
25. Dans le cours des douze mois qui ont précédé la date de sa faillite, la corporation a-t-elle
 - a) passé quelque acte de vente ou hypothéqué des biens meubles ou mis en gage quelques-uns de ses biens ?
 - b) vendu, aliéné ou enlevé quelques-uns de ses biens, sauf dans le cours ordinaire des affaires ? Dans l'affirmative, donnez les détails

26. Dans le cours des cinq années précédant la date de sa faillite, la corporation a-t-elle fait quelque constitut de biens, ou y a-t-elle été partie ? Dans l'affirmative, donnez les détails.

R.

27. Quelles sont les causes de la faillite de la corporation ?

R.

28. Quel a été le montant des ventes au cours des trois dernières années ?
Quel pourcentage des ventes constituait le profit ou la hausse ?

R.

29. Quelle est la dernière occasion à laquelle les opérations de la corporation ont donné un bénéfice ?

R.

Je,, de
de, dans la province de
étant dûment assermenté, déclare que les réponses ci-dessus sont fidèles sous tous rapports, au mieux de ma connaissance et de ma croyance.

Assermenté devant moi en

..... de

dans la province de

ce ème jour de

19

.....
Signature de l'Officier

.....
Séquestre-officiel pour la division de faillite,
du district de faillite de

APPENDICE 28

Formule 62 : Interrogatoire du
failli par le séquestre officiel.

FORMULE 62

QUESTIONS QUI DOIVENT ÊTRE POSÉES AU FAILLI PAR LE SÉQUESTRE OFFICIEL

(Art. 120)

(Intitulé) (Formule 1)

INSTRUCTIONS AU SÉQUESTRE OFFICIEL

Les questions suivantes ou des questions au même effet doivent être posées personnellement au failli par le séquestre officiel. Ces questions doivent être amplifiées ou complétées par le séquestre officiel dans le but de tirer de l'interrogatoire le maximum de renseignements essentiel et d'établir en autant que possible la vraie cause de la faillite, la disposition des biens et la conduite du failli. Les livres, les états, etc., du failli doivent être à la main pour consultation ou comme base d'un examen plus détaillé d'un aspect quelconque des affaires ou de la conduite du failli selon que le séquestre officiel juge justifié.

1. Êtes-vous le failli mentionné dans cette procédure ?
2. Avez-vous été mis au courant des devoirs qui vous sont imposés en vertu de l'article 117 de la Loi sur la faillite ?
3. Quels sont vos noms et prénoms et votre âge ?
4. Où demeurez-vous ?
5. Avez-vous des personnes à votre charge ? Dans l'affirmative, donnez les détails et les âges.
.....
.....
6. Où et sous quel nom avez-vous exercé votre entreprise ?
7. Quelle est la nature de votre entreprise ?
8. Quand avez-vous commencé cette entreprise ?
9. Quel capital avez-vous engagé dans cette entreprise, de quelle nature était ce capital et quelle proportion était en espèces ?
10. Avez-vous emprunté une partie du capital en espèces et, le cas échéant, à qui avez-vous fait l'emprunt ?
11. Avez-vous des associés quelconques dans l'entreprise ou en avez-vous eu dans le cours des six dernières années ? Dans l'affirmative, donnez les détails.
.....
.....
12. Quelle expérience avez-vous eue antérieurement dans la conduite d'une entreprise de cette nature ?
13. Avez-vous déjà été en faillite ou fait une proposition ou un arrangement avec vos créanciers soit personnellement, soit comme membre d'une société, soit comme membre d'une société, soit comme officier d'une corporation ?
.....
.....

14. Avez-vous surveillé vous-même votre entreprise ?
15. Avez-vous tenu des livres convenables ? Avez-vous régulièrement étudié votre situation financière ? Avez-vous fait l'inventaire à des intervalles réguliers ?
16. (1) Avez-vous tenu les livres suivants, savoir :
 - a) Livre de caisse (recettes et déboursés)
 - b) Livre de ventes établissant les ventes à crédit
 - c) Grand livre des comptes recevables
 - d) Livre d'achats établissant les achats à crédit
 - e) Grand livre des comptes payables
 - f) Grand livre général ou comptes de contrôle
- (2) Dans le cas de l'affirmative, quelles périodes ces livres englobent-ils ?
- (3) Avez-vous fait vous-même les inscriptions dans ces livres?
(Si non, donnez les noms des personnes qui les ont faites)
- (4) Ces livres ont-ils été vérifiés par un comptable (dans le cas de l'affirmative, quand et par qui) ?
- (5) Où sont les livres dans le moment ?
- (6) Où sont les pièces justificatives à l'appui (récépissés, factures acquittées, chèques encaissés ou autres documents) ?
17. Quelles sont les causes de votre faillite ?
.....
.....
18. Quand avez-vous constaté pour la première fois que vous étiez insolvable ?
19. Avez-vous continué de faire affaires ou avez-vous contracté des dettes après avoir constaté votre état d'insolvabilité ?
20. Avez-vous fait quelques paiements, remis quelques effets, livré quelque bien ou donné quelque garantie à quelques-uns de vos créanciers dans le cours ordinaire des affaires, durant les trois mois qui ont précédé la date de votre faillite ou la date à laquelle vous avez constaté votre état d'insolvabilité ? Dans l'affirmative, donnez les détails.
.....
.....
.....
21. Dans le cours des douze mois qui ont précédé la date de votre faillite avez-vous
 - a) passé quelque acte de vente ou hypothéqué vos biens meubles ou mis en gage quelques-uns de vos biens ?
 - b) vendu, aliéné ou enlevé quelques-uns de vos biens, sauf dans le cours ordinaire des affaires ? Dans l'affirmative, donnez les détails.
22. Dans le cours des cinq années précédant la date de votre faillite, avez-vous fait quelque douaire ou contrat postérieur au mariage ou autre constitut de biens, ou y avez-vous été partie ? Dans l'affirmative, donnez les détails.

23. Votre entreprise a-t-elle déjà donné un bénéfice ? Dans l'affirmative, quelle était la dernière occasion et quelle était la valeur au prix coûtant de votre fonds de commerce à cette époque ?
24. Depuis la date susdite, quel était le montant de vos ventes, vos achats et vos dépenses d'opération et quelle est la valeur au prix coûtant de votre fonds de commerce à l'heure actuelle ? Donnez ici les réponses :
- Ventes \$
- Fonds de commerce en magasin selon
réponse à la question 23 \$
- Ajoutez les achats subséquents
\$
- Enlevez le fonds de commerce en maga-
sin à l'heure actuelle
\$
- Ajoutez les frais d'opération \$
- Coût des ventes \$
- Profits ou pertes \$
25. En fixant votre prix de vente, quel montant avez-vous ajouté à vos achats ou coût primitif à titre de pourcentage ou hausse ?
26. Avez-vous vendu des biens au prix coûtant ou à un prix moindre et, le cas échéant, à qui ?
27. Comment expliquez-vous les pertes indiquées à votre réponse à la question 24 ?
28. Quelles sommes avez-vous retirées de votre entreprise pour les besoins domestiques ou vos dépenses personnelles chaque année dans le cours des trois dernières années ?
29. Votre livre de caisse indique-t-il toutes les sommes que vous avez retirées ?

REMARQUE AU SÉQUESTRE OFFICIEL

Les questions additionnelles posées par le séquestre officiel et les réponses qui y sont données doivent être inscrites ci-dessous ou sur une feuille à annexer à la présente formule.

Je, de
de, de la province de
étant dûment assermenté, déclare que les réponses ci-dessus sont fidèles sous tous rapports, au mieux de ma connaissance et de ma croyance.

ASSERMENTÉ devant moi en
..... de
dans la province de
ce jour de
19.....
Séquestre officiel pour la division de faillite
n° du district de faillite de

(Signature du failli)

APPENDICE 29

Lettre d'un syndic :
commentaires sur le rapport Mercier.

LETTRE D'UN SYNDIC

COMMENTAIRES SUR LE RAPPORT MERCIER

J'ai lu avec intérêt le rapport Mercier, en date du 30 juillet 1965, sur les faillites et les liquidations dans la province de Québec et les pertes qui en ont résultées pour le ministère du Revenu. Vous me permettrez bien de vous soumettre mes commentaires.

La situation en matière de faillite et de liquidation dans le district judiciaire de Montréal est depuis longtemps de notoriété publique ; il faut reconnaître toutefois qu'un nettoyage d'envergure a été commencé il y a deux ans par le Surintendant des Faillites et les officiers supérieurs du greffe de faillites du district et qu'il a déjà porté fruits. Il est malheureux que les agissements d'une minorité de syndics éclaboussent le grand nombre de syndics à qui on n'a rien à reprocher. Je m'abstiens donc de commentaires sur cette partie du rapport Mercier qui traite des manœuvres frauduleuses, le sujet ayant été discuté et commenté au point qu'il est épuisé. Il me faut toutefois signaler que bien des syndics ont été *victimes* de manœuvres frauduleuses, particulièrement de la part d'inspecteurs professionnels représentant des associations de commerce, page 17 du rapport.

La majorité des faillites et des liquidations ne sont pas frauduleuses et le but principal de l'enquête Mercier était de rechercher les moyens de minimiser les pertes du ministère. A cette fin, la principale recommandation concerne la création d'un service spécial au sein du ministère. J'approuve cette recommandation et j'élaborerai ci-après, mais je sou mets respectueusement que la meilleure façon de diminuer les pertes du ministère serait de réduire les réclamations par des cotisations plus rapides et un système effectif de perception. Le service spécial préconisé par le rapport Mercier ne ferait qu'assurer une meilleure perception des réclamations du ministère ; je suggère qu'il est plus important de diminuer les réclamations en nombre et en dollars.

Et j'illustre par quelques exemples pigés dans mes dossiers :

SERVICE DE LA TAXE DE VENTE

Combien d'insolvables de bonne foi ont été renversés de l'écart entre la dette portée à leurs livres à l'égard du Service de la Taxe de Vente et la réclamation soumise au syndic, écart provenant d'une vérification couvrant plusieurs années ? Combien de propositions n'ont pu être rencontrées ou ont été mises en péril par ce même écart. Des vérifications à intervalles réguliers auraient permis à ces débiteurs de corriger des lacunes dans la comptabilisation de la taxe à payer sur les achats, ce qui aurait considérablement diminué les pertes éventuelles du ministère.

Compagnie J.B. Bugas Ltée — 7381-F

Faillite du 28 février 1963 — (5X517) Dossier 63-599.

Réclamation totale du Service de la Taxe de Vente \$6,206.67 dont \$3,903.23 pour taxes à l'achat résultant d'une vérification pour la période du 1er janvier 1958 au 26 février 1968.

Mais il est effarant de constater que le solde de la réclamation, soit \$2,303.44, couvre des rapports soumis mensuellement, de mars 1962 à février 1963, sans remises. Le permis de taxe de vente devrait être enlevé à tout délinquant qui omet de faire rapport ou de faire remise avec son rapport.

La perte du Ministère dans ce cas s'est établie à \$3,678.41.

SERVICE DE LA TAXE SUR LES REPAS

Marcel Dolbec — (Restaurant La Vieille France) — 7520-F

Faillite du 26 juillet 1953 — (CD-1373)

Le Service de la Taxe sur les Repas a soumis une réclamation de \$10,557.44 pour la période du 1er juillet 1961 au 26 juillet 1963. Du 1er juillet 1961 au 30 septembre 1962, les rapports mensuels avaient été soumis sans remises. Aucun rapport mensuel n'avait été fourni, à la date de la faillite, pour la période du 1er octobre 1962 au 30 juin 1963 et, pourtant, on laissait le débiteur opérer.

La perte du ministère dans ce cas s'est établie à \$10,198.50.

SERVICE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

(Déduction à la Source)

Eastern Canada Construction Co. Ltd. — 7427-F

Proposition du 19 avril 1963.

Le ministère a soumis les réclamations suivantes :

Service de la Taxe de Vente (55-XG-36) —

Vérification du 1er janvier 1956 au 31 décembre 1957 et rapports du 1er janvier 1962 au 19 avril 1963	\$ 5,112.84
--	-------------

Service de l'Impôt sur les Corporations (1-E-97) —

Taxe sur capital et place d'affaires du 28 novembre 1956 au 3 octobre 1963 et taxe sur les profits de décembre 1956 à décembre 1960	7,502.48
---	----------

Service de l'Impôt sur le Revenu,

Déductions à la source du 1er janvier 1962 au 19 avril 1963	3,066.65
--	----------

Total des réclamations du ministère	<u>\$ 15,681.97</u>
-------------------------------------	---------------------

La proposition prévoyait le paiement du dividende final aux créanciers privilégiés le 30 novembre 1963. La débitrice n'ayant pu réunir les fonds nécessaires au paiement du dividende final aux créanciers privilégiés et du dividende intérimaire aux créanciers non garantis, offrait le 17 décembre 1963 de garantir le ministère par une première hypothèque sur des terrains appartenant au président de la débitrice et cette offre de règlement fut acceptée d'emblée. Le ministère imposa toutefois un notaire de son choix, qui n'a pas encore préparé l'acte d'hypothèque malgré des demandes répétées. Heureusement, le ministère sera payé intégralement.

À noter que la réclamation du Service de l'Impôt sur le Revenu pour déduction à la source couvrait une période de quinze mois.

SERVICE DE LA TAXE SUR LA GAZOLINE

Il est surprenant de constater que le ministère récupère environ 5% des réclamations pour taxe sur la gazoline. Ces réclamations proviennent en grande partie de crédits accordés aux producteurs de gazoline qui se sont généralement garantis contre toutes pertes par des hypothèques, nantissements commerciaux, etc. Les débiteurs insolubles, généralement de petits opérateurs soutenus à dessein par le producteur qui leur fournit l'essence, sont tout surpris de s'apercevoir que le ministère a dans une large mesure remplacé leur principal créancier.

Langlois & Langlois Ltée — 8110-F

Faillite du 17 février 1965 — (18237).

Le Service de la Taxe sur la Gazoline a émis à Les Pétroles Irving Inc. une note de crédit au montant de \$11,827.14 et a soumis à la faillite une preuve de créance pour le même montant. Pourtant, les Pétroles Irving Inc. étaient déjà garantis par une première et une seconde hypothèque sur le garage de la débitrice.

SERVICE DE L'IMPÔT SUR LES CORPORATIONS

Le rapport Mercier mentionne à peine le Service de l'Impôt sur les Corporations. C'est le plus lent à cotiser et le plus négligent dans la perception.

En plus des exemples cités plus haut, je signale :

Albert Gagné — 8036-F

Proposition du 11 décembre 1964. (22-07-000035).

La cotisation en vertu de la Loi des Opérations Forestières, pour les années terminées le 30 avril 1962 et 1968, n'a été émise que le 4 août 1965, pour une somme totale de \$17,070.06, intérêts compris. À cette date, le Service ignorait encore que le débiteur était en proposition depuis le

11 décembre 1964 et la preuve de créance a été produite le 17 août 1965 à la suite d'une demande du syndic.

À quoi doit-on attribuer la lenteur de la cotisation et la nonchalance dans la perception chez les différents services du ministère ? Je l'ignore. Pourtant, connaissant la compétence et le dévouement des chefs de service et de leurs adjoints, je suis porté à croire qu'ils souffrent d'une carence de personnel qualifié.

La Commission des Accidents du Travail peut être citée comme un modèle de promptitude dans la cotisation et de persévérance dans la perception, malgré les recours qu'elle peut exercer contre des tiers.

SERVICE SPÉCIAL

Un service spécial s'occupant spécialement de faillites et de liquidations existe déjà au ministère, sous la direction compétente de M. Jacques Charlton, C.A. Mais ce service, ni celui préconisé par M. Mercier, ne peut en rien diminuer le nombre et le montant de réclamations du ministère.

Je suggère plutôt un service s'occupant exclusivement des contribuables délinquants envers l'un ou l'autre des services du ministère.

Dès qu'un service quelconque constaterait qu'un contribuable a omis de faire rapport ou remise pour un mois seulement, le dossier serait immédiatement référé au service spécial qui dépêcherait chez le contribuable un enquêteur chargé de vérifier les redevances du contribuable non seulement envers le service où l'omission a été constatée, mais aussi envers tous les services pouvant toucher le contribuable. La vérification pourrait se faire par des enquêteurs polyvalents, aptes à cotiser pour tous les services du ministère ou par des vérificateurs des services intéressés, sous la direction de l'enquêteur du service spécial.

Une autre section du service spécial s'occuperait des faillites et des liquidations, tel que suggéré par le rapport Mercier.

COLLABORATION DES PROCUREURS DE LA COURONNE ET DES TRIBUNAUX

Le nombre des faillites frauduleuses, et j'entends ici celles où le débiteur a lésé ses créanciers sans collusion de la part du syndic ou des inspecteurs, serait grandement diminué si le ministère public mettait le même empressement à poursuivre le débiteur frauduleux qu'il en met à poursuivre le malfaiteur qui fraude un individu et si les tribunaux le condamnaient avec la même sévérité.

J. Emile Roy — 475-F. district d'Arthabaska

Faillite du 7 décembre 1960.

Le 22 septembre 1960, le débiteur faisait une proposition à ses créanciers sous la Loi sur la Faillite et cette proposition fut refusée le 8 octobre

1960 à la première réunion de ses créanciers. Une ordonnance de séquestre fut rendue contre lui le 7 décembre 1960.

L'enquête des syndics révéla que le débiteur avait cessé de tenir des livres de comptabilité le 13 juin 1960, qu'il avait encaissé subséquemment \$41,753.50 et qu'il n'avait payé que \$10,385.00 à ses créanciers, sans aucune explication pour l'écart de \$31,368.50. Chacun des créanciers connus du débiteur fut interrogé afin de déterminer exactement les paiements effectués après le 13 juin 1960.

Le procureur de l'actif pria le procureur de la Couronne de porter plainte au nom du ministère public, ce qui lui fut refusé. Les inspecteurs de la faillite décidèrent alors de porter une plainte privée en vertu de l'article 345 du Code Criminel. À la suite d'un procès qui coûta environ \$1,500.00 à l'actif, le débiteur fut trouvé coupable sur le banc ; la sentence : \$75.00 d'amende ou trente jours de prison. Inutile de dire que l'amende fut réglée sur-le-champ.

RECOMMANDATIONS DU RAPPORT MERCIER CONCERNANT LA LOI SUR LA FAILLITE ET LA LOI SUR LES LIQUIDATIONS

Dans le préambule à ses recommandations concernant la Loi sur la Faillite et la Loi sur les Liquidations, le commissaire Mercier déclare sans ambages qu'il verrait d'un bon œil l'élimination virtuelle des syndics et leur remplacement par des fonctionnaires publics. Il en est venu à cette conclusion après l'examen de quelques quatre cents dossiers de faillites et de liquidations ; ses propres statistiques indiquent qu'il y a eu dans la province 8,641 faillites commerciales pendant la période limitée à moins de 5% des dossiers concernés lui aurait permis de constater que la majorité des syndics sont mal-honnêtes ou incompetents ? Je ne puis le croire.

J'ai eu l'occasion de rencontrer hier le commissaire Mercier qui a précisé certaines de ses recommandations. Il les a faites dans le but de corriger des lacunes et des irrégularités qu'il a constatées, mais je sou mets respectueusement que plusieurs sont inapplicables au point de vue pratique. Je les reprends une à une :

« 1. Que toute cession de biens, requête en faillite ou proposition soit faite directement chez le séquestre officiel sans l'intervention d'aucun syndic ; tout intervention d'un syndic à ce stage de la procédure, le rendant inhabile à exercer la fonction de syndic dans cette faillite ou proposition.

2. Qu'au dépôt de toute cession de biens, requête en faillite ou proposition, le séquestre nomme un syndic après avoir consulté au moins 3 des créanciers principaux, non garantis et non reliés au débiteur ; ces consultations devant être établies à l'assemblée des créanciers. »

Dans les cas de cessions de biens, la Loi sur la Faillite prévoit déjà :

« 26. (4) Si le séquestre officiel dépose la cession, il doit nommer comme syndic, un syndic autorisé qu'il choisira, autant que faire se peut, en tenant

compte des désirs des créanciers les plus intéressés, s'il est possible de s'en rendre compte à ce moment. Le séquestre officiel doit compléter la cession en y insérant comme concessionnaire le nom du syndic. »

Il n'y a pas de syndic nommé par une pétition de faillite (requête de faillite). Le créancier pétitionnaire peut suggérer un syndic dans sa pétition, mais celui-ci n'est nommé que lorsque l'ordonnance de séquestre est rendue par le registraire ou le tribunal.

À noter que les registraires et les séquestres officiels exercent leur prérogative de substituer un autre syndic lorsque la suggestion du débiteur ou du créancier est abusive.

Dans les cas de propositions, il est important que le débiteur se choisisse un syndic versé dans la matière. Les créanciers sont d'ailleurs amplement protégés par l'article 31 qui prévoit que la proposition doit être approuvée par la majorité en nombre et les trois-quarts en valeur des créanciers votants.

« 3. Que le syndic nommé, accompagné d'un préposé du séquestre ou d'un huissier choisi par le séquestre, dresse sans délai l'inventaire des actifs du débiteur, lequel devra être certifié par le syndic, par le proposé du séquestre ou le huissier et par le débiteur ou failli. »

Malgré leur expérience, les syndics doivent souvent avoir recours aux services d'experts pour le décompte physique, la détermination des prix unitaires et l'appréciation de la désuétude du fonds de commerce du débiteur ; il en est de même pour l'évaluation de la machinerie. Quelles qualifications le proposé du séquestre officiel ou un huissier apporterait-il à ce travail ? Comme résultat pratique, un fonctionnaire se tournerait les pouces pendant la prise d'inventaire, aux frais de l'actif ou aux frais de la Couronne.

« 4. Que le syndic prépare un état de déficit à être présenté à l'assemblée des créanciers. Cet état devrait expliquer les pertes subies entre les derniers états financiers du débiteur en instance de faillite et ceux dressés lors de la cession, requête en faillite ou proposition. Une ordonnance de séquestre intérimaire ne modifierait pas les devoirs du syndic. »

L'enquête suggérée ici est faite, lorsque nécessaire, après l'assemblée des créanciers, sous la direction des inspecteurs. Il ne faut pas perdre de vue que le syndic doit respecter les délais prévus par la Loi. Dans les cas de faillites, il doit préparer le bilan définitif, y compris la prise d'inventaire, avant l'assemblée. Et dans les cas de proposition, l'avis qui comporte un bilan à la date de la proposition doit être posté dans les 11 jours du dépôt de la proposition. Il serait physiquement impossible pour le syndic, dans la plupart des cas, de préparer l'état de déficit à temps pour l'assemblée des créanciers ; c'est d'ailleurs un travail d'enquête qui ne peut être fait à la course si on désire qu'il s'avère utile.

Je ne comprenais pas la phrase : « Une ordonnance de séquestre intérimaire ne modifierait pas les devoirs du syndic. » Un séquestre intérimaire

est nommé en attendant la nomination d'un syndic ; les deux ne sont pas nommés concurremment. M. Mercier précise qu'il désire que le syndic suggéré par la pétition devienne nécessairement et automatiquement séquestre intérimaire. À mon sens, cette recommandation semble contredire les recommandations 1 et 2 et son application pourrait entraîner des abus encore plus sérieux que ceux qu'on désire corriger.

« 5. Que le séquestre soit tenu d'exiger du syndic une caution dont le montant correspondrait à peu près à la valeur réalisable de l'actif. »

C'est ce qui se fait couramment, tel que prévu par l'article 8 (1) de la Loi sur la Faillite. De plus, les cautionnements fournis dans tous les dossiers de faillites sont révisés périodiquement par le Surintendant des Faillites.

Je crois toutefois que le cautionnement général prévu par l'article 5 devrait être porté de \$10,000.00 à \$100,000.00 ou \$25,000.00.

« 6. Que les soumissions pour les achats d'actifs des faillis soient déposées chez le séquestre et ouvertes par ce dernier en présence du syndic et des inspecteurs. »

Je ne vois pas trop le résultat pratique de cette recommandation qui aurait pour effet immédiat de surcharger le séquestre officiel.

« 7. Que la procédure d'administration sommaire ne soit permise que dans les cas où le montant des créances non garanties est inférieur à \$25,000.00. »

La procédure d'administration sommaire est prévue dans les cas où l'actif n'est pas suffisant pour payer les frais d'une faillite ordinaire. Qui solderait le déficit lorsque le passif non garanti excède \$25,000.00 ? C'est la valeur de réalisation de l'actif, et logiquement d'ailleurs, qui détermine la procédure d'administration sommaire.

Les recommandations 8, 9 et 11 ont déjà été faites au Surintendant des Faillites et au ministère de la Justice du Gouvernement du Canada par le Comité de la Loi sur la Faillite de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en octobre 1963 et par nombre d'autres organismes. Je m'abstiens de commenter la recommandation 10, sauf pour souligner que dans le district judiciaire qui me concerne principalement, elle est superflue.

CONCLUSIONS

Tout en reconnaissant la validité des motifs qui ont animé le commissaire Mercier dans ses recommandations, je sou mets respectueusement qu'elles reflètent un manque d'expérience dans l'administration des faillites.

Les pertes du ministère du Revenu seront réduites par des cotisations plus rapides, une perception plus sévère et la formation d'un service spécial des délinquants.

La coopération du ministère de la Justice dans les cas de fraude et une plus grande sévérité des tribunaux diminueront rapidement le nombre des faillites frauduleuses.

Fondamentalement, la Loi sur la Faillite est une bonne loi qui a besoin d'amendements mineurs. Mais toute loi, si bonne soit-elle, devient inopérante lorsque son administration est déficiente. Et j'ai confiance que la réforme de l'administration de la Loi sur la Faillite se fait rapidement et consciencieusement dans le seul district de faillite où elle était nécessaire.

Il est temps qu'on cesse d'harcéler les syndics en général et qu'on cherche plutôt à rehausser la profession en lui reconnaissant l'honorabilité qu'elle mérite. On n'impute pas les décès aux directeurs de funérailles ; les syndics ne sont pas plus responsables des faillites. Et aucune autre profession n'est sujette à autant de contrôles ; de la part du débiteur, des créanciers y compris les différents services du fisc, des inspecteurs, du séquestre officiel, du registraire, de la Cour Supérieure et du Surintendant des Faillites.

Je n'ai aucunement l'intention de diffuser la présente lettre qui vous est adressée à titre amical, mais je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'accorder la permission d'en transmettre copie à l'honorable Claude Wagner, ministre de la Justice, au Surintendant des Faillites, aux registraires et aux séquestres officiels des divisions de faillites de Montréal et de Québec, au Comité sur la Loi sur la Faillite de l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

le 8 septembre 1965.

APPENDICE 30

Mémoire soumis par l'Institut canadien
des comptables agréés au ministre fédéral
de la Justice, octobre 1963.

**RECOMMENDATIONS
FOR
AMENDMENTS
TO
THE BANKRUPTCY ACT**

Submitted by the
Bankruptcy Legislation Committee
of
THE CANADIAN INSTITUTE OF CHARTERED ACCOUNTANTS

October 1963

THE CANADIAN INSTITUTE OF CHARTERED ACCOUNTANTS

BANKRUPTCY LEGISLATION COMMITTEE

Mr. C.H. Pettit, F.A.C. *Chairman*
Partner,
Riddell, Stead, Graham & Hutchison
Toronto, Ontario.

Mr. J.L. Biddell, F.C.A. *Deputy Chairman*
Partner,
Clarkson, Gordon & Co.,
Toronto, Ontario.

Mr. J.W. Adams, F.C.A.,
Vice-President Finance,
EMCO Limited,
London, Ontario.

Mr. H.A.H. Mullin, C.A.,
Partner,
Hutchins, Mullin & Blair,
Toronto, Ontario.

Mr. L.N. Buzzell, C.A.,
Partner,
McDonald, Currie & Co.,
Montreal, P.Q.

Mr. Lloyd H. Paul, C.A.,
Partner,
Touche, Ross, Bailey & Smart,
Montreal, P.Q.

Mr. H.M. Cootes, C.A.,
Partner,
Winspear, Higgins, Stevenson
& Doane,
Toronto, Ontario.

Mr. D.S. Perigoe, C.A.,
Vice-President and Managing Director,
The Telegram publishing Co. Ltd.,
Toronto, Ontario.

Mr. Maurice De Coster, C.A.,
Licensed Trustee,
Quebec, P.Q.

Mr. G.J. Robinson, C.A.,
Partner,
Christenson, Morrison & Co.,
Edmonton, Alberta.

Mr. K.H. Dunn, C.A.,
Partner,
Clarkson, Gordon & Co.,
Kitchener, Ontario.

Mr. D.S. Sykes, C.A.,
Secretary-Treasurer,
Dominion Electrohome Industries Ltd.,
Kitchener, Ontario.

Mr. D.F. McKechnie, C.A.,
Partner,
McKechnie, Bole & Co.,
Ottawa, Ontario.

Mr. J.S. Whitehead, F.C.A.,
Partner,
McDonald, Currie & Co.,
Toronto, Ontario.

Mr. D.K. Morrison, C.A.,
Treasurer,
United Dominion Corp. (Canada) Ltd.,
Toronto, Ontario.

Miss Gertrude Mulcahy, F.C.A.,
Secretary,
Bankruptcy Legislation Committee.

THE CANADIAN INSTITUTE OF CHARTERED ACCOUNTANTS

L'INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS

Chartered Accountants Building, 69 Bloor Street East, Toronto 5, Ontario.

October 15, 1963

The Honourable Lionel Chevrier, P.C., M.P.,
Minister of Justice,
Department of Justice,
Ottawa, Ontario.

Dear Sir :

"... a fraudulent bankrupt can escape detection by milking his business so severely that there is no money left to finance an investigation."

Editorial, *The Globe and Mail*, June 14, 1963.

"Twentieth century highway robbery on a grand scale."

Maclean's Magazine, May 19, 1962.

"Every large bankruptcy produces a chain reaction in which some of the creditors themselves go bankrupt."

Editorial, *The Canadian Chartered Accountant*, October 1962.

Statements similar to the above are appearing in the public press and are being quoted by responsible parties with greater and greater frequency. Ever sharper criticism has been directed at the Bankruptcy Act itself, the Trustees acting on behalf of the creditors, the solicitors assisting in the legal procedures and the administrative officers appointed under the Act. Such criticism, right or wrong, does not produce the economic climate best suited to effect the avowed purpose of the bankruptcy legislation which has been stated by W. J. McQuillan, Q.C., a prominent Montreal solicitor familiar with bankruptcy matters, as being :

"... the expeditious realization of a debtor's assets and the distribution of the proceeds among the creditors entitled to them in law — the punishment of the dishonest debtor — and the ultimate discharge of the debtor bankruptcy and his integration into society once again freed from a crushing burden of debt."

Being aware of this critical trend, the Canadian Institute of Chartered Accountants appointed a Committee of 15 of its members to study the Bankruptcy Act, its function and its operation, and to determine wherein lay the causes of such criticism and to present the Institute's recommendations to your Department for consideration. This Committee was drawn from across Canada. It was composed of members from the business community,

both industrial and financial, and from the profession generally. A large proportion of the Committee were fully experienced as licensed Trustees.

Early in the Committee's study, it was realized that the sales and credit policies in our highly competitive economy fostered and even encouraged an over-extension of credit. Such credit policies were entirely innocent in most instance ; in others, they bordered on exploitation. This economic atmosphere was ripe for the racketeer and his strategies. Furthermore, the ease with which corporations can be formed and transfers of interest made, has created an impersonal atmosphere in which the moral aspect of business can be easily forgotten. These facts, when examined in terms of the Bankruptcy Act, revealed that, while the Act needed certain amendments, one of the principal areas requiring corrective action was in the field of administration.

From this beginning, the Committee proceeded to examine possible procedures to expose the fraudulent acts and punish those responsible, to discourage as far as possible the use of the Act to benefit the bankrupt at the expense of his creditors and indirectly society and to assist individuals, businesses and corporations, who find themselves in financial difficulties through no fault of their own, to quickly, easily and inexpensively remedy the situation and take their places again as active and useful members of society.

In arriving at its recommendations, the Committee was required to study many problems in some of which there has been criticism of the activities of some licensed Trustees. The Committee would like to emphasize that although there are several critical references to Trustees' activities in this brief, it is believed that these apply to only a very small minority of presently licensed Trustees.

In the following brief, the Committee presents suggestions for amendments and organizational changes which in its combined opinion will go far toward attaining the ideal we are all striving for — the perfect Bankruptcy Act.

The brief contains many specific recommendations for amendments to the Act. Some of these are of a technical nature but many of them involve important new principles. The areas in which we believe important changes in policy are required are as follows :

1. Provisions for establishing a new set of rules to apply to transactions between persons who do not deal with one another at arm's length. These are required in order to eliminate many apparently deliberate frauds on creditors.
2. Provisions to improve the present practices connected with Proposals under Part III of the Act in order to give greater protection to creditors and require greater responsibility on the part of Trustees.

3. Provisions for a new approach to the administration of the bankruptcy of salary and wage earners and for some amendment to the present Senate Bill S-2 to make it more likely that its benefits will be made available in all provinces of Canada.
4. Suggestions for the reorganization of the office of the Superintendent of Bankruptcy to assist the Department in its supervision of bankrupt estates and the activities of licensed Trustees.

It is believed that these suggestions, if implemented, will go a long way in stopping the more prevalent dissatisfaction with the Bankruptcy Act as it now stands and should substantially contribute to the general economic good of Canada.

Respectfully submitted,

C. H. PETTIT, F. C. A., Chairman,
Bankruptcy Legislation Committee.

CHP/MM

INDEX

	Page
1. Non-arm's Length Transactions	688
2. Proposals	690
3. Non-business Debtors	698
4. Fraud	708
5. General	713
(a) Jurisdiction of Registrar	713
(b) Special Resolution — Section 2(t)	713
(c) Priority of claims — Section 95(l) (h) and (j)	714
(d) Publication of notice of the debtor's discharge in the Canada Gazette	714
(e) Clarification of Section 38 (l)	714
(f) Abuse of the provisions of the Federal Winding Up Act by insolvent corporations	715
(g) Calculation of the levy under Section 106	715
(h) Inspectors' fees	715
(i) Disposition of small balances received by the Trustee	716
(j) Questionnaire to be completed by the Trustee and Inspectors	716
(k) Discharge of corporate bankrupts	718
(l) Revised form of proof of claim and proxy	718
Appendix A — Proof of Claim and Proxy form	719
Appendix B — Report of Trustee Acting in a Proposal	720
Appendix C — Form of Advertisement of a Proposal	721
Appendix D — Questionnaire re Bankrupt	722
Dissent — M. De Coster	723

1. NON-ARM'S LENGTH TRANSACTIONS

In recent years, much has been said and written about apparent or suspected inequities to trade creditors resulting from transactions prior to bankruptcy which have involved related persons, or a closely held corporation and its officers or shareholders, or other corporations which are controlled by the same individuals. In income tax matters, these are commonly called "transactions not at arm's length" and while they might be technically legal, on many occasions they do not fall within what may be called moral business practice. Some of the most common are :

- (i) Artificially priced sales between the debtor and persons or corporations which in some way control the debtor.
- (ii) Payment by the debtor of exorbitant premises or equipment rentals or inter-company management charges.
- (iii) Payment of exorbitant salaries or expense allowances to officers of the company.
- (iv) Withdrawals of the shareholders' investment either by way of repayments of loans, share redemptions, or dividends shortly before bankruptcy.
- (v) Giving security on some previously unsecured claim so that few assets are left for unsecured creditors when the bankruptcy occurs.

Another problem sometimes arises where a non-arm's length creditor has established a claim of sufficient size that he can frequently cause severe loss to other creditors through his ability to dictate terms at the creditors' meeting.

Sections 96 - 98 of the Bankruptcy Act attempt to give some protection to creditors of unincorporated businesses. However, other than to restrict the claim for officers' wages, little protection against these types of transactions is available to creditors of a corporation under the present Act.

RECOMMENDATIONS

To provide unsecured creditors with some protection against what amounts to "legal fraud", the following is recommended :

- 1. A section similar to Section 139(5) and (6) of the Income Tax Act should be introduced into the Bankruptcy Act to define persons who are deemed to be related and who do not deal at arm's length.
- 2. A provision should be introduced into the Act that where, in the six months preceding bankruptcy, property or services have been purchased from a person with whom the bankrupt was not dealing at arm's length at a consideration in excess of the fair market value,

the Trustee shall have a claim against such persons for the difference between the consideration paid and the fair market value of the property or services. The Trustee should be allowed to make a similar claim where property or services have been sold in a non-arm's length transaction at a price less than fair market value. Under such circumstances, the onus will be on the Trustee to establish that he is entitled to a claim.

3. In the case of many transactions of the nature described in 2 above, the condition of the bankrupt's records may make it virtually impossible for the Trustee to prove that these transactions have contributed to the insolvency of the bankrupt or to enable the Trustee to determine the extent to which the bankrupt was deprived of adequate consideration in the transaction. Accordingly, it would also be essential to introduce into the Act a section to provide that where more than, say, 80% of the sales of the bankrupt, made between the beginning of the bankrupt's last full fiscal year prior to bankruptcy and the date of the bankruptcy, were made to a person or persons with whom the bankrupt did not deal at arm's length, the purchaser(s) would be obliged to prove that the price paid covered the bankrupt's cost plus a reasonable margin of profit or was fair market value.

Failure by the purchaser to provide such proof within the time allowed by the Act would entitle the Trustee to a claim against the purchaser for the difference between the price actually paid and the purchaser's selling price of the product to persons with whom the purchaser dealt at arm's length, less such reasonable costs incurred by the purchaser upon the resale of the product as the Court shall allow.

Any claim established by a Trustee under this provision would be limited to the amount of the deficiency suffered by the bankrupt arising out of the transactions between the beginning of the bankrupt's last full fiscal year prior to bankruptcy and the date of the bankruptcy.

4. The section of the Act dealing with fraudulent preferences should be extended to provide that, in the case of transactions between persons who do not deal at arm's length, the period of three months be increased to not less than six months.
5. Provision should be made in the Act that where a corporation pays a dividend, other than a stock dividend, or redeems any of its shares in the six months prior to the bankruptcy, the Trustee shall have a claim against the recipients equal to the amount they received unless the recipients can prove that the corporation was solvent at the date of the transaction and was not rendered insolvent by the transaction.

This provision should apply to all private companies and in the case of public companies to any group of shareholders who do not deal with each other at arm's length and who together hold more than 50% of the company's shares.

6. A new provision should be introduced in the Act to provide that any claim resulting from a non-arm's length transaction in the twelve months prior to bankruptcy, other than for money loaned or for the fair value to the bankrupt of services rendered or property transferred or leased, shall not rank for dividend until the claims of all other creditors of the bankruptcy have been fully satisfied.
7. The sections of the Act with respect to voting should be amended to provide that, on any questions to be determined by votes at a creditors' meeting held pursuant to the Act, no creditor who does not deal with the debtor at arm's length may vote, except that such a creditor may vote against a Proposal.
8. In a later section of this brief the Committee has recommended a revised combined proof of claim and proxy form for use under the Act (See Appendix A). One of the proposed sections of the revised form requires the creditor to state whether or not, in his opinion, he is related to the bankrupt as defined under the Act. The Committee appreciates that the definition proposed under the Act will be difficult for many creditors to comprehend. On the other hand, most creditors will clearly know whether or not they in fact deal with the bankrupt at arm's length and the creditor should be required to declare himself to the best of his own knowledge.

2. PROPOSALS

When the Bankruptcy Act was revised in 1949, a number of major changes were made in Part III which deals with Proposals made by insolvent persons and bankrupts. Since Part III was revised it has proven to be of considerable benefit to debtors and creditors alike but some further amendments to this Part of the Act now appear to be required to correct abuses by some debtors and, it would seem, by some licensed Trustees.

The abuses most frequently complained of by creditors are that many debtors lodge a Proposal with a Trustee without having the means or even any intention of carrying it out. It is alleged that, in many instances, the purpose of such a frivolous Proposal is merely to enable the debtor to use the stay of proceedings obtained thereby to dispose of his assets to the detriment of his creditors.

Many such debtors are assisted in such a scheme by the absence of any direct responsibility on the Trustee acting in the Proposal to control the debtors' assets and also by the fact that many Trustees acting in Proposals pay little or no attention to the requirements of Section 27(5).

In some areas, it would appear that competition between Trustees for bankruptcies and Proposals has brought about practices which involve virtual collusion between debtors and the Trustees they employ and which are against the interests of creditors.

The major problems connected with Part III appear to be in the areas referred to above, but experience gained since the 1949 revision of the Act shows the need for certain technical and administrative changes.

RECOMMENDATIONS

1. A Trustee acting in a Proposal should not be allowed his costs in connection therewith under the provisions of Section 95 of the Act in a subsequent bankruptcy of the debtor if the Proposal has not been accepted by the creditors and approved by the Court unless the Court specifically awards the Trustee his costs.

This amendment would make it possible for the Trustee under an abortive proposal to be compensated if the Court is satisfied that he has made or is in a position to make a worthwhile contribution for the benefit of the estate.

2. If a Proposal is rejected, creditors attending the meeting called to consider the Proposal should, by ordinary resolution, be permitted to request the Court to issue a Receiving Order immediately ; such resolution should specify the name of the Trustee who has consented to act and who is acceptable to the creditors represented at the meeting.

At the present time if a Proposal is rejected by the creditors, there may be a delay in the making of a Receiving Order or possibly no Order may ever be made because of the failure of a creditor to initiate a petition. The creditors who have seen fit to attend the meeting and reject the Proposal are perhaps best qualified to decide whether the debtor should be placed in bankruptcy and, if so, who would be the most acceptable Trustee. It should be the duty of the chairman of any meeting at which a Proposal is rejected to obtain the formal opinion of such a meeting on this matter and communicate it to the Court.

3. A mandatory provision should be made for the appointment, in all Proposals, of a committee of creditors of from one to five persons, such committee to assist the Trustee :
 - (a) in supervising the affairs of the debtor if, as and when contemplated by Section 32 ;
 - (b) in deciding what action to take when terms of the Proposal are not carried out ;

- (c) in approving the Trustee's report to the Court required by Section 33.

In many Proposals, such as when the debtor is offering an immediate cash settlement to the creditors, there would appear to be little purpose to a creditors' committee. Even in these circumstances, however, it is suggested that the members of the committee representing the creditors could serve a useful function in approving the Trustee's report to the Court on the application to approve the Proposal. In other types of Proposals, the committee could be of major assistance to the Trustee on other matters.

4. When a debtor intends to file a Proposal he should be permitted to file with the Court a notice of his intention to make a Proposal, stating therein the name of the Trustee who has been engaged to act in the Proposal. The filing of such a notice should automatically suspend the right of action against the debtor by creditors for fourteen days. Within fourteen days of the filing of such a notice of intention, the debtor should file a Proposal or an assignment in bankruptcy. Where the Trustee, named in the notice of intention to file a Proposal, believes that the debtor will be unable to present a reasonable Proposal to his creditors within the said fourteen days' period, the Trustee should so report to the Court. Upon receiving such a report, the Court may make an order terminating the stay of proceedings granted to the debtor.

When the notice of intention to make a Proposal is filed, the Trustee with whom the Proposal is to be lodged should automatically be appointed Interim Receiver of the debtor's assets. If no notice of intention is filed, the filing of the Proposal itself in the Court should automatically appoint the Trustee concerned as the Interim Receiver until the Proposal has been dealt with by the creditors and the Court. When a petition has been filed by a creditor before a debtor has filed notice of his intention to make a Proposal and the debtor requests a postponement of the Court hearing on the petition in order that he may make a Proposal, the Court should appoint an Interim Receiver if requested to do so by such petitioning creditor. The said petitioning creditor should not be required to substantiate the need for an Interim Receiver in such circumstances and should not be subject to any claim by the debtor for damages. Under such a system, particular attention should be given to revising the time intervals to be required for the various procedures. Unless sufficient time is allowed between the filing of the notice of intention and the actual Proposal, it would be impossible to carry out an investigation and prepare a report for submission with the Proposal.

The Committee believes that the Trustee acting in a Proposal must be more than a mere technical medium through which a debtor deals with his creditors. The Trustee must always act in an independent fashion and has an important responsibility to review and report to the creditors on the debtor's affairs. This function can readily be combined with assisting the debtor to formulate a Proposal which is in the interest of both the debtor and his creditors. When the Interim Receiver is also the Trustee in the Proposal he would, in effect, act in a dual capacity. He would be a Court officer, subject to direction and discipline by the Court, responsible for conserving the assets of the debtor and seeing that they are not fraudulently depleted. He would also be the Trustee in the Proposal, with the responsibility of investigating and reporting to the first meeting of the creditors at which the Proposal is presented.

Many creditors believe, perhaps with some justification, that some Proposals are filed merely to give the debtor an opportunity to dispose of his assets before a Receiving Order is made. If the Trustee acting in every Proposal were required to assume the responsibility of an Interim Receiver, creditors' interests would be much better protected. Such a requirement would not create undue hardship for Trustees or debtors since the Trustee could be carrying out his investigation of the debtor's affairs and preparing his report to creditors during the period in which he would be acting as Interim Receiver.

5. The competition which has developed between Trustees for business has resulted in it becoming common practice for a Trustee, who has been consulted by a debtor on a Proposal, as his first order of business to try to obtain a "friendly" creditor to file a petition against the debtor. This action is deemed to be essential in certain bankruptcy jurisdictions since in its absence, rumour of a Proposal being prepared is the signal for other Trustees to solicit a petition against the debtor. In at least one major jurisdiction, the Court has established an arbitrary rule that if a petition is filed against a debtor, only the Trustee named in that petition may act in any Proposal the debtor wishes to submit. It appears that this situation has been conducive not only to unethical practices by Trustees but also to a very casual approach by some Trustees to their responsibilities, particularly those imposed under Section 27(5) of the Bankruptcy Act.

Since nothing in the Act suggests that a Proposal subsequent to a petition must be lodged with the Trustee named in the petition, a directive should be issued by the Superintendent of Bankruptcy pointing out the irregularity of this procedure.

6. A new Section 27(6) should be added to the Act to provide that the report to be made to the creditors at the first meeting under Subsection (5) shall be made in writing and shall contain a statement setting out the extent to which the Trustee has verified each of the

items appearing on the debtor's sworn statement of affairs. This written report of the Trustee should be required to be forwarded to the creditors with the notice of the meeting of creditors to consider the debtor's Proposal, and should also be submitted to the Court along with the report required under Section 33, either as a part of that report or as an addendum to it. It would be of great benefit to all concerned if the report of the Trustee under Section 27(5) were in the form of a questionnaire (see Appendix B for the suggested form of questionnaire) to be completed and signed by the Trustee.

The Trustee would then be on record as to the nature and extent of his review of the debtor's affairs. This would materially assist creditors in assessing the Proposal, aid the Court on the application for its approval and be of great value to the Superintendent of Bankruptcy in assessing the performance of Trustees in their duties.

7. There have been many complaints from creditors resident outside Canada that they have not received the notice of a Proposal until after the meeting of creditors even though it was mailed ten days prior thereto.

"By sending by registered mail to every known creditor", which appears in Section 28(1), should be changed to "By sending by registered mail to every known creditor in Canada and by registered airmail to every creditor resident outside of Canada".

(A similar change should be made in Section 68(1).)

8. In order that creditors who may not receive a notice from the Trustee will have some opportunity of learning about the Proposal, it is essential that there be an advertisement in a local newspaper. It is presently only the effect of Section 38(1) which would appear to require the publication of the notice to creditors of a Proposal.

Section 28(1) should be amended to clearly require the publishing of the notice calling the meeting of creditors in a local newspaper and in the Canada Gazette.

One objection to the publishing in the newspapers of the fact that the debtor has made a Proposal is that unless the statutory form of this advertisement is read with care it is easily misconstrued as an announcement of the bankruptcy of the debtor.

There should be a separate and distinct form of advertisement of a Proposal (see Appendix C for suggested form) which contains no more than a reference in the body thereof that the Proposal is being made under the Bankruptcy Act.

9. Presently at least ten day's notice (Section 28(1)) is to be given when calling the first meeting of creditors and there is no maximum limit to the time allowed. Not less than fourteen days' notice (Section 33) is required when sending notice of the Court Hearing to approve the Proposal. Twenty-four days are required and frequently this time is exceeded. New provisions are required to accelerate the time for dealing with Proposals because of the difficulty of carrying on business in a normal manner during the intervening period.

The time limits for applicable events should be specifically the following :

- (a) The notice of the meeting called to consider the Proposal must be mailed to creditors not more than 5 days after the Proposal is lodged with the Trustee.
- (b) The meeting called to consider the Proposal must take place not sooner than 10 days nor more than 15 days after the date the notice was mailed.
- (c) After the Proposal is approved by the creditors not more than 14 days may elapse before notice of the Court Hearing to approve the Proposal is mailed.
- (d) The report of the Trustee to the Court must be filed in Court not less than 3 days before the hearing and with the Superintendent not less than 7 days before the hearing.
- (e) Notice of the Court Hearing to approve the Proposal must be mailed to the creditors not less than 7 nor more than 30 days before the hearing.
- (f) The Court should have the power to vary these periods if it deems it appropriate to do so.

10. A new part should be added to Section 28 stating that : The Trustee or his representative shall be the Chairman at the meeting called to consider the Proposal (see dissent, M. De Coster, on page 723). The purpose of such meeting shall be :

- (a) to consider the affairs of the debtor ;
- (b) to consider the report required to be submitted by the Trustee under Section 27 ;
- (c) to accept the appointment of the Trustee or substitute another in place thereof ;
- (d) to accept or reject the debtor's Proposal ;

(e) to appoint a committee of creditors ;

(f) to give such direction to the Trustee as the creditors may see fit.

11. On occasions a Receiving Order or an assignment will be made, and shortly thereafter, (and prior to the holding of the first meeting of creditors in the bankruptcy), the Trustee will receive a Proposal from the debtor. When this happens it is necessary to hold the first meeting in the bankruptcy to appoint Inspectors and then call a new meeting of creditors to consider the Proposal. Creditors are therefore required to attend two separate meetings and there is considerable delay in dealing with the Proposal, usually to the disadvantage of the debtor's business.

Provision should be made that when a Proposal has been lodged with a Trustee appointed in the bankruptcy of the debtor prior to the holding of the first meeting of creditors, the Trustee may, not later than the 10th day preceding the date of the first meeting of creditors in the bankruptcy, send out a notice of the Proposal and the relevant material required in Section 28 and advise the creditors that the proposed meeting in the bankruptcy will be converted to a meeting to consider the debtor's Proposal or in the alternative, the Trustee may, at any time, notify the creditors that the proposed meeting in the bankruptcy will be converted to a meeting to consider the debtor's Proposal or in the alternative, the Trustee may, at any time, notify the creditors that the proposed meeting in the bankruptcy has been cancelled and that a new date for a meeting to consider the Proposal has been set. At the time that the meeting is held if the debtor's Proposal is accepted by the creditors, the bankruptcy proceedings would automatically be suspended until the Proposal could be heard by the Court. If at the meeting the debtor's Proposal is not accepted by the creditors, then the meeting would revert to the normal first meeting of creditors in the bankruptcy and deal with the usual matters that would be handled at such a meeting.

12. Section 36 should be amended to provide that any guarantors under the Proposal should not be released if the Proposal is annulled under this Section or if it is set aside in any manner.

13. The procedures required under Section III of the Act in a bankruptcy are inapplicable in the case of Proposals. It would be much better if a different set of rules were established insofar as the type of statement which a Trustee should prepare in a Proposal and the manner in which he should submit his accounts to the creditors and to the Court.

14. Section 33 should be amended to require that when giving notice of the application to the Court to approve the Proposal, the Trustee must

send to all creditors a copy of the amended Proposal if the Proposal was revised in any way at the meeting.

Further amendment to the Act should provide that, if the Proposal is rejected by the creditors, the Trustee must notify the following by mailing notices within five days :

Registered mail :

The Superintendent
The Registrar
The Debtor

Ordinary mail :

All creditors of whom the Trustee had
knowledge at the time of the meeting.

15. Under the Companies' Creditors Arrangement Act, a Trustee in bankruptcy is one of the persons who may initiate a plan of compromise or arrangement. There are occasions in which it would be in the interest of creditors that the Trustee of a bankrupt estate should have the power to initiate a Proposal under the Act. Such a circumstance could arise if the debtor refused to initiate a Proposal himself, either because he had no further interest in the matter or possibly if the debtor could not be located.

Section 27(1) should be amended by adding a paragraph :

“(c) With the approval of the Inspectors, the Trustee of a bankrupt estate, provided however that the terms of any Proposal initiated by the Trustee of a bankrupt shall not annul the bankruptcy in such a manner as to encumber the debtor with any obligations which he was not subject to at the time the bankruptcy occurred.”

16. It is now the practice to include as one of the events of default in almost all leases, trust indentures, etc. the use by the lessee or borrower of the Bankruptcy Act to effect a plan of compromise with his unsecured creditors. Due to these clauses, debtors are frequently deprived of the opportunity to reorganize their business by obtaining a moratorium from their unsecured creditors, this in spite of the fact that, in all other respects, there has been no default in the lease or the trust deed.

With the great increase in leasing (of equipment as well as real estate) which has occurred in recent years and the great increase in the general extension of credit, it would appear essential to at least allow the Court some discretion to grant relief to a debtor and his unsecured creditors and enable them to use Part III of the Act where the Proposal thereunder in no way affects the lessor or the secured creditors.

Section 40 should be amended to make it possible for the Court, upon the application of a debtor who is making a Proposal to creditors, to restrict, on such terms as the Court sees fit, the rights of landlords and secured creditors to break their contract by reason of technical defaults (not including defaults in payment) in the contracts created solely by the debtor making a Proposal to creditors under the Bankruptcy Act.

17. Under Proposals it is inequitable that creditors should be required to pay the statutory levy under Section 106 which now is at 2%. Therefore, the Act should be amended making it a requirement that, unless the Proposal specifically provides otherwise, the debtor, in addition to the moneys payable to creditors under the Proposal, shall pay to the Trustee sufficient moneys to cover the levy.

3. NON-BUSINESS DEBTORS

In addition to the problems of developing effective legislation to deal with commercial bankruptcies, there is also the very difficult problem of dealing with individuals whose income is derived from salaries or wages and whose insolvency has arisen through personal debts which they have contracted in excess of their ability to pay. Each year an increasing number of these persons attempt to obtain a discharge from their debts via the bankruptcy route. With the ever-increasing availability of credit due to instalment buying and the extension of personal loans, more and more people are reaching the state where they are technically insolvent even though until now only a few of them have appeared as a statistic in the bankruptcy reports. Inherent in this is not only a serious financial problem but also a serious social problem.

It is not uncommon for a single debtor to have several different creditors attempting to garnishee his salary at one time creating a situation which the local Courts have to deal with — to the satisfaction of almost no one. There appears to be a great deal of confusion and inconsistency in the manner in which the affairs of these debtors are handled in different sections of the country. Even when such a debtor makes an assignment in bankruptcy, he is subject to different treatment in different areas.

In some districts, bankruptcy is a very rare thing and most debtors obtain some sort of relief from the local Courts. The solutions arrived at in these areas are dependent for their success on the skill of the Court officials, limited only by the requirements of the small debts legislation in effect in the province concerned. In many Courts, it appears that, in order to achieve a workable solution from the standpoint of the debtor and his dependents, the Court frequently has to bend or even ignore the existing statutes — much to the annoyance of the creditors and their solicitors. In other districts, the stringency of the legislation affecting the small debtor has resulted in a great

increase in "non-business" bankruptcies, occasionally bringing substantial profits to the local bankruptcy Trustees, many of whom appear to be striving to "develop" this type of business.

Even when an individual is adjudged bankrupt, there appears to be little consistency in the manner in which he is treated under the Act. In some jurisdictions, the debtor almost invariably gets a clean discharge as soon as the law allows and it is seldom indeed that the debtor is required to contribute to the Trustee any part of his earnings subsequent to bankruptcy. In other areas, the Courts are granting an increasing number of discharges on a conditional basis only and are requiring the debtors to pay over some part of their future income to the Trustee for creditors. The Committee has been advised that, in certain jurisdictions in the Province of Quebec, the office of the Superintendent of Bankruptcy has issued a Direction requiring that Trustees collect the portion of the debtor's income seizable under the laws of that province from the moment bankruptcy occurs until the Court grants the debtor a discharge.

The main complaint with the present system is that debtors are treated in a most inconsistent fashion across the country and that even in a bankruptcy, where one would expect the Federal legislation to govern proceedings, the Act gives no effective direction to Trustees.

From the standpoint of the social problem involved, it would appear that the attempts to collect a portion of the post-bankruptcy income of debtors penalize the debtors without substantially assisting their creditors. The difficulty of effecting collection from these debtors and the size of the sums involved are such that most of the moneys collected are used up in collection costs and only the collection agents benefit.

During the last year, Bill S-2 was introduced and eventually passed by the Senate to deal with one phase of the financial problem of the non-business debtor. As finally accepted by the Senate, the Bill consists of a proposed method of handling those debtors who do not wish to make an assignment in bankruptcy but seek some simple procedure for the orderly payment of their debts over a period of time, free from harassment by their creditors. The Bill sets out detailed regulations to enable the provincial Courts to handle such plans but has provided that this machinery will become effective only in those provinces which wish to adopt it.

The Committee has made a study of the provisions of Bill S-2 and wishes to make some specific recommendations concerning them. The Committee has also given some consideration to the problems of the non-business bankrupt but being conscious of the social problem as well as the financial problems involved in this area, it has been decided to include in this brief only a reference to certain factors which it believes should be taken into account in dealing with the non-business bankrupt.

A — ORDERLY PAYMENT OF DEBTS

Bill S-2 proposes the addition to the Bankruptcy Act of Part X, Sections 173 to 198, relating to the Orderly Payment of Debts.

The Committee endorses the principle of Part X and believes that legislation providing for Orderly Payment of Debts would both meet the needs of the non-business debtor and be in the interests of the business community. In reviewing the specific provisions of Part X, however, the Committee has serious reservations as to the ultimate effectiveness in actual practice of the Part as presently constituted. This concern stems from what the Committee considers to be the major weaknesses of Part X in its present form :

- (i) Present procedure does not require that creditors be given the opportunity to approve a proposed Consolidation Order. They have only the right to object, in which event the matter must be heard and settled by the Clerk of the Court or referred to the Court for decision.
- (ii) Undue responsibility is placed upon the Clerk of the Court for settling the terms of a Consolidation Order or any subsequent revision thereto. It is submitted that, whereas the Clerk may initiate the terms of a proposed Consolidation Order, final responsibility for accepting it should rest with the creditors, who in most circumstances are in a better position to advise the Court Clerk as to a debtor's financial circumstances and whether a Consolidation Order is reasonable.
- (iii) The Committee fears that proclamation of Part X as law will give rise to a continuous stream of applications for a Consolidation Order. The burden of work imposed upon the Clerk of the Court and the Court itself could be so time-consuming that effective administration of the Part would present a major problem. It is submitted that the procedures would be much simplified and expedited if creditors were required to approve the issue of any Consolidation Order. For example, if instances should arise where creditors suspect that a debtor offering a composition under Part X is dealing dishonestly, they will always have available the right to refuse to approve the debtor's Proposal and bring into play the other sections of the Bankruptcy Act. This will relieve the Courts of the obligation of having to consider Consolidation Orders which the creditors obviously do not want.

- (iv) Part X makes no provision for automatic termination of a Consolidation Order should the debtor fall into serious default in the payments required of him under the Consolidation Order.

The recommendations of the Committee for amendment to the provisions of Part X, Orderly Payment of Debts, are embodied in the following paragraphs :

RECOMMENDATIONS

1. Part X, as presently constituted, vests full jurisdiction over the issue of a Consolidation Order in a Clerk of the Court or, upon notice of motion, to the Court itself. The Committee is of the opinion that no Consolidation Order should be issued unless it has been voted upon and received the approval of a required majority of creditors.

In actual effect Part X is simply an extension of Part III of the Bankruptcy Act in that a Consolidation Order is a Proposal made by a debtor for 100 per cent payment of his debts.

The provisions of Part X governing the issue of a Consolidation Order should be amended as follows :

- (a) At the initial hearing of the debtor by the Clerk of the Court, the debtor should be required to agree in writing to the proposed schedule of payments settled upon. If, at this point, the debtor will not agree to a programme which the Clerk of the Court believes to be reasonable in the circumstances, the Clerk of the Court should forthwith decline the application for a Consolidation Order.
- (b) Section 176(1)(c) should be amended to provide that, if agreement is reached, the Clerk of the Court shall fix a date for a hearing to be held at the office of the Clerk of the Court to deal with a proposed Consolidation Order.
- (c) The notice forwarded by the Clerk of the Court to creditors should be accompanied by a Proof of Claim form and a voting letter. Part X, in its present form, does not require creditors to prove their claims. It is submitted that omission of this basic step will invite abuse on the part of debtors and creditors alike who may not be acting honestly.
- (d) The debtor's Consolidation Order must receive the approval of his creditors who should vote thereon in the same fashion as voting is carried out on a Proposal under Part III of the Act. This involves the plan being approved by creditors having 75% in dollar value

of the outstanding claims and also a majority in the number of claims which are voted. The same rules as to eligibility for voting and the same procedure as presently in effect, including the use of voting letters to be submitted by creditors by mail with the Proof Claim, should be followed under Part X.

- (e) When a meeting has been held and the debtor's plan has received the necessary approval of creditors, the Clerk of the Court should issue the Consolidation Order and give notice thereof to each registered creditor. If the plan has not received the required approval or if it has been amended at the meeting of creditors called to consider it, the Clerk of the Court should send a simple notice to that effect to each registered creditor. There should be no need for ratification of the plan by the Court but any creditor affected by the Consolidation Order should have the right to appeal to the Court within 14 days of the mailing of the notice of the issue of the order.
- (f) Any proposed revision to a Consolidation Order arising out of a further examination and hearing of the debtor (as provided for by Section 190) must also receive the approval of the required majority of creditors.

The Committee recognizes that adoption of the above recommendations will necessitate a major rewriting of many sections of Part X to have them reflect the general concept that a Consolidation Order or any subsequent revision thereto must have the approval of a required majority of creditors. However, the Committee is of the opinion that the suggested amendments would contribute immeasurably to the ultimate effectiveness in actual practice of Part X and would greatly enhance its chances of being proclaimed in all of the provinces of Canada.

2. The following amendments should be made to Section 174 which sets out the classes of debt to which Part X applies :

- (a) A debt due, owing or payable to Her Majesty in right of Canada or a province, particularly any tax on income, should be a class of debt to which Part X applies. It is submitted that the Crown should be bound by a Consolidation Order, subject only to the provision that the Crown may claim priority in distribution out of the fund although this latter provision is warranted only by tradition.
- (b) A wage earner who wishes to make arrangements concerning debts incurred while formerly in business for himself should be able to avail himself of the provisions for Orderly Payment of Debts to deal with all of his obligations. Accordingly, in these circumstances,

a debt incurred by a trader or merchant in the ordinary course of carrying on a business should not be a class of debt excluded from the provisions of Part X.

- (c) A claim of a landlord for rent should be specifically listed as a class of debt to which Part X does not apply, unless the creditor consents to come under the Part.

3. Under Section 186, the Clerk of the Court has the right at any time after the making of a Consolidation Order to require of and take from the debtor an assignment of any moneys due, owing or payable or to become due, owing or payable to the debtor, or earned or to be earned by the debtor, or attach his land or chattels.

Part X presupposes that it is dealing with an honest debtor who sincerely wishes to make an arrangement for payment of his debts in full. He should not be subject to the threat that his wages may, in effect, be garnisheed at any time because such action often leads to the debtor being dismissed from his employment thereby thwarting his objective in seeking a Consolidation Order. It is also represented that, as the Consolidation Order is being administered by a Court official, an uninformed debtor may be inclined to agree to and sign anything put before him without being aware of the consequences.

Section 186 should be deleted in its entirety. In lieu of this Section, the Committee suggests that the time and place for determination of any security to be offered by the debtor for faithful performance of the terms of the Consolidation Order should be at the first meeting of creditors called to approve the order. At this meeting, the debtor would probably be represented by a lawyer and could be made fully aware of his rights or the consequences involved in the giving of any security. Only at this time should provision be made for the granting of security by the debtor for the protection of the creditors. As indicated above, however, the debtor should not be required nor should he be permitted to give an assignment of his wages as security. The adoption of these proposals would require the Act to permit the Clerk of the Court to take and hold security for the benefit of creditors only as set out in the original Consolidation Order.

4. A common cause of the financial difficulties of a non-business debtor is the incurrence of too many instalment payment obligations involving immediate monthly payments beyond the debtor's financial resources. Many of the creditors in these cases will usually be secured by conditional sale contract or chattel mortgage on the debtor's automobile or household furniture and appliances. The resale value of chattels of this nature is usually quite

low compared to original cost and the secured creditor might in reality be only partly secured. This factor could motivate a supposedly secured creditor to elect not to rely upon his security upon the issue of a Consolidation Order with the intent in mind of seizing the debtor's assets at a later date when payments received under the Consolidation Order have reduced his account to the point where he knows he is fully secured. A debtor acting in good faith should have some protection against an unscrupulous creditor, particularly in view of the Committee's suggestion outlined elsewhere in this brief that some limitation should be placed upon the rate of interest recoverable by a creditor.

A secured creditor who, upon the issue of a Consolidation Order elected not to rely upon his security but to participate in the distribution under the Order, should not subsequently have the right to elect to rely upon his security so long as the debtor is not in default in payments required under the Consolidation Order.

5. Under Part X the Clerk is not required to distribute the moneys paid into Court under a Consolidation Order more than once in every three months (Section 191). Presumably, therefore, a debtor could get into serious default in the payments required of him without his creditors being aware of such default. The creditors' only recourse at this point is to apply to the Court where proceedings will be authorized to enforce the Consolidation Order or the creditors will be authorized to proceed independently against the debtor effectively annulling the order. There is no doubt in the Committee's mind but that the proclamation of Part X as law will signal the start of a never-ending stream of applications to Clerks of the Courts across the country for Consolidation Orders. Many of these proposals will be bound to failure and the Committee feels very strongly that unless some provision is introduced into Part X for automatic termination of a Consolidation Order in the event of serious default, these abortive schemes will just build up in the Clerks' offices to the frustration of the creditors. The ensuing delay in getting the matter before the Court, that would inevitably result by reason of the volume of work that the Court would be forced to deal with, would benefit only the defaulting debtor to the detriment of his creditors.

To correct this very serious weakness in Part X, provision should be made that once a Consolidation Order, or any duly approved revision thereof, has gone into effect it should automatically be cancelled if any payment required under the plan becomes 90 days in arrears and, within the said period of 90 days, the debtor has not applied for a further hearing as provided in Section 190(1). The Clerk should be required to give notice of any such termination to the debtor and every registered creditor within 10 days of the date as of which the plan is deemed to be cancelled.

This provision will place the onus on the debtor to apply promptly for a further hearing if his financial circumstances should change. More important, it will dispense with the Court having to deal with the termination of abortive Consolidation Orders and would eliminate the cost and delay that creditors are presently faced with in taking action against a defaulting debtor.

6. Part X makes no provision for determination of the extent to which creditors are entitled to recover interest from a debtor under a Consolidation Order. In its deliberations on the matter of interest, the Committee considered the various types of debt in respect of which a non-business debtor would normally be seeking relief by applying for a Consolidation Order. They could be categorized as follows :

- (i) an unsecured debt, either interest bearing or non-interest bearing.
- (ii) A debt for money borrowed from a chartered bank or a credit union, secured or unsecured, interest bearing or evidenced by a note or contract wherein the total deferred payments include interest.
- (iii) A debt for money borrowed from a licensed money lender under the Small Loans Act, interest bearing, unsecured in some instances, but usually secured in all provinces except the Province of Quebec by a chattel mortgage on the debtor's household furniture, automobile or other personal chattels. A problem here is that a debtor could have several chattel mortgage debts outstanding at the same time secured wholly or partly by the same chattels. The question of whether or not a creditor is secured under such circumstances becomes rather complicated.
- (iv) A debt not falling within the provisions of the Small Loans Act secured by :
 - (a) a chattel mortgage on the debtor's personal chattels ; or
 - (b) a conditional sale contract arising from the purchase of goods wherein the total deferred payments, which is deemed to be the principal amount due, include interest.

It is not unusual for these contracts to contain a clause to the effect that in the event of default the entire deferred payment balance (which includes interest to normal maturity) becomes due and payable, which amount itself is subject to further interest.

The extent to which non-business debtors should be provided relief from their interest obligations under a Consolidation Order is a matter for Parliament to decide. The Committee, however, was of the opinion that unwarranted extension of credit was often a cause of the non-business debtor's financial

difficulties and that therefore the creditors must expect to share some of the consequences. Some limitation should be placed upon the rate of interest to which a creditor would be entitled, else the burden of excessive interest rates could prejudice a hard pressed debtor from seeking an otherwise reasonable Consolidation Order and could force him into an unwanted bankruptcy.

Admittedly, it is difficult to establish provisions to cover all circumstances but the Committee believes that the payment of interest is of sufficient importance to the non-business debtor and the public that the subject should be dealt with under Part X of the Act.

A new Section should be introduced into Part X providing, at least, that interest on the claim of any registered creditor who participates in the distribution under a Consolidation Order should be payable as from the date of the notice of the application for the Consolidation Order in accordance with the following provisions :

- (a) If the claim is unsecured, no interest should be payable upon the amount of the claim.
- (b) Notwithstanding paragraph (a), if the claim is in respect of a debt to a chartered bank, a credit union or to a licensed moneylender within the provisions of the Small Loans Act, interest should be payable at the contractual rate, subject to the provision that such rate shall not exceed, say, 9% per annum.
- (c) If the claim is in respect of the deferred balance declared to be due and payable upon a contractual obligation, wherein the said deferred balance includes interest, no interest should be payable upon the amount of the claim.

B — THE BANKRUPTCY OF NON-BUSINESS DEBTORS

There are many conflicting views as to the nature of the problem posed by the insolvent individual whose debts have arisen not out of losses in carrying on a business but rather through incurring personal obligations which he cannot discharge. Many people believe that our present bankruptcy laws and their administration and enforcement in these cases are unsatisfactory or even improper. The Committee believes that this subject requires careful study but has done no more than set out herein a number of major problems in this area which it believes should receive the consideration of Parliament.

It is to be noted that, when the Summary Administration sections were included in the Act in 1949, they appeared to have been taken from the Bankruptcy Act of Great Britain except that in Canada provision was made for bankruptcies of this type to be handled by the professional Trustee rather than by an official in the government's Civil Service. Bill S-2 now proposes that the affairs of non-business debtors who wish to make a compromise in respect of their debts should be handled by a Court official and this Committee feels that an excellent case could be made for requiring that bankruptcies of this type of debtor should also be handled by a salaried Court official rather than by a professional Trustee. In the Committee's opinion, the only truly effective means of eliminating the solicitation of these debtors by Trustees would be to take this class of bankruptcy work out of the Trustees' hands and place it under the control of a Court official, such as the Official Receiver in each bankruptcy district. The Committee believes that such a move would be a retrogressive one, however, unless the civil servants handling these cases obtained their remuneration solely on a salary basis unaffected by the number of cases had to deal with.

Whether or not a debtor should be required to contribute some part of his post-bankruptcy income to the Trustee for creditors is a most difficult problem. The Act would seem to indicate that a contribution may be required but this has been left to the discretion of Trustees and the Courts except in certain areas where the office of the Superintendent of Bankruptcy has issued special instructions. The Committee believes that Parliament should deal with this problem and, if it decides that Trustees are to collect a part of the future earnings of bankrupts, the Act should clearly set out a scale of contributions which are to be required and also provide some effective machinery for the collection of these amounts. The Committee was by no means certain that it is desirable to attempt to recover amounts from the subsequent income of bankrupts except in extraordinary cases. If Trustees must make collections from the average wage earner, however, Parliament should provide some means, (such as a special endorsement on unemployment insurance books for example), to enable the moneys to be collected expeditiously and be used for the benefit of creditors rather than for the profit of collection agents.

The Committee believes that as well as considering more stringent rules affecting this type of debtor Parliament might consider some relaxation of the present rules. Specifically, it has been suggested that there might be some benefit to the community if a bankrupt individual were entitled to retain the equity which he possessed in a dwelling occupied by himself or his family up to an amount of say \$2,000. Such a procedure would avoid a good deal of hardship in the frequent cases where the bankrupt's only asset is a modest equity in his dwelling — usually owned in joint tenancy

with his wife. Obtaining a Partition Order and disposing of a dwelling which is usually heavily mortgaged in these cases ordinarily uses up the entire equity in costs and nothing is left for the creditors.

It is recognized that the decisions which are made in this area — to either increase the stringency of the bankruptcy rules or to modify them — are quite likely to have a marked effect on the number of persons who will choose to avail themselves of the Bankruptcy Act. The Committee believes that a serious problem is developing in this area, however, and that Parliament should now intervene and give some guidance to the Courts, the Trustees and the business community.

4. FRAUD

Fraud is defined as deliberate deception, artifice, trickery, stratagem, deception practised to cheat, deception or circumvention of another to his injury. It is further defined, under a moral concept, as a breach of duty, trust or confidence which is injurious to another and where undue advantage is taken of another. It is clear that the control of fraud is important in the development of our economy. Dr. Galbraith in his book *The Affluent Society* states, "As more goods are produced and owned, the greater are the opportunities for FRAUD and the more property that must be protected. If the provision of public law enforcement services does not keep pace, the counterpart of increased well-being will, we may be certain, be increased crime."

The following quotations emphasize the fact that, in the eyes of the public and of professional men, fraud leading to insolvency and eventual bankruptcy is a serious economic and social problem. The first is from an address by W.J. McQuillan, Q.C., June 19, 1959 to the Eastern Credit and Financial Management Conference and is as follows :

My last comment will be on a subject on which any lawyer whose interests are normally identified with creditors feels very keenly. Some of you may know, having been victims, that in Montreal over the past few years, four or five organized gangs have been operating. The pattern is simple. The ring leader locates an individual — preferably a stupid one — with no business knowledge or experience. He does not need it. He will be told what to do. They set him up in business as a furniture dealer or as a dealer in building supplies or as a general merchant, etc. A deposit of five or ten thousand dollars is made in a bank account and operations begin. Using the bank as reference, merchandise is bought as widely as possible and as quickly as possible. To stress the urgency of delivery, orders are given by long distance telephone, telegrams, etc. If a supplier hesitates — Cancel the order —

I will get it somewhere else — worried about my credit ? — forget it — I can get a better price from your competitor. Merchandise flows in — as it comes in the front door it goes out the back for cash at any price they can get. In some instances the first order is paid for promptly, taking discounts, on the second, much larger order — look out. At the appropriate time the bank balance is withdrawn and bankruptcy follows. The ostensible debtor is this dummy who in most instances scarcely knows what has happened. Some two years ago the leader of one of these gangs conducted his first large operation along these lines. He had previously been bankrupt in a small way and at the time was still an undischarged bankrupt. He was in business for exactly seven weeks. During that time he purchased merchandise in excess of \$300,000. At his bankruptcy there were insufficient assets to pay the landlord's claim in full. One creditor took the initiative. He hired detectives and located the debtor — a holding warrant under the Bankruptcy Act was issued and he was arrested. He was permitted bail of \$15,000. A search warrant at his home uncovered his books — a carton of loose scrap sheets. A meeting of creditors was called to solicit contributions to a fund to properly investigate and prosecute this individual. To their shame, these creditors who had been taken for over \$300,000 raised a grand total of \$750 — not enough to even begin to uncover this unholy conspiracy. This money was returned to them. The one creditor who had taken the initiative and who had already disbursed some four or five hundred dollars of his own money, gave up in disgust, and I can't blame him. That same individual in six months was back in business again and took a new group of creditors for approximately \$150,000. On at least two occasions since I am positive he had been behind other bankruptcies in exactly the same pattern.

The second is from *Maclean's Magazine* — May 19, 1962, in an article entitled "The Bankruptcy Racket".

A team of bankruptcy investigators recently spent three months combing through the accounts of a large Toronto business which had just gone bust. When they added up all their figures, there was \$312,000 missing. This was not money the company had lost doing business ; it was cash which the company had received but definitely had not spent. 'In my opinion', said one accountant-investigator, 'the money has been stolen'. Incredibly, the thieves are known. Both are living openly in Toronto; both drive expensive cars and live in large houses. No police have called on them and none ever will over this matter. This was a classic instance of a twentieth century refinement of highway robbery on a grand scale : deliberate bankruptcy.

While we have not reviewed the facts behind these two quotations, our professional experience is that they are not unusual and, unfortunately, such manipulations occur far too frequently. Appropriate steps are seldom, if ever, taken to bring dishonest debtors and other parties involved to justice.

In the opinion of the Committee, fraud is greatly underestimated as a cause of bankruptcy in statistical reports or surveys because, in all official documents, great care is taken to refrain from the use of the word simply because in many cases the charge of fraud cannot be proven without lengthy and costly investigation.

Where almost any type of criminal action is alleged, the public law enforcement agencies ordinarily take the responsibility for investigation and prosecution. It would seem, however, that in the area of bankruptcy fraud, it is the defrauded party, the creditors, who must organize, conduct and finance the investigation into the crime.

For many reasons this system is unsatisfactory as :

- (i) The Superintendent of Bankruptcy seldom takes part in investigations of alleged fraudulent actions relating to bankruptcies.
- (ii) In fraudulent cases, one or a number of creditors may themselves be involved in the fraudulent action.
- (iii) In fraudulent cases, by the time secured creditors are paid, there is often nothing left to finance an investigation and creditors are loathe to "throw good money after bad".

In addition to losses suffered by creditors due to the absence of non-arm's length rules, substantial losses are also incurred as a result of improper transactions, such as the following :

- (i) Deliberate omission of certain assets from the statement of affairs.
- (ii) Admission by the Trustee of improper claims of creditors.
- (iii) Failure by the Trustee to report improper acts and transactions by the bankrupt prior to bankruptcy proceedings.
- (iv) Improper repossession of goods by certain creditors to the detriment of other creditors.
- (v) Improper appropriation of assets by secured and partly secured creditors often to protect certain personal guarantors and which, in turn, reduces the assets available for distribution to the creditors generally.

From the point of view of government responsibility, bankruptcy is big business. The administration of the Superintendent's Department in 1961 included the supervision of the administration of some 3,876 estates with estimated liabilities in excess of \$157,000,000. This is obviously an important

area of government supervision and administration and requires a staff adequate in quality and numbers to enable the Superintendent to discharge the duties imposed upon him by the Act.

Under Part I, Section 3, of the Bankruptcy Act, the duties and responsibilities of the Superintendent include :

- (i) Receiving applications for licences and renewals thereof to act as Trustees under this Act, and, as authorized by the Minister, issue licences and renewals thereof to such persons whose applications have been approved.
- (ii) From time to time making or causing to be made such inspection or investigation of estates as he may deem expedient and for the purpose of the inspection or investigation the Superintendent or any person appointed by him for the purpose shall have access to and the right to examine all books, records, documents and papers pertaining or relating to any estate.
- (iii) Receiving and keeping a record of all complaints from any creditor or other person interested in any estate and making such specific investigation with regard to such complaints as the Superintendent may determine.
- (iv) The examination of Trustee's accounts of receipts and disbursements and final statements.

The following alleged criticisms have been made covering the administration of the Superintendent's office :

- (i) There is undue delay in the approval of Trustees' final statements which seriously delays the closing of estates and the distribution of dividends often urgently needed by creditors.
- (ii) The duty of the Superintendent to conduct investigations into fraudulent bankruptcies has not been carried out.
- (iii) Licences have been granted to Trustees who have failed to administer bankrupt estates in the best interest of the creditors.
- (iv) It is the practice, in at least one major bankruptcy jurisdiction, for the Official Receiver to insist that he or a member of his own staff act as the Chairman of every meeting of creditors. Many of these meetings are called at the same hour with the same Chairman, thereby effectively denying creditors their due right to be heard.

RECOMMENDATIONS

1. The position of Superintendent of Bankruptcy is of sufficient importance to justify the status of Assistant Deputy Minister.

2. The staff of the Superintendent should be strengthened by the appointment of three assistants whose duties would be to supervise :
 - (a) Activities of Registrars, Official Receivers and Trustees ;
 - (b) Investigations of bankruptcy frauds ;
 - (c) Processing of Trustees' statements.

These assistants, in turn, should be provided with adequate staff to successfully carry out the duties assigned to them. The Committee appreciates that this recommendation would have the effect of increasing the cost of the office of the Superintendent of Bankruptcy. However, it is suggested that the additional expenses incurred will be more than offset by the increase in income tax revenue which may readily follow from the reduction in bad debt losses arising from bankruptcy frauds.

3. Greater care should be exercised in the issuance of licences to Trustees, as the proper administration of estates can only be accomplished by persons having knowledge, integrity and administrative capacity.
4. The Trustee should be required to complete a questionnaire and submit it to the Court within sixty days following the first meeting of creditors with a report as to whether, in his opinion and that of the Inspectors, an investigation should be made into the affairs of the bankrupt by the Superintendent. The questionnaire (see Appendix D for suggested form of questionnaire) should contain sufficient information to enable the Superintendent to form an opinion as to whether an investigation is warranted.
5. The Superintendent of Bankruptcy should assume the responsibility, financial and otherwise, of conducting investigations where there is evidence of fraud.
6. It should be a requirement of the Bankruptcy Act that, upon the request of the Trustee or any creditor, the Official Receiver shall delegate the Trustee to be Chairman of the first meeting of creditors, such meeting to be held at such time and place as the Trustee shall select, subject to the other requirements of the Act. (See dissent, M. De Coster, on page 723).
7. Final statements of receipts and disbursements should be forwarded by registered mail to the Superintendent or his delegate for his approval or dissent within a period of not more than thirty days. Approval should be automatic if no reply is forthcoming. Local

officers should then be responsible as they now are for taxing the final statement.

8. With the exception of the Trustee and Inspectors, all persons responsible for the administration of bankruptcy procedures should be remunerated on a salary basis only. Under no circumstances should such persons receive any direct share of fees or other charges made to bankrupts or to bankrupt estates.

5. GENERAL

The Committee has not attempted a clause-by-clause study of the Act but wishes to include in this section reference to a number of unrelated matters where it believes amendments to the Act would be in the interest of the business community.

(a) *Jurisdiction of Registrar*

It was pointed out to the Committee that Ontario creditors and Trustees who practise outside the Toronto area are at quite a disadvantage because there is only one Registrar appointed in the province who is located at Toronto. Most of the other provinces have a Registrar in each major bankruptcy district.

In Ontario, petitions can only be filed in Toronto and all Trustees must obtain Orders and pass their accounts in Toronto. On the other hand, it is appreciated that there is an advantage in having the Registrar located where he can have close liaison with the judge of the Supreme Court who usually deals with bankruptcy matters.

A more satisfactory arrangement would seem to be for the Act to permit the filing of a petition and proof of service thereof with the local Official Receiver who would be responsible to forward same to the Registrar. The petition could then be dealt with by the Registrar without the necessity of the petitioning creditor being present and a Receiving Order made in the discretion of the Registrar, provided the petition was completely unopposed by the debtor. At the present time if the petition is opposed by the debtor for any reason, the Registrar turns the matter over to a judge for a hearing at a future date. Under such circumstances, the petitioner could be advised and would only then have to appear and argue his case.

(b) *Special Resolution — Section 2(t)*

Section 2(t) should be repealed and the two Sections presently requiring decision by special resolution should be amended to provide for the specific manner in which the question is to be decided at a meeting of creditors.

Section 6(1) should be amended so that it provides that a Trustee named in an assignment, Receiving Order or Proposal or otherwise appointed shall be affirmed at the first meeting of the creditors unless at the meeting some other Trustee is substituted by a resolution carried by at least 60% of the votes cast.

In the case of the approval by creditors of a Proposal, it is recommended that the requirement continue to be the same as that of a "special resolution". Since it has been suggested that Section 2(t) (the definition of a special resolution) be repealed, it would be necessary to spell out this voting requirement in Section 31.

(c) *Priority of claims — Section 95(1)(h) and (j)*

Claims referred to in Section 95(1)(h) and (j) should be treated as ordinary claims; alternatively, their priority should be limited to one year prior to the bankruptcy.

The granting of a priority to the Crown on the distribution of the assets of a bankrupt estate appears to have no more than tradition to recommend it. This priority should be eliminated.

There have been a number of instances where the Crown or Crown corporations have appeared as large creditors in a bankruptcy arising out of some contractual liability incurred by the debtor. It is submitted that, if Parliament will not accept that the priorities given to the Crown be eliminated, at least they should be restricted to statutory liabilities rather than include contractual claims.

(d) *Publication of notice of the debtor's discharge in the Canada Gazette*

The Act presently requires a bankrupt to arrange for the publication in the *Canada Gazette* of the Order granting him his discharge. Many of these bankrupts, being unfamiliar with the procedures involved, neglect to publish the Order and thereby do not effectively obtain the discharge which the Court has made available to them. It is suggested that where the debtor obtains his discharge prior to the date on which the Trustee has made up his final statement of receipts and disbursements, the Trustee should arrange for the publication of the Order in the *Canada Gazette* and include the cost thereof as a disbursement in the bankruptcy. This would clear up a great many of these situations. It is recognized that the Trustee could not be responsible for this publication in those cases where a discharge was granted after the Trustee had completed his administration of the bankruptcy.

(e) *Clarification of Section 38(1)*

Section 38(1) of the Act was a "catch-all" section inserted at the end of Part III dealing with Proposals to provide that all sections of the Act not specifically included in Part III were deemed to be applicable thereto where

they did not conflict with specific sections of Part III. Some considerable confusion has arisen through the use of this provision and it is recommended that, on a revision of the Act, Section 38(1) be expanded to satisfactorily set out those sections of the Act which are to govern the administration of Proposals.

(f) *Abuse of the provisions of the federal Winding Up Act by insolvent corporations*

While the federal Winding Up Act clearly makes provision for the winding up of insolvent corporations, it is believed that when it was enacted it was intended it should only be used for insolvency situations where the debtor involved was a special class of corporation such as a bank, etc. In some jurisdictions, this Act is being used to liquidate all types of insolvent corporations in cases where the owners of the corporation wish to wind up free from the more stringent regulations of the Bankruptcy Act or where creditors are unable to obtain a Receiving Order under the Bankruptcy Act.

The Winding Up Act does not provide creditors with the protection that Parliament has offered to them under the Bankruptcy Act. In some jurisdictions, the Courts will not permit creditors to transfer proceedings to the Bankruptcy Act once have been commenced under the Winding Up Act. The Committee sees no justification for the continued use of the Winding Up Act in insolvencies of ordinary commercial corporations.

(g) *Calculation of the levy under Section 106*

Section 106 imposes a levy on payments made to secured creditors by the Trustee. This imposes a penalty on the secured creditor who cooperates with a Trustee by permitting the Trustee to liquidate an asset, rather than insisting upon realizing on his security without reference to the Trustee. Also, the provision as presently drafted requires the levy to be imposed on every payment by way of dividend or otherwise on account of the claims of creditors, with the result that the deduction has to be explained on every such payment. This is cumbersome from an administrative point of view. The levy should be treated as a cost of administration and handled as an expense item in which case it would not be necessary to explain the deduction involved in all these payments. Section 106 should be revised to overcome these defects. This could be done by providing that the levy be imposed as a percentage on the total amount realized by the Trustee after deducting payments to the secured creditors, the costs of administering the estate and the costs referred to in Section 41(2) of the Act.

(h) *Inspectors' fees*

The allowances provided in the Act for fees to Inspectors are now clearly too low and require drastic revision. The persons who are in a

position to provide the most effective supervision of Trustees' activities and to obtain for the creditors the most effective and favourable administration of bankrupt estates are the Inspectors. The Committee recommends that the scale of Inspectors' fees contained in the present Act should at least be doubled to permit Inspectors some reasonable compensation for the time they take in assisting with the administration of bankrupt estates.

(i) *Disposition of small balances received by the Trustee*

It frequently happens that, after the Trustee of the estate has been discharged, some minor receipt will become available to the estate from a source that was either unknown or considered unlikely to be productive at the time the Trustee applied for his discharge. It is only on rare occasions that the amount involved justifies the re-appointment of the Trustee and a supplementary distribution to the creditors. The present practice is to remit small amounts to the Receiver General and to reopen the estate where somewhat larger sums are received.

The Committee suggests that the Act should be specific on this point and provide that, where an amount is received for the benefit of the estate after the Trustee has passed his accounts and obtained his discharge, such amounts will be remitted directly to the Superintendent of Bankruptcy by way of an additional levy under Section 106 in all cases where the amount so received does not exceed \$1,000 or such lesser sum as would provide a further dividend of at least 5% to ordinary creditors of the estate.

Consideration might be given to an extension of this proposal under which any amount available for dividend to ordinary creditors, after the payment of the Trustee's costs and claims having a priority under Section 95 of the Act are taken care of, would be paid to the Superintendent of Bankruptcy as an additional levy provided the total of such sums did not exceed \$1,000 or such lesser amount as would be required to pay a dividend of not less than 5% to the ordinary creditors.

(j) *Questionnaire to be completed by the Trustee and Inspectors*

One of the primary concerns of the Committee has been to develop measures which will tend to up-grade the quality of the work performed by Trustees and Inspectors and provide the office of the Superintendent of Bankruptcy with a greater opportunity to control Trustees and evaluate their performance. A second major purpose of the Committee has been to devise amendments to the Act which would make it more difficult for persons to commit a fraud against creditors and evade their responsibilities by taking refuge behind the Bankruptcy Act.

At the present time, the only report of any consequence which a Trustee in a bankruptcy must personally subscribe to is his report on his

own and the bankrupt's application for discharge. Inspectors are not required to give written assent to any report except the Trustee's final statement of receipts and disbursements. It is believed by the Committee that if both the Trustee and Inspectors were required to submit a signed report governing their review of the estate and its activities, there would be a substantial improvement in the administration of bankruptcies generally. It is accordingly recommended that, in the case of every bankruptcy, the Trustee and Inspectors should be required to submit a signed questionnaire covering certain aspects of the debtor's conduct and financial position and the administration of the bankruptcy.

One of the major objection to bankruptcy legislation by the business community is that there is no effective means of preventing an individual from forming a corporation, through fraud or neglect causing it to become bankrupt, and then starting the whole proceedings over again within a framework of a new corporation. Suggestions are repeatedly put forth that applicants for a charter should be screened as to their financial history and/or that a new corporation should be required to be supplied with a minimum of fixed capital. The Committee appreciates that these suggestions are both inconsistent with our free enterprise system and with the manner in which business is presently conducted in this country. It is believed, however, that there would be some merit in making more generally available to the public a record of the manner in which the affairs of bankrupt corporations were handled by the management and/or owners of the corporation immediately prior to bankruptcy.

It is accordingly suggested that a section of the proposed questionnaire to be completed by the Trustee and Inspectors (Appendix D) should contain a reference to the persons who were actually responsible for the conduct of the bankrupt corporation and of the manner in which they conducted its affairs. The answers to these questions could, of course, only be expressions of opinion by the Trustee and Inspectors but it is believed that they would form a very valuable permanent record of the nature of the business activities and degree of responsibility assumed by those persons who had the control of the bankrupt corporation. The report of the Trustee and Inspectors filed with the Court on this aspect of the bankrupt corporation's affairs would be available to the public through the regular credit agencies and would, in the opinion of the Committee, provide most worthwhile assistance to the business community in the extension of credit.

It is believed that the inclusion of such a section in the questionnaire would not only provide a worthwhile public record of the bankruptcy but would also provide the office of the Superintendent of Bankruptcy with an effective means of reviewing the performance of Trustees and Inspectors.

If such a questionnaire were to be used, it would be essential that the Act enable persons named in the questionnaire to appeal to the Court to have any reference of their activities deleted or modified. It would also be essential to have the Act provide that no statement or opinion included in such a report by the Trustee or Inspectors could expose them to libel or damage claims.

(k) *Discharge of corporate bankrupts*

As presently written, the Act allows all bankrupts, including corporations, to apply for their discharge. Corporations wishing to re-establish themselves after they have become insolvent ordinarily use the provisions of Part III of the Act and make a Proposal to their creditors.

In an increasing number of cases, however, the owners of bankrupt corporations see advantages for themselves in retaining their corporation for its name and possibly for its stock exchange listing and tax loss position, without sharing these benefits with the company's unpaid creditors.

The Committee believes that Section 127 should be amended so that a bankrupt corporation would not be entitled to a discharge.

(l) *Revised form of proof of claim and proxy*

Many complaints have been received concerning the complicated wording in the present proof of claim form and the lack of public understanding of the requirements for appointing a proxy.

The Committee has drafted a revised combined proof of claim and proxy form which it believes would be simpler for the businessman and more intelligible to Trustees. If this suggested form is adopted, the Act might be required to set out specific rules to validate the suggested form and the procedures for appointing a proxy.

APPENDIX A

PROOF OF CLAIM AND PROXY (Form 50)

THE BANKRUPTCY ACT IN THE MATTER OF THE BANKRUPTCY (OR PROPOSAL) OF

..... of
(name of debtor) (location)

and the claim of creditor

All notices or correspondence regarding this claim to be forwarded to the following address :

I, residing in the
of in the Province of

DO SOLEMNLY DECLARE AND SAY

1. (a) That I am personally a creditor of the above debtor.
(b) That I am the authorized agent of
a firm or corporation which is a creditor of the above-named debtor.
2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim herein-after referred to.
3. That the said debtor was at the date of the filing of the authorized assignment or the proposal, or the making of the Receiving Order, namely day of 19, and still is justly and truly indebted to the above-mentioned creditor in the sum of \$..... as shown by statement of account hereto attached and marked « A ».
4. That in respect to the said debt, (strike out whatever is not applicable and give full details where required in the space indicated.)
(a) no security is held or priority claimed
or
(b) the following assets of the debtor are held as security and are valued as follows :
or
(c) priority is claimed under Section 95 (for rent, wages, etc.) as detailed below.
5. That to the best of my knowledge and belief the above-named creditor related to the debtor as defined in Section () of the is (is not) Bankruptcy Act.
6. That is hereby appointed as the general proxy of the above-named creditor in the above matter excepting only as to the receipt of dividends.

AND I MAKE this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath and by virtue of the Canada Evidence Act.

Declared before me at the)	
)	
of)
)	Signature of Creditor
in the Province of)	or Declarant
)	
this)	
day of)	
)	
A.D. 19)	

Witness when Applicable*

A Commissioner, etc., or a Notary
Public in and for the Province of
.....
.....

* When the amount of the claim is in excess of \$100 a declaration before a Commissioner must be taken ; in any other case, only the signature of a witness is required.

APPENDIX B

REPORT OF TRUSTEE ACTING IN A PROPOSAL

1. State the nature of the debtor's business and the apparent reasons for its insolvency.
2. Were the records of the debtor up to date and adequate to :
 - (a) Support the preparation of an accurate statement of affairs ?
 - (b) Enable the Trustee to verify the assets and liabilities ? If not, comment.
3. List all debits (cash and otherwise) which in the aggregate total not less than \$2,000 shown in the records or traceable within the previous six months to the account of, or for the benefit of each of :
 - (a) The debtor — if not incorporated.
 - (b) Officers and/or shareholders.
 - (c) Related or associated corporations, partnership, proprietorships or other business entities.
 - (d) Other related individuals.

Describe the nature and purpose of these transactions.
4. List all liabilities at date of Proposal to, or for the benefit of each of :
 - (a) The debtor — if not incorporated.
 - (b) Officers and/or shareholders.
 - (c) Related or associated corporations, partnerships, proprietorships or other business entities.
 - (d) Other related individuals.

Describe their nature and date of origin.
5. Report whether or not the debtor has within the three months (six months in cases of transactions with those individuals or companies as set forth in section 3 above) preceding the date of the Proposal given an undue preference to any of his creditors by way of payment, distribution or pledge of the assets of the debtor, or otherwise. If so, give details.

6. Did the debtor make any apparently fraudulent disposition of his property? If so, give details.
7. Describe :
- (a) The extent to which the Trustee has verified the existence and value of the following assets of the debtor as shown on the statement of affairs submitted with the Proposal.
 - (b) In each case, give the Trustee's estimate of the maximum amount that the asset could reasonably be expected to realize if the assets were disposed of in a bankruptcy.
- Accounts receivable
 - Investments
 - Inventories
 - Real estate
 - Plant and equipment
 - Other.
8. State the reasons why in the opinion of the Trustee the debtor's Proposal is in the interest of the ordinary creditors.
- Date

Signature of Trustee

APPENDIX C

PROPOSALS

FORM FOR ADVERTISEMENT IN LOCAL NEWSPAPER AND *CANADA GAZETTE* REFERRED TO IN ITEM 8.

(To replace use of Form 47)

NOTICE OF MEETING OF CREDITORS OF

.....
Name of Debtor

.....
Address of Debtor

Notice is hereby given that *

lodged with me a PROPOSAL under The Bankruptcy Act on the day
of 19 The meeting of creditors called to consider the Proposal
will be held on the day of 19, at
o'clock A.M. (P.M.), at
in the of in the Province of

Dated at this day of 19

.....
Trustee

.....
Address of Trustee

* Insert name of debtor, his trade or occupation, and the locality in which the debtor has carried on business or resides.

APPENDIX D

QUESTIONNAIRE ON STATUS OF RECORDS OF THE BANKRUPT, EVIDENCE OF FRAUD OR PREFERENCE AND CONDUCT OF THE BANKRUPT

1. Were the records of the bankrupt up to date and adequate to :
 - (a) Support the preparation of an accurate statement of affairs ?
 - (b) Enable the Trustee to verify the assets and liabilities ?If not, comment.
2. List all debits (cash and otherwise) which in the aggregate total not less than \$2,000 shown in the records or traceable within the previous six months to the account of, or for the benefit of each of :
 - (a) The bankrupt — if not incorporated.
 - (b) Officers and/or shareholders.
 - (c) Related or associated corporations, partnerships, proprietorships or other business entities.
 - (d) Other related individuals.Describe the nature and purpose of these transactions.
3. List all liabilities at date of bankruptcy to, or for the benefit of each of :
 - (a) The bankrupt — if not incorporated.
 - (b) Officers and/or shareholders.
 - (c) Related or associated corporations, partnerships, proprietorships or other business entities.
 - (d) Other related individuals.Describe their nature and date of origin.
4. Report whether or not the bankrupt has within the three months (six months in cases of transactions with those individuals or companies as set forth in section 2 above, preceding the date of the bankruptcy) given an undue preference to any of his creditors by way of payment, distribution or pledge of the assets of the bankrupt, or otherwise. If so, give details.
5. Did the bankrupt make any apparently fraudulent disposition of his property ? If so, give details.
6. Attach a copy of the last financial statement prior to the bankruptcy, prepared by or on behalf of, the debtor.
Did the debtor submit this statement to his creditors ?
7. In the opinion of the Trustee and Inspectors is investigation of the debtor's affairs by the Superintendent warranted ? If so, give reasons.
8. Was the day-to-day management of the debtor's business under the direction and control of a person(s) who had a major financial interest in the business ? If so, set out the name of such person(s).
9. In the opinion of the Trustee and Inspectors was the conduct of the person(s) named in 8 above in the management of the business of the debtor indicative of :

Misfortune	<input type="checkbox"/>	Inexperience	<input type="checkbox"/>
		Incompetence	<input type="checkbox"/>
		Carelessness	<input type="checkbox"/>
Overexpansion	<input type="checkbox"/>	Gross negligence	<input type="checkbox"/>
Unwarranted speculation	<input type="checkbox"/>	Fraud	<input type="checkbox"/>

10. Additional comments of Trustee and Inspectors.

.....
Signature of Trustee

APPROVED :

.....
Inspector

.....
Inspector

.....
Inspector

.....
Inspector

.....
Inspector

**DISSENT TO ITEM 10 (PAGE 695), PROPOSALS
AND TO ITEM 6 (PAGE 705), NON-BUSINESS DEBITORS**

The undersigned strongly objects to any recommendation tending to weaken the position of the Official Receiver.

While great sympathy is expressed to those Trustees practising in two major bankruptcy districts where the office of the Official Receiver is not filled properly, it must be remembered that the Bankruptcy Act defines its administrative officials as follows :

1. Superintendent of Bankruptcy
2. Official Receivers
3. Trustees.

The Official Receiver must not be allowed to become a mere link in the administrative chain, limited to receiving voluntary assignments and Proposals and to determining the amount of the bond to be furnished by a Trustee in a particular bankruptcy or Proposal.

Section 71 (1) reads as follows :

“The official receiver or his nominee shall be the chairman at the first meeting of creditors and shall decide any questions or disputes arising at the meeting and from such decision any creditor may appeal to the court.”

This section is included in Part V — Administration of Estates and no restriction of this Part to bankruptcies can be found in the Act nor in the context. On the con-

trary, a number of sections in Part V have been interpreted by the Court and by the Superintendent as applying to Proposals under Section 38 (1).

At a first meeting of creditors, under a Proposal as well as in a bankruptcy, the Official Receiver presides at the meeting and, as a quasi-judicial officer, should lend decorum to the meeting. He should under the Act interrogate the debtor under oath and must admit or reject proofs of claim for the purpose of voting.

A Trustee cannot be impartial in a Proposal ; the most honest and ethical Trustee will only accept a Proposal that he feels is in the best interest of the creditors. He is therefore prejudiced in favour of the Proposal. An unscrupulous and unethical Trustee may favour a Proposal, but for altogether different reasons.

How then can the Trustee preside at the first meeting of creditors, interrogate the debtor, admit or reject proofs of claim while retaining a strict impartiality ? The ethical Trustee will at least endeavour to do so ; the unscrupulous Trustee finds the door wide open to shady and fraudulent manœuvres which often enable him to ram through a Proposal against the wishes of the creditors.

It is suggested that the Official Receiver is a necessary and useful officer in bankruptcy proceedings and, in the districts where his services are not satisfactory, efforts should be made to up-grade and standardize the office. This should be done through proper supervision and guidance of Official Receivers by the Superintendent of Bankruptcy. Some bankruptcy districts can be cited as models as far as the Official Receiver is concerned and, in such districts, Trustees would deplore and regret any effort to down-grade the office.

The same objection applies to any attempt to weaken the powers of the Official Receiver as defined under Section 71 (1).

Respectfully submitted,

Maurice De Coster, C.A.

APPENDICE 31

Article publié dans le Time Magazine,
édition canadienne, le 18 avril 1969,
pp. 23 et 24.

**Article publié dans le Time Magazine,
édition canadienne, le 18 avril 1969
pp. 23 et 24.**

Comme le déplorait récemment au Québec une commission d'enquête royale sur la justice, le Québec détient « certains championnats criminels fort peu glorieux ». Parmi ces titres, aucun ne semble moins menacé que celui de Montréal comme « la capitale de l'Amérique du Nord dans le domaine des vols à main armée contre les banques ». La semaine dernière, on aurait cru assister à un événement banalement quotidien quand trois clients déambulèrent dans une succursale de la Banque Canadienne de Commerce le long de l'aristocratique rue Sherbrooke pour y faire un retrait de deux mille cinq cents dollars (2,500) à la pointe du revolver. Le coup était, en fait, le deuxième de la journée à Montréal et le cinquante-cinquième en 71 jours d'ouverture des banques jusqu'à maintenant en 1969 ; si on y ajoute un nombre presque égal de vols à main armée dans la banlieue de Montréal, cette cadence accélérée est deux fois plus rapide que celle qu'on trouve à Los Angeles qui prétend disputer son titre à Montréal.

Une simple lecture des registres policiers montre à quel point le monde interlope de Montréal a d'affection pour le système bancaire. Des 482 succursales bancaires de la ville, une sur cinq peut s'attendre à servir de cible au cours de la présente année. Si l'on tient compte des performances réalisées au cours des récentes années, on peut s'attendre à ce que les voleurs frappent généralement entre dix heures et onze heures du matin et s'emparent d'une somme de \$5,400 par vol à main armée.

Seul, New York parvient à un moyenne supérieure (\$14,453). Pour faire échec aux banques qui utilisent des caméras, les voleurs ont pris l'habitude de masquer leur figure avec des bas nylon ; non contents des revolvers ou des carabines, ils utilisent la mitrailleuse (*machine gun*) dans un vol de banque sur trois. 75.5% des 158 vols de banque commis depuis 1967 demeurent encore sans solution.

Statut social. Néanmoins, assez de virtuoses du vol à main armée se sont retrouvés derrière les barreaux pour que les criminologues puissent entreprendre d'indiquer pourquoi le vol de banque est si populaire. Comme on le dit à propos du mont Everest, « l'argent sonnait est là », et il est évident que les banques sont mal protégées ; par ailleurs le monde interlope ne semble connaître, au Québec, aucune difficulté à se procurer des armes à feu, et les tribunaux se montrent relativement indulgents. Une condamnation pour vol à main armée au Québec vaut à son auteur aussi peu que quatre ans alors que le même crime en Ontario vaudrait à son auteur dix ans de détention. L'un des résultats, d'après André Thiffault, psychologue en chef à la prison de Bordeaux, à Montréal, c'est que les voleurs à main armée sont reconnus comme la *crème de la crème* dans la société péniten-

cière québécoise et qu'ils jouissent d'un prestige autrefois réservé aux perceurs de coffres-forts. « Si vous voulez être quelqu'un, dit Thiffault, vous devez réussir dans le vol de banque ».

Un autre criminologue qui a effectué des recherches dans ce domaine, c'est le Dr Raymond Boyer, le célèbre chimiste de l'Université McGill, qui a collaboré à créer pendant la deuxième guerre mondiale l'explosif RDX et qui a passé dix-neuf mois au pénitencier de Kingston après avoir été trouvé coupable d'avoir conspiré pour enfreindre la loi sur les secrets officiels lors des procès d'espionnage relatifs à l'affaire Gouzenko. De retour à McGill à titre de professeur de psychologie légale, le Dr Boyer souligne que les banques apparaissent aux bandits canadiens français comme des cibles impersonnelles : « Au Québec, les voleurs de banque ne considèrent pas les banques comme à eux ». En effet, alors que seulement sept des 98 Caisses populaires de Montréal — ce sont des associations locales d'épargne et de crédit — ont été victimes de vols à main armée en 1967, la Banque Toronto-Dominion a été traitée comme un territoire de chasse particulièrement giboyeux. Plus du tiers de ses trente-deux succursales montréalaises ont reçu la visite des voleurs à main armée l'an dernier. Le Dr Boyer ajoute : « Les voleurs admettent eux-mêmes que le travail est relativement facile. Tous croient que les banques pourraient, dès demain, prévenir les vols à main armée si elles le voulaient ». Quelques-unes des banques ont étudié la possibilité de poster des gardes armés dans chaque succursale. Mais elles ont ensuite rejeté cette solution à raison de son coût élevé et parce qu'elle ouvrait la porte à des fusillades en règle. La Banque Provinciale du Canada a trouvé une meilleure réponse. En novembre dernier, la banque a entrepris d'entourer les guichets des caissiers de vitres qui peuvent même résister aux balles de carabine de calibre 303. Aucune des sept succursales montréalaises ainsi équipées n'a encore été victime de vols à main armée.

APPENDICE 32

Bilan de la bande “ Kyling ”.

LA BANDE « KYLING »

La bande connue sous le nom de « bande Kyling » était composée de :

Karl Kyling	né le 25- 1-39
Warner Kyling	né le 16- 9-42
David Quigley	né le 6-12-34
Carl Boomhower	né le 12- 2-37
Anthony Miller	né le 13- 5-39
Philip Miller	né le 24-10-46
Gérard Jacob	
Antoine Couture	

Celle-ci agissait par groupes de trois ou quatre membres. Ils étaient toujours solidement armés, portaient constamment la cagoule et se montraient très agressifs et violents. Ils n'hésitaient pas à fusiller ou à frapper quiconque se trouvait sur leur chemin.

Leur repaire d'opération était situé à Bedford, province de Québec, où les frères Kyling possédaient un garage ; ils étaient de bons mécaniciens, aptes à augmenter la puissance du moteur d'une voiture, quelle qu'en soit la marque ou l'année. Ils avaient deux avions et plusieurs voitures puissantes. À l'occasion, alors qu'ils étaient pris en chasse, ils distançaient les voitures de la police, ce qui leur permettait de se débarrasser des pièces à conviction le long de la route. S'ils étaient arrêtés un peu plus loin à un barrage sur la route, ils étaient toujours « propres » ; la contravention maximale reçue était pour l'excès de vitesse.

Leur territoire était exclusif. Il s'agissait à peu près d'un triangle formé par les États-Unis et la frontière canadienne, par le fleuve St-Laurent et par l'autoroute 22 (les trois points en question sont plus précisément Sherbrooke, Sorel et la frontière canado-américaine).

Ils n'étaient pas spécialisés uniquement dans les vols de banque à main armée mais aussi dans les vols avec effraction, le cambriolage et les vols dans les maisons privées et les établissements commerciaux. À plusieurs reprises, ils furent arrêtés pour vols mais ils ont toujours réussi à obtenir une libération sous caution.

Alors que la liste de crimes dans cette région s'allongeait, les différents corps de police dressèrent des témoignages. Finalement, au début de 1966, une partie de la bande fut poursuivie au cours d'une chasse à l'homme dans la région de St-Chrysostome. À un barrage de policiers sur la route, les bandits perdirent la maîtrise du véhicule et se butèrent à une maison. Ils en sont sortis indemnes et munis de leurs armes à feu, ils tiraient sans relâche et s'échappèrent à pied, laissant derrière eux un agent de la police provinciale du Québec blessé.

On a eu recours à de l'aide, et deux heures plus tard, Anthony Miller était arrêté essayant de se cacher près d'un ruisseau voisin. Plus tard, Karl Kyling était capturé dans le grenier de sa maison après que des gaz lacrymogènes furent utilisés par la police. Deux jours plus tard, Warner Kyling était arrêté au moyen de gaz lacrymogène, dans une maison abandonnée alors qu'il se cachait dans un tas de charbon. Au cours du mois d'avril 1966, l'arrestation d'autres membres de la bande suivit, sauf pour Gérard Jacob qui avait déjà été arrêté en 1964.

La difficulté de rassembler des preuves et des témoins dans les innombrables crimes commis dans divers comtés a été la cause de longs procès dans plusieurs tribunaux d'instance. Finalement, les membres de la bande furent condamnés, tel que décrit ci-dessous.

Warner Kyling	condamné à une peine de 20 ans par le juge Peter Shorteno à Valleyfield le 22-1-67 pour 29 chefs d'accusation relatifs à des vols de banque.
Karl Kyling	condamné à quatre ans d'emprisonnement par le juge Gérard Normandin à St-Hyacinthe le 2-6-67, et à deux ans d'emprisonnement par le juge P. A. Péloquin, le 14-5-67 pour 27 chefs d'accusation relatifs à des vols de banque.
Anthony Miller	condamné à une peine de quinze ans par le juge Peter Shorteno à Valleyfield le 22-1-67 pour 27 chefs d'accusation relatifs à des vols de banque.
Gérard Jacob	condamné à une peine de quinze ans en décembre 1964 pour quinze chefs d'accusation relatifs à des vols de banque et à une peine de sept ans le 3-5-66 pour dix chefs d'accusation relatifs aussi à des vols de banque.
David Quigley	condamné à une peine de sept ans par le juge Regnier à Iberville le 25-7-66 pour 21 chefs d'accusation relatifs à des vols de banque.
Carl Boomhower	condamné à une peine de cinq ans par le juge Guy Genest à Sweetsburg, le 30-5-67 pour quatorze chefs d'accusation relatifs à des vols de banque.
Phillip Miller	condamné à une peine de seize mois par le juge Gérard Normandin à Sweetsburg le 24-2-67 pour neuf chefs d'accusation relatifs à des vols de banque.
Antoine Couture	beau-frère des Kyling, c'est ce qu'on connaît jusqu'ici. Il est détenu aux Etats-Unis d'Amérique pour des chefs d'accusation de meurtre et de vol de banque à la suite d'un vol à main armée qui a coûté la vie au directeur et au caissier d'une succursale.

LISTE DES VOLS COMMIS PAR LA BANDE KYLING

BANQUE DE MONTRÉAL

St-Césaire	\$ 4,153.	16- 7-63
St-Césaire	18,998.	1-11-63
St-Césaire	3,412.	18- 1-64
Knowlton	7,897.	20- 3-64
Bury	7,570.	4- 5-64
Varennés	3,285.	7- 5-65
Sawyerville	11,744.	25- 5-65
Bury	3,013.	14- 6-65
Varennés	3,060.	29-10-65

BANQUE PROVINCIALE DU CANADA

St-Denis	4,701.	23- 8-63
----------	--------	----------

BANQUE ROYALE DU CANADA

Cowansville	4,896.	3- 7-64
-------------	--------	---------

BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE

Masonville	\$ 5,000.	13-10-61
Waterville	5,830.	4- 1-63
North Hatley	5,400.	4- 1-63
Howick	1,684.	9-12-63
Hemmingford	4,000.	20-12-63
Sutton	9,681.	3- 2-64
St-Jean	3,887.	11- 3-64
Lacolle	13,280.	21- 5-64
Sutton	3,500.	29- 9-64
Clarenceville	Attempt	2- 4-65
Masonville	2,390.	20- 5-65
Danville	5,142.	2- 7-65

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Upton	5,614.	6- 5-63
St-Édouard	Attempt	21- 5-63
St-Ours	4,113.	29- 5-63
St-Pic	2,677.	18- 6-63
McMasterville	9,612.	20- 9-63
Valcourt	1,554.	27- 5-64
St-Ours	1,018.	26- 6-64
Iberville	6,984.	8- 2-65
Henryville	Attempt	30- 3-65
Roxton Falls	2,713.	23- 4-65
Rougemont	2,245.	14- 5-65
South Durham	720.	3- 8-65
Ste-Angèle de Monnoir	1,201.	17-12-65

CAISSES POPULAIRES

Farnham	\$ 7,700.	10- 4-64
St-Hilaire	3,806.	11-12-64
Upton	3,535.	9- 4-65
Roxton Falls	1,670.	23- 4-65
Ange-Gardien	3,308.	31-12-65

APPENDICE 33

Schéma d'une partie du témoignage rendu par le directeur Jean-Paul Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal, devant la Commission.

II. ÉTAT DE LA CRIMINALITÉ À MONTRÉAL

A. *Pas de problème de violence*

1. définition de violence : (homicide, viol, assaut grave, vol qualifié).
2. tableau comparatif (Montréal 1962 à 1966).
3. tableau comparatif pour 1965 (zones métropolitaines É.U. et Montréal).
4. la violence ne représente qu'environ 5% de la criminalité.
5. thèse de Tardif publiée en 1966, a porté sur :
 - a. 482 crimes de violence à Montréal en 1964, dont
 - (1) 48 homicides et tentatives,
 - (2) 113 viols,
 - (3) 119 assauts graves,
 - (4) 202 vols qualifiés (soit échantillon de 10%).
 - b. 521 victimes de crimes de violence.
 - c. 356 auteurs de crimes de violence.
6. diverses conclusions intéressantes à retenir, surtout pour les vols qualifiés
 - a. aucun homicide n'a été commis au cours de ces vols,
 - b. 40% sont commis sans violence réelle (menace seulement),
 - c. 50% sont commis pour un montant moindre de \$50.00.

APPENDICE 34

Exhibits numéros 118, 119, 120, 121 et 122
fournissant la liste des cambriolages
et des vols à main armée effectués dans les
établissements bancaires du Québec
au cours des années 1957 à 1967
(cambriolages) et 1961, 1963, 1964, 1965, 1966
et 1967(vols à main armée).

RÉSUMÉ

Années 1961, 1963, 1964

CAS ANTÉRIEURS VOL À MAIN ARMÉE (3)

Personne (s) ligotée (s) Assom- Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences
mée (s)

4 *926

Un coup de feu dans 926
la Caisse.

X 868

X 926

1 - *1104

1104 - 1
1179 - 1
1200 - 1
1278 - 1
1301

1128 - 1
1210

2 - *1161

1164 - 1
1134 - 1
1237

Un coup de feu dans
la Caisse. *1169

1169 - 1
1186 - 1
1297 - 1
1487

1 - *1189

Un coup de feu dans
la Caisse. *1236

1 - *1260

5 - (dont 3 enfants)

1 - *1278

X Gérante
frappée
à la figure

Un coup de feu dans 1297 1297
la Caisse et plusieurs
à l'extérieur.

1346
F - 5024

4 - *1324

4 - *1324

4 - (dont 2 enfants)

3 - (dont 1 enfant)

3 - *1367

2 - *1394

2 - *1398

2

1358

1358

Echange coups de feu
entre bandits et poli-
ciers. *1398

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 17 janvier 1961
U. R. St-Hyacinthe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 868	
ARRESTATION :		—	Août 1962
COMPARUTION :	Août 1962		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 23 avril 1964	—	Le 5 mai 1964
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 27 septembre 1965	—	Le 6 juin 1966
	Le 12 septembre 1966		
JUGEMENT :	Plaide coupable		
SENTENCE :	Vingt (20) ans	—	Le 16 septembre 1966
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 17 janvier 1961
U. R. St-Hyacinthe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 868	
ARRESTATION :		—	Août 1962
COMPARUTION :	Août 1962		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 23 avril 1964	—	Le 5 mai 1964
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 27 septembre 1965		
JUGEMENT :	Plaide coupable		
SENTENCE :	A vie	—	Le 22 avril 1966
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 17 janvier 1961
U. R. St-Hyacinthe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 868	
ARRESTATION :		— Août 1962	
COMPARUTION :	Août 1962		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 23 avril 1964	— Le 5 mai 1964	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 4 octobre 1965		
JUGEMENT :	Plaide coupable		
SENTENCE :	A vie	— Le 4 octobre 1965	
CONCURRENTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 17 janvier 1961
U. R. St-Hyacinthe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 868	
ARRESTATION :		— Août 1962	
COMPARUTION :	Août 1962		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 23 avril 1964	— Le 5 mai 1964	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 13 septembre 1965		
JUGEMENT :	Plaide coupable		
SENTENCE :	Cinq (5) ans	— Le 17 septembre 1965	
CONCURRENTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée

DATE : Le 3 novembre 1961

C. P. Saint-Denis

U. R. Montréal

Réclamation No. 926

ARRESTATION :

— Le 9 novembre 1961

COMPARUTION :

Le 13 novembre 1961

CAUTION :

Le 2 mars 1962

— Deux (2) cautions \$950.00

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 21 décembre 1961 — Le 5 janvier 1962

JUGEMENT :

Le 12-1-1962 — Demande ré-ouverture d'enquête

Le 22-2-1962 — Demande accordée

Procès : Le 16-3-1962 — Le 30-3-1962 — Le 11-5-1962

Défaut — Le 30-6-1962 — Arrêté pour vol à main armée à Winnipeg

Jugement : Plaide coupable

Douze (12) ans — Le 22 mars 1963

Concurrente à d'autres sentences.

DÉCISION :

REMARQUES :

Le gérant et trois (3) caissiers furent enfermés dans la voûte. Un (1) coup de feu fut tiré en direction des armoires sous le comptoir.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 mai 1963
C. P. St-Apolline	U. R. Québec	Réclamation No.	1104
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 24 février 1966	— Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans	— Le 24 février 1966	
CONCURRENTÉ À :	1161 — 1179 — 1186 — 1200 — 1204 — 1278 — 1295 — 1301		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Le gérant fut attaché.		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 11 mai 1963
C. P. St-Apolline	U. R. Québec	Réclamation No. 1104
ARRESTATION :		— Le 9 mars 1966
COMPARUTION :	Le 9 mars 1966	— Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Sept (7) ans	— Le 9 mars 1966
CONCURRENTTE À :	1169 — 1186 — 1236 — 1297 — 1346 — 1487	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)	

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)		DATE: Le 5 juillet 1963
C. P. St-Gérard Magella	U. R. Québec	Réclamation No. 1128
ARRESTATION:		
COMPARUTION:	Le 4 août 1966	— Plaide coupable
CAUTION:		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE:		
EXAMEN VOLONTAIRE:		
ASSISES:		
OPTION:		
PROCÈS EXPÉDITIF:		
JUGEMENT:		
SENTENCE:	Deux (2) ans	— Le 4 août 1966
CONCURRENTÉ À:	1134 — 1210	
CONSÉCUTIVE À:		
APPEL:		
DÉCISION:		
REMARQUES:		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 5 juillet 1963
C. P. St-Gérard Magella	U. R. Québec	Réclamation No. 1128
ARRESTATION :		
COMPARUTION :	Le 19 août 1966	— Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Neuf (9) ans	— Le 19 août 1966
CONCURRENTÉ À :	1134	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 5 juillet 1963
C. P. St-Gérard Magella U. R. Québec Réclamation No. 1128

ARRESTATION :
COMPARUTION : Le 25 octobre 1966
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF : Le 7 novembre 1966
JUGEMENT : Coupable
SENTENCE : Dix (10) ans — Le 7 novembre 1966
CONCURRENTE À : 1134 — 1164 — 1210 — 1237
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 18 juillet 1963
C. P. Laval	U. R. Québec	Réclamation No. 1134	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 4 août 1966	—	Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trois (3) ans	—	Le 4 août 1966
CONCURRENTÉ À :	1128 — 1210		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 18 juillet 1963
C. P. Laval	U. R. Québec	Réclamation No.	1134
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 19 août 1966	— Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Neuf (9) ans	— Le 19 août 1966	
CONCURRENTÉ À :	1128		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 18 juillet 1963
C. P. Laval U. R. Québec Réclamation No. 1134

ARRESTATION :
COMPARUTION : Le 25 octobre 1966
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF : Le 7 novembre 1966
JUGEMENT : Coupable
SENTENCE : Dix (10) ans — Le 7 novembre 1966
CONCURRENTE À : 1128 — 1164 — 1210 — 1237
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE : Le 19 août 1963
C. P. L'Avenir	U. R. T.-Rivières	Réclamation No. 1161
ARRESTATION :		
COMPARUTION :	Le 24 février 1966	— Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Cinq (5) ans	— Le 24 février 1966
CONCURRENTE À :	1104 — 1179 — 1186 — 1200 — 1204 — 1278 — 1295 — 1301	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :	Le gérant et son épouse furent ligotés.	

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) **DATE :** Le 23 août 1963

C. P. Val St-Michel **U. R. Québec** **Réclamation No. 1164**

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 25 octobre 1966

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 7 novembre 1966

JUGEMENT : Coupable

SENTENCE : Dix (10) ans — Le 7 novembre 1966

CONCURRENTÉ À : 1128 — 1134 — 1210 — 1237

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 5 septembre 1963

C. P. St-Cyrille de Wendover U. R. T.-Rivières

Réclamation No. 1169

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 9 mars 1966

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Sept (7) ans

— Le 9 mars 1966

CONCURRENTE À: 1104 — 1186 — 1236 — 1297 — 1346 — 1487

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES: Un (1) coup de feu fut tiré au plafond de la Caisse.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 4 octobre 1963

C. P. St-Apolline U. R. Québec

Réclamation No. 1179

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 février 1966

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans

— Le 24 février 1966

CONCURRENTE À: 1104 — 1161 — 1186 — 1200 — 1204 — 1278 —

1295 — 1301

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 11 octobre 1963

C. P. St-Gérard de Wolfe U. R. Sherbrooke Réclamation No. 1186

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 9 mars 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Sept (7) ans — Le 9 mars 1966

CONCURRENTE À : 1104 — 1169 — 1236 — 1297 — 1346 — 1487

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 11 octobre 1963

C. P. St-Gérard de Wolfe U. R. Sherbrooke Réclamation No. 1186

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 février 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans — Le 24 février 1966

CONCURRENTE À : 1104 — 1161 — 1179 — 1200 — 1204 — 1278 —
1295 — 1301

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 octobre 1963
C. P. St-Gérard de Wolfe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1186	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 24 février 1966	— Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans	— Le 24 février 1966	
CONCURRENTTE À :	1179 — 1200 — 1278 — 1295 — 1301		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 octobre 1963
C. P. St-Gérard de Wolfe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1186	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 2 mars 1966	—	Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Vingt-Trois (23) mois	—	Le 22 avril 1966
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 octobre 1963
C. P. St-Gérard de Wolfe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1186	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 18 avril 1966	— Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trente (30) mois	— Le 18 avril 1966	
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 octobre 1963
C. P. St-Gérard de Wolfe	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1186	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 11 août 1966	— Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trois (3) ans et six (6) mois — Le 11 août 1966.		
CONCURRENTÉ À :	1179 — 1296 — 1353 — 1371		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 23 octobre 1963

C. P. Saint-Marcellin

U. R. Rimouski

Réclamation No. 1189

ARRESTATION :

COMPARUTION :

Le 16 février 1966

CAUTION :

\$1,000.00

— Le 20 avril 1966

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 20 avril 1966

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 13 juin 1966

— Le 20 juin 1966

Le 22 mars 1967

— Le 23 mars 1967

JUGEMENT :

Coupable

SENTENCE :

Sentence suspendue — Caution personnelle \$500.00
pour garder la paix durant deux (2) ans — Amende
\$200.00

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

(Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 23 octobre 1963
C. P. Saint-Marcellin	U. R. Rimouski	Réclamation No. 1189	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 10 février 1966	—	Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Vingt (20) mois	—	Le 10 février 1966
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	La gérante fut attachée.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE: Le 14 novembre 1963
C. P. L'Avenir	U. R. T.-Rivières	Réclamation No. 1200
ARRESTATION :		
COMPARUTION :	Le 24 février 1966	— Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Cinq (5) ans	— Le 24 février 1966
CONCURRENTE À :	1104 — 1161 — 1179 — 1186	
	1204 — 1278 — 1295 — 1301	
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE: Le 19 novembre 1963

C. P. Ste-Anne de la Pocatière U. R. Québec

Réclamation No. 1204

ARRESTATION :

COMPARUTION : Décembre 1963

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Huit (8) ans

— Décembre 1963

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE: Le 21 novembre 1963

C. P. Laval U. R. Québec

Réclamation No. 1210

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 4 août 1966

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Trois (3) ans

— Le 4 août 1966

CONCURRENTE À: 1128 — 1134

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

C. P. Laval

Réclamation No. 1210

COMPARUTION : Le 25 octobre 1966

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

ASSISES :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 7 novembre 1966

SENTENCE : Dix (10) ans — Le 7 novembre 1966

CONCURRENTE À: 1128 — 1134 — 1164 — 1237

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

C. P. Val St-Michel

Réclamation No. 1237

COMPARUTION : Le 25 octobre 1966

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

ASSISES :

PROCÈS EXPÉDITIF: Le 7 novembre 1966

JUGEMENT : Coupable

SENTENCE : Dix (10) ans — Le 7 novembre 1966

CONCURRENTE A: 1128 — 1134 — 1164 — 1210

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 31 janvier 1964
C. P. Saint-Bruno	U. R. Chicoutimi	Réclamation No.	1236
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 9 mars 1966	—	Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Sept (7) ans	—	Le 9 mars 1966
CONCURRENTÉ À :	1104 — 1169 — 1186 — 1297 — 1346 — 1487		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Un (1) coup de feu fut tiré dans le plancher de la Caisse.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 20 mars 1964
C. P. Chartierville	U. R. Sherbrooke	Réclamation No.	1260
ARRESTATION :		—	Le 20 mars 1964
COMPARUTION :	Le 20 mars 1964		
CAUTION :	\$3,000.00 argent	—	\$5,000.00 sur immeuble
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 25 mars 1964		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Janvier 1965		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Trois (3) ans	—	Le 5 janvier 1965
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	La gérante fut attachée.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 20 mars 1964
C. P. Chartierville	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1260	
ARRESTATION :		—	Le 21 mars 1964
COMPARUTION :	Le 21 mars 1964		
CAUTION :	\$15,000.00 argent	—	\$25,000.00 sur immeuble
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 25 mars 1964		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Janvier 1965		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Cinq (5) ans	—	Le 2 février 1965
CONCURRENTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 20 mars 1964
C. P. Chartierville	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1260	
ARRESTATION :		—	Le 21 mars 1964
COMPARUTION :	Le 21 mars 1964		
CAUTION :	\$10,000.00 argent	—	\$20,000.00 sur immeuble
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 25 mars 1964		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Janvier 1965		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Quatre (4) ans	—	Le 8 mars 1965
CONCURRENTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :	Le 5 octobre 1965	—	Le 20 avril 1967
	Sentence maintenue	—	Juin 1967
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3) DATE: Le 27 avril 1964
C. P. Val Alain U. R. Québec Réclamation No. 1278

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 février 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENOUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans — Le 24 février 1966

CONCURRENTE À : 1179 — 1186 — 1200 — 1295 — 1301

CONSÉCUTIVE À :

APPEL:

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut frappé à la tête avec un instrument contondant, à plusieurs reprises. Le gérant, son épouse et ses trois (3) enfants furent attachés.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 27 avril 1964
C. P. Val Alain U. R. Québec Réclamation No. 1278

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 février 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans — Le 24 février 1966

CONCURRENTE À: 1104 — 1161 — 1179 — 1186 — 1200 — 1204 —
1295 — 1301

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 mai 1964
C. P. St-Jean de Dieu	U. R. Rimouski	Réclamation No. 1295	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 24 février 1966	—	Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans	—	Le 24 février 1966
CONCURRENTTE À :	1179 — 1186 — 1200 — 1278 — 1301		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 mai 1964
C. P. St-Jean de Dieu	U. R. Rimouski	Réclamation No.	1295
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 24 février 1966	— Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans	— Le 24 février 1966	
CONCURRENTÉ À :	1104 — 1161 — 1179 — 1186 — 1200 — 1204 — 1278 — 1301		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 18 mai 1964

C. P. St-Isidore D'Auckland U. R. St-Hyacinthe Réclamation No. 1301

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 février 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans — Le 24 février 1966

CONCURRENTE À : 1179 — 1186 — 1200 — 1278 — 1295

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 18 mai 1964

C. P. St-Isidore D'Auckland U. R. St-Hyacinthe Réclamation No. 1301

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 février 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans — Le 24 février 1966

CONCURRENTE À : 1104 — 1161 — 1179 — 1186 — 1200 — 1204 —
1278 — 1295

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 22 mai 1964

C. P. St-Hedwidge

U. R. Chicoutimi

Réclamation No. 1297

ARRESTATION :

COMPARUTION :

Le 9 mars 1966

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Sept (7) ans

— Le 9 mars 1966

CONCURRENTE À :

1169 — 1186 — 1236 — 1346 — 1487

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

A l'entrée, un (1) coup de feu fut tiré en direction du fils de la gérante. Ils la frappèrent à la figure pour la forcer à leur remettre l'argent. Lors de la fuite, plusieurs coups de feu furent tirés à l'extérieur.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 22 mai 1964

C. P. St-Hedwidge

U. R. Chicoutimi

Réclamation No. 1297

ARRESTATION :

— Le 22 mai 1964

COMPARUTION :

Le 26 mai 1964

— Le 29 mai 1964

Le 9 juin 1964

CAUTION :

\$10,000.00 (argent)

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 23 juin 1964

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 4- 8-1964 — Le 1- 9-1964 —

Caution réduite à \$500.00. — Libéré. —

Le 6-10-1964 — Le 17-11-1964 — Le 1-12-1964

Le 15-12-1964 — Le 12- 1-1965 — Le 2- 2-1965

Le 16- 2-1965 — Le 6- 3-1965 — Le 3- 4-1965

Le 17- 5-1965 — Le 25- 5-1965 — Le 29- 6-1965

Le 13- 7-1965 — Le 20- 7-1965 — Le 3- 8-1965

Le 17- 8-1965 — Le 13- 9-1965 —

(vol par effraction 1 an)

Le 14- 9-1965 — Le 5-10-1965 — Le 26-10-1965

Le 6-11-1965 — Le 7-12-1965 — Le 24- 1-1966

(vol à main armée 5 ans)

Le 15- 2-1966 — Le 1- 3-1966 — Le 15- 3-1966

Le 29- 3-1966 — Trois (3) ans

REMARQUES :

(Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 6 juillet 1964

C. P. Saint-Côme

U. R. Québec

Réclamation No. 1324

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 9 mai 1966

CAUTION : Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Juin 1966

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT : Libéré

— Le 5 janvier 1967

SENTENCE :

CONCURRENTÉ À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 6 juillet 1954

C. P. Saint-Côme

U. R. Québec

Réclamation No. 1346

ARRESTATION :

COMPARUTION :

Le 25 février 1966

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Le 17 mai 1966
Trois (3) ans

— Le 28 juin 1966

CONCURRENTE À :

1440

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

La gérante, son père, son fils et sa tante furent assommés et subirent de nombreuses contusions à la figure et au corps. Ils furent laissés baignant dans leur sang et ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE: Le 21 septembre 1964

C. P. Sainte-Julienne U. R. Joliette Réclamation No. 1346

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 24 novembre 1964 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Quinze (15) ans — Le 24 novembre 1964

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE: Le 21 septembre 1964

C. P. Sainte-Julienne U. R. Joliette Réclamation No. 1346

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 9 mars 1966 — Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE : Sept (7) ans — Le 9 mars 1966

CONCURRENTE À : 1169 — 1186 — 1236 — 1297 — 1487

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE: Le 21 septembre 1964
C. P. Sainte-Julienne	U. R. Joliette	Réclamation No. 1346
ARRESTATION :		— Le 22 avril 1966
COMPARUTION :	Le 26 avril 1966	
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Le 11 mai 1966	— Le 1 ^{er} juin 1966
	Le 6 juillet 1966	— Dix (10) ans
CONCURRENTE À :	F-5024 — 1586	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE: Le 21 septembre 1964
C. P. Sainte-Julienne	U. R. Joliette	Réclamation No. 1346
ARRESTATION :		— Le 17 mars 1967
COMPARUTION :	Le 13 avril 1967	— Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Dix (10) ans	— Le 13 avril 1967
CONCURRENTE À :	1521 — 1503	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 7 octobre 1964

C. P. L'Ange-Gardien

U. R. Montréal

Réclamation No. 1353

ARRESTATION :

COMPARUTION :

Le 11 août 1965

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Trois (3) ans et Six (6) mois — Le 11 août 1966

CONCURRENTE À :

1179 — 1186 — 1296 — 1371

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

Le gérant, son épouse et ses deux (2) enfants furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE: Le 19 octobre 1964

C. P. Ste-Paule de St-Jérôme U. R. Montréal

Réclamation No. 1358

ARRESTATION:

— Le 12 août 1965

COMPARUTION:

Le 14 août 1965

CAUTION:

\$10,000.00 (19-12-1965) — Le 7-1-1966 arrêté pour
autre vol — caution annulée

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 27 août 1965

EXAMEN VOLONTAIRE:

Le 1^{er} septembre 1965

ASSISES:

Octobre 1965

OPTION:

Le 15 novembre 1965

PROCÈS EXPÉDITIF:

Le 7- 2-1966 — Le 4- 4-1966 — Le 6- 5-1966

Le 16- 5-1966 — Le 17- 5-1966 — Le 7- 6-1966

Le 15- 7-1966 — Début — Continuation

Le 1- 8-1966 — Le 19- 8-1966 — Le 14- 9-1966

Le 7-11-1966 — Le 28-11-1966 — Le 7-12-1966

Le 24- 1-1967 — Le 13- 2-1967 — Le 17- 2-1967

Caution \$10,000.00

Le 16- 5-1967 — Le 6- 9-1967 —

Caution annulée - Le 5-10-1967 — Le 27-10-1967

REMARQUES:

L'épouse du gérant et un (1) enfant furent gardés en otages à la résidence, pendant qu'on forçait le gérant et un (1) caissier à se rendre à la Caisse, où ils les ligotèrent dans la cave. L'épouse et l'enfant furent par la suite amenés à la Caisse, puis descendus également à la cave, où on les laissa.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)
C. P. Ste-Paule de St-Jérôme U. R. Montréal

Réclamation No. 1358

— Le 11 août 1965

COMPARUTION : Le 14 août 1965

CAUTION : Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 27 août 1965

EXAMEN VOLONTAIRE: Le 1^{er} septembre 1965

ASSISES : Octobre 1965

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 22 octobre 1965

JUGEMENT : Le 3 novembre 1965 — Coupable

SENTENCE : Vingt (20) ans — Le 3 novembre 1965

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL:

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)
C. P. Ste-Paule de St-Jérôme U. R. Montréal

Réclamation No. 1358

C. P. Ste-Paule de St-Jérôme U. R. Montréal

— Le 12 août 1965

COMPARUTION : Le 14 août 1965

CAUTION : Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 27 août 1965

EXAMEN VOLONTAIRE: Le 1^{er} septembre 1965

ASSISES : Octobre 1965

OPTION : Le 15 novembre 1965

PROCÈS EXPÉDITIF: Le 7- 2-1966 — Le 4- 4-1966 — Le 6- 5-1966

Le 16- 5-1966 — Le 17- 5-1966 — Le 7- 6-1966

Le 15- 7-1966 — Début — Continuation

Le 1- 8-1966 — Le 19- 8-1966 — Le 14- 9-1966

Le 7-11-1966 — Le 28-11-1966 — Le 7-12-1966

Le 24- 1-1967 — Le 13- 2-1967 — Le 17- 2-1967

Caution \$10,000.00

Le 12- 5-1967 — Le 16- 5-1967 — Le 6- 9-1967

Caution annulée - Le 5-10-1967 — Le 27-10-1967

Concurrente : 1711

REMARQUES: (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3) DATE: Le 28 octobre 1964
C. P. Saint-Jean L'Évangéliste U. R. Chicoutimi Réclamation No. 1367
ARRESTATION: — Le 30 octobre 1964
COMPARUTION: Le 5 novembre 1964 — Plaide coupable
CAUTION:
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE:
EXAMEN VOLONTAIRE:
ASSISES:
OPTION:
PROCÈS EXPÉDITIF:
JUGEMENT:
SENTENCE: Le 26 novembre 1964 — Le 10 décembre 1964
Le 29 décembre 1964 — Vingt-trois (23) mois.
CONCURRENTE À:
CONSÉCUTIVE À:
APPEL:
DÉCISION:
REMARQUES: La gérante, son père et sa mère furent attachés.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3) DATE: Le 28 octobre 1964
C. P. Saint-Jean L'Évangéliste U. R. Chicoutimi Réclamation No. 1367
ARRESTATION: — Le 30 octobre 1964
COMPARUTION: Le 5 novembre 1964
CAUTION: Néant
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 10 novembre 1964 — Le 26 novembre 1964
EXAMEN VOLONTAIRE:
ASSISES: Le 4 décembre 1964 — Remis à mai 1965
OPTION:
PROCÈS EXPÉDITIF: Le 29 mars 1966
JUGEMENT: Coupable
SENTENCE: Deux (2) ans — Le 29 mars 1966
CONCURRENTE À:
CONSÉCUTIVE À:
APPEL:
DÉCISION:
REMARQUES: (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 28 octobre 1964

C. P. Saint-Jean L'Évangéliste U. R. Chicoutimi

Réclamation No. 1367

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 5 novembre 1964

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 10 novembre 1964 — Le 26 novembre 1964

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES : Le 4 décembre 1964 — Remis à mai 1965

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 17 septembre 1965

JUGEMENT : Coupable

SENTENCE : Deux (2) ans — Le 17 septembre 1965

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 2 décembre 1964

C. P. Mistassini

U. R. Chicoutimi

Réclamation No. 1394

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE:

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

Le gérant et son épouse furent ligotés avec vingt-cinq (25) pieds de chaîne et dix (10) cadenas.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 22 décembre 1964
C. P. Ste-Élizabeth de Warwick U. R. T.-Rivières Réclamation No. 1398

ARRESTATION : — Le 24 décembre 1964
COMPARUTION : Le 13 janvier 1965
CAUTION : Néant
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 26 janvier 1965
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION : Février 1965
PROCÈS EXPÉDITIF : Le 3 mai 1965 — Le 16 mai 1965
JUGEMENT : Acquitté — Le 15 juin 1965
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés. Il y eu une fusillade entre les bandits et les policiers.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 22 décembre 1964
C. P. Ste-Élizabeth de Warwick U. R. T.-Rivières Réclamation No. 1398

ARRESTATION : — Le 23 décembre 1964
COMPARUTION : Le 24 décembre 1964
CAUTION : \$8,000.00 sur immeuble — \$5,000.00 argent
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 26 janvier 1965
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION : Février 1965
PROCÈS EXPÉDITIF : Le 3 mai 1965 — Défaut — caution annulée
Remis au 17 mai 1965 — Arrêté le 3 mai 1965
JUGEMENT : Le 17 mai 1965 — Le 15 juin 1965
SENTENCE : Trois (3) ans
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

R É S U M É

ANNÉE 1965 VOL À MAIN ARMÉE (3)

Personne (s) ligotée (s)	Assom- mée (s)	Enfermée (s) voûte	Victime (s) Otage (s)	Echange coups de feu	Caution annulée	Remises	Sentences
--------------------------	-------------------	--------------------	-----------------------	----------------------	-----------------	---------	-----------

1 *1409

4 - *1413

5 - (dont 3 enfants) 1 *1417

14- *1420

Deux (2) coups de feu
dans la Caisse *1429

6 - (dont 4 enfants) 2 *1431

*1431

2 - *1439

*1439

1 - *1445

1 - *1447

1448 - 13

1449 - 14

Echange de coups de
feu entre policiers et
bandits *1450

1451 - 14

- *1456

RÉSUMÉ (Suite)

ANNÉE 1965

VOL À MAIN ARMÉE (3)

Personne (s) ligotée (s) Assom- Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences
mée (s)

1458 à
autres
méfaits

6 - (dont 4 enfants) *1463

X

2 personnes
blesséesEchange de coups de
feu entre policiers et
bandits

*1464

1 - *1471

*1474

1 personne
blessée *1484

1 *1485

1487 - 11
1169 - 11
1236 - 12
1346
1494

2 - *1498

2 - *1508

1 - *1514

1 *1516

Coups de feu en di-
rection des fuyards *1529

2 - *1548

3

X *1549

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 19 décembre 1965

C. P. N.-D. du Nord

U. R. Montréal

Réclamation No. 1549

ARRESTATION :

— Le 29 décembre 1965

COMPARUTION :

Le 30 décembre 1965

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 15 février 1966

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

Référé

— Le 6 juin 1966

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 7 juillet 1966

— Déféré à octobre 1966

Le 22-12-1966 — Le 18-1-1967 — Le 27-1-1967

JUGEMENT :

Acquitté

— Le 27 janvier 1967

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 19 décembre 1965

C. P. N.-D. du Nord U. R. Montréal Réclamation No. 1549

ARRESTATION : — Le 28 décembre 1965

COMPARUTION : Le 29 décembre 1965

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES : Référé — Le 6 juin 1966

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 7-7-1966 — Déféré à octobre 1966
Le 22-12-1966 — Le 18-1-1967 — Le 21-1-1967

JUGEMENT : Coupable

SENTENCE : Le 27 février 1967 — Le 4 avril 1967 — Deux (2) ans
à compter de la date de leur incarcération — caution
personnelle pour garder la paix durant deux (2) ans.

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 19 décembre 1965

C. P. N.-D. du Nord

U. R. Montréal

Réclamation No. 1549

ARRESTATION :

— Le 28 décembre 1965

COMPARUTION :

Le 29 décembre 1965

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

Référé

— Le 6 juin 1966

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 7-7-1966

— Déféré à octobre 1966

Le 22-12-1966 — Le 18-1-1967 — Le 21-1-1967

JUGEMENT :

Coupable

SENTENCE :

Le 27 février 1967 — Le 4 avril 1967 — Deux (2) ans à compter de la date de leur incarcération — caution personnelle pour garder la paix durant deux (2) ans.

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Les bandits se rendirent en premier lieu à la résidence du gérant, où ils forcèrent le gérant et une (1) de ses filles à se vêtir pour les accompagner à la Caisse. L'épouse et deux (2) autres enfants furent ligotés alors qu'un des bandits resta à la maison pour surveiller les personnes ligotées, les deux (2) autres se rendirent à la Caisse avec le gérant et sa fille. Cette dernière demeura dans le véhicule à titre d'otage et le gérant pénétra à l'intérieur de la Caisse et sous la menace, il dut ouvrir le coffre. Après s'être emparé de l'argent, le gérant (toujours sous la menace) remonta dans le véhicule d'où on le conduisit à la maison et à cet endroit, le gérant et sa fille furent également ligotés avant que les bandits ne prennent la fuite.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 14 décembre 1965

C. P. Ste-Mélanie

U. R. Joliette

Réclamation No. 1548

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTÉ À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : L'épouse du gérant et sa fille furent ligotées.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE: Le 1^{er} novembre 1965

C. P. Ste-Louise de Marillac

U. R. Montréal

Réclamation No. 1516

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTÉ À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Quatre (4) coups de feu furent tirés en direction du véhicule par les policiers.

DÉNOUEMENT

C. P. Ste-Cécile Masham

U. R. Montréal

Réclamation No. 1516

— Le 19 novembre 1965

CAUTION : Néant

EXAMEN VOLONTAIRE: Le 3 décembre 1965

OPTION :

— Le 8 mars 1966

— Le 18 avril 1966

— Acquitté, faute de preuve
suffisante

SENTENCE :

CONSÉCUTIVE À :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

C. P. Ste-Cécile Masham

U. R. Montréal

Réclamation No. 1516

— Le 3 novembre 1965

CAUTION : Néant

— Le 24 mai 1966

— Le 4 juillet 1966

— Le 8 septembre 1966

— Le 7 novembre 1966

Le 22 décembre 1966

SENTENCE :

Acquitté — purge toutefois vingt (25) ans pour divers crimes.

CONSÉCUTIVE À :

DÉCISION :

REMARQUES: (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 1^{er} octobre 1965

C. P. Ste-Cécile Masham

U. R. Montréal

Réclamation No. 1516

ARRESTATION :

— Le 3 novembre 1965

COMPARUTION :

Tué à Plantagenet, Ontario, au cours d'un vol à main armée

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut enfermé dans la voûte.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE: Le 27 septembre 1965

C. P. Nedelec

U. R. Montréal

Réclamation No. 1514

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut ligoté.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 28 août 1965

C. P. Kiamika

U. R. O. Q.

Réclamation No. 1498

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés et attachés à leur lit, au moyen de bouts de chaînes maintenus par neuf (9) cadenas.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE: Le 17 septembre 1965

C. P. Kiamika

U. R. Montréal

Réclamation No. 1508

ARRESTATION :

COMPARUTION :

Le 26 novembre 1965

— Le 24 novembre 1965

— Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Douze (12) mois

— Le 26 novembre 1965

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE: Le 17 septembre 1965
C. P. Kiamika U. R. Montréal Réclamation No. 1508

ARRESTATION : — Le 26 novembre 1965
COMPARUTION : Le 29 novembre 1965 — Plaide coupable
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE : Deux (2) ans — Le 22 décembre 1965
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés avec des bouts de chaînes
et les mains liées avec des menottes.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 25 août 1965
C. P. St-Raphael d'Aston	U. R. T.-Rivières		Réclamation No. 1494
ARRESTATION :			Le 26 août 1965
COMPARUTION :	Le 28 août 1965		— Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Le 14 avril 1966	Le 25 avril 1966	
	Le 9 mai 1966	Le 17 mai 1966 - Cinq (5) ans	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 25 août 1965
C. P. St-Raphael d'Aston	U. R. T.-Rivières		Réclamation No. 1487
ARRESTATION :			Le 26 août 1965
COMPARUTION :	Le 28 août 1965		Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Le 14 avril 1966	Le 25 avril 1966	
	Le 9 mai 1966	Le 17 mai 1966 - Cinq (5) ans	
CONCURRENTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 6 août 1965
C. P. Laurierville	U. R. Québec	Réclamation No. 1487
ARRESTATION :		
COMPARUTION :	Le 10 mai 1966	Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Vingt (20) ans	Le 20 mai 1966
CONCURRENTÉ À :	Voir : 1440 — 1503 — 1586	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 13 juillet 1965

C. P. Saint-Casimir

U. R. Québec

Réclamation No. 1484

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : A la sortie de la Caisse, les bandits montèrent dans leur véhicule pour se voir obstruer le passage par un camionneur qui plaça son véhicule de travers dans la route. Quelques coups de feu furent tirés en direction du camion, dont un des projectiles atteignit l'occupant, lui causant une blessure au cuir chevelu et une légère commotion, pour laquelle il dut être hospitalisé quelques jours. Les bandits prirent alors un autre véhicule, dont ils forcèrent les occupants à descendre à la pointe du revolver. Plusieurs citoyens s'étant mis de la partie pour essayer de les empêcher de fuir, les bandits tirèrent plusieurs coups de feu dans leur direction, sans heureusement atteindre personne. A la faveur de cette fusillade, ils prirent la fuite dans le deuxième véhicule.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 20 juillet 1965

C. P. Saint-Camille

U. R. Sherbrooke

Réclamation No. 1494

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTÉ À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Au cours de la perpétration du méfait, le gérant qui se croyait en face d'un seul bandit, réussit à lui asséner un coup de tabouret à l'épaule, mais à ce moment, le deuxième individu entra et lui asséna à son tour un coup de crosse de revolver à la tête, qui nécessita quatre (4) points de suture.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 6 août 1965

C. P. Laurierville

U. R. Québec

Réclamation No. 1485

ARRESTATION :

Déjà détenu

COMPARUTION :

Il comparu le 9 mars 1966 et il plaida coupable à ce chef d'accusation, comme il l'avait fait pour vingt et un (21) autres chefs dont sept (7) pour des vols à main armée commis dans autant de Caisses populaires.

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Sept (7) ans

CONCURRENTE À :

1104 — 1169 — 1186 — 1236 — 1297 — 1346
Et tous les autres chefs.

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 22 juin 1965

C. P. St-Ambroise

U. R. Chicoutimi

Réclamation No. 1474

ARRESTATION :

COMPARUTION : Le 26 août 1965

CAUTION : \$10,000.00

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 10 septembre 1965

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES : Référé

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF: Le 27 janvier 1966 — Le 26 avril 1966

Remis de date en date jusqu'au 14 septembre 1967.

17 octobre 1967 — Défaut de comparaître.

Mandat d'amener cause fixée pro-forma au 2 novembre 1967.

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 22 juin 1965

C. P. St-Ambroise

U. R. Chicoutimi

Réclamation No. 1474

ARRESTATION :

Le 27 juin 1965

COMPARUTION : Le 28 juin 1965

CAUTION : Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 6 juillet 1965

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES : Référé

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 27 janvier 1966 Le 31 mars 1966

Le 1er avril 1966

JUGEMENT :

SENTENCE : Cinq (5) ans Le 1er avril 1966

CONCURRENTE À:

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 juin 1965
C. P. St-Charles	Borromée	U. R. Chicoutimi	Réclamation No. 1471
ARRESTATION :			Le 3 août 1965
COMPARUTION :	Le 6 août 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 9 août 1965	Le 17 août 1965	
	Le 24 août 1965	Plaide coupable	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Un (1) mois	Le 24 août 1965	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 11 juin 1965
C. P. St-Charles Borromée	U. R. Chicoutimi	Réclamation No.	1471
ARRESTATION :			Le 1er octobre 1965
COMPARUTION :	Le 10 octobre 1965		Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Vingt-trois (23) mois	Le 10 octobre 1965	
CONCURRENTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	La gérante fut ligotée.		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 27 mai 1965

C. P. St-Léonard de
Port-Maurice

U. R. Montréal

Réclamation No. 1464

ARRESTATION :

Le 7 octobre 1965

COMPARUTION :

Le 8 octobre 1965

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 14 octobre 1965
Le 24 février 1966

Le 22 octobre 1965

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

Référé aux Assises — Le 11-3-1966 — Le 14-3-1966

OPTION :

Le 21 mars 1966

Option refusée

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 28 mars 1966

Le 25 avril 1966

Le 13 juin 1966

Le 20 juin 1966

Evadé le 15 juin 1966

Repris le 2 novembre 1966

Le 9 janvier 1967

Le 30 janvier 1967

Le 6 mars 1967

Le 3 avril 1967

Mai 1967

Le 6 juin 1967

Le 5 septembre 1967

Le 16 octobre 1967

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

JUGEMENT :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 27 mai 1965

C. P. St-Léonard de
Port-Maurice

U. R. Montréal

Réclamation No. 1464

ARRESTATION :

Le 31 août 1965

COMPARUTION :

Le 1er septembre 1965

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 7-9-1965 — Le 14-9-1965 — Le 23-9-1965

Le 28-9-1965 — Le 1-10-1965 — Le 24-2-1966

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

Référé aux Assises — 11-3-1966 — 14-3-1966

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

Coupable

SENTENCE :

Le 18 mars 1966

Le 25 mars 1966

Le 1er avril 1966

Le 15-4-1966 - Treize (13) ans

Voir 1280

CONCURRENTE À:

CONSÉCUTIVE À :

APPEL:

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 27 mai 1965

C. P. Saint-Léonard de U. R. Montréal Réclamation No. 1464
Port-Maurice

ARRESTATION : Le 31 août 1965

COMPARUTION : Le 1er septembre 1965

CAUTION : Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 7-9-1965 — Le 14-9-1965 — Le 23-9-1965
Le 28-9-1965 — Le 1-10-1965 — Le 24-2-1966

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES : Référé aux Assises - 11-3-1966 - 14-3-1966 - 21-3-1966

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 28 mars 1966

JUGEMENT : Coupable

SENTENCE : Douze (12) ans Le 15 avril 1966

CONCURRENTÉ À : Voir : 1280

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 27 mai 1965

C. P. Saint-Léonard de
Port-Maurice

U. R. Montréal

Réclamation No. 1464

ARRESTATION :

Le 7 octobre 1965

COMPARUTION :

Le 8 octobre 1965

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 14 octobre 1965

Le 22 octobre 1965

Le 10 février 1966

Le 24 février 1966

EXAMEN VOLONTAIRE:

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

Le 22 mars 1966

JUGEMENT :

Coupable

SENTENCE :

Le 8 mars 1966

Le 14 avril 1966

Le 13 mai 1966

Le 10-6-1966 - Quatre (4) ans

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Echange de coups de feu entre les policiers et les bandits. Le gérant et une caissière furent pris en otages pour forcer les policiers à leur céder le passage, devant l'hésitation, un citoyen qui déambulait sur le trottoir opposé, fut abattu d'un coup de feu pour démontrer le sérieux des moyens à employer pour assurer leur fuite tout en menaçant d'abattre les otages si on ne leur cédait pas le passage. Les otages furent forcés de monter dans le véhicule en compagnie de deux (2) des bandits qui s'enfuirent. Un peu plus loin, la caissière devenue hystérique, fut assommée sauvagement avec enfoncement du crâne et le gérant profita du ralentissement du véhicule, ouvrit la portière et se jeta à l'extérieur, s'occassionnant des blessures légères et contusions multiples. Le véhicule fut abandonné, de même que la caissière blessée et baignant dans son sang. Etat dans lequel elle fut retrouvée quelques instants plus tard par les policiers.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 25 mai 1965
C. P. Saint-Gédéon	U. R. Québec	Réclamation No. 1463
ARRESTATION :		Le 8 septembre 1965
COMPARUTION :	Le 14 septembre 1965	Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Le 23 septembre 1965	Le 29-9-1965 - Six (6) ans.
CONCURRENTÉ À :		
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES : (Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 25 mai 1965
C. P. Saint-Gédéon	U. R. Québec	Réclamation No. 1463	
ARRESTATION :		Le 20 septembre 1965	
COMPARUTION :	Le 21 septembre 1965	Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Neuf (9) ans	Le 23 septembre 1965	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 25 mai 1965
C. P. Saint-Gédéon	U. R. Québec	Réclamation No. 1463
ARRESTATION :		Le 23 août 1965
COMPARUTION :	Le 30 août 1965	
CAUTION :	Néant	
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 6 septembre 1965 Le 23 septembre 1965	Le 14 septembre 1965
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 19 novembre 1965	
JUGEMENT :	Coupable	
SENTENCE :	Neuf (9) ans	Le 19 novembre 1965
CONCURRENTTE À :		
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES : (Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 25 mai 1965
C. P. Saint-Gédéon	U. R. Québec	Réclamation No. 1463	
ARRESTATION :		Le 24 août 1965	
COMPARUTION :	Le 30 août 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 6 septembre 1965	Le 14 septembre 1965	
	Le 23 septembre 1965		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 19 novembre 1965		
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Neuf (9) ans	Le 19 novembre 1965	
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Le gérant et son épouse furent ligotés, de même que quatre (4) enfants.		

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 30 avril 1965

C. P. Sainte-Eulalie

U. R. T.-Rivières

Réclamation No. 1456

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut ligoté.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 23 avril 1965

C. P. Roxton Falls

U. R. Sherbrooke

Réclamation No. 1451

ARRESTATION :

Le 13 avril 1966

COMPARUTION :

Le 30 mai 1967

Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Cinq (5) ans

Le 30 mai 1967

CONCURRENTE À :

1448

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 22 avril 1965
C. P. Saint-Malo	U. R. Québec	Réclamation No. 1450	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 18 mai 1965	Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Quinze (15) ans.	Le 18 mai 1965	
CONCURRENTÉ À :	1449 et autres		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 22 avril 1965
C. P. Saint-Malo	U. R. Québec	Réclamation No.	1450
ARRESTATION :			Le 7 mai 1965
COMPARUTION :	Le 18 mai 1965		Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans		Le 18 mai 1965
CONCURRENTTE À :	Treize (13) ans —		pour divers méfaits dont 1449.
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Echange de coups de feu entre les policiers et les bandits, un policier légèrement blessé.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 14 avril 1965
C. P. N.-D. de Grâce	U. R. Québec	Réclamation No. 1449	
ARRESTATION :		Le 7 mai 1965	
COMPARUTION :	Le 18 mai 1965	Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Deux (2) ans	Le 18 mai 1965	
CONCURRENTE À :	Seize (16) ans pour autres méfaits dont 1450		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 14 avril 1965
C. P. N.-D. de Grâce	U. R. Québec	Réclamation No. 1449	
ARRESTATION :			
COMPARUTION :	Le 18 mai 1965	Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Dix (10) ans	Le 18 mai 1965	
CONCURRENTE À :	Quinze (15) ans	1450	
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 11 décembre 1964
C. P. Saint-Hilaire	U. R. St-Hyacinthe	Réclamation No. 1396
ARRESTATION :		Le 13 mai 1966
COMPARUTION :	Le 13 mai 1966	Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Le 7 juin 1966	Le 13 juin 1966
	Le 4 juillet 1966	Le 18 juillet 1966
	Le 25 juillet 1966	Deux (2) ans
CONCURRENTE À :	1448	
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 9 avril 1965
C. P. St-Ephrem d'Upton	U. R. St-Hyacinthe	Réclamation No. 1448	
ARRESTATION :		Le 13 avril 1966	
COMPARUTION :	Le 11 mai 1967	Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Deux (2) ans	Le 11 mai 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 9 avril 1965
C. P. St-Ephrem d'Upton	U. R. St-Hyacinthe	Réclamation No. 1448	
ARRESTATION :		Le 13 avril 1966	
COMPARUTION :	Le 3 mai 1967		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 10 mai 1967	Le 17 mai 1967	
	Le 24 mai 1967	Le 31 mai 1967 — Il plaide coupable	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans	Le 31 mai 1967	
CONCURRENTTE À :	1451		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 9 avril 1965
C. P. St-Ephrem d'Upton	U. R. St-Hyacinthe	Réclamation No. 1448	
ARRESTATION :		Le 13 avril 1966	
COMPARUTION :	Le 13 avril 1966	Plaide coupable	
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Le 7 juin 1966	Le 13 juin 1966	
	Le 4 juillet 1966	Le 18 juillet 1966	
	Le 25 juillet 1966	Deux (2) ans	
	Voir 1396		
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 14 avril 1965

C. P. Saint-Rosaire

U. R. T.-Rivières

Réclamation No. 1447

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut ligoté.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 26 mars 1965

C. P. Saint-Cléophas

U. R. Joliette

Réclamation No. 1445

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : L'épouse du gérant fut ligotée, alors que celui-ci était absent.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 16 mars 1965
C. P. Saint-Camille	U. R. Québec	Réclamation No. 1439	
ARRESTATION :		Le 23 mars 1965	
COMPARUTION :	Le 26 mars 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 31 mars 1965		
EXAMEN VOLONTAIRE :	Le 21 avril 1965		
ASSISES :	D'automne		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 29 juillet 1965		
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Cinq (5) ans	Le 30 juillet 1965	
CONCURRENTTE À :	1432		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 16 mars 1965
C. P. Saint-Camille	U. R. Québec	Réclamation No. 1439	
ARRESTATION :		Le 21 février 1966	
COMPARUTION :	Le 21 février 1966		
CAUTION :	Deux (2) de \$950.00		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 3 mars 1966	Le 30 juin 1966	
	Le 30 août 1966	Le 20 janvier 1967	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Avril 1967	Automne 1967	
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :			
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 16 mars 1965
C. P. Saint-Camille	U. R. Québec	Réclamation No. 1439	
ARRESTATION :		Le 23 mars 1965	
COMPARUTION :	Le 26 mars 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 31 mars 1965	Le 14 avril 1965	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	D'automne		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 15 février 1966		
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trois (3) ans	Le 15 février 1966	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Le gérant et son épouse furent ligotés et baïllonnés.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 12 mars 1965
C. P. Saint-Etienne	U. R. Montréal	Réclamation No. 1431	
ARRESTATION :		Le 20 avril 1965	
COMPARUTION :	Le 26 avril 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 1er juin 1965	Le 8 juin 1965	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Septembre 1965	Février 1966 — Octobre 1966	
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 4 octobre 1966		
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Quatre (4) ans	Le 10 novembre 1966	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 12 mars 1965
C. P. Saint-Etienne	U. R. Montréal	Réclamation No. 1431	
ARRESTATION :		Le 20 avril 1965	
COMPARUTION :	Le 26 avril 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 1er juin 1965	Le 8 juin 1965	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Septembre 1965 Le 15 mars 1966	Février 1966 Juin 1966 — Octobre 1966	
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 4 octobre 1966 Le 16 janvier 1967	Le 21 novembre 1966 Le 16 mars 1967	
JUGEMENT :	Le 22 mars 1967	Coupable	
SENTENCE :	Dix-huit (18) mois	Le 22 mars 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 12 mars 1965

C. P. Saint-Etienne

U. R. Montréal

Réclamation No. 1431

ARRESTATION :

Le 20 avril 1965

COMPARUTION :

Le 22 avril 1965

Plaide coupable

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Le 13 mai 1965

Le 18 juin 1965

Le 17 août 1965

Le 19 octobre 1965

Le 13 décembre 1965

Le 14 avril 1966

Le 26 avril 1966

Le 11 novembre 1966

Le 24 novembre 1966

Le 16 décembre 1966

Temps passé en prison + 1 journée et caution :
\$500.00 pour garder la paix durant deux (2) ans.

REMARQUES : Le gérant et son épouse furent frappés à coup de crosse de revolver, en plus d'être ligotés avec leur quatre (4) enfants.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 1er mars 1965

C. P. Sainte-Clothilde

U. R. Montréal

Réclamation No. 1429

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Deux (2) coups de feu tirés dans le local, en guise d'avertissement.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 18 février 1965

C. P. Pointe-aux-Trembles

U. R. Montréal

Réclamation No. 1420

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Quatorze (14) employés furent ligotés avec des menottes, autour d'un poteau de support dans la cave.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 15 février 1965

C. P. St-Léon de Standon

U. R. Québec

Réclamation No. 1417

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut assommé, en plus d'être ligoté, ainsi que son épouse et ses trois (3) enfants.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 5 février 1965

C. P. Sainte-Mélanie

U. R. Joliette

Réclamation No. 1413

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : L'assistante-gérante, sa mère, de même que deux (2) sociétaires furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 14 janvier 1965
C. P. St-François Xavier	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1409	
ARRESTATION :		Le 22 janvier 1965	
COMPARUTION :	Le 25 janvier 1965		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 10 février 1965		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 25 septembre 1965		
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Cinq (5) ans	Le 25 septembre 1965	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 14 janvier 1965
C. P. St-François Xavier	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1409
ARRESTATION :		
COMPARUTION :	Le 27 janvier 1965	Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Quatre (4) ans	Le 27 janvier 1965
CONCURRENTE À :		
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES : (Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 14 janvier 1965
C. P. St-François Xavier U. R. Sherbrooke Réclamation No. 1409

ARRESTATION : Le 21 janvier 1965
COMPARUTION : Le 25 janvier 1965
CAUTION : Néant
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 10 février 1965
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF : Le 9 septembre 1965
JUGEMENT :
SENTENCE : Cinq (5) ans Le 9 septembre 1965
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Un sociétaire fut assommé d'un coup de crosse de revolver.

DÉNOUEMENT

NATURE: Tentative de vol à main armée (3T) DATE: Le 26 mars 1965
C. P. St-Canut U. R. Montréal Réclamation No. 1501

ARRESTATION :
COMPARUTION :
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTÉ À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Le gérant a tiré un (1) coup de feu, ce qui a fait fuir les band

R É S U M É

ANNÉE 1965 TENTATIVE DE VOL À MAIN ARMÉE (3T)

Personne (s) ligotée (s) Assommée (s) Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences

Un coup de feu par
le gérant. * 1501

R É S U M É

ANNÉE 1966

VOL À MAIN ARMÉE (3)

Personne (s) ligotée (s) Assommée (s) Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences

Trois (3) coups de feu
dans la Caisse. * 1566

Deux (2) coups de feu
dans la Caisse. * 1569

Gérante bles-
sée par éclats
de verre.

* 1590 (Robert
Adam)

* 1602 (Mario
Roy)

2— * 1594

3— * 1619

1 * 1620

Deux (2) coups de feu
en direction de la
Caisse. * 1621

Un coup de feu dans
la Caisse. * 1641

1646-16
1670-16

2— * 1647

4— * 1652

Quatre (4) coups de
feu dans la Caisse et
plusieurs à l'extérieur.
* 1654

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 16 décembre 1966
C. P. Saint-Ubalde	U. R. Québec	Réclamation No.	1654
ARRESTATION :			Le 17 décembre 1966
COMPARUTION :	Le 17 décembre 1966		Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Sept (7) ans		Le 17 décembre 1966
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 16 décembre 1966
C. P. Saint-Ubald	U. R. Québec		Réclamation No. 1654
ARRESTATION :			Le 17 décembre 1966
COMPARUTION :	Le 19 décembre 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 21 décembre 1966		Plaide coupable
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Sept (7) ans		Le 21 décembre 1966
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 16 décembre 1966

C. P. Saint-Ubald

U. R. Québec

Réclamation No. 1654

ARRESTATION :

Le 17 décembre 1966

COMPARUTION :

Le 19 décembre 1966

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 27 décembre 1966

Le 28 décembre 1966

Plaide coupable

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Six (6) ans

Le 28 décembre 1966

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Deux (2) coups de feu furent tirés dans le plafond, en guise d'avertissement. Deux (2) autres coups furent tirés dans des coffrets de sûreté dans la voûte. Plusieurs coups tirés à l'extérieur de la Caisse en direction de celle-ci, lors de la fuite, afin d'empêcher les gens de sortir.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 16 décembre 1966
C. P. Saint-Ubalde	U. R. Québec	Réclamation No.	1654
ARRESTATION :			Le 17 décembre 1966
COMPARUTION :	Le 19 décembre 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 27 décembre 1966		Le 28 décembre 1966
			Plaide coupable
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Quatre (4) ans		Le 28 décembre 1966
CONCURRENTTE À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 13 décembre 1966
C. P. St-Bernard de Michaudville U. R. St-Hyacinthe Réclamation No. 1652

ARRESTATION :
COMPARUTION :
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :

REMARQUES : On se servit d'un otage pour forcer le gérant à ouvrir la porte de la caisse. Le gérant, son épouse et deux (2) sociétaires furent ligotés au moyen de menottes.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 19 novembre 1966
C. P.	Baie des Sables	U. R.	Rimouski
			Réclamation No. 1647
ARRESTATION :			Le 3 mars 1967
COMPARUTION :	Le 14 avril 1967		Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Quatre (4) ans		Le 13 juin 1967
CONCURRENTE À :	1646 — 1670 — 1697		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Le gérant et son épouse furent ligotés.		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)		DATE : Le 22 octobre 1966
C. P. St-François Xavier des Hauteurs	U. R. Rimouski	Réclamation No. 1646
ARRESTATION :		Le 3 mars 1967
COMPARUTION :	Le 14 avril 1967	Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Le 12 avril 1967	Le 13-6-1967 - Quatre (4) ans
CONCURRENTÉ À :	1647 — 1670 — 1697	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES :		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 13 octobre 1966

C. P. Saint-Joseph

U. R. Sherbrooke

Réclamation No. 1641

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Un coup de feu tiré dans le plafond de la Caisse, en guise d'avertissement.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 19 août 1966

C. P. N.-D. de Fatima

U. R. Montréal

Réclamation No. 1621

ARRESTATION :

Le 10 mars 1967

COMPARUTION :

Le 13 mars 1967

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 28 mars 1967

Plaide coupable

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

Deux (2) ans

Le 28 mars 1967

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 19 août 1966
C. P. N.-D. de Fatima	U. R. Montréal	Réclamation No. 1621	
ARRESTATION :		Le 19 août 1966	
COMPARUTION :	Le 22 août 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 13 septembre 1966	Le 19 septembre 1966	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 24 novembre 1966	Le 22 décembre 1966	
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Deux (2) ans	Le 1er mars 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 19 août 1966
C. P. N.-D. de Fatima	U. R. Montréal	Réclamation No. 1621	
ARRESTATION :		Le 21 août 1966	
COMPARUTION :	Le 22 août 1966	Le 25 août 1966	
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 6 septembre 1966	Le 13 septembre 1966	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 19 septembre 1966	Le 19 janvier 1967	
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Vingt-Trois (23) mois	Le 19 janvier 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Deux (2) coups de feu furent tirés dans la direction de la Caisse lors de la fuite.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 26 août 1966
C. P. St-Benoit de Granby	U. R. Sherbrooke		Réclamation No. 1620
ARRESTATION :			Le 29 octobre 1966
COMPARUTION :	Le 8 novembre 1966		
CAUTION :	\$1,000. (argent) ou \$1,000. (sur immeuble)		13-1-1
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 18 novembre 1966	Le 29 novembre 1966	
	Le 13 décembre 1966	Le 13 janvier 1967	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 7 juillet 1967		
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trois (3) ans	Le 7 juillet 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 26 août 1966
C. P. St-Benoît de Granby	U. R. Sherbrooke	Réclamation No.	1620
ARRESTATION :			Le 28 octobre 1966
COMPARUTION :	Le 8 novembre 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 22 novembre 1966	Le 29 novembre 1966	
	Le 13 décembre 1966	Le 13 janvier 1967	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Octobre 1967		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 26 mars 1967		
JUGEMENT :	Coupable		
SENTENCE :	Trois (3) ans	Le 26 mars 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 26 août 1966
C. P. St-Benoit de Granby	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1620	
ARRESTATION :		Le 28 octobre 1966	
COMPARUTION :	Le 8 novembre 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 22 novembre 1966	Le 29 novembre 1966	
	Le 13 décembre 1966	Le 13 janvier 1967	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :	Octobre 1967		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 21 juillet 1967		
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trois (3) ans	Le 21 juillet 1967	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Un jeune homme fut pris en otage sur le trottoir pour forcer l'en- trée à la Caisse.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 24 août 1966
C. P. St-Herménégilde	U. R. Montréal	Réclamation No. 1619	
ARRESTATION :		Le 10 mai 1966	
COMPARUTION :	Le 12 mai 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 18 mai 1966		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 5 septembre 1967	Le 6 novembre 1967	
JUGEMENT :			
SENTENCE :			
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 24 août 1966
C. P. St-Herménégilde U. R. Montréal Réclamation No. 1602

ARRESTATION : Le 24 septembre 1966
COMPARUTION : Le 29 septembre 1966 Plaide coupable
CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE : Vingt (20) ans Le 28 octobre 1966
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant, deux (2) employés et un sociétaire furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 30 juin 1966
C. P. La Patrie	U. R. Sherbrooke	Réclamation No. 1602	
ARRESTATION :		Le 1er septembre 1966	
COMPARUTION :	Le 13 octobre 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 2 octobre 1966	Le 15 novembre 1966	
	Le 21 novembre 1966	Le 9 décembre 1966	
	Le 30 mars 1967		
ASSISES :	Septembre 1967	Le 1er septembre 1967	
	Date ultérieure à être fixée.		
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :			
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 30 mai 1966
C. P. St-Patrice Beaurivage U. R. Québec Réclamation No. 1594

ARRESTATION :
COMPARUTION :
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 6 mai 1966
C. P. Ste-Emmélie Energie	U. R. Joliette	Réclamation No.	1590
ARRESTATION :			Le 6 octobre 1966
COMPARUTION :	Le 19 octobre 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 26-10-1966 — Le 2-11-1966 — Le 9-11-1966 Le 17-11-1966 — Le 24-11-1966 — Le 25-11-1966		
EXAMEN VOLONTAIRE :	Le 2 décembre 1966		
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 5 septembre 1967	Le 16 octobre 1967	
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Trois (3) ans	Le 27 octobre 1967	
CONCURRENTÉ À :	1591		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 6 mai 1966
C. P. Ste-Emmélie de l'Energie	U. R. Joliette		Réclamation No. 1590
ARRESTATION :			Le 4 août 1966
COMPARUTION :	Le 12 août 1966		Plaide coupable
CAUTION :			
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Le 30 août 1966	Le 19 septembre 1966	
	Le 19 octobre 1966	Le 25-10-1966 - Cinq (5) ans	
CONCURRENTÉ À :	1578 — 1591		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 9 mars 1966
C. P. St-Etienne des Grès	U. R. T.-Rivières	Réclamation No. 1569	
ARRESTATION :		Le 9 mars 1966	
COMPARUTION :	Le 13 mars 1966		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 17 mars 1966	Plaide coupable	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Cinq (5) ans	Le 31 mars 1966	
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Un (1) coup de feu tiré en direction de la gérante, laquelle blessée légèrement par des éclats de verre provenant du comptoir. Un (1) autre coup de feu fut également tiré dans le mur de la C		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 18 février 1966
C. P. Sainte-Gertrude U. R. F. M. Réclamation No. 1566

ARRESTATION :
COMPARUTION :
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Trois (3) coups de feu furent tirés dans les tiroirs-caisses.

DÉNOUEMENT

NATURE : Tentative de vol à main armée (3T) DATE : Le 23 décembre 1964
C. P. Saint-Placide U. R. Québec Réclamation No. F-5024

ARRESTATION : Le 26 avril 1966
COMPARUTION : Le 26 avril 1966 Plaide coupable
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE : Le 11 mai 1966 Le 1er juin 1966
 Le 1er juillet 1966 Le 6-7-1966 - Dix (10) ans
CONCURRENTE À : 1586
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Le gérant et son épouse ligotés.

R É S U M É

ANNÉE 1966 TENTATIVE DE VOL À MAIN ARMÉE (VAT)

Personne (s) ligotée (s) Assommée (s) Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences

2— * F-5024

DÉNOUEMENT

NATURE : Tentative de vol à main armée (3T)		DATE : Le 23 décembre 1964
C. P. Saint-Placide	U. R. Québec	Réclamation No. F-5024
ARRESTATION :		Le 26 avril 1966
COMPARUTION :	Le 26 avril 1966	Plaide coupable
CAUTION :		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :		
EXAMEN VOLONTAIRE :		
ASSISES :		
OPTION :		
PROCÈS EXPÉDITIF :		
JUGEMENT :		
SENTENCE :	Le 11 mai 1966	Le 1er juin 1966
	Le 1er juillet 1966	Le 6-7-1966 - Dix (10) ans
CONCURRENTÉ À :	1586	
CONSÉCUTIVE À :		
APPEL :		
DÉCISION :		
REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés.		

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 13 janvier 1967
C. P. Laurier Station	U. R. Québec		Réclamation No. 1670
ARRESTATION :			Le 3 mars 1967. (Blessé)
COMPARUTION :	Le 14 avril 1967		Plaide coupable
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :			
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Quatre (4) ans		Le 13 juin 1967
CONCURRENTE À :	1697 — 1647 — 1646		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	Le gérant, son épouse et ses trois (3) enfants furent ligotés.		

R É S U M É

ANNÉE 1967 VOL À MAIN ARMÉE (3)

Personne (s) ligotée (s) Assommée (s) Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences

4— (dont 3 enfants) * 1670

5— (dont 4 enfants) * 1697

1

1 tué et 1 blessé (bandits)

Un coup de feu dans la Caisse * 1721

Un coup de feu dans la Caisse * 1741

7— (dont 5 enfants) * 1742 1

2— * 1746

Un coup de feu entre policier et bandit.
* 1756Un caissier blessé d'une balle et une person-
ne frappée avec la crosse d'un revolver.
* 1764

Deux (2) coups de feu dans la Caisse. * 1780

1— * 1738

Un coup de feu dans la Caisse. * 1802

10— (dont 8 enfants) * 1806

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 3 mars 1967

C. P. Ste-Véronique

U. R. Montréal

Réclamation No. 1697

ARRESTATION :

Tué le 3 mars 1967

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTÉ À :

* Impliqué dans : 1670 — 1647 — 1646

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : L'épouse du gérant et quatre (4) de ses enfants furent ligotés. Au cours de leur fuite, les bandits furent pris en chasse par les policiers et Levasseur et son complice Robert Fréchette se servirent d'un jeune homme comme otage pour échapper une première fois aux policiers. Rendus un peu plus loin, ils abandonnèrent le véhicule pour s'enfoncer dans les bois, où ils furent rejoints par les policiers et à la suite d'une fusillade nourrie, on constata que Levasseur était mort et Fréchette blessé.

DÉNOUEMENT

NATURE :	Vol à main armée (3)	DATE :	Le 3 mars 1967
C. P. Ste-Véronique	U. R. Montréal	Réclamation No.	1697
ARRESTATION :			Le 3 mars 1967 (Blessé)
COMPARUTION :	Le 14 avril 1967		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 13 juin 1967	Coupable	
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :			
JUGEMENT :			
SENTENCE :	Quatre (4) ans		
CONCURRENTTE À :	1670 — 1647 — 1646		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :	(Voir remarques à la première page)		

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3) DATE : Le 4 mai 1967
C. P. Cité de Laflèche U. R. Montréal Réclamation No. 1721

ARRESTATION :
COMPARUTION :
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :

REMARQUES : Un (1) coup de feu fut tiré dans le plafond de la Caisse, en guise d'avertissement.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 4 juillet 1967

C. P. St-Rémi Montréal-Nord U. R. Montréal

Réclamation No. 1741

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE:

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES: Un (1) coup de feu fut tiré dans un tiroir-caisse.

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 7 juillet 1967

C. P. Mont St-Michel U. R. Montréal

Réclamation No. 1742

ARRESTATION :

Le 21 août 1967

COMPARUTION : Le 22 août 1967

CAUTION : \$5,000.00

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 29 août 1967

Le 5 septembre 1967

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES : D'automne

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 7 juillet 1967

C. P. Mont St-Michel

U. R. Montréal

Réclamation No. 1742

ARRESTATION :

Le 13 juillet 1967

COMPARUTION :

Le 14 juillet 1967

CAUTION :

\$10,000.00

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE: Le 8 juillet 1967

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

D'automne

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL:

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut assommé d'un coup de crosse de revolver au front.
Ce dernier, son épouse et leur cinq (5) enfants furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 13 juillet 1967

C. P. St-Mathias

U. R. O. Québécois

Réclamation No. 1746

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés.

DÉNOUEMENT

C. P. Marie-Reine des Coeurs U. R. Montréal

Réclamation No. 1756

Le 4 août 1967

CAUTION : \$2,000.00

EXAMEN VOLONTAIRE :

OPTION :

JUGEMENT :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Echange de coups de feu entre la police et les fuyards.

DÉNOUEMENT

C. P. Deschênes U. R. Montréal

Réclamation No. 1764

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À:

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Un caissier fut frappé au visage avec la crosse d'un revolver. Un autre caissier fut atteint d'un coup de feu à la poitrine, après lui avoir déchiqueté le doigt majeur de la main gauche. Le gérant, de même que les commis furent ligotés au moyen de menottes.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

C. P. Saint-Gilbert

U. R. Montréal

DATE : Le 7 septembre 1967

Réclamation No. 1780

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Un (1) coup de feu fut tiré dans la serrure d'un tiroir-caisse. Un (1) autre coup de feu fut tiré, en guise d'avertissement, afin d'immobiliser le comptable qui se dirigeait vers un bouton du système d'alarme.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

C. P. St-Etienne de Lauzon

U. R. Québec

DATE : Le 26 septembre 1967

Réclamation No. 1788

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant fut ligoté.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 26 octobre 1967

C. P. Douville

U. R. St-Hyacinthe

Réclamation No. 1802

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Un (1) coup de feu fut tiré dans le mur, la balle passa à quelques
pouces de la tête du caissier.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)

DATE : Le 9 novembre 1967

C. P. St-Damase

U. R. Québec

Réclamation No. 1806

ARRESTATION :

Le 9 novembre 1967

COMPARUTION :

Le 15 novembre 1967

Plaide non coupable

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 24 novembre 1967

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Le gérant, son épouse et huit (8) enfants furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)	DATE : Le 9 novembre 1967
C. P. St-Damase	U. R. Québec
	Réclamation No. 1806
ARRESTATION :	Le 10 novembre 1967
COMPARUTION :	Le 15 novembre 1967
CAUTION :	Néant
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 24 novembre 1967
EXAMEN VOLONTAIRE :	
ASSISES :	
OPTION :	
PROCÈS EXPÉDITIF :	
JUGEMENT :	
SENTENCE :	
CONCURRENTTE À :	
CONSÉCUTIVE À :	
APPEL :	
DÉCISION :	
REMARQUES : (Voir remarques à la première page)	

DÉNOUEMENT

NATURE : Vol à main armée (3)	DATE : Le 9 novembre 1967
C. P. St-Damase	U. R. Québec
	Réclamation No. 1806
ARRESTATION :	Le 10 novembre 1967
COMPARUTION :	Le 15 novembre 1967
CAUTION :	Néant
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 24 novembre 1967
EXAMEN VOLONTAIRE :	
ASSISES :	
OPTION :	
PROCÈS EXPÉDITIF :	
JUGEMENT :	
SENTENCE :	
CONCURRENTTE À :	
CONSÉCUTIVE À :	
APPEL :	
DÉCISION :	
REMARQUES : (Voir remarques à la première page)	

DÉNOUEMENT

NATURE: Vol à main armée (3)

DATE : Le 9 novembre 1967

C. P. St-Damase

U. R. Québec

Réclamation No. 1806

ARRESTATION :

Le 10 novembre 1967

COMPARUTION :

Le 15 novembre 1967

CAUTION :

Néant

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 24 novembre 1967

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À:

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : (Voir remarques à la première page)

DÉNOUEMENT

NATURE: Tentative de vol à main armée (3T)

DATE : Le 6 août 1967

C. P. Dorset

U. R. Québec

Réclamation No. 1758

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Un coup de feu tiré pour intimider le gérant.

R É S U M É

ANNÉE 1967 TENTATIVE DE VOL À MAIN ARMÉE (3T)

Personne (s) ligotée (s) Assommée (s) Enfermée (s) voûte Victime (s) Otage (s) Echange coups de feu Caution annulée Remises Sentences

3 * 1682

Personnes ré-arrêtées
pour vol à main armée. * 1711

Un coup de feu dans la Caisse. * 1758

2 * 1774

DÉNOUEMENT

NATURE : Tentative de vol à main armée (3T) DATE : Le 25 août 1967.
C. P. Mont St-Michel U. R. Montréal Réclamation No. 1774

ARRESTATION :
COMPARUTION :
CAUTION :
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :
EXAMEN VOLONTAIRE :
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF :
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES : Le gérant et son épouse furent ligotés.

DÉNOUEMENT

NATURE : Tentative de vol à main armée (3T) DATE : Le 31 mars 1967
C. P. Saint-Benoît U. R. Montréal Réclamation No. 1711

ARRESTATION : Le 31 mars 1967
COMPARUTION : Le 5 avril 1967
CAUTION : \$3,000.00 Le 10-4-1967. (Annulée le 28-9)

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 12 avril 1967
EXAMEN VOLONTAIRE : Le 17 avril 1967
ASSISES :
OPTION :
PROCÈS EXPÉDITIF : Le 10 mai 1967 Le 6 septembre 1967
 Le 22 novembre 1967
JUGEMENT :
SENTENCE :
CONCURRENTE À :
CONSÉCUTIVE À :
APPEL :
DÉCISION :
REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE :	Tentative de vol à main armée (3T)	DATE :	Le 31 mars 1967
C. P. Saint-Benoit	U. R. Montréal		Réclamation No. 1711
ARRESTATION :			Le 13 avril 1967
COMPARUTION :	Le 14 avril 1967		
CAUTION :	Néant		
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 10 mai 1967		Le 17 mai 1967
	Le 6 septembre 1967		
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 28 septembre 1967		Le 22 novembre 1967
JUGEMENT :			
SENTENCE :			
CONCURRENTÉ À :	Voir 1358		
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE :	Tentative de vol à main armée (3T)	DATE :	Le 31 mars 1967
C. P. Saint-Benoit	U. R. Montréal		Réclamation No. 1711
ARRESTATION :			Le 31 mars 1967
COMPARUTION :	Le 5 avril 1967		
CAUTION :	\$3,000.00		Le 10 mai 1967 (Annulée)
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :	Le 12 avril 1967		Le 10 mai 1967
	Le 17 mai 1967		Le 6 septembre 1967
EXAMEN VOLONTAIRE :			
ASSISES :			
OPTION :			
PROCÈS EXPÉDITIF :	Le 28 septembre 1967 — (Arrêté de nouveau pour vol à main armée à Rosemère, semaine du 3 septembre) 8-1-1968		
JUGEMENT :			
SENTENCE :			
CONCURRENTÉ À :			
CONSÉCUTIVE À :			
APPEL :			
DÉCISION :			
REMARQUES :			

DÉNOUEMENT

NATURE : Tentative de vol à main armée (3T) DATE : Le 31 mars 1967

C. P. Saint-Benoit

U. R. Montréal

Réclamation No. 1711

ARRESTATION :

Le 31 mars 1967

COMPARUTION :

Le 5 avril 1967

CAUTION :

\$3,000.00

Le 10 mai 1967 (Annulée)

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : Le 12 avril 1967
Le 6 septembre 1967

Le 10 mai 1967

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF : Le 28 septembre 1967 Défaut (Mandat d'amener)

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTE À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES :

DÉNOUEMENT

NATURE : Tentative de vol à main armée (3T)

DATE : Le 27 janvier 1967

C. P. Sainte-Cécile

U. R. Montréal

Réclamation No. 1682

ARRESTATION :

COMPARUTION :

CAUTION :

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE :

EXAMEN VOLONTAIRE :

ASSISES :

OPTION :

PROCÈS EXPÉDITIF :

JUGEMENT :

SENTENCE :

CONCURRENTÉ À :

CONSÉCUTIVE À :

APPEL :

DÉCISION :

REMARQUES : Alors que le gérant travaillait le soir à la Caisse Populaire, des bandits se dirigèrent vers son domicile, où on garda en otage son épouse et une de ses filles, après quoi ils téléphonèrent à ce dernier pour le mettre au courant de ce qui arrivait et de ne pas avertir la police, alors qu'un du groupe se rendit à la Caisse avec une autre de ses filles, afin de démontrer le sérieux de leur opération. Effectivement, la jeune fille pris place dans le véhicule des bandits et ils l'amènèrent à la Caisse, où elle faussa compagnie à ses gardiens, pour entrer précipitamment. Le gérant ayant, malgré l'avertissement, appelé la police, il en informa les bandits, lesquels prirent la fuite avant l'arrivée des policiers.

STATISTIQUE

CAMBRIOLAGE (2)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	6 — (Six)	\$ 5,836.73	1319 (19 de la Fédération)
1966	6 — (Six)	\$ 5,037.90	1327 (25 de la Fédération)
1965	10 — (Dix)	\$ 69,225.10	1313 (24 de la Fédération)
1964	4 — (Quatre)	\$ 19,410.16	1294 (22 de la Fédération)
1963	16 — (Seize)	\$ 24,475.83	1284 (21 de la Fédération)
1962	14 — (Quatorze)	\$ 19,625.48	1262 (19 de la Fédération)
1961	10 — (Dix)	\$ 32,112.39	1243 (18 de la Fédération)
1960	7 — (Sept)	\$ 16,516.86	1227 (18 de la Fédération)
1959	7 — (Sept)	\$ 19,859.54	1210 (19 de la Fédération)
1958	7 — (Sept)	\$ 46,862.01	1187 (17 de la Fédération)
1957	21 — (Vingt-et-Un)	\$ 64,199.56	1157

* Voir les détails de ces cambriolages aux tableaux ci-annexés.
RL/maf

Novembre 1967.

STATISTIQUE

TENTATIVE DE CAMBRIOLAGE (2T)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	9 — (Neuf)	\$ 609.59	1319 (19 de la Fédération)
1966	4 — (Quatre)	\$ 1,067.73	1327 (25 de la Fédération)
1965	7 — (Sept)	\$ 4,128.38	1313 (24 de la Fédération)
1964	6 — (Six)	\$ 50.00	1294 (22 de la Fédération)
1963	8 — (Huit)	\$ 1,041.03	1284 (21 de la Fédération)
1962	7 — (Sept)	\$ 1,124.58	1262 (19 de la Fédération)
1961	4 — (Quatre)	\$ 693.16	1243 (18 de la Fédération)
1960	3 — (Trois)	\$ 2,517.29	1227 (18 de la Fédération)
1959	1 — (Un)	\$ NIL	1210 (19 de la Fédération)
1958	6 — (Six)	\$ 2,074.55	1187 (17 de la Fédération)
1957	7 — (Sept)	\$ 5,465.93	1157

* Voir les détails de ces tentatives de cambriolage aux tableaux ci-annexés.

RL/maf

Novembre 1967.

STATISTIQUE

VOL À MAIN ARMÉE (3)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	50 — (Cinquante)	\$244,323.32	1319 (19 de la Fédération)
1966	30 — (Trente)	\$142,648.53	1327 (25 de la Fédération)
1965	69 — (Soixante-Neuf)	\$389,585.97	1313 (24 de la Fédération)
1964	75 — (Soixante-Quinze)	\$462,868.40	1294 (22 de la Fédération)
1963	53 — (Cinquante-Trois)	\$184,753.69	1284 (21 de la Fédération)
1962	35 — (Trente-Cinq)	\$151,666.27	1262 (19 de la Fédération)
1961	26 — (Vingt-Six)	\$331,004.90	1243 (18 de la Fédération)
1960	25 — (Vingt-Cinq)	\$137,606.07	1227 (18 de la Fédération)
1959	26 — (Vingt-Six)	\$ 76,702.59	1210 (19 de la Fédération)
1958	36 — (Trente-Six)	\$197,814.17	1187 (17 de la Fédération)
1957	21 — (Vingt-et-Un)	\$108,840.46	1157

* Voir les détails de ces vols à main armée aux tableaux ci-annexés. Novembre 1967.
RL/maf

STATISTIQUE

TENTATIVE DE VOL À MAIN ARMÉE (3T)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	10 — (Dix)	\$ 50.00	1319 (19 de la Fédération)
1966	7 — (Sept)	NIL	1327 (25 de la Fédération)
1965	5 — (Cinq)	NIL	1313 (24 de la Fédération)
1964	17 — (Dix-Sept)	\$448.00	1294 (22 de la Fédération)
1963	12 — (Douze)	NIL	1284 (21 de la Fédération)
1962	8 — (Huit)	NIL	1262 (19 de la Fédération)
1961	7 — (Sept)	\$113.00	1243 (18 de la Fédération)
1960	6 — (Six)	\$119.53	1227 (18 de la Fédération)
1959	5 — (Cinq)	\$235.00	1210 (19 de la Fédération)
1958	3 — (Trois)	\$ 69.51	1187 (17 de la Fédération)
1957	5 — (Cinq)	\$190.00	1157

* Voir les détails de ces tentatives de vol à main armée aux tableaux ci-annexés. Novembre 1967.
RL/maf

STATISTIQUE

FAUX (4)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	21 — (Vingt-et-Un)	\$83,411.42	1319 (19 de la Fédération)
1966	26 — (Vingt-Six)	\$58,674.09	1327 (25 de la Fédération)
1965	16 — (Seize)	\$17,495.93	1313 (24 de la Fédération)
1964	34 — (Trente-Quatre)	\$88,067.84	1294 (22 de la Fédération)
1963	33 — (Trente-Trois)	\$21,904.60	1284 (21 de la Fédération)
1962	16 — (Seize)	\$36,824.56	1262 (19 de la Fédération)
1961	10 — (Dix)	\$12,131.00	1243 (18 de la Fédération)
1960	15 — (Quinze)	\$10,049.27	1227 (18 de la Fédération)
1959	15 — (Quinze)	\$35,509.66	1210 (19 de la Fédération)
1958	39 — (Trente-Neuf)	\$58,295.63	1187 (17 de la Fédération)
1957	32 — (Trente-Deux)	\$13,751.17	1157

* Voir les détails de ces faux tableaux ci-annexés.
RL/maf

Septembre 1967.

STATISTIQUE

VOL COURRIER RECOMMANDÉ (5)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	3 — (Trois)	\$ 4,523.99	1319 (19 de la Fédération)
1966	9 — (Neuf)	\$ 54,252.65	1327 (25 de la Fédération)
1965	12 — (Douze)	\$ 91,369.49	1313 (24 de la Fédération)
1964	10 — (Dix)	\$120,334.51	1294 (22 de la Fédération)
1963	7 — (Sept)	\$ 58,330.67	1284 (21 de la Fédération)
1962	1 — (Un)	\$ 9,610.84	1262 (19 de la Fédération)
1961	2 — (Deux)	\$ 2,135.05	1243 (18 de la Fédération)
1960	10 — (Dix)	\$ 28,305.73	1227 (18 de la Fédération)
1959	AUCUN CAS		
1958	AUCUN CAS		
1957	AUCUN CAS		

* Voir les détails de ces vols courrier recommandé aux tableaux ci-annexés.

Septembre 1967.

RL/maf

STATISTIQUE

VOL SIMPLE (6)

ANNÉE	NOMBRE DE CAS	MONTANT	NOMBRE DE CAISSES
1967	4 — (Quatre)	\$ 3,565.95	1319 (19 de la Fédération)
1966	4 — (Quatre)	\$ 2,432.50	1327 (25 de la Fédération)
1965	7 — (Sept)	\$11,637.74	1313 (24 de la Fédération)
1964	9 — (Neuf)	\$ 3,247.91	1294 (22 de la Fédération)
1963	5 — (Cinq)	\$ 412.03	1284 (21 de la Fédération)
1962	2 — (Deux)	\$ 60.27	1262 (19 de la Fédération)
1961	4 — (Quatre)	\$ 1,126.21	1243 (18 de la Fédération)
1960	5 — (Cinq)	\$ 279.11	1227 (18 de la Fédération)
1959	6 — (Six)	\$ 9,062.79	1210 (19 de la Fédération)
1958	5 — (Cinq)	\$ 2,028.80	1187 (17 de la Fédération)
1957	2 — (Deux)	\$ 48.60	1157

* Voir les détails de ces vols simples aux tableaux ci-annexés. Septembre 1967.
RL/maf

APPENDICE 35

Correspondance entre l'Association des banquiers
canadiens et les autorités fédérales et provinciales
du ministère de la Justice.

le 27 septembre 1963.

Honorable René Hamel,
Procureur général de la Province,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

Monsieur le Procureur général,

Les institutions membres de notre association s'alarment de plus en plus, en constatant le nombre toujours croissant des vols à main armée, principalement ceux qui sont commis avec violence ou brutalité, non seulement à l'endroit des organismes financiers, mais dans le public en général. L'association a donc fait connaître son opinion sur l'urgence de la situation, au ministre de la Justice du Canada, sollicitant qu'il étudie certaines mesures que nous préconisons comme étant propres à apporter de l'amélioration.

Nous vous remettons, sous pli, copie de la lettre adressée par notre président, monsieur Wm. M. Currie, au ministre de la Justice, le 17 de ce mois.

Un mémoire de nos observations sur divers points de la question était joint à cette communication, notamment :

Les sentences,	L'acquisition d'armes à feu,
La police,	L'enregistrement d'armes à feu,
Les libérations conditionnelles,	Des statistiques sur le « crime »,
Le cautionnement,	Collaboration avec la police.
Les armes à feu automatiques.	

Pour ajouter à la déclaration faite dans le quatrième paragraphe de la lettre au ministre de la Justice, nous vous remettons ci-annexé un rapport supplémentaire sur tous les vols et tentatives de vols perpétrés contre des succursales de banques, dans la province de Québec, durant cette même période de trois ans. Ce relevé fait nettement ressortir la gravité de la situation dans notre province.

En soulignant que certaines de nos suggestions ont trait à l'administration de la justice par les autorités provinciales en matière de droit criminel, l'Honorable Lionel Chevrier apporte comme exemple dans sa réponse à la lettre du 17 septembre de notre Président, la question du cautionnement, où le procureur de la Couronne dans la province prend généralement position devant la cour, soit en s'opposant ou en faisant valoir son opinion sur les mesures minimum de sécurité qui seraient appropriées. Le ministre de la Justice a mentionné espérer que nos commentaires seront également portés à l'attention des autorités provinciales chargées d'imposer la loi.

De la part de l'association, puis-je faire appel à vous pour une collaboration soutenue afin d'atteindre le but que nous avons exposé. Si vous croyez

qu'une rencontre serait propice à une analyse plus approfondie du sujet, je serai heureux de prendre les arrangements nécessaires pour que des représentants de l'association soient à votre entière disposition, à votre convenance.

Avec ma plus vive appréciation de l'intérêt que vous voudrez bien accorder à cette requête, daignez agréer Monsieur le Procureur général, l'expression de mes sentiments distingués.

Léo Lavoie,
Vice-Président.

Pièces jointes (4)

Montréal, le 17 septembre 1963.

L'Hon. Lionel Chevrier, P.C., C.R., M.P.,
Ministre de la Justice,
OTTAWA, Ont.

Cher monsieur Chevrier,

C'est avec une vive inquiétude que nous, dans le domaine bancaire, constatons l'augmentation du nombre des crimes perpétrés avec violence, lesquels atteignaient leur paroxysme en décembre dernier, lors du meurtre de deux constables de la cité de St-Laurent par des bandits armés. Je suis certain que vous partagez notre souci, étant donné que la vie et le bien-être de citoyens fidèles à la loi et d'agents de la paix sont mis en danger. Les banquiers sont peut-être plus conscients de cette menace croissante parce qu'ils sont plus fréquemment exposés, mais ils ne sont pas les seuls à penser de la sorte. À chaque jour, ou presque, des rapports sont publiés au sujet de cruelles attaques par des bandits, sur la personne de marchands ou d'autres hommes d'affaires, ainsi que sur des particuliers dans leur maison privée.

Les banques, nous vous en assurons, comprennent pleinement leurs responsabilités en matière de sécurité et, nos propres précautions font l'objet d'une revision continuelle dans le but de réduire les risques autant que possible. Nous réalisons que les banques, ainsi que les autres institutions financières (et même les entreprises non financières), dont la nature des opérations encourt le maniement de monnaie en grande quantité, ont une responsabilité bien précise à cet égard et que l'augmentation du volume dans nos succursales entraîne des tentations plus fortes que jamais chez les individus aux tendances criminelles.

Un relevé des attaques perpétrées contre nos succursales fait ressortir l'emploi toujours plus fréquent d'armes à feu, souvent du type automatique, dont l'usage devrait être restreint à des fins militaires. La facilité avec laquelle

les hors-la-loi peuvent se procurer ces armes est étonnante et c'est précisément cette phase du problème qui, à notre avis, nécessite une prompte et efficace intervention.

Pour illustrer le sérieux de la situation, nous avons fait la compilation d'un rapport, démontrant les vols de banque et les sentences imposées dans certains cas. Copie vous en est remise sous pli. Cette liste ne comprend que les cas dont les détails nous sont connus, à cause de récompenses versées en vertu de l'offre permanente de récompenses payables par l'association, pour toute information provoquant des arrestations et condamnations. Le relevé couvre une période de trois ans, 1960-62, bien qu'un rapport remontant à plus loin pourrait être présenté, au besoin. Le fait que les voleurs étaient armés, sauf dans 13 des 70 cas qui y sont indiqués, est digne d'attention particulière.

J'inclus également un mémoire comportant certaines observations, lesquelles nous croyons devraient être considérées sérieusement, autant pour rassurer le public en général que les divers corps de police du pays, dont il faut conserver la confiance si l'on pense à la lourde responsabilité qui leur incombe à tous les jours dans l'exécution de fonctions si vitales pour la protection de la société.

Notre premier souci est donc que des mesures efficaces soient prises aussitôt que possible pour assurer la protection du public et la poursuite de la justice, de façon générale, à la lumière des observations qui suivent. En vous les présentant, nous réalisons que sous notre constitution, l'administration de la justice demeure la responsabilité des provinces, mais toutes les provinces étant naturellement concernées par la question qui est soulevée, nous croyons que vous serez anxieux de participer dans l'étude qui en sera faite. Sur le plan fédéral, il se peut que le temps soit venu de donner plus de puissance au Code criminel, en vue de l'imposition de sentences plus sévères dans les cas extrêmes, soit lorsque le public est la cible de coups de feu ou en est menacé. Si, à cause d'un principe établi, il n'est pas recommandable de considérer l'imposition d'une sentence minimum, disons 10 ans par exemple dans de tels cas, peut-être considéreriez-vous la question sous un autre angle. Il se peut que vous vouliez plutôt examiner la possibilité d'un amendement à l'article 660 (2) du Code criminel, pour donner plus de sévérité à l'édit de condamnation « à au moins trois occasions distinctes et indépendantes les unes des autres » lorsqu'il s'agit de causes où les sentences ont trait à des offenses violentes à l'aide d'armes à feu. Au niveau provincial, la question de sentences suffisantes semble toutefois vitale pour atteindre les fins. Selon nous, l'usage de plus en plus évident d'armes à feu dans les vols justifie qu'une distinction en soit faite pour servir de guide à la Cour, d'abord dans le jugement de crimes sans violence et ensuite dans les cas de ceux qui se sont rendus coupables de crimes violents, sans considération aucune pour la sécurité de la grande majorité du public, formée des citoyens

soucieux de se soumettre à la loi. Il s'est produit des cas de vols à main armée où le maximum a été imposé, la condamnation à vie. Mais les exemples sont plutôt rares, une proportion beaucoup plus forte de sentences en années existe, un grand nombre étant pour des périodes qui ne semblent pas correspondre au sérieux d'un crime comportant l'emploi ou l'usage possible d'une arme meurtrière.

La question de la libération conditionnelle vient en ligne de compte dans ces condamnations en années et, c'est un fait reconnu que des cas se sont produits où un individu libéré sur parole s'est rendu coupable d'une autre offense grave. Nous savons également qu'en certains milieux ces incidents sont traités comme des manques de jugement où de la tolérance doit être apportée. Toutefois, nous savons aussi que les diverses agences chargées de faire respecter la loi sont grandement inquiétées par de semblables événements. Personne ne devrait encourager un malaise du genre dans les rangs de la police, alors que les mesures peuvent être adoptées pour empêcher des élargissements prématurés.

D'une façon générale, c'est ce dernier point des moyens préventifs à exercer qui nous préoccupe le plus dans le moment. Comme troisième mesure, nous préconisons que des sentences plus lourdes soient rendues dans les cas de crimes commis avec brutalité. Les condamnations imposées présentement n'apportent sûrement pas un tel résultat et, comme nous l'avons mentionné, c'est notre ferme conviction que les prescriptions existantes du Code criminel ne répondent pas adéquatement à la situation.

Votre tout dévoué,

W. M. Currie,
Président.

MÉMOIRE DE NOS OBSERVATIONS, VISANT À RÉDUIRE LE NOMBRE DE CRIMES COMMIS AVEC VIOLENCE

1. — *Sentences.*

Aucune ligne de conduite définie n'ayant été établie pour juger les cas où des vies ont été mises en danger, il en résulte que les sentences exemplaires sont très rares, si on examine l'application actuelle du Code criminel. Il est évident que les sentences imposées aux bandits armés ne peuvent être comparées les unes aux autres. Le simple fait de porter une

arme trahit l'intention d'en faire usage. En conséquence, une sentence sévère s'impose dans tout acte ou tentative de vol à main armée.

2. — *Police.*

C'est un fait reconnu que des sentences plutôt légères dans les condamnations pour vols à main armée, ébranlent la confiance des officiers de la loi et du public. Il faudrait mettre un terme à des procédures qui, vu le manque de sévérité des peines imposées ne portent pas les policiers à croire qu'il s'impose de faire tout en leur possible pour traduire en justice les criminels endurcis. Il serait plus que regrettable, si à cause du manque de sentences exemplaires, la force constabulaire en venait à penser que leur acte, comportant d'une part de graves périls, devra nécessairement et dangereusement être répété à brève échéance, lors de la libération prématurée du coupable.

3. — *Libération conditionnelle.*

Il est à remarquer que parmi les cas très sérieux portés à notre attention depuis une couple d'années, plusieurs avaient trait à des endurcis libérés sur parole pour des délits antérieurs. Nous reconnaissons que le système de libération conditionnelle a beaucoup de mérite et qu'un certain pourcentage d'erreurs est possible, mais la répétition de crimes sérieux commis par des ex-convicts libérés sur parole est très inquiétante. Les personnes chargées d'étudier les libérations conditionnelles sont investies d'un pouvoir si lourd de conséquences que nous voulons suggérer une revision constante de son application, pour mieux rassurer le grand public.

4. — *Cautionnement.*

Le problème de l'élargissement sous caution apporte des complications. Parmi les nombreux exemples venus à notre connaissance récemment, nous trouvons le cas de Campbell Ashton typique. Ce dernier était sous cautionnement, attendant son procès sous une grave accusation, quand il fit feu sur deux officiers de la police de Montréal qui l'interrogeaient à titre de suspect dans un vol de banque. Il fut mis sous contrôle dès la contre-attaque, mais il eut dû en être autrement.

5. — *Armes à feu automatiques.*

L'usage d'armes à feu automatiques est probablement la partie du problème la plus inquiétante en particulier l'emploi de fusils au canon raccourci ou de mitrailleuses. Cette dernière catégorie d'armes est surtout devenue d'usage courant. Quelques unes de ces armes, saisies à la suite de vols de banques, furent identifiées comme ayant été volées dans des magasins militaires. On pourrait en déduire que les mesures de sécurité dans les arsenaux militaires requièrent d'être soigneusement revisées, afin d'assurer un meilleur contrôle.

Ce qui précède fait ressortir d'avantage la grande menace à laquelle le public est exposé. Quiconque met en danger la sécurité du public d'une façon aussi irréfléchie que le fit le « Père Noël » lors de la tragédie de St-Laurent en décembre dernier ne devrait avoir aucun doute que le jugement de son offense se traduira par une punition décidément exemplaire. Ce tragique incident met aussi en évidence le grand danger encouru par les officiers de police, qui ne sont munis que d'armes conventionnelles, alors qu'ils doivent affronter le feu de la mitraille.

6. — *Acquisition d'armes à feu.*

Une étude devrait être faite et des mesures adoptées pour enrayer la trop grande facilité avec laquelle on peut se procurer des armes à feu de nos jours. On rapporte même qu'un marché de location d'armes existe dans certains grands centres.

7. — *Enregistrement.*

Rien ne démontre que les normes actuelles régissant l'enregistrement des armes répond adéquatement au problème auquel nous avons à faire face. En effet les armes trouvées en possession des bandits à la suite de vols de banques ne sont généralement pas enregistrées. Plus souvent qu'autrement elles avaient été dérobées chez des gens qui n'en avaient pas rapporté la disparition ou bien encore, ces armes n'étaient pas enregistrées, ayant été transportées sans déclaration aux douanes. (E.-U. — Canada)

8. — *Statistiques sur le « crime ».*

Il est reconnu que le Bureau fédéral de la statistique, en collaboration avec les autorités policières, s'est efforcé dans ses compilations et a publié les statistiques sur le crime dans toute leur portée et signification.

C'est à espérer que cet effort se poursuivra et sera même accentué. Il est même souhaitable que l'on parvienne à publier les statistiques relatives aux vols de banques dans une catégorie à part, de façon à ce que ces renseignements puissent faire ressortir l'efficacité des forces policières, par régions.

Le 17 septembre 1963.

VOLS **SENTENCES**

Jan. 1, 1960 - Déc. 20, 1962.

BANQUE	Vol	DATE Condamnation	Si Armé	Si Armes utilisées	Sentences
COLOMBIE BRITANNIQUE					
N.S. Edmunds & Grandview				Non	A. 12 ans.
St. Burnaby	10. 9.59	1. 7.60	Oui		B. 12 ans.
Imperial, Hastings & Abbott	15.11.60	28.11.60	Non	—	C. 12 ans.
Vancouver (tentative)					5 ans.
C.B. de C. Victoria Harbour (Vol avec effraction)	14.11.60	12.12.60	Non	—	18 mois défini plus 6 mois indéfini
B. de M. Terrace	15. 3.62	26. 9.62	Oui	Oui (tentative de meurtre)	
ALBERTA					
Royal, 7e Ave., & 2e St. W. Calgary	25. 4.60	27. 4.60	Non	—	2 ans.
CIBC, Crossfield	21.12.61	16. 4.62	Oui	Non	A. 3 ans. B. 4 ans.
SASKATCHEWAN					
Royal, 2e Ave., & Princess, Saskatoon	30.10.59	31. 3.60	Oui	(coup de feu — avertissement)	A. 5½ ans. B. 5 ans. C. 5 ans.
859 T-D, 2750 Montague Régina	21. 9.61	22. 9.61	Non	—	18 mois
B de M. South Hill	3.10.61	9.11.61	Oui	Oui (avec violence)	12 ans.

**VOLS
SENTENCES
(suite)**

BANQUE	Vol	DATE Condamnation	Si Armé	Si Armes utilisées	Sentences
MANITOBA					
B de M. Notre Dame & Beverley, Winnipeg	14. 6.62	29. 6.62	Oui	Non	A. 10 ans. B. 10 ans.
T-D, Clearing Car, Winnipeg	3. 7.62	19. 7.62	Non	—	A. 3 ans. B. 3 ans. C. 3 ans.
Royal, Main & Logan, Winnipeg	20. 7.62	30. 7.62	Oui	Non	7 ans.
QUÉBEC					
Prov. Rosemère	5. 2.60	15. 3.60	Oui	Non	A. 3 ans. B. 2 ans.
Royal, Pie IX & Jean Talon (Red Hood Gang)	7. 3.60	10. 5.60	Oui	Oui	A. 10 ans. B. 11 ans. C. 12 ans.
Royal, 2140 Côte de Liesse, Mtl.	24. 7.59	27.10.60	Oui	Non	A. 10 ans. B. 12 ans.
BNC, Upton	10. 6.60	18.11.60	Oui	Oui	A. 2 ans. B. 2 ans.
Royal, 1960 Wellington	15. 9.60	9.17.60	Oui	Non	A. 7 ans. (6 autres - sentences non rapportées)
Prov., 8501 St. Denis St. Mtl.	5.11.59	13.12.60	Oui	Non	20 ans. (indéterminé, aussi condamné 19.2.61 comme criminel habituel.)
Prov., 175 Roy E. Mtl. Prov., 1346 Ontario E. Mtl.	23.12.60 4. 1.61	25. 1.61	Oui	Non	A. 7 et 10 ans concurrentement et 3 autres sentences non rapportées)
(Roges Savard- 13 cas-Montréal)	(dates variées)	10. 3.61	Oui	Non	25 ans.

**VOLS
SENTENCES
(suite)**

BANQUE	Vol	DATE Condamnation	Si Armé	Si Armes utilisées	Sentences
C. B. de C. 6051 Notre-Dame E., Mtl.	1. 8.60	Mars 1961	Oui	Non	A. 15 ans plus 15 ans concurrentement B. 15 ans.
Prov. 5100 Beaubien Mtl. BCN Laurierville (tentative)	30. 8.60 6. 5.61	8. 5.61	Oui	Non	A. 2 ans. B. 2 ans. C. 3 ans.
BCN. 2395 St. Catherine E. Mtl.	19. 9.61	28. 9.61	Oui	Non	A. 5 ans. B. 5 ans.
BCN. 1720 Laurier E. Mtl.	20. 5.60	(Automne 1961)	Oui	Non	5 ans.
Prov. Rosemère	18.11.61	5.12.61	Oui	Oui (coup de feu — avertissement.	A. 3 ans. B. 23 mois.
B de M. 1554 Van Horne, Outremont (et plusieurs autres vols de banque)	10. 8.61	20.12.61	Oui	Oui (tentative de meurtre)	A. 20 ans. B. 15 ans.
N.S. St. Catherine et St. Alexandre, Mtl. (Burglary)	1. 7.61	26.10.61 13. 6.62 24. 4.62	Non	Non	A. 4 ans. B. période d'emprisonne- ment. C. 13 ans.
Prov. 801 St. Catherine W. Mtl. (tentative)	29.12.61	2. 2.62	Non	—	Période d'emprisonnement
Royal, Beaubien et L. Hémon, Mtl.	4. 1.62	30. 3.62	Oui	Non	A. 10 ans. B. 10 ans. C. 10 ans. D. 3 ans. (Ashton, libéré sous cautionne- ment, tué)

**VOLS
SENTENCES
(suite)**

BANQUE	Vol	DATE Condamnation	Si Armé	Si Armes utilisées	Sentences
Prov. 1173 Sherbrooke St. W. Mtl.	2. 2.62	11. 5.62	Oui	Oui	A. 12 + 10 + 4 ans. B. 7 + 10 + 3 ans. C. 7 + 15 + 3 ans. (tous concurremment, 1) 3 ans (libéré sur parole).
BCN. 605 Provost St. Mtl.	12. 3.62	18. 5.62			
N.S. Lafleur & Clement, LaSalle	20. 3.62	21. 8.62			
Royal, Beaubien St. & L. Hémon, Mtl.	29. 1.62	13. 7.62	Oui	Non	3 ans.
(A. Singer - 17 vols banques variées Mtl.)	dates variées	2. 8.62	Oui	Non	10 ans.
BCN. Bélanger E. Mtl.	6. 4.61	21. 9.62	Oui	Non	8 ans.
BCN. 2100 Rachel E. Mtl.	28. 5.61				
Prov. 2101 Jean- Talon E. Mtl.	23. 8.61	25.10.62	Non	—	A. 5 + 5 ans. (consécutifs) B. 3 ans.
B de M. Papineau et Jean-Talon, Mtl.	27. 8.61				
Prov. Mont-Rolland	19. 9.62				A. 15 ans.
BCN. St-Cuthbert	2.10.62	26.10.62	Oui	Non	B. 3 ans.
Prov. St-Barthélemy	17.10.62				C. ? ans.
ONTARIO					
N.S. Queen & River, Toronto	22. 1.60	23. 1.60	Oui	Non	10 ans.
T-D, Broadview & Queen, Toronto	11. 2.60	7. 3.60	Oui	Non	A. 10 ans. B. 8 ans.
Royal, Hillsburgh	12. 4.60	13. 4.60	Oui	Non	A. 10 ans. B. 10 ans.
Impérial, 2990 Bloor W. Toronto	15. 9.59	30. 5.60	Oui	Non	A. 15 ans. B. 15 ans

**VOLS
SENTENCES
(suite)**

BANQUE	Vol	DATE Condamnation	Si Armé	Si Armes utilisées	Sentences
T-D. Yonge & Bedford, Toronto	6. 6.60	21. 6.60 14. 7.60	Oui	Non	A. 12 ans. B. 12 ans.
B de M. 2234 Queen E. Toronto	29. 6.60	26. 7.60	Non	—	2 ans.
B de M. James & Barton, Hamilton	3.11.60	4.11.60	Oui	Non	10 ans.
B.C. de C. Eglinton Et Roxbury, Toronto	14.11.60	7.12.60	Non	—	2 ans.
Royal, Jarvis et Charles, Toronto	11. 7.60	7.12.60	Oui	Non	A. 20 + 2 ans. concurrentement
T-D. Eglinton et Heddington, Toronto	29.11.60	16.12.60			B. 10 + 2 ans. C. 5 ans. D. 5 ans.
Royal, Jarvis et Gerrard, Toronto (conspiration pour vol)	16.12.60	16.12.60	Oui	Non	A. 6 ans. concurrentement aux 3 condamnations (incluant 2 vols à main armée.) B. 4 ans.
B of M. Verona	2.12.60	20. 2.60	Oui	Non	A. 3 ans-3 ans (consécutivement) B. 3 ans.
N.S. Don Mills TD. 9ième & Lake Shore, New Toronto	13. 5.60 27. 5.60	23. 1.61	Oui	Non	A. 6 ans. B. 4 ans.
CB de C. Bay & College, Toronto CIBC	20. 3.61 24. 3.61	25. 3.61	?	Non	2 ans + 4 ans. 9 mois défini plus 3 mois indéfini.
T-D Bethany	23. 3.61	17. 4.61	Oui	Non	
Royal Bay & Temperance, Toronto (tentative)	15. 4.61	21. 4.61	Non	—	3 ans.

**VOLS
SENTENCES
(suite)**

BANQUE	Vol	DATE Condamnation	Si Armé	Si Armes utilisées	Sentences
N.S. South Mountain	19. 5.61	25. 5.61	Oui	Non	A. 5 ans. B. 3 ans.
CB de C. Church & Carlton, Toronto (tentative)	10. 2.61	29. 5.61	Non	—	3 ans.
CIBC. St. William	26. 6.61	13. 7.61 20. 7.61	Oui Oui	Oui Oui (coup de feu — avertissement)	A. 10 ans. B. 10 ans.
N.S. Bathurst & Dundas, Toronto	11. 9.61	12. 9.61	Oui	Non	2 ans.
Prov. 63 King O. Toronto	14. 4.60	26. 9.61	Non	—	14 ans. concurrentement
Royal. 360 Bay, Toronto	19. 8.60				
Royal, 170 University Toronto	28. 4.60				
CIBC 1407 Yonge, Toronto	6. 7.61				
CBC. Ottawa B de M. Yonge & Grasvenor, Toronto	? 8.61 2.10.61	11.10.61	Oui	Non	7+5 ans. concurrentement 7+1 ans. concurrentement
Royal. Somerset & Bank, Ottawa	2.10.61	15.11.61 5. 3.62	Oui	Non	A. 15 ans. B. 7 ans.
CB du C. Sombra	20. 5.59	5. 3.62	Oui	Non	4 ans.
T-D. Havelock	31. 8.61	6. 3.62	Oui	Oui	A. 10 ans. B. 10 ans. C. 10 ans. D. 10 ans.

**VOLS
SENTENCES
(suite)**

Banque	Vol	DATE Condamnation	Si armé	Si Armes utilisées	Sentences
N.S. Earltan	21. 9.61	5.10.62	Oui	Oui	A. 7 ans. B. 5 ans. C. 3 ans.
(Donald Abbey - 6 accusations pour vol de banque - Ont. & P.Q.)	dates variées	20.10.62 26.10.62	Oui	Non	5 + 3 ans.
T-D. Lyndhurst	19.10.62	9.11.62 9.11.62	Oui Oui	Non Non	A. 2 ans. B. 2 ans. C. 2 ans.
Royal Pt. Lambton	31.10.62	15.11.62	Oui	Non	A. 5 ans. B. 5 ans.
B de M. Point Edward	9.11.62	21.11.62	Oui	Non	A. 5 ans. B. 5 ans. C. 5 ans.
NEW BRUNSWICK					
N.S. West St. John	1. 3.62	12. 3.62 12. 3.62 12. 3.62 12. 3.62 18. 4.62 25. 4.62	Oui	Non	A. 15 ans. B. 10 ans. C. 10 ans. D. 10 ans. E. 5 ans. F. 10 ans.
N.S. St. Andrews	29. 3.62	6. 9.62	Oui	Non	A. 3 ans. B. 3 ans. C. 3 ans.
NOUVELLE ÉCOSSE					
B de M. Shearwater	25.10.61	25. 1.62	Oui	Non	A. 12 ans. B. 10 ans.
CIEC. Quinpool & Kline, Halifax	3. 7.62	19. 7.62	Oui	Non	9 ans. (accusé condamné 8 fois, évadé une 3ème fois).

VOLS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC
DU 1er JANVIER au 31 DÉCEMBRE 1962

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
BANQUE DE MONTRÉAL		1960				
1444 ouest, Dorchester, Mtl	27 janv.	—	—	oui	non	Gérant abattu
Ave Marcil & Sherbrooke, Mtl	29 janv.	—	—	oui	non	
Darlington & Soissons, Mtl	20 mai	—	—	oui	oui	
Ave Marcil & Sherbrooke, Mtl	6 juil.	—	—	oui	non	
Bordeaux & Mt-Royal, Mtl	28 juil.	—	—	oui	non	
Edifice Aviation Internationale	26 juil.	—	—	oui	non	
Ave LaSalle & Ontario, Mtl	20 oct.	—	—	oui	non	
Ville Mont-Royal, Qué.	23 oct.	—	—	oui	non	
		1961				
Jean Talon & Querbes, Mtl	6 juil.	—	—	oui	non	15 ans et 20 ans
Arundel, Qué.	27 juil.	—	—	oui	oui	
Outremont, Montréal, Qué.	10 août	2	20/12/61	oui	oui	
Pointe-Claire, Qué.	31 août	—	—	oui	oui	
Université & Ste-Cath., Mtl	12 sept.	1	13/ 9/61	oui	non	Relâché sous caution et confié aux soins d'un psychiatre.
McGill & St-Paul, Mtl	21 déc.	1	Inconnu	non		Sursis
		1962				
Bleury & Ste-Catherine, Mtl	15 janv.	—	—	oui	non	Relâché sous caution. Pas encore condamné ni jugé. Procès fini au 5 juin a été remis jusqu'au 2 octobre prochain.
Sawyerville, Qué.	2 fév.	—	—	oui	non	
1444 ouest, Dorchester, Mtl	8 fév.	—	—	oui	oui	
Crémazie & Esplanade, Mtl	9 fév.	—	—	oui	oui	
Place Laurier, Ste-Foy, Qué	11 juin	—	—	oui	non	
Centre d'achats Rockland,			12/ 7/62			
Ville Mont-Royal, Qué.	3 juil.	1	(2 tués - 1 enfui)	oui	oui	

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
Université & Ste-Cath., Mtl	15 août	1	1/12/62	oui	non	Temps en prison et garantie de \$500 pour garder la paix durant 2 ans.
Papineau & Jean Talon, Mtl	27 août	1	25/10/62	non	non	5 ans
Mansfield & Ste-Catherine, Mtl	14 sept.	1	4/12/63	oui	non	Temps en prison et garantie de \$500 pour garder la paix durant 2 ans.
Université & Ste-Cath., Mtl	9 oct.	1	16/11/62	non	non	6 mois
Pointe-Claire, Qué.	22 nov.	—	—	oui	oui	
St-Pascal de Maizerets, Qué.	29 nov.	3	—	oui	oui	Encore en prison et à notre connaissance, n'ont pas encore été condamnés ni jugés.
Chabanel & ave. du Parc, Mtl	5 déc.	—	—	oui	oui	
Camp Militaire de Valcartier, ave.	14 déc.	—	—	oui	oui	
Cartier, Québec, Qué.	24 déc.	3	16/ 5/63	non	non	a) 18 mois b) 3 ans c) 6 mois
BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE	1960					
Mt-Royal & St-Urbain, Mtl	20 mars	1	—	non	non	Acquitté
	1961					
Sherbrooke & Greene, Westmt	10 janv.	—	—	oui	non	
Chem. Reine Marie & Décarie	14 mars	—	—	oui	non	
Fort Coulonge, Qué.	21 avril	—	—	oui	menacé	
Côte de Liesse & Lucerne, Mtl	26 avril	1	23/ 9/62	oui	non	10 ans
Ste-Cath. & St-Alexandre, Mtl	1 juil.	3	—/ 5/62	non	non	a) 13 ans b) non décidé c) non décidé
		Même voleur qu'au 26 avril 1961				

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE (suite)						
	1960					
Côte de Liesse & Lucerne	10 nov.	1961	23/ 9/62	oui	non	
	1962					
7740 boul. St-Michel, C.S.N. Lafleur & Clément, LaSalle	6 fév. 20 mars	— 4	— 23/ 7/62 23/ 7/62 23/ 7/62 —/11/62 23/10/62	oui	non	a) 3 ans b) 3 ans c) 4 ans d) 8 ans
Hull, Qué. (tentative seulement)	19 oct.	1	23/10/62	oui inconnu	oui non	Non avisé
BANQUE TORONTO-DOMINION						
	1960					
1245 Peel, Mtl	5 fév.	—	—	oui	non	
J. Talon & St-Urbain, Mtl	28 avril	—	—	oui	1 balle	
Masson & 8ième, Mtl	18 mai	1	pas de record	non	—	Pas de record.
St-Louis & Gratton, Mtl	20 mai	2	27/ 1/61	oui	non	Un d'acquitté. Pas de record de l'autre.
1245 Peel, Mtl (pas de porte)	29 juillet	—	—	Suspecté d'avoir eu 1 revolver jouet.		
	1961					
3560 Van Horne & Cte des Neiges Mtl	26 sept.	—	—	oui	non	
1555 Van Horne, Mtl	26 déc.	—	—	oui	non	
	1962					
Ste-Catherine & Guy, Mtl	16 oct.	—	—	Pas révélé		
BANQUE PROVINCIALE DU CANADA						
	1960					
1390 ave. Mt-Royal, Mtl Rosemère, Qué.	7 janv. 5 fév.	— 2	— 15/ 3/60	oui oui	non non	a) 3 ans b) 2 ans

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
Agence Pointe-Calumet	6 fév.	—				
4400 ouest, N.-Dame, Mtl	29 mars	—				
Côteau Station, Qué.	12 mai	—				
4494 St-Denis, Mtl	20 mai	—				
520 Ogilvy, Mtl	2 juin	1	10/ 3/61	oui	non	15 ans
2675 est, Beaubien, Mtl	21 juin	—				
Pierreville, Qué.	4 juil.	—				
2675 est, Beaubien, Mtl	18 juil.	—				
937 est, Bélanger, Mtl	29 juil.	—				
200 ouest, Bernard, Mtl	5 août	—				
8501 St-Denis, Mtl	16 août	—				
1390 est, Fleury, Mtl	24 août	1	10/ 3/61	oui	non	15 ans
5100 est, Beaubien, Mtl	30 août	2	—/ 3/61	oui	non	a) 15 ans b) 15 ans
2101 Jean Talon, Mtl	13 sept.	1	10/ 3/61	oui	non	15 ans
St-Pascal, Qué.	29 sept.	—				
Agence St-Joseph du Lac, Qué.	12 oct.	—				
520 Ogilvy, Mtl	13 oct.	—				
2101 Jean Talon, Mtl	19 oct.	1	10/ 3/61	oui	non	15 ans
St-Guillaume, Qué.	9 nov.	—				
Agence Ste-Scholastique, Qué.	14 déc.	—				
520 Ogilvy, Mtl	16 déc.	—				
Varennnes, Qué.	16 déc.	2		oui	non	a) 10 ans b) 5 ans
175 Roy, Mtl	23 déc.	3				a) 10 ans b) 7 ans c) 6 ans
9101 boul. Pie IX, Mtl	27 déc.	—				
1961						
1346 est, Ontario, Mtl	4 janv.	3	25/ 1/61	oui	non	a) 10 ans b) 7 ans c) 6 ans
St-Célestin, Qué.	13 janv.	—				
1900 est, Ste-Catherine, Mtl	12 janv.	—				
St-Pierre de Montmagny, Qué.	30 janv.	—				

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
BANQUE PROVINCIALE DU CANADA (suite)						
	1961					
1909 Laurier, Mtl	2 mars	—				
Ste-Anne des Plaines, Qué.	17 mars	—				
St-Sylvestre, Qué.	5 mai	—				
Roxboro, Qué.	5 juil.	—				a) 7 ans
Val des Bois, Qué.	8 août	2	18/ 8/61	oui	non	b) 7 ans
Boucherville, Qué.	28 août	3	1/ 9/61	oui	non	a) 7 ans b) 7 ans c) 5 ans
8631 boul. St-Laurent, Mtl	5 sept.	—				
Pierreville, Qué.	20 oct.	—				
St-Sylvere, Qué.	10 nov.	—				
Pierreville, Qué.	15 nov.	—				a) 3 ans
Rosemère, Qué.	28 nov.	2	5/12/61	oui	non	b) 23 mois
Ste-Marthe, Qué.	10 déc.	3	—/10/62	oui	non	a) 10 mois b) 5 ans c) 3 ans
Ste-Marthe, Qué.	24 déc.	3	—/10/62	oui	non	a) 10 ans b) 5 ans c) 3 ans
	1962					
St-Patrice de Beaurivage, Qué.	4 janv.	—				
1178 ouest, Sherbrooke, Mtl	2 fév.	3	11/ 5/62	oui	non	a) 12 ans b) 10 ans c) 15 ans
St-Félix de Valois, Qué.	2 mars	—				
Gentilly, Qué.	25 avril	—				
St-André Avellin, Qué.	10 mai	—				
Ste-Marie Salomé, Qué.	9 juin	9	19/ 6/62			a) 1 semaine b) 1 semaine c) Sursis
Pointe-Calumet, Qué.	8 août	—				
2101 est, Jean Talon, Mtl	23 août	2	25/10/62	oui	non	a) 10 ans
St-Antoine sur Richelieu, Qué.	27 août	1		oui	non	b) 3 ans
St-Barnabé, Qué.	23 août	—		oui	non	non décidé
Mont-Rolland, Qué.	19 sept.	2	26/10/62	oui	oui	a) 15 ans b) 3 ans

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
1909 Laurier, Mtl St-Barthélémy, Qué.	3 oct. 17 oct.	— 3	26/10/62	oui	non	a) 15 ans b) 3 ans c) non décidé
Ville St-François, Qué.	31 oct.	3	4/12/62	oui	non	a) 2 ans b) 2 ans c) 2 ans
218 Champlain, Hul, Qué.	5 nov.	2	18/ 3/63	oui	non	a) 10 ans b) non décidé
1346 est, Ontario, Mtl	16 nov.	2		oui	non	a) non décidé
4250 est, Beaubien Mtl	19 nov.	—				
53 Myrand Sud, Québec, Qué.	7 déc.	—				
2 Fabrique, Québec, Qué.	31 déc.	—				
BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE						
1960						
N.-Dame & Duquesne, Mtl	10 mars	—		oui	oui	
Sherbrooke & Westmore, Mtl	6 avril	1	13/ 4/60	non		2 ans
Scotstown, Qué.	5 déc.	5	16/12/60 24/11/60 24/11/60 3/ 2/61 20/ 2/61	oui	non	a) 7 ans b) 7 ans c) 3 ans d) 3 ans e) Sursis
Ste-Catherine & Hôtel de Ville, Mtl	27 mai	1	2/ 6/60	oui	non	3 ans
N.-D. & Duquesne, Mtl	1 août	1	24/ 3/61	oui	non	15 ans & 15 ans consécutifs
Ormstown, Qué.	4 août	—		oui	non	
Frelighsburg, Qué.	19 août	—		oui	non	
Phillisburg, Qué.	9 sept.	—		oui	non	
N.-D. & Duquesne, Mtl	9 déc.	5	25/ 5/61 4/ 4/61 25/ 5/61	oui	non	20 ans 6 & 3 ans consécutifs 8 ans 21 ans
St-Chrysostome, Qué.	14 oct.	—	—	oui	non	

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE (suite)						
1960						
Sherbrooke & Westmore, Mtl	4 nov.	3	22/ 3/61	oui	non	5 ans & 5 ans
	2 déc.		17/ 3/61	oui	non	5 ans
			17/ 3/61			5 ans
Pie IX & J. Talon, C.S.M.	4 nov.	1	28/11/60	oui	non	25 ans
Port Chambly (tentative de vol)	2 déc.	—	—			
Clarenceville, Qué.	9 déc.	2	—	oui	non	Acquitté
Port Chambly (tentative de vol)	25 déc.	—	—			
1961						
N.-Dame & Duquesne, Mtl	2 fév.		3/ 3/61	oui	non	7 ans
			3/ 3/61			4 ans
			3/ 3/61			7 ans
			3/ 3/61			7 ans
			7/ 4/61			3 ans
Crémazie & St-Urbain, Mtl	3 fév.	1	—	oui	non	
Sutton, Qué.	3 mars	—	—	oui	non	
St-Laurent, Qué.	25 mars	3	—	oui	non	12 & 20 ans consécutifs
						15 ans
						Sentence différée
Bedford, Qué. (tentative de vol par effraction)	6 juin	—	—			
4825 Sherbrooke O., Westmt.	9 juin	1	2/ 8/62	oui	non	10 ans
Clarenceville, Qué.	14 juin	1	27/12/61	oui	non	15 ans
Crémazie & St-Urbain, Mtl	16 juin	3	5/ 9/61	oui	non	12 ans
			30/ 3/62			15 ans
			30/ 3/62			10 ans
4825 Sherbrooke O., Westmt.	29 juin	1	2/ 8/62	oui	non	10 ans
Décarie & Côte de Liesse, Mtl	8 août	1	9/ 9/62	oui	non	10 ans
Mansonville, Qué.	13 oct.	—	—	oui	non	
2055 Peel, Mtl	23 nov.	1	2/ 8/62	oui	non	10 ans
Sherbrooke & Aylmer, Mtl	20 déc.	1	2/ 8/62	oui	non	10 ans
5614 ave. du Parc, Mtl	27 déc.	—	—	oui	oui	
1962						
Clarenceville, Qué.	5 janv.	—	—	oui	non	
St-Catherine & Hôtel de Ville, Mtl	27 mars	—	—	oui	oui	

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
Hemingford, Qué.	30 mars	—	—	oui	oui	
Sherbrooke & Granby, Mtl	4 avril	—	—	oui	non	
La Canardière, Qué.	12 avril	—	—	oui	non	
Armstown, Qué.	15 mai	—	—	oui	oui	
6007 chem. Côte de Liesse, St-Laurent, Qué.	6 juin	1	—	oui	non	Voir note plus bas
Sherbrooke & Granby, Mtl	4 sept.	—	—	oui	non	
6007 chem. Côte de Liesse, St-Laurent, Qué.	5 oct.	2	—	oui	non	Voir note plus bas
Ayer's Cliff, Qué.	5 nov.	—	—	oui	non	
6007 chem. Côte de Liesse, St-Laurent, Qué.	14 déc.	3	1. 2/ 3/63 2. renvoyée	oui	oui	Sentence suspendue Sentence en appel. Voir note plus bas

NOTE : Un des hommes arrêtés en rapport avec le vol à main armée du 14 décembre 1962, au chemin Côte de Liesse (6007), Cité St-Laurent, Qué., est rapporté comme étant inculpé avec les vols à cette succursale, en date des 1er juin 1962 et 5 octobre 1962. Un second homme arrêté en rapport avec le vol du 14 décembre est aussi inculpé dans celui du 5 octobre 1962.

BANQUE ROYALE DU CANADA

1960

Pie IX & Jean Talon, Mtl	7 mars	3	10/ 5/60	oui	oui	1— 10 ans 1— 11 ans 1— 12 ans
Sherbrooke & Hampton, Mtl	5 mai	2	29/ 9/61 20/12/61	oui	non	1— 12 ans 1— 12 ans 1— 15 ans
Bélanger & Delorimier, Mtl	12 mai	—	—	supposé	non	
Monkland & Harvard, Mtl	27 juillet	—	—	supposé	non	
Wellington & Magdalen, Mtl	1 août	—	—	oui	non	
Wellington & Magdalen, Mtl	15 sept.	6	—	oui	non	2— 6 ans 1— 7 ans 1— 21 ans 1— 22 ans 1— 25 ans
Varennnes, Qué.	12 oct.	2	13/12/60 13/ 2/61	oui	non	1— 15 ans 1— 20 ans
Varennnes, Qué.	20 déc.	—	—	oui	non	

Vols dans la province de Québec (suite)

874

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
BANQUE ROYALE DU CANADA (suite)						
	1961					
Monkland & Harvard, Mtl	2 mai	1	8/ 2/62	inconnu	non	(chanteur)
Centre d'achats Duvernay	15 mai	—	—	oui	non	1— 10 ans
Pie IX & Jean Talon, Mtl	7 août	—	—	oui	non	
1415 de la Montagne, Mtl	25 août	—	—	oui	non	
Mt-Royal & St-Laurent	30 août	—	—	oui	non	
Sherbrooke & Hampton, Mtl	27 oct.	—	—	oui	non	
	1962					
Beaubien & Louis Hémon, Mtl	4 janv.	4	30/ 3/62	oui	non	1— 3 ans 3— 10 ans
Beaubien & Louis Hémon, Mtl	29 janv.	1	25/ 7/62	oui	non	1— Abattu
Ave du Parc & Bernard, Mtl	22 fév.	2	4/ 5/62	oui	non	1— 3 ans 1— 20 ans 1— 10 ans
Jean Talon & Victoria, Mtl	9 mars	—	—	oui	non	
Décarie & Van Horne, Mtl	9 mars	—	—	oui	non	
Craig & Côté, Mtl	30 juillet	—	—	inconnu	non	
St-Denis & Ste-Catherine	24 oct.	—	—	inconnu	non	
Amherst & Ste-Catherine	15 oct.	2	—	inconnu	non	
BANQUE CANADIENNE NATIONALE						
	1960					
Ste-Anne de la Pérade, Qué.	7 janv.	1	8/ 2/60	oui	oui	10 ans
		1	8/ 2/60			27 mois
		1	8/ 2/60			1 an
Roxton Falls, Qué.	12 janv.	1	12/ 2/60	oui	non	7 ans
		1	10/11/60			10 ans
		1	19/10/60			8 ans
		1	22/10/60			Acquitté
Loretteville, Qué. (jeune)	12 janv.	1	14/ 1/60	inconnu	inconnu	Ecole de réforme
2290 est, Ontario, Mtl	25 janv.	—	—	oui	non	—
2377 est, Fleury, Mtl	2 fév.	—	—	inconnu	non	—
6238 Côte des Neiges, Mtl	10 fév.	—	—	oui	non	—
4735 Sherbrooke O., Westmt.	1 mars	—	—	oui	non	—
Taschereau, Qué.	17 mars	—	—	oui	non	—
6395 St-Hubert, Mtl	29 mars	—	—	oui	oui	—

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
Lafèche, Qué.	29 mars	—	—	oui	non	—
3859 boul. Décarie, Mtl	31 mars	—	—	oui	non	—
Beauport, Qué.	19 avril	1	9/ 5/60	oui	non	40 mois
		1	9/ 5/60			30 mois
		1	29/ 4/60			2 ans
		1	12/12/60			Acquitté
8717 Souigny, Mtl	22 avril	1	20/ 9/61	oui	non	12 ans
		1	30/ 3/62			15 ans
		1	20/ 1/61			15 ans
9351 Lajeunesse, Mtl	2 mai	—	—	non	non	—
Ville de Laval-Ouest, Qué.	11 mai	—	—	non	non	—
St-Alexis des Monts, Qué.	13 mai	—	—	non	non	—
St-Pie, Qué.	20 mai	1	9/ 3/61	oui	oui	7 ans
		1	9/ 3/61			10 ans
		1	6/11/61			4 ans
1720 est, Laurier, Mtl	20 mai	1	21/12/60	oui	non	5 ans
272 est, St-Paul, Mtl	9 juin	1	17/ 6/60	non	non	2 ans
Upton, Qué.	10 juin	1	12/ 1/60	oui	oui	2 ans
		1	12/ 1/60			2 ans
9351 Lajeunesse, Mtl	17 juin	—	—	oui	non	—
1720 est, Laurier, Mtl	20 juin	—	—	oui	non	—
7040 boul. Pie IX, C.S.M.	20 juin	—	—	oui	non	—
Princeville, Qué.	22 juillet	—	—	oui	oui	—
Upton, Qué.	24 août	1	6/12/60			2 ans
		1	6/12/60			Acquitté
		1	5/ 5/61			Acquitté
Portneuf, Qué.	28 août	1	—	oui	oui	—
Ile Bizard, Qué.	14 sept.	—	—	oui	non	—
St-Zéphirin, Qué.	28 sept.	1	13/12/60	oui	non	7 ans
		1	20/ 3/61			3 ans
		1	20/ 3/61			3 ans
		1	10/ 3/61	oui	non	25 ans
3246 est, Beaubien, Mtl	4 oct.	—	—	oui	non	—
5090 est, Bellechasse, Mtl	18 oct.	—	—	oui	non	—
N.-D. de la Guadeloupe, Qué.	31 oct.	—	—	oui	oui	—
Rivière-des-Prairies, Qué.	5 déc.	—	—	oui	non	—
Roxton Pond, Qué.	13 déc.	1	3/ 1/61	oui	non	5 ans
		1	3/ 1/61			5 ans
1961						
2395 Ste-Catherine E., Mtl	13 janv.	—	—	oui	non	—

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
BANQUE CANADIENNE NATIONALE (suite)						
	1961					
7199 boul. St-Michel, Mtl	18 janv.	—	—	oui	non	—
St-Rémi, Qué.	27 janv.	—	—	oui	non	—
St-Benoit, Qué.	10 fév.	—	—	oui	oui	—
Plessisville Station, Qué.	3 mars	1	13/ 3/61	non	non	2 ans
		1	13/ 3/61			2 ans
		1	13/ 3/61			3 mois
1955 est, Bélanger, Mtl	29 mars	—	—	oui	non	—
St-Eleuthère, Qué.	27 avril	1	15/ 5/61	oui	non	2 ans
		1	15/ 5/61			20 mois
Ste-Monique, Qué.	27 avril	1	21/ 1/62	oui	non	4 ans
		1	21/ 1/62			2 ans
		1	21/ 1/62			Acquitté
St-Esprit, Qué.	27 avril	1	2/ 5/61	oui	non	1 an
West Shefford, Qué.	4 mai	—	—	oui	oui	—
Ste-Angèle de Monnoir, Qué.	19 mai	—	—	oui	non	—
Asbestos, Qué.	25 mai	—	—	oui	non	—
598 St-Jean, Québec, Qué.	1 juin	1	7/12/61	oui	non	7 ans
5085 St-Denis, Mtl	8 août	1	1/ 9/61	oui	non	7 ans
		1	1/ 9/61			7 ans
805 ouest, Crémazie, Mtl	14 sept.	—	—	oui	non	—
St-Grégoire, Qué.	18 sept.	1	12/10/61	oui	non	10 ans
		1	2/10/61			14 ans
2395 Ste-Catherine E., Mtl	19 sept.	1	28/ 9/61	oui	non	5 ans
		1	28/ 9/61	oui		5 ans
9351 Lajeunesse, Mtl	29 sept.	—	—	oui	non	—
St-Magloire, Qué.	3 oct.	—	—	oui	non	—
805 ouest, Crémazie, Mtl	6 oct.	—	—	oui	non	—
Laurierville, Qué.	6 oct.	1	15/11/61	non	non	3 ans
		1	15/11/61			1 an
St-Victor, Qué.	8 oct.	—	—	oui	non	—
Ste-Angèle de Monnoir, Qué.	20 oct.	—	—	oui	oui	—
St-Martin, Qué.	28 nov.	—	—	oui	non	—
St-Bruno, Qué.	22 déc.	—	—	oui	non	—
	1962					
Chicoutimi, Qué.	9 fév.	1	—	oui	non	Interné
5225 chem. Côte de Liesse, Mtl	19 fév.	—	—	oui	oui	—
Ste-Julienne, Qué.	20 fév.	1	—	oui	oui	Tué
		1	25/ 2/62			3 mois
		1	25/ 2/62			6 mois
		1	22/ 2/62			6 mois

Vols dans la province de Québec (suite)

Banque et Succursale	Date du vol	No. d'arrestations	Dates des condamnations	Si armé	Si armes utilisées	Sentences
605 Provost, Lachine, Qué.	12 mars	1	15/ 5/62	oui	non	10 ans
		1	14/ 6/62			15 ans
		1	11/ 5/62			10 ans
2100 est Rachel, Mtl	28 mars	1	15/ 8/62	oui	non	5 ans
2530 est, Bélanger, Mtl	6 avril	1	15/ 8/62	oui	non	5 ans
Ste-Scholastique, Qué.	23 mai	1	—	oui	non	Tué
		1				Mort de ses blessures.
		1	27/12/62			A vie
		1	27/12/62			8 ans
2001 est, Beaubien, Mtl	25 mai	—	—	oui	non	—
St-Michel des Saints, Qué.	30 mai	1	31/ 5/63	oui	non	3 ans
		1				
		1	31/ 3/63			2 ans
		1	5/12/62			12 ans
Princeville, Qué.	28 juin	—	—	oui	oui	—
2890 Masson, Mtl	30 juillet	—	—	oui	non	—
Ste-Flore, Qué.	30 juillet	—	—	oui	non	—
4506 St-Denis, Mtl	17 août	1	—	oui		Attend son procès
L'Annonciation, Qué.	23 août	—	—	oui	non	—
St-Cuthbert, Qué.	30 août	—	—	oui	non	—
St-Marc, Qué.	9 sept.	—	—	oui	non	—
St-Cuthbert, Qué.	2 oct.	1	26/10/62	oui	non	15 ans
		1	26/10/62			3 ans
Pointe-Neuve, Qué.	3 oct.	—	—	oui	non	—
212 Principale, Hull, Qué.	19 oct.	1	25/10/62	non	non	3 ans
Metabetchouan, Qué.	19 oct.	1		oui	oui	Attend son procès
		1				" " "
		1				" " "
		1				" " "
2395 boul. Rosemont, Mtl	26 oct.	1		oui	non	" " "
		1				
Ville Montmorency, Qué.	29 nov.	—		oui	non	" " "
578 King O., Sherbrooke, Qué.	26 oct.	1	30/ 1/63	oui	non	8 ans
		1	30/ 1/63			5 ans
		1	5/11/62			4 ans
		1	—			Pas encore arrêté
BANQUE MERCANTILE DU CANADA	1960					
Montréal	25 nov.	—	—	oui	non	—

APPENDICE 36

Compte rendu de l'expérience-pilote tentée à
Los Angeles avec des hélicoptères
affectés au travail policier.

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE OFFICE OF LAW ENFORCEMENT ASSISTANCE	GRANTEE'S QUARTERLY PROGRESS REPORT Page 1	
From : (Name and address of grantee) PETER J. PITCHESS, Sheriff Los Angeles County Sheriff's Dept. 211 West Temple Street Los Angeles, California 90012	Grant No. 022	Date of Report : July 14, 1966
	Covering Period : May 1, 1966 to July 1, 1966	

To: Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above :

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE METHODS OF CRIME PREVENTION

May 1, 1966 to June 5, 1966 inclusive, was devoted to final planning and operational tests in and over the project city. Numerous vendors were contacted to supply signal lights for testing prior to commencement of the project.

One commercial type alarm light for installation on high hazard type businesses — that is, banks, markets, liquor stores, etc., was found to be satisfactory and recommended to representatives of local businesses at a general meeting in Lakewood City Hall. This is a 110-115 volt, 26,000 candle power hooded reflector lamp which revolves 30 times a minute and is visible to the helicopter crews for four to five miles on a normal day.

Lakewood merchants' cooperation has been excellent. Seven of these alarm lights have been ordered; three are already installed. Two markets, four banks and one liquor store are currently participating. Installations are made in conjunction with existing sound or silent alarms. Continued tests of these alarm lights indicate the helicopter crews will, in most cases, observe the alarm, transmit the information to ground units and arrive at the location of an offence prior to routine radio reception of the information that an offence has been committed.

This depends somewhat on the speed of the victim's response in activating the system.

Loss sophisticated, lower intensity lights for use by individual homeowners are currently being tested. As most residence calls, prowlers for example, originate during the hours of darkness, this type light will be required principally to pinpoint an individual house to the helicopter crew after arrival in the immediate vicinity.

During this same period, key intersections of the City were marked by placing numbered signs on roof tops of commercial buildings. These signs are readable from altitudes of 2,000 feet. By relating the signs to locations, helicopter crews can quickly orient themselves and concerned ground units to any required location of response.

At the same time, assigned helicopters were being outfitted with Sheriff's frequency radios capable of transmitting to and receive from the Sheriff's dispatcher on Lakewood Station frequency with the option of communicating directly with ground units in the field. One hundred watt public address systems (electronic siren type) were also installed in the aircraft for voicing directions or orders to officers and other persons on the ground.

Various types of lights for air to ground use for the helicopters are still being tested. One such light requires a special 110-115 volt 1100 watt generator added to equipment mounted on the helicopters. Other lights, including standard equipment landing lights, are operated by the helicopter's existing electrical systems.

No absolute decision concerning these lights has been reached as yet. However, the added weight and complexity of separate generating systems depreciate considerably from the value of the 110 volt light. A cluster of high intensity 12-volt lamps currently being tested will probably be the most satisfactory.

The project city lies entirely within the Federal Aviation Agency Control Tower area (five mile radius) of Long Beach Municipal Airport. Consequently, all flights in this project must maintain communication with the tower and operate in accordance with applicable Federal Aviation regulations.

In view of these circumstances, meetings were held with the Federal Aviation Agency tower chief controller. These meetings established mu-

tually agreeable flight procedures for project helicopters including special departure and arrival routes, minimum standards for altitude under visual and instrument flight conditions and a system for position reporting by the project helicopters. Cooperation by the Federal Aviation Agency has been excellent and the only problem existing in this area of operation is one of air crew inter-communication (communications will be mentioned later in this report).

To facilitate helicopter crew identification of ground units, Lakewood City radio cars have been lettered in black letters 24 inches high, black on white roofs. These letters are lighted for night operations with a roof top mounted 32 candlepower light. The radio car crews are responsible to respond to the letter call as well as to their Lakewood City code numbers. Letters corresponding to the roof top letters have been placed on the vehicles' dash panel for quick reference by operators.

A base of operations for project helicopters was established at Southland Helicopters, 3251, Lakewood Boulevard on the Long Beach Municipal Airport. This base was established in preference to operating from Lakewood Station because of additional room, existing maintenance facilities, hangar storage for helicopters and ease of refueling. The base has a helicopter crew "Ready Room" equipped with telephones and Sheriff's radio monitors. These communication facilities enable crews to be in constant touch with police activities in their area even when they are on the ground for rest period or refueling.

Prior to actual commencement of the project, involved pilots were assigned to patrol Lakewood City in radio cars with veteran Lakewood City deputies. They not only gained considerable knowledge of the district they would be working, but became acquainted with police problems peculiar to that city. Conversely, ground unit personnel were flown on patrols over the City to become acquainted with the many capabilities of the helicopter as a police vehicle. This exchange provided the added advantage of establishing a healthy working rapport between ground and air units.

During the planning period, project pilots underwent continuous intensive training in all phases of day and night flying, including emergency procedures.

As a prelude to the project, a code name was established. The name selected was "Sky Knight". The purpose of this code name was to quickly and positively identify aircraft and ground units involved in the combination patrol and to establish a colloquial nomenclature that would distinctively identify the project.

The day-night patrol went into operation June 6, 1966. Helicopters crews commenced flying established patrol routes designed to serve two major purposes : (1) Furnish helicopter crews at all times a comprehensive

view of their area of responsibility ; (2) Keep them airborne over areas affording landing sites least likely to do damage to persons or property below in the event of an emergency.

Flight personnel quickly became acquainted with their district and have been airborne on an average of five hours per eight hour shift. Despite the fact the city of Lakewood is in an area affected by moisture laden marine air which considerably decreases visibility during late night and early morning hours, only four hours of flight time have been lost during the first twenty-five days of operation. This low time loss is partially due to the hours selected for flying patrol during the season when poor visibility is prevalent, but more particularly it is due to the versatility of helicopters which permits safe flight in poor visibility conditions. Project helicopters are grounded only when daylight visibility goes below 1/2 mile, or when night visibility goes below one mile (the visibility figures are those reported by the Long Beach Municipal Airport Tower).

During this first twenty-five days of operation (June 6th to June 30th inclusive), helicopter crews have received 57 calls, been assigned 48 details and made 94 observations. These activities fall into the following general classifications :

Burglar Alarms	27
Robbery Alarms	11
Prowlers	8
Suspicious Circumstances	34
Auto Thefts	6
Disturbances	26
Traffic Assists	26
Fires	8
Station Services *	53

Forty-five of these 199 activities were services to cities contiguous to the city of Lakewood also policed by Lakewood Station. Eleven hours and seven minutes of flight time were expended on activities outside the City limits. At no time was the helicopter more than five or six minutes away from any point within the city of Lakewood. The ability of a helicopter to respond to neighboring communities, normally arriving prior to the assigned radio cars, further enhances the value of such a patrol as response to incidents in bordering areas expands the protection afforded the project City.

* Station Service include special flights for training ground personnel, supervisory personnel, familiarization and public relations.

In one single major crime incident (grand theft auto) the helicopter crew was a principal factor in apprehending a suspect attempting to flee in a stolen vehicle. Once located by the helicopter crew, it was impossible for the automobile to elude it. The airborne deputies, utilizing car-to-car frequency, quickly directed ground units to block the escaping vehicle and effect an arrest.

In the activities listed above, all of the robbery alarms, with three exceptions, were erroneous alarms. Two of the cases occurred in cities other than Lakewood. In the robbery occurring in Lakewood, the victim was unable to give a description of a suspect or a suspect vehicle. None of the burglary alarms were actual offences.

No attempts have been made by this Department to compile comparative data concerning offences in the city of Lakewood for the period covered, as such data could not possibly be conclusive in such a short period of time. However, data is being collected constantly and results of such data will be submitted in subsequent quarterly reports.

Two principal operational difficulties have been encountered. First, because of the area patrolled (mentioned earlier in this report), the pilot must, at all times, monitor the airport tower. This requirement creates communication difficulties between the two men in the machine as they are monitoring different radios (the observer monitors Sheriff's radio, the pilot monitors aircraft radio). This problem has been partially rectified by furnishing a separate microphone to the observer, enabling him to talk on Sheriff's radio and aircraft intercom both. Thus, he can constantly monitor and respond to police calls and still give verbal instruction to the pilot. The pilot contacts the observer on aircraft intercom only if the observer switches the headset to that frequency.

The second operational difficulty has been complaints from Lakewood residents concerning noise created by helicopters on their routine patrol. The tail rotor sound is an unusual noise and while not as loud as traffic and other daily noises, has a different pitch and has been disturbing to a number of residents. This has been particularly true during the late night hours when people are retiring.

It is evident from the complaint trend that people are becoming more used to the sound. Complaints averaged approximately 24 a day during the first week, 11 a day during the second week, and 7.3 during the third week. Even though the complaints were falling at that time, the night-time patrol altitude was altered from 800 feet to 1500 feet. On the fourth week, complaints numbered an average of less than one a day.

In addition to the alteration of patrol altitude, the Hughes Tool Company engineers are approaching the problem from the angle of altering the tail rotor to a larger rotor which will turn approximately 1/2 of the existing

R.P.M. This change, when completed, should result in a substantial reduction of the noise level. Numerous of these complaints have been countered by letters from residents sent to the City Council, Lakewood Sheriff's Station and the newspapers. These writers have stated how pleased they are with the added protection and the advanced police technology displayed by this project.

Project participants, local merchants, news media, other agencies, and all who have been exposed to the helicopter police patrol concept have been enthusiastic about the crime repression possibilities of such a patrol. This major aspect of the program will be continuously evaluated.

Dissemination :

Hughes Tool Company, Aircraft Division

Southland Helicopters

City of Lakewood

Dr. C. Robert Guthrie

Undersheriff Downey

Chief McDonald

Chief Roos

Business Manager

Inspector Earle

Captain von Minden

Captain Hoffman

File.

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE OFFICE OF LAW ENFORCEMENT ASSISTANCE	GRANTEE'S QUARTERLY PROGRESS REPORT Page 1	
From: (Name and address of grantee) PETER J. PITCHESS, Sheriff Los Angeles County Sheriff's Dept. 211 West Temple Street Los Angeles, California 90012	Grant No. 022	Date of Report: October 14, 1966 Covering Period : July 1, 1966 to October 1, 1966

To: Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above :

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE METHODS OF LAW ENFORCEMENT

Shortly after the start of the second quarter of the project (July 15, 1966 at 10:30 p.m.) helicopter engine failure caused a night emergency landing "autorotation". Subsequent investigation by the Civil Aeronautics Board and Federal Aviation Agency disclosed the failure was caused by a faulty fuel injector. The patrol pattern established at the beginning of the project enabled the pilot to quickly select and open area for landing. Although the helicopter was damaged due to one skid digging into soft sand, there were no injuries. The aircraft was repaired, placed back into service and has flown 113 hours of patrol during the second quarter. Worthy of note is that, despite normal coverage in local newspapers, Lakewood residents paid little more than fleeting attention to the fact a project helicopter had been involved in an emergency.

Project pilots evidenced a minimum of concern over the emergency landing and engine failure. However, they were unanimous in their desire to expand in-service flight training designed to perfect individual pilot forced landing techniques under all conditions, particularly extreme darkness. Concentrated re-training was immediately instituted. Each pilot continuously performed night autorotations to the ground until such procedure became a second nature. An active patrol continued during the re-training program, and a system of periodic checks was established. Under this system, each pilot will be continuously spot checked for proficiency in emergencies as well as standard flight techniques. There is no doubt concentrated training coupled with proficiency re-checks must be part of any airborne police function as improper handling of an emergency will be extremely detrimental to advancement of aerial patrol law enforcement techniques.

Prior to the middle of July, controversy regarding noise created by patrol helicopters had diminished to such an extent only scattered complaints were received by Lakewood Station or Lakewood city officials. Routine patrol altitudes of 1500 feet doubtlessly reduced the noise level to a less irritating pitch. This altitude has been maintained for normal patrol when weather and visibility conditions permit. Altitudes other than this are controlled by nature of the incident, detail or call to which the helicopter is responding. When necessary, aircraft operate as low as 300 feet above the terrain. Calls received by the Station during this type activity reflect more curiosity than complaint about it.

Pilots have not been totally dissatisfied with the 1500 feet altitude since lower altitudes can be quickly reached when closer scrutiny of ground activity is required. However, the general consensus is that more detailed and valuable observation of ground activity would be facilitated if altitudes could be lowered. Meanwhile, the Hughes Tool Company has completed engineering of the larger quiet tail rotor. The altered machine has been demonstrated to members of this Department and is remarkably quiet. Within the next six (6) weeks, project helicopters will be retrofitted with this new tail rotor and engine mufflers will be installed. At that time, altitudes can be lowered enabling project participants to objectively experiment with those heights best suited to aerial police patrol unhampered by complaints from persons offended by the present tail rotor sounds.

Two of the originally assigned pilots have left the program ; one due to promotion, and the other due to slowness in meeting required flight standards. This shortage of totally qualified pilots is a limiting factor in patrol flight time because of lack of relief. Five (5) hours of patrol flying per shift approximates the maximum demand from pilots without causing fatigue sufficient to impair proper judgment. Refueling, reports, rest periods and aircraft exchange for maintenance also restrict patrol time when there is no stand-by pilot or overlap shift arrangement. The project concept

which proposed a pilot deskman stand-by and relief team was abandoned when flight operations from Lakewood Sheriff's Station were deemed impractical due to fuel and maintenance problems at that location. The pilot-desk man team could not be productively occupied when geographically removed from the Station. While the five (5) hour patrol with crews available at all times by phone or radio monitor is effective and operable, steps are being taken to increase airborne time. Commencing October 1, 1966, the City of Lakewood is removing a seven-day a week one-man radio car unit from the field. The deputy relieved from this assignment will serve as helicopter observer during the day shift. Future plans have been made to combine pilot-observer teams with active radio car units. One pilot and observer are to be airborne for three hours plus, while another pilot and observer are operating a radio car unit. These two teams will exchange assignments midshift. This plan should increase flight patrol time without risking fatigue, and the total assignment of both teams in the air or on the ground will be productive. Increased intimacy with the two types of patrol should improve efficiency of the total patrol system and continue to build rapport between flying and non-flying field officers.

To facilitate this plan, a controlled pilot training program has been undertaken. Seven veteran officers of this Department on a voluntary off-duty basis will undergo controlled helicopter ground school and flight training. This program is designed to bring them to a state of proficiency permitting assignment as police patrol pilots. More important to the project than the pilots it will produce will be the knowledge gained of the time, methods, cost and system required to produce proficient police patrol pilots from the most logical source — the ranks of a police department. This knowledge will be extremely valuable to any law enforcement agency contemplating helicopter patrol.

Commercial alarm lights have been installed at eight locations ; five banks, two major markets, and one liquor store. Owner-operators of several smaller businesses have evidenced an interest in the light installation ; however, they appear reluctant to purchase until they are reasonably certain the Lakewood helicopter patrol will continue beyond the remaining eight months of the project. On the 22nd of September, 12.50 a.m., the liquor store alarm light was inadvertently tripped by the clerk. The helicopter crew instantly observed the light come on. They notified Lakewood radio car units and remained above the building lighting the area with the flood light observing all movement on the ground. Four patrol units responded and notified the helicopter crew that it was a false alarm. Had there been an actual offence, the suspect's every move could have been observed. (Information concerning the light used for the commercial installation is attached to this report).

Little progress has been made concerning the smaller lights for use by residents. Project participants have not been particularly satisfied with the proto-type lights tested. Installation of these lights is further hampered by lack of a satisfactory method of furnishing them cheaply to residents. The concept of such a light has not been abandoned and will be continuously researched.

Helicopter crews are quite satisfied with the hand-held cluster of air to ground lights which operate from the helicopter's 12 volt electrical system. One operational complaint remains, that is inconvenience to the crews of flying without a door or opening a door when it is necessary to use the light. At the present time, a suitable remote control is being sought that will enable the light to be directed at will by the observer without the inconvenience of opening cabin doors. The Hughes Tool Company is also interested in this light feature and researching various vendors concerning remote controls for this or a similar light. In the meantime, the existing light is being use quite effectively.

During the second quarter of the project, helicopter units responded to 78 calls, handled 53 details and made 264 observations. These activities have been further broken down into the following general classification :

Burglary response	46
Robbery response	22
Prowlers	27
Suspicious circumstances (persons and vehicles)	95
Auto Theft response	8
Disturbances	82
Fires	18
Missing children (search)	11

Ninety-four (94) of the 395 responses took place outside the immediate Lakewood City limits. These out of City responses averaged approximately six minutes each, for a total of nine hours and twenty minutes. (This is a relatively small amount of time compared to 798 hours flown during the second quarter). With the exception of one assistance rendered to the Long Beach Police Department in searching for a vehicle used in a robbery in that city, these responses were in areas patrolled by Sheriff's units.

Burglary and robbery responses include numerous aerial checks of rooftops and grounds surrounding businesses who had initiated silent, sound or verbal alarms. Also listed as burglary and robbery responses are details to search for suspect vehicles used in offences and surveillance of persons sus-

pected of this type illegal activity. The ability of helicopter crews to quickly and thoroughly observe activity on rooftops, in alleys, behind buildings, fences and vehicles, has saved innumerable man hours in searches of areas possibly victimized by offenders.

Although robbery responses numbered 22 during this second quarter, actual robberies in the City of Lakewood totaled seven for the months of July, August, and September (a 33 percent decrease from those reported for the same period in 1965).

Lakewood City's burglary cases have also decreased during the second quarter of the project. July, August, and September of 1965, show a total of 205 reported burglaries of all types, including juvenile cases. For the same period in 1966 all classes of burglary totaled 172.

Reported incidents of prowlers, almost exclusively in residential areas, have increased considerably since the helicopter patrol commenced. One hundred and thirty-three (133) reported prowler incidents occurring in July, August, and September of 1965 have increased to 151 for the corresponding period in 1966. After compilation of these statistics, procedures are being contemplated wherein radio car deputies responding to prowler calls will query complainants to ascertain if they expected the helicopter to respond and if so, did this fact have any bearing on the call. Many project participants feel there is a direct relation between increase in reported prowler incidents and the presence of the helicopter. This feeling is based on citizen interest in the program.

Helicopter crews respond to all calls received by Lakewood units whenever the nature of the call appears to be such that a backup may be required (i.e. "man with gun", "gang fight", "large juvenile gathering", "drag race", etc.). Aerial coverage is also provided all units requesting assistance in disturbances or holding suspects. On one occasion a helicopter was landed near a traffic unit surrounded by juveniles after the deputy requested assistance. Arrival of the helicopter dispersed the gathering before a problem could arise. The traffic unit was continuing with the citation unmolested when ground units responded to his location. The rapidity of aerial response has a definite deterring affect on possible trouble makers and provides reassurance to involved patrol units. The repressive effect of the helicopter on restless crowds is documented by statements of one patrol unit responding to a large disturbance in a Lakewood City Park. "Noise of the helicopter responding to the scene dispersed gathering of juveniles before this unit was able to interrogate any of them".

Variety of the helicopter's capabilities and activities is exemplified by the following incidents :

On July 8th, Sky Knight crews located and recovered a stolen vehicle abandoned in an area unlikely to be noticed from the street.

August 12, 1966, 1:15 a.m., helicopter was used to light the scene of a fatal traffic accident for purposes of controlaid and photographs.

August 10, 1966, Lakewood patrol helicopter aiding in a high speed chase flooded a field with light at the end of the chase enabling Norwalk Sheriff's deputies to locate and arrest a theft hit-an-run suspect who had abandoned his vehicle and was hiding behind a tree.

August 13, 1966, Sky Knight crews observed a vehicle meeting the description of one used in a theft. Patrol units directed to the location by air to ground communications affected an arrest.

On several occasions, airborne officers have directed ground units to illegal dumping, trespass and traffic law infractions normally unobservable from the ground.

Morale and enthusiasm of project participants remains high. The system requiring project pilots to receive briefing, check reports, review logs and acquaint themselves with current police problems in their district at Lakewood Station prior to their shift is necessary to the efficiency of aerial patrol and to the continued improvement of relations between air and ground patrol units.

Decreases in major offences, robbery and burglary, (mentioned earlier in this report) are an indication of the patrol's repressive potential. More substantial statistical data concerning these particular offences should be obtainable during the month of December. Robberies and burglaries have a high index during the period just preceding the Christmas and New Year holidays. Substantial reduction during that time should be indicative of the patrol's value.

Form LEA-5
(Ed. 3-1-66)

Bureau of the Budget 43-R429
(Approval expires 12-31-69)

**U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
OFFICE OF LAW ENFORCEMENT
ASSISTANCE**

**GRANTEE'S
QUARTERLY PROGRESS REPORT**

Page 1

From : (Name and address of grantee)

Grant
No. 022

Date of
Report : January 17, 1966

**PETER J. PITCHESS, Sheriff
Los Angeles County Sheriff's Dept.
211 West Temple Street
Los Angeles, California 90012**

Covering Period :

October 1, 1966 to January 1, 1967

To : Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above :

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

**LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE
METHODS OF LAW ENFORCEMENT**

Efforts to improve the effectiveness of aerial patrol continued throughout the third quarter of the project. Gains have been made in several areas.

Primary analysis of patrol effectiveness through the end of the second quarter indicated possible need for increased aerial coverage. However, to avoid the increased costs attendant with addition of personnel and equipment — a matter of singular importance to agencies desiring helicopter patrol — studies were made of offences and incidents best handled by aerial surveillance, to establish helicopter availability during the times existing crews and equipment would be most affective. Such times vary, though slightly, in an area such as Lakewood ; consequently, patrol assignments must be flexible. Versatility of the helicopter lends itself particularly to this

kind of scheduling. To further increase efficiency, ground to air response time was decreased and helicopter crew availability was increased by establishment of a helistop at Lakewood Station (this operation will be treated in greater detail further on in the report). Constant attention by patrol supervisors to the times and areas of greatest need, accompanied by proper application of aerial coverage, should result in increased effectiveness with no increase in cost.

The helicopter night light system has been incorporated into the machine and is now operated by the observer from within the cockpit by use of a manual control, similar in some respects to an automobile spotlight.

This capability increases crew comfort considerably, by eliminating the necessity of opening the helicopter door which, in the past, admitted considerable cold air and carbon monoxide fumes. Control of this light is not as positive as that of hand-held counterparts, consequently efforts are still being made to adapt the light to an electrical control head, activated remotely from the cockpit.

Two of the three project helicopters have recently been equipped with four-frequency Sheriff's radio transceivers capable of 100-watts of power. These radios have operated a relatively short time on the machines (approximately two weeks at the end of this quarter), and have not been fully evaluated as yet. Air crews indicate considerable improvement over the two-frequency sets previously utilized, particularly the advantage gained from use of Sheriff's Frequency-six as an air-to-ground and ground-to-air channel, free from the heavy traffic encountered using the standard car-to-car frequency assigned to all units within the Department. Radio cars patrolling within Lakewood City have been similarly equipped with the Frequency-six radios. Considerable improvement in communications between the airborne helicopters and units on the ground, as well as to and from the radio dispatcher, is expected from the new installation.

Although the quiet tail rotor, mentioned in a prior report, was officially introduced to the local media and the public on November 14, 1966, project aircraft had been altered and in operation since October 28, 1966. Patrol altitudes were immediately reduced on all shifts. The 1500 foot altitude, maintained since the fourth week of patrol, was altered to permit pilots to seek altitudes offering safe helicopter operation and at the same time providing more comprehensive observation of ground activities. The minimum safe altitude for zero airspeed operation (out of ground effect hovering) for the aircraft used is 500 feet above the terrain. With this as a basis, and considering available emergency landing sites together with the observers' ability to read ground activity, a patrol altitude of 600 to 700 feet above the terrain was established. Air speed for routine patrol averages 55 to 60 miles per hour.

Utilizing these altitudes and air speeds, project air crews report maximum patrol efficiency. Observers have noted ability to see into windows of closed stores at night from 600 feet by flying parallel to the store fronts approximately one block away from them. Vehicular and pedestrian traffic is easily discernable and better analyzed by observers from these lower altitudes. Persons on the ground have not been disturbed by the quieter helicopter ! This is evidenced by the fact that neither Lakewood Station nor Lakewood City Hall received noise complaints of any type when altitudes were lowered (complaints during initial weeks of the project numbered as high as 24 per day, primarily regarding the high pitched tail rotor sounds). Aerial patrol noise problems, created by the original Hughes helicopter, have been satisfactorily resolved, and should not be a dominant factor in any future helicopter patrol function.

The original flight crew compliment of two rated pilots per aircraft was a satisfactory arrangement, when applied to the first stages of patrol. There was no problem of "air orientation" to overcome, as pilots have learned to read and relate ground activities while airborne. Once familiar with the geography of their area of responsibility, the two-pilot air crew teams functioned routinely. Preliminary assessment indicated that two pilots would suffer a minimum of fatigue by periodic relinquishment of controls; this proved false, as both pilots complained of equal fatigue on long flights, regardless of which one handled the controls or how often they switched from the role of pilot to the role of observer. Additionally, pilots — of necessity — cultivate a sense of responsibility concerning the flight path of the helicopter. This "split attention" proved to be some deterrent to ground observation. Moreover, while this Department, with 11 years of Helicopter exposure, had a number of trained pilots available for patrol purposes, many police agencies will not have this advantage and may find qualified officer-pilots at a premium. In such cases, doubling of pilots in the helicopter can prove to be an inefficient deployment of personnel.

After thorough analysis and consideration, the pilot-observer air crew concept was initiated on October 1, 1966 ; the City of Lakewood removed a seven-day-per-week radio car unit from the field and assigned the deputies thus relieved to serve as observers. The Deputies — selected only because of their particular assignment — entered the program with no formal training beyond short exposure to helicopter familiarization. Training was of an "on the job" variety with no formalized curriculum. Both Deputies became better than adequate aerial observers. The following month (November, 1966), four Deputies from this Department's Special Enforcement Detail were assigned to receive training as law enforcement aerial observers. These people were selected as their normal assignment will involve frequent exposure to the Department's regular helicopter units as observers during

surveillance or search and rescue missions. The personnel selected were well-qualified patrol officers with a substantial background of radio car experience (none had prior experience at Lakewood Station).

The training course — still being further developed and formalized — consisted of sixteen initial hours, the first eight hours of which was devoted to ground school orientation, including the following :

<i>Subject</i>	<i>Hours</i>
Helicopter familiarization	1
Equipment and forms familiarization	2
Project function and history	1
Map reading and localization	4
TOTAL	<hr/> 8

Ground school training was followed by 8 hours of application while airborne. Each trainee participated in orientation flights coupled with aerial map reading. In subsequent flights, they directed pilots on simulated patrols while becoming acquainted with the City of Lakewood from the air. Simulated missions were assigned to each trainee. "On-the-job" training continued after observers were assigned to shifts. Training was effective, particularly the ground school orientation ; however, observer officers taken from patrol units in Lakewood City proved more effective on patrol after the first few weeks than did the observers who received formal training. This is attributed primarily to the fact that observers from other units were required to learn aerial observation techniques and local geography at the same time.

One of the four especially assigned trainees withdrew from the course when he found he had no desire to fly. (This situation can be expected to develop in a small percentage of personnel exposed to aerial patrol.) The training program indicated there is little doubt that greatest efficiency is obtained from observers who have considerable experience and familiarization with geography of the area to be patrolled, and have received controlled exposure to basic courses in aerial observation.

Satisfactory progress has been made during this past quarter in the Helicopter flight training program for Department personnel.

Seven officers started the training, on their own time, in the middle of September, 1966. Two had commercial fixed wing ratings, three had private fixed wing ratings, two were not rated in any type aircraft, *none* of the

seven had *any helicopter experience*. Each of the trainees received a ground school course concurrent with flight instruction. Following is the ground school curriculum :

<i>Subject</i>	<i>Hours</i>
Federal Air Regulations	3
History of Helicopters	1
Helicopter Aerodynamics	14
Aviation Information, Safety Rules	8
Navigation and Computer use	8
Helicopter Cruise Control	1
Weather effects, meteorology	9
TOTAL COURSE	44

Because of restricted schedules (availability of trainees during off hours), the course has been relatively lengthy. Trainees have flown a total of 455 hours, combination dual and solo, with the following results :

1. One of the non-rated officers dropped out of the course, principally because of conflict of duty hours with availability of instructor.
2. All the remaining six have soloed.
3. One commercial fixed wing pilot passed a flight test and now holds a commercial helicopter license.
4. Two private fixed wing pilots successfully passed commercial written and flight tests and now hold commercial helicopter ratings.
5. One non-rated officer successfully passed private helicopter written and flight tests and now holds a private helicopter rating.

Two of the officers recently rated as commercial helicopter pilots concentrated on the flight course to a greater extent than other trainees by taking advantage of vacation and overtime due them. Both officers have reached a state of proficiency in the helicopter sufficient to permit assignment as law enforcement patrol pilots (one officer was assigned to "Project Sky Knight" as a pilot, effective January 1, 1967). There is little doubt, based on results obtained, that flight training must be conducted on a firmly scheduled basis, with trainees assigned on a full-duty basis or, at least, four hours a day. Further recommendation on police officer flight training will be discussed in the next quarterly report, after the current program has been completed and properly assessed.

The Los Angeles County Sheriff's Department has been operating helicopters for a period of 11 years, throughout 4,083 square miles of County area. During that time the value of their use over large areas has become fact. Special assignments involving multiple and varied functions of law enforcement, including special patrols, seldom failed to produce desired results. Selective use and vastness of areas of responsibility produced no real opportunity to thoroughly explore the potential of the helicopter as a law enforcement patrol vehicle with criminal repressive capabilities equivalent to or greater than that of the marked patrol car. A principle function of "Project Sky Knight" is to experiment with and evaluate this concept.

To implement this evaluation and more closely approximate similar operations by centralized law enforcement agencies with a limited area of responsibility, an operating site has been established at the Lakewood Sheriff's Station. Preliminary difficulties, including the loud noise created by helicopters, were overcome prior to establishment of the Helistop. Trees, antenna lines, and light standards bordering the Station parking lot were removed. Obstacle lights were affixed to adjacent hazards (power poles, antennas, etc.). The Department's 500 gallon aviation tank support truck was moved to Lakewood Station to permit refueling. A helicopter trailer was made available by the Hughes Tool Company in the event mechanical problems occurred at the Station. All patrol flights now commence and terminate at the new Helistop. Helicopter storage and maintenance remains at Long Beach Airport.

This system very closely simulates the type operation to be expected in communities where aircraft service and maintenance will be procured at an available airport, usually located away from city centers, while the patrol vehicle itself is available at the agencies' headquarters.

To date, this operation has been exceedingly satisfactory. The helicopter patrol has become even more closely knit to general Station activities through complete integration of both functions. This closeness has generated spontaneous exchanges among the officers, including critiques of and suggestions for air ground operations. At this juncture, physical proximity and complete cooperative attitudes of all personnel have resulted in a situation healthy enough to preclude any apparent need for scheduled or formal joint briefing sessions beyond those already conducted prior to going on patrol. Air crews on the ground are able to respond to an incident much more rapidly from the Station, because of central location and proximity to the source of complaints and communications. Departure delays caused by tower contact during periods of heavy airport traffic have also been eliminated. (Pilots still must remain in contact with Long Beach tower, but are not required to obtain official clearance when departing Lakewood Station.) In several simulated field problems, air crews on the ground became airborne and arrived at the scene of the problem at the same time or before radio car

units already in the field. Operation of "Sky Knight Patrol" will become completely united to the Station during the next quarter when all functional supervision will be vested in the Commander of the Station and his Watch Commanders.

During the months of November and December, 1966, pilots and observers were assigned to a "split patrol." At the commencement of a shift, one pilot and observer were airborne while another pilot and observer worked in a radio car unit. At mid-shift assignments were exchanged. Over 1,000 hours of patrol were flown during that period, 820 hours utilizing "split patrol" techniques during night shifts only. The principal value of this system was its development as a training device. More Station officers were subjected to aerial observation techniques, while pilots increased their knowledge of Lakewood geography and particular police problems. More mutual understanding was developed and resulted in better application of aerial patrol techniques.

It became evident quite early, that the "split patrol" had several notable disadvantages as a standard operating procedure. Patrol effectiveness in the general area suffered, as radio car units not involved in split assignments became overloaded with calls due to the Station Dispatchers' reluctance to assign routine calls to a unit which was approaching a mid-shift changeover. Ground and airborne split crews lost patrol time meeting deadlines for assignment change. Both patrols lost some effectiveness when required to wait for the other to complete an assignment which carried them past the time scheduled for change. Pilot time was also lost in court on follow-up of cases handled while working the ground units. Ground patrol officers are considerably more apt to be involved in actual physical arrests than air patrol officers.

Some disadvantage of the split patrol could be overcome by alternating crews on a full shift basis ; that is, one day in a helicopter, one day in a radio car unit. This system would be of considerable value to an agency able to procure capable pilots with little or no police experience. Any community large enough to attract sufficient numbers of police patrol pilots to assure minimum man power needs could take economical advantage of this system as a training device. Conversely, areas finding acceptable pilots at a premium may discover the split patrol is an inefficient distribution of personnel.

During this period, the most significant single cause for patrol time loss was weather, specifically fog. In December, eleven days were lost, especially during the night shifts when fog closed in after sunset. Nineteen hours of patrol were lost on the day shift, 68 on the night shifts.

Despite this "Downtime" Helicopter units responded to 425 calls, handled 68 details and made 202 observations during the third quarter of the project, a total of 695 responses. This rather substantial increase, particularly in calls, is attributable in great part to establishment of a system

requiring helicopters to respond to and log any call received by a Lakewood Unit requiring action beyond the simple taking of a report of an incident, which occurred some time prior (petty theft, lost property, missing adult, burglary, etc.). The majority of these logged responses have been broken down into the following general classifications :

Burglary	128
Robbery	51
Prowlers	34
Suspicious Circumstances (persons & vehicles)	190
Auto Theft	13
Disturbances	116
Fires	5
Missing Child (search)	25

Responses included incidents in all of Lakewood Station's area of responsibility (The Cities of Artesia, Bellflower, Dairy Valley, Hawaiian Gardens and Paramount in addition to Lakewood) ; 338 responses, including all of the above categories, were distributed among the five other cities, principally Paramount and Bellflower. The entire Lakewood Station area, therefore, derived benefit of "on call" availability of helicopters while routine patrol has remained within the project city. It is very possible any agency utilizing aerial patrol may operate mutually with neighboring agencies, on a more selected call basis, in a very similar manner. This situation would parallel those mutual aid agreements existing between different jurisdictions.

Within the City of Lakewood, helicopter crews responded to 43 burglary and 18 robbery calls. Included in these responses were checks of roof tops and grounds surrounding areas of suspected offences. Many responses listed under those classifications were details to search for vehicles or suspects involved in reported offences not occurring (or reported) during patrol time of the helicopters.

As anticipated, the over-all number of robberies increased during this last quarter. However, while Lakewood City reported nineteen robberies for the months of October, November, and December, 1965 ; only fifteen robberies, including strong arm and assaults with intent, were reported for the same period in 1966, a *decrease* of 21 percent. During the first seven months of the program (June through December, 1966) Lakewood City robberies *decreased* 22.5 percent (31 in 1965 — 24 in 1966). Admittedly, these are small numbers of offences from which to reach a solid conclusion, but a declining trend in this major offence is indicated. This trend becomes more significant when compared to the combined 32.7 percent total increase in robberies for the same 7 month period for six neighboring cities.

Sky Knight Helicopters were involved in many diversified activities :

"Sky Knight" Helicopters assisted the Orange County Sheriff's Department in rushing badly needed rare whole blood for a young child from Orange County to a clinic in the City of Van Nuys. The "Sky Knight" Helicopter was immediately available and flew this blood during peak evening traffic hours.

Patrol helicopters located a missing child in the Lakewood area at an abandoned dairy, then directed ground units to the location for pick-up and return to his parents.

Sky Knight assisted ground units in a long period of surveillance on a kidnap, rape suspect. The helicopter crew was able to keep the suspect vehicle in sight at all times despite darkness. Surveillance resulted in the subsequent arrest of the suspect and his accomplices. Note: two helicopters were used because of the length of time involved. Relieving each other in the air they maintained constant contact and preserved the chain of evidence.

Helicopter observation of a suspicious vehicle during the night resulted in the arrest of three suspects stealing construction tools and flashing barrier lights from a construction area. Erratic behavior of the vehicle, as observed by the crew, initiated the investigation.

Three pedestrians were observed to run from a school and hide as the helicopter approached. "Sky Knight" crews, directed ground units to the location, where three juveniles with burglary tools had been attempting to enter the school. The juveniles were detained.

A Lakewood Sky Knight crew assisted Norwalk Sheriff's Station Patrol Units during a major gang fight, by illuminating the area, enabling officers to apprehend participants who would otherwise have escaped.

"Sky Knight" crews observed two suspicious persons with rifles in an unauthorized area. A ground unit, directed to the location, cited two suspects for illegal shooting.

As result of an earlier broadcast on a stolen vehicle, helicopter crews located the car and suspects, then directed ground crews to affect an arrest.

A 110 mile an hour chase of a vehicle and suspect was brought to an end with minimum of danger to officers and citizens because a helicopter crew was able to direct a road block to trap and arrest the suspect.

A time consuming and repetitive regulatory offence, the racing of motorcycles in the Flood Control river bed, has been completely stopped by "Sky Knight" intervention.

Public interest in "Project Sky Knight" remained at a level considerably higher than was anticipated. This interest presented an opportunity to benefit the Department and the people it serves by establishing a sympathetic relationship, utilizing the project as an object of mutual interest. Officials within the Lakewood City School System enthusiastically received this Department's suggestion that a formal presentation of the project be made to all students in the district. Sheriff's Department audio-visual aids are being utilized in a 30 minute presentation which includes arrival and departure of a fully equipped helicopter and radio car on the school grounds. Presentations are planned sufficiently in advance to permit attendance by parents, and to enable teachers to prepare students by pre-discussion. Take-home material is provided so that adult exposure to the program will be increased. This type of presentation enables students to observe law enforcement utilizing a new patrol concept. They will then relate the functions of law enforcement through their own experiences. Three of the twenty-two city schools have received the presentation. Principals, teachers and students have been complimentary of the program, and sincere in their expressions of interest. Some classes have started minor projects related to the helicopter and its role in law enforcement. Because it presents a picture of police protection and service, coupled with a connotation of the "space age", the police helicopter has captured interest and sympathy for local law enforcement. When all participating city schools have been exposed, requests already received for similar presentations to adjacent schools will be honored, as time permits. It is sincerely felt that any community utilizing helicopter patrol should take advantage of this highly significant community relations opportunity, as it may have major crime deterrent capacities when viewed as an on-going, long range project.

Form LEA-5
(Ed. 3-1-66)

Bureau of the Budget 43-R429
(Approval expires 12-31-69)

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE OFFICE OF LAW ENFORCEMENT ASSISTANCE	GRANTEE'S QUARTERLY PROGRESS REPORT <div style="text-align: right;">Page 1</div>	
From : (Name and address of grantee) PETER J. PITCHESS, Sheriff Los Angeles County Sheriff's Dept. 211 West Temple Street Los Angeles, California 90012	Grant No. 022	Date of Report : April 19, 1967
	Covering Period : January 1 to April 1, 1967	

To : Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above :

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE METHODS OF LAW ENFORCEMENT

A particularly significant and far reaching alteration in the operation of "Project Sky Knight" was undertaken during the last 5½ weeks of the fourth quarter.

On February 21st, after receipt of permission from the Office of Law Enforcement Assistance, the geographic area of helicopter patrol was enlarged from nine square miles (comprising the City of Lakewood) to thirty-five square miles (the total jurisdiction of the Sheriff's Lakewood Station). Incorporated (County contract) Cities of Artesia, Bellflower, Cerritos, Hawaiian Gardens and Paramount have been included in the patrol as well as 3.1 square miles of unincorporated area. The population served has increased from 84,500 to 205,000 with attendant increase in police hazard potential and frequency of response.

Proven rapidity of helicopter response, unparalleled by any police vehicle, was a principle factor in the mutual decision to substantially increase the area of "Sky Knight" patrol, responsibility.

It is the combined hope of project participants to prove that this much larger and more populous area, similar in size and tax base to many cities interested in taking advantage of knowledge gained during the experiment, can be served effectively and efficiently with the same number of machines and personnel assigned to the smaller area.

Numerous operational difficulties anticipated in this endeavor have been encountered.

- Air to ground communications, enjoyed within the city on separate frequency reverted, in part, to the older car-to-car channel pending new installations.
- Pilots and observers are being re-trained (while operational) to execute efficient response in less familiar beat areas.
- Critical limitation of time remaining for the grant forestalls installation of alarm signal lights in businesses throughout the expanded area. Businessmen are, however, being contacted by field units and provided with information designed to instruct possible victims in proper methods of obtaining the best possible advantages offered by aerial police patrol.

Because effectiveness of rapid response by helicopter can be partially lost when information communicated to airborne crews is delayed, existing procedures are undergoing evaluation. A study of complaint desk to radio dispatcher communication lines has been instituted to possibly develop an augmentary line or system, restricted to "part one" offence information, which may save one or more minutes of relay time. (At 80 MPH the helicopter will be 1-1/3 air miles closer to the victim for each minute saved.) The importance of expeditious dispatching of pertinent information to air crews and ground units is being re-stressed to all desk men during briefings and by regular supervision. (Attachment # 1, Sky Knight General Procedures.)

In addition to conducting operational patrols, crews have been establishing routes of patrol on the expanded area best suited to maintain the safety, availability and observational advantages so successful within the initial project city. Variety and flexibility of patrol will also be maintained.

Advantages of the expanded patrol, as well as its difficulties, are beginning to become evident.

- The enlarged area of responsibility, less restrictive to air crews, reduces that fatigue attributable to boredom.

- Operation in areas free from F.A.A. Tower control (5 miles radius of airport) permits pilot and observer to become more closely knit as they monitor Sheriff's radio mutually and exercise more freedom of intercommunication.
- The entire station ground unit complement exhibits renewed interest in the program due to their total identification with it as opposed to partial exposure during Lakewood City patrol only.

It is expected, as initial operational difficulties are resolved, that air crew responses will increase and their potential in major incidents will be more fully exploited.

Particular attention will be paid to logged calls, details and observations for analysis of change in number and/or classification of air crew activities in the larger area of responsibility. (This data for the last quarter will be treated later in this report.) No significant statistical data concerning major offences can be expected for the short period of time allotted to the expanded area ; however, data available will be examined thoroughly and with considerable interest.

A survey of Lakewood citizens has been conducted by city officials and the Sheriff's Department. Each residence received a prepaid post card enclosed with the mailing of Lakewood City's annual report. (Questionnaires were mailed March 15, 1967.) Content of the response card is as follows :

SURVEY — PROJECT SKY KNIGHT

1. Are you aware that Project Sky Knight (Helicopter Patrol) is being conducted in your City ? Yes No
2. Do you feel more secure :
A. While your children are away from home (playground, park, school) ? Yes No
3. Is Sky Knight service of value to the community ?
Yes No
4. Would you favor continuation of Project Sky Knight ?
Yes No
5. Comments :

.....
.....

By March 31, 1967, nearly 20 percent of the survey questionnaires had been returned to Lakewood City Hall. Initial tabulation discloses *more* than 92 percent of those responding favor continuation of the helicopter patrol concept.

Following is a tabulation of all returns to March 31, 1967 :

Total returned	4,372
Favor Continuation	4,043
Oppose Continuation	257
Undecided	72

The fact that such a substantial number of Lakewood City residents responded so quickly to this type survey is indicative of the exceptional law enforcement support this innovative service induces. More significant to community relations potential and crime deterrent capacities of an on-going, long range project is the nearly unanimous approval and support voiced by respondents. (This is especially noteworthy in our times when the dissenting voice is most often and most loudly heard.) As time permits, comments from returned cards will be accorded and made part of subsequent reports.

Throughout the fourth quarter, "Sky Knight" coordinators and Station supervisors expanded the series of simulated field problems established late in December of 1966.

Station Units are briefed on the problem prior to going on shift. This briefing precludes misinterpretation of the incident by monitoring officers.

Briefing does not include information concerning : time of the problem, description of suspect, description of vehicle (if any to be used), escape routes nor suggestions for method of operation. From the time "Sky Knight" and supporting units are alerted to execute the problem, their actions are exactly those which would be encountered during an actual incident.

The simulated field problem, designed principally as a continuous training device and tactics development technique, has engendered a gratifying by-product. Problem participation and subsequent critiques contribute considerably to continued interest of all Station personnel. Ground units, heretofore reticent concerning criticism of the air patrol, are analyzing air support methods from every practical viewpoint and, more important, contributing valuable suggestions for tactical improvements. (Sample field problems, Attachment 2-5.)

The "Sky Knight" pilot training program, now completed and evaluated, met with considerable success. Training of Departmental personnel is not only practical but desirable. (An officer pilot trainee assigned to "Sky Knight" has been totally effective in operation since January 1, 1967, as a pilot and as a peace officer.)

Numerous conclusions, improvements, and recommendations have resulted from this valuable training program. Future plans for officer selection and general flight training curriculum are briefly outlined below :

I. Applicant Requirements

- A. Sworn police classification personnel.
 - 1. Service background with patrol experience desirable.
- B. F.A.A. licence — airplane, single engine, land, as a minimum requirement.
 - 1. Commercial rating desirable.
- C. Current Class II Aviation Medical.
- D. Minimum 200 hours total flight time.

II. Selection Processes

- A. Three member oral evaluation board.
- B. Oral examination, general.
 - 1. Reason for application.
 - 2. Flying judgment.
 - 3. Ability to pre-plan.
 - 4. General flight knowledge (air regulations, aero-dynamics, instrument function, flight planning, flight safety procedures, altitude and efficiency, air navigation, radio procedures, weather and minimums).
 - 5. Police function, knowledge and techniques.

III. Training Schedules

- A. Eight hour day — five day week.
- B. Training class sections.
 - 1. Half day ground school.
 - 2. Half day flight school.

IV. General Course Progress — Flight

- A. First two weeks. Pre-solo, average one hour in the air, daily. (Minimum)
- B. Third week. Pre-solo check rides and supervised solo. Average one and one-half hours in the air daily. (Minimum)
- C. Fourth week on. Each student to average two hours in the air daily, one hour solo, one hour dual.

V. Completion

- A. A nine week student should have a total of 75 to 80 flight hours.
 - 1. Will have completed F.A.A. flight checks for commercial helicopter pilot.
 - 2. Will be kept current on advanced flying basis (future use) or assigned to patrol.
 - 3. Build time to meet possible insurance requirement.

VI. Instructors and Equipment

- A. Student instructor ratio of four to one should not be exceeded.
- B. Helicopter availability.
 - 1. First through third week, one helicopter per flight period.
 - 2. Fourth week and subsequent, two helicopters per flight period.
- C. Complete night equipment mandatory.

VII. Application

- A. Students numbering from one to amount desired may be trained on this general basis.
- B. Instructional flight periods can be scheduled when helicopters are not involved on patrol duty.

NOTE : A comprehensive syllabus of flight instruction will be included in subsequent reports.

During the months of January-February 1967, "Sky Knight" crews flew a total of 596 hours 48 minutes. (Approximately ten hours per day.) During this time period they responded to 134 calls, handled 105 details and made 300 observations, a total of 539 logged activities.

In March 1967, operating in the expanded area, the patrol flew 317 hours 18 minutes (approximately ten hours per day). During these thirty-one days, air crews responded to 119 calls, handled 52 details and made 200 observations, a total of 381 logged activities. For the first month of expanded patrol, "Sky Knight" officers' responses increased approximately 33 percent per day (from 9 to 12) over those logged the two months prior.

Fourth quarter responses totaled 820. The majority of these have been further broken down into the following general classifications :

Burglary	108
Robbery	67
Prowler	58

Suspicious Circumstances (persons and vehicles)	252
Auto theft	32
Disturbances	216
Fires	16
Missing children (search)	36

Many responses in these categories were details to search for vehicles, suspects or property involved in offences not occurring (or reported) during times "Sky Knight" was airborne. A considerable number of responses were quite productive. Due to helicopter tactics the following "at the scene" arrests were accomplished.

- Robbery suspects — 3
- Burglary suspects — 3 (two separate offences)
- Auto theft suspects — 6 (three separate offences)
- Forgery suspects — 4 (two separate offenses)

Comparison of selected statistics within Lakewood City and cities contiguous will be considered in this report only through the month of February, due to patrol expansion which now covers all cities. The accompanying summary sheet reflects the totals of two major offences — robbery and burglary — comparing them by year and city of occurrence. (See Attachment # 6.)

During the nine months "Sky Knight" operated within the City of Lakewood, robberies *decreased* 15.4 percent compared to the same period in the year prior. Contrarily, six unpatrolled cities, contiguous to Lakewood, show a robbery *increase* of 35.5 percent. This continuing downward trend within the City of Lakewood, though slight, encourages optimism in this area.

Air crew availability, rapid response and observational advantage have resulted in numerous productive activities :

- The helicopter patrol located a vehicle containing the wife of a rape-sodomy suspect after she had eluded detective units. Keeping the vehicle constantly in view, they observed the woman meet with the suspect. Ground units directed to the location took the suspect into custody. (Case # Y-340-278)
- Two armed robbery, kidnap and grand theft suspects fled on foot into the dark after collision with a police unit ended a high speed chase. A responding "Sky Knight" crew quickly observed the

fleeing suspects, flooded the area with light, giving them no place to hide. Ground units easily located and arrested both suspects. (Case # Y-345-678)

- On night patrol, air crew members observed school district vehicles being illegally and recklessly driven within the district's storage yard. They then directed ground units to the location where suspects hid after discovery. Two juveniles were readily picked up and detained at Lakewood Station. (Case # Y-360-715)
- Responding to a silent burglar alarm at an automotive supply store, helicopter crews observed the burglary suspect attempt to escape through the darkness, utilizing a hole in the fence at the rear of the property. Unable to avoid lights of the hovering helicopter, the suspect surrendered to deputies who had been directed to him by the air crew. (Case # Y-365-966)
- A stolen car was observed speeding southbound along the freeway, by a northbound Lakewood ground unit. Unable to overtake the vehicle due to freeway separations, the unit notified "Sky Knight". The helicopter crew quickly located the car and set up an intercept. Two juvenile auto thieves were taken into custody. (Case # Y-364-555)
- Acting on information concerning proposed activities of a grand theft forgery suspect, "Sky Knight" concentrated surveillance in the area of these activities. Suspect and vehicle were spotted circling the area. Radio cars directed to the location took the suspect into custody. (Case # Y-360-715)
- At 2:40 a.m., March 17, 1967, airborne deputies observed a man attempting to force a woman into a car in a dark area. Due to the apparent emergent nature of the situation, "Sky Knight" landed at the nearest intersection while radioing for assistance. The suspect immediately abandoned his assault attempt and fled. He was subsequently taken into custody by a responding ground unit who had received a vehicle description from "Sky Knight". (Case # Y-376-996)
- During routine night patrol a "Sky Knight" crew became suspicious of an unlighted vehicle driving evasively. Responding radio car deputies directed to the location stopped the car. Three suspects were detained on suspicion of robbery and burglary when a gun, numerous pry tools and unaccountable property was found in the vehicle. (Case # Y-370-864)

- At request of the F.A.A. tower at Long Beach Airport, a night helicopter patrol intercepted a fixed wing aircraft flying over residential areas at 100 feet altitude in a careless and reckless manner. After observing the violation, "Sky Knight" followed the aircraft to the ground at Long Beach Airport. They were able to place the suspect pilot at the controls and turned him over to Long Beach Police on a charge of flying under the influence of alcohol. (Long Beach case)
- The night helicopter patrol responded to a burglary call at a variety store. After initially circling the area to check for vehicles, they lighted the roof top, observing a hole cut in the roof with one suspect nearby. Armed with this information relayed by "Sky Knight," a ground unit took the pinned down suspect and his partner, who was inside the building, into custody. (Case # Y-370-255)
- When the Station desk received a call that a robbery just occurred at a retail dairy outlet, "Sky Knight" and two ground units were dispatched. The victim had only a meager description of a suspect who fled on foot. The helicopter crew thoroughly checked the vicinity while deputies obtained report information. Unable to locate the suspect, the radio units departed. Meanwhile, the helicopter crew observed a vehicle depart a darkened area behind a row of apartments. Because it drove some distance without lights, "Sky Knight" requested a ground unit intercept. Deputies directed to the vehicle detained the driver, found the stolen money and obtained a positive identification from the victim. The suspect was arrested. (Case # Y-351-501)

Offenders are becoming increasingly aware of the helicopters' versatility.

- A 16 year old reckless driver pursued at speeds to 120 MPH pulled to the side when overtaken from the air. His reason? "I thought I could outrun a radio car, but when I saw the helicopter, I know it was all over."
- Three forgery suspects easily taken into custody by ground units while parked in their vehicle at a market lot explained they "were afraid to move, because the helicopter overhead would become suspicious."
- An unlighted vehicle "cruising" city streets was intercepted at direction of "Sky Knight". Three youths in the car stated, "We were just curious to see how good the helicopters are." (This occurred the night after a "Sky Knight" documentary was aired on television.)

- A day helicopter unit observed a vehicle in a remote area, apparently preparing to dump illegally. The driver of the vehicle observed the helicopter and departed. "Sky Knight" followed him to the public dump.

Aerial observation continuously aids in deterring : high speed chases, gang fights, vandalism, malicious mischief and numerous regulatory offences in addition to performing valuable contributions in major incidents.

Ability of this police vehicle to respond to an incident with a speed and directness heretofore impossible is an outstanding contribution of aerial patrol.

Early response, long recognized as a prime factor in the apprehension of offenders, soon generates the most powerful of all crime deterrents — *fear of sure detection* ! Progress in this area may prove that helicopter patrol is potentially the most important crime deterrent available to law enforcement today.

SKY KNIGHT — GENERAL PROCEDURE

I. Desk Personnel

A. On hot calls, obtain basic descriptive information (vehicle, suspects, direction taken, etc.) and immediately pick up hot line to radio room. Place informant on "Hold" and give information to dispatcher ; then obtain pertinent supplemental information for broadcast.

II. Station Dispatcher

A. When preparing the IN-SERVICE sheet, the desk sergeant will indicate with an asterisk (*) and footnote those units which have only frequency 1.

B. Station dispatcher will determine when coming on shift which units have no frequency 6 by referring to the IN-SERVICE sheet. Sky Knight Observers will do the same.

C. Station dispatcher *WILL* assign SKY KNIGHT to assist on *ALL* calls wherein SKY KNIGHT *MAY* be able to assist the assigned ground unit(s). A "N/A" will be reflected on the station dispatcher's log, should SKY KNIGHT not acknowledge the call. Determine if SKY KNIGHT is at the Station. It is the SKY KNIGHT *Observer's* responsibility to inform the station dispatcher and desk sergeant when the helicopter is not airborne.

D. Station dispatcher, when giving a HOT CALL to the downtown dispatcher with SKY KNIGHT to assist, will, at that time, tell her that if SKY KNIGHT acknowledges the call, along with the handling unit, to put SKY KNIGHT on frequency 6 with that unit or on frequency 1 if the unit

does not have a frequency 6. It is then the handling unit's responsibility to *immediately* take control and direct a course of action to SKY KNIGHT and other assisting units.

E. If the station dispatcher wishes to put out supplemental information to units on frequency 6, he must give that information to the radio room sergeant, as the sergeant is the only one who can monitor and transmit on that frequency. Therefore, supplemental broadcasts on frequency 6 should be held to a minimum. The radio room sergeant will transmit the supplemental information simultaneously on frequency 4 and 6. Radio car crews developing subsequent information after first broadcast should give that information to other units on frequency 6 before putting out broadcast on frequency 4.

F. If the station dispatcher wishes to put out another call to any unit on frequency 1 or 6, the HDQTRS dispatcher must be advised that the unit is on a frequency other than 4.

III. HDQTRS — Dispatchers

A. When giving call to Sky Knight (assist or handle) and Sky Knight does not acknowledge, so advise the Lakewood dispatcher and obtain his initials.

IV. Unit Assigned Call

A. When unit gets a "Hot" call with Sky Knight to assist, HQ/dispatcher will direct all units to frequency 6 with handling unit. This unit *must take immediate CONTROL* and direct a course of action to all assisting units, including Sky Knight. Immediately advise Sky Knight regarding : Use of lights, checking roofs, escape routes, orbiting altitudes, etc.

B. If necessary to leave radio car, consider use of outside speaker on frequency 6 so contact with Sky Knight can be maintained. *KEEP SKY KNIGHT INFORMED.*

C. Units handling call will remain on frequency 6 until C-4 or 10-98 is put out by assigned unit. Dispatcher will put pertinent calls out on frequency 6 until that time. As soon as possible, advise Sky Knight when its presence is no longer needed. Advise HQ/dispatcher when frequency 6 is "981" and return to frequency 4. Radio car crews are directed to return to frequency 4 as soon as inter-communication between cars and helicopter is no longer necessary. SKY KNIGHT should stay on frequency 6 until there is no further need for them at the scene. This will enable the radio car crews to instantly contact the helicopter if the situation warrants.

D. Sky Knight is a tool for the Patrol deputies and should be utilized at every opportunity for greater efficiency.

E. Frequency 6 is reserved for Sky Knight operations *only*.

V. Signal Communication

A. When contact by radio communication is lost or when busy radio conditions warrant, the following light signals will be utilized :

1. When a radio car deputy requests illumination, the deputy will direct a steady beam of light at the helicopter. Then, if a specific area is to be lit, the deputy will point that steady beam of light toward the area. Four flashes from ground personnel will indicate that they wish Sky Knight to cease illumination and/or that the situation is Code 4.

2. Sky Knight, after receiving four flashes from a deputy's flashlight, will promptly turn out the spotlights and continue to orbit until Code 4 is confirmed on the radio.

3. After the areas not readily accessible to radio car deputies have been checked by Sky Knight, and Sky Knight is not in radio communication with radio car, Sky Knight will signal by flashing light four times to indicate that those areas appear secure. The radio car deputies will acknowledge by several flashes from their flashlights.

4. When Sky Knight urgently requests radio car to regain radio communication, Sky Knight will flashlight rapidly several times (more than four).

VI. Prowler Calls, Silent Alarms and "Burglars There Now" Calls

A. Establish communications in conformance to the general procedure, as previously outlined.

B. Handling unit will inform Sky Knight of possible escape routes and description of location.

C. When the radio car and Sky Knight arrive simultaneously, Sky Knight is to establish a surveillance orbit around the outer perimeter of a location and refrain from flying directly over or lighting area until requested to do so by the handling ground unit.

D. Sky Knight will take immediate action if it appears that the radio cars' response time is such that prior to their arrival its delay would result in :

1. Injury to victims.
2. Damage to property.
3. Escape of suspect(s).
4. A need for direct coverage.

Sky Knight shall keep handling units advised of the action taken.

E. After the preliminary search is completed, Sky Knight may be requested to check adjacent roof tops, open fields, or other areas not readily accessible to radio car deputies.

F. During and/or after preliminary search, Sky Knight may request patrol car units to check out any suspicious circumstances susceptible to "secure clearance" from the air.

VII. Missing Juveniles (Critical)

A. Sky Knight will orbit outer perimeter of location and establish communications with handling unit(s).

B. Sky Knight will respond over location upon handling unit's request only.

C. Radio car deputies will issue broadcast on frequency 4 and then contact Sky Knight on frequency with information for use of loud-speakers in area to be covered and/or with other instructions.

PRACTICE PROBLEM ROBBERY JUST OCCURRED

Situation : Suspect (deputy) will ask clerk in store to call Lakewood Station and advise them that the robbery problem has commenced.

Suspect will depart location on foot for a vehicle two blocks away. Suspect will join another suspect in an auto. First suspect will be followed by victim (simulated) who will provide description of auto and direction.

Suspects, on frequency 1 (cold car), will contact "Sky Knight" two minutes after execute time and tell them that a suspect vehicle just departed south on Blackstone.

Problem : Locate and trail suspect's vehicle. Sky Knight will be advised of date and location prior to execute time. Further information will be given by the suspect's vehicle on frequency 1.

Results : Crime committed at 9:45 p.m., suspect returned to his vehicle at 9:47 p.m. Also at 9:47 p.m. station received call from victim reporting crime. Radio dispatched call at 9:48 p.m. Suspects left southbound on Bonfair to eastbound on Michealson to northbound on Clark. At 9:49 p.m. Sky Knight was advised suspect was last seen southbound on Bonfair in a white 1966 Ford sedan. At 9:50 p.m. "Sky Knight" came on the air advising he was in visual contact with what could be the suspect's vehicle northbound on Clark past South Street. We determined that "Sky Knight" had in fact found the right vehicle and terminated the problem. Total time elapsed, five minutes. Our immediate belief is that the observer being a trained policeman and familiar with the area probably was responsible for the success of this problem.

"Sky Knight" Evaluation Report : Tactics used — At 9:50 p.m. we were at Woodruff and Carson. We proceeded toward location looking for an unknown vehicle in an unknown direction. We reasoned that a robbery suspect would hide his vehicle east of the location and once reaching it would go east or south at a high rate of speed. We observed a white vehicle eastbound on Michaelson then turn north on Clark Street. The vehicle was traveling slightly faster than the rest of the traffic. This vehicle was kept in sight and at this time further information was broadcast, revealing the suspect vehicle to be a white 1965 Ford, 4 door. We advised dispatcher that we had such a vehicle in sight northbound on Clark. Radio car (unmarked) then flashed his red light to identify himself as the suspect vehicle which was the vehicle we had in sight. This point to the fact that to be most effective in any area, we must have a local station deputy in the aircraft as the observer. It would also help if we could get some type of description of the vehicle or suspect on the first broadcast as this speeding vehicle could just as well have not been the suspect vehicle.

PRACTICE PROBLEM PROWLER (NIGHT)

Situation : Radio car will contact "Sky Knight" on Frequency 6 and request assistance regarding lighting area, with possible suspect.

Location selected will be a school or park normally checked on routine patrol. A suspect will be secreted on the grounds and will keep moving in an attempt to evade defection by "Sky Knight" light.

"Sky Knight" to be advised of date, but not time or location.

Problem : "Sky Knight" to light suspect and direct patrol car to suspect location.

All safety precautions to be observed by participants. "Sky Knight" to use normal lighting altitude and not to descend lower than 350 feet.

Results : This is a good problem. It takes a minimum of preparation and affords "Sky Knight" practice in locating a suspect on the ground and following him with the light.

Dispatcher contacted "Sky Knight" at 8:17 p.m. "Sky Knight" arrived over the school at 8:22 p.m., located suspect at 8:23 p.m., suspect hid in bushes, moved around buildings. "Sky Knight" kept suspect well lighted. Good problem. Response time could have been less.

"Sky Knight" Evaluation Report : Tactics used — Requested by dispatcher to check McArthur School Yard in an attempt to locate a suspicious person. Upon our arrival we circled the school yard once and at the start of our second orbit we observed the suspect person running along the north

side of a school building. The suspect person then attempted to evade us by running around small building to keep himself out of our floodlight beam. It was very easy at all times to keep track of the suspicious person and his movements.

PRACTICE PROBLEM ROBBERY-LIGHT ALARM (DAY AND NIGHT)

Situation : Two suspects will rob Cummings Liquor at South Street and Adenmoor. The alarm light will be actuated, forty-five minutes later, the suspects will depart the location to a car one block away. "Sky Knight" will not be advised that the light is a drill until he reports the illumination to the Radio Dispatcher. At this time, the illumination to the Radio Dispatcher. At this time, the Dispatcher will advise "Sky Knight" that it is a drill. The Desk Dispatcher and the Radio Dispatcher will be advised prior to the time of the light alarm.

"Sky Knight" will be given additional information on frequency 6 after observing the light.

Problem : To determine time of response in observing the light and time required to have a ground unit respond. Also time required to locate, follow and intercept suspect's vehicle.

Results : The alarm light was activated at 8:50 p.m. ("Sky Knight" was given no advance notification). At 8:50 p.m. + 50 seconds, the Radio Dispatcher advised all Lakewood units that "Sky Knight" had reported an alarm light ; *within 20 seconds* after the broadcast a Lakewood unit was at the location, arriving simultaneously with notification that the alarm light was a drill. Response from "Sky Knight" and the ground unit was excellent. Mr. Cummings, owner of the store, was favorably impressed.

"Sky Knight" Evaluation Report : Tactics used — On patrol vicinity of Carson Street and Woodruff Avenue and observed alarm light flashing at location. We broadcasted information to Lakewood units and proceed to location. Upon approach, we observed vehicle leave location without lights — we were then advised that it was a drill.

PRACTICE PROBLEM SILENT BURGLAR ALARM

Situation : By prior arrangement, two Lakewood cars will station themselves at the market in position for 459(S) call. With the market's permission, a man will be secreted on the roof. The ground unit will ask for "Sky Knight" to assist him in lighting the location.

Problem: "Sky Knight" is to illuminate the roof as requested and discover the man on top. Normal procedures will be used. Also all safety precautions. "Sky Knight" will be advised of the date of the test but no time will be given.

"Sky Knight" Evaluation Report: Tactics used — While patrolling east Lakewood area, approximately three miles from location, "Sky Knight" was requested to check location regarding silent burglar alarm. Upon arrival, location was circled to the right, lighted with floodlights. The northeast roof vent appeared to have possibly been entered. Ground units notified and they requested lower pass for confirmation. Area was checked for safety hazards and it was determined that a lower pass could be safely executed. The pass was executed at 300 feet and a suspect was clearly visible lying inside the northeast vent even though the suspect's clothing color blended with that of the vent. At this point "Sky Knight" was advised this incident was a practice problem. It appears that an altitude below 500 feet should be utilized whenever safety permits.

**U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
OFFICE OF LAW ENFORCEMENT
ASSISTANCE**

**GRANTEE'S
QUARTERLY PROGRESS REPORT**

Page 1

From: (Name and address of grantee)

**PETER J. PITCHESS, Sheriff
Los Angeles County Sheriff's Dept.
211 West Temple Street
Los Angeles, California 90012**

Grant
No. 198 (S-022)

Date of
Report: July 18, 1967

Covering Period:

May 1 to July 17, 1967

To: Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above:

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

**LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE
METHODS OF LAW ENFORCEMENT**

During the final month of the last quarter (June 1967), "Sky Knight" has been operating under a seven month grant extension scheduled to expire December 31, 1967.

Because an expanded patrol has been in progress during the entire quarter, no delineation will be made between the original and extended grant periods for purposes of regular quarterly progress reports.

Since patrol expansion approval and operational application, February 21, 1967, "Sky Knight" has patrolled the enlarged area a total of 130 days.

Prior to the middle of June, all radio car units working out of Lake-wood Station were re-fitted with four frequency radios having special air to ground transmit-receive capabilities.

Flight crews have made noticeable progress in gaining intimate knowledge of their new "beat". This has been accomplished through "learn by doing" processes combining practice problems with responses to nearly every call received by any Lakewood ground unit throughout the six city area. This training device permits regular patrol availability and aerial support to radio car units with only a slight loss in repressive patrol. (This loss principally involved routine checks of some police hazards). The number of observations made by helicopter crews has not been affected by this training period.

Area familiarization through response served a two-fold purpose ; while air crews learned the expanded district, involved ground units developed more awareness of the helicopter and learned, at first hand, of its capabilities and limitations.

The total Lakewood Station Aerial-Ground Police Patrol Team is rapidly attaining the same degree of efficiency enjoyed in the smaller (Lakewood City) area.

Time extension has enabled interested merchants and homeowners to consider installation of alarm lights in their places of business or residences. Citizen exposure to this visual alarm is currently being conducted by the manufacturer through contacts in all participating cities. Progress in this area will be covered in subsequent reports.

In considering the potential of patrol expansion, project participants were convinced productiveness of helicopter crews would be increased considerably as the area of responsibility was increased. This has been demonstrated to be true during the past quarter.

In April, May and June "Sky Knight" crews responded to 637 calls, handled 81 details and made 461 observations, a total of 1,179 logged activities for the 91 day period. Flight time for the period was 903 hours 36 minutes (approximately 10 hours per day). Since establishment of the two-shift patrol, flight time has fairly consistently averaged to 10 hours per day. However, in no prior period have the number of logged activities approached those of this past quarter. Review of past responses (June 6, 1966, to February 1, 1967) disclosed an average of 7 responses per day. This quarter "Sky Knight" crews averaged 13 logged activities per day, an increase of 86 percent over the first nine months period. There is little doubt productiveness has increased ; moreover, the aerial patrol unit appears to be maintaining its effectiveness and efficiency despite greater demands for service.

General classification of the majority of last quarter's responses remain quite similar to those in the past :

Burglary	148
Robbery	62
Prowler	96

Suspicious Circumstances	306
(persons and vehicles)	
Auto Theft	12
Disturbances	162
Fires	17
Missing Children (search)	57

Many listed responses were, of course, follow up of reported offences not occurring (or reported) during times "Sky Knight" was airborne. Numerous calls initiated as "robbery", "burglary", "prowler", etc., developed to be no offence, or offences of lesser nature, when investigated.

Several responses, particularly in the "call" and "observation" categories proved to be quite productive :

- 13 burglary suspects arrested
- 1 rape suspects apprehended
- 2 rape suspects (assisted in arrest)
- 6 missing children located
- 1 disturbance suspect arrested
- 6 major traffic offenders (drag race) arrested
- 2 stolen cars recovered
- 1 vehicle located, used in burglary — recovered loot.

Specific data concerning crime incident comparisons within the expanded patrol area are being aligned for presentation at a time when such accumulative data will provide information of statistical significance.

Prior to departing from crime data relating to the original project city (Lakewood), brief reference is made to the Federal Bureau of Investigation Uniform Crime Reports covering the calendar year of 1966. During that period, nationwide crime, as measured by the crime index, increased 11 percent over the same period in 1965. Each crime category had a substantial rise with robbery up 14 percent and burglary up 9 percent.

A 12 percent increase in robberies and an 11 percent increase in burglaries were reported by 1,771 suburban area agencies. A 16 percent increase in robberies and a 9 percent increase in burglaries were reported by 218 cities with populations of 50,000 to 100,000 (general size of Lakewood).

Lakewood City (patrolled by helicopter for seven month of the 1966 calendar year) reported a 22.5 percent *decrease* in robberies and a 7.5 percent *decrease* in burglaries. What, if any, *unknown* variable may have affected this decrease cannot be determined. One *known* variable *did exist* — *aerial surveillance of the city utilizing police patrol helicopters*.

The entire "Sky Knight" patrol concept, including service to the much larger area, is leveling into a smoothly running routine operation well programmed but highly flexible. This condition of operation enhances potential productiveness of experiments planned to augment patrol efficiency.

Measures are underway to conduct such experiments with, and to study the results of, airborne television, video tape recorders, additional air to ground lights and combination aural-visual commercial alarms. These experiments, their results and recommendations will be reported as progress is made on each.

Despite rapid response and attendant repressive effect of the helicopter patrol, it cannot be considered as a *total* replacement for radio car units due to limited officer-citizen contact capabilities. The possibility does exist that the broad range of patrol offered by aerial surveillance permits ground units to concentrate on more routine service functions in greater quantity per unit. In addition, the helicopter crews' ability to quickly reconnoitre the location of many types of calls and pre-alert or advise ground units can be applied as a conserver of man-hours.

A comprehensive study *designed to provide* planned application of these man-hour savings to decrease in the number of ground service units in the Lakewood Station area is now being conducted.

The apparent simple procedure of removing a radio car unit and re-aligning beats as part of a demonstration project is complicated, in this case, by the complex nature of the area involved, i.e., a policing district comprised of six cities of various population, assessed valuation, and geographical size, all contracting patrol units, or fractions thereof, from one simple policing agency (Los Angeles County Sheriff) through a de-centralized unit (Lakewood Station).

Progress is continuing with the many entities involved in the project area toward implementation of this important segment of the demonstration on or before the scheduled target date.

Pilot training and proficiency have been repeatedly stressed throughout the program. The importance of police helicopter pilot training has been pointed out in each quarterly report. This point cannot be over stressed. *Historically, the combination of man and machine has resulted in accidents.* Painstaking continuous training, coupled with proficiency re-checks and careful pilot selection, minimize the probability of accidents, and, more important, decreases the potential serious nature of unavoidable accidents.

As an example :

On May 30, 1967, while patrolling at 600 feet over the city of Lakewood, a "Sky Knight" pilot experienced an engine failure caused by a piston rod connector failing, breaking the cam shaft and freezing the engine. He quickly and calmly executed an auto rotation landing in the street with no injuries to crewmen, persons on the ground nor damage to property.

Helicopter failures occur. All agencies utilizing machines of any type must recognize this fact and exercise every facility at their command to be thoroughly prepared for the ever present contingency of failures and/or accidents.

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE OFFICE OF LAW ENFORCEMENT ASSISTANCE	GRANTEE'S QUARTERLY PROGRESS REPORT <div style="text-align: right;">Page 1</div>	
From : (Name and address of grantee) PETER J. PITCHESS, Sheriff Los Angeles County Sheriff's Dept. 211 West Temple Street Los Angeles, California 90012	Grant No. 198 (S-022)	Date of Report : Oct. 20, 1967
	Covering Period : July 1, 1967 to October 1, 1967	

To : Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above :

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE METHODS OF LAW ENFORCEMENT

Alter lengthy review of Lakewood Station's existing patrol strength, beat alignments, unit assignment (general law traffic), contractual obligations to six cities and service level responsibilities, two general law patrol units were moved from the field on September 1, 1967. This reduction is designed to continue through December 31, 1967.

The entire six-city and unincorporated area (see attached map) of Lakewood Station responsibility was considered in an attempt to share the reduction proportionately. It was readily apparent, however, that complete removal of a unit from a city contracting for a single radio car (Artesia, 1.6 square miles, 14,000 population), or, as in one case (Hawaiian Gardens 0.9 square miles, 7,800 population) contracting for only a fraction of a car,

presented a critical patrol shortage. Consequently, units were scheduled for removal from three major cities (Lakewood, Bellflower and Paramount — combined population 177,000) two at a time on a rotating basis. Units from other districts within Lakewood Station's area of responsibility are participating by responding out of their district if calls in the reduced areas build up an unreasonable backlog. Control beat boundaries of these units will also be expanded. The same concept, naturally, applies to those units remaining in cities where radio cars have been removed. Working hours of units removed, or scheduled for removal, closely parallel those of "Sky Knight" helicopters to produce the most nearly valid results of this significant portion of the demonstration project.

During this final phase of the experiment, aerial crews will be utilized as the *exclusive* handling unit on certain classes of calls. Considerable time is lost by field units traveling to the location of some situations not likely to be productive in terms of apprehending an offender, aiding a citizen, producing a report or deterring offences. In some cases, this is due to anonymous informants, parties departed prior to arrival, no desire for prosecution or no offence apparent. It is not anticipated that there will be a vast number of such instances, however, this procedure coupled with speedy air-reconnaissance, which arms radio crews with time saving information, should enable ground units to perform routine or emergency functions in greater quantity per unit. All personnel have been thoroughly indoctrinated at a Station meeting and through subsequent repeated, detailed briefings to assure maximum effort and application of procedure. Additionally, air crews are to concentrate judiciously on repressive patrol of high incident areas; industrial and commercial complexes, schools, remote areas and poorly lighted sections. Such patrols are being conducted with increased frequency, and in unpredictable patterns. Any additional deterrent resulting from more concentrated patrols should aid in relieving ground units.

In an effort to discover what trends or change in level of service may result from depletion of field units, daily unit logs will be studied and certain data extracted for purposes of comparison.

Data obtained through the balance of the experiment will be compared with unit logs submitted during the months of July and August, 1967. These months were selected because of ready availability, calendar proximity to test dates and they fall within the period of expanded patrol under the extension program.

Items 1 through 11, listed below, will be used in comparisons with the two control months. Items 12 and 13 are intended to aid evaluators in determining deployment or need for alteration of scheduling and have no basis for comparison.

Log information to be extracted for test purposes :

- (1) Average daily number of remaining general law cars assigned to a city per shift.
- (2) Average daily number of traffic cars assigned to a city per shift.
- (3) Average daily number of calls to general law cars.
- (4) Average daily number of observations per general law car.
- (5) Average daily amount of patrol time per shift per general law car.
- (6) Average daily number of tickets issued per traffic car (moving/non-moving).
- (7) Average daily number of non-traffic calls handled by traffic cars.
- (8) Average daily time spent by traffic cars handling non-traffic calls.
- (9) Average total daily number of "no acknowledgment" for general law and traffic cars.
- (10) Average arrival time of general law and traffic cars on "Emergent" calls.
- (11) Average arrival time of general law and traffic cars on "Non-Emergent" calls.
- (12) Total number of times a unit in one city is dispatched into a "test city".
- (13) Average daily number of calls assigned to "Sky Knight".

During the last of June, 1967 "Sky Knight" provided a brief, three day, demonstration of aerial patrol techniques during the National Sheriff's Convention in Las Vegas, Clark County, Nevada. Los Angeles County pilots flew patrol helicopters, accompanied by Clark County Deputies as observers, on regularly assigned day and evening shifts. Radio communications were provided by high powered portables, enabling the helicopters to operate as regular units paralleling their function in the Lakewood area.

Presence of the helicopters facilitated rescue and evacuation — from nearby desert mountains — of a group of Boy Scouts, some of whom were dangerously near heat prostration. The worth of aerial surveillance direction to ground units was also demonstrated during heavy rains which caused widespread flash flooding in the Las Vegas Area. The purpose of this extension of the Sky Knight experiment was not to seek involvement of this type but to evaluate adaptability of uninitiated police agencies in absorbing and utilizing airborne units when properly armed with recorded experience and knowledge of the medium. On this score, the three day test proved to be gratifyingly successful.

Clark County Sheriff's personnel and technical facilities were readily adaptable to the addition of a third dimensional patrol unit. Every detail of the aerial patrol demonstration, with the exception of pilot personnel,

was handled exclusively and efficiently by Clark County Deputies, after administrators and supervisors were briefed by "Sky Knight" project participants.

Although such brief application of aerial patrol techniques can provide no conclusive proof of "Sky Knight's" total adaptability to law enforcement concepts, it was exceptionally encouraging to observe at firsthand some evidence that police, world wide, can benefit from the combined efforts of those involved in this experiment. (Aircraft for the demonstration were provided by the Hughes Tool Company. Pilot personnel, while sworn temporarily as Clark County Deputies for insurance purposes, were attending on their own time. No substantial alteration of the Lakewood experiment was necessary.)

During the months of July, August, and September, 1967, "Sky Knight" crews flew a total of 859 hours 36 minutes (approximately 9.3 hours per day). During this period, they responded to 703 calls, handled 85 details and made 407 observations a total of 1,195 logged activities.

The majority of these activities have been broken down into the following general classifications :

Burglary	170
Robbery	56
Prowler	82
Suspicious Circumstances (persons and vehicles)	
Auto Theft	7
Disturbances	292
Fires	16
Missing Children (search)	37

Consistent with prior activities in the expanded area, "Sky Knight" crews averaged 13 logged activities per day, the same as recorded during the months of April, May and June.

Two particular incidents involving "Sky Knight" during this last quarter are worthy of separate mention due to one major factor significantly common to both — *Presence of the aerial patrol unit induced citizen cooperation to such an extent that suspects were apprehended !*

In accordance with the helicopter task force concept (assistance program), "Sky Knight" was utilized for a period of approximately one hour to assist Norwalk Sheriff's Station Deputies in a combined search

of a residential area for two felony suspects. Although the helicopter crew *did not* observe either suspect directly, their *presence was responsible* for ultimate success of the operation.

- It brought a great number of curious residents out into the street where they were briefed by Norwalk crews concerning the reason for the helicopter and police patrol units.
- The presence of the helicopter panicked one suspect to the extent that he was constantly on the move within the search area.
- Due to these movements, he was observed by numerous citizens who alerted searching ground units.

As a result, the suspect was arrested and charged with Grand Theft Auto, Robbery and Burglary. A stolen vehicle and stolen gun were recovered, and it is anticipated that subsequent investigation may clear several cases throughout Los Angeles County (Y-456-403).

The second instance involved information from one citizen :

On September 4, 1967, two young male narcotic users assaulted and murdered an acquaintance in the Paramount area. They then used the victim's car, a two-tone green over green, 1955 Chevrolet tudor sedan to effect an escape from the area.

At 5:05 p.m. "Sky Knight" was alerted concerning the murder car (approximately 45 minutes after the crime was committed). By 5:10 p.m. airborne officers located the vehicle near a multiple dwelling area at the edge of the City of Paramount — the vehicle was empty. The helicopter orbited the site pending arrival of ground patrol units and Homicide Detail. During this period of circling the *helicopter*, unknowingly but directly, *led detectives to the two suspects*.

As Homicide Detectives and Fingerprint Technicians were examining the victim's vehicle, they were approached by a young female resident who, although she did not know what they were seeking, gave the following highly significant information :

"Some time ago," she said to officers, "when the helicopter was overhead, a woman shouted from that house over there (pointing to a nearby residence) to what must be her sons 'You better put that car under the carport before the helicopter sees it !'. 'I didn't see anyone near the car,' she added, 'But I heard what she said.'"

Acting on this information, detectives went to the house in question where a protective mother, not knowing the serious involvement of her sons but, from experience, heart breakingly aware of their illegal activities, had called a warning to them when she saw the helicopter. Both suspects, in the house when officers arrived, surrendered without a struggle. (Case # Y-445-207)

Citizen recognition of "Sky Knight," in a completely diverse incident which is of considerable human interest value, can be noted in a letter to the Department from a Bellflower resident (see attached). Of exceptional importance, from a police viewpoint, is the fact that airborne officers were easily able to observe and identify a rather obscure incident occurring on the ground and, most important, were equipped to take positive action to bring about desired results.

In other productive instances, helicopter crews :

- Observed suspects setting a grass fire — two apprehended.
- Flew back up for ground unit having problems with three auto theft suspects.
- Spotted and reported a house fire — (early alert saved considerable damage).
- Located and directed detention of a man with a gun.
- Assisted Fire Department by voicing directions to units fighting grass fire.
- Located and pinned down numerous misdemeanants (Disturbance, traffic, prowler, alcoholic beverages laws).

These incidents are mentioned briefly to illustrate the complete participation of "Sky Knight" officers in the total range of Lakewood Station's policing responsibilities.

The helicopter *need to be* reserved for the exotic, major offences, riots or disasters. It has proven to be totally effective whether applied to control of illegal dumping and driving, or to the apprehension of murderers and bandits. Unquestionably, the *helicopter is a police patrol vehicle*.

Examination and testing of equipment which may further increase the scope and efficiency of helicopter patrol has been continuing throughout the project. One item, tested at some length in September, is an exceptionally powerful light manufactured by Electro-Optical Systems, a subsidiary of the Xerox Corporation, in Pasadena, California. This light, developed during research for military application, evidences considerable potential. It is a 24-volt, one kilowatt, lamp, based on the arc principle, which produced approximately 70,000,000 candlepower controllable from flood to spot. Although test flown, as a hand held unit, with outstanding results, additional engineering for remote control installation must be undergone before it could be effectively adapted to patrol helicopters. Because the light is not a shelf item, price determination is pending. Wide application which necessitates manufacture in considerable numbers may have to develop before such a light could be practically considered.

Prior to conclusion of the project, two other recently developed support items will be flight tested. The first of these is a light weight solid state videorecorder camera combination produced, especially for aircraft, by the Radio Corporation of America. Tests on this development should be completed by mid-November.

An additional concept to be tested presents a potential of further increasing helicopter response speed to a reported incident. This expediency is provided by a digital transceiver which can override voice transmission on Sheriff's frequencies and broadcast printed copy directly to the helicopter in seconds or fractions thereof. Helicopter crews can acknowledge or transmit utilizing the same medium without obtaining a clearance or cutting out other units transmissions. This electronic tie should produce the same effect as an exclusive frequency between dispatchers and the unit. Productive use of the digital transceiver could be widespread and would certainly be as applicable to motor vehicles as it promises to be to the helicopter. A single frequency dedicated to digital transmission could handle numerous messages to various units simultaneously, with no interference. The "Digikey" (trademark) is a product of Hughes Aircraft Company, Hughes-Fullerton, Fullerton, California. All test results will be fully treated, in subsequent reports.

As this important demonstration enters the final quarter, cities in the project area are earnestly instituting measures to provide *continuation of aerial patrol*. Other Los Angeles area cities or combinations of cities have sought or are seeking means to institute similar aerial service. Law enforcement agencies throughout the United States are developing studies and contacting this Department with requests for complete reports of the "Sky Knight" experiment. Some agencies are ready to become operational with helicopter patrols paralleling "Sky Knight." All of these facts certainly must be considered when the question is asked, "*How successful has the "Sky Knight" experiment been?*"

**U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
OFFICE OF LAW ENFORCEMENT
ASSISTANCE**

**GRANTEE'S
QUARTERLY PROGRESS REPORT**

Page 1

From : (Name and address of grantee)

**PETER J. PITCHESS, Sheriff
Los Angeles County Sheriff's Dept.
211 West Temple Street
Los Angeles, California 90012**

Grant
No. 198 (S-022) Date of
Report : January 12, 1968

Covering Period :

October 1, 1967 to January 1, 1968

To : Director, Office of Law Enforcement Assistance
Department of Justice, Washington, D.C. 20530

Submitted herewith is the grantee's progress report for the period shown above :

Peter J. Pitchess

Project Director (Signature)

**LAW ENFORCEMENT — AERIAL SURVEILLANCE
METHODS OF LAW ENFORCEMENT**

When the flight operations portion of "Project Sky Knight" terminated at midnight on December 31st, 1967 there was little more than a slight break in the patrol for purposes of obtaining flight time readings from aircraft recording tachometers. No longer considered experimental by participating cities, police helicopter patrol became a regular unit of the policing function in Lakewood, Artesia, Bellflower, Cerritos, Hawaiian Gardens and Paramount on January 1st, 1968.

NOTE : The working arrangements for establishment of this joint policing venture appear further on in this report.

During the months of October, November and December, 1967 "Sky Knight" crews flew a total of 841 hours 24 minutes patrol (approximately 9.1 hours per day). They responded to 657 calls, handled 121 details and made 411 observations, a total of 1,189 logged activities.

A majority of these activities have been broken down into the following general classifications :

Burglary	156
Robbery	59
Prowler	57
Suspicious Circumstances (persons and vehicles)	223
Auto Theft	20
Disturbances	173
Fires	13
Missing Children (search)	46

Reviews of "Sky Knight" patrol logs during the last quarter disclosed one classification "assistance-traffic" which was repeated frequently enough throughout both shifts — 91 such entries — that is worthy of note. Such a number of traffic responses is miniscule compared to total traffic incidents handled in this jurisdiction. (Lakewood units issued 3,318 traffic citations just in the month of November, over 80 percent of them during the two shifts "Sky Knight" is airborne). In the three months period that "Sky Knight" logged 91 traffic assists, ground units issued over 6,800 citations.

Many traffic assistance activities were responses to units who lost sight of violators in traffic, observed several violations at one time, stopped vehicles containing four to six occupants, or were involved in pursuits. Several were calls from citizens disturbed by speeding or other violations on their streets. A few were flagrant violations observed from the air.

Of the latter number, one typical incident is worthy of note because the defendant contested the citation :

On the evening shift of October 10, 1967, the aerial patrol observed a motorcycle speeding in a residential area. In an attempt to warn the cyclist to desist speeding, the observer trained flood lights on the motorcycle and driver. Instead of slowing, the driver turned off his lights and attempted to "ditch" the helicopter, meanwhile increasing speed to an estimated 70 mph. A ground unit, summoned to intercept, cited the driver for excessive speed and driving after darkness without lights. A court trial was held on December 12, 1967 at which time the defendant was found guilty on the observer's testimony. The court did not

question the airborne officer's ability to reasonably judge speed from the helicopter after an explanation of the relationship between air speed (indicated) and ground speed had been given.

While traffic control is not a major part of "Sky Knight's" designed activities, any deterrent to offenders, criminal or regulatory, is a considered part of the total police function. Successful application of the patrol in any of these areas further enhance its value to a police agency.

In other productive instances "Sky Knight" crews :

- Used rotor blade downwash to force an innertube raft, containing two persons, out of the flooded L. A. River and safely to shore. (This occurred during routine patrols of the river after heavy rains. Many persons, mostly juveniles, were protected from their own curiosity by presence of the helicopter).
- Observed market strike pickets detaining and harassing a delivery truck at the rear of a market, summoned ground units to keep the peace.
- Assisted Norwalk Station Deputies by locating a burglary suspect in a vehicle and directing units to effect an arrest.
- Landed and removed a drunk from the street for his safety and that of motorists. (This tactic was used as a safe landing spot was available, traffic was jammed and ground units were tied up in the traffic).
- Landed on freeway construction to take a grand theft motorcycle suspect into custody after receiving theft information via radio. (This was the result of a productive routine check of a suspicious person and vehicle). Sheriff's Case Y-475-507.
- Responded to a burglary call (Sheriff's Case Y-468-129) observed two suspects and directed their apprehension.
- During the night shift on November 22, 1967 observed a low aircraft flying very erratically, as low as 75 feet above houses. After moving closely enough to read the aircraft numbers with the aid of spotlights, they followed it to the ground at Long Airport and arrested its sole occupant, (a 16 year old juvenile) for grand theft aircraft, careless and reckless operation and flying without a licence. Sheriff's Case Y-478-206.

During this period "Sky Knight" was the principal unit responsible for the arrest and detention of 12 suspects — 7 felons, 5 misdemeanants. A particularly difficult indecent exposure suspect, who frequented the river bed, bridal trails and areas remote from radio car observation, was observed

from the aerial vantage point and kept in sight until a responding ground unit took him into custody.

Particularly demonstrative of the helicopters versatility and tenacity is the following burglary arrest :

- On December 16th, just prior to 10:00 p.m. a "Sky Knight" crew observed activity within a fenced area surrounding an aluminum extrusion plant in Paramount. When they lighted the area one person jumped into a vehicle with a third person and departed without lights. "Sky Knight" further observed another person, on foot, exit the building and climb the fence tearing his jacket and losing a shoe as he did so. Because the suspect on foot had obviously been in the building and could be connected with any illegal entry, the helicopter crew elected to keep him in sight and radioed the vehicle description and direction to ground units. There followed nearly 10 minutes of chase wherein the running suspect fled through back yards, over fences, down alleys, between buildings and finally underneath bushes where a responding ground unit took him, shoeless and exhausted, into custody without a struggle. Subsequent checks disclosed the building had been entered and valuable aluminum ingots removed. With the chain of evidence intact, the suspect was processed for burglary and his two crime partners are being sought. Sheriff's Case Y-489-561.

The last four months of "Project Sky Knight" were conducted with the total ground unit complement of Lakewood Station depleted by two cars from each of two shifts — day and evening.

Prior to discussing results of the test in terms of date extracted from officers working logs, basic cost factors will be considered.

The Los Angeles County Auditor has arrived at a helicopter patrol cost based on the County of Los Angeles furnishing all personnel, all equipment, all maintenance and miscellaneous costs. The formula and facts used are exactly parallel to those on which radio car units are currently figured and charged on police service contractual agreements. (Prices, of course, are current and subject to fiscal re-audit).

The radio car rate is \$113,079 per year (24 hours — 365 days). Because of the one man radio car (day shift) this cost is sectioned approximately by fifths. A day shift and evening shift unit is three-fifths of that amount — \$67,848.

The helicopter rate (24 hours — 365 days) is \$294,000 per year. Helicopters require two men on all shifts, therefore, this cost is sectioned by thirds. A day shift and evening shift unit is two-thirds of that amount — \$196,000.

For the two shifts involved, during the four months study the potential cost of helicopter patrol was \$65,333.

Potential savings through deletion of two ground units on two shifts for the same period was \$45,265.

Because of contractual obligations and the unique six city service rendered by Lakewood Station, this policing jurisdiction was perhaps not the most typical test area for a totally comprehensive evaluation of ground unit removal. Some seasonal variance may also exist, as control months and test months had to be in periods of the expanded patrol which did not become totally effective until March, 1967.

Statistics for the months of September, October and November of 1967 (December not as yet available) when compared to the same period the year prior indicate that removal of two patrol cars did not evidence any documentable decrease in the quantity of work performed.

Total cases handled, reported criminal and non-criminal activities, were 32 percent higher in September, October and November of 1967 than they were for the same period in 1966.

Total adult arrests, felony and misdemeanor, were 63 percent higher in September, October and November of 1967 than they were for the same period in 1966.

Note : There is no method of measuring these percentages as they may have been if the cars had not been removed. However, to ascertain if a considerable trend of increase in cases handled and adults arrested existed elsewhere, the same figures were extracted from statistics gathered in Temple City and Rosemead (cities used by Dr. Guthrie for comparison purposes). Total cases handled during September, October and November of 1967 in these two "control" cities increased 25.3 percent over the same period in 1966. Total adult arrests increased 44.6 percent.

Extracts from working logs of field units, taken during the control months of July and August, 1967 and test months of September, October, November and December 1967, appear in Attachment #1.

The study indicated a decrease of 16.2 per day in average daily number of calls to all remaining general law cars. Increase in criminal calls to traffic cars, 13.6 per day coupled with increased production per general law car, (10.8 to 11.8 per day) maintained a good level of service. The greatest penalty paid during the test period appears to be the decrease in traffic enforcement. Citations issued dropped 3.5 per day per car. The juxtapositioning of calls is also reflected in the increased time spent by traffic cars on criminal calls — 12 hours daily.

To expand the study, traffic accident statistics for the test months in the six cities were compared with the same period for the year prior. Traffic accidents did increase by 17.3 percent over those recorded in September, October, November of 1966. However, the increase in accidents is apparently not attributable to removal of cars as a similar increase, 16.4 percent, occurred during the control months. At the same time accidents increased 23.4 percent in the control cities, Temple City and Rosemead. It would appear that accident increase was a general phenomenon.

Most disappointing in the study was the fact that calls assigned to "Sky Knight" did not show an increase on a daily basis. This is due in great part to flight time losses caused by seasonal weather — "Sky Knight" averaged 300 hours per month during the control months and 268 hours per month during the test months; total aerial patrol time in September was only 240 hours.

The study does indicate that units can be removed for extended periods of time with minimum loss of efficiency and adverse effect, if such moves are fiscally requisite to provide support for advanced police techniques.

Statistically immeasurable but plainly evident in the classifications "no acknowledgement" and "arrival times," (numbers 9-10-11), was the complete cooperation and extra effort displayed by Lakewood Station Officers who have, through experience and exposure, totally accepted the "Sky Knight" concept and are among its most sincere advocates.

Several months before the scheduled conclusion of the grant supported demonstration project, participating cities conducted joint council meetings and affirmed their desire to continue the patrol and established working agreements to facilitate that function.

The Lakewood City Council, at its regular meeting on November 28, 1967, approved the purchase of helicopters already assigned to the patrol. It was further agreed that none of this capital cost would be assessed against the other cities.

A joint cities agreement was then entered into which provided apportioned payment to the City of Lakewood for gas, oil, miscellaneous costs and all maintenance of helicopters on a basis of \$19.00 per flight hour.

A second government entity agreement provided that each city, including Lakewood, contract with the County of Los Angeles for an apportioned share of Sheriff's personnel, (pilots and observers) to man the patrol helicopters and necessary liability insurance to cover patrol flights.

A third agreement was then reached between the City of Lakewood and the Hughes Tool Company, Aircraft Division, covering fuel, oil and maintenance at the above stated hourly rate.

A cost figure was projected covering the funding required to operate one helicopter on shift per day averaging four flight hours per shift 365 days a year. This amount is exclusive of capital outlay for helicopters and includes leased maintenance.

A. Personnel

Pilot 1.5939 positions	\$16,402.00	
Observer 1.5939 positions	\$14,704.00	
Employee Benefits	<u>\$ 8,498.00</u>	
		\$39,604.00

B. Operating Costs

1,460 hours at \$19.00 *per hour \$27,640.00

*based on

1. Misc. parts	\$ 6.68
2. Gas and Oil	\$ 5.10
3. Labor	\$ 3.60
4. Life Components	\$ 3.62
	<u>\$19.00</u>

C. Insurance

Liability (PD)	\$ 682.00	
Liability (BI)	<u>\$ 403.00</u>	
		\$ 1,085.00

D. General County Overhead \$ 5,228.00

13.2 percent of related expenses

Total cost one shift \$ 73,557.00

Total cost two shifts \$147,114.00

An acceptable and equitable formula to be used as a basis for sharing these costs for the balance of the fiscal year (1-1-68 to 6-30-68) was mutually agreed upon.

Despite other variances in city composition, each consists of a computable percentage of three known factors making up the entire patrol district : Population, assessed evaluation and geographic area (Sq. miles).

The working formula appears below :

	Population	Area sq. mi.	Assessed Value	Percentage to be paid
Artesia	12,800 (6.55%)	1.614 (5.18%)	18,707,860 (5.6%)	5.8%
Bellflower	55,500 (28.40%)	6.159 (19.78%)	79,154,940 (23.9%)	24.0%
Cerritos	3,523 (1. 8%)	8.784 (28.21%)	28,523,960 (8.7%)	12.9%
Hawaiian Gardens	7,975 (4.08%)	.95 (3.05%)	7,011,970 (2.1%)	3.1%
Lakewood	81,401 (41.64%)	9.197 (29.55%)	140,304,830 (42.3%)	37.8%
Paramount	34,250 (17.53%)	4.430 (14.23%)	57,667,510 (17.4%)	16.4%
TOTAL	195,499	31.134	331,371,070	100%

Joint acceptance of police aerial surveillance and unhesitating implementation of its function as a regular part of the police service in the demonstration cities is a singularly important endorsement of the project and the successful attainment of its goals.

Another endorsement, unsolicited and perhaps even a typical of most citizen responses to government endeavor, came to the City of Lakewood in the form of *dollar contributions* from residents who read press releases quoting a cost of "approximately \$1.00 per year per resident to continue "Project Sky Knight". In such gestures are found the basic elements for a true measurement of success.

ATTACHMENT # 1

CLASSIFICATION	Control Months	Test Months
1 Average daily number of general law cars per shift	16.5	14.5
2 Average daily number of traffic cars per shift	18.5	18.5
3 Average daily number of calls to general law cars	75.4	59.2
4 Average daily number of observations per general law car	2.9	2.5
5 Average daily amount of patrol time per general law car	3 hrs. 28 mins.	3 hrs. 44 mins.
6 Average daily number of citations per traffic car *	58.6	55.1
7 Average daily number of criminal calls handled by traffic cars	24.0	37.6
8 Average daily time spent by traffic cars on non-traffic calls	5 hrs. 46 mins.	17 hrs. 41 mins.
9 Average daily total, "no acknowledgement" all cars	7.31	7.33
10 Average arrival time "emergent" calls, all cars	3.5 mins.	3.3 mins.
11 Average arrival time "non-emergent" calls all cars	5.3 mins.	5.2 mins.
12 Total times unit dispatched from own "beat" to test city	1.8	5.0
13 Average daily number of calls assigned "Sky Knight"	9.9	9.1

* Bellflower citations not included due to special traffic task force application in the city per their request, during months of October, November and December.

APPENDICE 37

Brochure publiée par le département de la jeunesse
(Youth Authority) de l'État de la Californie
intitulée : *Auto theft, Prevention-Control.*

AUTO THEFT
—
PREVENTION
—
CONTROL

DEPARTMENT OF THE YOUTH AUTHORITY

State of California
RONALD REAGAN
Governor

Health and Welfare Agency
SPENCER WILLIAMS
Administrator

Published by
DEPARTMENT OF THE YOUTH AUTHORITY
Herman G. Stark, Director

CALIFORNIA DELINQUENCY PREVENTION COMMISSION

Mrs. A. Kenneth Spencer, *Chairman*
Ben G. Gautier, *Vice Chairman*

Mrs. Robert T. Adams Sam P. Della Maggiore
Michael N. Canlis Honorable John G. Schmitz

William H. Thompson, Jr.
Norman Nevraumont, *Executive Secretary*

Prepared by
William A. Daugherty
Assistant to the Director

As a Service
of the
Division of Delinquency Prevention
and Probation Services

Copies Are Available From the
DEPARTMENT OF THE YOUTH AUTHORITY
State Office Building No. 1 Sacramento, California 95814

*Eliminate temptation and you eliminate one
root-cause of crime and delinquency.*

FOREWORD

The Department of the Youth Authority is concerned about the number of youths arrested each year. Many of these arrests will be for auto theft, and a percentage of the arrested youths will find their way into a state institution.

The responsible automobile owner and driver can prevent a young auto thief, who impulsively takes a car at age 15 or 16, from embarking on a delinquent and perhaps criminal career. Drivers who follow the recommendations made in this pamphlet can help reduce the number of auto thefts. Drivers can prevent the loss of their property by exercising reasonable care. This means that *you* take the key out of the ignition when leaving the car. It means that *you* lock the car, and it means *you* avoid tempting possible thieves by not leaving luggage and packages in plain view in a locked or unlocked automobile.

Herman G. STARK
Director

PREFACE

California's Delinquency Prevention Commission continues to call attention to major crime and delinquency problems in an effort to prevent delinquency through education. Auto theft is a problem of major proportions. More than 500,000 automobiles are stolen each year. These cars represent a property loss of about \$500,000,000. In California alone some 87,000 automobiles are stolen at a loss of \$81,000,000.

It is the commission's intent that this pamphlet be used as a reminder to new and older drivers of their responsibilities to prevent auto theft by exercising reasonable precautions and care with their own property. Lock your unattended automobile.

Mrs. A. KENNETH SPENCER, *Chairman*
California Delinquency Prevention Commission

How big is the auto theft problem ?

Annually, one-half million automobiles are stolen in the United States. In the decade 1954-64, auto thefts increased 124%. Automobile registration increased 47% for the same period. The ratio of cars stolen has gone from one stolen for every 232 registered in 1954, to one stolen for every 141 registered in 1966. On the average, there are 1,500 cars stolen each day of the year.

In California, 87,500 automobiles were stolen in 1966. Between 1960-66, auto thefts in California increased 55.6%. About one-sixth of the auto thefts reported in the United States are stolen in California.

* * *

Where do auto thefts occur ?

The theft of automobiles is primarily a metropolitan problem. Although the theft of an automobile may occur almost anywhere, there are high incidence areas where the thefts are more apt to occur. These include poorly lighted residential areas where there is on-street parking, shopping centers where there is free parking, recreational and amusement areas where there is free parking, and industrial areas where parking is not controlled. One-half of the thefts are from residential areas.

* * *

When do auto thefts occur ?

Nationally, the greatest volume of auto thefts occurs in the cities and suburban areas during October and November. In the rural areas, auto thefts reach their peak in September, but the months of June, July, and August also experience a high volume of auto theft.

Two-thirds of the auto thefts occur at night.

* * *

Why are cars stolen ?

Seventy-five percent of automobiles are taken for transportation. The remaining 25% of all stolen cars are used in another crime, for resale, or are taken for the purpose of stripping parts.

The theft of an automobile and its use by a juvenile has had the label "joyriding" applied to it. It is estimated that 50% of all auto thefts are committed by juveniles, with a great many falling in the "joyriding" classification.

* * *

Who steals cars ?

Male juveniles under 18 years of age commit the highest percentage of auto thefts in the United States (63%). The majority of these are between the ages of 13 to 17. In California, 57% of those arrested in 1966 for auto thefts were under 18.

Youth, ages 15 and 16 years, have the highest involvement in auto theft. Females account for only 5.6% of auto thefts.

* * *

How long does it take to steal a car ?

It doesn't take long. It takes no longer to steal your car, if it is unlocked and the keys are in the ignition, than it does to start it. Few cars are stolen that are locked. Most boys understand mechanics and can bypass the ignition.

* * *

How many people are arrested for auto theft ?

About 100,000 persons are arrested annually in the United States for auto theft. Arrests have increased each year from over 63,000 in 1960 to 105,788 in 1966 — an increase of 63%. California had 25,000 arrests in 1966, with 57% of those arrested under 18.

* * *

What do you do if your car is stolen ?

When you are reasonably sure your car has been stolen, notify your local law enforcement agency and give as complete a description of your car as possible. The more detail you provide, the better the chance of its being recovered.

It is important to the police to know that no other person had permission to drive your car. Check to be sure that no other member of your family is using it and that nobody gave permission to someone else to use it. If you parked it in a business area or where many cars are parked, be sure to check the area before reporting it stolen. You may have become confused and overlooked your own automobile. If you have reported your car stolen and recover it by any means other than through a law enforcement agency, be sure to notify the police immediately.

* * *

What are your chances of recovering your car ?

About 90% of the stolen automobiles are recovered. An average of 20% of all cars stolen are recovered by agencies outside the jurisdiction where the theft occurred. In some larger metropolitan areas, 50% are recovered in another police jurisdiction. Only about 5% of all cars stolen are driven out of the state.

The recovery percentage is high. However, the condition of the car, when recovered, is another matter. Some recovered cars are completely wrecked or so thoroughly stripped of parts as to be useless.

There is a possibility that your car may be in that 11% taken by the "professional thief" for alteration and resale. In these circumstances, the chances of recovery are less.

* * *

How long will it take to recover your car ?

Time varies, of course, but local law enforcement agencies recover about 55% within 48 hours.

* * *

What does auto theft cost ?

The average value of each car stolen in the United States during 1966 was \$1,029. The total loss is in excess of one-half billion dollars. Nearly 10% of the stolen cars are unrecovered. This constitutes a loss in excess of \$53 million to the car owners and insurance companies. Human loss — personal injury or death — is not measurable. Property damage constitutes an additional loss, either in damage to the stolen vehicle or to public or private property.

In California it has been estimated that it costs the victim of an auto theft an average of \$200 in repair, towing, and storage fees. The \$200 does not include the hours of lost work time for the victim, increased insurance rates, or the police man-hours spent on the theft.

* * *

Is it worth it ?

If your car is stolen, you may be very fortunate and recover it in a matter of hours. You may be unfortunate and never recover it. This is

going to cost something. Anxiety and inconvenience will be the first price paid. Businessmen have lost valuable records, others have lost treasured mementos, credit cards, and clothing.

* * *

Can you prevent auto theft ?

Yes — you will hear it over and over again — remove your keys, secure the ignition, and lock your car. At least 42% of all cars stolen have the keys in the ignition or the ignition is unlocked. Public awareness of this fact could reduce auto thefts. Drivers must recognize their responsibility to lock their ignition and secure their automobiles. By doing so, you remove the easy opportunity for auto theft.

Many thefts committed by juveniles are impulsive acts which can become the beginning of criminal careers. The responsible driver who locks his car can prevent this. Avoid on-street parking overnight whenever possible. When shopping or on business, try to park in a controlled parking lot or park your car where it can be easily observed. If possible, check your car now and then. Do not leave packages or valuables in view to tempt a forced entry. Someone may steal your valuables, after the forced entry, someone else may steal your car.

FOUR EASY RULES TO DISCOURAGE AUTO THEFTS

- 1. Remove your Keys.**
- 2. Secure the ignition.**
- 3. Lock your car.**
- 4. Keep baggage out of sight.**

It is Your Responsibility ...

ASSUME IT!

APPENDICE 38

Liste des appendices

LISTE DES APPENDICES

- APPENDICE 1 : Résumé des principaux témoignages de spécialistes :
- a) Caporal Germain Courchesne ;
 - b) Lieutenant Léo Talbot ;
 - c) Régistraire Yvon Desloges ;
 - d) Séquestre Paul Devos ;
 - e) M^e Jean-Paul Bergeron ;
 - f) M^e Jay Rumanek.
- APPENDICE 2 : Rapport global de M^e Jean-Paul Bergeron.
- APPENDICE 3 : Lettres de M^e Jean-Paul Bergeron au président de la Commission (13 mars 1968 et 27 mai 1968).
- APPENDICE 4 : Règles de pratique et de procédure de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale.
- APPENDICE 5 : Article de M. Gilles Constantiteau intitulé « Un homme seul contre le gang des faillites », publié dans le magazine *MacLean* en juin 1966.
- APPENDICE 6 : Tableaux des pertes attribuables à la faillite. (Service de la police, ville de Montréal).
- APPENDICE 7 : Statistiques de la faillite au Québec, dans les provinces canadiennes sur le plan national :
- a) 1965 : Dun and Bradstreet
 - b) 1967 : Dun and Bradstreet
 - c) 1965-66 : Canadian Credit Men's Association
 - d) 1967 et six premiers mois de 1968 : Dun and Bradstreet.
- APPENDICE 8 : Rapport de la Commission d'enquête sur les faillites, liquidations, concordats et cessions de biens (juillet 1965).
- APPENDICE 9 : Jurisprudence des causes de faillite préparée par Armand Bécotte et saisie dans ses dossiers.
Cet appendice a été remis au ministère de la Justice et n'est pas publié parce qu'il est trop volumineux et présente peu d'intérêt pour le grand public.
- APPENDICE 10 : Lettres par lesquelles Armand Bécotte offrait ses services à des compagnies en difficulté.
- APPENDICE 11 : Pétition en vue d'une ordonnance de séquestre dans l'affaire de la faillite de Léonard Murphy Agencies Enrg.
- APPENDICE 12 : Enregistrement de la Société Montreal Collection Bureau au nom d'Armand Bécotte le jour même où F.-Armand Painchaud renonce à cette raison sociale.

- APPENDICE 13 : Lettre de M^e Gilles Godin réclamant à Armand Bécotte la somme de \$658 et copie de chèque à l'ordre de Jules Comeau, encaissé par Armand Bécotte.
- APPENDICE 14 : Documents concernant la libération d'un failli :
- a) Procès-verbal d'une assemblée des inspecteurs (10 avril 1967) ;
 - b) Rapport des syndics en vertu des articles 163 et 163A ;
 - c) Rapport des syndics au tribunal concernant la libération du débiteur ;
 - d) Avis aux créanciers.
- APPENDICE 15 : Correspondance entre Armand Bécotte et Bertrand-V. Tremblay.
- APPENDICE 16 : Documentation concernant le réseau de faillites frauduleuses dans l'industrie du bois (avec quelques opinions de la Commission).
- a) Texte de M. J.R. Leblanc (24 avril 1963) à l'intention du procureur général adjoint ;
 - b) Chronologie du dossier de Marcel St-Onge ;
 - c) Extraits des notes sténographiques de l'enquête préliminaire de Marcel St-Onge ;
 - d) Notes sténographiques de l'interrogatoire de Marcel St-Onge en Cour supérieure le 14 novembre 1958.
 - e) Chronologie du dossier de Philippe Dumouchel.
 - f) Témoignage écrit de M. J.R. Leblanc (partie publique) ;
 - g) Pièces CLA-15 à CLA-36 soumises par M. J.R. Leblanc avec la deuxième partie de son témoignage.
 - h) Rapport soumis à la Commission par l'enquêteur J.M. Bouchard qui a tenté de localiser le mémoire qu'aurait rédigé M^e Lawrence Poitras à la demande de la CLA.
 - 1 — Lettre de M. Bouchard ;
 - 2 — Lettre de M. Leblanc au syndic du Barreau ;
 - 3 — Lettre de M^e Poitras au syndic du Barreau ;
 - 4 — Lettres de M^e Poitras à M. J.R. Leblanc (5 et 26 septembre 1963) ;
 - 5 — Lettres de M. J.R. Leblanc à la Commission (28 février 1969).

Rapport détaillé du travail accompli sous la direction de Me Jean-Paul Bergeron

- APPENDICE 17 : Cet appendice a été remis au ministère de la Justice et n'est pas publié parce qu'il est trop volumineux et présente peu d'intérêt pour le grand public.
- APPENDICE 18 : Témoignage du séquestre officiel Paul Devos.
- APPENDICE 19 : Documentation en marge du témoignage de M^e Jay Rumanek.
- APPENDICE 20 : Liste des membres des équipes formées à Montréal et à Québec pour étudier les dossiers litigieux en matière de faillite.

- APPENDICE 21 : Liste des dossiers dont a disposé l'équipe des procureurs de la Couronne de Montréal entre le 1^{er} septembre 1967 et le 31 mars 1968.
- APPENDICE 22 : Liste des dossiers dont le contentieux criminel de Québec a disposé entre le 1^{er} septembre 1967 et le 31 mars 1968.
- APPENDICE 23 : Liste des dossiers, pour tout le Québec, dont le contentieux criminel de Québec entend reprendre l'étude.
- APPENDICE 24 : Commentaire de M^e Denys Dionne, sous-ministre associé de la Justice, intitulé : « Fraude et conspiration illégale en matières commerciales et à l'occasion de faillites ».
- APPENDICE 25 : Mémoire des dispositions arrêtées lors d'une entrevue à Montréal le 26 octobre 1967, relativement aux enquêtes et à la poursuite des infractions et des actes criminels commis en matière de faillite.
- APPENDICE 26 : Circulaire émise par la National Associated Women's Wear Bureau.
- APPENDICE 27 : Formule 63 : Questions qui doivent être posées par le séquestre officiel à un officier d'une corporation en faillite.
- APPENDICE 28 : Formule 62 : Interrogatoire du failli par le séquestre officiel.
- APPENDICE 29 : Lettre d'un syndic : commentaires sur le rapport Mercier.
- APPENDICE 30 : Mémoire soumis par l'Institut canadien des comptables agréés au ministre fédéral de la Justice, octobre 1963.
- APPENDICE 31 : Article publié dans le Time Magazine, édition canadienne, le 18 avril 1969, pp. 23 et 24.
- APPENDICE 32 : Bilan de la bande « Kyling ».
- APPENDICE 33 : Schéma d'une partie du témoignage rendu par le directeur Jean-Paul Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal, devant la Commission.
- APPENDICE 34 : Exhibits numéros 118, 119, 120, 121 et 122 fournissant la liste des cambriolages et des vols à main armée effectués dans les établissements bancaires du Québec au cours des années 1957 à 1967 (cambriolages) et 1961, 1963, 1964, 1965, 1966 et 1967 (vols à main armée).

- APPENDICE 35 : Correspondance entre l'Association des banquiers canadiens et les autorités fédérales et provinciales du ministère de la Justice.
- APPENDICE 36 : Compte rendu de l'expérience-pilote tentée à Los Angeles avec des hélicoptères affectés au travail policier.
- APPENDICE 37 : Brochure publiée par le département de la jeunesse (Youth Authority) de l'État de la Californie intitulée : *Auto theft, Prevention-Control*.
- APPENDICE 38 : Liste des appendices.
- APPENDICE 39 : Liste des tableaux.
- APPENDICE 40 : Liste des ouvrages et études utilisés par la Commission.
- APPENDICE 41 : Citations originales anglaises qui ont été traduites dans le texte du rapport.

APPENDICE 39

Liste des tableaux

LISTE DES TABLEAUX

- I — Vols à main armée et cambriolages, par province.
- II — Moyenne des crimes dans les succursales bancaires (incluant les sous-agences et les succursales).
- III — Vols à main armée — Genre d'attentat.
- IV — Comparaison entre le Québec et l'Ontario quant au nombre d'attaques à main armée commises par des bandits masqués.
- V — Pourcentage des cas où il y a eu arrestations (1965, 1966).
- VI — Nombre de jours entre la date de l'arrestation et la fin du procès.
- VII — Comparaison entre le Québec et l'Ontario quant au nombre de déclarations de culpabilité inscrites.
- VIII — Répartition des succursales et des vols par institution.
- IX — Heures de vols à main armée à Montréal.
- X — Jours où sont effectués les vols à main armée à Montréal.
- XI — Répartition du nombre des succursales et du nombre de vols par districts policiers.
- XII — Modus operandi.
- XIII — Répartition des montants volés.
- XIV — Cas où des arrestations ont été effectuées (1967).
- XV — Moyenne des sentences accordées pour vols dans les banques (1966).
- XVI — Sentences accordées pour vols à main armée dans les banques (1966).
- XVII — Résultats des enquêtes de police.
- XVIII — Nombre de fausses alertes provenant des établissements bancaires.
- XIX — Nombre de vols à main armée par rapport au nombre de fausses alertes provenant des établissements bancaires.
- XX — Typologie des voleurs.
- XXI — Antécédents judiciaires.

- XXII — L'administration de la justice.
- XXIII — Nombre de véhicules volés de 1963 à 1966 par rapport aux taux de vols par 100,000 véhicules immatriculés et de recouvrement.
- XXIV — Evolution du nombre des automobiles volées et du taux de recouvrement pour la région de Montréal du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1967.
- XXV — Vols d'automobiles (taux par 100,000 habitants).
- XXVI — Pourcentage d'infractions classées par mise en accusation, classées autrement ou non classées, Canada, 1966.

APPENDICE 40

Liste des voyages et études
utilisés par la Commission

BIBLIOGRAPHIE

British Journal of Delinquency. Vol. VIII, n° 4, April 1958.

GIBBENS, T. C. N., *Car Thieves*.

Canadian (The) Bar Journal. X, August 1967.

TASSE, ROGER, *Recent Developments in Bankruptcy Law*.

Canadian (The) Bar Review. XXV, January 1947. 122 pp.

SELLAR, WATSON, *A Century of Commissions of Inquiry*.

Délinquance (La) juvénile dans l'Europe d'après-guerre. Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1960.

JACKSON, R.M., *The Machinery of Justice in England*. Fifth Edition, Cambridge University Press, 1967. 494 pp.

Jeune (Le) adulte délinquant. Nations Unies, New York, 1965. 141 pp.

MAYER, MARTIN, *The Lawyers*. New York, Dell Publishing Co., Inc., 1967. 575 pp.

OUELLET, FERNAND, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*. Fides, Ottawa 1966. 639 pp.

Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia. Washington, D.C., 1966. 1041 pp.

Task Force Report : Crime and its impact — An assessment.

————— : *Organized Crime*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D.C., 1967.

APPENDICE 41

Citations originales anglaises
qui ont été traduites dans
le texte du rapport

**Citations originales anglaises qui ont été traduites
dans le texte du rapport.**

Paragraphe 2

(1) — The expeditious realization of debtor's assets and the distribution of the proceeds among the creditors entitled to them in law — the punishment of the dishonest debtor — and the ultimate discharge of the debtor from bankruptcy and his integration into society once again freed from a crushing burden of debt.

Page 18

Paragraphe 3

(2) — The modern bankruptcy law is one of the great humane accomplishments of the twentieth century, relieving mankind of what had been since antiquity a great source of involuntary servitude. It is important to keep this accomplishment in mind, even while noting that the little rings of bankruptcy lawyers who cluster around some of the federal courts may be the most rapacious community in the legal profession in America. They are also the most protected.

Page 18

Paragraphe 11

(2) — The modern bankruptcy law is one of the great humane accomplish is not rigidly refused (by Royal Commissions). The Balfour Committee remarked that many chairmen seem to hold the view that it would not be wise to restrict the evidence before Royal Commission in accordance with the practice in Courts of Law. It accordingly recommended that :

At any meeting for hearing oral evidence the chairman, as presiding officer, should have power to rule out any question when put which he considers inadmissible as being irrelevant or unnecessary. Any objection to the Chairman's ruling should be considered forthwith (the room being cleared during the discussion) and the decision of the majority of the Commission must prevail, subject to an appeal by the minority on any matter of principle (but not on mere personal questions) to the originating department, who should not only be empowered, but required, to give a definite decision on the matter so submitted.

Oral evidence is to the general practice, but there is no prohibition against consideration being given to submissions in writing. In England evidence is printed and sold, but in Canada it is an exception when it is printed. A Commission of inquiry may take evidence in confidence, *in which event it is not published*. An example is offered by the Pulpwood Commission. It arranged with the Government of Quebec that an officer of the Province would give evidence which would be treated as confidential. Prior to the

tabling of the Commission's report, a member of the House of Commons moved for the production of this particular evidence. The Minister of Trade and Commerce objected to the adoption of the motion until the Province gave its consent. The mover did not press his motion further. At Westminster more recently, a member inquired as to the publishing of confidential evidence received by the Royal Commission of Palestine, also whether it would be made available to the Mandate Commission. The answer of the Secretary of the Colonies was :

His Majesty's Government have not, and will not see, the confidential evidence which was given solely to the Royal Commission in confidence, and which is always kept under seal. It will not be given to me and it cannot be given to the Permanent Mandates Commission.

The Ontario Court of Appeal noted in *re Imperial Tobacco Co. v. McGregor* that the Commissioner had not made available to the companies certain evidence taken in the inquiry prior to notice of charges against them being given the companies. The Court regarded this as a matter within the commissioner's discretion.

Pages 23-24

Paragraphe 13

(3) — In Oregon, which leads the nation with more than 200 bankruptcies a year for every 100,000 of the population, a creditor could before 1965 attach *all* a debtor's wages, and can now take half ; in New York, where only 10 percent can be attached, there are only 31 bankruptcies per 100,000 ; and in Florida, North Carolina, Pennsylvania and Texas where wages cannot be garnisheed the figure is ten or lower.

Page 28

Paragraphe 25

(1) — Bankruptcy law, which begins with a statute of 1542 and has remained a creature of statute, originally treated bankruptcy as virtually a crime. Bankruptcy was principally associated with the Chancery Court yet somewhat oddly under the Judicature Acts it was assigned to the Queen's Bench Division and then transferred in 1921 to the Chancery Division. Some bankruptcy jurisdiction was given to County Courts. The law of bankruptcy has long ceased to be akin to criminal law, although there are many criminal offences particularly connected with bankrupts. The conception is that bankruptcy serves the two purposes of securing an equitable distribution of the assets amongst the creditors and of enabling the bankrupt to get quit of the burden of debt. A petition may be filed by a creditor or by the debtor himself. If an "act of bankruptcy" is proved, a receiving order is made. The investigation is peculiar in that bankruptcy is partly judicial. The official receivers are officials of the Board of Trade and also officers of the court.

In due course the bankrupt's property will be distributed and he will receive his discharge, the date of the latter depending upon the circumstances.

Pages 36-37

Paragraphe 33

(1) — I do not understand the principle established by that case to be one of absolutely rigid and unyielding character. For instance, a commission to inquire into the working and efficiency of the grand jury system, might, I think, be validly issued by the provincial government even although it was called on to examine into some aspects of the system which . . . are under Dominion control. But where . . . as here . . . the commission is directed to inquire into matters that are exclusively under the control of the Dominion Parliament, I think the principle applies with the result that the commission is void, so far as concerns the mandate to inquire into violations of Dominion prohibitions relating to intoxicating liquor.

In re Gartshore, (1919) 1 W. W. R. 372, p. 376. A trenchant criticism by W. Jethro Brown of the *Colonial Sugar* case is to be found in the Law Quarterly Review (1914), vol. 30, commencing at p. 301. The same decisions was distinguished by the Manitoba Court of Appeal in the Kelly case — it being founded on certain provisions of the constitution of Australia which are not comparable to the provisions of the B.N.A. .

Page 42

(1) — A provincial detective force might, I think, be organized under provincial laws for the very purpose for which the commissioner was appointed. Now, if I am right in thinking that investigations, extra-judicially, into the commission of crime for the purpose of discovering if and by whom committed, are within the subject matters assigned to the Province under the words "administration of justice", is there anything to prevent the Province from making the investigation effective by imposing on individuals an obligation to give evidence under penalty for refusal. I think not. Such a power is not inconsistent, but consistent with the jurisdiction of the Province to legislate concerning property and civil rights.

No doubt, to concede the power to the Province to make investigations into breaches of Dominion laws would appear at first blush to be an anomaly, and it might well be argued that the power conferred upon the Province in respect of the administration of justice ought to be interpreted as conferring merely the duty or obligation to put the machinery of the Courts in motion, and to take the requisite steps to prosecute persons accused of crime. That narrow construction would, I think, preclude what has been generally recognized as one of the functions of government in the administration of justice, namely, the ferreting out of crime and identification of criminals. There is nothing novel in compelling a witness to give evidence which may tend to incriminate him. That is done in the civil Courts and is the practice in one

of the oldest criminal Courts of the Realm, the Coroner's inquest. With the justice or expediency of inquiries into crime by an extra-judicial provincial commission I have not to concern myself. The power to appoint such rests somewhere. It is either with the Dominion or the Province, or with each, and hence it is idle to urge as a reason against the validity of the order in council that it is inimical to the rights of the subject.

Page 43

Paragraphe 40

(1) — Criminal groups also satisfy defaulted loans by taking over businesses, hiring professional arsonists to burn building and contents, and collecting on the fire insurance. Another tactic was illustrated in the recent bankruptcy of a meatpacking firm in which control was secured as payment for gambling debts. With the original owners remaining in nominal management positions, extensive products orders were placed through established lines of credit, and the goods were immediately sold at low prices before the suppliers were paid. The organized criminal suppliers were paid. The organized criminal group made a quick profit of three-quarters of a million dollars by pocketing the receipts from sale of the products ordered and placing the firm in bankruptcy without paying the suppliers.

Page 53

Paragraphe 105

(1) — At the height of the Depression, bankruptcies in the United States ran at a rate of about 70,000 a year. By 1946 the rate was down to 11,000. Now every year sets a new record: in fiscal 1966 there were 192,000 of them, more than nine-tenths of them voluntary personal bankruptcies, and about nine-tenths of those the bankruptcies of people classified as "employees". The total of creditors' (possibly inflated) claims runs near \$2 billion a year, of which close to \$1.9 billion must be written off.

Page 99

Paragraphe 113

(1) — The allowances provided in the Act for fees to inspectors are now clearly too low and require drastic revision. The persons who are in a position to provide the most effective supervision of trustees' activities and to obtain for the creditors the most effective and favourable administration of bankrupt estates are the inspectors. The Committee recommends that the scale of inspectors' fees contained in the present Act should at least be doubled to permit inspectors some reasonable compensation for the time they take in assisting with the administration of bankrupt estate.

Page 104

Paragraphe 119

(1) — As a result of one of these amendments, the trustee is now required to file with the bankruptcy branch, in respect of each estate, a report setting

out the name of the bankrupt and, where the bankrupt is a corporation, the names and addresses of the directors and officers of the corporation. More importantly, this report must also set out, when applicable, the names of the persons controlling the day-to-day operations of the bankrupt, as well as the trustee's opinion whether the deficiency between the asset and the liabilities of the bankrupt has or has not been satisfactorily accounted for and, finally, the probable causes of the bankruptcy. The information contained in this report will, of course, be most valuable to the bankruptcy branch in assessing whether the bankrupt's affairs should or should not be investigated.

Of greater direct interest to many of you, however, will be the fact that a separate report setting out the name of the bankrupt and the names and addresses of the directors and officers of the corporation, where the debtor is a corporation, as well as the names of the persons controlling the day-to-day operations of the bankrupt, is also required to be filed by the trustee with the Official Receiver. This will permit the dissemination of information relating to previous bankruptcies so that prospective creditors may be in a better position to judge the credit rating of their customers.

Page 110

Paragraphe 120

(1) — We cannot, of course, expect that these frauds will disappear just because we do not like them. We cannot either assume that only the extra large cities may be hit by this type of disease or that it is restricted to any particular place in Canada. There will always be individuals who will attempt to use for their own fraudulent purposes, the easy way with which credit may, at times, be obtained. There will always be individuals who will attempt to abuse the bankruptcy process and to make it serve their own illegal benefit. And they may, of course, show up, in any place where there is some commercial, business or financial activity to any noticeable extent.

In this respect, much could be said about the responsibility of the businessmen. They can do much to prevent these fraudulent schemes from succeeding. Businessmen are the ones who grant the credit and, as just explained, credit is the key to the door to these frauds. This point, of course, to the necessity of good and alert credit practices. Creditors eager to sell on any terms, just to beat their competitors, will sooner or later be caught holding the bag.

It must be appreciated that there is no law that can make good, a bad credit judgment. The law can help to minimize the loss once it has occurred and it ought to provide for the punishment of the offenders. But I do not believe that the law could be expected to do more.

Page 111

Paragraphe 121

(2) — Early in the Committee's study, it was realized that the sales and credit policies in our highly competitive economy fostered and even encour-

aged an over-extension of credit. Such credit policies were entirely innocent in most instances ; in others, they bordered on exploitation. This economic atmosphere was ripe for the racketeer and his strategies. Furthermore, the ease with which corporations can be formed and transfers of interests made, has created an impersonal atmosphere in which the moral aspect of business can be easily forgotten. These facts, when examined in terms of the Bankruptcy Act, revealed that, while the Act needed certain amendments, one of the principal areas requiring corrective action was in the field of administration.

Page 111

Paragraphe 123

(1) — Our bankruptcy legislation is not, in principle, any different from that of other countries. It is predicated on the principle of “credit or control”. In fact, until very recently, the prime responsibility for detecting and eradicating irregularities on the part of bankrupts was that of the creditors. For it must be remembered that bankruptcies are administered by trustees on behalf and for the benefit of the creditors. It was felt that the collective execution that is effected by the bankruptcy process — that is the realization of the debtor’s assets and the distribution of the proceeds to the creditors — benefits the creditors. Thus, the theory behind the principle of “creditor control” is that the creditors have a prime interest of their own, *firstly*, to scrutinize the affairs of the bankrupt in order to ascertain whether he had been guilty of any wrongdoing, and *secondly*, to aggressively go after, and collect, the assets of the debtors for distribution amongst the creditors. In serving their own interest, it was believed that the creditors would expose frauds and other offences, on the part of debtors, and, by the same token, serve the public good. (. . .)

The weakness in this system is that, as you know, before a trustee can become involved in any extensive investigations or inquiries into the bankrupt’s affairs he has to obtain the creditors’ approval as well as, in some cases, their financial assistance. Experience has shown that in many cases the estate does not have sufficient funds to enable the trustee to carry out the necessary investigations or inquiries and the creditors are not prepared to provide the trustee with the necessary financial assistance. And even when the estate has enough funds, the creditors are often not prepared to authorize the trustee to use them for investigation purposes.

Pages 112-113

Paragraphe 124

(2) — Why should they get involved, though the trustee in bankruptcy, in some times prolonged, complex and costly investigations which might result eventually in a prosecution before the court but which will very rarely result in a larger dividend for the creditors ? After all, most of these creditors have,

in fixing the price of their goods or services, included an item for uncollectible or bad debts. They are also allowed to deduct their losses on account of bad debts for income tax purposes. I, for one, do not believe that it would be reasonable to expect creditors to invest money in a venture, the outcome of which is often most doubtful, when they can put it into more profitable uses and generate new businesses. We cannot blame them for their unwillingness to put good money after bad. This is an area of bankruptcy administration where experience has shown that the principle of "creditor control" has not been working effectively.

Page 113

Paragraphe 157

(1) — The amendments incorporate in the Bankruptcy Act the technique used in income tax matters to deal with this type of problem. They provide that where a transaction is made between two persons who are closely connected or, not dealing at arm's length, this transaction, if it occurs within twelve months prior to bankruptcy, can now be reviewed. If the transaction is proven to be significantly detrimental to the creditors as a whole, then judgment will be given for that amount of which the creditors have been deprived by the transaction. An important aspect of this amendment is that the onus is on the third party to show that the transaction ought not to be reviewed.

The amendments also provide that where a corporation, within twelve months preceding its bankruptcy, has redeemed shares or granted a dividend when the corporation was insolvent or that rendered the corporation insolvent, recovery may be made against the directors or against certain of the shareholders of the bankrupt corporation. Here again, the onus is on the recipient to show that, immediately after the receipt of the benefit, the company was not insolvent.

Page 137

Paragraphe 223

(1) — Auto theft offence includes stealing or driving a car away and abandoning it. It does not include taking for temporary use when the car is actually returned by the taker or unauthorized use by those having lawful access to the vehicle. In 1965 the UCR estimates a national total of 486,568 auto thefts. Based on an average value of \$1,030, this total about half a billion dollars. Roughly 64 percent of cars which are stolen are recovered within 48 hours, however, and about 88 percent eventually. The value of those never recovered in 1965 was more than \$60 million. Total losses exceeded this figure, however, because some cars were damaged when recovered and because the owner lost the use of his car during the period it was away. Nearly two-thirds of auto thefts are at night and over one-half from unknown

purposes, about 8 percent for stripping for parts, 5 percent for use in another crime or for escape and the remaining 12 percent for resale.

Pages 254-255

Paragraphe 229

(1) — In recent years the incidence of auto theft in the city has risen sharply, although 1966 showed a decrease of 441 (8 percent) from 1965. An automobile is most likely to be stolen from a public street in a residential area in Precincts 2, 9, 10, 11 or 13 on Friday or Saturday night. The vehicle is most frequently a General Motors product, often unlocked, and often recovered within 72 hours in a damaged condition in the same precinct where it was stolen. Two-thirds of the victims are Negro residents of the District of Columbia whose cars are taken from the vicinity of their homes or businesses. Three-fourths of the auto theft offenders are Negro males under 21 who reside in the District and who generally steal or abandon vehicles in their home precincts. In 1961-1965, 22 percent of all offenders were 15 and under.

Page 262

Paragraphe 230

(2) — Many factors affect crime trends but they are not always easy to isolate. Murder is a seasonal offence. Rates are generally higher in the summer, except for December, which is often the highest month and almost always 5 to 20 percent above the yearly average. In December 1963, following the assassination of President Kennedy, murders were below the yearly average by 4 percent, one of the few years in the history of the UCR that this occurred. Since 1950 the pace of auto thefts has increased faster than but in the same direction as car registrations. During World War II, however, when there was rationing and a shortage of cars, rates for auto theft rose sharply. And in 1946 when cars came back in production and most other crimes were increasing, auto thefts fell off rapidly.

Page 262

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
<i>PREMIÈRE PARTIE :</i>		
LA FAILLITE FRAUDULEUSE	1-168	1-146
INTRODUCTION	1-11	17-23
a) Le mandat : La faillite frauduleuse	1-3	17
b) Le recours aux spécialistes	4-6	19
c) L'utilisation du huis clos	7-11	20
 I — POINTS DE REPÈRE DE LA COMMISSION	 12-33	 27-43
a) Laconisme des mémoires	12	27
b) Nombre et ampleur des faillites	13-20	28
c) Approximation des fraudes	21-24	33
d) Législation actuelle	25-33	36
 II — PARTICULARITÉS DES FAILLITES FRAUDULEUSES AU QUÉBEC	 34-47	 47-56
a) Procédures particulières au réseau de Bécotte	 35-39	 47
b) Méthodes habituelles	40-47	53
 III — DIVERSES FONCTIONS RELIÉES À LA FAILLITE ET À LA FAILLITE FRAUDULEUSE	 48-67	 59-71
a) Les créanciers	49	59
b) Le séquestre officiel	50-55	60
c) Les corps policiers	56-57	62
d) Les procureurs de la Couronne	58-60	64
e) Le syndic	61-63	65
f) L'avocat	64-65	67
g) Les tribunaux	66-67	70
 IV — DIFFICULTÉS DANS L'ADMINISTRA- TION DE LA FAILLITE	 68-87	 75-85
a) Lacunes de l'information	69-75	75
b) Pénurie de personnel qualifié	76-79	79

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
c) Dualité de juridiction	80-86	81
d) Absence de créanciers	87	85
V — POINTS ET MOMENTS NÉVRALGIQUES DE LA FAILLITE	88-113	89-104
a) La pétition ou la cession	89	89
b) Le délai avant le jugement	90-93	90
c) Le jugement du registraire	94-96	91
d) Constitution du dossier de faillite	97-98	93
e) Présence d'autorités diverses	99	94
f) Choix et rôle du syndic	100-103	95
g) Tâches du séquestre	104	98
h) L'assemblée des créanciers	105-111	99
i) Fonctions des inspecteurs	112-113	103
VI — LES PRINCIPES MIS EN CAUSE	114-134	107-118
a) Le principe de la responsabilité limitée	115-119	107
b) Le principe du crédit	120-122	110
c) Le principe du contrôle par les créanciers ..	123-131	112
d) Le principe du partage des responsabilités ..	132-134	117
VII — OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS	135-157	123-136
a) Quant à l'administration	136-150	123-133
1 — Le Secrétariat du Québec	136-137	123
2 — Le ministère de la Justice	138-142	125
i) Les forces policières	139-140	125
ii) Les procureurs de la Couronne	141	126
iii) Le personnel spécialisé	142	127
3 — Le ministère du Revenu	143-144	127
4 — Les syndics	145-149	129
5 — La magistrature	150	133
b) Quant à la législation	151-157	133-136
1 — Le Secrétariat du Québec	152-153	134
2 — La loi sur la faillite	154-155	135
3 — La loi du ministère du Revenu	156-157	136
VIII — COUP D'OEIL SUR LE RAPPORT MERCIER	158-168	141-146
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS		149

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
<i>DEUXIÈME PARTIE :</i>		
LE VOL À MAIN ARMÉE	169-201	165-214
I — LA SITUATION AU QUÉBEC	170-179	165-177
a) Plus grand nombre d'attaques	170-172	165
b) Importance des groupes et du déguisement	173-174	168
c) Pourcentage plus faible d'arrestations	175	171
d) Moins de plaidoyers de culpabilité	176	172
e) Procédures judiciaires plus longues	177-178	172
Résumé	179	177
II — LA SITUATION À MONTRÉAL	180-183	181-185
a) Taux de victimisation des banques	180	181
b) Renseignements sur les crimes : heure, jour... ..	181	182
c) Modus operandi des criminels	182	184
d) Montants volés	183	185
III — LA LUTTE PRÉSENTE AU VOL À MAIN ARMÉE	184-192	189-196
a) Le morcellement policier	184-187	189
b) Des sentences conformes à la moyenne	188-191	191
c) Faible taux de détection policière	192	196
IV — PERSPECTIVES IMPORTANTES	193-201	201-214
a) Orientation des réflexions	193-194	201
b) Lutte sur plusieurs fronts	195-201	203
1 — Responsabilités des banques	195-197	203
2 — Recherches sur l'efficacité policière	198-199	208
3 — Recherches sur les criminels	200-201	211
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS		217

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
<i>TROISIÈME PARTIE :</i>		
LES VOLS D'AUTOMOBILES	202-234	229-265
I — LA SITUATION	203-206	233-236
a) Le nombre de véhicules volés	203	233
b) Le taux de vols par 1000,000 immatriculations	204-205	235
c) Le taux de recouvrement	206	236
II — LA VERSION DES SPÉCIALISTES	207-221	241-250
a) La situation de fait	208-210	241
b) Les lacunes du système québécois	211-214	243
c) Les lacunes du système canadien	215-216	246
d) Les sanctions et les sentences	217	247
e) Moyens d'intervention auprès du public et des fabricants	218-221	248
III — PERSPECTIVES D'AVENIR	222-234	253-265
a) Relèvement à Montréal	222	253
b) Nécessité d'améliorer les comparaisons	223-225	254
c) Recherches sur les (jeunes) auteurs de vols d'automobiles	226-229	258
d) Recherches sur les responsabilités des fabricants	230-234	262
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS		269

LISTE DES APPENDICES

	<i>Pages</i>
Appendice 1	273
" 2	299
" 3	329
" 4	337
" 5	343
" 6	355
" 7	359
" 8	377
" 9	405
" 10	409
" 11	415
" 12	419
" 13	423
" 14	429
" 15	439
" 16	445
" 17	573
" 18	577
" 19	587
" 20	609
" 21	613
" 22	621
" 23	629
" 24	641
" 25	645
" 26	655
" 27	659
" 28	663
" 29	671
" 30	681
" 31	727
" 32	733
" 33	737
" 34	741
" 35	853

		<i>Pages</i>
Appendice	36	881
"	37	941
"	38	951
"	39	957
"	40	961
"	41	965

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES TABLEAUX	733
Tableau I	166
" II	167
" III	169
" IV	170
" V	171
" VI	173
" VII	173
" VIII	181
" IX	182
" X	182
" XI	183
" XII	184
" XIII	186
" XIV	190
" XV	193
" XVI	195
" XVII	196
" XVIII	210
" XIX	210
" XX	212
" XXI	213
" XXII	213
" XXIII	234
" XXIV	254
" XXV	256
" XXVI	259
TABLE DES MATIÈRES	975

Gouvernement du Québec
Éditeur officiel du Québec
Roch Lefebvre
\$7.50

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 052